

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

41

JUIN 1987

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

41

JUIN 1987

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

Les Perspectives économiques de l'OCDE

fournissent une évaluation des tendances et perspectives économiques des pays de l'OCDE dont l'évolution détermine dans une grande mesure le cours de l'économie mondiale.

*Chaque numéro de cette revue, qui paraît deux fois par an en juin et en décembre, contient une analyse générale des tendances économiques les plus récentes et des prévisions à court terme. Cette publication, réalisée par l'équipe du Département des affaires économiques et statistiques, contient aussi de temps à autre des études spéciales effectuées soit par les membres du Département soit par d'autres services de l'Organisation et destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques. Des statistiques rétrospectives sont incluses. La version anglaise des Perspectives économiques de l'OCDE est publiée sous le titre **OECD Economic Outlook**.*

Les Perspectives économiques de l'OCDE paraissent sous la responsabilité du Secrétaire général. Les appréciations portées sur l'évolution future des divers pays ne correspondent pas forcément aux vues des autorités nationales des pays considérés.

Une publication séparée, publiée une fois par an, présente sous une forme analytique des statistiques historiques couvrant une période de vingt ans.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960 à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

Les Membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

*

* *

© OCDE, 1987

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Chef du Service des publications, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

UNE STRATÉGIE DE COOPÉRATION POUR RESTAURER UNE CROISSANCE SATISFAISANTE		vii
ÉVOLUTION INTÉRIEURE ET INTERNATIONALE		1
Les facteurs déterminant l'activité économique		1
Politiques monétaires et budgétaires		12
Emploi et chômage		29
Coûts, prix et profits		40
Commerce extérieur et balance des opérations courantes		50
Évolution monétaire internationale		62
ÉVOLUTION PAR PAYS		65
États-Unis	65	
Japon	73	
Allemagne	80	
France	86	
Royaume-Uni	93	
Italie	100	
Canada	106	
Australie	112	
Autriche	113	
Belgique	114	
Danemark	115	
Espagne	116	
Finlande	118	
Grèce	119	
Irlande	120	
Islande	121	
Luxembourg	122	
Norvège	123	
Nouvelle-Zélande	124	
Pays-Bas	125	
Portugal	126	
Suède	127	
Suisse	128	
Turquie	130	
ANNEXE TECHNIQUE		131
Tableaux et graphiques supplémentaires détaillés		131
Sources et méthodes		150
Statistiques de base		163

LÉGENDES

\$	Dollar des États-Unis	–	Sans objet
c	Cent des États-Unis	·	Séparant unités et décimales (tableaux)
£	Livre sterling	I, II	Semestres
mbj	Millions de barils par jour	T1, T4	Trimestres
..	Donnée non disponible	Billion	Mille milliards
0	Nul ou négligeable	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières

Dans les tableaux, les données rétrospectives sont arrondies au dixième près.
Les estimations et prévisions chiffrées sont arrondies au quart de point près.

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique</i>	<i>Page</i>	<i>Graphique</i>	<i>Page</i>
A Révisions des prévisions de 1987	4	K Mesures de la position concurrentielle relative	53
B Indicateurs de politique monétaire et budgétaire	14	L Pétrole : prix du marché libre des produits et prix à l'importation	56
C Evolution de la croissance monétaire	17	M Importation de produits manufacturés de l'OCDE	56
D Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie, des taux d'intérêt et du taux d'inflation	19	N Le déséquilibre des balances courantes	59
E Importance relative des différents types d'imposition en 1965 et 1985	26	O Etats Unis : Taux de change et balances extérieures	60
F Composition de l'emploi permanent et temporaire dans les pays de la CEE	37	ANNEX TECHNIQUE	
G Taux de chômage standardisés	38	P Taux de change du dollar	141
H Prix des produits de base	41	Q Taux de change des principales monnaies vis-à-vis du dollar	142
I Variations des prix à la consommation	42		
J Profits et taux de rendement	47		

Résumé des projections^a

Taux annuels désaisonnalisés

	1985	1986	1987	1988	1987		1988	
					I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente								
PNB en volume								
Etats-Unis	2.7	2.5	2½	2¾	2¾	2¼	2¾	2¾
Japon	4.7	2.5	2	2	1¾	1½	1¾	2½
Allemagne	2.5	2.4	1½	2	¼	1½	2	2¼
OCDE Europe	2.6	2.5	2	2	1¾	2	2¼	2
Total de l'OCDE	3.0	2.5	2¼	2¼	2¼	2¼	2½	2½
Demande intérieure totale en volume								
Etats-Unis	3.4	3.5	1½	2	1¼	1¼	2	2¼
Japon	3.8	4.0	2½	2¼	1¾	2	2	2¾
Allemagne	1.5	3.7	2¾	2¾	1¾	2½	3	2¾
OCDE Europe	2.4	3.8	2¾	2½	2¼	2½	2½	2½
Total de l'OCDE	3.1	3.6	2¼	2¼	1¾	2	2¼	2¼
Inflation (indice de prix de la consommation privée)								
Etats-Unis	3.5	2.1	4	4½	4½	4½	4½	4½
Japon	2.1	0.6	0	1¾	-¼	¼	3	½
Allemagne	2.1	-0.4	¾	1½	¾	1½	1½	1½
France, Royaume-Uni, Italie, Canada	6.0	3.8	3¾	3¾	4¼	3¾	3¾	3¾
Autres pays de l'OCDE	8.4	7.0	6	5	6	5½	5	4¾
Total de l'OCDE	4.5	2.8	3½	3¾	3¾	3¾	4	3½
Milliards de dollars								
Balance des opérations courantes								
Etats-Unis	-117.7	-140.6	-147	-126	-149	-145	-132	-120
Japon	49.2	86.0	95	87	95	95	86	88
Allemagne	13.2	35.8	37	29	40	34	29	29
Total de l'OCDE	-58.9	-19.7	-23	-30	-16	-29	-34	-27
OPEP	3.8	-31.9	-17	-12	-20	-13	-12	-12
Pays en développement non producteurs de pétrole	-23.3	-10.9	-9	-11	-7	-10	-11	-12
En pourcentage de la population active								
Chômage								
Etats-Unis	7.2	7.0	6¾	6½	6¾	6¾	6½	6½
Japon	2.6	2.8	3	3	3	3	3	3
Allemagne	8.3	8.0	8	8¼	8	8	8¼	8¼
OCDE Europe	11.1	11.0	11	11¼	11	11	11¼	11¼
Total de l'OCDE	8.4	8.3	8¼	8¼	8¼	8¼	8¼	8¼
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente								
Commerce mondial^b	3.6	4.0	2¼	4	-½	3¾	4	4

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les projections sont les suivantes :

- les politiques en vigueur ou annoncées restent inchangées;
- les taux de change ne varieront pas par rapport à leur niveau le 21 avril 1987; plus particulièrement 1\$ = 142.1 yens et 1.81 DM.
- prix en dollars (OCDE importations, fob) du pétrole faisant l'objet d'échanges internationaux : 18 dollars le baril.

b) Moyenne arithmétique des taux de croissance des importations et des exportations mondiales en volume.

Les autres prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 12 mai 1987.

Une stratégie de coopération pour restaurer une croissance satisfaisante

La situation économique s'est détériorée ces derniers mois sans qu'on puisse guère escompter d'amélioration d'ici à la fin de 1988. Croissance lente, taux de chômage élevé et déséquilibres extérieurs considérables devraient persister. La baisse que le dollar a accusée dans la période récente, malgré des interventions d'une ampleur sans précédent sur les marchés de change, a réveillé les anticipations inflationnistes et fait remonter les taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ces évolutions, jointes aux tensions croissantes affectant les relations commerciales internationales et à la persistance des problèmes d'endettement, ont accru le risque de dégradation de la conjoncture économique mondiale.

Toutefois, les conditions d'une croissance plus soutenue restent, à maints égards, réunies : l'inflation est maîtrisée dans la plupart des pays, les finances des entreprises sont généralement saines, les taux d'intérêt ont nettement baissé ces dernières années, les soldes budgétaires se sont améliorés dans un certain nombre de pays et les marchés du travail donnent des signes de flexibilité accrue. Le fait que les perspectives ne soient pourtant pas meilleures tient en grande partie à l'effritement apparent de la confiance au sein du secteur privé, entraîné notamment par l'ampleur des fluctuations récentes des taux de change et l'incertitude sur leur évolution future. Pour rétablir la confiance, il importe que les gouvernements mettent en œuvre les engagements pris au niveau international dans le double domaine de la politique macro-économique et de l'action structurelle.

La situation actuelle

La situation économique est moins favorable qu'on ne l'escomptait l'année dernière. On pensait alors que la chute des prix du pétrole et la baisse corrélative des taux d'inflation et des taux d'intérêt ouvraient la possibilité d'une croissance plus rapide qui s'accompagnerait à la fois d'une faible inflation et d'une réduction des déséquilibres de balance courante les plus considérables. Il apparaît aujourd'hui que l'amélioration apportée par la baisse des prix du pétrole a été sans doute un peu moindre qu'on ne l'avait d'abord prévue. En outre, l'investissement a probablement souffert de l'incertitude entourant l'évolution future des taux de change.

La baisse des prix du pétrole et des autres produits de base dans les premiers mois de 1986 a bien eu des répercussions favorables sur l'économie des pays de l'OCDE avec,

en particulier, le recul de l'inflation et des taux d'intérêt. Mais le renversement partiel de la tendance des cours du pétrole au tout début de cette année lamine quelque peu ces évolutions positives. (Les prévisions tablent actuellement sur un prix du pétrole de 18 dollars le baril, contre 15 dollars il y a six mois). En outre, le transfert substantiel de revenus qui s'est opéré des pays producteurs de pétrole vers les pays consommateurs a peut-être eu, au total, un effet légèrement négatif sur la demande, et non pas neutre comme on s'y attendait : les pays pétroliers semblent avoir réduit leurs dépenses plus fortement que prévu, tandis que les gains de termes de l'échange ont peut-être été épargnés dans une proportion un peu plus importante (la question sera traitée plus longuement au chapitre intitulé « Les facteurs déterminant l'activité économique »).

Les prévisions antérieures, plus favorables, n'étaient pas seulement tributaires des effets positifs de la baisse des prix du pétrole ; elles portaient aussi de l'hypothèse que les agents du secteur privé prendraient leurs décisions d'investissement dans un contexte de relative stabilité des taux de change, étant donné les ajustements importants enregistrés en 1985 et au premier semestre de 1986. Dans les deux numéros précédents de *Perspectives économiques*, l'OCDE avait examiné les arguments en faveur d'une période de relative stabilité des taux de change, faisant valoir entre autres que la réduction des déséquilibres extérieurs ne devait pas reposer de façon excessive sur les variations de change. A l'époque, une stabilité relative des taux de change semblait pouvoir aller de pair avec la mise en œuvre résolue des politiques annoncées, en particulier celles sur lesquelles reposait l'amorce d'un processus durable de réduction des déséquilibres extérieurs.

En fait, malgré des périodes de calme, les marchés de change sont restés agités. En Allemagne et surtout au Japon, la nouvelle hausse des cours de la monnaie nationale a affecté défavorablement les intentions d'investissement, sans que cela soit compensé par une tendance inverse dans les pays dont la monnaie se dépréciait. De plus, il se pourrait que les perspectives de croissance aient été affaiblies non seulement par les variations effectives des taux de change, mais aussi par la manière « désordonnée » dont elles se sont produites, en particulier depuis les derniers mois de 1986. Cela n'a fait qu'accroître l'incertitude entourant l'évolution des taux de change, apparemment au détriment de la confiance des chefs d'entreprises. Si, dans un certain nombre de secteurs, les exportateurs des pays dont la monnaie s'est appréciée paraissent être en mesure de s'adapter à la nouvelle configuration des taux de change, les décisions d'investissement semblent avoir été affectées par la crainte d'une hausse additionnelle de la monnaie nationale. Tout récemment, le sentiment qu'une dépréciation encore plus forte du dollar pourrait entraîner une reprise de l'inflation aux Etats-Unis explique probablement pour une part importante la hausse des taux d'intérêt à long terme dans ce pays et, par voie de conséquence, la dégradation des perspectives dans les secteurs sensibles au niveau de l'intérêt. Dans les deux cas, donc, que le taux de change ait monté ou qu'il ait baissé, l'incertitude relative aux évolutions futures sur les marchés financiers semble contribuer à la faiblesse de l'investissement. Pourtant, les entreprises ont encore amélioré leur situation financière et leurs bénéfices sont relativement importants ; elles ont les moyens d'investir pour peu que les perspectives les y incitent.

Si l'incertitude a grandi, rendant ainsi le secteur privé moins confiant dans l'avenir, cela tient pour beaucoup aux préoccupations suscitées par le retard pris par les

gouvernements à exécuter pleinement leurs engagements internationaux sur l'ajustement des politiques économiques. Ces préoccupations ont peut-être été avivées à la vue des désaccords existant entre grands pays.

Les perspectives

Les projections présentées dans ce numéro de *Perspectives économiques* reposent sur l'hypothèse de travail habituelle de politiques inchangées et de taux de change stables. Toutefois, on n'a pas pu prendre en compte, faute d'en connaître le détail, les mesures d'ordre budgétaire dont sont convenus en principe les Etats-Unis et le Japon (on verra dans les notes par pays comment a été entendue ici l'hypothèse de «politiques inchangées»). Etablies sur ces bases, les perspectives concernant l'activité sont peu satisfaisantes. Le PNB réel de la zone de l'OCDE augmenterait actuellement de 2 à 2½ pour cent seulement en taux annuel, et sa croissance ne devrait guère s'accélérer au cours des dix-huit prochains mois. L'emploi continuerait de progresser au rythme de 1 pour cent par an, tout juste suffisant pour stabiliser le taux de chômage à 8¼ pour cent dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. Celui-ci pourrait continuer de baisser en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, mais il augmentera vraisemblablement dans beaucoup d'autres pays.

Les perspectives en matière d'inflation, bien que toujours globalement satisfaisantes dans la plupart des pays, se sont cependant légèrement dégradées. Calculé pour l'ensemble de la zone, le taux d'inflation pourrait s'établir à quelque 3½ pour cent cette année avec, éventuellement, une très légère accélération en 1988. Aux Etats-Unis, les effets de la baisse récente du dollar et le raffermissement des prix du pétrole devraient amener le taux d'inflation dans la zone de 4 à 4½ pour cent. On en arriverait alors au point, semble-t-il, où toute nouvelle accélération des prix (liée, par exemple, à une faiblesse persistante du dollar) devrait être contrecarrée par les autorités monétaires et provoquerait donc une hausse, éventuellement importante, des taux d'intérêt.

L'évolution des taux de change au cours des deux dernières années semble avoir enrayé la tendance à l'élargissement continu des déséquilibres de balance courante des trois plus grands pays de l'OCDE. De fait, les excédents en volume du Japon et de l'Allemagne ont diminué de 1½ et 1¼ pour cent du PNB respectivement en 1986, tandis que le déficit des Etats-Unis, après s'être encore creusé en 1986, pourrait maintenant commencer à se réduire en termes réels à un rythme annuel de l'ordre de ¾ pour cent du PNB. Les perspectives concernant les déséquilibres extérieurs n'en restent pas moins préoccupantes. Mesurés en dollars, les trois plus importants d'entre eux augmenteraient encore légèrement entre 1986 et 1987. La situation de cette année se présente ainsi sous un jour un peu moins favorable que dans le n° 40 de *Perspectives économiques*. Cela tient en grande partie aux effets de courbe en J découlant des nouvelles variations de taux de change (lesquelles devraient assurer à moyen terme un ajustement plus poussé). Les déséquilibres devraient toutefois diminuer à partir de maintenant, même en termes de dollars, pour revenir en 1988 à des chiffres nettement inférieurs à ceux de 1987. Cela étant, le déficit des Etats-Unis resterait encore l'année prochaine de l'ordre de 125 milliards de dollars (2½ pour cent du PNB), tandis que les excédents du Japon et de l'Allemagne ne seraient pas très loin de, respectivement, 90 milliards de dollars (3½ pour cent du PNB) et 30 milliards de dollars (2½ pour cent du PNB).

Des travaux exploratoires effectués par l'OCDE montrent que, sur la base de l'orientation actuelle des politiques et des taux de change réels inchangés, la situation ne paraît pas devoir s'améliorer sensiblement à moyen terme. On verra en particulier, au chapitre « Commerce extérieur et balances des opérations courantes », que les déséquilibres extérieurs pourraient, dans ces hypothèses, rester considérables. Dès lors, il serait à craindre que le dollar ne continue de baisser ; que les tensions inflationnistes ne s'accroissent aux Etats-Unis ; que les autorités monétaires de ce pays ne soient amenées inévitablement, pour contrecarrer celles-ci, à relever les taux d'intérêt ; que, du même coup, l'activité ne fléchisse dans les secteurs de l'économie américaine sensibles au niveau des taux d'intérêt et lourdement endettés ; que la situation ne se dégrade sur le plan de l'endettement international, forçant les pays débiteurs à réduire encore leurs importations ; que les pressions protectionnistes ne s'intensifient ; et que, par l'interaction internationale de ces facteurs négatifs, les perspectives en matière de croissance et d'emploi ne se dégradent encore.

Politiques pour une meilleure performance

Pareil scénario se situe à l'extrême dans la gamme des évolutions possibles. Conscients de ce fait, les gouvernements se sont accordés lors des réunions internationales de ces derniers mois sur l'action à mener pour rétablir la confiance des agents économiques et créer des conditions plus propices à l'accélération de la croissance et à la réduction des déséquilibres internationaux. Pour écarter les risques qu'on vient d'énumérer, il est toutefois indispensable que le programme d'action arrêté soit appliqué intégralement et avec célérité. Les Ministres des pays de l'OCDE, réunis en mai, ont placé les mesures qui s'imposent – et qui se renforcent mutuellement – sous trois grandes rubriques : les politiques macro-économiques, les réformes structurelles et les relations avec les pays en développement.

Politiques macro-économiques

En ce qui concerne les trois pays de l'OCDE les plus grands, il apparaît souhaitable que les *politiques budgétaires* visent à mieux répartir la croissance de la demande intérieure en la ralentissant aux Etats-Unis et en l'accéléralant au Japon et en Allemagne. Une évolution dans ce sens favoriserait l'ajustement extérieur tout en répondant aux objectifs internes de ces pays. En ce qui concerne les Etats-Unis, on admet généralement qu'il est nécessaire, pour des raisons d'ordre interne, de s'employer résolument à réduire le déficit budgétaire. Une conséquence importante de cette réduction pourrait être un abaissement des taux d'intérêt aux Etats-Unis (et peut-être aussi dans d'autres pays), avec des effets favorables sur l'investissement et l'endettement. Une telle orientation de la politique budgétaire diminuerait le risque de forte baisse du dollar et, par suite, de hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Une expansion plus rapide de la demande intérieure au Japon et en Allemagne n'aurait peut-être, certes, qu'un rôle assez faible à jouer dans l'ajustement extérieur, mais elle compenserait les effets déflationnistes de la correction des déséquilibres externes sur l'économie de ces pays, et contribuerait à éviter une baisse de la demande mondiale. Dans ces deux pays, le risque de plus en plus grand de croissance insuffisante de la demande intérieure et, par conséquent, d'augmentation du chômage semble justifier, sur le plan interne, une relance budgétaire.

Un rééquilibrage des politiques budgétaires s'inspirant de ce schéma n'impliquerait pas pour les pays qui ont mené, ces dernières années, leur politique macro-économique

dans le cadre d'objectifs à moyen terme, l'abandon de cette approche. La situation actuelle illustre au contraire amplement les problèmes qui peuvent se poser quand les politiques ne sont pas tenables à terme. En équilibrant mieux les politiques budgétaires, pour les amener à des orientations qui soient durablement soutenables – et qui apparaissent comme telles aux agents privés – on irait, en fait, encore plus loin dans le sens d'une approche à moyen terme de la politique économique.

Parmi les actions à mener sur le plan budgétaire, la plus considérable est de faire en sorte que le déficit fédéral aux *Etats-Unis* continue de se réduire au-delà de l'exercice 1987. Telle doit être, en effet, la priorité absolue dans la conduite de la politique de ce pays. Il apparaît aujourd'hui que le déficit de l'exercice 1987 marquera sans doute une réduction plus faible que prévue. Pendant ce temps, l'exercice 1988 se rapproche sans qu'un accord se soit dégagé sur le budget. Or, en l'absence d'un accord satisfaisant, la confiance pourrait être gravement ébranlée, tant aux *Etats-Unis* qu'à l'étranger. Aussi importe-t-il que le gouvernement et le Congrès s'entendent à bref délai sur les mesures spécifiques qu'il y aurait lieu de prendre. Pour parvenir à mettre sur pied un budget conduisant à une réduction très sensible du déficit, il pourrait être nécessaire d'envisager une large gamme de mesures : abattements sur les dépenses civiles, dépenses militaires plus faibles que prévu et augmentations d'impôts.

Au *Japon*, l'objectif devrait être de soutenir une expansion de la demande intérieure plus rapide que la croissance tendancielle de la production, de manière à réduire la dépendance, insoutenable à la longue, à l'égard des exportations. Cette politique serait compatible avec la nécessité, dans une perspective à plus long terme, de réorienter l'économie japonaise dans la ligne des recommandations du rapport Maekawa. De plus, une politique budgétaire moins stricte que celle actuellement intégrée dans les projections de l'OCDE pour 1987 et 1988 serait soutenable à moyen terme, même si le poids du vieillissement de la population sur les finances publiques rend inéluctable l'adoption de mesures appropriées vers le début des années 90. Un déficit des administrations publiques égal à 1 pour cent du PNB, par exemple, serait compatible avec un rapport de la dette au PNB stable ou en légère baisse. Un vaste programme de mesures est actuellement à l'examen, mais leur incidence est encore peu claire. Cependant, le problème ne réside pas seulement dans le niveau des recettes et des dépenses publiques : des mesures devraient être prises sur ces deux plans pour orienter davantage l'épargne vers les investissements intérieurs et les importations. Il faudrait en particulier s'employer à favoriser la construction de logements et, parallèlement, assouplir la réglementation foncière en zone urbaine.

En *Allemagne* également, la croissance de la demande intérieure doit se raffermir et dépasser celle de la production potentielle. La lenteur de la progression des exportations et les incertitudes récentes concernant les taux de change, qui ont entraîné une forte révision en baisse des projets d'investissement, soulignent la nécessité de soutenir davantage la demande intérieure pour maintenir un taux convenable d'expansion économique et renforcer la croissance du potentiel productif tout en accélérant le processus d'ajustement extérieur. La prudence qui a marqué la politique budgétaire ces dernières années a dégagé une marge de manœuvre pour soutenir la demande intérieure sans compromettre la saine gestion des finances publiques. Le gouvernement a annoncé que des mesures d'allègement, s'inscrivant dans une réforme

fiscale plus large et représentant 5 milliards de deutschemarks, seraient avancées au 1^{er} janvier 1988, renforçant ainsi les réductions d'impôt déjà prévues pour cette date. Les autorités se sont également engagées à envisager de nouvelles mesures au cas où l'activité ne se redresserait pas comme prévu. Les résultats à moyen et long terme de l'économie allemande pourraient être améliorés par la réduction des subventions, qui autoriserait des taux d'imposition relativement plus bas.

Les autres pays de l'OCDE se trouvent dans des situations diverses, mais la plupart d'entre eux n'ont guère la latitude d'assouplir leur politique budgétaire. Certains ont suivi la voie de l'assainissement des finances publiques mais ont encore du chemin à faire ; d'autres, qui avaient adopté une politique budgétaire expansionniste dans la première moitié des années 80, doivent à présent rétablir une situation saine. Bien des pays doivent aussi faire face à la contrainte extérieure. Pour prendre maintenant les cas individuels, la France est déterminée à poursuivre la réduction du déficit de l'administration centrale tout en allégeant la pression fiscale. L'Italie et le Canada restent engagés dans la voie d'une diminution progressive du déficit. Le Royaume-Uni est allé, certes, assez loin dans la réalisation de ses objectifs à moyen terme, mais son récent budget a probablement épuisé toutes les possibilités d'assouplissement qui pouvaient exister. Le Danemark, la Finlande et la Suède ont une situation budgétaire confortable, mais des contraintes demeurent – la faiblesse de leur position extérieure pour le Danemark et la Finlande, le risque d'une accélération de la progression des salaires pour la Suède. Pour leur part, la Belgique, l'Espagne et les Pays-Bas ont une balance courante excédentaire, mais ils accusent un déficit budgétaire très important. La Suisse est peut-être le seul de tous les petits pays à échapper à toute contrainte, budgétaire ou extérieure, mais aussi bien, le chômage y étant très faible, elle n'aurait guère de raison d'ordre interne de modifier l'orientation de sa politique économique.

La *politique monétaire*, depuis un an environ, est plus accommodante dans son orientation et elle est menée de façon pragmatique. Le rythme de croissance de la masse monétaire au sens large s'est généralement situé à proximité ou au-delà de la limite supérieure de l'objectif dans les grands pays et il a dépassé celui de la croissance du revenu nominal. Dans un contexte de faible inflation et de croissance médiocre dans la plupart des pays, et compte tenu aussi de l'incertitude sur le comportement de la demande de monnaie, la souplesse qu'ont montrée les autorités monétaires était de mise. Les perspectives en matière d'activité et d'inflation étant ce qu'elles sont, une orientation relativement accommodante reste justifiée dans la majeure partie de l'OCDE. A moyen terme, il va de soi, la politique monétaire doit veiller avant tout à ce que le taux d'accroissement de la demande nominale soit compatible avec un taux d'inflation à un niveau suffisamment bas.

L'inflation paraissant devoir rester faible, les politiques actuelles semblent compatibles, dans un certain nombre de pays, avec une nouvelle baisse des taux d'intérêt déterminée par le marché. Toutefois, on l'a vu, les perspectives dans ce domaine aux Etats-Unis – en particulier pour les taux à long terme – sont obscurcies par les incertitudes relatives au taux de change, au réveil apparent des anticipations d'inflation et au budget fédéral.

La politique monétaire a aussi pour rôle de contribuer à l'évolution ordonnée des taux de change, dont l'importance a été soulignée dans l'Accord du Louvre et réaffirmée

récemment lors d'autres réunions qui se sont tenues à haut niveau. Si l'objectif fixé pour le taux de change bénéficie d'un degré de priorité élevé, des tensions peuvent naître du double rôle imparti à la politique monétaire : poursuivre des objectifs internes stables à moyen terme et contribuer à la stabilité des taux de change. Il devrait être possible cependant, moyennant une coopération étroite entre les banques centrales, de faire en sorte que l'assouplissement de la politique monétaire dans les pays à monnaie forte soit *grosso modo* contrebalancé par son resserrement dans les pays dont le taux de change est faible. De la sorte on éviterait que les politiques monétaires prises dans leur ensemble ne pèchent involontairement par excès de détente, ou par excès de rigueur, comme cela risque d'arriver si les banques centrales réagissent, chacune de leur côté, aux tensions sur le marché des changes. Ce sont des erreurs de ce genre qui ont contribué à l'expansion monétaire excessive qu'ont connue globalement les grands pays dans les années 70. Ce n'est d'ailleurs pas sur la politique monétaire qu'il faut s'appuyer pour réduire l'ampleur des fluctuations de change engendrées par des phénomènes fondamentaux comme les déséquilibres considérables de balance courante ; à cet égard, le rééquilibrage budgétaire est l'exigence majeure de la politique macro-économique.

Réforme structurelle

Si la mise en œuvre d'un ensemble de politiques macro-économiques appropriées est une condition nécessaire de l'amélioration de la situation économique, elle ne saurait en aucune façon être suffisante : les politiques micro-économiques ont elles aussi un rôle déterminant à jouer. La marge de manœuvre limitée dont disposent les responsables de la politique macro-économique dans la plupart des pays souligne, en fait, l'importance d'une mise en œuvre rapide des réformes de structure. Ce n'est que si les conditions structurelles sont progressivement améliorées que la croissance aura des chances d'être suffisamment vigoureuse pour battre véritablement en brèche le chômage à moyen ou long terme.

Les Ministres de l'OCDE ont examiné les politiques micro-économiques sur la base du Rapport du Secrétaire général sur l'ajustement structurel et la performance économique et sont convenus d'une série de réformes nécessaires. Comme pour la politique macro-économique, l'accord réalisé doit être concrétisé dans les faits. C'est là une nécessité particulièrement urgente en ce qui concerne les politiques commerciales et agricoles :

- Le commerce international constitue, grâce au jeu de la concurrence, le meilleur moyen de favoriser l'efficacité et la croissance économiques. Il est donc inquiétant que les obstacles à un système commercial multilatéral ouvert se soient multipliés. Il y a particulièrement lieu de se préoccuper du caractère de plus en plus bilatéral des différends commerciaux et des « solutions » spécifiques qui leur sont apportées et qui introduisent nécessairement des distorsions dans le système commercial multilatéral. Il est absolument essentiel d'inverser la tendance récente à l'adoption de mesures discriminatoires spécifiques, de renforcer la dimension multilatérale des relations commerciales et de faire rapidement progresser les négociations d'Uruguay.

- Les marchés agricoles mondiaux sont actuellement entraînés dans un cercle vicieux – gonflement des excédents, effondrement des prix internationaux et nouvelles restrictions aux échanges, et subventions sur les marchés nationaux – qui est financièrement coûteux et économiquement dommageable. De plus, les mesures prises dans la plupart des pays de l'OCDE n'atteignent même pas leur objectif, qui est d'assurer des revenus raisonnables à tous les agriculteurs. Les Ministres se sont mis d'accord sur les principes qui doivent guider la réforme des politiques agricoles. Il faut en particulier que les décisions relatives à la production et à l'investissement soient de plus en plus guidées par les signaux du marché. Le soutien des revenus agricoles devrait être assuré, le cas échéant, par des compléments directs de revenu et non par des systèmes de garantie de prix ou d'autres mesures liées à la production.

Des réformes sont également nécessaires dans d'autres domaines, une action simultanée à différents niveaux micro-économiques ayant des effets cumulatifs qui se renforcent mutuellement. Pour obtenir des résultats macro-économiques significatifs, il pourrait être nécessaire d'intervenir sur un large front. Il faudrait notamment réduire les subventions industrielles, qui sont souvent à l'origine de distorsions internes et internationales et qui constituent une entrave à l'ajustement structurel. L'élimination des obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre – notamment par une amélioration des possibilités d'éducation, de formation professionnelle et de recyclage, par une meilleure transférabilité des pensions et par une atténuation des rigidités sur le marché du logement – réduirait les risques de pressions sur les salaires à mesure que le chômage diminuerait. La modération des salaires pourrait aussi être favorisée par des réformes tendant, par exemple, à donner à la «capacité de payer» une place plus importante dans les mécanismes de fixation des salaires du secteur public comme du secteur privé, à supprimer l'indexation automatique des salaires et à geler le salaire minimum. On pourrait directement contribuer à la modération des prix par le renforcement de la concurrence au plan interne et international, la déréglementation, la privatisation ou la réforme des entreprises publiques, notamment dans les secteurs des communications et des transports et, on l'a déjà dit, par la réduction du soutien des prix agricoles sur les marchés intérieurs.

L'un des buts essentiels de la réforme structurelle est d'orienter l'investissement vers les emplois les plus productifs. Les décisions d'investir prises aujourd'hui, qui infléchiront la structure de la production assez loin dans l'avenir, doivent être fondées sur les indications actuellement disponibles concernant l'action gouvernementale. Moyennant des signaux clairs et crédibles, les décisions d'investissement s'ordonneraient rapidement en conséquence. Il apparaît donc impératif, dans plusieurs domaines de l'action gouvernementale, de s'abstenir de prendre de nouvelles mesures faussant le jeu des marchés et d'entreprendre de supprimer celles qui existent déjà, notamment en réduisant les obstacles aux échanges et en ouvrant davantage à la concurrence les marchés intérieurs réglementés. A cet égard, la réalisation d'un marché intérieur unique au sein de la Communauté européenne et la réduction prévue des réglementations devraient élargir les débouchés commerciaux. Parallèlement, si les marchés de capitaux continuaient d'évoluer dans le sens de la flexibilité et d'une concurrence plus vive, le financement d'investissements dans la création d'entreprises à risque s'en trouverait facilité.

La réforme des structures contribuerait aussi à réduire les déséquilibres extérieurs. Les progrès dans ce sens dépendent en partie de la capacité des responsables de prises de décision en matière de production et d'investissement à répondre efficacement aux variations très importantes qu'ont accusées les taux de change et, plus généralement, aux modifications de prix relatifs qui reflètent les données économiques fondamentales. Pour assurer le rééquilibrage requis au plan international, il faut que les Etats-Unis investissent davantage dans les secteurs exposés à la concurrence étrangère, que les pays excédentaires accroissent leurs investissements dans les secteurs abrités, et que nombre de pays réduisent leurs investissements dans l'agriculture. L'ajustement nécessaire sera d'autant plus harmonieux et rapide, et ses effets seront peut-être d'autant plus étendus, que les signaux fournis par les prix seront parfaitement perçus par les investisseurs privés, et ne seront ni masqués ni affaiblis par des rigidités structurelles ou des mesures protectionnistes.

Relations avec les pays en développement

La situation des différents pays en développement est très hétérogène, mais nombre d'entre eux sont encore aux prises avec de graves problèmes d'ajustement extérieur. En 1986, les pays exportateurs de pétrole ont été particulièrement touchés par la dégradation des termes de l'échange, et le volume de leurs importations a, de ce fait, diminué de 20 à 25 pour cent. Les autres pays en développement ont bénéficié de la baisse des prix du pétrole, encore que la faiblesse des cours des produits de base ait eu tendance à neutraliser cet avantage pour les pays exportateurs de ces produits et que la diminution des concours financiers extérieurs les ait obligés à réduire eux aussi leurs importations. Les nouveaux pays industriels, pris dans leur ensemble, ont vu leurs recettes extérieures s'améliorer fortement en 1986, mais leurs excédents courants risquent de se réduire légèrement cette année et l'an prochain du fait de la croissance vigoureuse des importations et de certains retournements des termes de l'échange.

Les problèmes d'endettement restent préoccupants. Pour de nombreux pays en développement, le rapport de la dette aux exportations s'est sans doute accru ces derniers temps, malgré la compression des importations. Et la récente hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis constitue un autre facteur d'inquiétude.

Si les dispositions du plan Baker restent les éléments essentiels d'une stratégie permettant de s'attaquer efficacement aux problèmes d'endettement et d'ajustement des pays en développement, la mise en œuvre de cette stratégie s'est avérée décevante. Les difficultés rencontrées par certains pays lourdement endettés tiennent en partie aux politiques qu'ils ont eux-mêmes suivies. Des mesures d'ajustement appropriées peuvent assurer la croissance et favoriser le développement économique, mais elles doivent tenir compte de façon réaliste de la capacité des économies de soutenir l'expansion rapide de la consommation, et elles doivent viser sérieusement à améliorer le fonctionnement des mécanismes micro-économiques. Dans certains cas, les politiques mises en œuvre n'ont pas répondu à ces impératifs. En revanche, les pays qui font des efforts plus déterminés doivent pouvoir compter avec plus de certitude sur des apports financiers adéquats.

Les organismes multilatéraux de développement jouent le rôle qui leur a été dévolu. Le FMI continue de fournir les financements à court terme nécessaires au soutien des programmes d'ajustement ; en raison de la forte augmentation de ces financements

durant les premières phases de la crise de l'endettement, les sommes que le Fonds reçoit des pays en développement dépassent maintenant, comme prévu, celles qu'il leur verse. Il sera nécessaire de veiller à ce que les organismes multilatéraux continuent globalement d'assurer un flux de ressources suffisant vers ces pays. Les banques commerciales n'ont pas apporté, en revanche, la contribution qu'on attendait d'elles. Elles ont mis au point avec ingéniosité toute une nouvelle gamme d'options pour le rééchelonnement des dettes, mais la lenteur des négociations a freiné les apports de capitaux nouveaux. Il serait souhaitable qu'elles soient disposées à admettre une certaine réduction de leurs rentrées au titre des crédits en souffrance, en acceptant aussi bien d'accroître les apports de capitaux frais aux pays relativement avancés que de capitaliser une partie des intérêts que leur doivent les pays les plus pauvres.

Il reste que c'est fondamentalement par une expansion des exportations – parallèlement à la mise en œuvre de politiques internes adéquates dans les pays débiteurs – que les problèmes d'endettement pourront être atténués. La stratégie de résorption de la dette serait compromise si la demande intérieure des pays de l'OCDE continuait de progresser à un rythme moins soutenu qu'on ne l'avait prévu ; elle le serait également si les taux d'intérêt augmentaient fortement aux Etats-Unis ou si les produits des pays en développement ne pouvaient accéder plus librement aux marchés des pays de l'OCDE.

*

* *

Si rien n'était fait pour modifier en temps utile les politiques macro- et micro-économiques, le risque d'une dégradation des résultats économiques pourrait se préciser. Il est donc nécessaire que les engagements pris au plan international soient rapidement et intégralement mis en œuvre. Une action engagée dès maintenant contribuerait à restaurer la confiance assez rapidement et à améliorer les perspectives. Mais même une fois les politiques adéquates mises en place, il faudra inévitablement du temps pour retrouver une croissance tendancielle plus soutenue et pour réduire sensiblement les déséquilibres internationaux. Les gouvernements devront donc s'employer sans relâche à nourrir la confiance du secteur privé, en se montrant fermement résolus à poursuivre des politiques soutenables et internationalement compatibles à moyen terme.

28 mai 1987.

ÉVOLUTION INTÉRIEURE ET INTERNATIONALE

LES FACTEURS DÉTERMINANT L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Par suite de l'évolution favorable intervenue dans les termes de l'échange en 1986, le revenu réel de la zone de l'OCDE s'est trouvé majoré de 1 pour cent environ. Ce gain, au lieu d'être intégralement dépensé, a été en partie conservé sous forme d'épargne et, par ailleurs, les pays non membres ont réduit leurs importations face à la détérioration de leurs termes de l'échange. La part non recyclée du gain réalisé en 1986 au titre des termes de l'échange sera sans doute dépensé en 1987, ce qui devrait soutenir la demande intérieure dans les pays de l'OCDE, tandis que les exportations nettes à destination des pays non membres semblent devoir apporter une contribution positive à la croissance du PNB de la zone au cours des dix-huit prochains mois. Les conditions monétaires se sont raffermies aux Etats-Unis, mais restent souples dans les autres pays. A l'échelle de la zone tout entière, la politique budgétaire pourrait prendre un tour restrictif cette année et conserver la même orientation l'année prochaine. La progression des salaires nominaux semble devoir être plus rapide que celle des prix, mais cela ne devrait toutefois pas entraîner une compression des parts de profit. Sous l'influence de ces différents facteurs, la croissance du PIB de la zone devrait se ralentir cette année, avant de se stabiliser l'an prochain aux alentours de 2 à 2½ pour cent. La croissance de la production totale pourrait être plus rapide aux Etats-Unis que dans les autres pays Membres, mais l'expansion de la demande intérieure y sera sans doute moins soutenue qu'ailleurs.

Evolution récente et tendances actuelles

La demande intérieure de la zone de l'OCDE a connu une croissance particulièrement dynamique au cours de l'été 1986, la baisse des taux d'inflation et des taux d'intérêt nominaux ayant stimulé la consommation privée et l'investissement. Cependant, la progression de ces deux catégories de dépenses s'est fortement ralentie au quatrième trimestre dans les trois plus grands pays. Selon les enquêtes de conjoncture et d'autres indicateurs, le manque de confiance inattendu des entreprises s'est traduit par une révision en baisse des dépenses

d'équipement, du moins pendant le premier semestre de 1987. La confiance des consommateurs a aussi été entamée dans certains pays.

Le dynamisme qui a caractérisé la demande intérieure jusqu'à l'automne 1986 s'explique dans une large mesure par l'évolution favorable des termes de l'échange à la suite de la baisse des prix pétroliers, ainsi que par la faiblesse des prix des autres produits de base. L'évolution des termes de l'échange a eu aussi des conséquences négatives : les secteurs énergétiques des pays de l'OCDE ont considérablement réduit leurs dépenses d'équipement, mais ce sont surtout les exportateurs de la zone qui ont été touchés. Les pays exportateurs de pétrole non membres de l'OCDE ont réduit le volume de leurs importations de plus de 20 pour cent en 1986, ce recul s'étant accéléré au second semestre de l'année. Simultanément, les importations, de pétrole notamment, en provenance des pays non membres, ont fortement progressé. De ce fait, la croissance du PNB réel de l'OCDE, à 2½ pour cent, a été inférieure de ¾ de point à celle de la demande intérieure au deuxième semestre de 1986 (tableaux 1 à 5).

On estime que le taux de croissance a été de 2 à 2½ pour cent au premier semestre de 1987 pour l'ensemble de la zone, la progression du PNB réel étant plus soutenue aux Etats-Unis, mais nettement plus lente en Europe et au Japon. Aux Etats-Unis, la croissance semble avoir été surtout stimulée par la formation de stocks (probablement involontaire) et le secteur extérieur, le volume des exportations ayant augmenté fortement sous l'effet de l'amélioration de la compétitivité. La demande intérieure finale progresse très lentement, car les dépenses de consommation sont limitées par la faible augmentation du revenu réel et l'investissement productif continue de diminuer. En Europe, on estime que la contribution du solde commercial à la croissance du PNB est restée négative et que l'expansion de la demande intérieure a été nettement plus faible qu'en 1986. Cette situation tient pour une large part aux évolutions observées dans les deux plus grands pays d'Europe : une baisse des investissements productifs en Allemagne, due sans doute aux incertitudes qui pèsent sur l'évolution des taux de change, et la faible croissance de la consommation privée en France, imputable à la progression médiocre du revenu réel. La demande

Tableau 1
Croissance du volume du PNB dans la zone de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1982 Part dans le total OCDE	1984	1985	1986	1987	1988	1986	1987	1988		
							II	I	II	I	II
Etats-Unis	40.9	6.4	2.7	2.5	2½	2¾	1.8	2¾	2¼	2¾	2¾
Japon	14.0	5.1	4.7	2.5	2	2	3.2	1¾	1½	1¾	2½
Allemagne	8.5	3.0	2.5	2.4	1½	2	3.9	½	1½	2	2¼
France ^b	7.0	1.5	1.4	2.0	1¼	2	2.0	½	2¼	2	1¾
Royaume-Uni ^b	6.3	3.0	3.5	2.7	3¼	2¼	3.5	3½	2¾	2¼	1¾
Italie ^b	4.5	2.8	2.3	2.7	3	2½	2.7	3¼	2½	2½	2¼
Canada ^b	3.9	5.5	4.0	3.1	2½	2¾	1.2	3	3	2¾	2½
Total des pays ci-dessus	85.1	5.0	3.0	2.5	2¼	2½	2.4	2¼	2¼	2½	2½
Autres pays de l'OCDE ^c	14.9	3.3	3.1	2.5	2	2	2.1	2	2	2¼	2¼
Total de l'OCDE	100.0	4.7	3.0	2.5	2¼	2¼	2.4	2¼	2¼	2½	2½
Quatre grands pays européens	26.3	2.6	2.4	2.4	2¼	2	3.1	1¾	2¼	2¼	2
OCDE Europe	38.8	2.6	2.6	2.5	2	2	2.9	1¾	2	2¼	2
CEE	33.3	2.5	2.4	2.4	2	2	2.8	1¾	2	2	2
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	59.1	3.6	3.3	2.5	2¼	2	2.8	2	2	2	2¼
Production industrielle :											
Sept grands pays	—	8.9	2.7	0.9	2	3¼	0.9	2¼	3	3¼	3¼
Total de l'OCDE	—	8.3	2.7	1.1	2¼	3	1.1	2¼	3	3¼	3¼

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des taux de change de 1982.

b) PIB.

c) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, représentant plus de 50 pour cent du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation. Données détaillées dans le tableau 2.

Tableau 2
Croissance du volume du PIB des autres pays de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 Part dans le total OCDE	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	0.9	2.0	3.0	1.7	¾	1½
Belgique	1.1	1.6	1.5	2.3	1¼	1¾
Danemark	0.7	3.5	4.2	3.4	-¾	0
Finlande	0.7	2.8	3.0	1.8	2¾	2½
Grèce	0.5	2.8	2.1	1.3	-1	1¼
Islande	0	3.6	3.4	5.9	3¾	..
Irlande ^b	0.2	1.8	0.2	-0.5	¾	1¼
Luxembourg	0	-4.8	2.9	2.0	2½	2¼
Pays-Bas	1.8	2.4	1.7	1.9	1½	1
Norvège	0.7	5.7	5.4	3.8	2¾	1¼
Portugal	0.3	-1.6	3.3	4.8	3½	2¾
Espagne	2.3	1.9	2.2	3.0	3	2¾
Suède	1.3	4.0	2.2	1.3	1¾	1½
Suisse	1.2	1.7	4.0	2.8	1¾	2
Turquie ^b	0.7	5.9	5.1	8.0	6½	6¼
Total des pays européens ci-dessus	12.5	2.7	2.8	2.7	2	2
Australie	2.1	7.0	5.1	1.4	2½	2¾
Nouvelle-Zélande	0.3	4.2	0.7	-0.6	¼	2¼
Total des pays ci-dessus	14.9	3.3	3.1	2.5	2	2
OCDE Europe	38.8	2.6	2.6	2.5	2	2
CEE	33.3	2.5	2.4	2.4	2	2

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des taux de change de 1982.

b) PNB.

Tableau 3

Evolution du volume de la demande intérieure totale dans la zone de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I II		1988 I II	
Etats-Unis	8.3	3.4	3.5	1½	2	2.6	1¼	1¼	2	2½
Japon	3.8	3.8	4.0	2½	2¼	4.7	1¾	2	2	2¾
Allemagne	1.9	1.5	3.7	2¾	2¾	5.5	1¾	2½	3	2¾
France	0.7	2.1	3.8	1¾	2¼	3.5	¾	2½	2¼	1¾
Royaume-Uni	2.7	2.8	3.2	3¼	3	3.6	3	3¾	3	2½
Italie	3.3	2.4	3.2	4½	3¼	4.5	4¾	3¾	3¼	3
Canada	4.2	4.6	3.5	2¼	2¾	0.1	3	3	2¾	2½
Total des pays ci-dessus	5.5	3.1	3.6	2¼	2¼	3.3	1¾	2	2¼	2¼
Autres pays de l'OCDE ^b	2.5	3.0	3.5	2	2¼	2.4	2	1¾	2¼	2¼
Total de l'OCDE	5.0	3.1	3.6	2¼	2¼	3.2	1¾	2	2¼	2¼
Quatre grands pays européens	2.0	2.1	3.5	3	2¾	4.3	2¼	3	2¾	2½
OCDE Europe	2.0	2.4	3.8	2¾	2½	3.9	2¼	2½	2½	2½
CEE	1.7	2.2	3.6	2¾	2½	3.9	2¼	2¾	2¾	2¼
Total de l'OCDE <i>moins</i> les Etats-Unis	2.7	2.9	3.6	2½	2½	3.6	2	2½	2½	2½

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des valeurs de 1982 exprimées en dollars de 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, représentant plus de 50 pour cent du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

émanant du secteur privé semble avoir continué d'augmenter assez fortement au Royaume-Uni et en Italie, ainsi que dans la plupart des petits pays d'Europe. Au Japon, le taux de croissance de la demande intérieure serait tombé au-dessous de 2 pour cent en taux annuel, par suite d'un ralentissement de l'investissement privé et d'une contraction de la consommation publique. Il est possible, également, que le volume des importations ait diminué, si bien qu'en dépit de l'appréciation du yen, le solde commercial réel a peut-être apporté une contribution légèrement positive à la croissance du PNB. Comme en Allemagne, le ralentissement des dépenses d'équipement s'explique par la crainte des effets que pourrait avoir une nouvelle appréciation de la monnaie sur la

rentabilité et la production du secteur exportateur. (Le recul accusé par la consommation publique et les importations tient principalement à des raisons techniques liées aux importants achats d'or effectués par le secteur public en 1986).

Prévisions

Les effets des modifications intervenues dans les termes de l'échange en 1986 sur l'ensemble de l'activité économique durant cette même année sont décrits et analysés ci-après. Deux des conclusions auxquelles aboutit l'analyse sont que, dans les pays de l'OCDE, une grande partie des gains procurés l'année dernière par

Tableau 4

Croissance du PNB nominal dans la zone de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I II		1988 I II	
Etats-Unis	10.5	6.2	5.2	6	7	4.3	6¾	6¼	7	7
Japon	6.4	6.3	4.3	2¼	3¼	4.4	1½	2	4	3¼
Allemagne	5.0	4.7	5.5	3¼	3¾	6.7	1¾	3	4	4¼
France ^b	8.8	7.3	7.4	4½	4½	6.6	3¼	4¾	4½	4½
Royaume-Uni ^b	7.2	9.8	6.5	8	7¾	7.3	8¼	8¼	7¾	7¼
Italie ^b	13.9	11.3	11.2	8¾	6¾	9.8	8¾	7¾	7	6
Canada ^b	9.3	7.5	6.1	7	6½	4.6	8¼	6¾	6½	6¼
Total des pays ci-dessus	9.1	6.8	5.8	5½	6	5.3	5½	5½	6	6
Autres pays de l'OCDE ^c	13.6	13.2	12.6	10¾	10¾	11.6	10½	10½	10¾	10¾
Total de l'OCDE	9.8	7.8	6.9	6¼	6¾	6.4	6¼	6½	7	6¾
Quatre grands pays européens	8.2	7.9	7.4	5¾	5½	7.5	5	5¾	5½	5¼
OCDE Europe	9.9	9.8	9.4	7½	7½	9.1	7	7½	7¾	7½
CEE	8.7	8.4	8.2	6	5¾	7.7	5¼	5¾	5¾	5½
Total de l'OCDE <i>moins</i> les Etats-Unis	9.2	8.9	8.1	6½	6¾	7.8	6	6½	7	6¾

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des taux de change de 1982.

b) PIB.

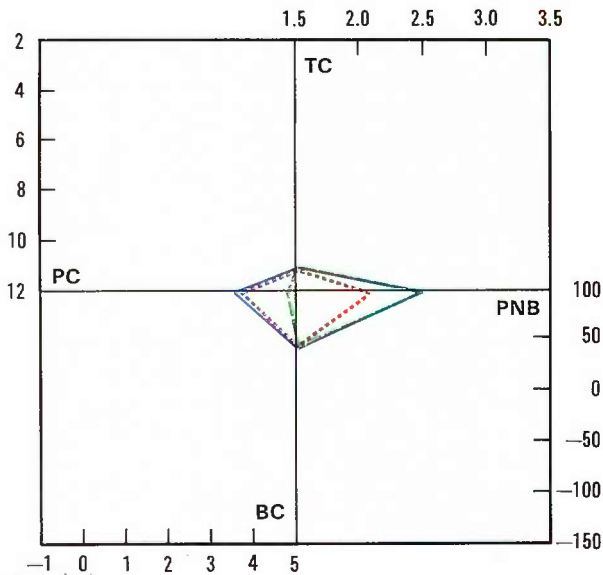
c) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, représentant plus de 50 pour cent du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

RÉVISIONS DES PRÉVISIONS DE 1987

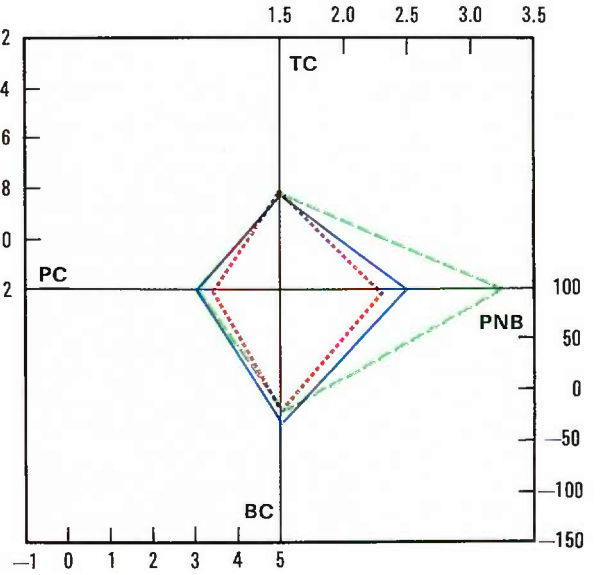
PNB Produit national brut
 TC Taux de chômage
 PC Prix à la consommation
 BC Balance courante

--- Juin 1986
 — Décembre 1986
 - - - Juin 1987

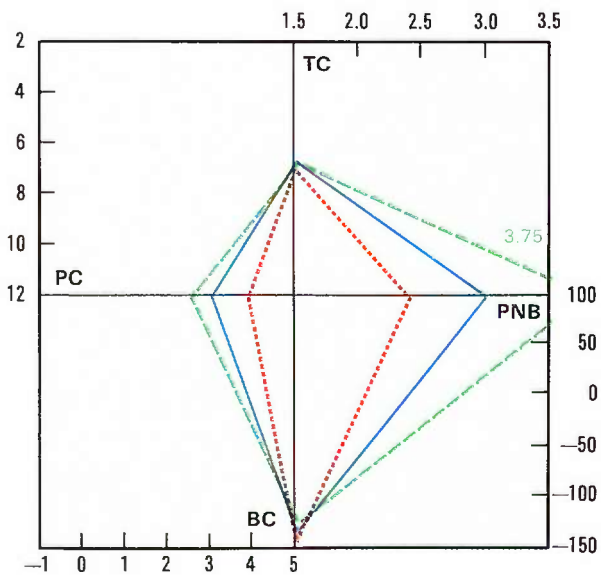
OCDE-Europe



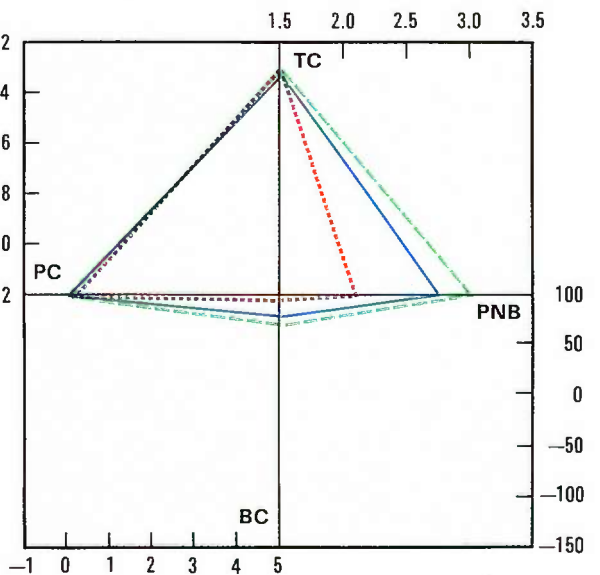
Total-OCDE



États-Unis



Japon



Note : Plus le «diamant» est symétrique, meilleur est l'équilibre de la performance macro-économique des projections en termes de croissance réelle de chômage, d'inflation et de balance courante. Dans les limites fixées par l'objectif d'équilibre de la balance des paiements, plus le «diamant» est grand, meilleure est la performance de l'économie.

l'amélioration des termes de l'échange ont déjà été recyclés, tandis que le plus dur de l'ajustement est sans doute passé pour les pays exportateurs de pétrole. On s'attendait précédemment à ce que l'augmentation des revenus réels disponibles et la nette amélioration des bénéfices se traduisent par une expansion soutenue de la production sous l'impulsion de la demande intérieure, notamment dans les pays dont les monnaies s'étaient le plus appréciées par rapport au dollar. Cependant, la dégradation de la compétitivité de ces pays sur les marchés extérieurs et la crainte d'une nouvelle appréciation de leur monnaie semble avoir affaibli la confiance des entreprises, qui ont révisé en baisse leurs plans d'investissement. Pour ces pays, la principale question est donc peut-être de savoir à quel moment et jusqu'à quel point la confiance reviendra. Les projections reposent sur l'hypothèse d'une légère reprise de l'investissement en Allemagne, où la position bénéficiaire des entreprises semble assez satisfaisante, mais les perspectives sont assez médiocres en ce qui concerne le Japon, où l'année dernière les bénéfices ont été réduits au profit du maintien de la compétitivité. Dans les autres pays, les perspectives de croissance des investissements productifs sont relativement favorables, peut-être parce que la compétitivité s'y est moins détériorée et que la situation financière des entreprises y demeure saine.

Les autres facteurs qui exercent une influence importante sur l'économie des pays de l'OCDE sont les politiques budgétaires et monétaires, l'évolution des salaires et la demande émanant des pays non membres. S'agissant des effets de la politique budgétaire sur la demande, la situation continue de se modifier entre les pays, une réduction considérable du déficit devant intervenir aux Etats-Unis en 1987, tandis que l'on s'attend à ce que la politique budgétaire prenne un tour expansionniste dans certains autres pays. Néanmoins, l'orientation de la politique budgétaire en Europe, jusqu'ici expansionniste, devrait devenir neutre en 1987 et le rester l'année prochaine. Pour le Japon, l'hypothèse retenue dans les prévisions en ce qui concerne la politique budgétaire ne tient pas compte du budget additionnel, les mesures proposées n'étant pas connues avec précision au moment de l'établissement des projections. A en juger par le budget initial pour l'exercice 1987 et les objectifs à moyen terme d'assainissement des finances publiques, la politique budgétaire japonaise devrait être légèrement restrictive cette année et l'an prochain. Les conditions monétaires continuent de s'assouplir en dehors des Etats-Unis, et les taux d'intérêt à court terme devraient encore baisser. Aux Etats-Unis, les taux à long terme se sont récemment affermis, en raison peut-être des inquiétudes suscitées par le risque d'une recrudescence de l'inflation due à la baisse du dollar et par les difficultés de financement du déficit extérieur aux taux de change actuels. On trouvera dans le chapitre suivant et dans les notes par pays une analyse plus détaillée de la politique monétaire et budgétaire dans la zone de l'OCDE et dans chacun des pays Membres.

Il est difficile de dégager une tendance générale en ce qui concerne l'évolution actuelle et prévue des salaires. En 1986, les augmentations des taux de salaire nominaux ont assez largement dépassé le taux effectif d'inflation et ont été plus importantes que ne le laissait prévoir l'expérience passée, étant donné les niveaux du chômage et de l'inflation. Néanmoins, les parts de profit et les taux de rendement du capital ont augmenté dans le secteur des entreprises. Les projections concernant les salaires donnent à penser que la longue période de désinflation salariale qu'a connue la zone de l'OCDE touche sans doute à sa fin, avec des augmentations nominales de 5 pour cent en moyenne en 1987 et 1988, et des hausses de 1 à 2 pour cent en termes réels. Néanmoins, l'évolution attendue de la productivité du travail pourrait compenser en grande partie cet accroissement des coûts salariaux, de sorte que les parts de profits et le rendement du capital se maintiendraient à peu près à leur niveau relativement élevé de 1986. On trouvera dans le chapitre intitulé «Coûts, prix et profits» une analyse détaillée des tendances récentes des coûts et des prix et de leur évolution attendue pour les dix-huit prochains mois.

La demande d'exportations des pays de l'OCDE émanant des pays non membres devrait rester faible, les pays lourdement endettés s'efforçant de faire face à leurs problèmes financiers. En particulier, les importations des pays exportateurs de pétrole pourraient continuer de diminuer, quoiqu'à un rythme plus lent, pendant une année encore. La position financière des nouveaux pays industriels pris collectivement est toutefois très saine, et le volume des exportations de la zone de l'OCDE vers ces pays devrait s'accroître vigoureusement. Globalement, les exportations de la zone vers les pays non membres pourraient se redresser cette année et continuer de progresser en 1988, peut-être plus rapidement que les importations en provenance des pays non membres. Néanmoins, la contribution des exportations nettes vers les pays non membres à la croissance du PNB de la zone sera sans doute beaucoup plus faible, au cours des dix-huit prochains mois, que l'incidence négative qu'elles ont exercée en 1986. On trouvera dans le chapitre intitulé «Commerce extérieur et balances courantes» une analyse plus détaillée des projections concernant les échanges de la zone de l'OCDE, y compris entre pays Membres.

Sous l'action de l'ensemble des facteurs décrits ci-dessus, le PNB et la demande intérieure de la zone devraient tous deux progresser à un taux annuel moyen de 2 à 2½ pour cent en 1987 et 1988, soit nettement plus lentement qu'on ne l'avait prévu il y a six mois. La révision à la baisse des taux de croissance prévus tient à la nature du processus d'ajustement global qui s'est opéré jusqu'à présent et qui s'est surtout appuyé sur des modifications des taux de change induites par le marché. L'effet de ces modifications sur les positions extérieures mesurées en dollars se manifeste lentement, et a même un caractère défavorable à court terme, tandis que l'incidence des variations actuelles et éventuelles des

Tableau 5
Contributions aux variations du PNB/PIB en volume
 Exprimées en pourcentage du PNB/PIB de la période précédente
 taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I	1987 II	1988 I	1988 II
Etats-Unis										
Consommation privée	3.1	2.2	2.6	1¼	1½	3.1	¼	1¼	1¼	1¼
Dépense publique	0.8	1.3	0.7	½	¼	1.4	¼	¼	¼	¼
Construction privée de logements	0.7	0.2	0.5	0	0	0.5	-¼	-¼	0	0
Investissement privé autre	1.9	1.1	-0.1	-¼	¼	-0.1	-½	¼	¼	¼
Formation de stocks	2.0	-1.4	-0.1	0	0	-2.3	1½	-½	¼	¼
Exportations	0.7	-0.2	0.3	¾	1¼	0.8	½	1¼	1	1
Importations	-2.6	-0.5	-1.4	0	-½	-1.6	1	-¼	-½	-½
PNB	6.4	2.7	2.5	2½	2¾	1.8	2¾	2¼	2¾	2¾
Japon										
Consommation privée	1.6	1.5	1.5	1¾	1½	1.7	1½	1¾	1¼	1½
Dépense publique	0	-0.3	0.9	¼	¼	2.2	-½	-½	¼	¼
Construction privée de logements	-0.1	0.1	0.5	½	¼	1.1	¼	¼	¼	¼
Investissement privé autre	1.8	2.1	1.2	¼	¼	0.6	0	0	¼	½
Formation de stocks	0.4	0.4	-0.2	0	0	-1.2	½	¼	-¼	0
Exportations	2.9	1.0	-0.9	-¼	¼	-0.2	-½	-¼	¼	½
Importations	-1.6	0	-0.5	0	-½	-1.1	½	0	-½	-½
PNB	5.1	4.7	2.5	2	2	3.2	1¾	1½	1¾	2½
Allemagne										
Consommation privée	0.8	1.0	2.3	1¾	1¾	2.0	1¾	1¾	2	1¾
Dépense publique	0.4	0.4	0.7	½	½	1.4	¼	¼	½	½
Construction privée de logements	0.1	-0.7	-0.1	0	0	0.4	-¼	0	0	0
Investissement privé autre	0.1	0.6	0.6	¼	½	0.5	-¼	½	½	½
Formation de stocks	0.4	0.1	0	¼	0	0.8	0	-¼	0	0
Exportations	2.7	2.4	-0.2	-¼	¼	-0.4	-½	0	¼	¾
Importations	-1.5	-1.3	-0.9	-1	-1	-0.9	-¾	-1	-1¼	-1¼
PNB	3.0	2.5	2.4	1½	2	3.9	¼	1½	2	2¼
France										
Consommation privée	0.7	1.6	2.1	1	1¼	1.2	1	1	1¼	1
Dépense publique ^{a,b}	0.2	0.2	0.3	¼	¼	0.2	¼	¼	0	0
Construction de logements	-0.2	-0.1	-0.1	0	0	0	0	0	0	0
Investissement autre	-0.1	0.7	0.9	½	¾	0.5	½	¾	¾	¾
Formation de stocks	0.1	-0.3	0.7	0	¼	1.6	-1	½	¼	0
Exportations	1.7	0.6	0	¾	1	0.9	½	1	1	1
Importations	-0.9	-1.3	-1.9	-1	-1	-2.4	-½	-1¼	-1	-1
PIB	1.5	1.4	2.0	1¼	2	2.0	½	2¼	2	1¾
Royaume-Uni										
Consommation privée	1.3	2.2	2.8	2¼	2¼	3.1	2	2½	2	1¾
Dépense publique	0.2	-0.6	0.3	¼	¼	0.4	¼	¼	¼	¼
Construction privée de logements	0.2	-0.1	0.3	¼	0	0.7	0	0	0	0
Investissement privé autre	1.3	1.1	-0.3	¼	½	-0.2	¼	¾	½	¼
Formation de stocks	-0.3	0.3	0	0	0	-0.3	¼	¼	0	0
Exportations	1.9	1.6	0.9	1¼	½	3.1	¾	½	½	½
Importations	-2.4	-0.9	-1.6	-1¼	-1¼	-4.8	½	-1½	-1¼	-1
Ajustement de compromis	0.8	-0.1	0.3	0	0	1.7	-¾	0	0	0
PIB	3.0	3.5	2.7	3¼	2¼	3.5	3½	2¾	2¼	1¾
Italie										
Consommation privée	1.2	1.2	2.0	2¾	2	2.5	3	2¼	2	2
Consommation publique	0.4	0.4	0.5	½	½	0.7	½	½	½	½
Construction de logements	0	0	-0.1	0	0	-0.1	0	0	0	0
Investissement autre	1.0	0.7	0.2	½	½	0.3	¾	¾	¼	¼
Formation de stocks	0.6	0	0.5	¼	¼	0.8	¼	0	¼	¼
Exportations	1.6	2.1	0.8	¼	1	-1.3	1	1	1	1
Importations	-1.9	-2.1	-1.2	-1¼	-1¼	-0.3	-2¼	-2	-1¾	-1¾
PIB	2.8	2.3	2.7	3	2½	2.7	3¼	2½	2½	2¼
Canada										
Consommation privée	2.0	2.7	2.2	1¾	1½	2.6	1¼	1½	1½	1¼
Dépense publique	0.7	0.4	0.1	¼	¼	0.1	¼	¼	¼	¼
Construction privée de logements	0	0.7	0.8	½	¼	1.0	¼	¼	¼	¼
Investissement privé autre	0.1	0.5	-0.1	¼	½	-0.8	½	½	½	½
Formation de stocks	1.2	0	0.4	-½	0	-2.7	½	0	0	0
Exportations	5.0	1.8	1.0	1¾	1½	2.1	1½	1½	1¼	1¼
Importations	-3.9	-2.1	-1.4	-1¼	-1¼	-1.5	-1¼	-1¼	-1¼	-1
Erreur d'estimation	0.5	-0.1	0.2	0	0	0.5	0	0	0	0
PNB	5.5	4.0	3.1	2½	2¾	1.2	3	3	2¾	2½
Total des pays ci-dessus^c										
Consommation privée	2.1	1.9	2.3	1½	1½	2.6	1	1½	1½	1½
Dépense publique ^{a,d}	0.5	0.6	0.6	½	¼	1.3	0	¼	¼	¼
Construction privée de logements ^{a,d}	0.3	0.1	0.4	0	0	0.6	0	0	0	0
Investissement privé autre ^{b,d}	1.4	1.1	0.2	0	½	0.1	0	¼	½	½
Formation de stocks	1.1	-0.6	0	0	0	-1.2	¾	-¼	0	0
Exportations	1.7	0.7	0.1	½	¾	0.6	¼	¾	¾	1
Importations	-2.2	-0.7	-1.2	-½	-¾	-1.7	¼	-¾	-¾	-¾
PNB/PIB	5.0	3.0	2.5	2¼	2½	2.4	2¼	2¼	2½	2½

Note: La somme des contributions peut ne pas être égale à la croissance du PNB/PIB du fait des arrondis.

a) Les dépenses publiques de construction de logements en France sont incluses dans *Construction de logements*.

b) Les entreprises nationalisées en France sont incluses dans *Investissement autre*.

c) Les totaux sont calculés sur la base des valeurs de 1982, en dollars de 1982.

d) Pour l'Italie, l'investissement public est inclus dans l'investissement privé.

taux de change sur la confiance des entreprises, dans les pays dont la monnaie s'est appréciée, semble se faire sentir plus rapidement. L'augmentation du prix du pétrole exprimé en dollars par rapport à l'hypothèse technique retenue dans le n° 40 de *Perspectives économiques* exerce aussi un léger effet de freinage sur l'activité et se traduit par un relèvement des taux d'inflation prévus. Pour ces raisons, les projections actuelles laissent entrevoir des évolutions moins satisfaisantes que celles qui ont été présentées dans les derniers numéros de *Perspectives économiques* en ce qui concerne la croissance, l'inflation, les balances courantes et le chômage (graphique A).

Les écarts de taux de croissance entre les grandes régions de l'OCDE devraient encore s'accroître, le PNB progressant plus rapidement que la moyenne aux Etats-Unis, mais plus lentement au Japon et en Europe, notamment en Allemagne. Ces écarts s'expliquent par une forte contribution positive de la balance commerciale réelle à la croissance dans le cas des Etats-Unis, et par une contribution négative dans les autres pays. Pour la première fois depuis 1983, on s'attend à ce que l'expansion de la demande intérieure soit nettement plus faible aux Etats-Unis que dans la moyenne des autres pays.

En raison de la faible croissance de la production totale, le marché du travail restera déprimé, l'emploi total augmentant au rythme de 1 pour cent, ce qui sera insuffisant pour faire reculer le taux de chômage moyen dans la zone de l'OCDE. On trouvera des informations détaillées sur les projections relatives au marché du travail dans le chapitre intitulé «Emploi et chômage». Du fait de la lente progression de la demande intérieure, les échanges entre pays de l'OCDE pourraient être moins soutenus qu'en 1986. A l'intérieur de la zone de l'OCDE, les fortes variations qui ont affecté les principaux taux de change au cours des deux dernières années devraient se traduire par des gains importants de parts de marché pour les exportateurs des Etats-Unis et par des pertes pour ceux des autres pays. A supposer que les taux de change se maintiennent à leur niveau de la fin du mois d'avril 1987, les déséquilibres de balance courante des trois plus grands pays de l'OCDE devraient commencer à s'atténuer en 1987. Les projections relatives aux échanges extérieurs sont décrites de façon plus détaillée dans la section intitulée «Commerce extérieur et balance des opérations courantes». Les prévisions concernant l'inflation ont été légèrement révisées en hausse, et l'on s'attend maintenant à ce que l'indice implicite des prix de la consommation privée progresse au rythme de 3½ pour cent pour cette année et de 3¾ pour cent en 1988. Cette projection est en partie fondée sur l'hypothèse que les prix du pétrole importé seront légèrement plus élevés (18 dollars le baril, contre 15 dollars dans le n° 40 de *Perspectives économiques*), mais aussi sur l'idée que, tandis que la baisse du dollar pourrait entraîner une augmentation du taux d'inflation intérieur aux Etats-Unis, l'évolution inverse qui devrait se produire dans les pays dont la monnaie s'est appréciée

sera limitée en raison de l'inertie du processus de négociation des salaires nominaux, malgré des taux de chômage encore élevés.

Principales hypothèses de base

Politique économique. Les prévisions de l'OCDE reposent sur l'hypothèse habituelle selon laquelle les politiques économiques actuelles ou annoncées resteront inchangées. Aux Etats-Unis, on prévoit un resserrement de la politique budgétaire pour l'exercice 1987, avec une réduction du déficit du gouvernement fédéral qui reviendrait au voisinage de 190 milliards de dollars; on s'attend en revanche à ce que celui-ci reste à peu près stationnaire en 1988, aucune nouvelle décision précise n'ayant été prise à la date où furent établies les projections pour réduire son montant durant l'exercice 1988. Dans les autres pays, l'orientation budgétaire est moins restrictive en 1987, mais se durcit en 1988, le nouveau resserrement attendu au Japon l'emportant largement sur une légère relance en Allemagne. Ainsi qu'on l'a noté, les prévisions concernant le Japon ne tiennent pas compte des mesures supplémentaires de relance budgétaire annoncées depuis février dernier. Les taux d'intérêt nominaux devraient baisser quelque peu durant la période considérée dans la plupart des pays. Cependant dans le cas des Etats-Unis, on s'attend à une légère augmentation des taux à court terme et à une stabilisation des taux à long terme à leur niveau actuel.

Prix du pétrole. On suppose que le prix à l'importation (fob) du pétrole brut sera de 18 dollars le baril pendant toute la période considérée, ce qui représente une augmentation de 3 dollars par rapport à l'hypothèse retenue dans le n° 40 de *Perspectives économiques*.

Taux de change. L'hypothèse habituelle de l'OCDE est que les taux de change nominaux resteront inchangés par rapport à une date précédant de peu l'établissement des prévisions – en l'occurrence, les taux au comptant du 21 avril 1987. L'hypothèse de fixité des taux est corrigée pour les pays qui ont une politique ou une pratique établie d'ajustement continu de leur taux de change nominal (Grèce, Portugal et Turquie). Par rapport au n° 40 de *Perspectives économiques*, les principaux changements sont la nouvelle dépréciation effective de 10 pour cent du dollar des Etats-Unis et l'appréciation effective de la plupart des autres monnaies, notamment du yen (9¼ pour cent) et du deutschemark (2¼ pour cent). On trouvera dans les tableaux 38 et 39 des indications plus détaillées sur les taux de change effectifs.

Eléments d'incertitude

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les dépenses du secteur privé restent relativement soutenues, et la faiblesse de l'inflation, le niveau satisfaisant des bénéfices, le caractère moins restrictif de la politique budgétaire en dehors des Etats-Unis et les répercussions que la

baisse des prix pétroliers aura peut-être encore à l'intérieur des pays Membres sont autant de facteurs qui pourraient soutenir l'activité cette année. En revanche, les perspectives médiocres de l'investissement privé aux Etats-Unis, ainsi que la détérioration de la confiance du secteur des entreprises et des investissements productifs en Allemagne et au Japon, pourraient être l'indice d'un tassement de l'activité. L'hypothèse retenue dans les présentes projections est celle d'un rétablissement limité de la confiance dans ces deux derniers pays. Cette appréciation s'appuie indirectement sur l'hypothèse technique habituelle de l'OCDE selon laquelle les taux de change nominaux resteront inchangés. Ainsi, on s'attend à ce que le volume des exportations allemandes et japonaises se redresse vers la fin de 1987 et que l'investissement privé se raffermisse à son tour (la situation relativement satisfaisante des profits en Allemagne entre aussi en ligne de compte). Toutefois, si le dollar se déprécie encore beaucoup par rapport aux principales autres monnaies ou que l'on continue simplement de craindre une telle dépréciation, le redressement prévu de l'investissement productif pourrait n'intervenir que plus tard.

De ce point de vue, l'évaluation des risques et des incertitudes a changé par rapport à celle qui était présentée dans le n° 40 de *Perspectives économiques*. En décembre dernier, les effets potentiellement négatifs de l'appréciation de la monnaie sur l'investissement étaient considérés comme une incertitude dans le cas du Japon et de l'Allemagne. Aujourd'hui, l'hypothèse étant vérifiée, on se demande pendant combien de temps ces effets

négatifs persisteront, et un risque nouveau est associé à cette incertitude. Si la confiance et les investissements des entreprises restent médiocres dans les pays dont la monnaie s'apprécie, cette situation, jointe au fléchissement des exportations, pourrait aboutir à un tassement encore plus marqué de la croissance de la demande intérieure et des importations. Dans ce cas, les déséquilibres des paiements internationaux entre les trois plus grands pays de l'OCDE pourraient rester inchangés ou s'accroître. Des tensions grandissantes dans les relations commerciales, conjuguées aux problèmes d'endettement des pays du tiers monde, risqueraient alors d'avoir des effets de freinage cumulatifs et préoccupants sur l'activité économique dans le monde entier.

L'évolution probable des prix du pétrole est dominée par deux facteurs : d'une part, la volonté des pays de l'OPEP de les maintenir aux alentours de 18 dollars le baril et, de l'autre, l'existence d'une surproduction mondiale de brut, qui pèse sur les prix. L'hypothèse technique retenue dans les projections est que le prix du brut se maintiendra à 18 dollars le baril pendant les dix-huit prochains mois, c'est-à-dire à un niveau légèrement inférieur au prix actuel du marché libre, mais suffisamment proche de celui-ci pour que l'écart n'ait pas d'influence sensible sur les prévisions.

L'incidence des variations des termes de l'échange sur l'activité dans la zone de l'OCDE en 1986

En 1986, les termes de l'échange¹ de la zone de l'OCDE se sont sensiblement améliorés, entraînant une majoration de son revenu réel équivalant à environ 1 pour cent du PNB total. Cette amélioration a été due à la diminution des prix du pétrole brut et d'autres produits primaires exprimés en dollars, à la dépréciation du dollar par rapport aux monnaies des autres pays Membres, et au fait que les pays de l'OCDE (en particulier ceux qui ne font pas partie de l'Amérique du Nord) sont d'importants importateurs nets de pétrole brut et d'autres produits primaires. Pour l'ensemble de la zone, ainsi que pour la plupart des pays qui la composent, les prix à l'importation exprimés en monnaie nationale ont en fait diminué. Cependant, dans nombre de cas, les prix à l'exportation ont eux aussi fléchi, en partie du fait de la composition par produits des exportations, mais aussi parce que les exportateurs des pays dont les monnaies s'étaient sensiblement appréciées par rapport au dollar ont réduit leurs marges afin de rester compétitifs. Des estimations et des projections des gains et des pertes découlant de l'évolution des termes de l'échange pour un certain nombre de pays et de régions de l'OCDE sont données au tableau 6.

L'ampleur des variations accusées par les termes de l'échange au cours de l'année passée a été très différente selon les pays. Tous n'ont pas été avantagés : les pays exportateurs nets de pétrole comme le Royaume-Uni, le Canada et, en particulier, la Norvège ont vu leurs revenus réels diminuer par suite de l'évolution des

Tableau 6

Gains et pertes de revenu dus aux variations des termes de l'échange

En pourcentage du PNB/PIB de l'année précédente^a

	1986	1987 ^b	1988 ^b
Etats-Unis	0.3	-1.0	-0.4
Japon	2.0	0.2	-0.1
Allemagne	2.9	0.5	0.1
France	2.4	0.2	-0.2
Royaume-Uni	-1.1	-0.1	0.3
Italie	2.9	0.4	0.0
Canada	-0.9	0.6	0.0
Petits pays européens	1.5	0.1	0.0
dont : Norvège	-8.4	-2.5	-0.5
Australie	-2.1	-0.9	-0.2
Nouvelle-Zélande	-0.2	-0.2	-0.2
Total OCDE	0.9	-0.3	-0.2
OCDE Europe	1.7	0.1	0.0
OCDE Europe moins :			
Royaume-Uni et Norvège	2.5	0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>			
Total OCDE y compris les effets de valorisation ^b	1.5	0.1	0.0

a) Cf. note 1 à la fin du chapitre.

b) Projections de l'OCDE.

termes de l'échange, de même que l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Toutefois, en moyenne, les pays d'Europe et le Japon ont beaucoup bénéficié de cette évolution, tandis que les Etats-Unis n'ont été que légèrement avantagés. L'importance des déséquilibres commerciaux et le degré d'ajustement des prix à l'exportation sont aussi entrés en ligne de compte. Au Japon, bien que les prix à l'exportation aient beaucoup moins diminué que les prix à l'importation (de 12 à 13 pour cent, contre 30 pour cent), le volume des exportations a été tellement supérieur à celui des importations que l'amélioration résultant de l'évolution des termes de l'échange a été moins sensible qu'on aurait pu s'y attendre étant donné l'appréciation du yen. Une comparaison avec l'Allemagne est révélatrice. Pour les deux pays, la baisse des prix à l'importation intervenue en 1986 a entraîné des gains bruts de pouvoir d'achat de l'ordre de 3½ à 4 pour cent du PNB de 1985. La diminution des prix à l'exportation a réduit ce chiffre de l'équivalent de ½ pour cent du PNB en Allemagne, mais de 2 pour cent au Japon.

Bien qu'une amélioration des termes de l'échange se traduise par une augmentation du revenu national réel, la mesure dans laquelle le volume des dépenses intérieures augmente dépend de la distribution des gains qui résultent de cette amélioration, de la part qui est affectée par les différents groupes bénéficiaires à la dépense ou à l'épargne, et de la manière dont les épargnants se comportent. Même si les dépenses n'augmentent pas immédiatement, l'accroissement de l'épargne des ménages, du secteur public ou du secteur des entreprises, ou la diminution de leur endettement, peuvent conduire ultérieurement à un gonflement des dépenses, à mesure que les portefeuilles s'ajustent et que les taux d'intérêt subissent des pressions à la baisse. Si l'on suppose que les ménages sont plus enclins que les autres agents économiques à dépenser le revenu supplémentaire dont ils disposent, l'effet sur la croissance de la demande intérieure sera sans doute d'autant plus important que la baisse des prix à l'importation sera plus intégralement répercutée sur les prix à la consommation. Dans la

Tableau 7
Capacité de financement des entreprises^a
En pourcentage du PNB/PIB nominal

	Moyenne 1980-84	1985	1986 ^b	1987 ^b	1988 ^b
Etats-Unis	-1.2	-0.5	0.1	-½	-1
Japon	-5.1	-5.5	-5.1	-5½	-6¼
Allemagne	-4.4	-3.1	-1.7	-2	-2
France	-3.8	-1.4	-0.2	-¼	-½
Royaume-Uni	1.0	1.0	0.2	½	¼
Italie	-2.7	-2.4	-3.1	-3½	-4
Canada	-3.7	-0.9	-1.0	1	1

Sources : Comptes Nationaux de l'OCDE.

a) Le secteur privé comprend les sociétés financières et non financières. Les chiffres historiques et les prévisions de la capacité de financement des entreprises sont soumis à des marges d'erreur importantes.

b) Estimations de l'OCDE.

Tableau 8
Part des profits dans le secteur des entreprises privées
Au coût des facteurs, en pourcentage

	Moyenne 1980-84	1985	1986 ^a	1987 ^a	1988 ^a
Etats-Unis	40.0	40.2	40.0	40	40½
Japon	45.1	45.3	44.6	43¾	43
Allemagne	42.5	45.5	45.9	45½	45½
France	42.2	44.0	46.0	46½	47¼
Royaume-Uni	38.9	41.8	41.1	41¼	41½
Italie	45.8	46.7	48.3	48½	48½
Canada	45.6	47.2	46.9	47½	47¾
Total des pays ci-dessus	41.8	42.7	42.7	42½	42¾

a) Estimations et projections de l'OCDE.

pratique, une partie des gains résultant de l'amélioration des termes de l'échange peut être absorbée par le secteur public sous la forme d'un relèvement des impôts, une autre partie étant vraisemblablement conservée par le secteur des entreprises sous la forme d'une augmentation des marges bénéficiaires. Il peut arriver aussi qu'une partie des gains *potentiels* résultant de l'amélioration des termes de l'échange soit transférée à d'autres pays, si les entreprises relèvent leurs marges sur le marché intérieur tout en les abaissant sur les marchés extérieurs. Il est impossible de déterminer avec précision de quelle façon se sont répartis les gains de revenu résultant de l'amélioration des termes de l'échange en 1986 dans les différents pays de l'OCDE, mais on dispose de certains indicateurs généraux à cet égard. Tout d'abord, il n'est pas sans intérêt de voir de quelle manière les parts de profit et les soldes financiers du secteur des entreprises ont évolué au cours de la période récente. Les chiffres correspondants sont donnés dans les tableaux 7 et 8. Ces chiffres sont assez révélateurs. Globalement, la position financière du secteur des entreprises s'est améliorée en 1986 par rapport à 1985, année où elle s'était pourtant déjà considérablement redressée par rapport à la moyenne des premières années de la décennie. La position financière des entreprises a eu tendance à s'affermir le plus sensiblement dans les pays dont les termes de l'échange se sont le plus améliorés, mais on constate qu'il existe un certain nombre d'exceptions. Des tendances un peu plus nettes se dessinent si l'on examine l'évolution de la part des revenus non salariaux. Dans les pays importateurs d'énergie dont les monnaies se sont appréciées, les parts de profit ont sensiblement augmenté (voir également le graphique J). Le Japon, où la productivité a peu progressé et où les marges de profit du secteur exportateur ont été sérieusement comprimées, fait exception à cette tendance générale. Au niveau de la zone de l'OCDE, la part des profits du secteur des entreprises s'est stabilisée à son niveau relativement élevé de 1985.

Dans certains pays, les taux d'imposition des produits énergétiques ont été relevés, si bien qu'une partie de l'augmentation de revenu résultant de l'amélioration des

termes de l'échange a été absorbée par le secteur public. On ne dispose guère de données comparables en ce qui concerne le *produit* des impôts sur l'énergie, mais on sait que les *taux* des impôts frappant certains produits comme l'essence, le fioul domestique et le fioul lourd destiné à l'industrie ont été sensiblement relevés au Danemark, en Espagne, en Grèce et en Italie. Dans les autres pays, les impôts spécifiques n'ont pratiquement pas été modifiés, et le maintien de taxes *ad valorem* inchangées sur certains combustibles s'est en fait traduit par une diminution des recettes fiscales tirées de l'impôt sur les produits énergétiques dans certains cas.

A ce niveau global d'analyse, on semble donc en droit de conclure que dans les pays où les gains de revenu résultant de l'amélioration des termes de l'échange ont été exceptionnellement importants (c'est-à-dire dans la plupart des pays d'Europe), une grande partie de ces gains a été absorbée par le secteur des entreprises sous la forme d'une augmentation des marges. Dans quelques pays, le secteur public a aussi prélevé une part substantielle de ces gains. Cependant, dans la plupart des cas, l'amélioration s'est traduite, pour le secteur des ménages, par une baisse des prix. De fait, en 1986, le revenu disponible réel des ménages a progressé de 3¼ pour cent en moyenne dans les pays de l'OCDE, c'est-à-dire à un rythme qui se compare favorablement à ceux des années précédentes étant donné notamment la croissance relativement faible du PNB.

Tableau 9
Revenu disponible et PNB

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
PNB	1.2	1.6	-0.6	2.7	4.7	3.0	2.5
Revenu disponible réel des ménages	0.8	1.2	0.6	2.3	3.4	1.8	3.2

Les effets de ce gonflement inattendu des revenus réels des ménages sur la dépense effective sont difficiles à déterminer avec précision. Il semble toutefois que le volume des dépenses de consommation privée a progressé plus rapidement en 1986 que ce n'aurait été le cas autrement. En décembre 1985 (c'est-à-dire avant la baisse des prix du pétrole), l'OCDE tablait sur un taux de croissance moyen de 2½ pour cent de la consommation privée. On estime aujourd'hui que celle-ci a progressé de 3.8 pour cent. La plupart des analyses qui ont été consacrées à la consommation des ménages révèlent toutefois qu'en cas d'accroissement imprévu du revenu, les taux d'épargne des ménages augmentent généralement, si bien que la part du revenu supplémentaire qui est dépensée est inférieure à la normale. Il n'est pas certain que les choses se soient passées ainsi en 1986. En moyenne, le taux d'épargne des ménages a en fait diminué dans les pays de l'OCDE entre 1985 et 1986. Cependant, il a accusé un recul moins prononcé en

moyenne en Europe (où l'augmentation de revenu résultant de l'amélioration des termes de l'échange a été la plus forte), et il a augmenté au Japon. De plus, la baisse globale observée entre 1985 et 1986 doit être considérée dans le contexte d'une diminution tendancielle à moyen terme, associée à la désinflation et à des effets de patrimoine. Vu sous cet angle, le recul accusé par le taux d'épargne en 1986 a peut-être été moins important qu'il ne l'aurait été autrement.

Tableau 10
Taux d'épargne des ménages

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Etats-Unis	7.3	7.7	7.0	5.5	6.5	5.2	4.0
Japon	17.9	18.3	16.5	16.3	16.0	16.0	16.8
Europe	12.8	13.0	12.9	11.8	11.8	11.5	11.5
OCDE	11.4	11.7	11.2	10.0	10.4	9.7	9.2

Perdants et gagnants

Dans la zone de l'OCDE, certains pays ont été désavantagés par les variations des termes de l'échange et, même dans les pays où les termes de l'échange se sont améliorés, certains secteurs, surtout les secteurs producteurs d'énergie primaire, ont subi des pertes. D'autres industries extractives ont aussi été touchées par la baisse des cours mondiaux des minéraux. De même, les revenus des agriculteurs ont subi une certaine érosion en dépit du soutien généralement important accordé aux prix agricoles dans les pays de l'OCDE. Il n'est pas encore possible d'établir des statistiques comparatives détaillées, mais aux Etats-Unis, par exemple, les investissements ont diminué de près de 40 pour cent dans le secteur des forages pétroliers et gaziers, de 20 pour cent environ dans celui des installations minières, et de 4 à 5 pour cent dans celui du matériel agricole. Inversement, dans les pays où les termes de l'échange se sont détériorés, certains secteurs ont néanmoins été avantagés. En Norvège, au Royaume-Uni et au Canada, les ménages et le secteur des entreprises hors production d'énergie ont vu leur revenu réel augmenter de façon sensible. Même en Norvège, où la perte de revenu imputable à la détérioration des termes de l'échange a représenté l'équivalent de 8½ pour cent du PNB de 1985, le revenu disponible réel des ménages a progressé de 2 pour cent environ, tandis que la consommation privée faisait un bond de 5½ pour cent.

Ce sont naturellement les pays exportateurs de pétrole non membres de l'OCDE qui ont été le plus désavantagés par l'évolution des termes de l'échange. Face à la diminution du volume de leurs exportations et à la baisse des prix pétroliers exprimés en dollars, ces pays ont régulièrement réduit le volume de leurs importations depuis le début des années 80. En décembre 1985, avant l'effondrement des prix pétroliers, l'OCDE prévoyait pour 1986 une nouvelle diminution de 10 pour cent

environ du volume des importations des pays de l'OPEP et une augmentation de 2 pour cent seulement des importations des pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP. Les estimations les plus récentes donnent à penser que les importations des pays de l'OPEP ont diminué de 25 pour cent en volume, et celles des autres pays exportateurs de pétrole, de 18 pour cent. Les autres pays producteurs de matières premières ont aussi été obligés de restreindre leurs importations en raison de la faiblesse des cours des produits primaires, encore que les achats des nouveaux pays industriels aient fortement augmenté. Globalement, les importations des pays non membres (qui représentent collectivement environ un tiers du marché d'exportation total de la zone de l'OCDE) ont baissé de 6 pour cent en volume en 1986, au lieu de s'accroître de 1 pour cent comme on le prévoyait en décembre 1985.

Le ralentissement qui s'est produit de ce fait dans la croissance des marchés d'exportation des pays de l'OCDE a en partie neutralisé l'impulsion donnée à la production par l'amélioration des termes de l'échange. L'effet de freinage exercé par la contraction des marchés des pays non membres sur le volume des exportations a été accentué par le fait que les pays de l'OCDE ont vu, dans l'ensemble, leurs parts de marché se rétrécir sensiblement. Il y a maintenant de nombreuses années que les pays de l'OCDE pris collectivement perdent des parts de marché dans les échanges mondiaux, à mesure que les exportations des nouveaux pays industriels accèdent aux marchés de l'OCDE et des pays tiers. Sur la période 1981-85, ces pertes avaient été de 1 point par an en moyenne. En 1986, cette tendance s'est accentuée, la perte atteignant 2 points.

On estime que les pays de l'OCDE pris ensemble ont vu leurs exportations nettes reculer, en volume, de l'équivalent de 1 pour cent du PNB de la zone, ce qui est relativement important par rapport aux évolutions observées dans le passé, encore qu'une partie au moins de ce recul soit imputable à des importations massives de pétrole intervenues pendant l'été de 1986, lorsque les prix étaient très bas. Néanmoins, la diminution des exportations nettes a été du même ordre, en proportion du PNB, que l'augmentation de revenu apportée par l'amélioration des termes de l'échange (compte non tenu des effets de valorisation). Etant donné que ce revenu supplémentaire n'a pas été intégralement recyclé en 1986, comme on l'a vu plus haut, l'incidence de ces deux effets conjugués sur la croissance du PNB réel a été en définitive peu importante.

Tous les pays de l'OCDE n'ont pas été également touchés par la faiblesse des marchés d'exportation, dans la mesure où les taux de change des principales monnaies ont accusé de fortes variations qui ont eu des effets considérables sur la compétitivité internationale. La plupart des pays dont la monnaie s'est appréciée ont perdu des parts de marché, même si leurs exportateurs ont accepté de réduire leurs marges bénéficiaires. Un petit nombre de pays, dont l'Allemagne en particulier, ont été plus touchés qu'on aurait pu le penser compte

tenu des évolutions passées, alors que l'inverse est vrai pour la France et l'Italie. Les pertes de parts de marché subies par le Japon correspondent à peu près à ce que l'on pouvait attendre, compte tenu de l'évolution effective des prix japonais à l'exportation. Les prévisions ci-après relatives aux échanges internationaux sont fondées sur l'hypothèse que les évolutions futures seront plus conformes aux tendances passées, ce qui implique en particulier des gains importants de parts de marché pour les Etats-Unis, des gains limités pour le Japon et des pertes pour la plupart des autres pays.

NOTE

1. L'expression «variation des termes de l'échange» désigne à proprement parler une variation de l'indice obtenu en divisant les prix à l'exportation par les prix à l'importation. Une augmentation de cet indice implique un accroissement du pouvoir d'achat de marchandises importées pour un volume donné d'exportations. Ainsi, bien que la production en termes réels ne soit pas nécessairement modifiée, le revenu national réel augmente, dans une proportion qui dépend de l'ampleur de la variation des prix du commerce extérieur et du poids des exportations et des importations dans le PNB. Une méthode largement employée pour mesurer la variation du revenu national consiste à multiplier le pourcentage de variation des prix à l'exportation par la valeur des exportations durant la période de référence, à soustraire du résultat obtenu le pourcentage de variation des prix à l'importation multiplié par les importations de la période de référence, et à exprimer le résultat en pourcentage du PNB de la période de référence. C'est cette méthode qui a été retenue pour obtenir les résultats reproduits dans le tableau 6. Si les séries utilisées sont exprimées en monnaie nationale, les effets de valorisation ne sont pas pris en compte. Ces derniers peuvent être importants si les échanges n'étaient pas équilibrés durant la période de référence et que les taux de change sont sensiblement modifiés. C'est ainsi que le pouvoir d'achat d'un excédent extérieur augmente si la monnaie s'apprécie, même si les termes de l'échange du pays considéré ne sont pas modifiés et que la balance extérieure reste inchangée en monnaie nationale. Si les calculs sont faits dans une monnaie commune (par exemple, le dollar des Etats-Unis), les effets de valorisation sont inclus dans la variation des termes de l'échange. Théoriquement, aucune raison valable n'oblige à inclure les effets de valorisation dans le calcul des termes de l'échange, ou à les en exclure. Les calculs qui ont abouti aux chiffres reproduits dans le tableau 6 ont été effectués en monnaie nationale, et ne tiennent donc pas compte des effets de valorisation ni des gains ou pertes *potentiels* de revenu qui y sont associés. Dans le cas particulier de l'année 1986, durant laquelle les pays de l'OCDE, à l'exception des Etats-Unis, ont en moyenne enregistré des excédents, mais où la plupart des monnaies des pays de l'OCDE se sont appréciées par rapport au dollar, les gains dus aux effets de valorisation ont été importants, puisqu'ils ont représenté 1/2 pour cent environ du PNB de la zone en moyenne et jusqu'à 2 pour cent du PNB pour les pays qui ont dégagé d'importants excédents et dont les monnaies se sont le plus appréciées.

POLITIQUES MONÉTAIRES ET BUDGÉTAIRES

Cette section retrace brièvement l'évolution des politiques macro-économiques depuis les derniers mois de 1986. Il apparaît essentiellement que les conditions monétaires demeurent peu tendues dans la majeure partie de la zone de l'OCDE, tandis que la politique budgétaire est devenue plus restrictive en 1987 et que, d'après les prévisions de l'OCDE, cette orientation s'accroîtra en 1988 (voir graphique B). Deux sections spéciales sont consacrées respectivement aux conséquences à tirer de la forte expansion monétaire observée récemment et à la réforme de la fiscalité dans les pays de l'OCDE.

POLITIQUE MONÉTAIRE

L'orientation des politiques monétaires et les perspectives d'évolution des taux d'intérêt

Les conditions monétaires sont restées relativement peu tendues dans beaucoup de pays de l'OCDE, les responsables ayant pris en compte le rythme de l'activité économique, plus faible que prévu, et, en dehors des Etats-Unis, la chute de la valeur d'échange du dollar. Depuis le printemps de 1986, toutefois, il s'est révélé plus difficile de maintenir durablement des politiques coordonnées susceptibles de faciliter l'ajustement en douceur des taux de change. Jusqu'à ces derniers temps, dans beaucoup de petits pays où le taux de change est le principal étalon de référence pour l'action monétaire à court terme, les autorités ont été plus promptes à réagir aux tensions sur les changes que dans les trois plus grands pays.

Sur la toile de fond ainsi dessinée par l'évolution des changes se détachent les décisions importantes prises ces derniers mois dans un certain nombre de pays en matière d'objectifs monétaires et de taux d'intérêt à court terme. Aux Etats-Unis, le Federal Reserve Board a indiqué qu'il ne fixait pas de norme pour la croissance de l'agrégat de définition étroite M1 et il a abaissé à 5.5-8.5 pour cent la fourchette d'expansion des agrégats plus larges M2 et M3 pour la période allant du quatrième trimestre de 1986 au quatrième trimestre de 1987. En Allemagne, en revanche, la Bundesbank a élargi la fourchette de croissance de la monnaie centrale en la portant à 3-6 pour cent pour la même période. Le Japon, pour sa part, s'en tient à de simples « projections » pour l'agrégat M2+CD (certificats de dépôt), généralement de l'ordre de 8 à 9 pour cent par an, annoncées tous

les trimestres. En France, les autorités ont fixé leurs objectifs pour 1987 à 4-6 pour cent pour M2 et 3-5 pour cent pour M3. Le Royaume-Uni, rompant avec une pratique qui constituait depuis longtemps le pivot de sa stratégie financière à moyen terme, a renoncé à formuler explicitement un objectif pour M3 sterling, mais il a maintenu la fourchette en vigueur de 2-6 pour cent pour la croissance de l'agrégat le plus restreint MO. En Italie, la banque centrale a fait connaître les nouveaux objectifs d'expansion du crédit, mais elle accorde aussi une attention de plus en plus grande à l'agrégat de définition large M2, auquel a été assignée une fourchette de croissance de 6-9 pour cent pour 1987. D'une manière générale, il est encore trop tôt dans l'année pour se faire une idée des taux de croissance effectifs de la masse monétaire par rapport aux intentions ainsi annoncées, mais les données les plus récentes indiquent un certain ralentissement par rapport au second semestre de 1986 (tableau 11), en particulier aux Etats-Unis. On verra à la section suivante quelles sont les conséquences à tirer de la forte expansion monétaire observée l'année précédente.

Pour étayer leurs interventions sur le marché des changes visant à réduire la hausse du cours en dollar de leurs monnaies, les autorités japonaises et allemandes ont abaissé une nouvelle fois d'un demi-point leur taux d'escompte au premier trimestre, le ramenant respectivement à 2.5 et 3 pour cent, à la suite de quoi les conditions pratiquées sur les marchés de l'argent à court terme se sont inscrites en baisse. Le coût du crédit a pu ainsi diminuer au premier trimestre de 1987, alors pourtant que ces mêmes autorités avaient déjà des appréhensions sur le degré élevé de liquidité du système. Aux Etats-Unis, les taux du marché monétaire ont été orientés à la hausse en avril et en mai devant l'affaiblissement du dollar et les signes de réveil de l'inflation. En France, les taux à court terme ont fortement monté au tout début de l'année avec les efforts déployés par les autorités pour défendre les parités en vigueur dans le SME. Même après le réalignement de ces dernières, les taux d'intérêt à trois mois sont restés aux alentours de 8 pour cent, soit à peu près le double de l'Allemagne. Comme les objectifs de croissance monétaire ont été fixés à un niveau assez bas, il apparaît que la politique monétaire de la France est à l'heure actuelle relativement restrictive par comparaison avec celle des autres grands pays de l'OCDE.

Sous l'effet du raffermissement de la livre sterling, les taux à court terme sont tombés au Royaume-Uni au-dessous de 9 pour cent. Ils ont également baissé en Italie pour s'établir aux environs de 10 pour cent. Le coût de l'argent reste cependant relativement élevé dans

ces deux pays, peut-être parce que le rythme de l'activité économique y a été ces derniers temps plus soutenu que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Il se pourrait aussi que le public, malgré le caractère à peu près neutre de la politique suivie par les autorités monétaires britanniques et italiennes, ne soit pas certain que les résultats obtenus ces dernières années dans la réduction de l'inflation puissent être maintenus durablement. Au Canada, la fermeté de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar des Etats-Unis au début de l'année a permis aux taux d'intérêt de tomber au plus bas niveau enregistré depuis les années 70. La croissance de la masse monétaire au sens large s'est accélérée au second semestre de 1986 ; au début de 1987, son rythme dépassait encore 10 pour cent en taux annuel. Cet assouplissement des conditions monétaires a connu toutefois un coup d'arrêt au second trimestre quand le dollar canadien a cédé du terrain.

Les taux d'intérêt à court terme ont baissé également dans les petits pays d'Europe étroitement liés à l'Allemagne sur le plan financier. En revanche, la crainte de l'inflation ou de la dépréciation de la monnaie a freiné ou empêché toute évolution de ce genre dans les pays scandinaves, en Australie et en Nouvelle-Zélande, où le crédit est resté relativement coûteux, au moins en termes nominaux. En Espagne, il a même fallu relever les taux d'intérêt, la banque centrale s'efforçant de reprendre la

maîtrise de la croissance monétaire qui s'était emballée ces derniers mois.

Les taux d'intérêt à long terme ont marqué une moindre tendance à la baisse que les taux courts (sauf au Japon) ; en termes réels, ils apparaissent encore relativement élevés dans un certain nombre de pays. La pente fortement ascendante de la courbe des rendements aux Etats-Unis, où les taux obligataires ont fortement monté au second trimestre, pourrait indiquer que les marchés s'attendent à une nouvelle poussée des taux à court terme. De fait, les rendements des obligations de grandes sociétés étaient en mai de l'ordre de 9.5 pour cent, niveau qui n'avait pas été atteint depuis plus d'un an. Cette attente d'une hausse s'explique par les incertitudes relatives aux répercussions de la dépréciation du dollar sur le taux d'inflation et par le déficit du budget fédéral. Au Japon, les taux d'intérêt à long terme ont nettement baissé, les obligations se traitant actuellement à des taux inférieurs à 4 pour cent. En Allemagne, par contre, avec des perspectives également bonnes en matière d'inflation, une monnaie ferme et une situation budgétaire saine, on peut être surpris que les taux obligataires soient restés à près de 6 pour cent.

L'évolution des taux d'intérêt dans l'avenir proche restera sans doute commandée en grande partie par les tensions sur les changes. Les projections présentées

Tableau 11
Agrégats monétaires^a: évolution récente et objectifs
Pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés

		Dernière observation	12 derniers mois ^b	6 derniers mois ^b	3 derniers mois ^b	Moyenne des 3 dernières variations mensuelles ^c	Par rapport à la période de référence de l'objectif ^d	Objectif annoncé ^e
Etats-Unis	M1	Mars 1987	16.4	15.9	13.6	4.9		
	M2	Mars 1987	9.2	8.0	6.5	3.7	5.2	5.5-8.5
	M3	Mars 1987	8.5	7.5	6.8	4.2	5.5	5.5-8.5
Japon	M1	Mars 1987	9.6	9.8	9.6	9.6		
	M2+CD	Mars 1987	8.7	9.2	10.1	10.8	8.8	8
Allemagne	M1	Fév. 1987	8.6	7.2	6.3	4.5		
	M3	Fév. 1987	7.2	8.9	8.3	6.2		
	CBM	Mars 1987	7.7	8.7	7.3	6.9	7.3	3-6
France	M2	Mars 1987	2.5	1.3	1.7	2.0	0.8	4-6
	M3	Mars 1987	4.6	4.4	5.9	7.5	5.4	3-5
	L	Mars 1987	7.2	6.7	7.8	11.3		
Royaume-Uni	M0	Mars 1987	4.4	4.4	1.2	-3.8	4.0	2-6
	EM3	Mars 1987	19.0	16.8	19.6	28.9		
	PSL2	Mars 1987	13.2	10.8	10.9	14.6		
Italie	TDC	Fév. 1987	15.7	15.7	14.5	13.9	15.3	11
	M2	Fév. 1987	9.6	10.4	7.0	4.5	8.3	6-9
Canada	M1A	Avr. 1987	21.8	22.1	30.4	33.2		
	M2	Avr. 1987	11.7	13.6	12.2	14.7		

a) Pour plus de précisions, voir Sources et méthodes.

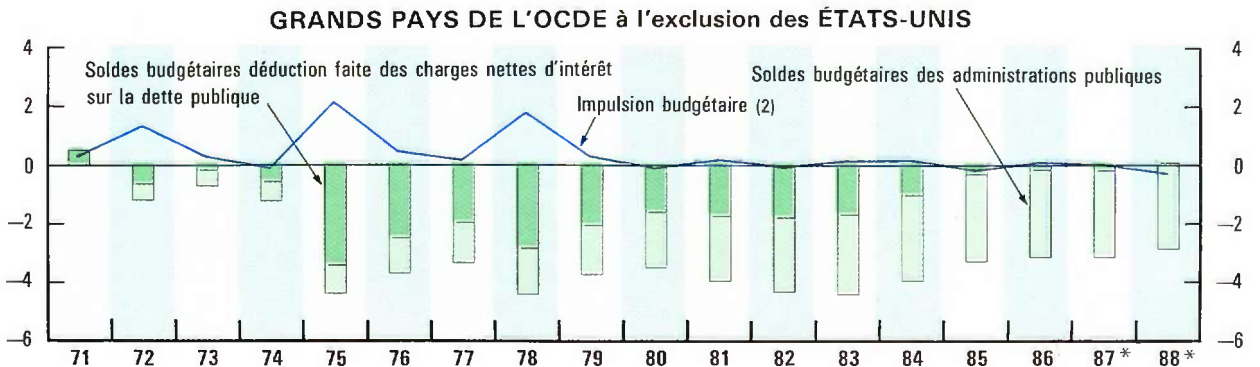
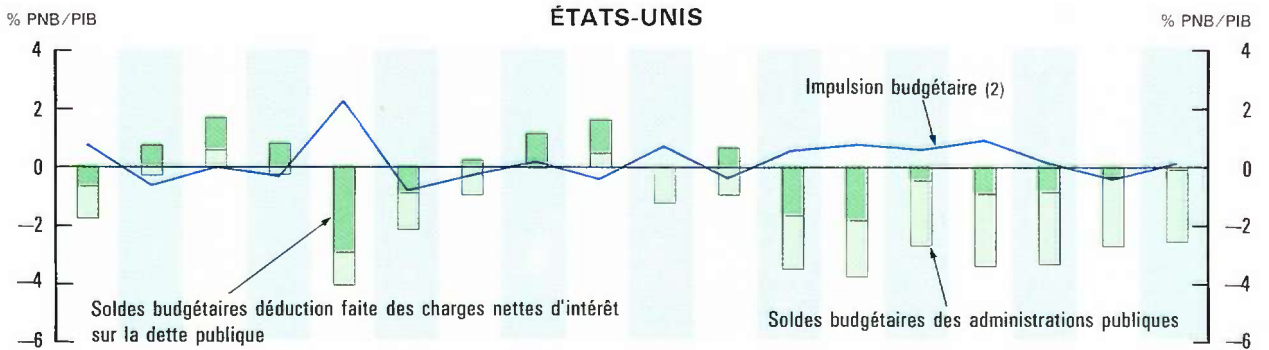
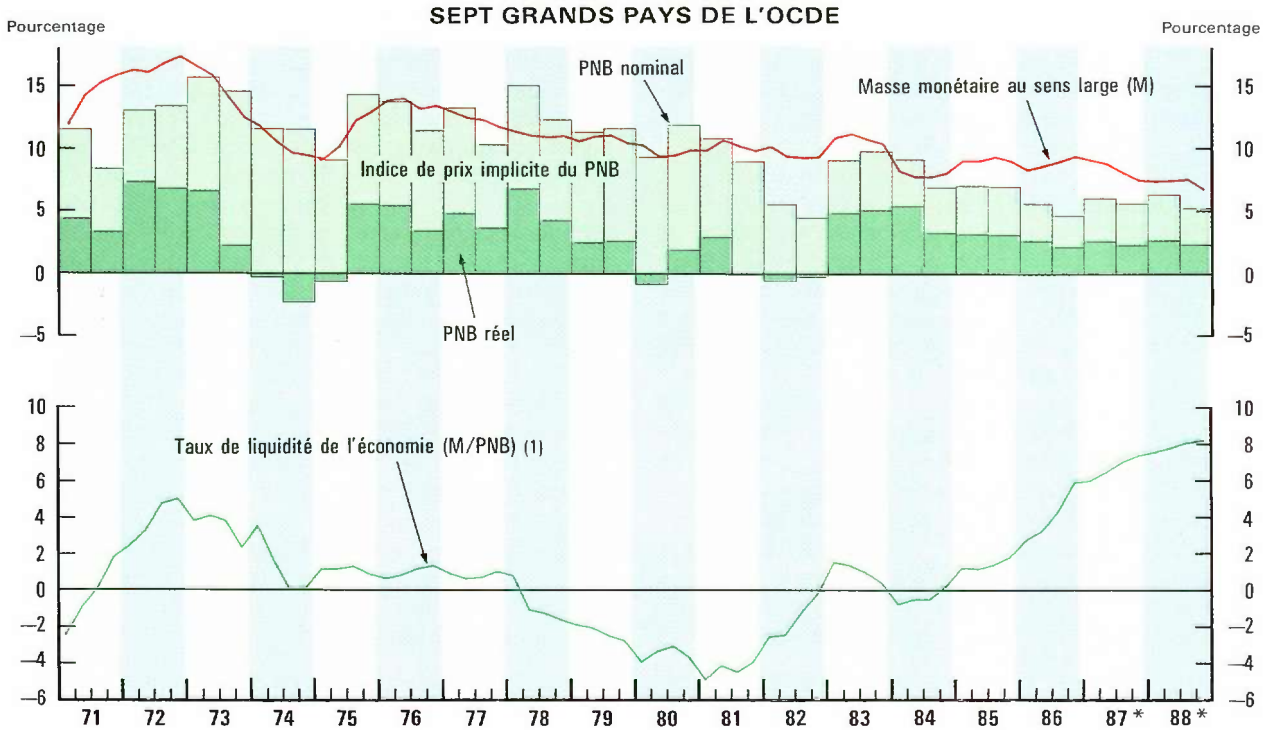
b) Taux moyen de variation des trois derniers mois par rapport à la période de 3 mois située 12, 6 et 3 mois auparavant.

c) Moyenne des hausses mensuelles (en taux annuel) au cours des trois derniers mois.

d) Rapport (annualisé) du dernier chiffre mensuel disponible au chiffre de la période de référence de l'objectif; pour le Royaume-Uni, variation au cours des 12 mois précédents.

e) Pour les Etats-Unis les objectifs correspondent à la croissance du 4^e trimestre 1987 par rapport au 4^e trimestre 1986. Pour le Japon, la projection porte sur le 1^{er} trimestre 1987 par rapport au 1^{er} trimestre 1986; pour l'Allemagne l'objectif porte sur le 4^e trimestre 1987 par rapport au 4^e trimestre 1986; pour la France, les objectifs portent sur le 4^e trimestre 1987 par rapport au 4^e trimestre 1986; pour le Royaume-Uni l'objectif représente la variation au cours des 12 mois précédents; pour l'Italie les objectifs sont définis pour l'année civile 1987.

INDICATEURS DE POLITIQUE MONÉTAIRE ET BUDGÉTAIRE



Note : Pour les définitions et les méthodes de calcul, voir Sources et méthodes.

* Les chiffres pour 1987 et 1988 sont des projections de l'OCDE.

1. Ecart par rapport à la tendance calculée du 1^{er} trimestre 1970 au 4^e trimestre 1986.

2. On entend par « impulsion budgétaire » pour une année donnée, la variation du déficit budgétaire structurel des administrations publiques par rapport à l'année précédente, exprimée en pourcentage du PNB/PIB potentiel. Un signe positif traduit une augmentation du déficit structurel et reflète donc une impulsion expansionniste. Inversement, un signe négatif reflète une impulsion restrictive.

Tableau 12
Evolution des taux d'intérêt^a

	1984	1985	1986	1987 ^b	1988 ^b	1986	1987 ^b		1988 ^b	
						II	I	II	I	II
Taux à court terme										
Etats-Unis	9.5	7.5	6.0	6.1	6.8	5.4	5.7	6.5	6.7	6.9
Japon	6.1	6.5	4.8	3.5	3.1	4.3	3.7	3.3	3.2	3.0
Allemagne	6.0	5.4	4.6	3.7	3.4	4.6	3.8	3.5	3.4	3.4
France	11.7	9.9	7.7	7.5	5.9	7.3	8.0	7.0	6.0	5.8
Royaume-Uni	9.3	11.6	10.3	9.4	9.9	10.1	9.3	9.5	9.7	10.0
Italie	17.3	15.3	13.4	11.1	9.9	11.7	11.5	10.7	10.0	9.8
Canada	11.2	9.6	9.2	7.0	7.0	8.4	7.1	6.9	6.9	7.0
Taux à long terme										
Etats-Unis	12.7	11.4	9.0	9.3	9.3	8.8	9.0	9.5	9.4	9.3
Japon	7.1	6.8	5.6	4.0	3.8	5.2	4.2	3.8	3.8	3.8
Allemagne	7.8	6.9	6.0	5.6	5.3	6.0	5.7	5.4	5.3	5.3
France	13.4	11.9	9.1	9.0	7.1	8.9	9.5	8.5	7.2	7.0
Royaume-Uni	10.7	10.6	9.9	9.2	9.9	10.1	9.0	9.3	9.7	10.0
Italie	15.1	13.1	10.7	9.1	8.0	9.6	9.3	8.9	8.2	7.8
Canada	12.8	11.0	9.5	9.3	9.3	9.3	9.2	9.3	9.3	9.3

a) Pour plus de précisions, voir *Sources et méthodes*.

b) Prévisions de l'OCDE.

schématiquement au tableau 12 font abstraction de ce facteur puisqu'elles admettent par principe des taux de change constants. Dans cette hypothèse « technique », il apparaît que les taux d'intérêt baisseront légèrement dans la majeure partie de la zone de l'OCDE. Aux Etats-Unis, cependant, où les besoins de financement du secteur public restent considérables et où le taux d'inflation devrait augmenter quelque peu, on prévoit que les rendements des bons du Trésor seront en hausse et dépasseront 6 pour cent. De même, étant donné le niveau relativement élevé auquel est supposé s'y établir le taux d'inflation, les taux à court terme au Royaume-Uni et en Italie devraient se maintenir au-dessus de 9 pour cent pendant la période considérée.

La rapidité de la croissance monétaire dans la période récente : portée réelle et conséquences possibles

Dans la plupart des pays, la croissance des agrégats monétaires a été nettement plus rapide que celle du revenu nominal depuis 1985, comme le montre clairement au graphique B la hausse du taux de liquidité. Bien que le taux d'inflation soit, dans l'ensemble, resté assez bas dans ces pays, certains observateurs ont vu dans cette rapidité de l'expansion monétaire un risque de relance de l'inflation. Cette préoccupation est particulièrement vive là où la mise en œuvre de la politique monétaire s'appuie sur la définition d'objectifs quantitatifs de croissance monétaire. Aux Etats-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni, il y a au moins un agrégat qui a manifestement dépassé la norme (voir graphique C). Au Japon, la croissance de M2+CD, tout en restant à l'intérieur de la fourchette indiquée chaque trimestre, a gardé un rythme de 8 à 9 pour cent. De

manière générale, le taux d'expansion des agrégats de définition large s'est situé à proximité ou au-dessus de la limite supérieure de la fourchette prévue dans tous les grands pays ayant adopté cette pratique des objectifs monétaires.

De toute évidence, certaines de ces évolutions ne sont en elles-mêmes guère révélatrices des conditions monétaires, les réaménagements de portefeuille opérés sur les marchés de capitaux ayant altéré la signification des agrégats de monnaie. C'est le cas par exemple de M1, agrégat de définition étroite, aux Etats-Unis et de l'agrégat large M3 sterling au Royaume-Uni. Les difficultés manifestes rencontrées depuis quelques années pour interpréter les mouvements de la masse monétaire entendue suivant ces définitions ont atteint leur point culminant en 1986, si bien que les autorités de ces deux pays ont décidé récemment de cesser de leur assigner officiellement des objectifs. Plus généralement, la stabilité des fonctions de demande de monnaie mise naguère en évidence dans divers pays ne s'est pas confirmée par la suite dans bien des cas.

Il n'en reste pas moins vrai que, dans les trois plus grands pays, il est possible de trouver un agrégat monétaire retenu comme cible par les autorités qui ait eu un comportement stable ces dernières années. De fait, il y a une explication classique à l'évolution récente de la vitesse de circulation des agrégats monétaires larges aux Etats-Unis et au Japon et du stock de monnaie centrale en Allemagne. On le voit sur le graphique D, où les indices de la vitesse de circulation dans ces pays¹ sont rapprochés des valeurs tendanciennes. Il apparaît qu'en 1986 la vitesse de circulation de M2 aux Etats-Unis a été légèrement inférieure à la tendance, tandis que celle de M2+CD au Japon et de la monnaie centrale² en Allemagne était proche de la tendance. Chose plus

importante, les variations de la vitesse s'expliquent fort bien dans ces trois pays à l'aide des équations classiques de demande de monnaie, étant donné les valeurs du revenu réel, le niveau des prix et les taux d'intérêt³ ; cela se vérifie en 1985 et 1986 pour la plupart des agrégats présentés. Seul fait exception M1 aux Etats-Unis, agrégat dont la vitesse de circulation a si fortement diminué sous l'effet des importants transferts de fonds aux comptes rémunérés pouvant être utilisés par chèque (comme les comptes NOW) qu'on comprend que le Federal Reserve Board se soit vu obligé de ne plus en faire l'un de ses objectifs quantitatifs en 1987. La stabilité de l'équation de M2 inciterait à penser, en revanche, que ces transferts émanaient en grande partie d'autres composantes de la masse monétaire au sens large.

En outre, dans chaque cas, les variations cycliques de la vitesse de circulation par rapport à la tendance pourraient être attribués essentiellement aux modifications, en cours ou intervenues antérieurement, des taux d'intérêt, les encaisses ayant tendance à s'accroître (autrement dit, la vitesse à diminuer) quand les rendements offerts par les autres actifs financiers baissent, et inversement⁴. Il semblerait à la lecture du graphique D que la faculté de réaction de la vitesse de circulation au niveau des taux d'intérêt du moment a été beaucoup plus grande aux Etats-Unis qu'au Japon et en Allemagne. En tout cas, le mouvement de baisse des taux d'intérêt observé depuis 1985 explique pour l'essentiel la rapidité de la croissance monétaire dans les trois pays pendant la période récente et le fait que la vitesse de circulation de la masse monétaire au sens large s'est maintenue au-dessous de sa valeur tendancielle aux Etats-Unis et au Japon. En Allemagne, où l'expansion du revenu nominal a été assez forte, la vitesse de circulation est restée dans la ligne de la tendance en 1986.

Dès lors, l'accélération récente de la croissance monétaire ne peut être imputée pour une large part à une nouvelle phase de désinflation. S'il est vrai qu'une baisse du taux d'inflation accroît effectivement la demande d'actifs liquides, les études économétriques n'incitent pas à penser que, dans les toutes dernières années, cet effet ait pu être très sensible. Aux Etats-Unis, par exemple, où il serait en principe relativement fort étant donné la sensibilité plus grande de la demande de monnaie aux rendements des autres actifs, la baisse des taux d'intérêt observée depuis 1984 ne s'est pas accompagnée d'un recul de l'inflation de même importance. Dans les années 1982 et 1983, en revanche, il y avait eu manifestation d'effet de la désinflation sur la vitesse de circulation, celle-ci ayant été non seulement au-dessous de la tendance, mais encore très inférieure à la valeur qu'on pouvait déduire des études empiriques. Le graphique D montre que cela a correspondu à une forte baisse tant du taux d'inflation que du taux d'intérêt à court terme ; le retour à la stabilité des prix a manifestement favorisé l'accumulation d'encaisses, phénomène qualifié par métaphore de « rentrée » (c'est-à-dire de retour à la normale). Au Japon et en Allemagne non plus, on n'a

guère de preuves d'un effet de ce genre dans la période toute récente. S'il est vrai que ces pays ont vu certains de leurs indices de prix s'inscrire en baisse au cours des dix-huit derniers mois, on observe cependant que leurs taux d'inflation étaient déjà très bas, que les baisses ainsi enregistrées correspondent à des gains de termes de l'échange qui ne devraient pas se poursuivre et que les indices implicites des prix de la valeur ajoutée comme ceux que présente le graphique ont, en fait, continué de monter.

En somme, il ne semble pas que des facteurs spéciaux très importants soient venus fausser la vitesse de circulation des agrégats monétaires de définition large dans les trois plus grands pays au cours des deux dernières années. Le rythme relativement rapide de la croissance monétaire semble donc refléter l'orientation de la politique suivie, qu'on pourrait qualifier à peu près de politique d'aisance monétaire. Cela n'implique pas nécessairement qu'on ait, du même coup, semé dans l'économie des germes inflationnistes un tant soit peu virulents. De fait, la faiblesse manifeste de la demande rendait particulièrement approprié l'assouplissement de la politique économique, surtout au Japon et en Allemagne où les risques d'inflation à court terme ne sont probablement pas très grands. Tel n'est pas le cas des Etats-Unis, où la baisse du taux de change tend actuellement à faire monter les prix intérieurs, à la différence de ce qu'on avait observé en 1982-83 quand l'expansion rapide de la masse monétaire dans ce pays coïncidait avec une forte demande internationale d'actifs libellés en dollar, d'où une forte hausse de cette monnaie. De façon générale, si la croissance monétaire devait se poursuivre plus ou moins longtemps aux rythmes actuels, on pourrait craindre que la crédibilité des politiques monétaires ne soit ruinée peu à peu et que l'objectif à moyen terme de stabilité des prix ne soit compromis⁵. C'est sans aucun doute ce genre de préoccupation qui inspire la prudence avec laquelle les autorités monétaires répondent aux exhortations à une orientation plus expansionniste.

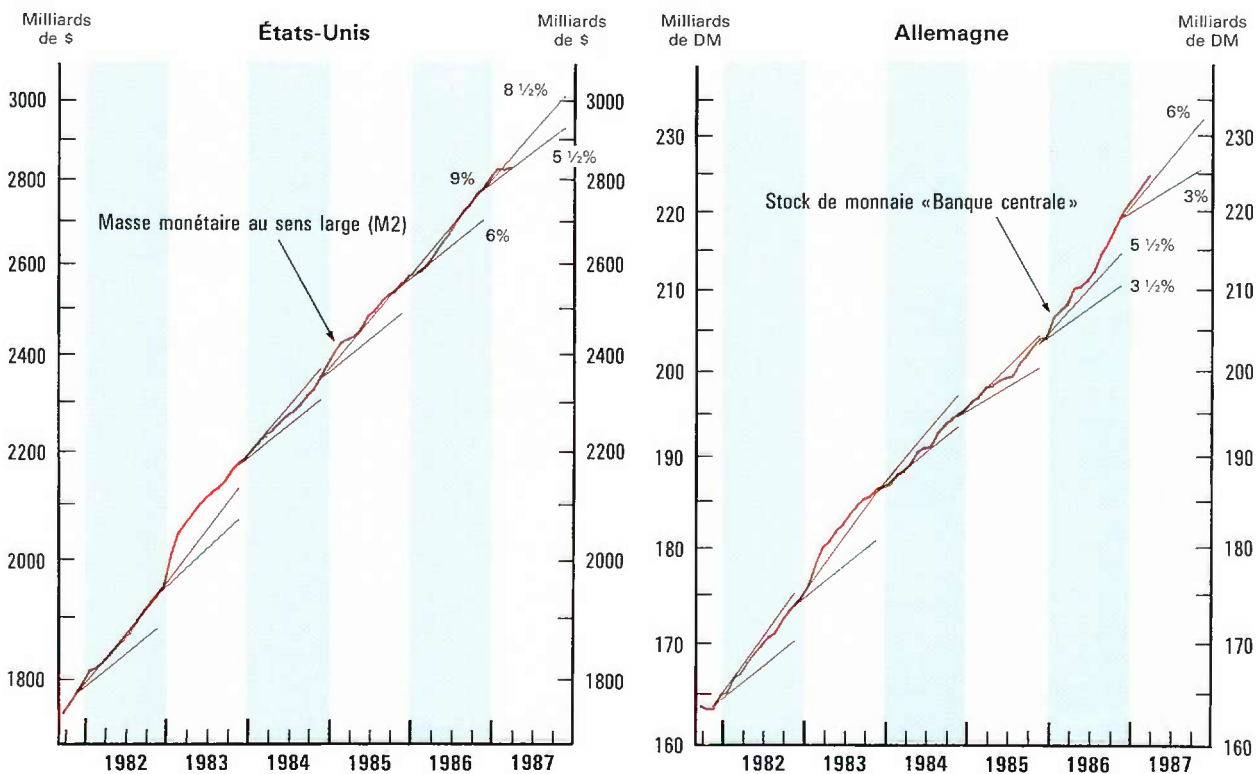
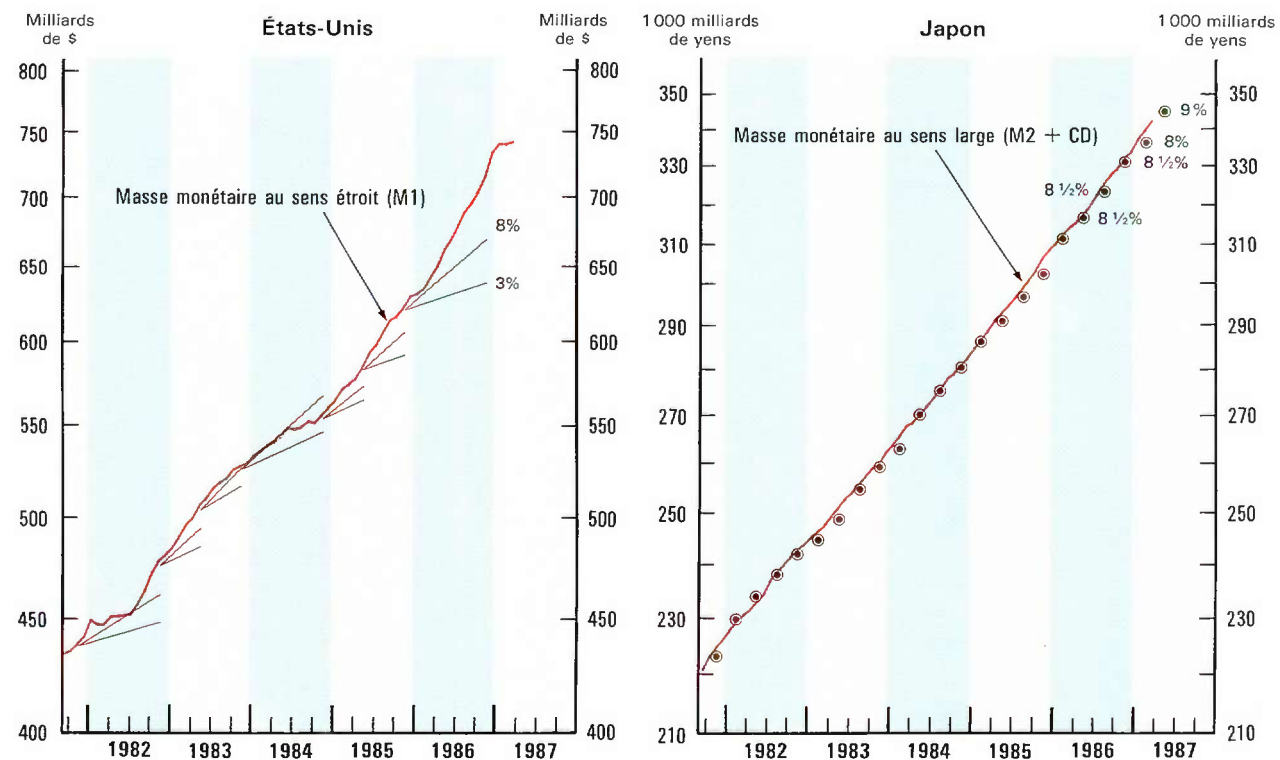
POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Les indicateurs de l'orientation budgétaire et les perspectives d'évolution de la dette publique

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la politique budgétaire devrait garder l'orientation globalement restrictive qui lui a été imprimée il y a plusieurs années. Cependant, si l'on escompte une amélioration aux Etats-Unis en ce qui concerne le déficit fédéral du présent exercice, l'incertitude demeure pour la suite quant à l'importance du resserrement budgétaire et à la forme qu'il prendra.

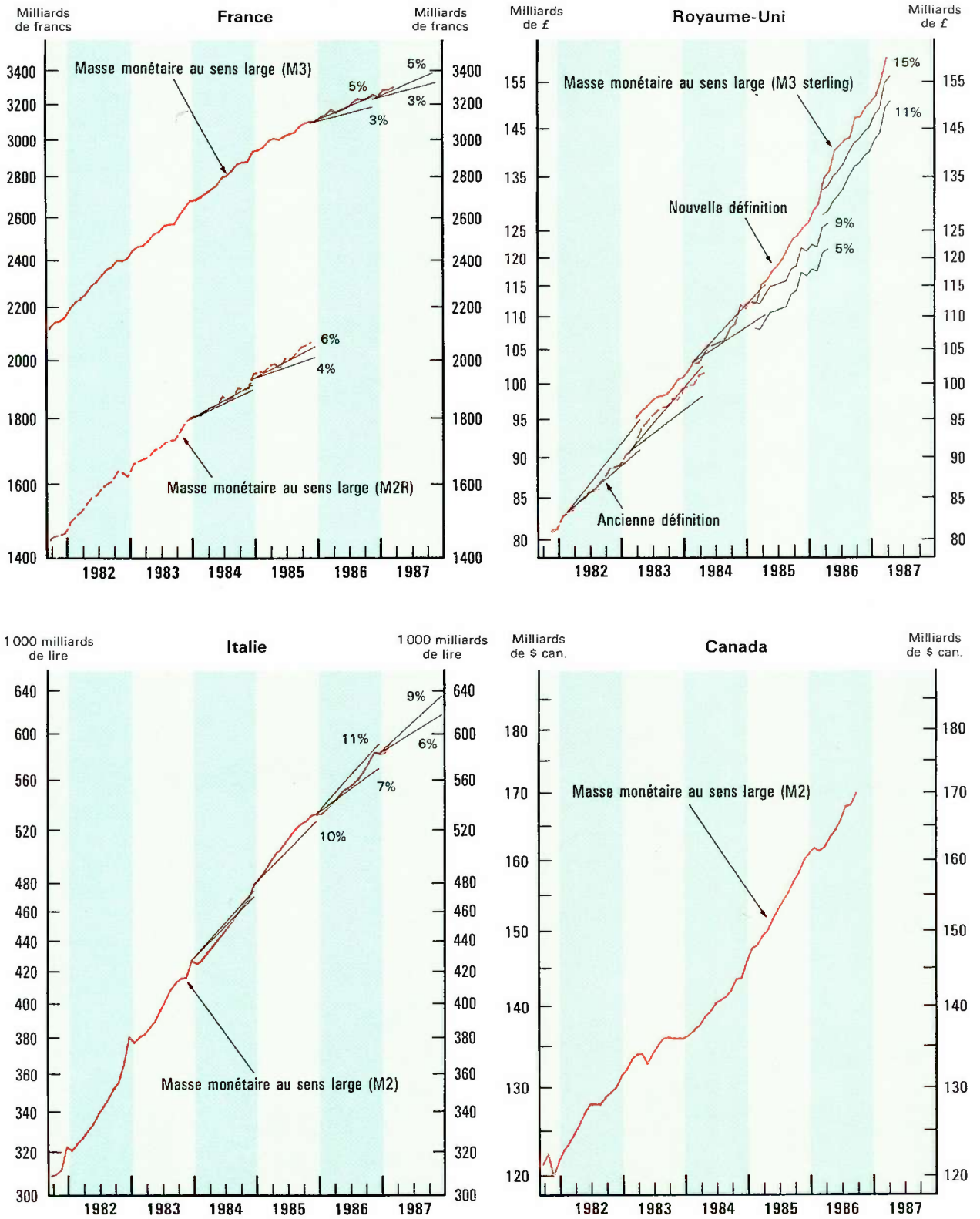
Les indicateurs budgétaires des tableaux 13 et 14 et du graphique B, qui permettent les comparaisons entre

ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE MONÉTAIRE (1)



1. Échelle semi-logarithmique.

ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE MONÉTAIRE (1)

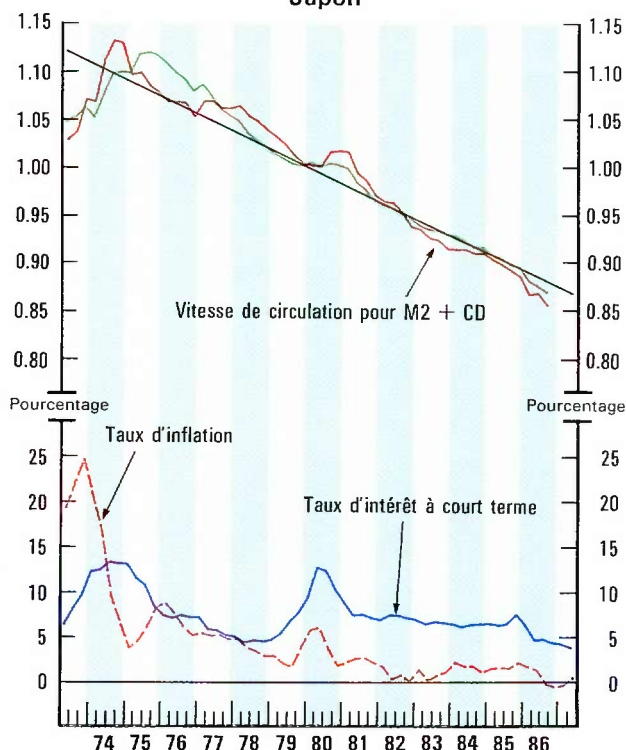


1. Echelle semi-logarithmique.

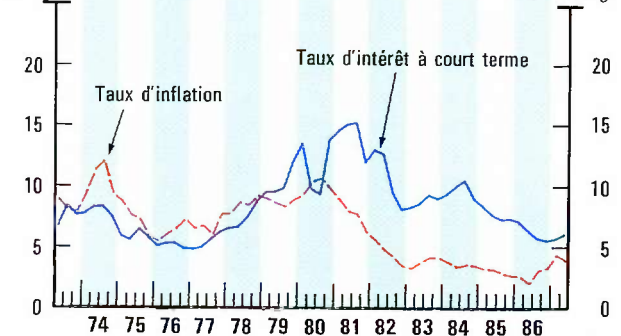
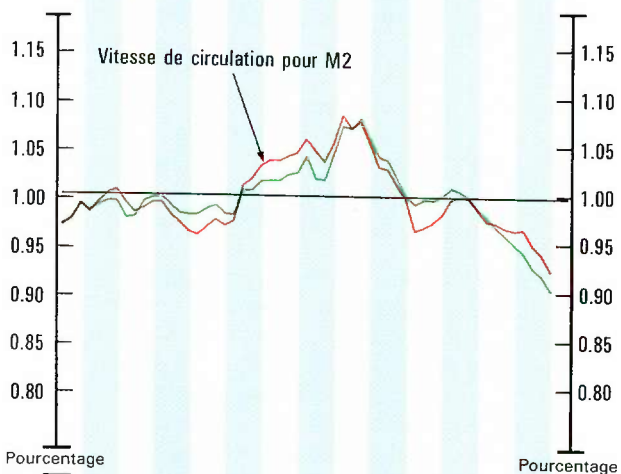
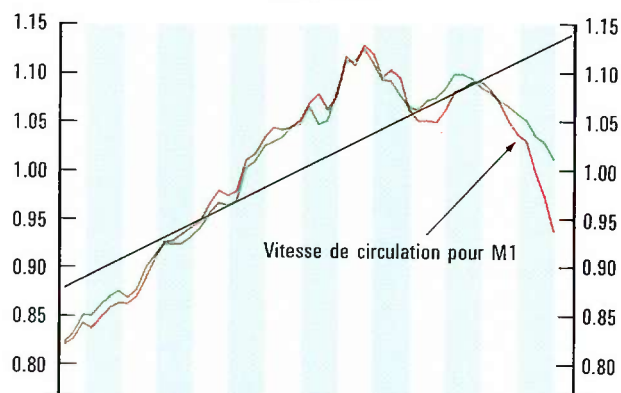
ÉVOLUTION DE LA VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE*, DES TAUX D'INTÉRÊT ET DU TAUX D'INFLATION

— Vitesse de circulation observée
— Vitesse de circulation calculée
— Tendence de la vitesse de circulation

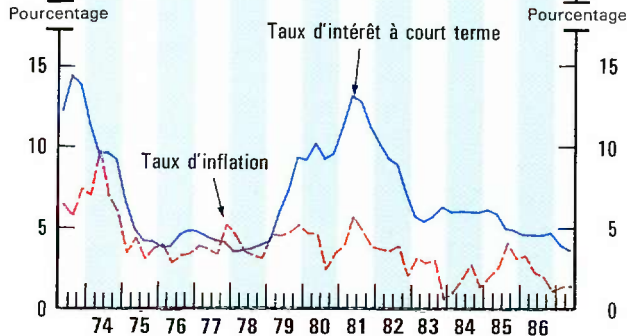
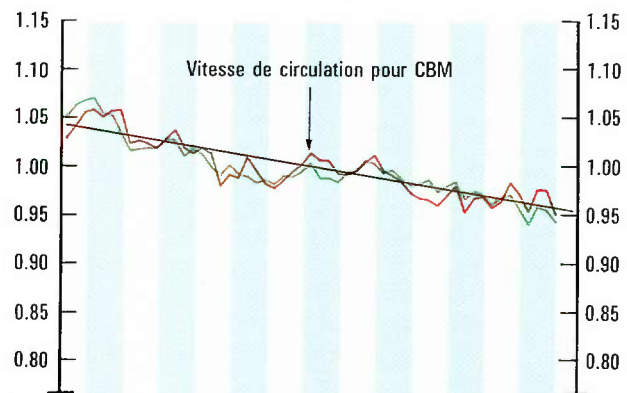
Japon



États-Unis



Allemagne



* La vitesse de circulation de la monnaie est le rapport du PNB ou PIB à l'agrégat monétaire considéré.

Note : Pour les définitions et les méthodes de calcul, voir Sources et méthodes.

Tableau 13
Besoin de financement des administrations publiques^a
 Capacité (+) ou besoin (-) de financement en pourcentage du PNB/PIB nominal

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 ^b	1988 ^b
États-Unis	-1.0	-3.5	-3.8	-2.7	-3.4	-3.3	-2.7	-2.6
Japon	-3.8	-3.6	-3.7	-2.1	-0.8	-0.9	-0.9	-0.2
Allemagne	-3.7	-3.3	-2.4	-1.9	-1.1	-1.2	-1.5	-2.0
France	-1.8	-2.7	-3.1	-2.9	-2.6	-2.9	-2.7	-2.5
Royaume-Uni	-2.8	-2.3	-3.6	-3.9	-2.7	-2.9	-2.7	-2.7
Italie	-11.9	-12.6	-11.7	-13.0	-14.0	-12.6	-12.6	-12.2
Canada	-1.5	-5.7	-6.6	-6.6	-6.6	-5.4	-4.9	-4.6
Total des pays ci-dessus ^c	-2.5	-3.9	-4.1	-3.3	-3.3	-3.2	-2.9	-2.7
Australie	-0.4	-0.3	-3.8	-2.9	-2.7	-2.8	-2.4	-2.0
Autriche	-1.7	-3.2	-4.1	-2.7	-2.1	-2.6	-3.4	-3.6
Belgique	-13.4	-11.3	-11.8	-9.8	-8.8	-8.9	-7.5	-6.9
Danemark	-6.9	-9.1	-7.2	-4.1	-1.8	+3.4	+1.5	+0.9
Finlande	+1.3	-0.4	-1.6	+0.4	+0.2	+1.3	-0.4	0.0
Grèce	-11.0	-7.8	-8.3	-10.2	-13.9	-11.3	-10.7	-10.1
Pays-Bas	-5.5	-7.1	-6.4	-6.3	-5.1	-6.7	-6.4	-6.2
Norvège	+4.7	+4.4	+4.2	+7.4	+7.8	+2.4	+1.2	+1.1
Espagne	-3.9	-5.6	-4.8	-5.6	-6.3	-6.0	-5.4	-4.8
Suède	-4.9	-6.3	-5.0	-2.6	-3.9	-1.4	+0.6	-0.1
Total des petits pays ^c	-4.1	-4.8	-5.1	-4.2	-4.1	-3.9	-3.6	-3.4
Total des pays européens ^c	-4.5	-4.9	-4.7	-4.5	-4.2	-4.1	-4.0	-4.0
Total des pays ci-dessus ^c	-2.7	-4.0	-4.2	-3.4	-3.4	-3.3	-3.0	-2.8

a) Sur la base du SCN sauf dans le cas des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Grèce et des Pays-Bas où les chiffres sont calculés sur la base du revenu national.

b) Estimations et prévisions de l'OCDE.

c) Pondération par le PNB/PIB de 1982 aux taux de change de 1982.

pays, montrent que la légère amélioration enregistrée en 1986 dans la situation des finances publiques des pays de l'OCDE se poursuivra en 1987 et en 1988, cela, par hypothèse, sans nouveaux changements dans les politiques affichées actuellement. L'amélioration prévue en 1987 tient essentiellement aux États-Unis, où le déficit des administrations publiques devrait diminuer de 0.6 pour cent du PNB. Dans tous les autres grands pays, à l'exception de l'Allemagne, le solde budgétaire marquera un progrès de 1986 à 1988. Le déficit combiné des petits pays devrait se réduire d'environ 1/4 pour cent du PNB pendant chacune des années 1987 et 1988. Les soldes budgétaires de l'Australie, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grèce et des Pays-Bas s'amélioreront tout au long de la période sous revue, tandis que la situation devrait se détériorer en Autriche, au Danemark et en Norvège.

Les indicateurs du déficit budgétaire structurel (c'est-à-dire corrigé des influences conjoncturelles)⁶ – dont les variations donnent une indication de l'effet d'impulsion délibéré de la politique budgétaire – montrent que l'action gouvernementale dans ce domaine à l'échelle de la zone de l'OCDE, qui en 1986 était passée d'une orientation légèrement expansionniste à une quasi-neutralité, deviendra quelque peu restrictive en 1987 et 1988, cela avec les hypothèses de politique économique adoptées dans les projections (voir tableau 14). Dans le groupe des grands pays, la politique budgétaire en 1987 devrait être expansionniste au Royaume-Uni et en Italie, neutre en Allemagne et restrictive dans les autres

pays. Ces tendances se poursuivront en 1988, sauf aux États-Unis où le déficit budgétaire structurel (avec les hypothèses retenues) reste inchangé, en Italie où il marque une modeste amélioration et en Allemagne où la politique budgétaire est orientée de manière à devenir légèrement expansionniste. En ce qui concerne les petits pays, la détérioration de la situation budgétaire structurelle en Finlande et en Norvège en 1987 est contrebalancée, et au-delà, par l'amélioration enregistrée ailleurs.

Le fait de corriger les soldes budgétaires structurels prévus des effets de l'évolution des prix⁷ n'amène pas à modifier fondamentalement l'évaluation qui est faite de l'orientation de la politique budgétaire dans la plupart des pays. Certaines différences en ressortent, néanmoins. En Italie, notamment, la politique budgétaire apparaît alors sensiblement plus expansionniste en 1987 que ne le feraient penser les soldes budgétaires non corrigés de l'inflation. En revanche, elle serait légèrement restrictive en Allemagne en 1987 compte tenu de la faiblesse de la hausse des prix. Les indicateurs ainsi ajustés montrent également qu'en Espagne et en Grèce la politique budgétaire sera à peu près neutre dans l'ensemble des années 1987 et 1988, et non restrictive comme l'indiquent les variations du solde structurel simple.

Dans nombre de pays, l'orientation actuelle de la politique budgétaire reflète en partie le souci du gouvernement de limiter, pour finalement l'arrêter, l'expansion de la dette publique. Comme le montre le tableau 15⁸, le

rapport de l'endettement, brut ou net, des administrations publiques au PNB devrait continuer d'augmenter en France, au Canada et en Italie au cours de la période considérée, quoique à un rythme plus faible dans les deux premiers pays. Sa progression se ralentirait sensiblement aux Etats-Unis en 1988, tandis qu'il diminuerait légèrement au Royaume-Uni. Au Japon, le ratio

d'endettement des administrations publiques, qui s'était stabilisé après 1983, devrait baisser en 1988 avec les hypothèses retenues pour la politique économique. En revanche, il devrait augmenter en Allemagne cette année et l'année prochaine. Il importe évidemment de se rappeler, notamment dans le cas des deux derniers pays, que l'alourdissement de la charge des retraites lié au

Tableau 14
Variations conjoncturelle et structurelle du solde financier des administrations publiques^{a,b}
En pourcentage du PNB/PIB nominal

		Variation du solde effectif	Variation liée aux stabilisateurs automatiques ^c	Variation du solde structurel ^d	Variation du solde structurel corrégée des effets de l'inflation ^e			Variation du solde effectif	Variation liée aux stabilisateurs automatiques ^c	Variation du solde structurel ^d	Variation du solde structurel corrégée des effets de l'inflation ^e
États-Unis	1985	-0.7	+0.1	-0.8	-0.8	Australie	1985	+0.2	+0.9	-0.8	-0.6
	1986	+0.1	0	0	-0.2		1986	0	-0.7	+0.7	+1.1
	1987	+0.6	0	+0.6	+1.0		1987	+0.4	-0.2	+0.5	+0.3
	1988	+0.1	+0.1	0	+0.2		1988	+0.5	-0.1	+0.5	0
Japon	1985	+1.2	+0.3	+0.9	+0.9	Autriche	1985	+0.6	+0.5	+0.1	-0.7
	1986	0	-0.4	+0.4	-0.1		1986	-0.5	-0.2	-0.3	-1.0
	1987	-0.1	-0.5	+0.4	+0.2		1987	-0.8	-0.7	-0.1	0
	1988	+0.8	-0.6	+1.3	+1.8		1988	-0.1	-0.3	+0.1	+0.4
Allemagne	1985	+0.8	+0.2	+0.6	+0.5	Belgique	1985	+1.1	0	+1.1	0
	1986	-0.2	+0.2	-0.3	-0.8		1986	-0.1	+0.5	-0.7	-3.3
	1987	-0.3	-0.3	0	+0.2		1987	+1.4	-0.1	+1.5	+1.6
	1988	-0.4	-0.1	-0.4	-0.2		1988	+0.6	+0.1	+0.5	+0.8
France	1985	+0.3	-0.3	+0.6	+0.5	Danemark	1985	+2.3	+1.4	+0.9	+0.8
	1986	-0.3	0	-0.4	-0.7		1986	+5.2	+0.8	+4.4	+4.0
	1987	+0.2	-0.3	+0.5	+0.7		1987	-1.9	-1.8	-0.1	-0.3
	1988	+0.2	0	+0.2	+0.1		1988	-0.7	-1.2	+0.5	+0.3
Royaume-Uni	1985	+1.2	+0.8	+0.4	+0.6	Finlande	1985	-0.2	+0.1	-0.3	-0.3
	1986	-0.2	+0.4	-0.5	-1.2		1986	+1.1	-0.3	+1.4	+1.6
	1987	+0.2	+0.7	-0.5	-0.4		1987	-1.7	+0.1	-1.7	-1.8
	1988	+0.1	+0.2	-0.1	+0.1		1988	+0.4	-0.1	+0.4	+0.4
Italie	1985	-1.0	+0.2	-1.2	-1.7	Grèce	1985	-3.7	+0.5	-4.3	-3.5
	1986	+1.4	+0.5	+0.9	-1.5		1986	+2.6	-0.3	+2.9	+4.2
	1987	0	+0.6	-0.6	-1.6		1987	+0.6	-1.4	+2.1	-0.3
	1988	+0.4	+0.3	+0.1	+0.5		1988	+0.7	-0.3	+1.0	0
Canada	1985	0	+0.6	-0.6	-0.5	Pays-Bas	1985	+1.2	+0.2	+1.0	+1.1
	1986	+1.2	+0.2	+0.9	+1.0		1986	-1.6	+0.2	-1.8	-2.8
	1987	+0.5	0	+0.5	+0.5		1987	+0.2	0	+0.2	-0.1
	1988	+0.4	+0.1	+0.3	+0.3		1988	+0.2	-0.3	+0.5	+0.9
Moyenne des six grands pays (États-Unis non compris) ^f	1985	+0.7	+0.3	+0.4	+0.4	Norvège	1985	+0.4	+1.0	-0.6	-0.9
	1986	+0.1	0	+0.1	-0.5		1986	-5.5	+0.2	-5.7	-6.3
	1987	0	-0.1	+0.1	+0.1		1987	-1.1	+0.1	-1.3	-1.5
	1988	+0.3	-0.1	+0.4	+0.6		1988	-0.1	-0.7	+0.6	+1.3
Moyenne des sept grands pays ^f	1985	0	+0.2	-0.2	-0.2	Espagne	1985	-0.7	-0.2	-0.6	-0.6
	1986	+0.1	0	+0.1	-0.4		1986	+0.3	+0.2	+0.1	+0.4
	1987	+0.3	0	+0.3	+0.5		1987	+0.7	+0.2	+0.5	-0.1
	1988	+0.2	0	+0.2	+0.4		1988	+0.6	+0.2	+0.4	+0.2
Moyenne des pays européens ^{f,g}	1985	+0.3	+0.2	+0.1	0	Suède	1985	-1.3	+0.4	-1.6	-1.4
	1986	+0.1	+0.2	-0.1	-0.8		1986	+2.5	-0.3	+2.8	+2.9
	1987	+0.1	0	+0.1	0		1987	+2.0	-0.2	+2.3	+2.2
	1988	0	0	0	+0.2		1988	-0.8	-0.4	-0.4	-0.4
Moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE ^{f,g}	1985	0	+0.2	-0.2	-0.2	Total des petits pays ^f	1985	+0.1	+0.4	-0.3	-0.4
	1986	+0.1	0	+0.1	-0.3		1986	+0.2	0	+0.2	-0.1
	1987	+0.3	-0.1	+0.4	+0.5		1987	+0.3	-0.2	+0.5	+0.2
	1988	+0.2	0	+0.2	+0.4		1988	+0.2	-0.2	+0.4	+0.4

a) Estimations et prévisions de l'OCDE.

b) Le signe + indique un mouvement restrictif (excédent); le signe - indique un effet d'expansion (déficit). Le signe + indique donc des compressions de dépenses publiques et des augmentations d'impôts. La première colonne correspond aux variations d'une année sur l'autre de la capacité ou du besoin de financement figurant au tableau 13.

c) Les « stabilisateurs automatiques » représentent la composante conjoncturelle du déficit ou de l'excédent du budget, mesurée par la réaction du budget à l'écart entre le taux de croissance du PIB réel et le taux tendanciel.

d) Couvre l'action délibérée des pouvoirs publics, l'alourdissement automatique de la fiscalité ainsi que les variations du coût du service de la dette et des revenus provenant des ressources naturelles.

e) Ajustement tenant compte de l'incidence de la hausse des prix sur l'encours net de la dette publique.

f) Pondération par le PNB/PIB de 1982 aux taux de change de 1982.

g) Pour les pays figurant dans ce tableau.

Tableau 15
Dette publique brute et nette
Pourcentage du PNB/PIB nominal

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ^a	1987 ^b	1988 ^b
Dette brute des administrations publiques																
États-Unis	40.6	39.6	42.6	42.5	40.8	39.0	37.2	37.7	37.1	41.1	44.0	45.1	48.5	50.5	51.6	52.2
Japon	17.0	18.0	22.4	28.0	33.4	41.9	46.9	52.0	57.0	61.1	66.9	68.4	69.4	69.1	69.5	68.8
Allemagne	18.6	19.6	25.0	27.0	28.5	29.9	30.7	32.5	36.3	39.5	40.9	41.7	42.3	42.4	43.2	44.4
France	25.1	24.7	25.8	24.7	25.2	26.3	26.2	25.0	25.9	28.3	29.8	32.6	34.6	36.4	38.3	39.9
Royaume-Uni	69.7	69.6	65.3	64.1	62.5	59.6	55.6	54.9	54.9	53.6	54.0	55.3	53.7	53.8	53.0	52.4
Italie	60.6	57.7	66.8	65.4	65.2	71.2	70.6	67.4	70.5	76.8	84.4	91.1	99.6	102.4	107.1	112.7
Canada	46.7	44.5	44.8	42.5	44.8	48.7	43.6	44.7	45.1	50.5	54.5	58.2	63.7	67.4	70.2	72.5
Total des pays ci-dessus	36.8	36.3	39.2	39.9	40.2	41.2	40.7	41.7	42.9	46.5	49.7	51.4	54.0	55.4	56.6	57.4
Dette nette des administrations publiques																
États-Unis	22.9	22.0	24.4	24.1	23.0	21.0	19.4	19.5	18.8	21.4	24.0	25.1	26.8	28.8	29.9	30.6
Japon	-6.1	-5.4	-2.1	1.9	5.5	11.3	14.9	17.3	20.7	23.2	26.2	26.9	26.5	26.2	26.6	25.9
Allemagne	-6.7	-4.7	1.0	4.6	7.0	9.4	11.5	14.3	17.4	19.8	21.4	21.7	22.1	22.2	23.0	24.1
France	8.3	8.8	11.1	10.9	10.2	10.2	9.8	9.1	9.9	11.3	13.4	15.2	16.7	18.5	20.4	22.0
Royaume-Uni	57.5	54.9	57.4	56.8	55.8	53.3	48.6	48.0	47.2	46.4	47.1	48.5	46.9	46.9	46.1	45.5
Italie	52.1	49.2	59.9	60.9	60.7	63.9	63.7	61.8	66.8	73.4	80.6	87.8	96.3	99.2	103.9	109.5
Canada	2.7	1.1	4.4	5.3	7.7	10.6	10.7	11.5	10.7	16.9	20.4	24.7	30.3	34.0	36.7	39.0
Total des pays ci-dessus	17.2	16.8	20.1	21.0	21.2	21.6	21.2	21.8	22.5	25.1	27.8	29.3	30.8	32.2	33.3	34.1

a) Partiellement estimé.

b) Prévisions.

Source: OECD.

vieillessement de la population risque d'affecter sensiblement à moyen terme les perspectives d'évolution de la dette publique⁹.

L'évolution de la politique budgétaire dans les différents pays

Aux États-Unis, on ne saurait dire dans quelle mesure le déficit du budget fédéral au titre de l'exercice 1988, lequel commence le 1^{er} octobre 1987, sera en baisse par rapport aux quelque 190 milliards de dollars prévus pour l'exercice 1987. Dans le projet de budget présenté en janvier par le gouvernement, le respect de la limite de 108 milliards fixée par la Loi Gramm-Rudman-Hollings est assuré au moyen de coupes substantielles dans les dépenses, de ventes d'actifs publics et de certaines augmentations mineures de recettes. Sans encore être parvenus à un accord, la Chambre des Représentants et le Sénat ont approuvé des propositions de réduction du déficit associant quelque 18 milliards de majorations d'impôts à des compressions de dépenses du même ordre, réparties à peu près également entre les dépenses civiles et militaires. L'ampleur des modifications requises dépend du chiffre auquel on estime le budget des «services votés» (c'est-à-dire à politiques inchangées). Sur cette base, le gouvernement prévoit pour l'exercice 1988 un déficit de 150 milliards de dollars, tandis que le Congressional Budget Office l'estime à 169 milliards. La différence tient en partie au fait que ce dernier table sur une croissance économique plus faible. Les projections de l'OCDE pour l'année civile sont fondées

sur des hypothèses analogues à celles du Congressional Budget Office.

Au Japon, le budget de l'exercice 1987, qui a commencé le 1^{er} avril, laisse à peu près inchangé le déficit de l'administration centrale avec un chiffre de 10.5 billions de yen, soit 3.1 pour cent du PNB. Le déficit des administrations locales augmenterait toutefois d'environ 1 billion de yen (0.3 pour cent du PNB) par rapport au chiffre initial du budget 1986. Les perspectives budgétaires s'infléchiront avec la mise en œuvre probable pendant l'été du budget additionnel annoncé récemment qui vise à relancer la demande intérieure par des mesures représentant au total quelque 5 billions de yen. Dans les estimations des tableaux 13 et 14 relatifs aux indicateurs budgétaires, on n'a pas tenu compte de ces mesures supplémentaires faute de détails sur ce dispositif. (On trouvera dans la note concernant le Japon les résultats d'une simulation d'un changement d'orientation qui laisserait le solde budgétaire structurel à peu près inchangé en 1988). Le budget initial de l'administration centrale prévoyait aussi une réforme fiscale d'incidence neutre sur les recettes, qui réduirait le taux d'imposition des ménages et des entreprises, élargirait l'assiette de l'impôt (notamment en y faisant entrer la plupart des revenus, jusque-là exonérés, qui proviennent d'intérêts) et instituerait une taxe indirecte d'assiette relativement large. L'opposition à ce projet spécifique d'imposition indirecte a retardé la mise en œuvre de la réforme, comme on le verra plus loin.

En Allemagne, le budget fédéral 1987 implique une légère baisse du déficit, ramené à 22.8 milliards de deutschemarks (1.1 pour cent du PNB). Le fait majeur

de la politique budgétaire est la réforme fiscale qui doit être mise en œuvre en 1990. Elle prévoit des réductions d'impôts de 44.4 milliards de deutschemarks ayant un effet net de relance de 25.4 milliards avec, notamment, abaissement du taux maximum d'imposition des revenus des personnes physiques et du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, ramenés respectivement de 56 à 53 pour cent et de 56 à 50 pour cent. Jointe aux allègements déjà prévus pour 1988 (qui représentent essentiellement une compensation spécifique du drainage fiscal), la décision d'appliquer par anticipation une fraction (5.2 milliards) des réductions d'impôt prévues pour 1990 allégera au total de 13.7 milliards le poids de la fiscalité en 1988, où le déficit fédéral devrait atteindre 28 milliards.

La politique budgétaire de la France reste axée sur l'amélioration du solde du budget de l'administration centrale. Au moment de l'Accord du Louvre, le gouvernement s'est engagé à réduire le déficit de 1 pour cent du PIB d'ici à 1988, le solde d'exécution de la Loi de finances pour 1986 étant estimé à 2.8 pour cent. Tout récemment, il a pris également l'engagement de réduire l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés en 1988, mais il étudie actuellement diverses solutions pour augmenter les ressources de la Sécurité sociale. Les recettes tirées de la vente des entreprises publiques sont estimées présentement à quelque 40 milliards de francs, dépassant les prévisions. Le gouvernement s'est engagé à affecter ces recettes à la réduction de la dette publique et à l'octroi de concours en capital aux entreprises publiques.

Au Royaume-Uni, le besoin d'emprunt du secteur public pour l'exercice 1986/87 s'est élevé à 3.3 milliards de livres, soit beaucoup moins que les 7 milliards envisagés (1¼ pour cent du PIB) du fait surtout que les recettes ont été plus importantes que prévu, en particulier au titre de l'impôt sur les sociétés. Le budget 1987/88 table sur de nouvelles ventes d'actifs publics et sur des recettes en progression rapide. Le besoin d'emprunt est ramené à 4 milliards de livres (1 pour cent du PIB) et le taux de base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques abaissé de 29 à 27 pour cent. Pour les petites entreprises, le taux de l'impôt sur les sociétés doit aussi revenir à 27 pour cent.

Le budget de l'Italie pour 1987 prévoit un déficit de l'administration centrale de 100 000 milliards de liras (12 pour cent du PIB), en baisse sur celui de 1986 (108 900 milliards de liras, soit 14 pour cent du PIB), encore que cela exige 2 500 milliards de compressions de dépenses et de majorations de recettes qui ne sont pas encore spécifiées. On ne saurait dire dans quelle mesure cette réduction du déficit se concrétisera, car la progression des traitements des fonctionnaires et des dépenses de santé pourrait dépasser les prévisions. Au Canada, le projet de budget pour l'exercice 1987-88 prévoit de ramener le déficit fédéral à 29.3 milliards de dollars canadiens (5.4 pour cent du PIB), contre 32 milliards l'exercice précédent. Ce résultat doit être obtenu en maintenant les dépenses à 116.6 milliards, malgré des

subventions accrues à l'agriculture, tout en majorant les droits indirects et en changeant le mode de recouvrement de l'impôt avec l'adoption du système de la retenue à la source sur les salaires.

Dans le groupe des petits pays, l'Australie a annoncé des mesures d'austérité pour l'exercice 1987-88 (qui commence le 1^{er} juillet), avec des coupes de 3 milliards de dollars australiens (1.0 pour cent du PIB) pour l'administration centrale et des ventes d'actifs publics à concurrence de 1 milliard, dont le produit doit servir à réduire la dette publique. Des mesures supplémentaires représentant au total 2.8 milliards sont prévues pour l'exercice suivant (celles-ci ne sont pas incorporées dans la projection). En Belgique, le programme d'assainissement des finances publiques se poursuit en 1987, l'objectif étant de ramener le déficit de l'administration centrale à 8 pour cent du PIB, essentiellement par voie de compression des dépenses. En Suède également, la politique budgétaire devrait être restrictive en 1987, encore que la réduction du déficit budgétaire doive provenir en majeure partie de l'augmentation de recettes résultant du prélèvement exceptionnel sur les capitaux des compagnies d'assurances. En Espagne, en Grèce et au Portugal, l'amélioration tient à la baisse des prix du pétrole ainsi qu'aux plus-values enregistrées sur le produit des impôts indirects. Si l'incertitude entourant le montant des recettes gazières ne permet pas de dire dans quelle mesure exactement sera réduit le déficit budgétaire des Pays-Bas, l'objectif du gouvernement est de maintenir le déficit de l'administration centrale à 8 pour cent du PIB en 1987. Après s'être sensiblement étoffé en 1986, l'excédent du secteur des administrations publiques au Danemark devrait diminuer quelque peu en 1987 (pour revenir à 1.6 pour cent du PIB) en raison du ralentissement de l'activité économique et, en particulier, de la diminution du produit de l'impôt sur les sociétés, le secteur bancaire ayant vu baisser ses profits à la suite de la hausse des taux d'intérêt en 1986. En Finlande, l'orientation de la politique budgétaire pour les années 1986 et 1987 prises globalement est expansionniste, mais il faut dire que les variations du solde budgétaire ont été affectées par le report de 1986 à 1987 des remboursements d'impôts.

La réforme de la fiscalité dans les pays de l'OCDE

La question de la réforme de la fiscalité a suscité un large intérêt dans la zone de l'OCDE ces dernières années¹⁰. Plusieurs pays ont entrepris une profonde réforme ou envisagent de le faire, tandis que la plupart des autres ont apporté certaines modifications à leur système fiscal. Ce courant traduit la crainte que la structure de la fiscalité non seulement entraîne des coûts élevés pour la société en faussant les décisions économiques, mais encore qu'elle ne soit injuste et inutilement complexe. Ce sentiment d'injustice est double : d'une part, on constate que des personnes se trouvant dans la même situation sont traitées différemment (inégalité

Tableau 16
**Modifications récentes et envisagées dans le cadre
du régime d'imposition des particuliers**

	Impôt global	Impôt sur le revenu		
	Taux marginaux d'imposition pour un salarié moyen selon le système fiscal actuel ^a	Taux marginal maximal ^b		
		Antérieur	Actuel	Proposé
Australie	47.3	60.0	55.0	49.0
Autriche	54.5		62.0	
Belgique	62.7		86.7	
Canada	33.7	63.6	51.3	
Danemark	62.4	73.0	68.0	
Finlande	53.2		68.5	
France	51.2	65.0	58.0	50.0
Allemagne	62.7		56.0	53.0
Grèce	40.1	60.0	63.0	
Islande	n.a.		55.6	
Irlande	61.3	65.0	58.0	
Italie	57.8	76.0	65.0	56.0
Japon	31.5	88.0	76.5	65.0
Luxembourg	53.6	57.0	56.0	
Pays-Bas	61.9	60.0	72.0	
Nouvelle-Zélande	30.0	66.0	48.0	
Norvège	60.1	71.0	57.6	
Portugal	35.9	84.4	68.8	
Espagne	52.8	68.5	66.0	
Suède	62.0	87.7	77.4	
Suisse	39.4		45.8	
Turquie	n.a.	78.0	50.0	
Royaume-Uni	43.9	83.0	60.0	
Etats-Unis	40.9	75.0	38.0	

a) Taux marginal maximal d'imposition en 1986 d'un salarié célibataire, estimé en tenant compte des impôts directs et contributions sociales (y compris celles des employeurs) perçus par toutes les administrations publiques, ainsi que des abattements fiscaux appropriés. Les données sont extraites notamment de *La situation des salariés au regard de l'impôt et des transferts sociaux 1981-1985*, OCDE, 1986.

b) Taux effectif global (à l'exclusion des contributions de la sécurité sociale) mais tenant compte de la déductibilité des impôts versés aux collectivités locales.

horizontale) et, d'autre part, il semble bien qu'en dépit de l'impression de progressivité que donne l'augmentation des taux marginaux d'imposition des personnes physiques, l'effet de redistribution soit en fait très limité (équité verticale insuffisante). Ces préoccupations ont été renforcées par la croissance des recettes fiscales en pourcentage de la production depuis 1970¹¹. De surcroît, la conjonction d'une pression fiscale déjà lourde et de systèmes fiscaux qui créent beaucoup de distorsions ne permet plus guère de relever les impôts quand il faut réduire le déficit. Enfin, les systèmes fiscaux ont contribué pour une part notable aux rigidités structurelles de l'économie. De tous ces motifs de préoccupation, cependant, ce sont probablement l'inégalité de traitement horizontale et la complexité qui ont le plus déterminé les gouvernements à entreprendre une réforme de la fiscalité.

La réforme de l'impôt sur le revenu des personnes

physiques a visé dans bien des cas à réduire l'importance des brèches que laisse la définition de l'assiette de l'impôt sur les revenus du travail et du capital. Ces brèches prennent la forme d'exonérations, de déductions dans le calcul du revenu imposable ou de crédits d'impôt. Plusieurs pays (le Canada, l'Australie, la Finlande et la Nouvelle-Zélande) ont décidé de taxer toute une série d'avantages annexes précédemment exonérés¹². De plus, certains gouvernements ont réduit le régime privilégié des plus-values, qui peut être une source majeure d'évasion fiscale. Toutefois, il n'est pas aisé de savoir dans quelle mesure il convient d'imposer les revenus du capital, car les avantages attendus d'un élargissement de l'assiette de l'impôt et de l'abaissement des taux doivent être mis en regard des effets négatifs éventuels sur l'épargne et la formation de capital. En fait, certains pays ont accru l'incitation à l'épargne en étendant le régime fiscal préférentiel des revenus du capital (notamment le Royaume-Uni, le Canada, la France et le Danemark), tandis que d'autres (les Etats-Unis et le Japon, par exemple) ont pris des dispositions en sens inverse ou proposent de le faire.

La plupart des gouvernements envisageant une réforme de la fiscalité ont aussi revu les systèmes en vigueur de déductions et de crédits d'impôt. Les uns ont abaissé le plafond des déductions admises au titre des dépenses liées à l'acquisition du revenu, telles que les frais de représentation et de réception et autres frais engagés par les personnes exerçant des professions indépendantes. Si plusieurs pays restreignent ou suppriment la possibilité de déduire les intérêts des prêts à la consommation, les intérêts des emprunts hypothécaires contractés pour l'acquisition du logement donnent toujours lieu à déduction ou à crédit d'impôt dans tous les pays à quelques rares exceptions près (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Turquie). Parmi les autres emplois du revenu qui bénéficient d'un régime fiscal de faveur, on peut citer les dépenses engagées pour les soins médicaux, l'éducation et les économies d'énergie. En outre, dans un certain nombre de pays, le revenu épargné en vue de la retraite peut être déduit en partie du revenu imposable.

Dans nombre de cas, la réduction du taux marginal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a porté essentiellement sur les taux les plus élevés, de sorte que l'éventail des taux du barème s'est trouvé resserré¹³. Comme le montre le tableau 16, les réductions, effectives ou prévues, du taux marginal maximal (taux effectif, prenant en compte les impôts sur le revenu prélevés par tous les niveaux d'administration) sont particulièrement importantes aux Etats-Unis (de 75 pour cent environ en 1981 à 38 pour cent), au Royaume-Uni (de 83 à 60 pour cent en 1979), au Japon (de 88 pour cent environ à 65 pour cent) en Italie (de 76 à 56 pour cent, a-t-on proposé), en Turquie (de 78 à 50 pour cent) et en Nouvelle-Zélande (de 66 à 48 pour cent). Dans beaucoup de pays, cependant, les taux d'imposition marginaux restent élevés. On constate de plus sur le tableau que, une fois prises en compte les

cotisations de sécurité sociale, le taux marginal d'imposition des revenus du travail est très élevé, même pour l'ouvrier moyen (et qu'il l'est encore plus si l'on tient compte de l'impôt sur les salaires versés et des taxes sur la consommation).

En ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices des sociétés, beaucoup de systèmes en vigueur font apparaître une très forte dispersion des taux marginaux effectifs d'imposition à cause du régime des amortissements et des incitations spécifiques prévues en faveur de certains secteurs, activités ou régions. En faussant ainsi les rendements après impôt, cette situation se traduit par une mauvaise affectation des ressources, par une moindre productivité du stock de capital et, de ce fait, par une perte de bien-être importante. Pour ces diverses raisons, la réforme de l'imposition des entreprises s'est généralement attachée surtout à élargir l'assiette de l'impôt et à réduire la dispersion des taux en modifiant le régime applicable au coût du capital. C'est ainsi que les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie ont supprimé le crédit d'impôt pour investissements et/ou l'amortissement accéléré pour aligner davantage le rythme des dotations déductibles aux provisions pour reconstitution du capital sur celui de la dépréciation économique réelle. Cependant, dans la moitié environ des pays de l'OCDE, on trouve toujours ce genre d'encouragements fiscaux de caractère général à l'investissement. De plus, il n'est guère de pays qui aient cherché à corriger les bénéfices imposables des effets de distorsion causés par l'inflation. Aussi la dispersion des taux effectifs d'imposition reste-t-elle forte.

Par le double jeu de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, il peut arriver que, certaines formes de revenu du capital étant imposées deux fois, les taux effectifs d'imposition atteignent un niveau très élevé. Dans la plupart des pays de l'OCDE, la discrimination introduite par la fiscalité à l'encontre de la forme d'organisation en société ou du financement par augmentation de capital (double imposition des dividendes) et en faveur de la rétention des bénéfices dans l'entreprise, est atténuée¹⁴ par divers moyens : crédits d'impôt au titre des dividendes, abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés frappant les bénéfices distribués et exonération des plus-values. Toutefois, les problèmes nés du coût fiscal de ces mesures, de leurs répercussions internationales et administratives ont retenu les gouvernements d'aller plus loin. Ces dernières années, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont renforcé l'intégration des systèmes d'imposition du revenu des personnes physiques et des bénéfices des sociétés (par l'institution d'un crédit d'impôt sur les dividendes), mais les Etats-Unis ont décidé de ne pas s'engager sur la voie de l'intégration, tandis que le Japon examine une proposition visant à la réduire en supprimant le taux préférentiel d'impôt sur les sociétés applicable aux bénéfices distribués.

Dans le domaine de la *fiscalité indirecte* la principale réforme a été l'institution d'impôts du type TVA en

Espagne, en Grèce, en Nouvelle-Zélande, au Portugal et en Turquie. Tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Japon et de l'Australie (qui n'a pas pu obtenir l'adhésion du public à une taxe sur les ventes au détail), ont maintenant une forme ou une autre d'impôt sur la consommation à large assiette. Le Canada également envisage l'institution d'un impôt national de type TVA qui remplacerait l'impôt sur les ventes de produits manufacturés, dont les effets de distorsion sont très importants. Assez peu nombreux sont les pays ayant pris des mesures pour simplifier la structure de taux de la TVA, alors pourtant qu'il n'est pas prouvé que le système de taux multiples améliore sensiblement la progressivité et que, de toute façon, ce résultat se paie d'un alourdissement des charges d'administration et d'une moindre efficacité¹⁵. On note également un certain souci de modifier la répartition de l'assiette de l'impôt en frappant davantage la consommation, notamment par voie d'accroissement de la fiscalité indirecte. (Le graphique E montre l'importance relative des différentes catégories d'impôts en 1965 et en 1985.) Les pays qui ont pris cette orientation ou qui envisagent de le faire (Royaume-Uni, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) semblent chercher moins à réduire la pénalisation fiscale de l'épargne qu'à alléger le poids de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à réduire la fraude et l'évasion fiscales. Ailleurs, cette tendance s'est heurtée aux préoccupations suscitées par le caractère apparemment dégressif de la TVA et par son incidence sur les indices de prix, ainsi qu'à la crainte de voir cet impôt se révéler d'un trop bon rendement (ce qui pourrait conduire à un accroissement du secteur public). Les difficultés d'une modification de la structure de l'impôt dans le sens d'une taxation accrue de la consommation ont été illustrées récemment au Japon par la forte opposition qu'a rencontrée le projet gouvernemental d'institution d'un impôt de type TVA, bien qu'on semble d'accord dans ce pays pour recourir davantage à la fiscalité indirecte¹⁶.

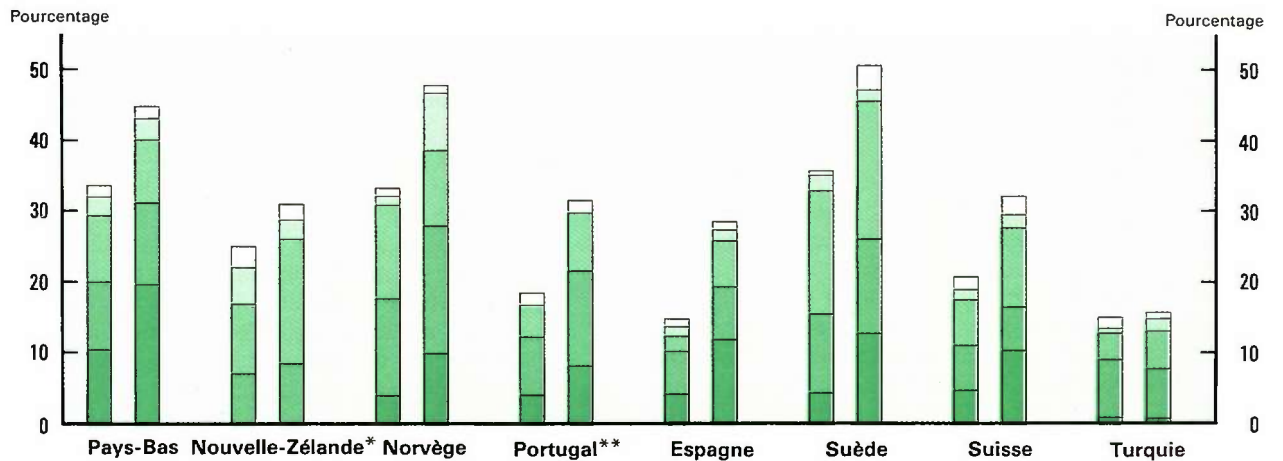
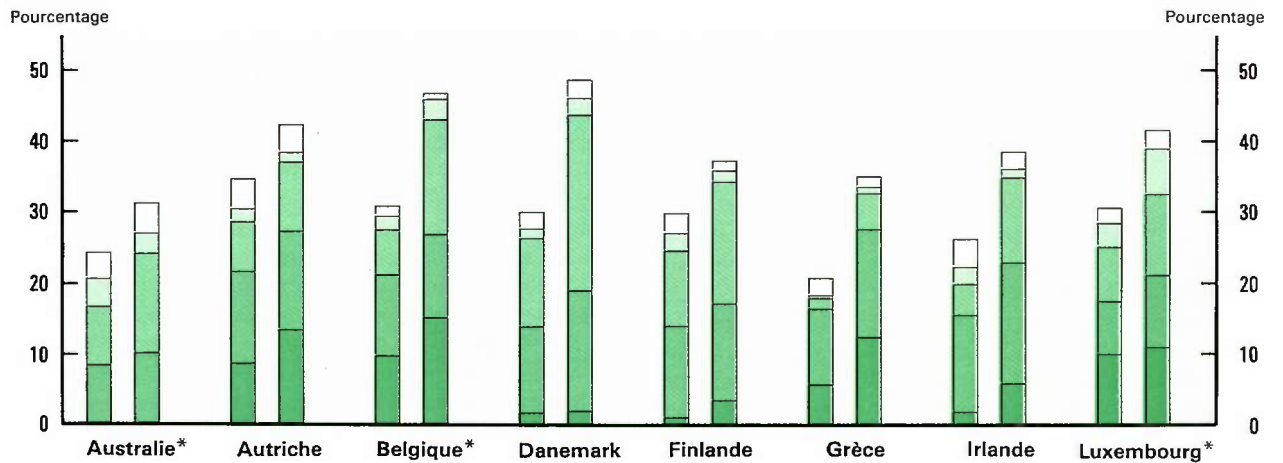
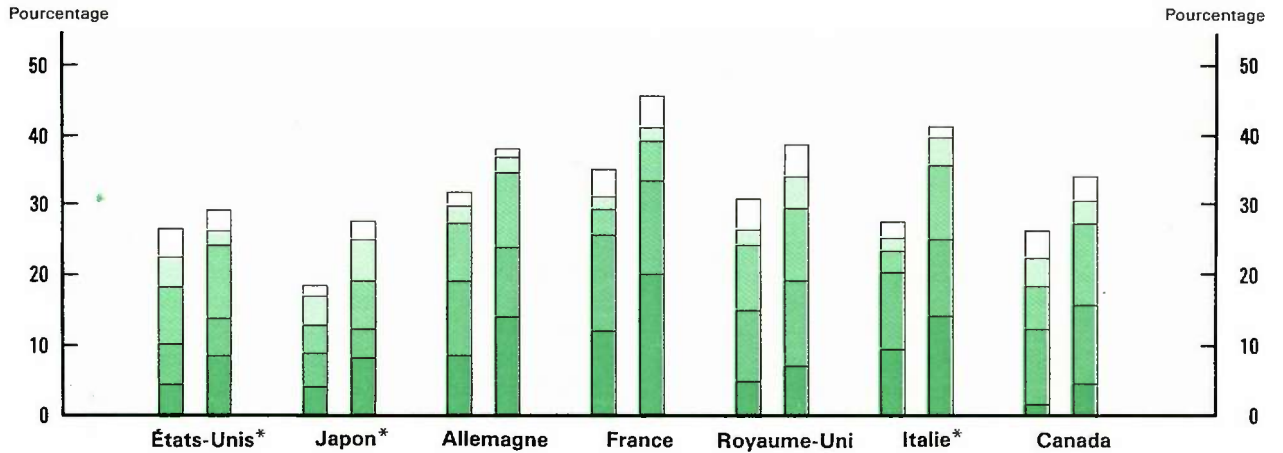
Malgré les progrès déjà accomplis, la réforme de la fiscalité reste globalement assez limitée. Cela tient en général aux contraintes sur lesquelles butent les gouvernements dans la formulation des projets de réforme, en particulier :

- i) L'antagonisme entre efficacité économique et équité. Le système fiscal est souvent considéré comme l'un des principaux instruments dont disposent les gouvernements pour assurer la redistribution des revenus (par le jeu de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu, de la multiplicité des taux de TVA, etc.). En fait, dans beaucoup de pays de l'OCDE, le système fiscal considéré globalement n'a par lui-même qu'un effet de redistribution extrêmement limité, si bien qu'on accepte des distorsions importantes et des pertes de bien-être pour des avantages incertains et probablement minces. D'où la nécessité de réexaminer soigneusement les mérites comparatifs des différents moyens

IMPORTANCE RELATIVE DES DIFFÉRENTS TYPES D'IMPOSITION EN 1965 ET 1985

Première colonne : données de 1965
 Deuxième colonne : données de 1985

Autres
 Impôts directs des sociétés
 Impôts directs des ménages
 Impôts indirects
 Cotisations de sécurité sociale



Source : Statistiques de recettes publiques des pays membres de l'OCDE (1965-1985).
 * 1984.

** Les données portugaises ne permettent pas de distinction entre l'impôt sur les revenus des particuliers et l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

de redistribution du revenu (système fiscal, dépenses directes et transferts). Il est peut-être possible de mettre sur pied des réformes fiscales qui accroissent l'équité horizontale, restent neutres à l'égard de la répartition des revenus et cependant améliorent sensiblement l'efficacité.

- ii) La pratique des « dépenses fiscales ». Celles-ci résultent habituellement de dispositions assurant un régime fiscal privilégié à certains types d'activité ou à des catégories déterminées de contribuables, au lieu de les faire bénéficier de dépenses publiques directes¹⁷. Bien qu'elles puissent avoir leur utilité dans certains cas, les dépenses fiscales ont souvent pour effet d'amenuiser l'assiette de l'impôt sans grand bénéfice. En outre, elles contribuent largement à la complexité des systèmes fiscaux en vigueur, à la forte dispersion des taux d'imposition effectifs et aux possibilités d'évasion fiscale.
- iii) Les difficultés politiques et pratiques liées à une réforme de la fiscalité. Comme il n'y a généralement qu'un petit nombre de perdants, ces derniers ont tendance à mieux s'organiser et à « parler plus fort » que ceux qui bénéficient de taux d'imposition plus bas. La manière dont le projet de réforme est présenté peut donc apporter à cette dernière un soutien déterminant sur le plan politique. Une réforme plus large, qui supprimerait la plupart des privilèges fiscaux, permettrait de réduire davantage les taux d'imposition et aurait plus de chances d'apparaître comme équitable (les privilèges de chacun disparaissant en même temps). Toutefois, de profondes modifications du système fiscal peuvent avoir de brusques et importants effets sur le revenu et le patrimoine des individus. Des dispositions transitoires sont donc sans doute nécessaires pour réduire au minimum les pertes ou gains résultant directement de la réforme pour les personnes dont les décisions d'investissement auraient été influencées par les dispositions du code des impôts alors en vigueur.

En outre, les relations internationales peuvent limiter la possibilité pour les autorités d'un pays de modifier le système fiscal national ou les obliger à réagir à des réformes entreprises dans d'autres pays. Des différences importantes de taux d'imposition entre les pays peuvent avoir diverses conséquences fâcheuses (telles que l'émigration de personnel hautement qualifié), susceptibles d'engendrer des pressions politiques et économiques en

faveur de l'abaissement des impôts dans les pays appliquant des taux élevés. Il se peut aussi que les gouvernements s'inquiètent des conséquences macroéconomiques à court terme d'une réforme de la fiscalité. Si cette dernière n'a pas d'incidence sur le niveau des recettes fiscales, ses effets sur l'activité globale, l'inflation ou la balance des paiements ne doivent pas, en principe, être très préoccupants, encore qu'il importe d'éviter qu'un déplacement de la structure de l'impôt au profit de la fiscalité indirecte ne crée un enchaînement sans fin de majorations de salaires et de hausses de prix ou n'aggrave un tel phénomène déjà existant.

Ces diverses contraintes permettent de bien mettre en évidence la stratégie à suivre dans la mise sur pied d'une réforme de la fiscalité. Les gouvernements doivent faire un certain nombre de choix fondamentaux : dans quelle mesure veulent-ils continuer à utiliser les impôts à d'autres fins que l'apport de recettes, quel degré de progressivité veulent-ils donner au système fiscal pris dans son ensemble, et dans quelles proportions veulent-ils recourir respectivement à l'imposition des revenus et à celle de la consommation ? La réponse à ce dernier point pourra dépendre du volume de l'épargne nationale au regard des besoins, ainsi que du jugement porté sur le degré de sensibilité de cette épargne au taux de rendement. Une fois prise la décision d'entreprendre la réforme, la question de la présentation des dispositions projetées prend un caractère capital. A cet égard, on l'a vu, une réforme globale « se vendra » peut-être mieux à l'opinion que des réformes partielles et elle donnera plus de chances d'avoir à l'avenir un système fiscal stable, chose évidemment très importante pour les prévisions des agents du secteur privé. A l'inverse, une réforme effectuée par étapes permet certainement aux gouvernements de se faire une idée plus juste des effets économiques des mesures prises, ce qui n'est pas le cas lorsqu'un grand nombre de modifications sont apportées simultanément. Enfin, les réformes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques effectuées à ce jour présentent cette caractéristique notable que, bien souvent, la réduction du taux d'imposition n'a été obtenue qu'en partie par élargissement de l'assiette : ou bien le total des recettes fiscales a été réduit, ou bien il y a eu déplacement de la charge fiscale par recours accru à la fiscalité indirecte ou à l'impôt sur les sociétés. Aussi est-on amené à penser qu'il est peut-être difficile d'obtenir l'adhésion de l'opinion publique à une réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques par élargissement de l'assiette et avec réduction des taux qui soit parfaitement neutre sur le plan des recettes.

NOTES

1. Les modes de mesure de la vitesse de circulation, ainsi que les équations décrites plus loin dans ce paragraphe sont définis de manière plus précise dans les notes du graphique D.
2. On notera que l'agrégat « stock de monnaie centrale » en Allemagne évolue à peu près, sur la durée, comme l'agrégat de définition large M3 du fait qu'il se compose en grande partie des réserves obligatoires assises sur les dépôts recensés dans M3. Ainsi la croissance de cet agrégat de monnaie centrale en Allemagne peut s'analyser de manière analogue à celle de M2 aux Etats-Unis et de M2 + CD au Japon.
3. Les valeurs prédites figurées au graphique D sont tirées des fonctions classiques de demande de monnaie, dont les estimations sont présentées dans les notes du graphique. On a utilisé une simulation dynamique dans laquelle les variables explicatives prennent les valeurs effectivement enregistrées dans le passé. Il va sans dire qu'il n'est absolument pas certain que ces relations resteront stables dans l'avenir.
4. S'il est vrai que les masses monétaires au sens large se composent dans une proportion croissante de dépôts assortis de taux d'intérêt concurrentiels, il semblerait que la révision des taux de ces dépôts, lesquels peuvent très bien se substituer à d'autres actifs financiers à même échéance, ne s'effectue qu'avec un certain retard par rapport aux changements intervenant dans les conditions du marché.
5. Cette question est étudiée en détail dans K. Clinton et J.C. Chouraqui « Monetary policy in the second half of the 1980s: how much room for manœuvre », *Department of Economics and Statistics Working Paper*, n° 39, février 1987.
6. La manière d'interpréter les soldes budgétaires corrigés des influences conjoncturelles a été examinée dans le n° 31 de *Perspectives économiques*, juillet 1982. Cet indicateur retient une définition assez large de l'action budgétaire « délibérée » puisqu'il inclut des éléments (comme le service de la dette publique, l'alourdissement automatique de la fiscalité et les recettes liées à l'exploitation de ressources naturelles) dont le gouvernement n'a pas directement la maîtrise.
7. La question de l'estimation des soldes budgétaires structurels après correction de l'inflation a été étudiée dans le n° 34 de *Perspectives économiques*, décembre 1983, pp. 41 et 42.
8. Les projections relatives à la dette publique sont fondées sur l'hypothèse que le passif financier net s'accroît du montant du déficit financier des administrations publiques, tandis que le patrimoine financier de ce secteur est censé augmenter au rythme du PNB/PIB nominal.
9. Pour une étude plus approfondie de ce problème, voir le n° 39 de *Perspectives économiques*, pp. 46 à 50 et J.C. Chouraqui, B. Jones et R.B. Montador « L'évolution de la dette publique dans une perspective à moyen terme », *Revue économique de l'OCDE*, n° 7, automne 1986.
10. Voir à cet égard le n° 38 de *Perspectives économiques* (pp. 6 à 10) ; R.P. Hagemann, B.R. Jones and R.B. Montador, « Tax reform in OECD countries: economic rationale and consequences », *Department of Economics and Statistics Working Paper*, n° 40, à paraître ; OCDE (1986), *L'imposition du revenu des personnes physiques dans un contexte économique en évolution* et OCDE (1987), *La fiscalité dans les pays développés*.
11. Le total des recettes fiscales (sur la base des chiffres des comptes nationaux) serait passé de 1970 à 1985, d'après les estimations, d'environ 30.5 à 35.6 pour cent du PNB/PIB de l'ensemble des pays de l'OCDE.
12. Les avantages annexes, qui sont souvent exonérés d'impôt en totalité ou en partie, sont devenus de plus en plus souvent une forme de rémunération, en raison notamment du niveau élevé des taux marginaux d'imposition. La question est examinée de manière détaillée dans OCDE (1987, à paraître), « *L'imposition des avantages accessoires* ».
13. L'importance accordée à la réduction des taux marginaux maximaux tient essentiellement à deux facteurs : l'idée, tout d'abord, que des taux marginaux élevés sont la cause principale des désincitations et des pertes de bien-être et qu'ils contribuent largement à la fraude et à l'évasion fiscales et, en second lieu, la constatation que les systèmes fiscaux fortement progressifs n'ont pas été finalement un instrument efficace de redistribution des revenus. D'un autre côté, certains pays se sont surtout souciés d'abaisser le taux d'imposition « normal » applicable à la majorité des contribuables, ce taux étant ramené par exemple à 25 pour cent au Japon (proposition) et à 27 pour cent au Royaume-Uni. Cette question est examinée plus longuement dans OCDE (1986), *L'imposition du revenu des personnes physiques dans un contexte économique en évolution*.
14. L'Allemagne et la Grèce compensent intégralement cette distorsion (pour tous les bénéficiaires, distribués ou non distribués), mais les Etats-Unis, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse n'ont pas pris de mesures à cet effet.
15. Seuls la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Finlande et la Norvège ont un taux de TVA unique, la moitié des pays ayant trois taux ou plus (notamment la France et l'Italie avec quatre taux, et la Belgique qui en a six). Le taux normal va, suivant les pays, de 10 à 25 pour cent ; dans la plupart des cas les produits de luxe sont passibles d'un taux spécial (dépassant 30 pour cent) et où il est prévu une série de taux réduits.
16. Au Japon, un projet de réforme fiscale (qui prévoyait un abaissement des impôts frappant les personnes physiques financé par élargissement de l'assiette et institution d'une TVA) s'est révélé très controversé et a été soumis pour examen à une commission parlementaire spéciale.
17. Voir OCDE (1984), *Dépenses fiscales – problèmes et pratiques suivies par les pays*.

EMPLOI ET CHÔMAGE

Le niveau global du chômage dans la zone de l'OCDE est resté inchangé l'an dernier, autour de 31 millions de personnes. Pour les dix-huit mois à venir, la progression de l'emploi et celle de la population active devraient s'infléchir légèrement pour revenir à des taux de l'ordre de 1 pour cent par an ; globalement, le taux de chômage devrait se maintenir à 8¼ pour cent. Les taux de chômage pourraient continuer à diminuer en Amérique du nord mais il faut s'attendre à de nouvelles hausses au Japon et dans la plupart des pays d'Europe. Le taux de chômage des jeunes pourrait poursuivre son lent mouvement de recul dans la plupart des pays.

Evolution récente

L'emploi dans la zone de l'OCDE a connu une croissance relativement vigoureuse, au rythme de 1.4 pour cent en 1986, mais l'on décèle un léger ralentissement au premier semestre de 1987 (tableaux 17 et 18). En Europe, le rythme de progression, qui a atteint presque 1 pour cent, est le meilleur depuis 1973. L'emploi industriel a cessé de diminuer dans plusieurs pays européens, cependant que dans d'autres les délestages de main-d'œuvre tendaient à se raréfier. Le développement des programmes publics de création d'emplois et de formation a probablement contribué à

cette progression. Néanmoins, l'accroissement du nombre des vacances d'emploi dans des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni témoigne d'une lente amélioration de la situation tendancielle de l'emploi. En revanche, le marché du travail japonais s'est affaibli, même si cela n'apparaît pas très nettement dans les statistiques, les employeurs ayant tendance à maintenir leurs effectifs en période de baisse conjoncturelle. En Amérique du nord, la croissance de l'emploi est restée soutenue face à une production en perte de vitesse et la progression de la productivité s'est ralentie.

Les taux d'activité ont augmenté en 1986 dans beaucoup de pays de l'OCDE, en partie à cause du retour sur le marché du travail, à mesure que la situation de l'emploi s'améliorait, de certains travailleurs découragés. En Europe, on a assisté à une augmentation générale du taux d'accroissement de la population active (tableaux 33 et 34 de l'annexe technique) malgré une nouvelle atténuation des pressions démographiques. On estime que le nombre des personnes d'âge actif (15-64 ans) dans les pays européens de l'OCDE n'a augmenté l'an dernier que de 0.7 pour cent, contre une moyenne annuelle de 1.3 pour cent entre 1980 et 1984. Le rythme d'accroissement de la population active japonaise a aussi légèrement augmenté pour s'établir à 1 pour cent.

La stabilité globale du chômage observée l'an dernier sur l'ensemble de la zone masque les tendances divergentes qui continuent d'exister entre les grandes régions.

Tableau 17
Croissance de l'emploi dans la zone de l'OCDE^a

Ensemble de l'économie, pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1985 Emploi (milliers)	1986					1987					1988	
		1984	1985	1986	1987	1988	II	I	II	I	II		
Etats-Unis	107 154	4.1	2.0	2.3	2	2	2.2	2	1¾	2	2		
Japon	58 070	0.6	0.7	0.8	½	½	0.8	½	¼	½	½		
Allemagne	25 534	0.1	0.7	1.0	½	¼	1.1	¼	¼	½	½		
France	21 424	-1.0	-0.1	0	-¼	0	-0.2	-¼	0	0	¼		
Royaume-Uni	24 422	1.7	1.4	0.5	1	1	0.9	1¼	1	1	¾		
Italie	20 934	0.3	0.5	0.6	½	¼	0.9	¼	¼	¼	½		
Canada	11 311	2.5	2.8	2.9	1¾	2	0.4	2½	2¼	2	2		
Total des pays ci-dessus	268 849	1.9	1.3	1.4	1¼	1¼	1.3	1¼	1	1¼	1¼		
Autres pays de l'OCDE ^b	69 366	0.3	0.8	1.6	1	¾	1.3	1	¾	¾	¾		
Total de l'OCDE	338 216	1.6	1.2	1.4	1¼	1	1.3	1¼	1	1	1		
Quatre grands pays européens	92 314	0.3	0.6	0.6	½	½	0.7	½	½	½	½		
OCDE Europe	153 544	0.1	0.6	0.9	¾	½	1.0	½	½	½	½		
CEE	122 512	-0.1	0.5	0.8	½	½	0.8	½	½	½	½		
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	231 061	0.5	0.8	1.1	¾	¾	0.9	¾	½	¾	¾		

a) Pour les sources et les définitions, voir *Sources et méthodes*.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par interpolation. Données détaillées dans le tableau 18.

Tableau 18
Croissance de l'emploi des autres pays de l'OCDE^a
 Ensemble de l'économie, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1985 Emploi (milliers)	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	3 235	0.9	0	0.9	-¼	0
Belgique	3 696	0	0.7	0.7	-¼	0
Danemark	2 533	1.5	2.8	2.1	0	-¾
Finlande	2 428	1.0	1.0	-0.2	¼	¼
Grèce	3 556	0.5	0.9	0.2	-¼	-½
Islande	106	0.9	-6.9	1.0	¾	..
Irlande	1 074	-1.3	-3.2	-1.6	-1½	-½
Luxembourg	160	0.6	1.5	1.5	1½	1½
Pays-Bas	4 561	-0.4	1.1	1.4	¾	¼
Norvège	2 012	0.7	2.1	2.9	1½	-½
Portugal	4 048	-1.9	-0.5	0.5	½	½
Espagne	10 570	-2.9	-0.9	2.4	2	1¾
Suède	4 299	0.7	1.1	0.9	½	¼
Suisse	3 162	-0.3	0.8	1.0	1	½
Turquie	15 790	1.5	1.1	2.2	1¾	1½
Total des pays européens ci-dessus	61 230	-0.1	0.5	1.5	1	¾
Australie	6 780	3.3	3.0	3.6	1¾	1¼
Nouvelle-Zélande	1 356	3.1	2.4	-0.4	0	½
Total des pays ci-dessus	69 366	0.3	0.8	1.6	1	¾
OCDE Europe	153 544	0.1	0.6	0.9	¾	½
CEE	122 512	-0.1	0.5	0.8	½	½

a) Pour les sources et les définitions, voir *Sources et Méthodes*.

Tableau 19
Chômage dans la zone de l'OCDE^a

	1985 Chômage (milliers)	1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987		1988	
								I	II	I	II
<i>Taux de chômage</i>											
Etats-Unis	8 310	7.5	7.2	7.0	6¾	6½	6.9	6¾	6¾	6½	6½
Japon	1 560	2.7	2.6	2.8	3	3	2.8	3	3	3	3
Allemagne	2 304	8.2	8.3	8.0	8	8¼	7.8	8	8	8¼	8¼
France	2 440	10.0	10.2	10.5	11¼	12	10.6	11	11½	11¾	12
Royaume-Uni	3 223	11.5	11.7	11.8	11¼	10¾	11.7	11½	11	11	10¾
Italie	2 340	9.8	10.1	10.9	11½	11¾	11.0	11¼	11½	11¾	11¾
Canada	1 328	11.3	10.5	9.6	9¼	9	9.5	9½	9¼	9	9
Total des pays ci-dessus	21 505	7.5	7.4	7.4	7¼	7¼	7.4	7¼	7½	7¼	7¼
Autres pays de l'OCDE ^b	9 517	12.1	12.1	11.6	11½	11¾	11.6	11½	11½	11½	11¾
Total de l'OCDE	31 022	8.5	8.4	8.3	8¼	8¼	8.3	8¼	8¼	8¼	8¼
Quatre grands pays européens	10 307	9.8	10.0	10.3	10½	10½	10.2	10¼	10½	10½	10½
OCDE Europe	19 176	10.9	11.1	11.0	11	11¼	11.0	11	11	11¼	11¼
CEE	15 762	11.2	11.4	11.4	11½	11¼	11.4	11½	11½	11½	11¾
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	22 712	8.9	8.9	8.9	9	9	8.9	9	9	9	9
<i>Niveau du chômage (millions)</i>											
Amérique du Nord		9.9	9.6	9.5	9¼	9¼	9.4	9¼	9¼	9¼	9
OCDE Europe		18.8	19.2	19.2	19½	19¾	19.2	19¼	19½	19¾	19¾
Total de l'OCDE		31.0	31.0	31.1	31¼	31½	31.0	31	31½	31½	31½

a) Pour les sources et les définitions, voir *Sources et méthodes*. Les taux de chômage normalisés par l'OCDE, afin de faciliter les comparaisons entre pays, apparaissent dans le tableau des statistiques de base R12.

b) Données annuelles détaillées dans le tableau 20.

Le taux de chômage a encore diminué en Amérique du nord ; les taux enregistrés aux Etats-Unis et au Canada au premier trimestre de cette année sont respectivement inférieurs de 3.9 et de 3.1 points à ce qu'ils étaient au plus fort de la récession, au dernier trimestre de 1982. Dans les pays d'Europe, en revanche, le taux de chômage est resté globalement inchangé, autour de 11 pour cent, au cours des trois dernières années (tableaux 19 et 20)¹. Alors que le chômage continuait d'augmenter dans certains des grands pays comme la France et l'Italie, la plupart des autres pays européens enregistraient un léger recul. Au Japon, la forte baisse de compétitivité des activités exportatrices a contribué à porter le taux de chômage au niveau record de 3 pour cent au début de 1987. En Australie, le taux de chômage a diminué jusqu'au premier semestre de 1986, mais il a recommencé à augmenter depuis.

L'un des aspects positifs de la situation actuelle est la poursuite du lent mouvement de recul du chômage des jeunes. Dans les douze pays Membres pour lesquels on dispose de données relativement comparables, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans a encore diminué en 1986, pour se situer juste au-dessus de 16 pour cent, soit une baisse de 1½ point par rapport au niveau record enregistré en 1983. En 1986, le chômage des jeunes dans les quatre grands pays européens a, pour la première fois depuis près d'une décennie, marqué un recul largement

imputable aux mesures spéciales prises en faveur de l'emploi ainsi qu'à l'atténuation de la pression démographique. Toutefois, dans certains pays, l'amélioration des perspectives des jeunes chômeurs a coïncidé avec la montée du chômage chez les travailleurs adultes, ce qui inciterait à penser que les mesures prises en leur faveur pourraient avoir partiellement transféré le poids du chômage sur d'autres groupes de la population.

Perspectives

Au cours des dix-huit prochains mois, la croissance de l'emploi dans les grandes régions de l'OCDE pourrait se ralentir légèrement. En Amérique du nord, on prévoit un rythme d'expansion de l'emploi de l'ordre de 2 pour cent par an, tandis que la productivité du travail devrait retrouver un taux de croissance plus proche de la normale (tableaux 35 et 36 de l'annexe technique). En Europe, la progression de l'emploi pourrait se ralentir, pour tomber à ½ pour cent seulement, le freinage étant plus marqué en Allemagne et dans certains petits pays. Conformément aux tendances observées depuis 1973, les gains devraient porter essentiellement sur l'emploi à temps partiel (voir ci-après). Au Japon, l'aménagement du temps de travail et un nouveau redéploiement des salariés au sein des grandes entreprises pourraient contribuer à réduire au minimum les effets de la baisse du taux de croissance de la production sur la progression de l'emploi.

Alors que le rythme d'accroissement de la population d'âge actif devrait continuer à se ralentir dans la plupart des pays, on prévoit une nouvelle augmentation des taux d'activité en Amérique du nord et en Europe. Contrairement aux autres pays, le Japon pourrait enregistrer un léger recul de l'activité féminine ; les Japonaises ont en effet une propension particulière à se retirer du marché du travail lorsque l'activité économique faiblit. Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, la population active devrait s'accroître au même rythme que l'emploi total, de sorte que le taux de chômage pourrait rester à peu près inchangé, à 8¼ pour cent.

Dans le détail, les taux de chômage pourraient baisser en Amérique du nord et dans quelques pays européens affectés d'un chômage supérieur à la moyenne, notamment le Royaume-Uni, l'Espagne, la Turquie et les Pays-Bas, et augmenter dans la plupart des autres pays d'Europe. Au total, le nombre des chômeurs des pays européens de l'OCDE pourrait augmenter de ½ million dans les dix-huit prochains mois, pour atteindre près de 20 millions au second semestre de 1988. Avec la diminution du nombre des jeunes susceptibles d'entrer dans la population active, le problème du chômage des jeunes devrait continuer à s'atténuer lentement dans de nombreux pays. Au Japon, l'accroissement du chômage sera sans doute limité : étant donné le caractère particulier du marché du travail japonais, il est peu probable que le nombre des chômeurs atteigne 2 millions d'ici la fin de 1988.

Tableau 20
Taux de chômage dans les autres pays de l'OCDE^a

	1985 Chômage (milliers)	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	120	3.8	3.6	3.4	4	4½
Belgique	506	12.9	12.0	11.4	11¼	12
Danemark	252	10.1	9.0	7.8	8½	10
Finlande	128	5.2	5.0	5.5	5¼	5½
Grèce	336	8.9	8.6	8.1	8¾	9½
Islande	1	1.3	0.9	0.7	¾	..
Irlande	225	15.5	17.3	17.9	18¾	18¾
Luxembourg	3	1.7	1.6	1.5	1¼	1¼
Pays-Bas	761	15.4	14.3	13.3	12¾	12¾
Norvège	52	3.0	2.5	1.9	2¼	3
Portugal	401	9.0	9.0	8.7	8¾	8½
Espagne	2 971	20.6	21.9	21.5	21	20½
Suède	101	2.5	2.3	2.2	2¼	2½
Suisse	33	1.2	1.0	0.8	1	1
Turquie	2 979	15.7	15.9	15.1	14¾	14½
Total des pays européens ci-dessus	8 869	12.6	12.7	12.2	12	12
Australie	596	8.8	8.1	8.0	8	8½
Nouvelle-Zélande	52	4.5	3.7	4.9	5¾	6¼
Total des pays ci-dessus	9 517	12.1	12.1	11.6	11½	11¾
OCDE Europe	19 176	10.9	11.1	11.0	11	11¼
CEE	15 762	11.2	11.4	11.4	11½	11¾

a) Pour les sources et les définitions, voir *Sources et méthodes*.

MODÉRATION DES SALAIRES NOMINAUX ET PROGRESSION DE L'EMPLOI A MOYEN TERME

La reprise de la croissance de l'emploi dans le contexte d'expansion actuel a été favorisée, du moins en partie, par un effort prolongé de désinflation et de modération des salaires nominaux. Même dans ces conditions, l'extrapolation des tendances présentes semble indiquer que la progression de l'emploi total dans la zone de l'OCDE au cours des cinq années à venir pourrait n'être que légèrement plus rapide que celle de la population active. Par conséquent, le chômage pourrait bien demeurer un problème majeur pour beaucoup de pays de la zone, en particulier en Europe. Compte tenu de ces perspectives défavorables, il est important de pouvoir évaluer dans quelle mesure la poursuite des efforts de modération des salaires nominaux, sous diverses hypothèses concernant l'orientation des politiques macro-économiques, pourrait contribuer à accélérer la progression de l'emploi à moyen terme.

On distingue quatre principaux mécanismes de répercussion du freinage des salaires nominaux sur l'emploi : premièrement, des effets négatifs directs sur la demande, résultant des variations de la consommation des ménages, dont le revenu disponible est constitué en majeure partie par les traitements et salaires ; deuxièmement, des effets de prix relatifs sous la forme de variations du prix du travail par rapport à celui du capital et des autres facteurs de production, entraînant des effets de substitution au profit du travail – et peut-être aussi des variations de prix des biens et services faisant l'objet d'échanges internationaux par rapport aux prix de la concurrence ; troisièmement, sous l'influence des réductions de salaires nominaux et de prix, d'éventuels effets positifs de richesse (ou d'encaisses réelles) sur la demande. Enfin, dans la mesure où la rentabilité augmente par suite de la modération des salaires et où cette amélioration se répercute sur l'investissement des entreprises, cela devrait avoir des effets favorables sur le produit réel et l'emploi.

Les effets de la modération des salaires nominaux dépendront aussi beaucoup d'une éventuelle réaction de la part des politiques macro-économiques et de la forme prise par cette réaction. Si, par exemple, ni la masse monétaire ni les dépenses publiques nominales n'étaient modifiées malgré le recul de l'inflation favorisé par le freinage des salaires nominaux, cela correspondrait à un assouplissement induit des politiques macro-économiques, que l'on pourrait alors considérer comme des politiques « d'accompagnement ». En revanche, la modération salariale pourrait ne pas s'accompagner d'une détente des politiques macro-économiques si, par exemple, la croissance de la masse monétaire et les dépenses publiques nominales étaient réduites parallèlement à la baisse de l'inflation.

Le modèle INTERLINK de l'OCDE a permis de se faire une idée des effets possibles d'un nouveau freinage

des salaires. Spécifiquement, on a étudié l'incidence d'une réduction du taux de croissance des salaires nominaux de 1 point par an pendant cinq ans dans tous les pays de l'OCDE, dans l'hypothèse soit d'une politique d'accompagnement, soit d'une politique constante. Dans la première hypothèse, les résultats de la simulation indiquent qu'après cinq ans, l'emploi dans la zone de l'OCDE pourrait être supérieur de 1 pour cent à ce qu'il aurait été en l'absence d'un nouveau freinage des salaires nominaux. L'expansion de l'emploi découle à la fois de l'accroissement de l'investissement, lui-même induit par l'amélioration de la rentabilité, et de la substitution de travail au capital. Cette progression de l'emploi, conjuguée à des effets d'encaisses réelles, évite une baisse du niveau de consommation des ménages. Du fait de la diminution induite de l'inflation, la rémunération réelle par salarié diminue beaucoup moins que les salaires nominaux.

Dans l'hypothèse d'une politique constante, se traduisant en l'espèce par une hausse des taux d'intérêt réels et des dépenses publiques constantes en termes réels, la progression de l'emploi observée dans la zone de l'OCDE après cinq ans de modération salariale est beaucoup plus faible que dans le cas précédent ($\frac{1}{4}$ pour cent). Cette légère progression est entièrement imputable à la substitution de travail au capital. Le coefficient d'intensité de capital diminue en réponse à la forte baisse du prix relatif du travail, et la productivité du travail est plus faible qu'elle ne le serait en l'absence d'une nouvelle modération des salaires nominaux. Compte tenu de l'hypothèse d'une réduction simultanée de la masse monétaire et des dépenses publiques nominales, on observe un net mouvement de désinflation.

En résumé, il ressort des deux exercices de simulation évoqués ci-dessus qu'une période prolongée de modération des salaires nominaux dans les pays de l'OCDE pourrait se traduire par des gains d'emplois légèrement supérieurs à moyen terme, mais que l'importance des gains en question dépendrait beaucoup de l'orientation des politiques monétaire et budgétaire². Dans tous les cas, c'est l'Europe qui enregistre les gains les plus faibles et les Etats-Unis qui obtiennent les meilleurs résultats. Cette différence tient essentiellement au fait qu'aux Etats-Unis l'emploi est censé s'ajuster beaucoup plus rapidement qu'en Europe aux variations prévues de la production et à l'évolution des prix relatifs des facteurs. Bien que ces résultats soient évidemment tributaires de la structure du modèle INTERLINK et de ses principaux paramètres de comportement, ils sont conformes aux résultats de simulations analogues effectuées avec d'autres modèles macro-économétriques³.

Toutefois, ces simulations n'abordent pas la question centrale qui se pose aux responsables de l'action gouvernementale : si, comme il semble probable, une nouvelle modération des salaires nominaux peut contribuer à améliorer les perspectives d'emploi des pays de l'OCDE, comment en obtenir la mise en œuvre ? Cette question est d'autant plus pertinente que, d'après les indicateurs les plus récents, l'effort prolongé de freinage des salaires

nominaux observé depuis 1981 arriverait actuellement à son terme dans la plupart des pays (voir à ce propos la section «Coûts, prix et profits»).

ÉVOLUTION DES FORMES «FLEXIBLES» D'EMPLOI

D'aucuns expriment la crainte que la lente amélioration de la situation de l'emploi ces dernières années masque un développement rapide de formes d'emploi plus «flexibles», moins stables, allant de pair avec une moindre progression, voire une stagnation, du noyau de travailleurs exerçant un emploi à plein temps⁴. Ils font valoir en outre que cette transformation des structures de l'emploi témoigne d'un rééquilibrage, dans de nombreux pays de l'OCDE, entre le désir de sécurité des travailleurs et le souci de flexibilité des employeurs.

Bien que ce débat soit limité par l'absence d'une définition commune de ce qui constitue une main-d'œuvre «flexible», l'emploi à temps partiel et le travail temporaire en sont généralement considérés comme des

éléments importants. Dans les paragraphes qui suivent, nous examinerons les données disponibles concernant l'évolution de ces deux formes d'emploi et tenterons d'évaluer quelques-unes des forces déterminantes à cet égard.

L'emploi à temps partiel

En cette période de reprise, la part relative de l'emploi à temps partiel a progressé beaucoup plus rapidement en Europe qu'en Amérique du nord. Entre 1973 et 1979, l'emploi à temps partiel en Europe s'est développé au rythme de 2 pour cent par an, contre 0.5 pour cent pour les emplois à temps plein (tableau 21). La progression du nombre des emplois à temps partiel s'est encore accélérée entre 1979 et 1985, pour atteindre 3 pour cent par an, alors que le nombre des emplois à temps plein ne variait pratiquement pas. En France et au Royaume-Uni, la multiplication des emplois à temps partiel s'est accompagnée d'un recul persistant de l'emploi à temps plein. Au contraire, en Amérique du nord, près des trois quarts des 12 millions d'emplois supplémentaires créés entre 1979 et 1986 étaient des postes à plein temps. On

Tableau 21
Croissance de l'emploi à temps plein et à temps partiel
dans certains pays de l'OCDE^a

	Pourcentage d'accroissement annuel moyen				Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total en 1985 (en pourcentage)
	1973/79 ^b		1979/85 ^b		
	Temps plein	Temps partiel	Temps plein	Temps partiel	
Etats-Unis	2.4	3.4	1.2	2.4	17.4
Japon	0.5	2.5	0.8	2.1	16.5
Allemagne	-0.6	1.7	1.1	1.1	12.0
France	0.4	2.9	-0.6	3.2	11.0
Royaume-Uni	0.4	1.0	-1.2	5.0	21.2
Italie	1.9	-1.5	0.4	2.9	5.3
Canada	2.7	4.2	0.8	5.1	15.5
Autriche	1.6	4.8	-0.2	2.2	8.3
Belgique	-0.3	8.0	-0.6	2.7	8.6
Danemark	1.7	4.0	0.2	2.2	24.3
Finlande	-0.3	-0.4	1.0	5.1	8.4
Irlande	2.8	-4.2	-1.1	-2.1	6.5
Luxembourg	0.1	0	0.4	1.7	7.3
Pays-Bas	0.4	5.1	-1.3	5.9	23.5
Norvège	1.0	6.2	0.8	1.9	28.6
Suède	-0.1	6.3	0.4	0.7	24.5
Australie	0.4	8.3	1.1	4.0	18.0
Nouvelle-Zélande	1.5	5.7	0.7	4.0	15.6
Total des pays européens ci-dessus	0.5	2.0	-0.1	3.1	13.7
Amérique du nord	2.4	3.4	1.1	2.6	17.2
Total des pays ci-dessus	1.1	2.8	0.6	2.7	15.7

a) La définition du travail à temps partiel varie selon les pays. Pour le détail des définitions, on se reportera à la note A de l'annexe technique des *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE de septembre 1985 ; les sources des données sont indiquées dans le tableau 10 du même document. La définition utilisée aux Etats-Unis s'appuie sur le concept de situation «habituelle» au regard de l'activité. Excepté aux Pays-Bas, les estimations englobent les travailleurs indépendants ; l'agriculture est donc incluse. (Dans les *Perspectives de l'emploi*, les données du Japon ne comprennent pas l'agriculture).

b) Par suite de l'indisponibilité de certaines données ou de ruptures dans les séries, les périodes varient comme suit : Australie 1973-77 ; Danemark, Norvège et Irlande 1975-79 ; Finlande 1976-79. Autriche 1979-83 ; Pays-Bas 1981-85 ; autres pays de la CEE : moyenne de 1979-81 (Irlande 1980-81) et 1983-85.

TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

Avec la persistance de niveaux élevés de chômage dans de nombreux pays de l'OCDE, la comparaison internationale des taux de chômage suscite l'intérêt d'un grand nombre d'observateurs. L'OCDE publie depuis un certain temps des «taux de chômage standardisés» (TCS, voir tableau R12 dans les Statistiques de base) établis par le Secrétariat de l'OCDE sur la base des statistiques nationales du chômage corrigées, s'il y a lieu et dans la mesure où les données disponibles le permettent, de manière à faciliter les comparaisons internationales. On trouvera ci-dessous une description des TCS et de certaines modifications récemment introduites dans leur mode de calcul.

Lignes directrices internationales pour la mesure de l'emploi et du chômage

Afin d'améliorer la comparabilité internationale dans le domaine des statistiques de population active, le Bureau International du Travail (BIT) a adopté en 1982 de nouvelles lignes directrices pour la mesure de la population active, de l'emploi et du chômage. Selon ces nouvelles directives, la *population active* comprend les civils pourvus d'un emploi salarié ou non salarié, les travailleurs familiaux non rémunérés, les membres permanents des forces armées, les militaires du contingent et les chômeurs. Dans la définition du BIT, les *chômeurs* sont les personnes d'âge actif qui, au cours d'une période spécifiée, étaient sans travail, disponibles pour travailler et «à la recherche d'un travail», en ce sens qu'elles avaient pris, au cours d'une période récente, des dispositions spécifiques pour chercher un emploi. Le chômage ainsi défini s'écarte souvent de la définition nationale correspondante, en particulier lorsque celle-ci se réfère aux chômeurs inscrits auprès des services de l'emploi.

Il est un point essentiel qui n'est pas complètement précisé dans les nouvelles lignes directrices du BIT, c'est la

définition de la période au cours de laquelle l'intéressé doit avoir cherché du travail pour être considéré comme chômeur. Le Groupe de travail de l'OCDE sur les statistiques de l'emploi et du chômage a recommandé, aux fins de comparaisons internationales, la référence au mois précédant l'entretien.

Les données d'enregistrement se réfèrent soit aux personnes inscrites sur tel ou tel registre officiel de caractère administratif, soit aux personnes qui sollicitent des prestations de chômage. Par conséquent, le nombre des individus enregistrés comme chômeurs dépend de la façon dont le système d'enregistrement est organisé, de la propension des intéressés à s'inscrire et des éléments susceptibles de les y inciter. La couverture des chômeurs inscrits diffère donc d'un pays à l'autre en raison de la diversité des dispositions législatives et des procédures administratives nationales. C'est pourquoi, dans la perspective de comparaisons internationales, les registres administratifs constituent une source de données moins satisfaisante que les enquêtes auprès des ménages.

Les enquêtes de population active effectuées auprès des ménages offrent en effet une autre source de données sur le chômage. Ces enquêtes sont conçues de manière à couvrir l'ensemble de la population et permettent donc d'obtenir des statistiques exhaustives¹. En principe, les données qui en sont tirées devraient permettre d'approcher de très près la mesure du chômage dans l'optique du BIT ; cependant les résultats sont susceptibles de varier en fonction du choix des questions et de la façon dont elles sont posées. Or les questionnaires diffèrent d'un pays à l'autre. De plus, les données d'enquêtes peuvent évidemment être affectées d'erreurs dans le choix de l'échantillon ou la collecte des données.

Dans plusieurs pays de l'OCDE, la mesure nationale du chômage suit déjà de près la définition du BIT ; l'OCDE n'introduit alors que peu ou pas de corrections lors du calcul des TCS. Par ailleurs, l'Office statistique des communautés

constate aussi une accélération du développement du travail à plein temps dans les années 80 au Japon, en Finlande, en Suède et en Australie.

Presque sans exception, la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total a suivi, depuis 1973, une tendance ascendante dans les pays de l'OCDE. Il subsiste toutefois de très larges écarts entre pays, la part de l'emploi à temps partiel variant de 5 pour cent en Italie à près de 25 pour cent au Danemark et en Suède et plus de 28 pour cent en Norvège. Ces diverses tendances, ainsi que la forte variation, d'un pays à l'autre, de la part relative de l'emploi à temps partiel, sembleraient indiquer que le développement du travail à temps partiel ne peut être expliqué par un facteur unique. Toute une série d'éléments liés à l'offre et à la demande semblent avoir exercé à cet égard une influence non négligeable.

Premièrement, du point de vue de l'offre, il semblerait

– d'après les observations disponibles tirées des enquêtes-ménages sur la population active – que l'emploi à temps partiel soit essentiellement *volontaire*. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, dans l'enquête de 1986, seuls 10 pour cent des salariés à temps partiel interrogés ont déclaré avoir accepté un emploi de ce type parce qu'ils ne trouvaient pas de travail à temps plein ; deux tiers d'entre eux ont expliqué qu'ils ne souhaitaient pas travailler à temps complet, et près du quart ont invoqué une autre raison, par exemple la poursuite de leurs études. D'une façon plus générale, on pourrait supposer que pour les femmes mariées, qui occupent une large proportion des emplois à temps partiel, ce type d'emploi offre divers avantages – horaires flexibles, apport d'un revenu d'appoint – tout en leur permettant de remplir leurs autres obligations.

Deuxièmement, d'après les résultats d'enquêtes-

européennes est récemment parvenu à harmoniser de façon satisfaisante les enquêtes sur les forces de travail menées dans les pays Membres. Outre l'adoption des nouvelles lignes directrices du BIT et le choix d'une période de référence de quatre semaines pour le critère de recherche d'emploi, cela supposait une certaine harmonisation des questionnaires nationaux. Le champ des données d'enquêtes répondant de façon satisfaisante aux critères du BIT s'en est trouvé considérablement élargi au cours des dernières années.

Il a été décidé qu'à l'avenir les TCS de l'OCDE devraient systématiquement s'appuyer sur des données d'enquêtes permettant l'application d'un test spécifique pour le critère de recherche d'emploi, la période de référence retenue étant fixée aux quatre semaines précédant l'entretien. Cependant, dans la plupart des pays de la CEE, les enquêtes ne sont pas très fréquentes et les données ne sont disponibles qu'après un délai relativement long. On utilise alors les données d'enregistrement pour extrapoler les données de l'enquête de référence à la période récente. De ce fait, les TCS sont, dans certains cas, susceptibles d'être révisés lors de la parution des résultats de l'enquête suivante.

Modifications récemment apportées aux TCS

L'adoption d'une « norme » plus précise pour le calcul des TCS, en conformité avec les directives du BIT, complétées par les recommandations du Groupe de travail de l'OCDE et les nouvelles sources d'information fournies par les enquêtes de la CEE sur les forces de travail, devait inévitablement entraîner certaines modifications importantes tant dans la couverture des pays que dans les chiffres eux-mêmes. Premièrement, à l'issue d'un réexamen des données et des sources de base, l'OCDE a été temporairement obligée de suspendre la mise à jour et la publication des TCS de plusieurs pays européens, appartenant ou non à la CEE.

Deuxièmement, d'importantes modifications ont été introduites dans le calcul des TCS de quatre pays de la

CEE, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ; en effet, les estimations ne reposent plus essentiellement sur des données d'enregistrement mais sur les statistiques tirées des enquêtes sur les forces de travail nouvellement mises en œuvre. Grâce à l'enquête communautaire sur les forces de travail, on dispose désormais pour ces pays de nouvelles données de référence démarrant en 1983. L'importance des révisions est mise en évidence dans le graphique G. Dans chaque cas, les nouvelles valeurs des TCS sont inférieures aux anciennes. Les corrections en baisse sont de plus de 2 points aux Pays-Bas, presque 2 points au Royaume-Uni, 1½ point en Belgique et 1 point en Allemagne.

On voit donc qu'il faut s'attendre, en raison de la disparité des concepts utilisés, à obtenir des chiffres différents suivant qu'ils proviennent de sources administratives ou d'enquêtes-ménages, même si, en règle générale, les deux mesures se recoupent largement. D'un côté, il y a les individus qui sont des chômeurs au sens des directives du BIT mais qui ne sont pas inscrits comme tels. De l'autre, il y a les personnes inscrites au chômage mais qui ne cherchent pas activement de travail ou qui ont un emploi rémunéré. Dans les quatre pays en question, le second groupe était plus nombreux que le premier, d'où la diminution des TCS.

Enfin, pour l'Italie, on prévoit, dans un avenir prochain, la publication de nouveaux TCS calculés à partir des résultats des enquêtes CEE. Le Secrétariat de l'OCDE étudie aussi la possibilité d'en faire autant pour les autres pays de la Communauté et la Nouvelle-Zélande, qui ne figuraient pas jusqu'ici dans la série des TCS.

NOTE

1. On trouvera une analyse comparative des deux populations distinctes mais non disjointes que constituent les chômeurs inscrits et les chômeurs « d'après enquêtes » dans OCDE (1985), *Taux de chômage standardisés, sources et méthodes*.

ménages effectuées dans certains pays de l'OCDE, l'ancienneté moyenne des travailleurs à temps partiel dans leur emploi actuel n'est pas significativement inférieure à celle des travailleurs à temps plein appartenant à des catégories de main-d'œuvre comparables. De fait, il ressort des enquêtes CEE sur les forces de travail que la plupart des travailleurs à temps partiel, à l'exception des jeunes, attribuent à leur emploi un caractère *permanent* (graphique F). Il apparaît donc qu'un grand nombre d'emplois à temps partiel sont relativement stables et sont perçus comme tels. Cela tient peut-être en partie au fait que, dans la plupart des pays européens, les travailleurs à temps partiel jouissent, au titre de la législation sur la protection de l'emploi, des mêmes droits que les travailleurs à temps plein⁵.

Troisièmement, la transformation séculaire des structures de l'emploi observée dans tous les pays de l'OCDE

au profit du secteur des services, où sont concentrés la plupart des emplois à temps partiel, a favorisé l'entrée en activité de travailleurs qui ne souhaitaient pas être employés à plein temps. C'est particulièrement vrai dans le cas des commerces de distribution et des services personnels du secteur privé. En outre, certains pays européens se sont activement employés à développer les possibilités de travail à temps partiel dans le secteur public.

Du point de vue de la demande, on ne sait pas très bien si, pour un travail identique, le taux de salaire horaire de base d'un travailleur à temps partiel est systématiquement inférieur à celui d'un travailleur à plein temps. De toute façon, les employeurs ont grandement intérêt à embaucher un nombre relativement plus élevé de travailleurs à temps partiel, étant donné que les coûts de main-d'œuvre *non salariaux* sont souvent moindres dans

le cadre du temps partiel. Ces économies peuvent prendre différentes formes. Premièrement, dans de nombreux pays, les travailleurs à temps partiel sont souvent exclus de différents programmes de protection sociale, notamment des régimes professionnels de maladie et de retraite. Certains de ces avantages annexes sont affectés d'un plancher d'heures de travail ou de gains au-dessous duquel les prestations sont nulles ou minimales. Dans certains pays, les employeurs se sont opposés à l'octroi aux travailleurs à temps partiel d'avantages annexes calculés au *pro rata* du temps de travail. Les petites entreprises peuvent se trouver exclues de la couverture de certains programmes sociaux ; or, le travail à temps partiel est souvent concentré dans ce type d'entreprises. On notera néanmoins que, dans environ un tiers des pays de l'OCDE, les travailleurs à temps partiel jouissent de la même couverture sociale que les travailleurs à temps plein, les avantages étant calculés au *pro rata* du temps de travail.

Les employeurs peuvent aussi économiser sur les coûts grâce à la programmation des heures de travail. Ils peuvent faire appel à des travailleurs à temps partiel en période de pointe, évitant ainsi le sous-emploi des effectifs à temps plein durant les périodes creuses ou le paiement d'heures supplémentaires en cas de « coup de feu ». C'est un avantage particulièrement appréciable dans beaucoup d'activités de services.

C'est pour ces raisons qu'un certain glissement semble être intervenu dans les préférences des employeurs, les incitant à faire une plus grande place au travail à temps partiel de manière à donner davantage de flexibilité à leurs effectifs, tout en conservant un noyau stable de travailleurs expérimentés. Cette tendance s'est sans doute accentuée ces dernières années, dans la mesure où s'est aggravée l'incertitude des entreprises concernant leurs perspectives de production.

Le travail temporaire

Dans le contexte de la « flexibilité », l'attention s'est également portée sur les emplois temporaires. Cette catégorie, dont la définition diffère selon les pays, couvre un très large éventail de possibilités allant du contrat de durée déterminée à des formules plus floues, le travail saisonnier par exemple. Les enquêtes de la CEE sur les forces de travail recueillent depuis 1983 des statistiques sur le travail temporaire⁶. Comme pour l'emploi à temps partiel, la part de l'emploi temporaire dans l'emploi total varie beaucoup d'un pays de la CEE à l'autre, allant de 4 pour cent en Italie à 12 pour cent au Danemark et en Grèce. La proportion des travailleurs temporaires reste néanmoins relativement faible, puisqu'elle est passée en moyenne, dans cinq pays de la Communauté, de 4,6 pour cent en 1983 à 5,4 pour cent en 1985⁷.

D'après les données de la CEE, il semblerait que,

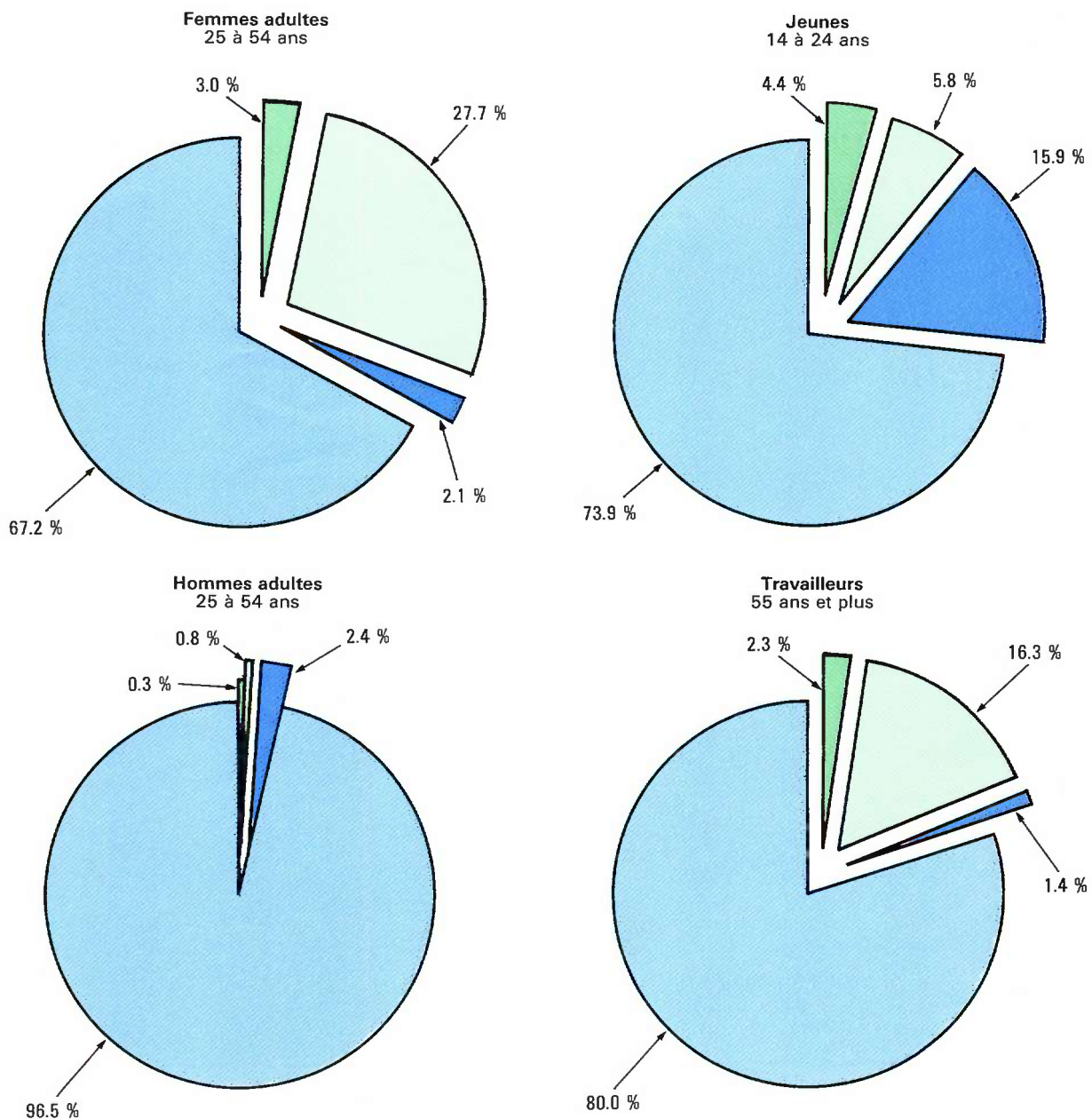
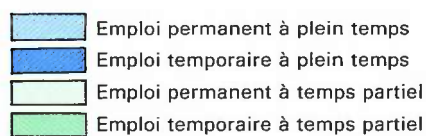
contrairement au travail à temps partiel, le travail temporaire soit concentré chez les jeunes de moins de 25 ans : en effet, 50 pour cent de tous les emplois temporaires étaient occupés par des jeunes en 1985, contre seulement 17 pour cent des emplois permanents. Les contrats à durée déterminée portent généralement sur des périodes relativement courtes. Par exemple, en France, où cette formule s'est développée depuis quelques années, 44 pour cent des contrats couraient sur un mois ou moins en 1985, et moins de 20 pour cent excédaient une durée de trois mois⁸. Dans ces conditions, on peut se demander si les emplois temporaires constituent réellement une étape vers une insertion permanente dans le monde du travail.

Malheureusement, on ne dispose pas de suffisamment de données pour pouvoir retracer dans le temps les flux d'entrées et de sorties des travailleurs temporaires. Toutefois, les enquêtes de la CEE sur les forces de travail en 1983-85 montrent que, un an plus tôt, contrairement aux salariés permanents, 20 à 30 pour cent en moyenne des travailleurs temporaires étaient inactifs et 10 à 20 pour cent étaient en chômage⁹.

Le recours croissant à l'emploi temporaire présente des avantages pour les employeurs. Premièrement, il leur permet d'établir une bien meilleure adéquation entre l'apport de travail et la demande de produits. Deuxièmement, il leur donne la possibilité de suivre pendant quelque temps le travail des nouvelles recrues dans l'entreprise, avant de prendre la décision de les engager sur des bases plus stables. Troisièmement, comme le travail à temps partiel, il permet d'économiser sur les coûts de main-d'œuvre non salariaux. Ainsi, au Japon, les temporaires du secteur des services peuvent gagner deux fois plus que des travailleurs à temps partiel ordinaires, mais ils ne bénéficient pas des primes semestrielles et ne sont pas couverts par la sécurité sociale¹⁰.

En résumé, on peut englober dans une large définition de l'emploi « flexible » toutes les formes d'emploi à temps partiel et/ou temporaires ou non permanentes. Ainsi définie, la main-d'œuvre « flexible » des pays européens figurant sur le graphique F représente presque 20 pour cent de l'ensemble des salariés en 1985. Les données recueillies indiquent aussi, dans de nombreux pays, notamment en Europe, une certaine augmentation de cette proportion au cours de la période récente. Cette tendance est le reflet d'une certaine stratégie permettant aux employeurs de doser avec plus de souplesse les apports de travail en fonction des fluctuations de la production. Le développement de ces formules a aussi été favorisé par le niveau élevé du chômage et, dans certains pays d'Europe, par l'adoption de nouvelles dispositions législatives facilitant le recrutement et la mise à pied des travailleurs de cette catégorie. Dans le même temps, ces formes d'emploi semblent répondre aux besoins de nombreux salariés désireux de conserver une certaine flexibilité dans leurs horaires de travail.

COMPOSITION DE L'EMPLOI PERMANENT ET TEMPORAIRE DANS LES PAYS DE LA CEE (1)



Source : Eurostat, *Enquête sur les forces de travail*.

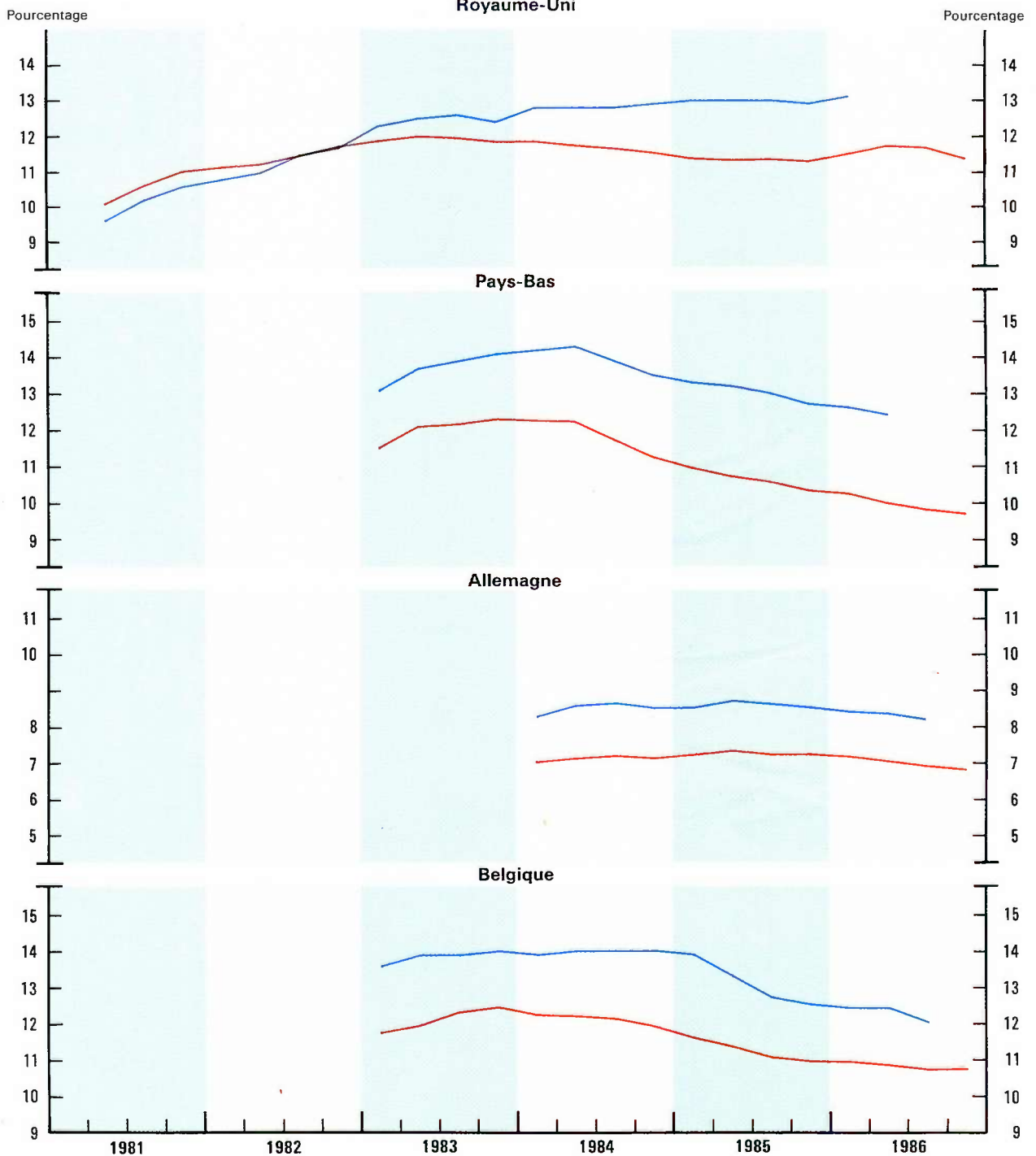
1. CEE-10 moins les Pays-Bas.

Employés uniquement, en 1985 à l'exception des données de l'Allemagne et de la Grèce qui se réfèrent à 1984.

GRAPHIQUE G

TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

— ancien
— nouveau



Pour plus de détails sur les méthodes de calcul des anciennes et nouvelles séries, voir *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE. Pour le Royaume-Uni, les données antérieures à 1984 de la nouvelle série sont des estimations reliant les données de 1981 et 1983 de l'enquête sur les forces de travail fournies par les autorités nationales. La nouvelle série de l'Allemagne est fournie par les autorités nationales.

NOTES

1. Le niveau global du chômage dans les pays européens de l'OCDE et dans l'ensemble de la zone a été augmenté d'environ un demi-million de personnes par rapport aux précédents numéros de *Perspectives économiques*, par suite de la modification introduite dans la définition du chômage en Turquie pour rendre les séries conformes à celles des *Statistiques de la population active*. Pour plus de détails, se reporter aux Sources et méthodes.
2. Dans l'une et l'autre simulations, tous les pays de l'OCDE sont supposés enregistrer simultanément une réduction du taux de croissance des salaires nominaux. En effet, si la modération des salaires était plus marquée dans un seul pays, les répercussions favorables sur l'emploi y seraient probablement plus fortes, du fait de l'amélioration de sa position concurrentielle sur les marchés internationaux.
3. Voir, par exemple les résultats de simulations présentés dans H.M. Treasury (1985), « The relationship between employment and wages », Londres, janvier ; et *Economie européenne, Rapport économique annuel* (1984), n° 22, novembre, pp. 191-201.
4. Voir OCDE (1986), *La flexibilité du marché du travail*, Rapport d'un groupe d'experts de haut niveau au Secrétaire général, mai, p. 12.
5. Il ressort d'une enquête portant sur quinze pays européens que seuls le Royaume-Uni et l'Irlande appliquent des règles de licenciement différentes aux travailleurs à temps plein et aux travailleurs à temps partiel ; cf. *European Industrial Relations Review* (1985), n° 137, juin, pp. 21-28.
6. Dans les enquêtes régulières de la CEE sur les forces de travail, les questions posées dans les différents pays ne sont pas identiques. Dans certains cas, les personnes interrogées doivent indiquer si leur emploi est temporaire ou permanent. Dans d'autres, les emplois « temporaires » sont décrits comme temporaires, saisonniers, occasionnels ou de durée déterminée.
7. Les données concernent la France, la Belgique, l'Irlande, le Luxembourg et le Royaume-Uni.
8. Voir Corbel, P., J-C. Guergoat et M-C. Laulhé (1986), « Les mouvements de main-d'œuvre en 1985 : nouvelle progression des contrats à durée déterminée », *Economie et Statistique*, novembre-décembre, pp. 17-26.
9. Voir OCDE (1987), *Perspectives de l'emploi*, à paraître, chapitre 1.
10. Voir Kuwahara, Y. (1985), « What does the increase of temporary workers bring to the Japanese employment system? », *Japan Labor Bulletin*, février, pp. 5-8.

COÛTS, PRIX ET PROFITS

L'inflation enregistrée dans la zone de l'OCDE s'est sensiblement ralentie en 1986 : les prix à la consommation ont augmenté de 2.6 pour cent en moyenne d'une année sur l'autre, alors que la hausse avait été de 4.5 pour cent en 1985. Les taux tendanciels d'inflation sont restés plus stables. La modération des salaires nominaux a encore contribué à réduire l'inflation en 1986 ; d'après les indicateurs les plus récents, un nouveau recul sensible est toutefois peu probable. On prévoit que l'inflation s'accélénera légèrement mais qu'elle restera relativement faible, aux environs de 3½ pour cent, au cours de la période considérée. Les marges de profit devraient rester pratiquement inchangées.

Prix du pétrole et des produits de base non pétroliers

Après la forte baisse intervenue au milieu de 1986, les prix du pétrole, tant sur le marché libre qu'à l'importation dans la zone de l'OCDE, se sont redressés pour s'établir aux alentours de 15 dollars le baril en fin d'année et de 18 dollars en mars 1987 à la suite du dernier accord de l'OPEP sur les contingents de production. Rapportés aux prix à l'exportation des produits manufacturés de l'OCDE, en revanche, ils ont diminué de plus de 50 pour cent entre le deuxième trimestre de 1985 et le premier trimestre de 1987 (graphique H). Les prix du pétrole en termes réels se sont inscrits en hausse au cours des six premiers mois de 1987, mais l'hypothèse technique selon laquelle le prix du pétrole importé par l'OCDE se maintiendra autour de 18 dollars le baril implique qu'ils fléchiront encore quelque peu en termes réels en 1988.

Les prix en dollars des produits de base non pétroliers auront été en moyenne plus élevés en 1986 qu'en 1985, mais en termes réels, c'est-à-dire par rapport aux prix à l'exportation des produits manufacturés, ils ont poursuivi la tendance à la baisse amorcée en 1980, atteignant leur niveau le plus bas depuis la fin de la deuxième guerre mondiale au cours du premier trimestre de 1987. Certains produits de base ont fait exception à cette règle : ainsi, les prix du café sont fortement montés à la fin de 1985 et au début de 1986, mais ont depuis lors reperdu la totalité du terrain ainsi gagné, et les prix du sucre n'ont cessé de s'accroître depuis le milieu de 1985 et plus particulièrement dans les premiers mois de 1987. Les prix de la plupart des produits alimentaires ont cependant sensiblement baissé, ceux des céréales restant particulièrement mal orientés, les récoltes ayant été une fois de plus abondantes et la demande ne progressant que faiblement. Malgré le recul du dollar, les prix des

minéraux et des métaux exprimés dans cette monnaie ont encore diminué en 1986, en grande partie du fait de la chute des cours de l'étain qui a suivi l'effondrement du système des stocks régulateurs. Les causes plus lointaines de la faiblesse des cours des matières premières ont été analysées dans de précédents numéros de *Perspectives économiques*. Parmi celles-ci, l'atonie de la demande en Europe occidentale, principal importateur de ces produits, et les substantiels excédents de capacités de nombreux pays producteurs semblent jouer un rôle particulièrement important.

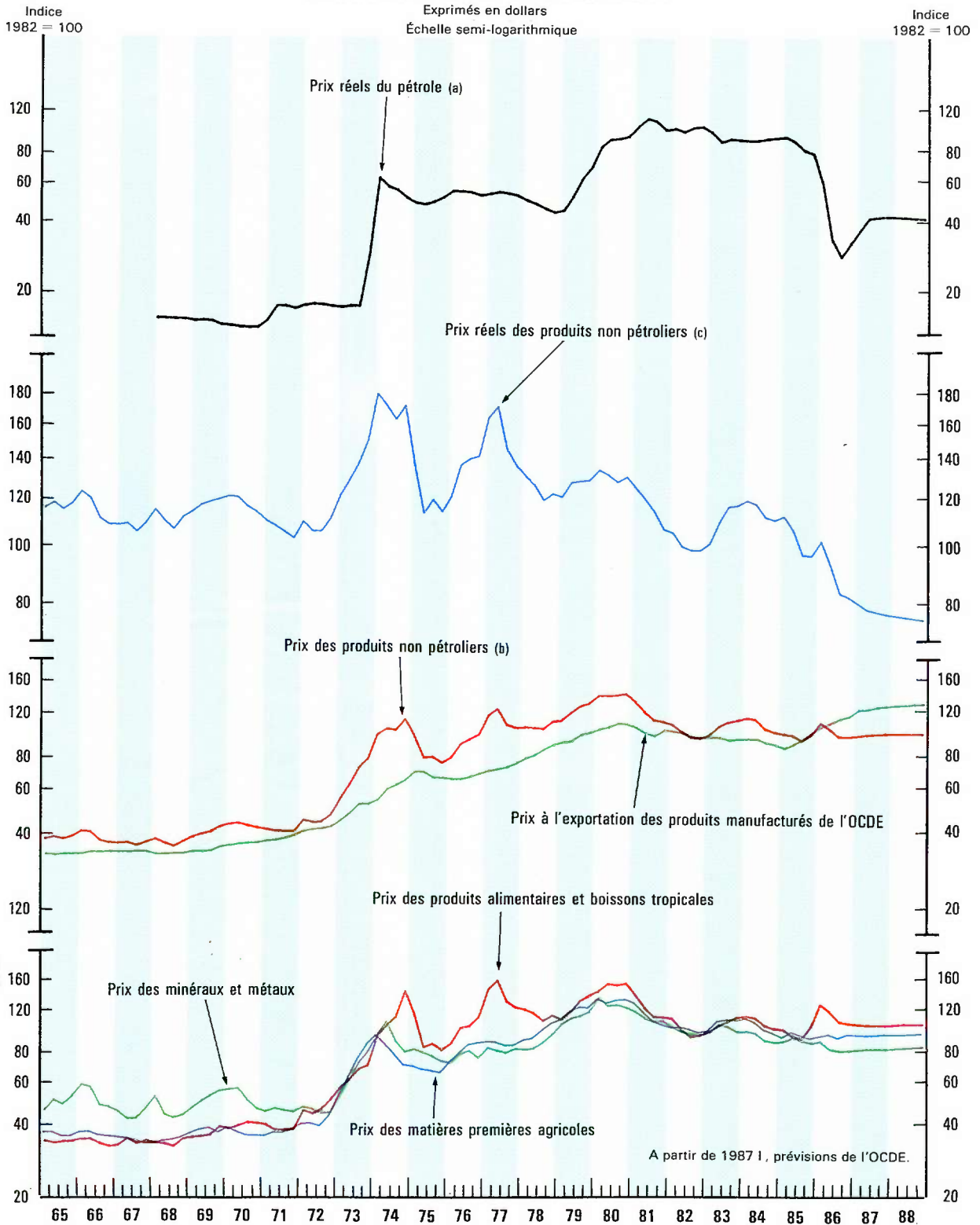
Les cours nominaux en dollars des produits de base non pétroliers paraissent devoir légèrement augmenter cette année et l'an prochain par rapport aux niveaux particulièrement bas auxquels ils s'établissaient au début de 1987. Une certaine réduction de la production et des capacités devrait permettre une légère reprise des prix des produits alimentaires et des matières premières agricoles, ainsi que des cours des minéraux et des métaux. Si l'on en juge cependant d'après les tendances profondes de l'offre et de la demande, les prix des produits de base resteront sans doute peu soutenus en termes réels et l'on prévoit qu'ils baisseront encore en moyenne de 2 pour cent en 1988. Une dépréciation du dollar se traduit normalement par une augmentation des prix exprimés dans cette monnaie des produits de base non pétroliers. Or, les effets directs des mouvements récents du dollar ne sont pas encore perceptibles, et c'est là une source d'incertitude qui pèse beaucoup sur les projections.

Evolution des coûts de main-d'œuvre

Les gains horaires dans les industries manufacturières n'ont augmenté que de 3.3 pour cent dans la zone de l'OCDE en 1986, poursuivant ainsi la décélération amorcée en 1980 (tableau 22). Aucun des sept grands pays n'a échappé à ce ralentissement, qui a pris une ampleur particulièrement importante en Italie. La croissance globale des salaires nominaux dans le secteur des entreprises privées a été encore plus modérée que celle des gains horaires dans le secteur manufacturier des sept grands pays. Considérés en groupe, les petits pays n'ont guère fait de nouveaux progrès dans la voie de la désinflation des salaires. Etant donné les niveaux du chômage et le ralentissement des hausses de prix, la croissance des salaires ne paraît pas si modeste au regard du passé, et l'on aurait même pu s'attendre dans un certain nombre de pays à des taux d'accroissement sensiblement inférieurs. Les pressions à la baisse exercées sur les prix à la consommation par l'évolution des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers se

PRIX DES PRODUITS DE BASE

Exprimés en dollars
Échelle semi-logarithmique



(a) Indice des prix à l'importation de l'OCDE divisé par les prix à l'exportation des produits manufacturés dans l'OCDE.

(b) Moyenne pondérée des prix des produits alimentaires et boissons tropicales, des huiles et oléagineux, des matières premières agricoles, des minéraux, minerais et métaux.

(c) Indice total (voir b) divisé par les prix à l'exportation des produits manufacturés dans l'OCDE.

Sources : CNUCED, AIE, OCDE. Pour les prévisions, voir les tableaux 28, 64 et 66.

VARIATIONS DES PRIX A LA CONSOMMATION

Variations en pourcentage, taux annuels, corrigés des variations saisonnières

Variations par rapport au niveau atteint six mois plus tôt :

- Total
- Alimentation et énergie exclues
- - - Moyenne de l'indice total, 69-78

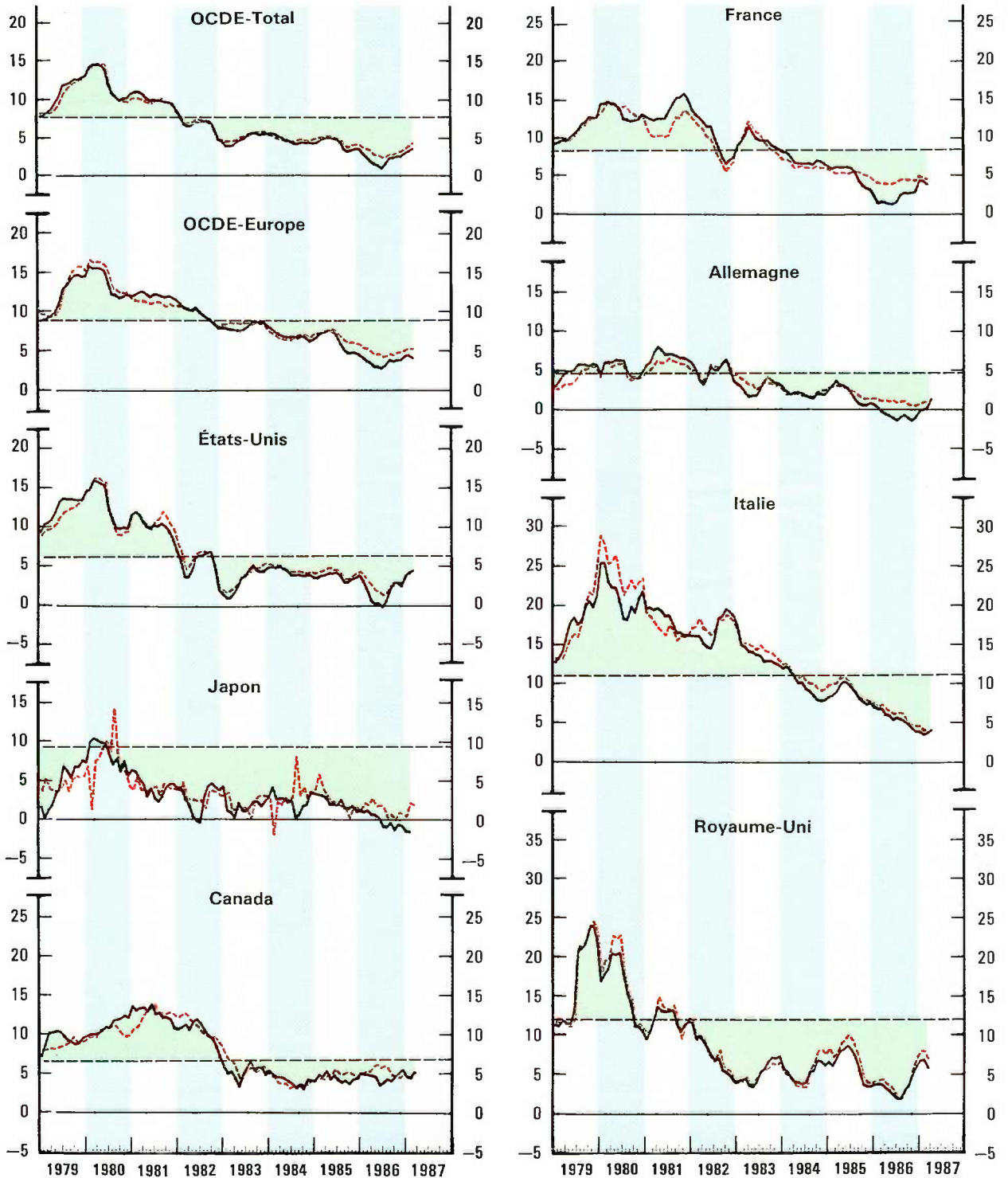


Tableau 22
Gains horaires dans les industries manufacturières
Pourcentages de variation non désaisonnalisés

	Taux annuels moyens		Par rapport à l'année précédente						
	1965-74	1974-83	1984	1985	1986	1986			
						T1	T2	T3	T4
Etats-Unis	6.0	8.0	4.1	3.8	2.0	2.7	2.1	1.9	1.4
Japon ^a	16.9	7.4	4.7	3.9	2.4	4.1	2.5	2.2	1.4
Allemagne	8.8	5.8	2.3	4.5	3.6	4.7	1.7	4.0	4.0
France ^b	11.1	14.1	8.1	6.0	4.4	5.1	4.6	4.1	3.7
Royaume-Uni ^c	10.2	14.9	8.7	9.1	7.6	7.9	7.5	7.2	8.0
Italie ^b	12.2	20.9	11.6	11.3	4.8	6.4	5.3	3.6	4.1
Canada	8.4	10.3	5.2	3.9	3.1	3.7	2.9	2.9	3.0
Total des pays ci-dessus ^f	8.3	9.5	4.9	4.7	2.9	3.8	2.8	2.7	2.3
Autriche ^a	10.5	7.4	5.0	6.1	4.5	5.4	4.9	4.5	3.3
Belgique	11.5	9.3	5.1	3.6	2.8	5.6	3.0	1.5	1.4
Danemark	..	11.2	4.7	4.8	4.7	4.8	5.1	4.1	5.0
Finlande	12.9	12.1	10.1	8.4	6.1	6.5	4.9	6.5	6.5
Grèce	11.9	25.0	26.3	19.8	14.3	16.2	12.4	14.4	14.4
Irlande	13.8	17.4	10.6	7.2	6.9	7.1	6.7	6.9	6.9
Pays-Bas ^b	..	6.3	1.2	4.9	1.6	1.8	1.3	1.4	1.9
Norvège	10.5	10.8	8.3	7.6	..	8.0	8.8	12.5	..
Espagne	16.1	23.5	9.4	12.3	11.4	15.5	8.2	11.2	11.1
Suède	..	10.0	9.6	7.5	7.4	8.2	6.7	7.2	7.6
Australie ^d	..	..	7.5	4.0	5.1	6.5	3.9	6.3	3.7
Nouvelle-Zélande ^e	9.7	12.9	2.3	11.2	..	19.2	18.2	18.3	..
Total des pays de l'OCDE ci-dessus ^f	8.6	10.0	5.2	5.0	3.3	4.2	3.1	3.1	2.7
Total des pays européens ci-dessus ^f	10.9	12.9	7.3	7.4	5.5	6.5	4.9	5.2	5.4
Total des pays de la CEE ci-dessus ^f	10.9	13.2	7.3	7.4	5.3	6.4	4.7	5.0	5.2

a) Gains mensuels.

b) Taux horaires.

c) Gains hebdomadaires.

d) Taux horaires:ensemble des activités.

e) Taux hebdomadaires:ensemble des activités.

f) Les pondérations utilisées pour obtenir les indices des agrégats sont basées sur la consommation privée et les taux de change de l'année précédente.

sont traduites par une augmentation de l'ordre de 2 pour cent des salaires réels dans le secteur privé en 1986 pour l'ensemble de la zone de l'OCDE. Au Japon et en Allemagne, l'appréciation de la monnaie, en réduisant encore l'inflation, a donné plus de vigueur à la progression des salaires réels.

Dans quelques pays, les mouvements des coûts de main-d'œuvre et des rémunérations perçues ont été fortement infléchis par les modifications des coûts non salariaux et de la durée du travail. En Allemagne et au Danemark, tant la durée hebdomadaire du travail que les cotisations patronales de sécurité sociale ont été réduites en 1986. Dans les années 60 et 70, la rémunération totale (c'est-à-dire les coûts de main-d'œuvre à la charge des employeurs) avait eu tendance, dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, à augmenter plus vite que les salaires et les traitements en raison de l'alourdissement des coûts non salariaux. Depuis le début des années 80, ce mouvement paraît s'être arrêté, voire inversé dans de nombreux pays¹ et, en 1986, la rémunération totale s'est accrue légèrement moins que les salaires et traitements dans la zone de l'OCDE.

L'accroissement de la productivité du travail a fléchi

en 1986, en partie du fait de la tendance peu soutenue de la production au Japon et en Allemagne. Pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, la progression dans le secteur privé aura été inférieure à 1 pour cent – moyenne d'une croissance à peu près nulle aux Etats-Unis et au Canada et de l'ordre de 1½ pour cent en Europe et au Japon (tableau 35). La hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur privé, indicateur important de l'inflation intérieure, s'est ralenti pour revenir de 3½ pour cent en 1985 à 3 pour cent en 1986 dans les sept grands pays (tableau 24). Cette évolution moyenne recouvre des mouvements différents selon les pays. Au Japon et en Allemagne, les coûts unitaires de main-d'œuvre n'avaient guère augmenté en 1985, mais ils se sont légèrement redressés en 1986 en raison de la faiblesse conjoncturelle de la productivité dans le secteur exportateur des deux pays et, dans le cas de l'Allemagne, également en raison des effets de la réduction de la durée du travail. Au Royaume-Uni, la montée des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est accélérée légèrement pour atteindre un taux relativement élevé (5¼ pour cent) et, en Italie, malgré un ralentissement prononcé, elle est restée proche de 6 pour cent.

Evolution récente de l'inflation

Dans la plupart des pays, la hausse des prix à la consommation a continué de se ralentir au cours de l'année 1986 (tableau 23), en grande partie sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et des autres produits de base, de sorte que les taux tendanciels d'inflation, mesurés par les prix à la consommation à l'exclusion des produits alimentaires et de l'énergie, ont moins fortement reculé (graphique I). Dans les pays dont la monnaie s'appréciait, les prix à l'importation ont exercé un effet désinflationniste particulièrement important.

La hausse des prix à la consommation d'une année sur l'autre a sans doute connu un creux en 1986 : que l'on se fonde sur l'indice des prix à la consommation ou sur l'indice implicite des prix de la consommation privée, le taux annuel d'inflation n'a pas dépassé 2¾ pour cent dans l'ensemble de la zone de l'OCDE et 2 pour cent dans les sept grands pays (tableaux 23 et 26). Au Japon, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en

Suisse, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 1 pour cent ou moins en 1986, et elle s'est située entre 1 et 2 pour cent aux Etats-Unis, en Autriche, en Belgique et dans les sept grands pays considérés dans leur ensemble.

En raison de l'effet de freinage exercé par les prix du pétrole et des produits de base non pétroliers, la hausse des prix à la consommation dans la zone de l'OCDE a été, en 1986, inférieure d'environ 1 pour cent à celle de l'indice implicite des prix du PNB, lequel a augmenté de 3.8 pour cent en moyenne (tableaux 25 et 26). Dans la plupart des pays européens et au Japon, la réduction des coûts d'importation s'est en partie traduite par un accroissement des marges bénéficiaires des producteurs et des détaillants locaux. De ce fait, la hausse de l'indice implicite des prix du PNB, lequel tient compte des marges mais non des coûts d'importation, s'est accélérée dans un certain nombre de pays. La répercussion de la baisse de ces coûts sur le consommateur final a été analysée dans le n° 40 de *Perspectives économiques*, et la

Tableau 23

Prix à la consommation

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, non désaisonnalisés

	Taux annuels moyens					Taux réels					
	Moyenne 1965-74	1974-83	1984	1985	1986	12 mois se terminant en mars 1987	6 mois se terminant en mars 1987	Dec.	Janv.	Fev.	Mars
Etats-Unis	5.1	8.1	4.3	3.5	2.0	3.0	1.7	0.1	0.6	0.4	0.4
Japon	8.1	6.0	2.2	2.1	0.4	-0.8	-0.7	-0.2	-0.5	-0.1	0.5
Allemagne	4.2	4.6	2.4	2.2	-0.2	-0.2	0.2	0.2	0.4	0.1	0
France	6.0	11.0	7.4	5.8	2.7	3.3	1.7	0.1	0.9	0.2	0.1
Royaume-Uni	7.1	13.3	5.0	6.1	3.4	4.0	2.3	0.3	0.4	0.4	0.2
Italie ^a	5.8	16.8	10.6	8.6	6.1	4.2	2.6	0.3	0.6	0.4	0.4
Canada	5.0	9.3	4.3	4.0	4.2	4.2	2.3	0.1	0.2	0.4	0.4
Total des pays ci-dessus ^b	5.6	8.5	4.4	3.8	2.0	2.3	1.3	0.1	0.4	0.3	0.4
Autriche	4.9	5.6	5.6	3.2	1.7	0.9	0.5	0.1	0.2	0.3	0.2
Belgique	5.2	7.6	6.3	4.9	1.3	1.3	0.6	0.1	0.4	0.2	0.1
Danemark	7.6	10.0	6.3	4.7	3.6	5.3	1.4	-0.1	0.2	-0.1	0.9
Finlande	7.1	11.2	7.1	5.9	3.6	3.8	2.3	0.1	1.0	0.4	0.5
Grèce	6.6	17.8	18.5	19.3	23.0	16.8	9.0	0.9	1.1	0.4	3.2
Islande ^c	15.6	48.8	30.9	31.9	22.2	15.8	9.1	1.1	2.2	1.6	1.6
Irlande	8.0	15.4	8.6	5.4	3.8	3.4 ^c	2.0 ^c	-	-	0.6 ^d	-
Luxembourg ^{e,f}	4.5	7.4	4.6	4.1	0.3	0	0.4	-0.1	0.2	0.2	0
Pays-Bas	6.3	6.2	3.3	2.3	0.2	-1.1	-0.6	-0.2	-1.5	0.2	0.2
Norvège	6.1	9.7	6.2	5.7	7.2	10.4	4.7	0.5	1.6	0.9	1.0
Portugal ^c	9.3	21.9	29.3	19.3	11.7	9.8	7.1	1.7	1.2	1.0	1.4
Espagne	7.6	16.8	11.3	8.8	8.8	6.2	2.3	0.4	0.7	0.4	0.6
Suède	5.8	10.2	8.0	7.4	4.3	3.8	2.1	0.2	1.3	0	0.2
Suisse	5.4	3.7	3.0	3.4	0.7	0.9	1.5	0.2	0.6	0.3	0.1
Turquie	12.4	40.8	45.6	45.0	34.5	42.4	25.3	3.1	3.1	3.1	3.5
Australie	5.7	11.0	3.9	6.8	9.1	9.3 ^c	4.8 ^c	—	—	0.6 ^{d,g}	—
Nouvelle-Zélande	6.8	14.2	6.2	15.4	13.2	18.3 ^c	11.5 ^c	—	—	0.8 ^d	—
Total OCDE ^b	5.8	9.2	5.2	4.5	2.6	3.0	1.7	0.1	0.4	0.3	0.5
OCDE Europe ^b	6.1	11.1	7.4	6.5	4.0	4.0	2.4	0.3	0.6	0.4	0.4
CEE ^b	5.9	10.6	6.7	5.8	3.3	3.0	1.7	0.2	0.5	0.3	0.3

a) Indice concernant les familles d'ouvriers et d'employés.

b) Les pondérations utilisées pour obtenir les indices des agrégats sont basées sur la consommation privée et les taux de change de l'année précédente.

c) Les prix à la consommation n'étant connus que sur une base trimestrielle, les chiffres indiqués pour les taux de variation sur douze et six mois représentent des taux de variation respectivement sur quatre et deux trimestres, jusqu'au dernier trimestre disponible.

d) Le taux mensuel représente le taux de variation entre les deux derniers indices trimestriels, exprimé en taux mensuel et centré en milieu de trimestre.

e) Loyers exclus.

f) A partir de 1985, nouvel indice.

g) Sydney non compris.

Tableau 24
Coûts de main-d'œuvre dans le secteur privé
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Moyenne 1974-83	1984	1985	1986	1987	1988
A. Rémunération par employé						
Etats-Unis	7.9	4.9	4.5	2.8	3½	4½
Japon	7.6	4.0	3.4	3.5	2½	3¼
Allemagne	6.2	3.8	3.0	3.9	3¾	3½
France	13.8	8.1	6.7	4.2	3¾	3¼
Royaume-Uni	15.1	5.2	7.8	7.8	7½	7
Italie	19.3	11.3	10.1	7.8	7¾	7
Canada	9.5	5.3	4.8	2.0	3¾	4
Total des pays ci-dessus ^a	9.4	5.3	4.9	3.7	4	4½
B. Coûts unitaires de main-d'œuvre^b						
Etats-Unis	7.2	3.1	4.1	2.7	2¾	3¾
Japon	4.8	0.5	0	3.0	1½	3¼
Allemagne	3.6	0.4	0.7	2.3	2½	1½
France	11.4	5.0	4.6	1.5	2¼	1½
Royaume-Uni	12.8	2.1	5.0	5.8	5	5½
Italie	17.6	6.7	8.0	5.8	4½	4¾
Canada	7.8	1.3	3.7	3.2	3½	3¼
Total des pays ci-dessus ^a	7.8	2.6	3.4	3.0	2¾	3½

a) Pondération par le PIB de 1982 aux taux de change de 1982.

b) Le concept de productivité qui sous-tend ces données est celui de la production aux coûts des facteurs divisée par l'emploi salarié.

répartition des gains liés aux termes de l'échange est examinée dans le chapitre «Les facteurs déterminant l'activité économique».

Salaires, prix et profits : projections

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, il est possible que les salaires progressent à des taux annuels relativement réguliers, de l'ordre de 5¼ pour cent, jusqu'à la fin de 1988. Les coûts totaux de main-d'œuvre, y compris les cotisations patronales de sécurité sociale, pourraient

s'accroître légèrement moins que les salaires, peut-être de 5 pour cent dans la zone de l'OCDE et de 4 à 4½ pour cent dans les sept grands pays (tableau 24). Une accélération de la hausse des salaires nominaux est prévisible en Amérique du Nord, où les marchés du travail sont, semble-t-il, assez tendus, et où la forte dépréciation du dollar des Etats-Unis pourrait affecter les anticipations inflationnistes et les revendications salariales. Au Japon, la faiblesse relative de la production, des profits et de l'emploi dans le secteur travaillant pour l'exportation devrait contribuer à la modération

Tableau 25
Indice de prix implicite du PNB dans la zone de l'OCDE^a
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986				
						II	I	II	I	II
Etats-Unis	3.9	3.4	2.6	3½	4	2.4	3¾	4	4	4¼
Japon	1.2	1.5	1.8	¼	1¼	1.2	-½	½	2¼	½
Allemagne	1.9	2.2	3.1	1¾	1¾	2.7	1¼	1½	2	2
France ^b	7.2	5.8	5.3	3	2½	4.5	2¾	2½	2¼	2½
Royaume-Uni ^b	4.1	6.1	3.7	4½	5¼	3.7	4¾	5¼	5½	5¼
Italie ^b	10.8	8.8	8.3	5½	4¼	7.0	5¼	5	4¼	3½
Canada ^b	3.6	3.3	2.8	4¼	3½	3.4	5	3¾	3½	3½
Total des pays ci-dessus	3.9	3.6	3.1	3	3¼	2.8	3	3¼	3½	3¼
Autres pays de l'OCDE ^c	9.3	8.2	7.5	5½	5	6.8	5¼	5¼	5	4¾
Total de l'OCDE	4.7	4.3	3.8	3¼	3½	3.4	3¼	3½	3¾	3½
Quatre grands pays européens	5.4	5.2	4.7	3½	3¼	4.1	3¼	3¼	3¼	3¼
OCDE Europe	6.8	6.2	5.6	4	3¾	4.9	3¾	3¾	3¾	3¾
CEE	6.0	5.6	5.3	3½	3¼	4.6	3¼	3¼	3¼	3¼
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	5.3	5.0	4.6	3¼	3¼	4.1	3	3¼	3½	3

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des poids du PNB/PIB de 1982 exprimé en dollars de 1982.

b) Indice de prix implicite du PIB.

c) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, représentant plus de 50 pour cent du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

Tableau 26
Indice de prix implicite de la consommation privée dans la zone de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
						II	I	II	I	II
Etats-Unis	3.8	3.5	2.1	4	4½	2.3	4½	4½	4½	4½
Japon	2.1	2.1	0.6	0	1½	-0.3	-¼	¼	3	½
Allemagne	2.5	2.1	-0.4	¾	1½	0.1	¾	1½	1½	1½
France	7.2	5.5	2.2	¾	2½	2.6	¾	¾	¾	¾
Royaume-Uni	4.7	5.4	3.7	4	4½	2.9	4½	4½	4½	4½
Italie	11.1	9.4	6.1	4¾	5	4.6	5	4¾	5¼	4½
Canada	4.4	4.1	4.1	¾	¾	4.0	¾	¾	¾	¾
Total des pays ci-dessus	4.2	3.8	2.0	3	¾	1.9	¾	¾	¾	¾
Autres pays de l'OCDE ^b	9.7	8.4	7.0	6	5	6.6	5¾	5½	5	4¾
Total de l'OCDE	5.0	4.5	2.8	¾	¾	2.6	¾	¾	4	¾
Quatre grands pays européens	5.7	5.0	2.4	¾	3	2.2	3	3	3	3
OCDE Europe	7.2	6.1	3.7	¾	¾	3.4	¾	¾	¾	¾
CEE	6.4	5.4	3.1	3	3	2.8	¾	3	3	3
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	5.8	5.1	3.2	3	¾	2.8	3	3	¾	3

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des poids du PNB/PIB de 1982 exprimé en dollars de 1982.

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, représentant plus de 50 pour cent du PIB de l'ensemble des petits pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

persistante des hausses de salaires. De même, la progression des rémunérations devrait fléchir encore dans les petits pays où les taux d'inflation demeurent élevés.

Les projections tiennent donc compte de ce que la longue période de désinflation des salaires paraît être arrivée à son terme et ce, bien que le niveau du chômage soit, dans la majorité des pays, supérieur à la plupart des estimations du taux du chômage « naturel » ou d'équilibre. Les projections sont cependant fondées sur les informations actuelles concernant l'évolution probable des salaires dans les mois à venir. Leur réalisation viendrait étayer la thèse selon laquelle l'incidence désinflationniste d'un chômage élevé et constant diminue avec le temps, le niveau effectif du chômage apparaissant de plus en plus comme « normal » et, en conséquence, influençant de moins en moins les négociations salariales. En ce cas, ce phénomène, que l'on qualifie parfois d'« hystérésis », serait peut-être plus important qu'on ne le croyait jusqu'ici². La structure des revendications et des accords de salaires observée récemment dans les pays où le taux d'inflation est très faible ou négatif comporte en outre des éléments qui donnent à penser que le ralentissement de la progression des salaires nominaux pourrait avoir atteint un palier et ne saurait se poursuivre davantage, peut-être parce que les baisses effectives du niveau des prix sont considérées comme un phénomène qui ne peut être que temporaire.

La productivité du travail dans la zone de l'OCDE n'a que modérément augmenté ces derniers temps, surtout au premier semestre de 1986, en partie du fait de la faible croissance de la production et des ventes. Au cours de la période couverte par les projections, elle devrait se redresser légèrement dans le secteur privé pour atteindre

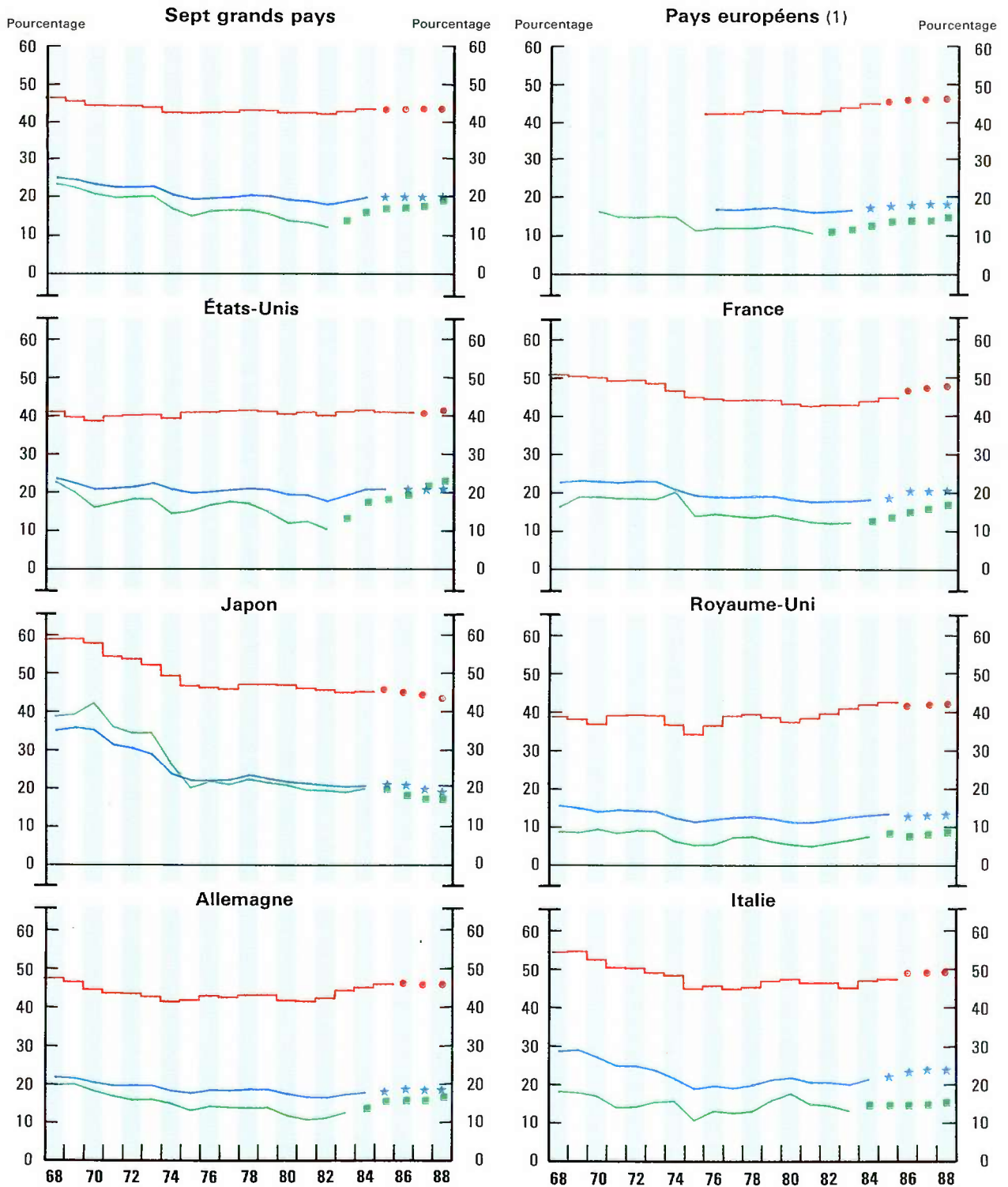
près de 1½ pour cent, soit un niveau proche de la moyenne en longue période. Les coûts unitaires de main-d'œuvre dans la zone de l'OCDE devraient ainsi s'accroître à un taux d'environ ¾ pour cent, soit légèrement moins que ces derniers temps. On devrait cependant observer d'importantes différences entre les sept grands pays, avec des taux annuels compris, en 1988 entre 1½ pour cent en Allemagne et en France et 5½ pour cent au Royaume-Uni.

Compte tenu de l'hypothèse technique que les prix du pétrole et les taux de change ne varieront pas, l'évolution de la hausse des prix dans la zone de l'OCDE sur la période considérée sera largement fonction de celle des coûts de main-d'œuvre. Mesurée par l'indice implicite des prix du PNB, on prévoit qu'elle se situera autour de ¾ pour cent en 1987-88, en s'inscrivant cependant sur une courbe légèrement ascendante. La hausse des prix à la consommation devrait progressivement retrouver des taux analogues à ceux de l'indice implicite des prix du PNB et des coûts unitaires de main-d'œuvre. Cela implique une accélération de l'indice implicite des prix de la consommation privée en 1987, qui devrait ainsi s'aligner plus étroitement sur les taux tendancielles d'inflation, avant de se stabiliser aux alentours de ¾ à 4 pour cent en 1988. Au Japon, la légère augmentation du niveau des prix prévue pour le premier semestre tient compte de l'entrée en vigueur d'une taxe à la valeur ajoutée.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont, semble-t-il, les seuls pays où l'accélération de l'inflation pourrait être plus généralisée. Aux Etats-Unis, les marchés du travail paraissent relativement tendus et la pression des prix à l'importation due au recul antérieur du taux de change semble forte. Au Royaume-Uni, l'inflation devrait s'aggraver en raison de la vigueur persistante de

PROFITS ET TAUX DE RENDEMENT

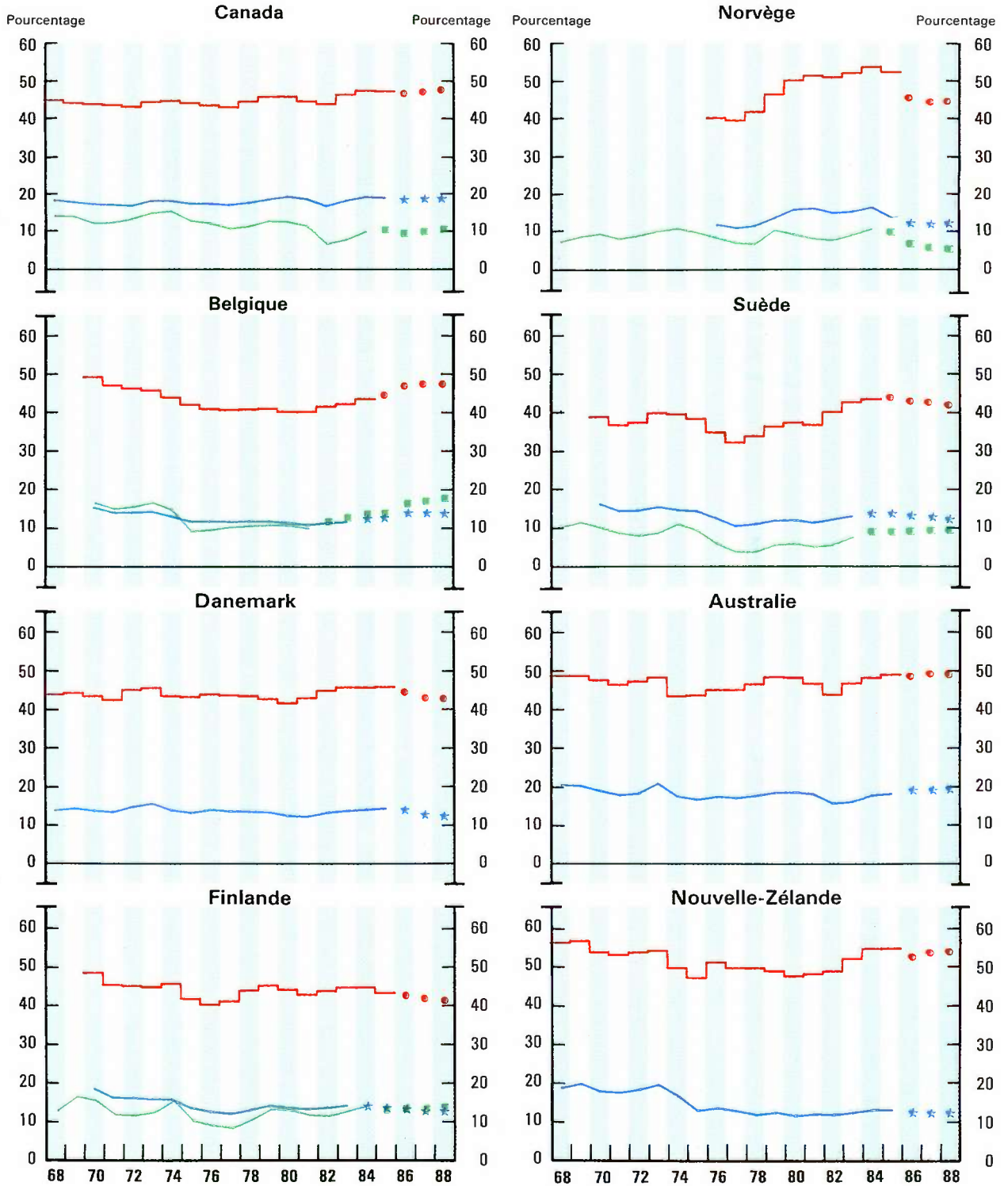
Estimations/prévisions { ● ▬ Part des profits dans le secteur privé
★ ▬ Taux de rendement dans le secteur privé
■ ▬ Taux de rendement dans les industries manufacturières



1. Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Finlande, Norvège, Suède et Danemark pour les données du secteur privé. Danemark non compris pour les données des industries manufacturières.

PROFITS ET TAUX DE RENDEMENT

Estimations/prévisions {
 ● Part des profits dans le secteur privé
 ★ Taux de rendement dans le secteur privé
 ■ Taux de rendement dans les industries manufacturières



la progression des salaires au cours des dernières années, d'une croissance plus faible de la productivité pendant la période de projection, et des effets de la récente dépréciation de la monnaie. Dans les deux pays, les possibilités de répercuter les pressions supplémentaires des coûts sur les marges bénéficiaires paraissent assez limitées, l'évolution des termes de l'échange ayant été moins favorable que partout ailleurs.

Les salaires réels pourraient augmenter dans la zone de l'OCDE à des taux annuels de l'ordre de 1½ pour cent, soit un peu moins qu'en 1986, année marquée par une amélioration exceptionnellement forte des termes de l'échange. Ces derniers devraient continuer d'exercer un effet positif sur la croissance des salaires réels en 1987, en particulier dans les pays dont la monnaie s'est sensiblement appréciée. Il est également probable que la croissance de la productivité s'accroîtra légèrement pendant la période de projection. Par rapport à l'évolution de la productivité en longue période, les salaires réels devraient progresser à un rythme très soutenu au Royaume-Uni. Au Japon et en Allemagne, en revanche, on s'attend à ce que la croissance des salaires réels ralentisse en 1988.

Ces prévisions de salaires et de prix devraient avoir une incidence favorable sur la rentabilité globale. La part des profits et le taux de rendement du capital vont sans doute se maintenir à leurs niveaux actuels relativement élevés³ (graphique J). Certains signes observés récemment permettent de penser que l'élargissement des marges bénéficiaires entraîné par la baisse des prix de l'énergie et des produits de base sera pour l'essentiel durable. Après s'être légèrement réduites en 1987, les marges devraient se stabiliser grâce aux progrès plus rapides de la productivité et peut-être même s'accroître encore en 1988. Au Japon et en Allemagne, les taux de rendement vont probablement fléchir légèrement par suite de l'appréciation des taux de change ; les perspectives d'évolution de la rentabilité dans ces deux pays sont donc assez différentes de ce qu'elles sont dans le reste de la zone encore que, il faut le noter, c'est aussi dans ces deux pays que la rentabilité s'est le plus fortement redressée au cours de la période 1983-85.

Risques et incertitudes

Sauf dans le cas des Etats-Unis, il est possible que les prévisions surestiment les niveaux d'inflation, étant donné la persistance probable d'une offre excédentaire

sur les marchés du travail, des produits de base et du pétrole. Cette surestimation pourrait être particulièrement importante dans le cas des salaires nominaux dont les projections, sur la base des relations passées, ne reflètent qu'imparfaitement les pressions à la baisse exercées par le niveau toujours élevé et, dans plusieurs pays, croissant des taux de chômage. Les Etats-Unis constituent une exception notable à cet égard, dans la mesure où le taux de chômage devrait continuer de baisser pour s'approcher de niveaux cohérents avec la plupart des estimations du taux naturel de chômage ; l'inflation, et peut-être aussi les anticipations inflationnistes, se sont accélérées ces derniers temps du fait de la faiblesse du dollar, et l'on ne peut exclure la possibilité d'une nouvelle dépréciation du taux de change – avec les pressions qui en résulteraient sur le niveau des prix.

La croissance des agrégats monétaires au-delà des objectifs déclarés dans un certain nombre de pays a fait apparaître la possibilité d'une reprise de l'inflation dans un proche avenir. Dans les circonstances actuelles, toutefois, les risques ne sont probablement pas très importants à court terme, du moins en dehors des Etats-Unis. Pour l'essentiel, les marchés interprètent manifestement la rapide progression de certains des agrégats monétaires comme la conséquence indirecte de l'ampleur sans précédent de l'innovation financière au cours des dernières années. Il est probable que les anticipations actuelles en matière d'inflation sont beaucoup plus fondées sur les mouvements effectifs des prix, que sur l'expansion des agrégats monétaires.

NOTES

1. Voir Chan-Lee, Coe et Prywes (1987), « Mutations micro-économiques et désinflation salariale macro-économique dans les années 80 », *Revue économique de l'OCDE* (printemps), pp. 133-172.
2. Voir l'analyse de l'hyuérésis dans le chapitre « Emploi et chômage » du n° 40 de *Perspectives économiques*.
4. Les définitions de la part des profits et du taux de rendement utilisées pour le graphique J ont légèrement changé par rapport aux précédents numéros de *Perspectives économiques* : la valeur ajoutée et les profits du secteur privé sont désormais exprimés au coût des facteurs, alors qu'ils l'étaient auparavant aux prix du marché. Ce changement affecte surtout le niveau, plus que les variations, des parts de profit et de la rentabilité telles qu'elles sont calculées. Les revenus des travailleurs indépendants sont intégralement compris dans les profits.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES

Au cours de l'année dernière, la configuration globale des échanges a été profondément influencée par d'importantes modifications des prix relatifs – en particulier par la forte chute du prix du pétrole – et par de très amples variations des taux de change entre les pays de l'OCDE. Après avoir passé en revue les évolutions mondiales au cours de l'année 1986, en insistant notamment sur la manière dont les interactions entre les mouvements de prix et de volume ont influencé le profil global de l'ajustement international, on examinera le processus de l'ajustement entre les pays de l'OCDE durant la même période. On présentera ensuite les principaux éléments des projections pour 1987 et 1988 et l'on évoquera en conclusion les évolutions possibles à plus longue échéance.

L'année 1986 : les évolutions mondiales

Trois traits ont dominé l'évolution du commerce mondial en 1986. En premier lieu, alors que les prix du commerce international ont généralement baissé en monnaie nationale, les prix des importations (en particulier de pétrole) ont accusé, dans la zone de l'OCDE, un recul plus marqué que les prix à l'exportation ; de ce fait, la zone a enregistré une forte progression de ses termes de l'échange, tandis que les régions hors OCDE enregistraient une perte correspondante. En second lieu, en partie sous l'effet du phénomène précédent, les exportations de l'OCDE vers le reste du monde se sont contractées, alors que le volume de leurs importations a fortement augmenté. Ce double mouvement a exercé un puissant effet de freinage sur la croissance des pays de l'OCDE. Enfin, sous l'effet conjugué de ces deux séries de facteurs, la balance des paiements courants de la zone de l'OCDE a considérablement augmenté, tandis que les pays extérieurs à cette zone enregistraient un affaiblissement correspondant, les pays exportateurs de pétrole subissant une dégradation de leurs soldes courants encore plus importante (tableau 27).

En volume, les échanges mondiaux ont progressé de 4 pour cent en 1986, à peu près au même rythme que l'année précédente, avec une accélération au second semestre. Toutefois, on observe des divergences marquées entre les différents groupes de produits et les différentes régions de l'économie mondiale. Dans la zone de l'OCDE, la croissance des importations a enregistré une forte accélération, concentrée sur les importations de produits énergétiques qui, sous l'effet de la baisse des prix, ont augmenté après trois années de stabilité. La

croissance des importations de produits manufacturés s'est aussi légèrement accélérée, prolongeant un mouvement ascendant dont la durée est sans précédent au cours des quinze dernières années (graphique M). Hors de la zone de l'OCDE, les importations se sont contractées, notamment dans les pays dont les recettes à l'exportation sont tirées du pétrole. L'accélération du rythme des échanges au second semestre est imputable à la fois à une progression plus soutenue de la demande dans la zone de l'OCDE – la croissance des importations de produits manufacturés en Europe a presque doublé – et à une baisse plus modérée des importations dans les pays extérieurs à cette zone.

L'accélération des importations des pays de l'OCDE qui est concentrée sur des produits exportés par des pays hors OCDE, ainsi que la réduction des importations de marchandises de cette région hors OCDE en provenance de l'OCDE, expliquent l'augmentation marquée du différentiel de croissance entre les importations et les exportations des pays de l'OCDE en 1986. Sur l'ensemble de l'année, il est passé de près de 5 points à 7 pour cent. Le freinage de l'activité qui en a résulté représente plus de 1 pour cent du PNB de la zone de l'OCDE, contre 0.3 pour cent en 1984 et 1985 (tableau 28). Cet effet négatif a été particulièrement sensible dans les six premiers mois de 1986, mais a également persisté au second semestre.

Les prix du commerce extérieur ont considérablement fléchi en 1986 ; calculé en moyenne des monnaies nationales, le prix de presque toutes les catégories de biens échangés a baissé. Le recul a été particulièrement accusé pour les produits énergétiques, dont le prix moyen à l'importation dans la zone de l'OCDE a été divisé par deux en 1986. Les prix à l'importation des produits de base autres que le pétrole se sont aussi affaiblis, ceux des matières premières plus que ceux des produits alimentaires. Les prix en monnaie nationale des exportations de produits manufacturés ont augmenté moins rapidement que l'évolution des coûts intérieurs ne le laissait escompter. Cela tient à l'effet asymétrique des mouvements de taux de change, les exportateurs des pays dont la monnaie s'apprécie ont réduit leurs marges pour préserver leurs parts de marché et ont limité du même coup les possibilités d'augmentation des prix pour les exportateurs de pays dont la monnaie s'affaiblit.

Au total, ces évolutions des prix du commerce extérieur se sont traduites, pour la zone de l'OCDE, par une amélioration des termes de l'échange – essentiellement vis-à-vis des pays producteurs de pétrole des régions hors OCDE – représentant entre 1 et 1½ pour

Tableau 27

Résumé des échanges et des paiements mondiaux

Taux annuels désaisonnalisés; pourcentages de variation par rapport à la période précédente pour les volumes et les prix;
Milliards de dollars pour les balances des opérations courantes

	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I	1987 II	1988 I	1988 II
A. Volume des échanges de marchandises									
Exportations de l'OCDE	4	1¼	3¼	4	3¾	3	3½	4¼	4¼
<i>dont</i> : Produits manufacturés	5	1½	3	4½	2¾	2¾	3¾	4¾	4¾
Importations de l'OCDE	6	8¼	2¼	4	9½	-2	3¾	4	3¾
<i>dont</i> : Produits manufacturés	8¼	8½	3¾	4½	9¾	½	4½	4½	4¼
Pétrole	-1¾	9¼	-1½	2¾	13	-9½	2½	2¾	2¾
Produits de base autres que le pétrole	5	4¼	2¼	2	4½	1	2	2¼	2
Exportations des pays non-membres de l'OCDE ^a	-½	8	¼	4	11¼	-6¾	4½	4	3
<i>dont</i> : OPEP	-7	10¼	-9¾	4½	9¾	-24¼	5½	4¼	4¼
PDNP	5	6½	5½	4	13	2½	5	4¼	3
Autres	-4½	9½	1¼	1¾	8¼	-2	1¾	1¾	1½
Importations des pays non-membres de l'OCDE ^a	1	-5¾	2½	4	-2	4	4	4	4¼
<i>dont</i> : OPEP	-14¾	-24¾	-15	-1	-35¾	-6½	-4	-1¼	2¾
PDNP	5	-1	5½	5	6	5½	5½	5	4¾
Autres	8¾	-1½	5½	3½	6	6	4	3½	3½
<i>Pour mémoire</i>									
PIB réel (pondéré par les importations)	3	2½	2	2¼	2½	2	2	2¼	2¼
Exportations de l'OCDE vers le reste du monde ^b	-1	-7	2	4	-2	3¼	4	4	4
Importations de l'OCDE en provenance du reste du monde ^b	3¼	8	1½	3½	10¼	-3½	3¼	3½	3¼
Commerce intra-OCDE ^c	6½	6	3	4¼	7¼	¾	3¾	4½	4¼
Commerce mondial ^d	3½	4	2¼	4	6½	-½	3¼	4	4
<i>dont</i> : Produits manufacturés	5	3	3½	4½	6	2	4¼	4½	4½
Pétrole	-1¼	8½	-1¼	3¼	10½	-8¾	3½	3¼	3
B. Prix du commerce extérieur (valeurs moyennes)									
Prix du commerce extérieur, en monnaie nationale:									
Exportations de l'OCDE	4	-5¼	¾	3¼	-4	1½	3½	3½	3
<i>dont</i> : Produits manufacturés	3¾	-2½	1	3½	-1	½	3½	3¾	3
Importations de l'OCDE	2½	-11	3¼	4	-8¾	8½	6	3¼	3
<i>dont</i> : Produits manufacturés	3¾	0	4	3¾	3½	3¾	4½	3½	3½
Pétrole	2¾	-46½	9	5¾	-54	63	20½	1½	¾
Produits de base autres que le pétrole	-½	-8¾	-6	2	-7	-8¾	¼	2½	2½
Prix du commerce extérieur, en dollars:									
Exportations de l'OCDE	-¼	14½	11¼	2¾	8½	16½	4½	2¼	1¾
<i>dont</i> : Produits manufacturés	¼	19½	12¼	2¾	13½	16	4¾	2½	2
Importations de l'OCDE	-1¾	4	12¼	3½	-¼	22	7	2½	2½
<i>dont</i> : Produits manufacturés	-¼	15½	13	3½	13	17	5¾	3	2¾
Pétrole	-2¾	-37	16½	4½	-51½	81½	20	0	-¼
Produits de base autres que le pétrole	-4¾	10¾	4	1¾	5	4½	2	1¾	2
<i>Pour mémoire</i>									
Indice de prix implicite du PIB (pondéré par les exportations)	4¾	4½	3½	3¾	4	3½	3½	3¾	3½
Prix des exportations de l'OCDE vers le reste du monde, en dollars ^e	-½	16¾	11¼	2½	10¾	15¼	4½	2¼	1¾
Prix des importations de l'OCDE en provenance du reste du monde, en dollars ^e	-4½	-13½	11	3¼	-12½	27½	6½	2¼	2
Termes de l'échange de l'OCDE vis-à-vis du reste du monde ^f	4	35	¼	-½	26½	-9¾	-2	0	0
C. Balance des opérations courantes									
OCDE	-59	-20	-23	-30	-6	-16	-29	-34	-27
OPEP	4	-32	-17	-12	-33	-20	-13	-12	-12
Pays en développement non-pétroliers	-23	-11	-9	-11	-8	-7	-11	-11	-12
Autres pays non-membres de l'OCDE	4	-1	1	0	-2	1	1	1	-1
Total	-74	-63	-47	-54	-48	-43	-52	-55	-52

a) Exportations et importations totales des groupes de pays indiqués et non pas exportations de la zone de l'OCDE à destination, et importations de la zone de l'OCDE en provenance, de ces groupes de pays.

b) Les exportations de la zone de l'OCDE vers une région hors OCDE sont mesurées par la moyenne pondérée des importations de quatre groupes de produits (produits alimentaires, énergie, matières premières et produits manufacturés) par cette région, la pondération étant fondée sur les parts de ces produits dans les exportations de la zone de l'OCDE vers la région considérée. Un décalage moyen d'un mois pour le transport est pris en compte dans le calcul. Les importations de la zone de l'OCDE en provenance d'une région hors OCDE sont mesurées par la moyenne pondérée des importations de ces quatre groupes de produits, la pondération étant fondée sur les parts de ces produits dans les importations de la zone en provenance de la région considérée. Dans les deux cas, les calculs sont d'abord faits pour chacune des trois régions hors OCDE, ensuite pour le total de la zone non-OCDE. Les chiffres rétrospectifs sont donnés par le rapport entre les flux interrégionaux enregistrés et les indices de prix correspondants fournis dans la partie suivante du tableau.

c) Moyenne arithmétique simple du volume des exportations et des importations intra-OCDE, tel qu'il ressort du volume du commerce total de la zone de l'OCDE et des flux commerciaux estimés entre les zones OCDE et non-OCDE. Les chiffres rétrospectifs sont donnés par le rapport entre les flux commerciaux effectifs intra-OCDE et la valeur moyenne des exportations totales de la zone de l'OCDE.

d) Moyenne arithmétique des taux de croissance des importations et des exportations mondiales en volume.

e) Ces prix sont calculés de la même manière que les volumes (voir note b plus haut) à part les prix à l'exportation vers les régions hors OCDE qui sont estimés directement à partir des prix des groupes de produits exportés par la zone de l'OCDE.

f) Rapport entre les prix des exportation vers régions hors OCDE et les prix des importations en provenance de ces régions.

Tableau 28

**Contribution des échanges extérieurs à la croissance
dans la zone de l'OCDE**

Pourcentage de variation par rapport à la période précédente

Zone de l'OCDE	1984	1985	1986	1985	1985	1986	1986
				I	II	I	II
Exportations	9.6	4.1	1.3	1.8	2.5	-0.4	3.7
Importations	11.1	6.1	8.2	5.0	6.1	8.6	9.5
Contribution à la croissance du PIB	-0.2	-0.3	-1.1	-0.4	-0.6	-1.4	-1.1

cent du PNB de la zone (l'ampleur de ce gain dépend de la méthode de calcul ; voir la note 1 du chapitre intitulé «les facteurs déterminant l'activité économique»). La plus forte de ces deux estimations (qui prend en compte les effets de valorisation) dépasse les effets négatifs des mouvements en volume signalés plus haut de presque 40 milliards de dollars (0.3 pour cent du PIB de la zone), montant identique à celui de l'amélioration de la balance courante de la zone de l'OCDE en 1986.

Dans les divers groupes de pays non membres, l'évolution des termes de l'échange en 1986 a été très contrastée. Les termes de l'échange des pays exportateurs de pétrole se sont fortement dégradés, alors que les NPI ont bénéficié de la baisse des prix du pétrole et des produits de base par rapport à leurs prix d'exportation de produits manufacturés. Les pays exportateurs de matières premières ont retiré légèrement plus d'avantages de la baisse des prix pétroliers qu'ils n'en ont perdus du fait du fléchissement persistant des prix déjà faibles des produits de base par rapport aux prix des produits manufacturés. Ces évolutions différentes des termes de l'échange se retrouvent à peu près dans le mouvement des importations en volume. Celles des pays exportateurs de pétrole ont, selon les estimations, reculé de quelque 25 pour cent, tandis que celles des NPI ont augmenté d'environ 6 pour cent. Les estimations relatives aux autres pays non membres de l'OCDE (à l'exclusion des pays du bloc soviétique) indiquent une baisse d'à peu près 4 pour cent malgré une amélioration des termes de l'échange.

La diminution du déficit courant de la zone de l'OCDE a eu pour contrepartie une variation négative à peu près équivalente de la position des autres régions, malgré la poursuite de la réduction de l'écart statistique sur la balance mondiale. La balance courante des pays de l'OPEP et des autres pays producteurs de pétrole s'est détériorée d'environ 40 milliards de dollars ; l'excédent des NPI s'est accru, passant de 12 milliards à plus de 20 milliards de dollars ; et le déficit des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire pris ensemble est tombé de 30 milliards à un peu moins de 25 milliards de dollars, ce mouvement s'expliquant à la fois par les difficultés que ces pays ont rencontrées pour se procurer des ressources d'emprunt et par leur volonté d'éviter une dégradation excessive de leur ratio de financement de la dette.

L'année 1986 : l'ajustement entre pays de l'OCDE

A l'intérieur de la zone de l'OCDE, les déséquilibres ont continué de s'aggraver en 1986. Pour les pays d'Europe, non compris les pays exportateurs d'énergie (Royaume-Uni, Norvège et Pays-Bas), l'excédent de la balance courante a augmenté d'un montant équivalant à 1.3 pour cent du PNB (1.9 pour cent du PNB dans le cas de l'Allemagne). L'excédent du Japon a lui aussi augmenté, à proportion de 0.7 pour cent du PNB. Aux Etats-Unis, l'aggravation du déficit courant se chiffre à 0.4 pour cent du PIB. Ce sont là des résultats décevants eu égard aux importants mouvements de taux de change qui étaient intervenus. Les forts excédents de l'Allemagne et du Japon se sont en fait réduits à prix constants, les importations de ces deux pays ayant augmenté, en volume, plus rapidement que leurs exportations. Mais les mouvements des termes de l'échange ont dans les deux cas pris le pas sur les évolutions en volume, conduisant à un gonflement des excédents courants, même mesurés en monnaie nationale. Les améliorations des termes de l'échange observées dans ces deux pays n'ont pas eu la même cause et pourraient avoir des implications différentes pour l'avenir. En Allemagne, l'effet classique de la courbe en J a fortement joué : les prix à l'exportation exprimés en dollars ont enregistré une hausse substantielle, qui devrait peser sur la croissance future des volumes exportés. Au Japon, l'effet de courbe en J a été moins sensible du fait que la hausse des prix à l'exportation mesurés en dollars a été modérée par une baisse sensible des mêmes prix exprimés en monnaie nationale. Mais le recul des prix du pétrole et des produits de base a eu un effet positif plus marqué sur la balance courante du Japon du fait de la forte dépendance de ce pays pour ces catégories de produits.

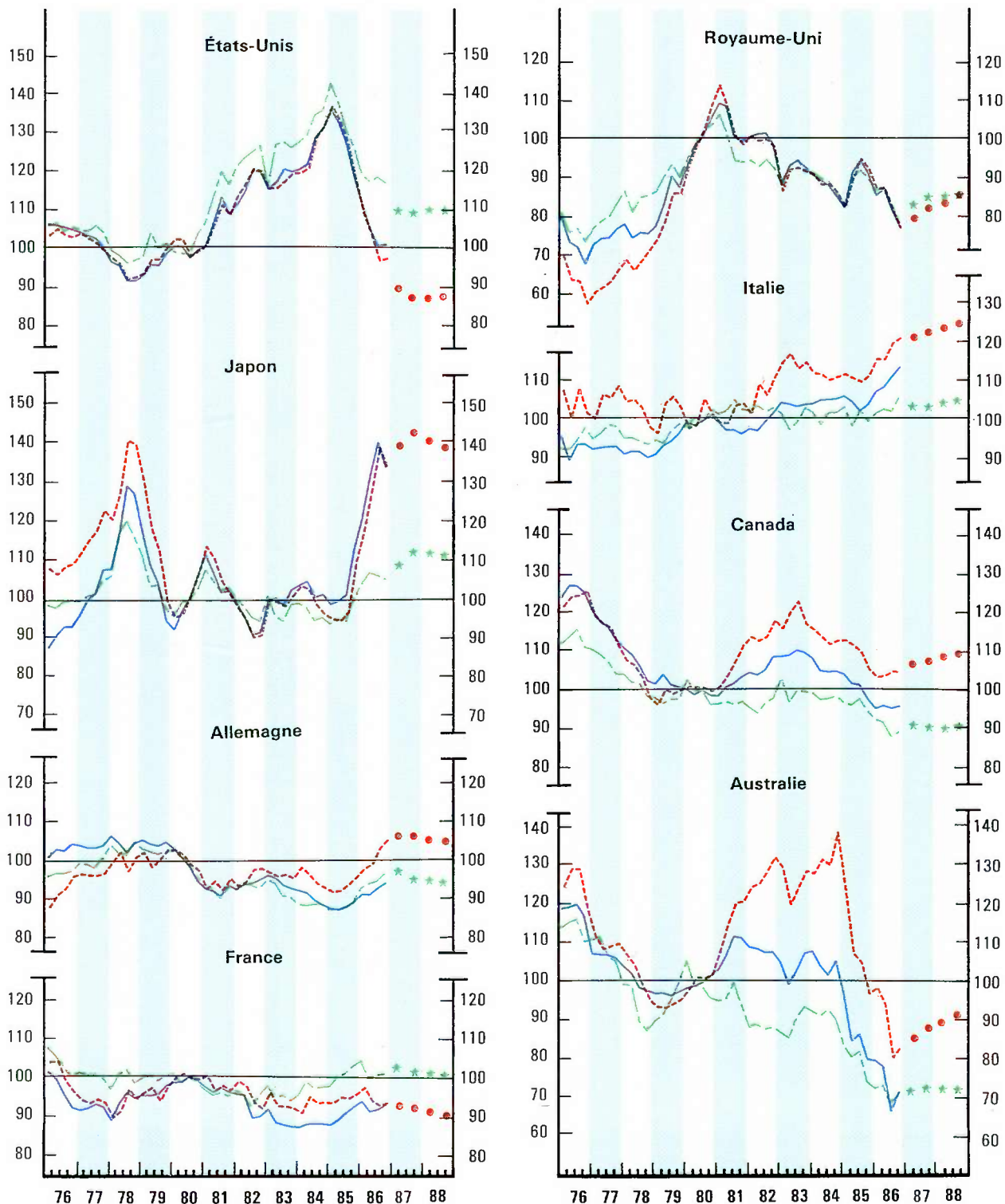
Dans le cas des Etats-Unis, les évolutions des échanges en volume n'ont pas contribué à l'ajustement extérieur. Les importations de produits manufacturés ont vivement progressé, d'une part, en raison de l'expansion relativement forte de la demande intérieure et, d'autre part, du fait que les prix à l'importation ont augmenté dans de bien moindres proportions que la dépréciation du dollar ne l'aurait normalement laissé prévoir. Les prix des produits manufacturés importés aux Etats-Unis n'ont augmenté que de 6 pour cent alors que les prix mondiaux à l'exportation exprimés en dollars ont enregistré une hausse de 18 pour cent, ce qui révèle une contraction sensible des marges bénéficiaires sur les exportations à destination des Etats-Unis. Le volume des importations énergétiques a aussi été extrêmement important en raison d'un accroissement de la consommation de pétrole, d'une baisse de la production et d'une forte variation positive de la formation de stocks. D'après les données du Census Bureau, les exportations de marchandises ont peu varié sur l'ensemble de l'année, la poursuite de leur fléchissement au premier semestre étant compensée par leur accélération au second¹.

MESURES DE LA POSITION CONCURRENTIELLE RELATIVE

Indices en dollars des États-Unis; 1980 = 100

- Coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre pour le secteur manufacturier
- Valeur moyenne relative des exportations de produits manufacturés
- Prix relatifs à la consommation
- ••••• Prévisions
- * * * * * Prévisions

Une baisse indique une amélioration de la position concurrentielle



MESURES DE LA POSITION CONCURRENTIELLE RELATIVE

Indices en dollars des États-Unis; 1980 = 100

- Coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre pour le secteur manufacturier
- Valeur moyenne relative des exportations de produits manufacturés
- Prix relatifs à la consommation
- ●●● Prévisions
- ★★★ Prévisions

Une baisse indique une amélioration de la position concurrentielle

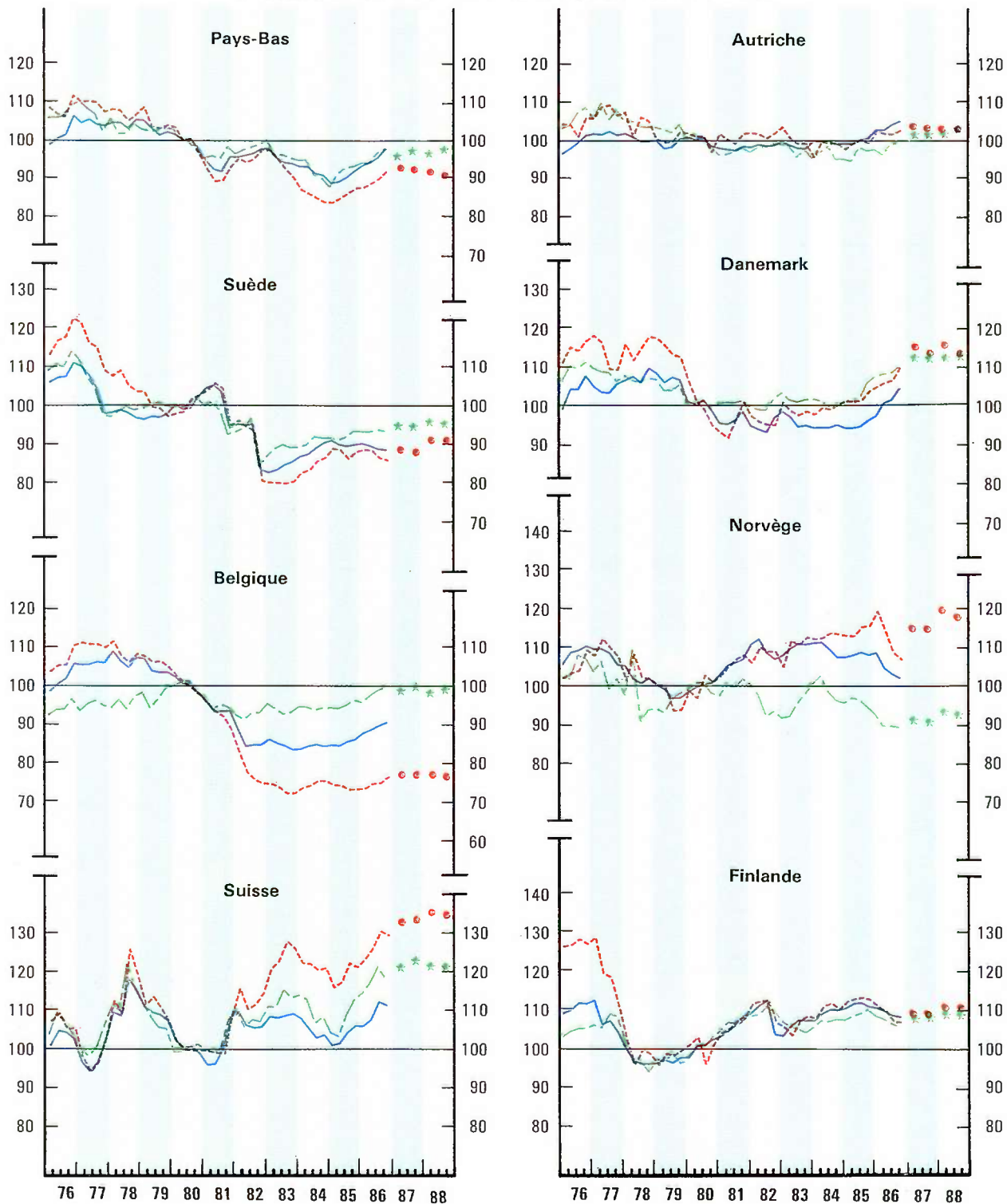


Tableau 29
Exportations de produits manufacturés
 Variation des taux de croissance en volume
 Rapport 1986/1985

Pays	Exportations	Croissance des marchés	Résultats à l'exportation	Prix relatifs à l'exportation ^{a)}
	Variation des taux de croissance			Variation en niveau
NPI	2.8	-2.5	5.0	-4.8
Canada	1.8	-2.7	3.9	-16.7
Etats-Unis	0.0	-1.2	1.0	-16.2
Royaume-Uni	-6.3	-1.4	-4.6	-3.5
France	-0.5	-2.1	1.5	4.7
Suède	-1.0	-0.8	-0.2	2.9
Danemark	-2.5	-2.6	0.6	8.2
Suisse	-6.2	-0.2	-5.6	13.8
Japon	-6.4	-3.0	-3.3	4.6
Allemagne	-6.0	-1.4	-4.5	11.2
Pays-Bas	-2.3	0.1	-2.2	5.1
Italie	-3.6	-1.9	-2.5	5.6
Belgique	-1.0	-0.4	-0.6	5.4
Espagne	-9.2	-3.2	-6.0	5.3
Autriche	-8.7	-1.4	-6.0	7.6

a) Dans ce tableau, les prix à l'exportation d'un pays donné sont rapportés à une moyenne pondérée des prix des autres pays exportateurs exprimés dans la même monnaie. Cette mesure permet de déterminer les parts de marché. Elle diffère de celle qui est utilisée au tableau 56 par le fait que cette dernière mesure la compétitivité à la fois sur les marchés d'exportation et sur les marchés d'importation.

Si les évolutions globales des balances courantes donnent à penser que l'ajustement n'a guère progressé en 1986, un examen plus détaillé des exportations de produits manufacturés en volume laisse entrevoir des résultats plus encourageants. Le tableau 29 présente, pour certains pays, les variations entre 1985 et 1986 des taux de croissance des exportations de produits manufacturés comparées aux variations de la croissance de leurs marchés, et rapproche ces données de l'évolution de la compétitivité-prix des exportations. On y observe qu'en général, les pays dont la position concurrentielle relative s'est améliorée en 1986 sont également ceux dont la croissance des exportations s'est accélérée par rapport à l'expansion de leurs marchés, et que les pays dont la compétitivité s'est dégradée ont connu une évolution inverse. Les seules exceptions sont le Royaume-Uni, dont la croissance des exportations s'est ralentie malgré un gain de compétitivité, et la France, pour laquelle une légère détérioration de la position concurrentielle n'a pas empêché une accélération de la croissance des exportations par rapport à celle de ses marchés.

Un point qui est mis en évidence par le tableau est la forte variation positive du taux de pénétration des nouveaux pays industriels ; un autre est la décélération très marquée de la croissance des exportations aussi bien au Japon qu'en Allemagne. Par rapport à l'expansion des débouchés, cette décélération est un peu plus sensible pour l'Allemagne que pour le Japon, ce qui est d'ailleurs conforme à l'évolution relative de la compétitivité à l'exportation de ces deux pays. Bien qu'il soit difficile de procéder à des comparaisons à un niveau plus fin d'analyse, il apparaît qu'à l'intérieur de l'Europe, une certaine redistribution des marchés s'est opérée au détriment de l'Allemagne et du Royaume-Uni et au profit de la France et de l'Italie ; les premiers bénéficiaires des parts de marché perdues par le Japon sont sans doute d'autres exportateurs asiatiques. Aux Etats-Unis, si la contraction des parts de marché à l'exportation s'est sensiblement ralentie, cette amélioration est bien moindre qu'on n'aurait pu l'escompter sur la base des rapports passés entre les variations des prix relatifs à l'exportation et des résultats à l'exportation. Il est possible que les chefs d'entreprise des Etats-Unis aient été plus lents que par le passé à réagir à l'amélioration de leur compétitivité, en raison peut-être des capacités d'exportation mises en sommeil pendant la période d'appréciation du dollar. Etant donné la rapidité avec laquelle les taux de change se sont modifiés, ce fait a pu freiner les exportations en 1986 mais devrait contribuer à leur accélération dans les années suivantes. Il est également possible que le nombre croissant des implantations de producteurs non américains aux Etats-Unis commence aussi à faire sentir ses effets sur les échanges de ce pays.

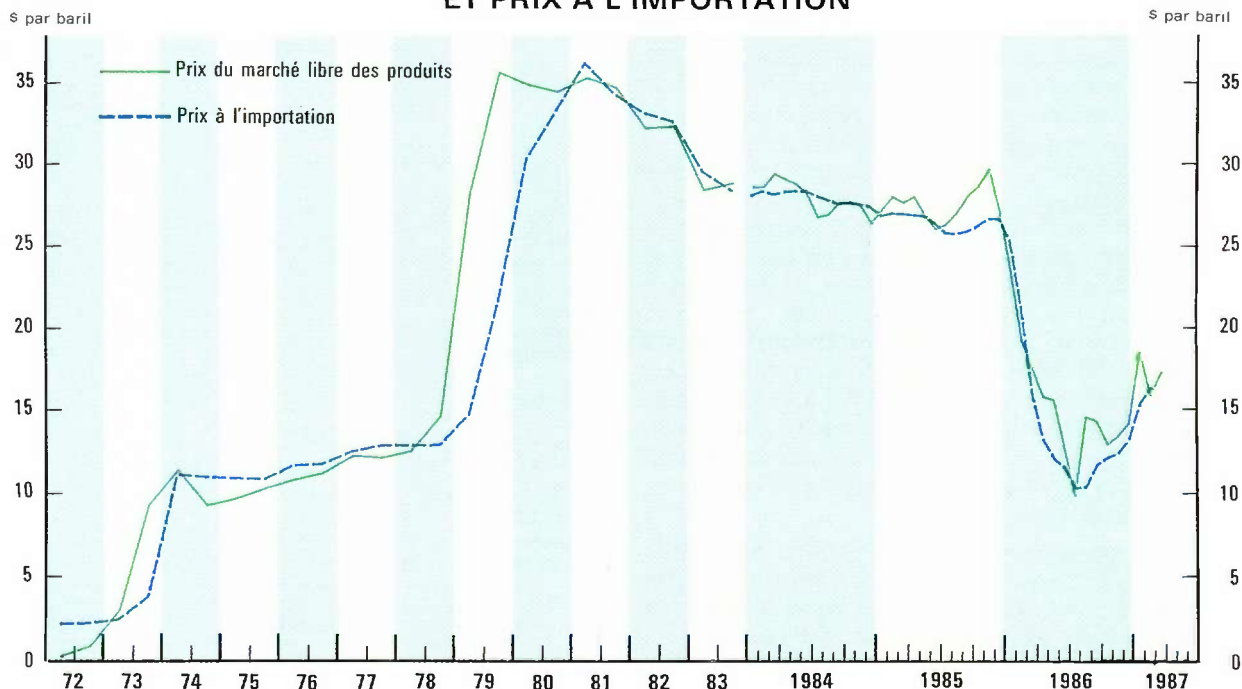
Les échanges mondiaux de produits manufacturés semblent s'être fortement ralentis au premier semestre de 1987, sous l'effet d'un tassement marqué de la croissance dans la zone de l'OCDE et d'une série de

facteurs momentanés, comme la baisse probable des stocks de produits importés aux Etats-Unis et l'arrêt des importations officielles d'or par le Japon. Bien que l'on ne prévoit qu'une faible accélération de la croissance économique dans la zone de l'OCDE, la progression des échanges de produits manufacturés devrait s'affermir quelque peu à mesure que l'effet de ces facteurs temporaires s'atténue. A l'échelle mondiale, la croissance des échanges de produits manufacturés (mesurée sur la base d'un indicateur fondé sur les importations) devrait diminuer d'environ 1/2 point en 1987. Le tassement des échanges totaux sera un peu plus marqué du fait que le commerce des produits énergétiques fléchira probablement, par suite de réductions de la production dans les pays de l'OPEP. La croissance des échanges mondiaux devrait se redresser en 1988, sous l'effet d'une reprise probable de la production énergétique et de la poursuite de l'expansion des échanges des autres produits de base.

Pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, on prévoit une sensible détérioration des termes de l'échange de 1986 à 1987, due à la hausse des prix du pétrole, qui réduirait de près de moitié l'amélioration enregistrée en 1986. Une nouvelle dégradation de faible ampleur est probable en 1988. Le redressement des termes de l'échange qui en résulterait pour les pays non membres,

GRAPHIQUE L

PÉTROLE : PRIX DU MARCHÉ LIBRE DES PRODUITS (1) ET PRIX A L'IMPORTATION

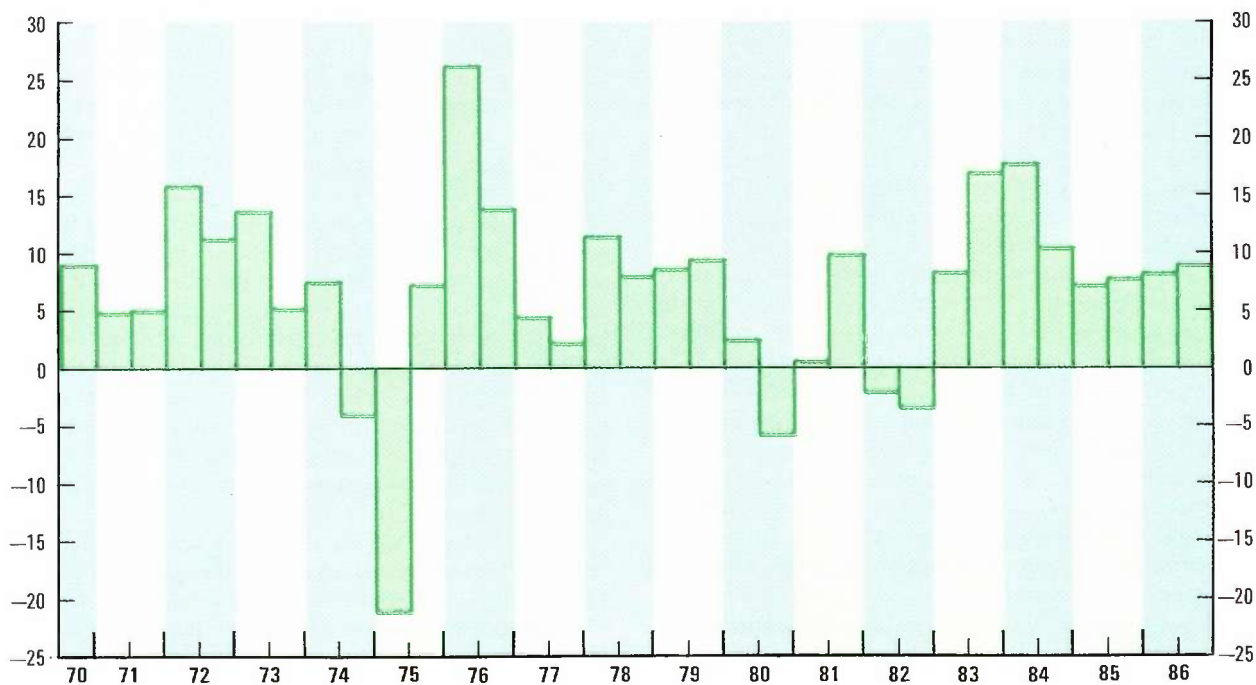


1. Le prix du marché libre des produits est défini comme le rendement moyen de trois produits sur le marché européen duquel 2,5 dollars ont été soustraits.

GRAPHIQUE M

IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS DE L'OCDE, PRIX DE 1982

Pourcentages de variation, à taux annuels



et en particulier pour ceux de l'OPEP, devrait autoriser ceux-ci à desserrer quelque peu les restrictions à l'importation, de sorte que l'effet de freinage que l'ajustement opéré dans le reste du monde exerce sur les taux de croissance des pays de l'OCDE pourrait disparaître en 1987. Les exportations nettes pourraient apporter une légère contribution positive à la croissance de la zone aussi bien en 1987 qu'en 1988.

On prévoit que le déficit courant de la zone de l'OCDE restera à peu près stable en 1987 et se creusera légèrement en 1988. Ce mouvement pourrait être plus que compensé par une réduction du déficit des autres régions, car l'écart statistique de la balance mondiale devrait continuer à se réduire ; cette tendance récemment observée concerne essentiellement les services hors revenus des facteurs, poste sur lequel on constate une amélioration sensible des statistiques.

Hors de la zone de l'OCDE, les perspectives des différents groupes de pays sont contrastées. Pour les pays en développement à faible revenu et à revenu intermédiaire, le redressement des prix du pétrole et la faiblesse persistante des prix des produits de base ne permettent pas d'escompter de nouvelles améliorations des termes de l'échange. En conséquence, le principal déterminant de la croissance de leurs importations sera sans doute les flux de capitaux en provenance des pays développés. Il est improbable que des capitaux privés seront offerts en grandes quantités – et les financements disponibles pourraient être assortis de conditions que ces pays n'auraient pas les moyens d'accepter. La croissance de l'aide publique au développement risque par ailleurs d'être limitée par le resserrement des budgets dans les pays de l'OCDE. L'augmentation en volume des importations de ce groupe de pays devrait donc rester faible en 1987-88 ; la position de leur balance courante pourrait se stabiliser en 1987 et n'enregistrer qu'une très minime amélioration en 1988.

La croissance des exportations devrait s'accroître dans les NPI. La rapidité avec laquelle l'excédent du Brésil a disparu révèle les dangers d'une évolution trop marquée en ce sens, mais diverses pressions, en particulier de certains pays de l'OCDE, inciteront sans doute les pays asiatiques à importer davantage afin de protéger leurs propres marchés d'exportation. En conséquence, la croissance des importations de produits manufacturés des NPI pourrait atteindre 10 pour cent par an en 1987-88 et contribuer à un tassement de leur excédent courant ; leur excédent commercial devrait fléchir, passant de 34 milliards de dollars en 1986 à moins de 25 milliards en 1988.

Les évolutions du marché pétrolier seront cruciales pour les pays exportateurs de pétrole. Dans la zone de l'OCDE, la consommation de pétrole devrait s'accroître de moins de 1 pour cent en 1987, contre 2.6 pour cent l'an dernier. Trois facteurs devraient contribuer à ce ralentissement : un mouvement de déstockage chez les utilisateurs finals, un progrès du gaz naturel qui regagnerait des parts de marché par rapport au fuel lourd, et un certain tassement de la demande dans le secteur des

transports. On peut aussi prévoir une légère contraction des stocks. Comme la production pétrolière des pays de l'OCDE restera probablement inchangée en 1987 (une nouvelle baisse attendue aux Etats-Unis étant compensée par une accélération de la production en Norvège), les importations de la zone devraient diminuer cette année, avant de reprendre en 1988, lorsque le mouvement de déstockage atteindra son terme. Les prix du pétrole restant par hypothèse inchangés, la diminution des recettes des pays exportateurs résultant du moindre volume des expéditions imposera à ceux-ci, s'ils veulent maintenir durablement l'amélioration de leur balance courante, de continuer à freiner leurs importations. Ces restrictions pourraient toutefois s'atténuer en 1988 avec le redressement de leurs recettes d'exportation.

Si l'ajustement est à peu près complètement réalisé hors de la zone de l'OCDE, on prévoit qu'il prendra de l'ampleur à l'intérieur de la zone en 1987. Pour la moyenne des pays de l'OCDE à l'exclusion des Etats-Unis, les importations en volume devraient progresser à un rythme dépassant celui des exportations de plus de 1½ point en 1987 et de 2 points environ en 1988, ce qui implique pour les pays de l'OCDE autres que les Etats-Unis une influence négative sur la croissance d'environ ½ pour cent par an en moyenne. Aux Etats-Unis, par contre, le secteur extérieur pourrait apporter une contribution positive d'environ ¾ pour cent par an. Les exportations des Etats-Unis pourraient enregistrer une croissance sensiblement plus rapide que celle de leurs marchés, tandis que la plupart des autres pays de l'OCDE devraient perdre des parts de marché à l'exportation en 1987 et 1988, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Australie, dont le taux de change effectif s'est affaibli, ainsi que du Canada, dont les exportateurs bénéficieront sans doute de la relative stabilité de leur monnaie vis-à-vis du dollar des Etats-Unis.

En 1987, la croissance des exportations de marchandises des Etats-Unis pourrait dépasser de plus de 12 points en termes réels celle des importations. Les termes de l'échange devraient cependant se dégrader de 8 points, ce phénomène s'expliquant d'une part par la hausse des prix du pétrole à l'importation, et d'autre part par l'augmentation probable du prix d'importation des produits manufacturés à un rythme plus proche de l'évolution du taux de change effectif du dollar que ce n'a été le cas les années précédentes. Les effets négatifs initiaux de la courbe en J seront donc importants en 1987, alors qu'ils avaient été beaucoup plus faibles en 1986, malgré une baisse plus marquée du taux de change effectif. Etant donné l'ampleur du déséquilibre initial, la résultante de ces évolutions en volume et en prix est une nouvelle dégradation de la balance commerciale des Etats-Unis en 1987. En 1988, le déficit commercial pourrait commencer à se réduire en raison d'une croissance de la demande intérieure totale moins rapide aux Etats-Unis que dans le reste de la zone de l'OCDE et de l'effet très fortement positif des mouvements des taux de change sur le volume des importations

Tableau 30

Balance des opérations courantes des principaux pays et groupes de pays de l'OCDE

Milliards de dollars, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986		1987		1988	
						II	I	II	I	II	
Etats-Unis	-106.5	-117.7	-140.6	-147	-126	-144.3	-149	-145	-132	-120	
Japon	35.0	49.2	86.0	95	87	96.5	95	95	86	88	
Allemagne	7.0	13.2	35.8	37	29	41.0	40	34	29	29	
France	-0.8	-0.2	3.5	2	-1	3.7	4	1	0	-1	
Royaume-Uni	1.7	3.8	-1.6	-3	-6	-4.9	-1	-4	-5	-7	
Italie	-2.9	-4.2	5.1	3	-1	10.3	5	1	0	-2	
Canada	2.6	-0.4	-6.3	-4	-4	-6.1	-4	-4	-4	-5	
Total des pays ci-dessus	-63.9	-56.3	-18.2	-17	-22	-3.7	-11	-22	-26	-18	
Autres pays de l'OCDE	-2.3	-2.6	-1.5	-6	-8	-1.9	-5	-7	-7	-9	
Total de l'OCDE	-66.2	-58.9	-19.7	-23	-30	-5.7	-16	-29	-34	-27	
Quatre grands pays européens	5.0	12.6	42.8	40	21	50.2	47	32	23	19	
OCDE Europe	12.7	20.0	52.0	44	23	57.6	52	35	26	20	
CEE	6.7	15.1	50.4	45	25	54.7	52	37	28	22	
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	40.2	58.8	120.9	124	96	138.6	133	116	98	93	

et exportations. Sur la période considérée, la balance des services hors revenus d'investissements devrait enregistrer une amélioration plus marquée que la balance commerciale, qui pourrait n'être qu'en partie neutralisée par un recul du revenu net des investissements. Au total, le déficit de la balance des opérations courantes devrait diminuer de l'équivalent de quelque $\frac{3}{4}$ pour cent du PNB entre 1986 et 1988, pour s'établir à un montant correspondant à un peu plus de $2\frac{1}{2}$ pour cent de cet agrégat (tableau 30).

Tableau 31

Balance des opérations courantes des autres pays de l'OCDE

Milliards de dollars

	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	-0.2	-0.1	0.1	- $\frac{1}{2}$	-1
Belgique-Luxembourg	0	0.7	3.8	$4\frac{1}{2}$	$4\frac{1}{2}$
Danemark	-1.6	-2.7	-4.3	- $3\frac{1}{4}$	- $3\frac{1}{4}$
Finlande	0	-0.8	-0.8	- $1\frac{1}{2}$	- $1\frac{3}{4}$
Grèce	-2.1	-3.3	-1.7	- $1\frac{1}{2}$	- $1\frac{1}{4}$
Islande	-0.1	-0.1	0	0	-
Irlande	-0.9	-0.6	-0.4	- $\frac{1}{2}$	- $\frac{1}{2}$
Pays-Bas	5.0	5.2	4.8	$2\frac{3}{4}$	$2\frac{1}{2}$
Norvège	3.0	3.0	-4.5	-5	- $4\frac{1}{2}$
Portugal	-0.6	0.4	1.3	$\frac{1}{2}$	0
Espagne	2.0	2.7	4.2	$2\frac{1}{4}$	$1\frac{1}{2}$
Suède	0.4	-1.2	0.8	0	- $\frac{3}{4}$
Suisse	4.4	5.2	7.5	$7\frac{1}{2}$	$7\frac{1}{4}$
Turquie	-1.4	-1.0	-1.5	- $1\frac{3}{4}$	- $1\frac{1}{2}$
Total des pays européens ci-dessus	7.7	7.4	9.2	4	$1\frac{1}{2}$
Australie	-8.5	-8.7	-9.3	- $8\frac{3}{4}$	- $8\frac{1}{2}$
Nouvelle-Zélande	-1.6	-1.3	-1.4	- $1\frac{1}{4}$	- $1\frac{1}{4}$
Total des pays ci-dessus	-2.3	-2.6	-1.5	- $6\frac{1}{4}$	- $8\frac{1}{4}$
OCDE Europe	12.7	20.0	52.0	$43\frac{1}{2}$	$22\frac{3}{4}$
CEE	6.7	15.1	50.4	$44\frac{3}{4}$	$24\frac{3}{4}$

Au Japon, l'excédent commercial pourrait augmenter en 1987 mais se contracter légèrement en 1988. En 1987, l'amélioration des termes de l'échange résultant de l'appréciation du yen devrait être particulièrement marquée, faisant plus que compenser les effets combinés de la hausse des prix pétroliers et des ajustements des échanges en volume. Mais on prévoit qu'en 1988 ces derniers prendront le pas sur les effets induits par les termes de l'échange et amèneront une réduction de l'excédent commercial. L'augmentation de l'excédent courant en 1987 est un peu inférieure à celle du seul excédent commercial ; l'aggravation du déficit de la balance des services hors revenus des facteurs pourrait dépasser l'amélioration prévue du revenu des investissements. En pourcentage du PNB, l'excédent de la balance courante diminue en 1987 et continue de fléchir en 1988 pour s'établir aux environs de $3\frac{1}{2}$ pour cent. Dans le cas de l'Allemagne, l'excédent courant pourrait enregistrer une contraction comparativement plus importante, tombant peut-être à à peine plus de $2\frac{1}{2}$ pour cent du PNB en 1988 (graphique N). Plusieurs facteurs permettent d'expliquer la différence des évolutions prévues pour l'Allemagne et le Japon sur la période examinée malgré la plus forte appréciation de la monnaie japonaise en termes effectifs. Les exportateurs japonais ont davantage comprimé leurs prix que leurs homologues allemands, de sorte que le recul du Japon sur les marchés d'exportation n'est qu'à peine supérieur à celui de l'Allemagne. Par ailleurs, la demande d'importations du Japon est limitée par les prévisions de croissance de la demande intérieure, plus faible dans ce pays qu'en Allemagne. En termes absolus, l'effet de cette divergence de la demande sur les balances des opérations courantes est amplifié par le fait que les importations ont un poids beaucoup plus fort en Allemagne qu'au Japon. En outre, les importations d'or du Japon devraient accuser un recul sensible en 1987 après la pointe enregistrée en 1986.

Perspectives à moyen terme

Malgré les ajustements des soldes extérieurs prévus au cours des dix-huit prochains mois, les déséquilibres devraient rester très importants à la fin de la période considérée (graphique N). A plus long terme, les perspectives sont évidemment plus incertaines ; cependant, les travaux de l'OCDE fondés sur l'extrapolation des politiques et des taux de change actuellement observés, et sur un taux de croissance à peu près identique aux Etats-Unis et dans le reste de l'OCDE, indiquent que le déficit de la balance courante des Etats-Unis et l'excédent japonais pourraient l'un et l'autre continuer d'augmenter après 1988, poussant à un niveau record la position débitrice nette des Etats-Unis, ainsi que la position créditrice nette du Japon.

Cela ne signifie pas que les évolutions des taux de change qui sont intervenues depuis 1985 sont sans effet sur les déséquilibres extérieurs. Au contraire, en leur absence, les déséquilibres auraient été considérablement plus importants que ceux prévus aujourd'hui par l'OCDE. Cependant, les effets des variations des taux de change sur les échanges tendent à se réduire au cours du temps, de sorte que les mouvements des monnaies enregistrés jusqu'ici contribueront de moins en moins à l'ajustement extérieur après 1988. Il convient toutefois

de noter que l'ampleur exceptionnelle des modifications des taux de change nominaux et réels depuis 1980 rend particulièrement difficile l'anticipation de l'évolution des échanges. En conséquence, la marge d'erreur qui s'attache à ces projections de balances courantes est extrêmement grande.

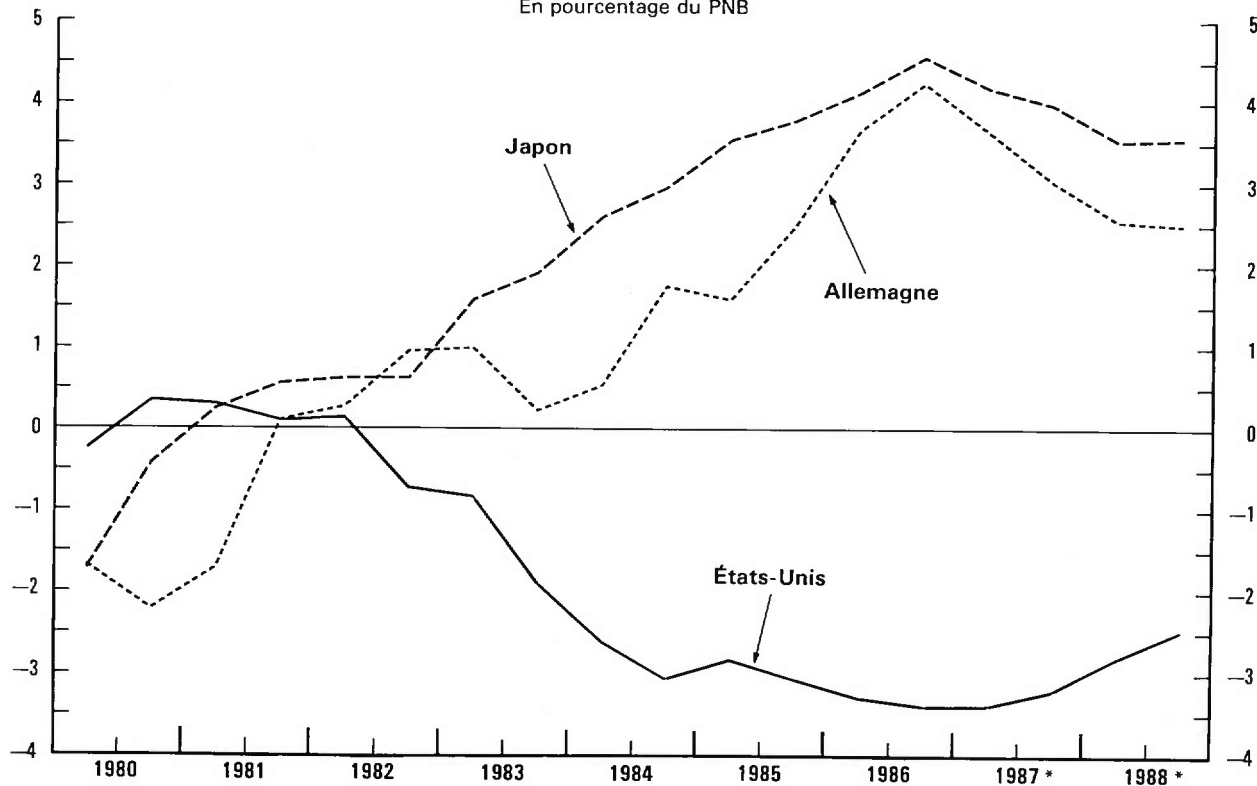
Le premier facteur, et sans doute le plus important, est le fort différentiel des taux de croissance – notamment de la demande intérieure – entre les Etats-Unis et le reste de l'OCDE au début de la reprise actuelle qui, bien qu'ayant pratiquement disparu, ne s'est pas inversé, ce qui conduit au maintien de l'écart entre les niveaux de revenu et, partant, les niveaux des importations. En second lieu, à force d'accumuler les déficits courants ces dernières années, les Etats-Unis sont passés de la situation de créancier net à celle de débiteur net envers le reste du monde ; cette dégradation de la position extérieure nette, qui atteint quelque 400 milliards de dollars sur les six dernières années si l'on tient compte des opérations non recensées, implique une perte permanente de revenus d'investissements qui ne peut qu'être aggravée par les déficits de la balance courante prévus dans les années à venir.

Le tour d'horizon qui vient d'être fait des facteurs influant sur les grands déséquilibres laisse entrevoir que

GRAPHIQUE N

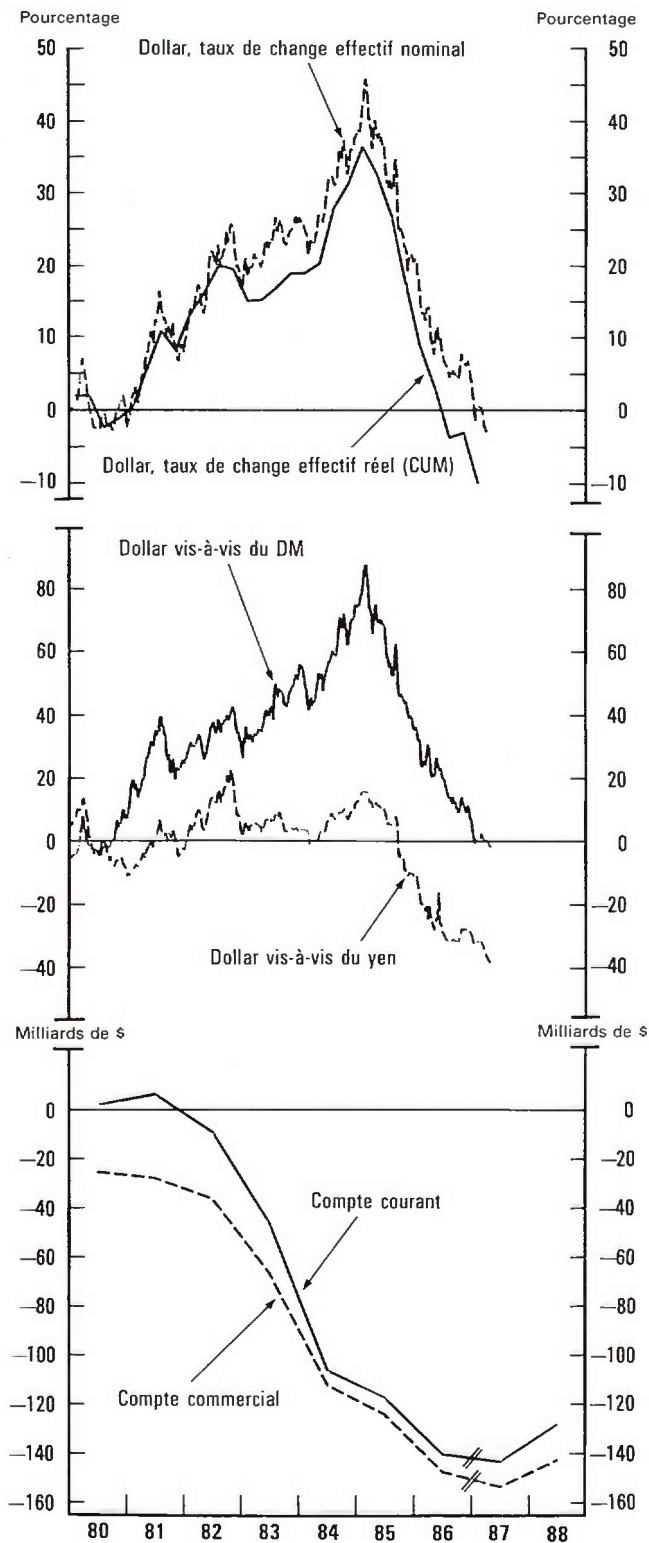
LE DÉSÉQUILIBRE DES BALANCES COURANTES

En pourcentage du PNB



* Les données pour 1987 et 1988 sont des prévisions de l'OCDE.

**ÉTATS-UNIS : TAUX DE CHANGE (1)
ET BALANCES EXTÉRIEURES**



1. Variations en pourcentage par rapport aux niveaux moyens de 1980.

ceux-ci ne pourront être facilement résorbés et, dans l'état présent de la conjoncture et des politiques économiques, pourraient même s'aggraver. Mais l'accumulation de déficits ou d'excédents extérieurs et les problèmes de financement qu'ils soulèvent (examinés à la section suivante) donnent à penser que ces déséquilibres ne devraient pas se maintenir indéfiniment. Dans ces conditions, quelles sont les évolutions qui pourraient favoriser un redressement de la situation ?

En l'absence d'autres changements, la réaction la plus probable à des déséquilibres prolongés semble devoir être une nouvelle pression à la baisse sur le dollar et une pression à la hausse sur les monnaies des pays excédentaires, comme on l'a constaté ces derniers mois malgré l'Accord du Louvre. Cette éventualité renforcerait la compétitivité des Etats-Unis et entraînerait un redéploiement des ressources vers le secteur extérieur, redéploiement dont l'ampleur serait cependant fortement tributaire de l'orientation de la politique économique². Les possibilités d'amortir les variations des taux de change par de nouvelles compressions des marges bénéficiaires paraissent limitées, de sorte que la dépréciation du dollar se répercuterait à peu près intégralement dans le prix des importations américaines, accentuant les tensions inflationnistes aux Etats-Unis mais y renforçant aussi la dynamique de l'ajustement des volumes. Le risque de ce type d'ajustement « forcé », outre les incertitudes créées par le fait que son ampleur et son déroulement temporel sont inconnus, est la poussée probable de l'inflation aux Etats-Unis et l'affaiblissement de la croissance dans les autres pays sous l'effet à la fois d'une contraction des exportations nettes et du fléchissement de l'investissement qui en résulterait. Face à l'accélération de l'inflation, les autorités monétaires américaines pourraient en outre resserrer leur politique, provoquant une hausse substantielle des taux d'intérêt à court terme. Cet enchaînement pourrait conduire à diverses éventualités – dont bon nombre ne sont guère plaisantes à envisager : au minimum, il en résulterait un ralentissement de la croissance mondiale et une aggravation des problèmes rencontrés par les pays en voie de développement.

Les risques qu'entraîne une telle perspective plaident en faveur d'une action plus « volontariste ». Fondamentalement, le problème des déséquilibres internationaux se ramène à celui des déséquilibres intérieurs des grands pays. Des mesures de politique économique visant à remédier aux déséquilibres de l'épargne et de l'investissement réduiraient l'ampleur de l'ajustement à opérer par le biais de profondes modifications des prix relatifs. Ce qui est évoqué ici ne vise pas seulement la réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis qui, de l'avis général, devrait entraîner un apport net de ressources au secteur extérieur, surtout si elle est liée à une nouvelle baisse du taux de change. Il est également nécessaire d'agir sur d'autres plans si l'on veut favoriser le redéploiement des ressources qu'appelle la situation sans compromettre la croissance mondiale. Il faudrait en particulier que le Japon et l'Allemagne s'efforcent, par

des mesures à la fois budgétaires et structurelles, d'orienter davantage de ressources vers le secteur intérieur afin de soutenir une croissance de la demande intérieure sensiblement plus forte qu'elle ne l'est actuellement. Ce «rééquilibrage» de la politique budgétaire, dans l'esprit de l'Accord du Louvre, contribuerait au processus d'ajustement. Pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, les effets de ces diverses mesures pourraient être en principe à peu près «neutres» pour la croissance, tout en soutenant les infléchissements nécessaires de la croissance relative de la demande et de la production dans les différents pays – la demande intérieure étant amenée à progresser moins vite que la production aux Etats-Unis pendant que l'inverse se produirait dans les autres pays. Une telle évolution pourrait conduire à un rééquilibrage des balances courantes à peu près de même ampleur que l'ajustement «forcé», mais à un niveau d'activité sensiblement plus élevé à l'échelle mondiale et donc avec un moindre risque de bouleversement économique majeur.

NOTES

1. L'analyse prix-volume des exportations des Etats-Unis est particulièrement délicate à l'heure actuelle. Les données rétrospectives et les projections présentées ici utilisent les statistiques des valeurs unitaires établies par le Census Bureau, qui diffèrent sensiblement des séries relatives aux prix à l'exportation utilisées pour l'établissement des comptes nationaux. Les incertitudes sont particulièrement grandes pour les exportations de biens manufacturés. Les statistiques des comptes nationaux indiquent qu'au cours de l'année 1986, les prix à l'exportation des biens manufacturés ont augmenté de 6 pour cent de moins qu'il n'apparaît dans les statistiques publiées par le Census Bureau ; en contrepartie, les chiffres des comptes nationaux impliquent une croissance d'autant plus forte des exportations en volume sur la même période.
2. Le problème de l'ajustement fait l'objet d'une analyse et d'une évaluation chiffrée dans A. Dean et V. Koromzay, «Déséquilibres des balances courantes et mécanismes d'ajustement», *Revue économique de l'OCDE* n° 8, printemps 1987.

ÉVOLUTION MONÉTAIRE INTERNATIONALE

On examinera d'abord dans cette section l'Accord du Louvre, conclu en février entre six grands pays, pour l'adoption de politiques propres à favoriser l'ajustement et à stabiliser les taux de change. On considérera ensuite l'évolution monétaire internationale dans la période récente, en particulier dans le domaine des taux de change et du financement des balances courantes.

L'Accord du Louvre

La réunion qui s'est tenue au Louvre le 22 février dernier intervenait dans un climat de tensions et d'incertitudes croissantes sur les marchés internationaux de capitaux. Après quelques mois de relative stabilité, les pressions sur les changes avaient repris de plus belle, le dollar s'effondrant vis-à-vis de presque toutes les monnaies malgré l'accord de politique économique conclu entre les Etats-Unis et le Japon en octobre 1986, où les deux pays s'entendaient pour estimer que le cours du dollar contre le yen cadrait à peu près avec les données économiques fondamentales du moment. Jointe aux doutes portant sur le rythme de l'ajustement et à des déclarations officielles exceptionnellement fermes mais contradictoires, cette évolution faisait craindre que le mouvement de baisse du dollar amorcé depuis deux ans ne prenne l'allure d'un parcours désordonné, avec de graves conséquences pour le taux d'inflation aux Etats-Unis et pour la croissance économique globale. Les pressions s'exerçant sur le dollar avaient aussi contribué à la flambée de tensions observée au sein du Système Monétaire Européen et au réalignement de parités de la mi-janvier qui, à la différence des précédents, semblait motivé par des considérations financières plus que par les données fondamentales comme les écarts d'inflation, la compétitivité relative ou les déséquilibres commerciaux entre pays Membres.

Les six grands pays industrialisés réunis au Louvre rendirent publics un certain nombre d'engagements concernant à la fois la conduite de la politique économique et les taux de change. L'Accord reposait sur une même analyse de la situation économique et des problèmes qu'elle posait, à savoir, d'une part, que les déséquilibres extérieurs considérables observés à l'heure actuelle ne sont pas soutenables à moyen terme pour des raisons économiques, financières et politiques et, d'autre part, que de nouvelles et fortes variations des taux de change pourraient, par leurs effets néfastes sur la confiance et, plus généralement, sur les résultats économiques, faire finalement plus de mal que de bien, tout au

moins à court terme. C'est pourquoi il fallait désormais privilégier les inflexions de la politique économique et les mesures d'action sur la demande interne propres à favoriser la poursuite de l'ajustement externe.

Dans la ligne ainsi tracée, les Etats-Unis prirent deux engagements : continuer à résister au protectionnisme et persévérer dans leurs efforts de réduction du déficit du budget fédéral (en le ramenant des 3.9 pour cent du PNB auquel il est estimé pour l'exercice 1987 à 2.3 pour cent pendant l'exercice 1988). Le Japon et l'Allemagne avaient abaissé leurs taux d'intérêt à court terme peu avant ou annoncèrent cette baisse lors même de la réunion. Le Japon s'engageait en outre à mettre en œuvre des politiques monétaire et budgétaire favorisant l'expansion de la demande intérieure et contribuant ainsi à la réduction de l'excédent extérieur. L'Allemagne, pour sa part, fit savoir qu'elle procéderait à une réforme fiscale d'ensemble et augmenterait l'importance des allègements fiscaux déjà prévus pour 1988. D'une manière générale, les pays excédentaires « se sont engagés à suivre des politiques destinées à renforcer leur demande intérieure et à réduire leurs excédents extérieurs tout en maintenant la stabilité des prix »¹.

Se fondant sur cette analyse de la situation et prenant en compte ces engagements, les six pays s'accordèrent à penser que l'évolution des taux de change depuis l'Accord du Plaza en septembre 1985 avait conduit leurs monnaies « dans des bandes de fluctuation globalement compatibles avec les données économiques fondamentales » et qu'elle contribuerait de façon croissante à la réduction des déséquilibres extérieurs. Dans ces conditions, les six pays « sont convenus de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels ». Bien que le communiqué ne fasse pratiquement pas allusion à des interventions officielles, diverses indications permettent de penser que les banques centrales se sont clairement entendues sur une action concertée et sur la nécessité du secret, considéré comme le meilleur garant de l'efficacité.

Ce n'est pas parce qu'on jugeait souhaitable une période de plus grande stabilité des taux de change qu'on estimait que la configuration des parités monétaires et des politiques économiques du moment assurerait la correction intégrale des déséquilibres extérieurs. Comme on vient de le voir, il est douteux qu'il en aille ainsi. Malgré tout, une pause apparaissait souhaitable pour pouvoir mieux évaluer la situation, notamment en ce qui concerne la réaction des économies et des échanges commerciaux aux variations des taux de change des deux dernières années, donner le temps aux autorités nationales de mettre en œuvre les mesures qu'elles s'engageaient à prendre et, enfin, rétablir la

Tableau 32
Variations des taux de change de certaines monnaies

		Debut Mai 1987 ^a Variations en pourcentages depuis:							
		G.6 ^b	Un an	G.5 ^c	\$ maximum ^d	1984 (moyenne)	1983 (moyenne)	1980 ^e	1980 (moyenne)
Dollar	effectif	-4.67	-11.56	-28.50	-34.33	-26.27	-21.94	-4.67	-4.38
	<i>vis-à-vis yen</i>	-9.70	-15.64	-42.67	-46.79	-41.54	-41.52	-32.20	-37.36
	<i>vis-à-vis DM</i>	-2.77	-19.21	-38.78	-47.81	-37.62	-30.46	-9.42	-2.29
	<i>vis-à-vis FF</i>	-2.25	-15.55	-32.92	-43.11	-32.14	-22.18	30.68	40.33
	<i>vis-à-vis £</i>	-9.01	-8.51	-19.77	-36.52	-20.76	-9.75	41.92	38.42
Yen	effectif	8.87	12.19	51.62	54.34	51.84	59.60	65.49	85.10
	<i>vis-à-vis \$</i>	10.74	18.53	74.41	87.95	71.05	71.00	47.49	59.63
	<i>vis-à-vis DM</i>	7.67	-4.23	6.77	-1.92	6.69	18.91	33.60	55.97
	<i>vis-à-vis FF</i>	8.26	0.10	17.01	6.92	16.07	33.06	92.74	124.02
	<i>vis-à-vis £</i>	0.76	8.45	39.94	19.31	35.54	54.33	109.33	120.97
DM	effectif	-0.76	7.25	14.12	17.89	16.84	16.84	29.37	25.84
	<i>vis-à-vis \$</i>	2.85	23.77	63.36	91.62	60.32	43.81	10.40	2.35
	<i>vis-à-vis yen</i>	-7.13	4.42	-6.34	1.96	-6.27	-15.90	-25.15	-35.89
	<i>vis-à-vis FF</i>	0.54	4.53	9.59	9.01	8.79	11.90	44.27	43.63
	<i>vis-à-vis £</i>	-6.42	13.24	31.07	21.64	27.04	29.79	56.68	41.68
FF	effectif	-1.23	0.95	1.59	5.26	4.23	1.91	-14.21	-15.57
	<i>vis-à-vis \$</i>	2.30	18.41	49.07	75.79	47.36	28.51	-23.48	-28.74
	<i>vis-à-vis yen</i>	-7.63	-0.10	-14.53	-6.47	-13.85	-24.85	-48.12	-55.36
	<i>vis-à-vis DM</i>	-0.54	-4.33	-8.75	-8.27	-8.08	-10.64	-30.69	-30.37
Sterling	effectif	6.70	-4.78	-12.13	-0.83	-7.36	-11.15	-23.15	-17.59
	<i>vis-à-vis \$</i>	9.91	9.30	24.63	57.53	26.20	10.80	-29.54	-27.76
	<i>vis-à-vis yen</i>	-0.75	-7.79	-28.54	-16.18	-26.22	-35.20	-52.23	-54.75
	<i>vis-à-vis DM</i>	6.86	-11.69	-23.70	-17.79	-21.28	-22.95	-36.18	-29.42
Lire	effectif	-1.24	1.92	6.00	1.27	-1.24	-4.68	-17.19	-19.70
	<i>vis-à-vis \$</i>	1.87	18.28	52.55	66.59	37.73	19.08	-27.07	-32.86
	<i>vis-à-vis yen</i>	-8.01	-0.22	-12.54	-11.36	-19.48	-30.36	-50.56	-57.94
	<i>vis-à-vis DM</i>	-0.95	-4.44	-6.62	-13.07	-14.09	-17.19	-33.94	-34.40
\$ Can	effectif	-1.98	-0.34	-6.60	-7.48	-11.34	-14.90	-12.13	-13.41
	<i>vis-à-vis \$</i>	-0.63	2.95	2.89	4.44	-3.28	-7.95	-11.00	-12.67
	<i>vis-à-vis yen</i>	-10.27	-13.15	-41.01	-44.43	-43.45	-46.17	-39.66	-45.29
	<i>vis-à-vis DM</i>	-3.38	-16.82	-37.01	-45.50	-39.67	-35.99	-19.39	-14.67
FB	effectif	-0.90	4.26	9.70	11.36	11.65	9.43	-4.13	-6.37
	<i>vis-à-vis \$</i>	2.60	21.74	59.27	85.99	56.65	41.38	-14.33	-20.66
Florin	effectif	-0.49	6.67	13.22	17.37	14.93	13.22	20.40	18.06
	<i>vis-à-vis \$</i>	3.03	23.75	62.80	92.71	60.23	42.50	6.20	-0.75
FS	effectif	2.34	7.26	11.18	18.96	14.35	13.96	34.05	33.16
	<i>vis-à-vis \$</i>	5.77	25.93	62.98	98.84	60.95	43.80	20.90	14.81
KrS	effectif	0.36	-1.41	-4.11	-5.41	-4.44	-2.10	-21.79	-21.35
	<i>vis-à-vis \$</i>	4.56	13.46	36.97	54.88	33.07	23.32	-29.54	-31.98
ECU	<i>vis-à-vis \$</i>	2.43	19.54	52.12	79.32	48.71	31.57	-10.58	-15.84
	<i>vis-à-vis yen</i>	-7.50	0.85	-12.78	-4.59	-13.06	-23.06	-39.38	-47.28

a) 4-8 Mai, 1987

b) Réunion de Paris (Louvre): 16-20 Février, 1987.

c) Réunion du Plaza: 16-20 Septembre, 1985.

d) 4-8 Mars, 1985.

e) Dernière semaine de l'année.

confiance parmi les agents pour éviter que ceux-ci, par leurs anticipations fondées sur de simples extrapolations, ne déstabilisent dangereusement les marchés de capitaux. En fait, avec des déséquilibres d'une telle ampleur et aussi « rebelles », on ne peut dire si une pause est opportune et possible avant de connaître les nouvelles mesures qui pourraient être arrêtées de concert, et mises

en œuvre, dans l'avenir. L'Accord du Louvre devrait être envisagé comme la première étape d'un long cheminement. Plutôt qu'un acte figeant le *statu quo*, il faut y voir l'engagement de mener un processus permanent de coopération suivant lequel des examens réguliers des résultats et de la situation permettront de rectifier les recommandations formulées.

Taux de change et financement des balances courantes

Dans la réaction des marchés à l'Accord du Louvre, jusqu'à présent, on peut distinguer deux phases : pendant un mois environ, c'est la circonspection qui a prévalu, les investisseurs, apparemment, ne sachant pas bien que penser de l'importance des engagements pris par le Japon et l'Allemagne ni de la détermination des banques centrales à maintenir les taux de change du moment. Le dollar s'est légèrement raffermi, jusqu'à ce qu'il déclenche de la part des autorités une réaction que les opérateurs ont acceptée, sans la mettre vraiment à l'épreuve, comme fixant la limite supérieure de la marge souhaitée de fluctuation. Malgré la décision prise par le Brésil de suspendre le paiement des intérêts de sa dette envers les banques commerciales – fait qui aurait dû normalement engendrer une certaine tension – les marchés des changes sont restés très calmes, les variations d'un jour à l'autre et durant une même journée se réduisant, tandis que le volume des opérations diminuait. Si les opérateurs ont généralement adopté à l'égard du dollar une attitude d'expectative durant cette période, on a observé dans le même temps un large reflux de capitaux quittant l'Allemagne pour la France et d'autres pays européens, une fois dénouées les positions en deutschemarks qui avaient été prises dans la perspective du réalignement des parités du SME de la mi-janvier. L'Accord du Louvre avait ainsi rendu crédibles les nouvelles parités du SME. Vers la fin de mars, cependant, le dollar a été vivement attaqué et il a commencé à perdre rapidement du terrain vis-à-vis du yen et, dans une moindre mesure, des monnaies européennes. Au début de mai, il avait baissé, en termes effectifs, de près de 5 pour cent par rapport au niveau enregistré au moment de l'Accord du Louvre (voir tableau 32). Pourtant, les autorités n'avaient pas manqué d'intervenir largement et de façon concertée, la Banque du Japon, certes, mais aussi d'autres banques centrales, y compris celle des Etats-Unis, comme on le verra plus loin. De plus, la politique monétaire américaine s'est faite un peu plus restrictive et les taux d'intérêt ont fortement monté aux Etats-Unis, en particulier sur le compartiment à long terme du marché, si bien que l'écart de taux d'intérêt positif avec le Japon sur fonds d'Etat à long terme s'est accru pour dépasser 5 points, approchant ainsi ses niveaux records de 1985 et de 1981/82. Plusieurs facteurs semblent avoir été à l'origine de cette nouvelle fièvre des changes : les tensions commerciales de plus en plus vives entre les Etats-Unis et le Japon, la publication des chiffres faisant apparaître que les déséquilibres des balances commerciales et des balances courantes étaient restés considérables dans les premiers mois de l'année, et peut-être aussi le caractère plus ou moins divergent des déclarations officielles.

Face à des déséquilibres extérieurs d'une telle ampleur et aussi « rebelles », qui, au surplus, risquent de n'être pas soutenables à moyen terme, le problème de leur financement revêt une importance capitale. Cet

aspect a été approfondi dans le n° 40 de *Perspectives économiques*². L'évolution récente a confirmé l'une des tendances mises en lumière dans cette étude, à savoir le rôle croissant des opérations officielles dans le financement des déséquilibres extérieurs. Dans le cas des Etats-Unis, les « transactions nettes des autorités monétaires », qui représentaient une part négligeable du déficit courant en 1984 et 1985, se sont établies en 1986 à quelque 33 milliards de dollars, soit près de 25 pour cent du déficit. Ce financement officiel correspond en quasi-totalité à un accroissement des exigibilités des Etats-Unis envers les autorités monétaires étrangères, notamment celles des pays de l'OCDE (25 milliards de dollars environ). L'augmentation plus faible enregistrée à l'égard des pays non membres de l'OCDE (8 milliards de dollars) correspond à une accumulation considérable de réserves officielles et, notamment, de dollars par Taïwan, partiellement compensée par la diminution des réserves et, notamment, des avoirs en dollars des pays de l'OPEP pris dans leur ensemble ainsi que d'un certain nombre de pays en développement confrontés à de graves problèmes d'endettement extérieur et de financement. Cette évolution des transactions officielles semble s'être accélérée fortement pendant les quatre premiers mois de 1987. Avec l'amplification des interventions, surtout de la part de la Banque du Japon, les dettes officielles américaines envers les institutions monétaires étrangères ont dû augmenter de plus de 25 milliards de dollars au premier trimestre, ce qui représente le financement d'une large part du déficit courant des Etats-Unis. Dans le même temps, les investisseurs japonais, notamment les « institutionnels », auraient eu tendance à diversifier leurs portefeuilles et à liquider effectivement des titres libellés en dollars pour acquérir des actifs japonais et des créances sur l'étranger libellées en devises autres que le dollar. Ainsi, les transactions nettes des autorités monétaires japonaises semblent avoir financé en quasi-totalité l'excédent de la balance courante du Japon au premier trimestre. En avril, la Banque du Japon a enregistré un accroissement sans précédent des réserves officielles (10.3 milliards de dollars), tandis que la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales affichaient aussi des augmentations importantes indiquant des *entrées* nettes de capitaux au Japon et, peut-être, des *sorties* nettes des Etats-Unis. Bien qu'il ne faille pas faire trop de cas des chiffres mensuels, étant donné l'instabilité des flux de capitaux privés, et qu'on puisse très bien observer un mouvement de reprise des apports privés dans les mois à venir si le marché considère que l'Accord du Louvre est respecté, il n'est pas exclu au vu de l'évolution récente que, à moyen terme, le financement du déficit de la balance courante des Etats-Unis ne soit de plus en plus difficile à obtenir par des mouvements de capitaux spontanés.

NOTES

1. Les citations figurant dans cette partie sont extraites du communiqué diffusé à l'issue de la réunion du Louvre.
2. pp. 65-69.

ÉVOLUTION PAR PAYS

ÉTATS-UNIS

Principaux éléments d'appréciation

La croissance économique a gardé en 1986 la même structure que depuis le milieu de 1984. La demande intérieure s'est accrue assez rapidement, de 3½ pour cent, mais, par suite de la dégradation du solde extérieur, le PNB réel n'a progressé que de 2½ pour cent. Ce profil s'est modifié vers la fin de l'année. Au quatrième trimestre, la demande intérieure finale a marqué un fort ralentissement, en raison du recul de la consommation privée. Cette faiblesse s'est étendue aux autres composantes de la demande au premier trimestre de 1987. La formation de stocks (en grande partie involontaire) a été le seul élément dynamique de la demande intérieure. Il est possible que ce fléchissement ait été en partie provoqué par des facteurs temporaires (notamment, les effets de la Loi de réforme fiscale et la suppression des facilités spéciales de financement des achats d'automobiles). Cependant, les résultats plus pessimistes des

enquêtes sur les intentions d'investissement et sur l'état d'esprit des consommateurs amènent à penser qu'un ralentissement plus durable de l'expansion de la demande intérieure s'est amorcé. En revanche, le volume des exportations nettes s'est accru depuis la fin de l'année passée et la production semble se raffermir dans les industries manufacturières, où l'emploi est aussi en augmentation. Ces évolutions semblent indiquer le retour à une structure plus équilibrée de la demande, le solde extérieur réel exerçant peu à peu un effet positif sur la croissance.

Jusque dans les premiers mois de 1987, la dépréciation du dollar est restée compatible avec une baisse régulière des taux d'intérêt. Les financements officiels, négligeables en 1985, n'ont représenté qu'un quart environ du financement total du déficit de la balance courante des Etats-Unis en 1986 (pour plus de détails, se reporter à la section relative à l'Evolution Monétaire Internationale). Les effets de la dépréciation du dollar

ETATS UNIS

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1982)

	1982 prix courants milliards de \$	1984 1985 1986 1987 1988					1986 1987 1988				
		II	I	II	I	II	II	I	II	I	II
Consommation privée	2 050.7	4.7	3.5	4.1	2	2	4.8	½	2	2	2
Consommation publique	641.7	4.0	6.8	3.5	2½	1¼	7.3	¾	1½	1	1
Formation brute de capital fixe du secteur privé	471.8	16.1	7.7	1.9	-1¼	2¼	2.4	-3¾	¾	2½	2¾
Construction de logements	105.1	14.3	3.9	9.4	-½	¾	9.7	-4	-3¼	2	2
Autres	366.7	16.9	9.3	-1.0	-1½	2¾	-0.5	-3¾	2½	2¾	3
Demande intérieure finale	3 164.2	6.3	4.8	3.6	1½	2	4.8	-¼	1¾	2	2
* variation de la formation de stocks	-24.5 ^a	2.0	-1.4	-0.1	0	0	-2.3	1½	-½	¼	¼
Demande intérieure totale	3 139.7	8.3	3.4	3.5	1½	2	2.6	1¼	1¼	2	2¼
Exportations de biens et services	361.9	6.2	-2.0	2.5	8¼	11	7.8	6	13	10½	9¾
Importations de biens et services	335.6	23.2	3.8	10.4	¼	3¼	12.2	-6	2¼	3½	3½
* variation de la balance extérieure	26.3 ^a	-1.9	-0.7	-1.1	¾	¾	-0.9	1½	1	¾	½
PNB aux prix du marché	3 166.0	6.4	2.7	2.5	2½	2¾	1.8	2¾	2¼	2¾	2¾
Indice de prix implicite du PNB	-	3.9	3.4	2.6	3½	4	2.4	3¾	4	4	4¼
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^b	-	3.8	3.5	2.1	4	4½	2.3	4½	4½	4½	4½
Production industrielle	-	11.6	1.7	1.0	2¾	3½	1.3	3¼	3¼	3½	3½
Taux de chômage	-	7.5	7.2	7.0	6¾	6½	6.9	6¾	6¾	6½	6½

* En pourcentage du PNB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

sur les prix intérieurs ont été atténués, au départ, par une diminution des marges de profit sur les importations et par la baisse des prix pétroliers ; s'ajoutant à l'adoption de la Loi sur l'équilibre budgétaire, les bons résultats obtenus sur le plan de l'inflation ont contribué à une amélioration du marché obligataire à partir de la fin de 1985. Depuis avril 1987, cependant, la situation s'est dégradée. Des données concernant le premier trimestre témoignent d'une accélération de l'inflation et, selon les estimations, le déficit de la balance courante se serait maintenu entre 140 et 150 milliards de dollars en taux annuels ; les financements officiels ont fortement augmenté et, en dépit d'interventions massives, le dollar s'est encore affaibli, les opérateurs sur les marchés des changes n'étant manifestement pas convaincus que la configuration internationale des politiques monétaires et budgétaires était compatible avec la stabilité de la monnaie à plus long terme. Les taux d'intérêt à long terme ont augmenté, en raison sans doute de l'anticipation d'une recrudescence de l'inflation et de la difficulté d'attirer des capitaux étrangers vu le niveau des taux de change. Les marchés de capitaux semblaient s'attendre à une nouvelle baisse du dollar et/ou à un léger resserrement de la politique monétaire à la suite de l'Accord du Louvre. La politique monétaire a effectivement été quelque peu durcie mais, face au ralentissement de la croissance de la demande intérieure, la réserve fédérale s'est montrée réticente à relever les taux à court terme ; l'instabilité des marchés de capitaux a principalement eu pour effet d'accentuer la pente de la courbe des rendements.

A supposer que, selon l'hypothèse technique habituelle, les taux de change se maintiennent à leur niveau du 21 avril, le taux de croissance du PNB pourrait être de $2\frac{1}{4}$ à $2\frac{1}{2}$ pour cent en 1987, et atteindre $2\frac{3}{4}$ pour cent en rythme annuel en 1988. L'expansion de la demande intérieure restera sans doute relativement faible, mais le secteur extérieur devrait apporter une contribution régulière et positive à la croissance et à l'emploi. Cependant, l'économie pourrait encore être affectée d'importants déséquilibres. Le déficit extérieur courant pourrait encore atteindre quelque 125 milliards de dollars en 1988 (2.6 pour cent du PNB), tandis que le déficit du budget fédéral risque fort d'être sensiblement supérieur à l'objectif de 108 milliards de dollars résultant de l'application de la Loi Gramm-Rudman, même si une nouvelle action est entreprise sur le plan budgétaire. Ces déséquilibres continueront à peser sur les taux d'intérêt à long terme, qui sont supposés rester suffisamment élevés pour financer le déficit extérieur au taux de change actuel. Néanmoins, la lenteur du processus d'ajustement et les incertitudes qui l'entourent comportent des risques plus importants, du point de vue des taux d'intérêt, de l'inflation et de la durabilité de la reprise, que ne le font apparaître les projections centrales. Les autorités monétaires auront peut-être à choisir entre un nouveau resserrement dans le but de soutenir le dollar, ce qui risquerait de mettre un terme à la croissance intérieure, et la stimulation de la croissance, au prix d'un

accompagnement des pressions inflationnistes qui commencent à apparaître. Dans ces conditions, la reprise risquerait fort d'être interrompue par la persistance de pressions à la hausse sur les taux d'intérêt. D'un autre côté, un recours accru au protectionnisme ferait courir le risque de perturbations encore plus importantes sur les plans financier et commercial, en intensifiant les anticipations inflationnistes, en faisant monter les taux d'intérêt et en ralentissant la croissance.

Evolution récente

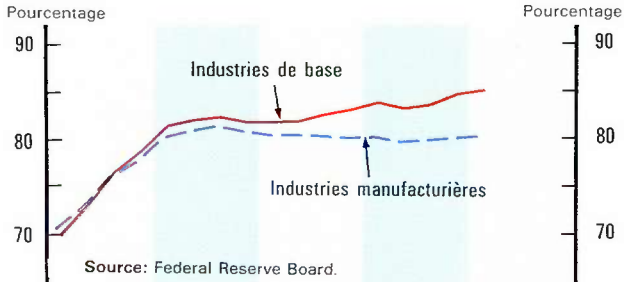
Le taux de chômage, dans la population civile, a diminué de $\frac{1}{2}$ pour cent en 1986, terminant l'année à 6.7 pour cent. Un nombre important d'emplois ont encore été créés – $2\frac{1}{2}$ millions au cours de l'année – et la population active a augmenté presque aussi fortement. L'expansion de l'emploi est restée concentrée dans le secteur des services, la faiblesse observée dans le secteur industriel tenant en partie aux importants délestages de main-d'œuvre opérés dans les entreprises pétrolières et dans les autres branches dont l'activité est liée à l'énergie. Dans les industries manufacturières, l'emploi a continué de pâtir de la faiblesse de la croissance des exportations et de l'augmentation continue du taux de pénétration des importations ; avec des gains de productivité de près de 3 pour cent, l'accroissement de la production n'a pas été suffisant pour assurer la progression des effectifs. Pourtant, on a vu s'amorcer en novembre un redressement qui a inversé la tendance observée durant toute l'année et qui s'est poursuivi au cours des premiers mois de 1987. Après s'être stabilisé à 6.7 pour cent au premier trimestre, le taux de chômage total est revenu à 6.3 pour cent en avril.

Les pressions salariales ont été inexistantes jusqu'à présent. Sous l'effet, notamment, du redressement à la fois lent et partiel de l'emploi dans les industries manufacturières depuis la fin de 1986, les négociations collectives ont continué de déboucher sur des ajustements de salaires exceptionnellement faibles en termes effectifs. Dans l'ensemble du secteur des entreprises non agricoles, la rémunération horaire a augmenté de 3 pour cent en 1986. Les gains de productivité étant restés très limités, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont progressé de $2\frac{1}{2}$ pour cent.

L'indice implicite des prix à la consommation a augmenté de 2 pour cent en 1986. Outre la baisse des prix du pétrole, deux facteurs ont contribué à ce résultat favorable : la diminution des marges bénéficiaires pratiquée sur les produits importés des pays dont la monnaie s'est appréciée, et le fait que la dépréciation du dollar des Etats-Unis a été beaucoup moins marquée par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et aux monnaies des nouveaux pays industriels d'Asie. Toutefois, à partir du second semestre de 1986, on a commencé à observer de fortes hausses des prix de divers produits importés, tels que voitures, machines industrielles et équipements de bureau, ce qui donne à penser que les exportateurs

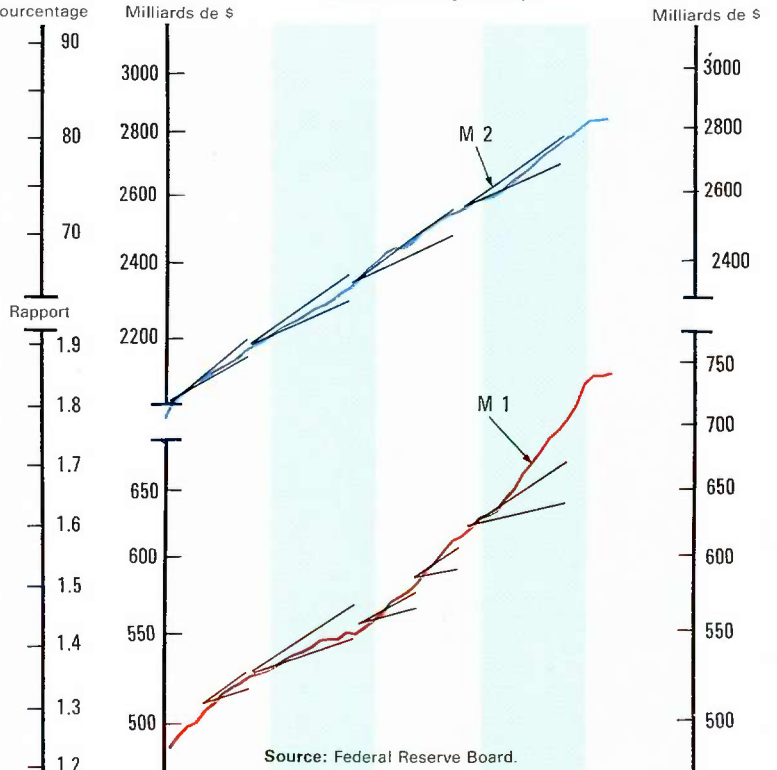
ÉTATS-UNIS

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS

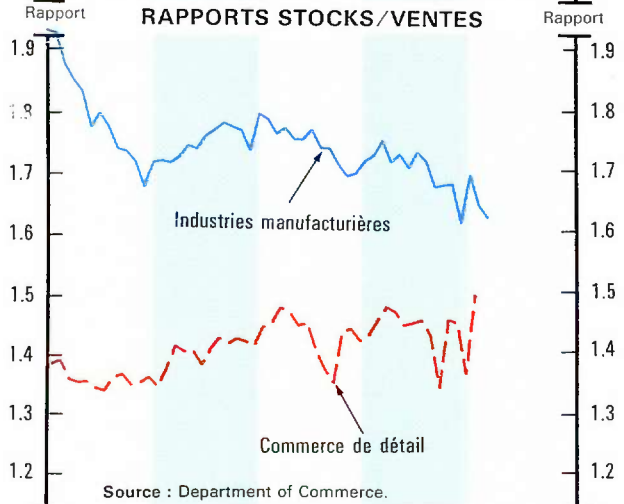


AGRÉGATS MONÉTAIRES : OBJECTIFS ET ÉVOLUTION EFFECTIVE

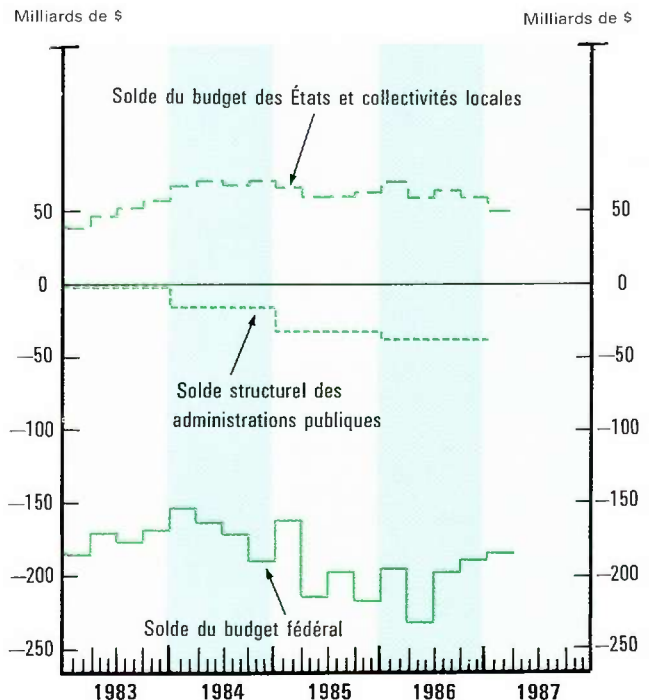
Échelle semi-logarithmique



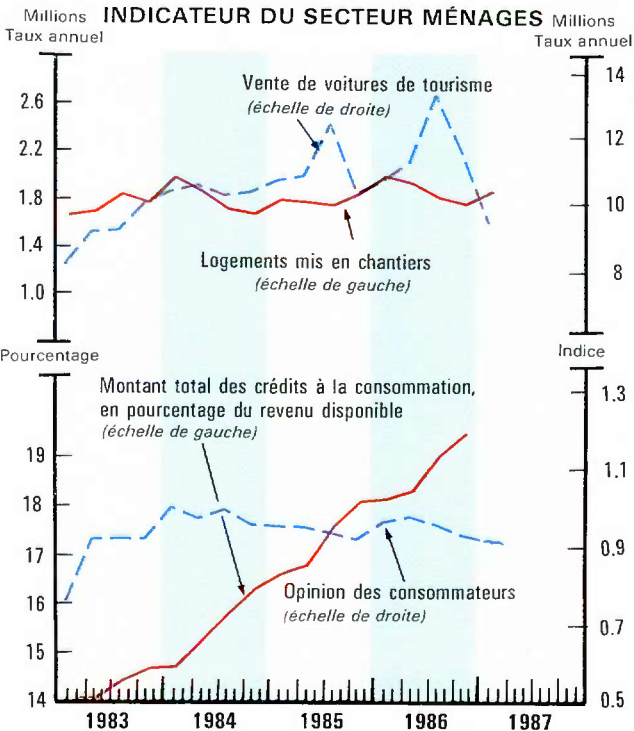
RAPPORTS STOCKS/VENTES



SOLDES BUDGÉTAIRES DU SECTEUR PUBLIC (1)



INDICATEUR DU SECTEUR MÉNAGES

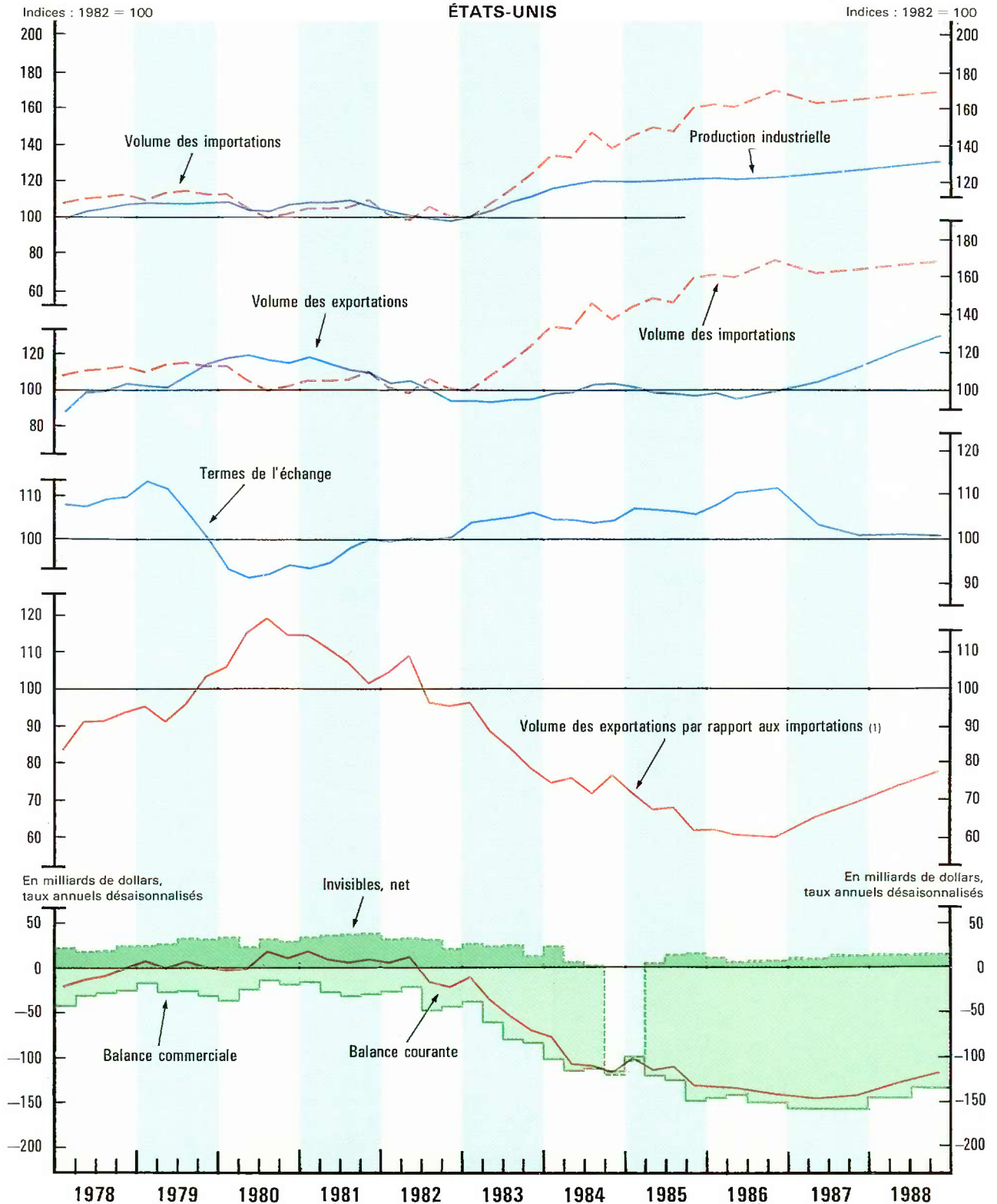


Source: Department of Commerce, Federal Reserve Board, University of Michigan Consumer Survey.

1. Dans l'optique des comptes du revenu national.
Sources: Department of Commerce, OCDE.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE COURANTE

ÉTATS-UNIS



1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 I, prévisions de l'OCDE.

étrangers auraient ainsi atteint la limite de leurs possibilités d'absorption de la dépréciation du dollar par une compression de leurs marges bénéficiaires. De ce fait, l'inflation a marqué une accélération au premier trimestre de 1987, l'indice des prix à la consommation atteignant 5¼ pour cent en taux annuel, et l'augmentation étant assez générale.

En raison notamment de la lenteur de l'ajustement des prix à l'importation, le volume des importations a progressé de façon plus dynamique que prévu, ce qui explique en grande partie l'augmentation du déficit extérieur en 1986. Alors que la demande intérieure totale a progressé de 3½ pour cent en 1986, les importations en volume ont marqué une hausse de près de 11 pour cent. Si l'on ne tient pas compte des achats de pétrole, qui ont augmenté d'environ un quart, l'accroissement des importations a été un peu moindre, mais leur «élasticité» par rapport au taux de change reste très élevée. Le volume des exportations, par contre, a continué de progresser au rythme assez faible de 2½ pour cent, et cette faiblesse, conjuguée à la baisse des prix à l'exportation, explique aussi en grande partie la détérioration de la position extérieure des Etats-Unis. Des signes de reprise des exportations en volume sont apparus au second semestre de 1986 (augmentation de près de 8 pour cent en taux annuel), et cette tendance a persisté pendant le premier trimestre de 1987, durant lequel le solde extérieur a apporté une contribution de 1¾ pour cent à la croissance du PNB.

Politique économique

Le déficit du budget fédéral dépassera sans doute sensiblement l'objectif de 144 milliards de dollars qu'implique la Loi sur l'équilibre budgétaire pour l'exercice 1987 (octobre 1986-septembre 1987).

D'après les estimations officielles effectuées au moment de la présentation du projet de budget pour l'exercice 1988, en février, le déficit atteindrait 175 milliards de dollars. Les projections de l'OCDE, qui sont fondées sur l'hypothèse d'une croissance plus lente et de taux d'intérêt plus élevés ainsi que sur des chiffres effectifs concernant la première moitié de l'exercice, font apparaître un déficit de l'ordre de 190 milliards de dollars. Cela représenterait une réduction de 30 milliards de dollars par rapport à l'exercice 1986, et une diminution du déficit structurel équivalant à environ ½ pour cent du PNB. Toutefois, sur ce montant, 19 milliards de dollars correspondent à une réduction temporaire, due au fait qu'en vertu de la Loi de réforme fiscale, les impôts sur les sociétés sont progressivement relevés avant que les réductions de l'impôt sur le revenu prennent pleinement effet.

Aussi bien le gouvernement que le Congressional Budget Office (CBO) prévoient que le déficit continuera de se réduire pour revenir à à peine plus de 100 milliards de dollars à l'exercice 1991, même si aucune nouvelle mesure n'est prise sur le plan budgétaire (voir tableau). Cette prévision s'appuie en partie sur une augmentation de l'excédent de la sécurité sociale. Cependant, si aucune mesure nouvelle n'est prise, l'amélioration attendue pour l'exercice 1988 est peu importante, notamment en raison de l'incidence négative des réductions progressives des impôts sur les revenus sur le montant des recettes fiscales. Le CBO estime que le déficit se maintiendra aux alentours de 170 milliards de dollars, hypothèse qui est plus pessimiste que celle du gouvernement, qui table sur un déficit de 150 milliards de dollars. Même dans ce dernier cas, plus favorable, il faudrait réduire considérablement les dépenses budgétaires pour atteindre l'objectif de 108 milliards de dollars. C'est dans cette optique que le gouvernement a proposé des coupes dans les programmes Medicare et

Prévisions du déficit budgétaire

	1986	1987	1988	1989
Exercices, milliards de dollars [déficit = +; réduction du déficit = -]				
A. Prévisions du niveau de départ, CBO				
Prévisions du déficit, février 1987	221	174	169	162
Objectif de la loi sur l'équilibre budgétaire	(172)	(144)	(108)	(72)
En pourcentage du PNB				
Recettes	18.5	19.0	19.2	19.1
Dépenses	23.8	22.9	22.8	22.3
Déficit budgétaire	5.3	4.0	3.6	3.2
Dette détenue par le public	41.9	43.4	44.2	44.4
Années civiles, comptes nationaux, milliards de dollars				
B. Projections de l'OCDE				
Gouvernement fédéral	-203	-178	-183	..
Ensemble des administrations publiques	-140	-122	-123	..

Sources : Congressional Budget Office; estimations de l'OCDE.

Medicaid, les subventions à l'agriculture, les programmes de transports en commun et d'autres programmes, ainsi qu'une augmentation des recettes de 23 milliards de dollars, sous la forme d'un relèvement des redevances et de ventes d'actifs. Nombre de ces propositions ont été repoussées par le Congrès dans le passé et, en l'absence d'accord au sein du pouvoir législatif sur les compressions à opérer dans le budget de l'exercice 1988, les projections de l'OCDE sont fondées sur les hypothèses de dépenses (« services courants ») du CBO. Sur cette base, et à supposer que la croissance soit plus faible et que les taux d'intérêt soient plus élevés (une augmentation durable de 1 point des taux d'intérêt se traduit par une majoration du déficit de 11 milliards de dollars la deuxième année, ce chiffre pouvant atteindre 25 milliards de dollars sur cinq ans), le déficit du budget fédéral resterait aux alentours de 190 milliards de dollars durant l'exercice 1988. L'objectif de la Loi Gramm-Rudman pour cet exercice serait donc effectivement hors d'atteinte.

L'orientation de la politique monétaire a été de plus en plus influencée par le souci de concilier les deux objectifs contradictoires que sont le soutien de l'activité intérieure et le soutien du dollar, étant donné la faiblesse de l'un et de l'autre. Tant que l'inflation est restée peu élevée, la Réserve fédérale a mené une politique relativement souple tout en laissant régulièrement baisser le dollar. Il n'a pas été tenu compte du dépassement de l'objectif concernant M1 en 1986 (le taux de croissance de cet agrégat étant resté en dehors de la fourchette prévue durant toute l'année), car on a estimé que cette évolution tenait à l'augmentation de la demande de monnaie que l'on pouvait normalement attendre de la baisse des taux d'intérêt et de l'inflation. Ce dépassement ne semblait pas avoir trop de conséquences pour la croissance du PNB nominal. Quant aux agrégats de définition plus large, considérés comme des indicateurs plus précis, leur

taux d'expansion en 1986 s'est situé à la limite supérieure de leur fourchette ou légèrement au-dessous. Cette croissance monétaire s'est accompagnée logiquement d'un repli des taux d'intérêt à court terme jusqu'en octobre, d'une part parce que la baisse des prix pétroliers a atténué les anticipations inflationnistes et a entraîné une détente des taux d'intérêt, et d'autre part parce que le Federal Reserve Board a réduit par deux fois le taux d'escompte, mesures qui ont généralement été considérées comme ayant fait baisser les taux sur le marché. Les taux d'intérêt à court terme sont restés à peu près stationnaires entre décembre 1986 et avril 1987, date à laquelle l'annonce d'une recrudescence de l'inflation et l'érosion de la confiance dans le dollar ont entraîné une vive correction sur le marché obligataire. Les liquidités ont été fournies aux banques en quantités un peu plus mesurées et les taux à court terme ont augmenté d'un demi-point.

Depuis la mise au point des projections présentées dans le n° 40 de *Perspectives économiques*, début novembre, le dollar s'est encore déprécié de 10 pour cent en termes effectifs, dont 3 pour cent depuis l'Accord du Louvre intervenu en février. Le marché obligataire n'avait apparemment pas été affecté par la baisse du dollar jusqu'à cette date (encore qu'il n'ait pas connu la hausse enregistrée sur le marché des valeurs mobilières), les rendements des obligations de premier rang (AAA) étant restés aux alentours de 8¼ à 8½ pour cent et celui des bons du Trésor à long terme, à 7½ pour cent. Depuis lors, les rendements ont augmenté de 1½ point, de sorte que l'écart par rapport aux taux obligataires japonais est de plus de 5 points. Cette hausse s'explique en partie par la montée des anticipations inflationnistes. Néanmoins, il est possible que les taux d'intérêt réels aient eux aussi augmenté. Mesurés par la différence entre un rendement nominal de 9½ pour cent pour les titres cotés AAA et le taux d'inflation « irréductible » prévu par l'OCDE, les taux d'intérêt réels pourraient atteindre 5 ou 6 pour cent. La pente de la courbe des rendements étant déjà relativement prononcée, de tels taux incluent probablement une prime de risque plus importante sur les actifs en dollars. Néanmoins, le fléchissement du marché obligataire est sans doute aussi attribuable, en partie, à une moindre confiance dans le processus de rééquilibrage budgétaire.

Objectifs de la réserve fédérale

Date de fixation	Période couverte (12 mois jusqu'à)	Objectifs (% annuel)		
		M1	M2	M3
Juillet 1985 Taux observés	1985 T4	3-8 ^a 12.7 ^a	6-9 8.8	6-9½ 7.7
Juillet 1985 Février 1986 Juillet 1986 Taux observés	1984 T4	4-7 3-8 (3-8) ^b 15.2	6-9 6-9 6-9 8.9	6-9 6-9 6-9 8.8
Juillet 1986 Février 1987	1987 T4	(3-8) ^b (-) ^c	5½-8½ 5½-8½	5½-8½ 5½-8½

a) 1985 T2-1985 T4 (taux annuel).

b) La croissance supérieure à la fourchette établie devrait être acceptable en 1986. La fourchette pour 1987 est celle qui serait probable si un comportement plus stable de la vitesse de circulation réapparaissait.

c) L'objectif de M1 n'a pas été retenu à cause de sa relation sous-jacente avec le comportement de l'économie.

Perspectives

Dans le n° 40 de *Perspectives économiques*, l'OCDE prévoyait une croissance du PNB réel de l'ordre de 3 pour cent en 1987 et 1988, le ralentissement de la demande intérieure étant compensé par un retournement du solde extérieur. La diminution de la demande intérieure finale au premier trimestre, de même que l'augmentation des taux d'intérêt, donnent à penser que la croissance de la demande intérieure sera probablement encore plus faible que prévu. Néanmoins, les indicateurs courants et avancés restent orientés à la

hausse et le marché des valeurs mobilières a continué d'atteindre des niveaux record, si bien que la demande devrait se redresser après ce premier trimestre très médiocre. Pour ce qui est de la production, celle des industries manufacturières est en augmentation et la tendance des commandes de biens de consommation durables est à la hausse. (Les chiffres des commandes ont été faussés ces derniers mois par la mise en œuvre progressive de la réforme fiscale). L'évolution de l'emploi a aussi été satisfaisante dans l'ensemble. Ces évolutions sont considérées comme des signes d'un redressement de la balance extérieure ; si la tendance se confirme, la croissance de la production devrait s'accélérer quelque peu.

Les perspectives de croissance assez lente de la demande reposent sur plusieurs hypothèses : remontée probable du taux d'épargne des ménages, tombé relativement bas, répercussions négatives de la réforme fiscale et des excédents de capacités sur l'investissement dans certains secteurs et resserrement de la politique budgétaire. Après une période où la consommation des ménages a marqué une progression beaucoup plus rapide que les revenus réels, il n'y a plus guère de marge pour une nouvelle baisse des taux d'épargne, malgré les effets de patrimoine liés à l'envolée des cours des valeurs mobilières. Les ménages restent lourdement endettés (en termes bruts), de sorte que la suppression progressive des abattements sur le revenu imposable au titre des intérêts des prêts à la consommation pourrait les dissuader d'emprunter davantage (à moins qu'ils ne soient simplement incités à donner la préférence aux

Compte d'affectation des ménages
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 milliards de \$	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	1 907.0	5.5	5¾	6¾
Revenus de la propriété et autres	622.7	4.3	5	9
Transferts courants reçus	410.6	5.5	5¾	6¾
Moins : intérêts sur la dette des consommateurs	55.6	13.2	6¼	6½
Revenu total	2 884.8	5.0	5½	7¼
Moins : impôts directs	409.3	5.7	4½	5½
transferts courants payés	270.8	5.6	5¼	6½
Revenu disponible	2 204.6	4.9	5¾	7½
Consommation privée	2 050.7	6.2	6	6¾
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	-	4.0	3¾	4½

emprunts hypothécaires sur les autres formes d'endettement). D'après les enquêtes sur les intentions des entreprises, la croissance de l'investissement semble aussi devoir rester faible. La forte proportion de bureaux inoccupés et l'incidence de la réforme fiscale freinent en particulier la construction. Cependant, malgré la suppression du crédit d'impôt pour investissement, les dépenses d'équipement des entreprises manufacturières devraient être stimulées par l'amélioration de la rentabilité dans les secteurs travaillant pour l'exportation ou se trouvant en concurrence avec les produits importés.

ETATS-UNIS
Balance des paiements
En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987		1988	
						I	II	I	II
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>									
Exportations	214 430	221 750	249 750	298 000	113 090	119 000	130 750	143 500	154 500
Importations	338 860	369 460	407 500	437 750	188 610	197 750	209 750	216 000	221 500
Balance commerciale	-124 430	-147 710	-157 750	-139 750	-75 520	-79 000	-79 000	-72 500	-67 250
Solde des services et transferts privés	20 120	21 060	25 250	29 000	10 930	11 750	13 500	14 250	14 750
Solde des transferts publics	-13 370	-13 920	-14 500	-15 000	-7 550	-7 250	-7 250	-7 500	-7 500
Balance des opérations courantes	-117 680	-140 570	-147 250	-125 750	-72 140	-74 500	-72 750	-65 750	-60 000
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>									
Balance des opérations courantes	-117 680	-140 570			-74 090				
Mouvements de capitaux à long terme	61 010	69 240			39 130				
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	22 600	18 570			2 240				
Balance des mouvements non-monnaïres	-34 070	-52 760			-32 720				
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	5 640	-32 640			-16 530				
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonniers)</i>									
Pourcentages de variation en volume ^b									
Exportations	-2.0	-0.6	10½	15¼	6.5	10¼	15½	16¼	13¼
Importations	9.1	10.4	-1¼	2½	10.1	-8	2½	3	2¼

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant Balance des règlements officiels.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels. Calculés à partir des valeurs, et valeurs unitaires sur la base du Bureau of Census. Certains ajustements de la définition de la balance des paiements sont donc exclus dont le plus important est le commerce extérieur des Iles Vierges.

Malgré tout, compte tenu du freinage des dépenses fédérales, la croissance de la demande intérieure finale ne devrait pas dépasser 1½ pour cent cette année et 2 pour cent l'an prochain.

A la différence des deux dernières années, le solde extérieur devrait apporter une contribution positive, de l'ordre de ¾ pour cent en 1987 et 1988, à la croissance du PIB. La progression des importations en volume se ralentirait, tandis que l'amélioration de la compétitivité extérieure devrait commencer à se traduire par des gains de parts de marché à l'étranger qui pourraient majorer de 4 à 5 points par an le taux de croissance des exportations en volume. Toutefois, ces projections se fondent sur des relations empiriques qui ont eu tendance, ces derniers temps, à surestimer l'incidence de la dépréciation du dollar dans les échanges des Etats-Unis. Du côté des importations, cela s'explique par une surévaluation de la répercussion initiale de cette dépréciation dans les prix, mais les données récentes montrent qu'une correction est en train de s'opérer. En ce qui concerne les exportations, il semble s'être produit une évolution de la compétitivité, mais les équations relatives aux produits manufacturés donnent des résultats beaucoup trop forts. Les projections relatives aux exportations sont fondées sur l'hypothèse que les erreurs résiduelles des équations relatives aux exportations s'atténueront en 1987. En admettant, selon l'usage, que les taux de change ne varieront pas, le déficit commercial (fob/fob) pourrait atteindre quelque 155 milliards de dollars en 1987 avant de revenir à un chiffre d'environ 140 milliards de dollars en 1988. Bien que la réduction du revenu net des investissements semble devoir être largement compensée par le redressement du compte des services hors revenus des facteurs, la balance des opérations courantes sera sans doute encore déficitaire d'environ 125 milliards de dollars en 1988.

La dépréciation du dollar devrait entraîner une certaine recrudescence de l'inflation. Comme les hausses de prix à l'importation semblent s'être déjà fait sentir pour le consommateur depuis quelque mois, l'indice implicite des prix à la consommation devrait remonter assez rapidement vers le taux d'augmentation de 4½ pour cent que l'on jugeait naguère plus ou moins

irréductible, pour se stabiliser par la suite. Cependant, la hausse de l'inflation et la persistance d'un déficit extérieur considérable rendent la projection de plus en plus incertaine. Etant donné le niveau élevé de l'endettement des ménages et des entreprises, l'économie semble particulièrement vulnérable à un ralentissement plus marqué des dépenses intérieures si la confiance des marchés obligataires se dégrade encore et si les marchés boursiers commencent à être affectés.

La politique monétaire et la politique budgétaire semblent être les principaux moyens d'action pour éviter une récession. Si l'inflation s'accélère pour atteindre des taux supérieurs au taux prévu, certaines restrictions pourraient être nécessaires sur le plan monétaire. Celles-ci pourraient se révéler plus urgentes si les *anticipations* inflationnistes venaient à s'accroître, sous l'effet de vives pressions à la baisse sur le dollar. Un resserrement monétaire entraînerait probablement une réduction des dépenses du secteur qui serait d'autant plus importante que ce secteur se trouve, du fait de la dette qu'il a accumulée, dans une situation financière de plus en plus déséquilibrée. La durabilité de la reprise serait particulièrement compromise si l'on ne parvenait pas à opérer les importantes réductions du déficit fédéral déjà prises en compte dans les projections ou si le solde extérieur ne marquait pas la progression attendue. Dans l'une ou l'autre de ces éventualités, la demande intérieure continuerait sans doute d'augmenter plus vite que la production, d'où, très vraisemblablement, discrédit du dollar. En cas de nouvelles et rapides dépréciations, il faudrait probablement orienter la politique monétaire de manière à réduire l'absorption intérieure afin de prévenir le risque d'intensification des pressions inflationnistes et de permettre le transfert de ressources au secteur extérieur.

En revanche, les perspectives de poursuite de la croissance seraient meilleures si le déficit du budget fédéral était effectivement réduit dans une proportion appréciable, en particulier dans le contexte de la stratégie internationale de rééquilibrage budgétaire prévue par l'Accord du Louvre. Dans ce cas, les contraintes qui pèsent actuellement sur la politique monétaire se trouveraient allégées.

JAPON

Principaux éléments d'appréciation

La demande intérieure a augmenté de 4 pour cent en 1986, mais la demande étrangère est restée peu dynamique, la croissance des marchés extérieurs n'étant que de 2 pour cent. Cette évolution, jointe à une forte hausse du taux de change, s'est traduite par une diminution sensible, de l'excédent extérieur en volume, l'an dernier. Il ressort toutefois des projections de l'OCDE – qui ne prennent pas en compte l'ensemble de mesures de relance devant être annoncées au début de juin – que cet écart de taux de croissance entre demande intérieure et demande étrangère va s'inverser en 1987 et 1988, ce qui devrait affaiblir le processus d'ajustement international. L'investissement privé hors logement restera vraisemblablement à peu près stationnaire, de sorte que la demande intérieure totale ne progresserait que de 2 à 2½ pour cent au long de la période considérée. En revanche, la demande étrangère devrait se redresser un

peu : la croissance des marchés extérieurs sera probablement de l'ordre de 3½ pour cent en 1987 et en 1988. Les taux de change étant censés demeurer stables et le prix du baril de pétrole s'établir à 18 dollars, on prévoit pour cette année un excédent courant de 95 milliards de dollars, qui tomberait l'an prochain aux alentours de 85 à 90 milliards.

La persistance d'importants excédents de balance courante et l'accroissement d'une position extérieure nette déjà substantielle tendront sans doute à pousser le yen à la hausse. Ce risque pourrait conduire les entreprises manufacturières à différer – et plus tard, éventuellement, à annuler – leurs projets d'investissement, ce qui pèserait sur la croissance de la demande intérieure. Il n'est pas non plus exclu que la consommation privée soit plus faible que prévu. Au cours de l'année 1986, elle n'a pas augmenté de plus de 2.2 pour cent malgré une amélioration considérable des termes de l'échange. Les incertitudes entourant les perspectives

JAPON

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants billions de Y										
		1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987		1988	
							I	II	I	II	
Consommation privée	159.6	2.7	2.6	2.7	3	2¾	3.1	2¾	3¼	2½	2¾
Consommation publique	26.8	2.8	2.0	6.6	-¼	2¼	18.3	-8¾	1¼	2½	2½
Formation brute de capital fixe	79.9	4.9	5.6	6.5	2¾	1¼	7.7	2	-½	1½	2½
Secteur public ^a	24.1	-2.8	-6.6	4.4	2	-1	8.3	4	-7¼	1	1¾
Secteur privé : construction de logements	15.0	-2.0	2.6	10.1	9½	3½	24.2	5	6	2½	3
Secteur privé : autres	40.8	11.5	12.3	6.4	1	1½	3.4	¼	¼	1½	2½
Demande intérieure finale	266.3	3.4	3.5	4.3	2½	2¼	6.0	1¼	1¾	2¼	2¾
* variation de la formation de stocks	1.2 ^b	0.4	0.4	-0.2	0	0	-1.2	½	¼	-¼	0
Demande intérieure totale	267.5	3.8	3.8	4.0	2½	2¼	4.7	1¾	2	2	2¾
Exportations de biens et services	44.5	17.5	5.3	-4.8	-2	1¼	-1.2	-2¾	-1	1½	3
Importations de biens et services	42.4	11.1	-0.1	3.3	½	3	7.6	-4	2¾	3	3¼
* variation de la balance extérieure	2.1 ^b	1.3	1.0	-1.4	-½	-¼	-1.3	0	-½	-¼	0
PNB aux prix du marché	269.6	5.1	4.7	2.5	2	2	3.2	1¾	1½	1¾	2½
Indice de prix implicite du PNB	-	1.2	1.5	1.8	¼	1¼	1.2	-½	½	2¼	½
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^c	-	2.1	2.1	0.6	0	1¾	-0.3	-¼	¼	3	½
Production industrielle ^d	-	11.2	4.5	-0.3	-¼	3	-1.4	-¾	2	3	4
Taux de chômage	-	2.7	2.6	2.8	3	3	2.8	3	3	3	3

* En pourcentage du PNB de la période précédente.

a) Y compris les entreprises publiques.

b) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

d) Industries extractives et manufacturières.

d'évolution de l'emploi et des revenus réels pourraient inciter les ménages à accroître leur épargne de précaution.

La politique monétaire reste sous le signe de l'aisance. L'orientation future de la politique budgétaire dépendra de l'importance et de la nature du budget *supplémentaire* pour 1987 et des autres mesures qui doivent être prises par les autorités. Le budget *initial* (présenté au début de 1987) visait à réduire le déficit budgétaire de l'administration centrale ; en l'absence d'indications détaillées sur le budget supplémentaire, les projections de l'OCDE admettent, à titre de pure hypothèse de travail, que la politique budgétaire restera axée en 1988, conformément à l'orientation fixée pour le moyen terme, sur l'assainissement des finances publiques. Dans cette hypothèse et à la faveur de la baisse tant de l'endettement net rapporté au PNB que des taux d'intérêt, les charges nettes d'intérêts de l'Etat devraient diminuer très sensiblement en proportion du PNB (pour revenir de 2.1 pour cent en 1985 à 1.7 pour cent en 1988). Corrélativement, le déficit du budget de l'administration centrale (0.8 pour cent du PNB en 1985) continuerait de se réduire d'ici à 1988.

Cependant, depuis la présentation du budget initial, les autorités japonaises ont annoncé leur intention de prendre de nouvelles mesures budgétaires, celles-ci devant intervenir à mesure que s'amenuiseront au fil des mois les effets du regroupement des investissements publics en début d'exercice. Ces mesures impliqueraient de toute évidence un déficit budgétaire supérieur à celui qui est envisagé dans les projections de l'OCDE. De même, la mise en œuvre rapide des réformes proposées, on le verra plus loin, dans le nouveau Rapport Maekawa renforcerait nettement les perspectives de croissance tirée par la demande intérieure.

Evolution récente

Avec un chiffre de 2.5 pour cent, le taux de croissance en 1986 a été le plus faible enregistré depuis douze ans. La demande intérieure totale a augmenté de 4 pour cent, sous l'impulsion surtout de la fermeté de la tendance dans les secteurs de la construction de logements et des investissements publics. En revanche, la consommation privée est restée peu soutenue, s'inscrivant même en baisse au quatrième trimestre. Du fait de la forte hausse du taux de change réel du yen, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre mesurés en monnaie commune auraient monté de plus de 40 pour cent depuis 1985. Le solde extérieur en volume a diminué et réduit de 1.4 pour cent la croissance du PNB. Outre les effets de l'évolution de la compétitivité, cet important ajustement extérieur en volume s'explique notamment par deux facteurs spécifiques : d'une part, les importations d'or effectuées par l'Etat pour frapper la pièce à l'effigie de l'Empereur ont majoré de 3½ pour cent la croissance en volume des importations en 1986 (sur la base du système des comptes nationaux) ; d'autre part, le recul

considérable des ventes à destination de la Chine a pesé sur les résultats globaux. Du fait de la baisse des exportations, la production manufacturière est restée quasiment stationnaire. Au quatrième trimestre de 1986, l'indice d'utilisation des capacités calculé par le MITI s'établissait à 94.9, contre 101.2 un an plus tôt (1980 = 100). Le taux de chômage a continué de monter lentement pour atteindre près de 3 pour cent en fin d'année. L'inflation, mesurée par la hausse des prix à la consommation, n'a cessé de se ralentir en 1986, et le niveau des prix a même commencé à baisser vers la fin de l'année.

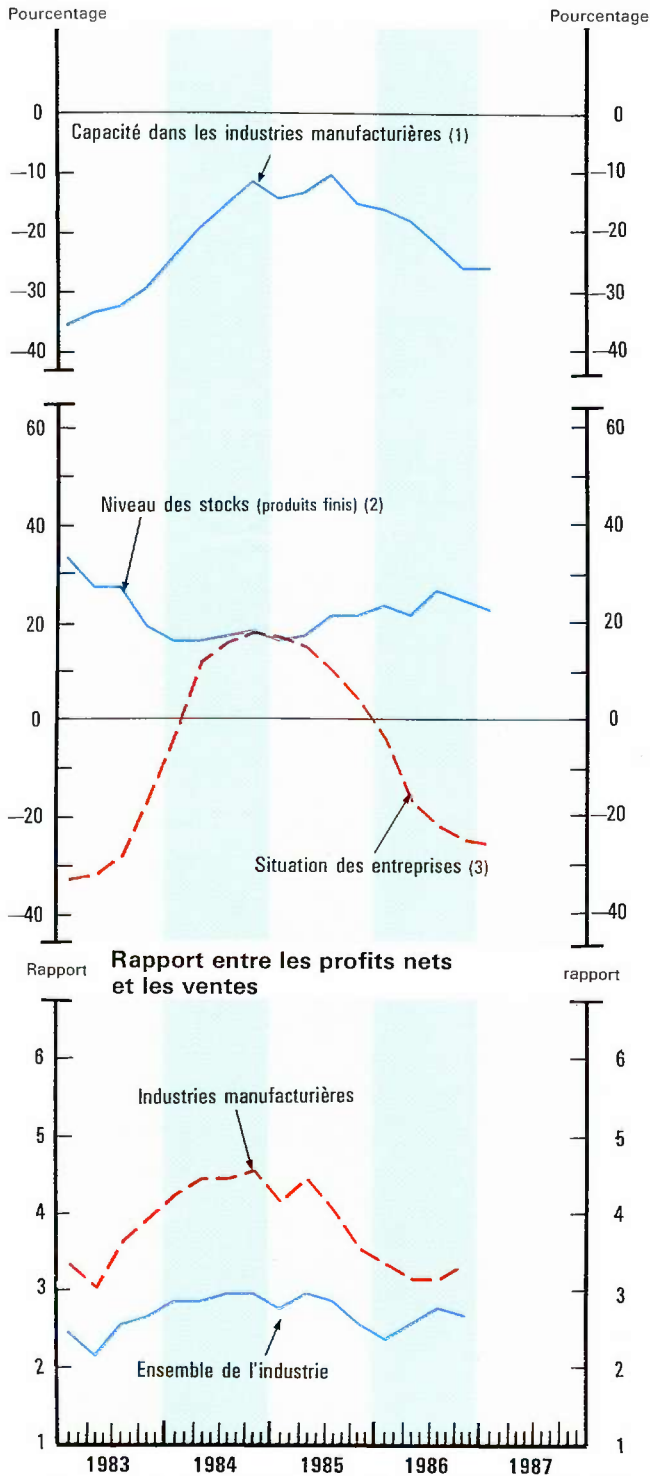
Politique économique

Le projet de budget général de l'*administration centrale* pour l'exercice 1987 poursuit l'œuvre d'assainissement des finances publiques, le déficit revenant à 3 pour cent du PNB après avoir été de 3.4 pour cent pour l'exercice 1986. Les dépenses totales sont pratiquement bloquées au détriment des travaux publics (en baisse dans le budget initial 1987 par rapport au budget révisé de l'exercice 1986). Cela tient en partie à la réduction de la fraction des dépenses d'équipement des *administrations locales* qui est financée par l'administration centrale. Les administrations locales seront incitées à accroître leurs investissements en recourant davantage à l'emprunt. D'après les prévisions initiales ces dépenses augmenteront de 3.1 pour cent et les émissions d'obligations de 21.7 pour cent. Enfin, on note une progression des investissements relevant du *programme public d'investissements et de prêts* de l'administration centrale : les dépenses totales à ce titre doivent s'accroître de 6.8 pour cent (abstraction faite des achats directs de titres publics). Globalement, d'après les projections officielles, le montant total des dépenses consacrées aux travaux publics s'inscrira en hausse de 3.4 pour cent pour l'exercice 1987 (dans les deux cas la comparaison est faite avec le budget révisé de l'exercice 1986).

L'Accord du Louvre, conclu en février, laissait prévoir de nouvelles mesures de relance de la demande intérieure. Or, si le gouvernement a bien décidé de concentrer les investissements publics en début d'exercice, il n'a pas encore proposé l'ouverture de crédits supplémentaires. Les présentes projections retiennent comme hypothèse de travail un accroissement des dépenses au titre des «secours en cas d'urgence» vers la fin de l'exercice, mais sans autres affectations de crédits puisque l'ampleur, la nature et le calendrier des mesures promises n'ont pas été indiqués. Des simulations effectuées sur le modèle INTERLINK, à partir d'hypothèses purement conjecturales retenues à titre d'exemple, montrent qu'une augmentation des investissements publics correspondant à ¾ pour cent du PNB accroîtraient cette année la demande intérieure totale de 1.1 pour cent et le PNB de 1 pour cent environ, l'excédent de la balance courante se trouvant réduit de quelque 2 milliards de dollars. Toute diminution nette

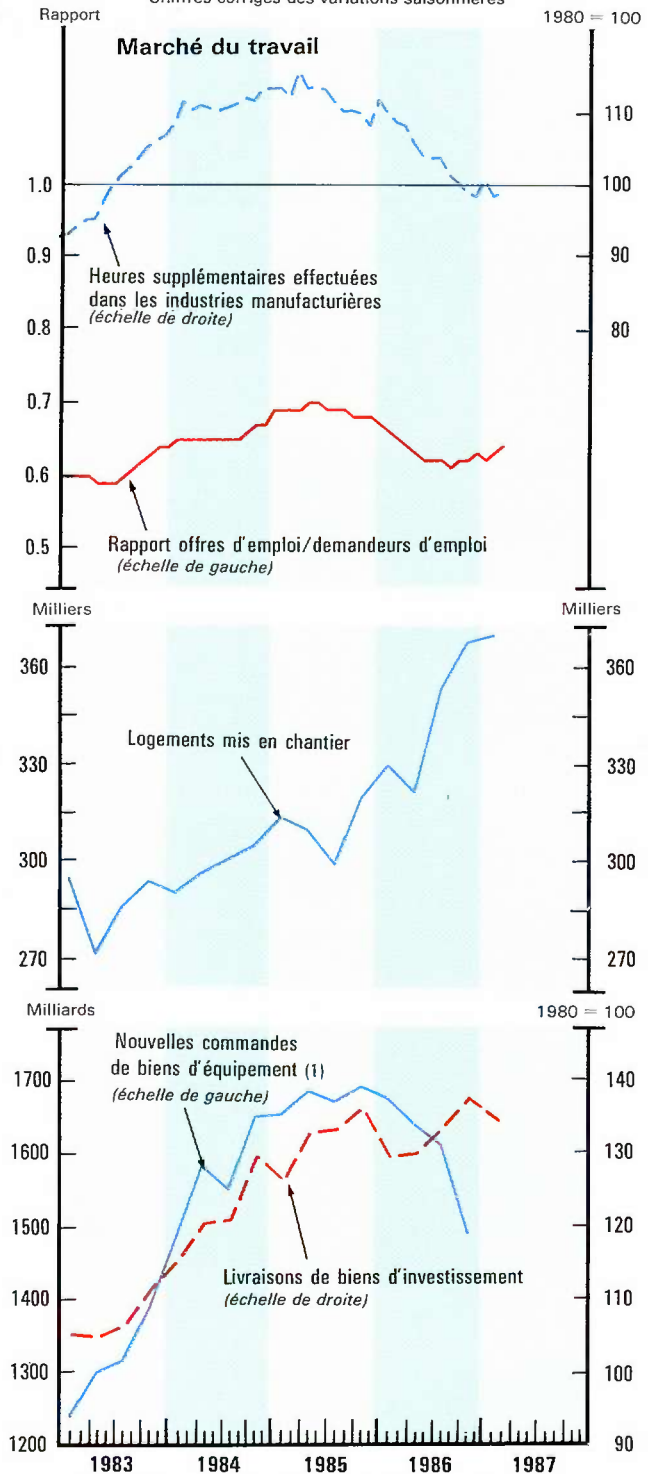
JAPON

ENQUÊTES DE CONJONCTURE



INDICATEURS RÉCENTS

Chiffres corrigés des variations saisonnières



— Prévisions : les valeurs pour la situation future sont attribuées à la fin de la période de 4 mois.

1. Pourcentage des firmes ayant une capacité insuffisante *moins* pourcentage des firmes ayant une capacité excessive.

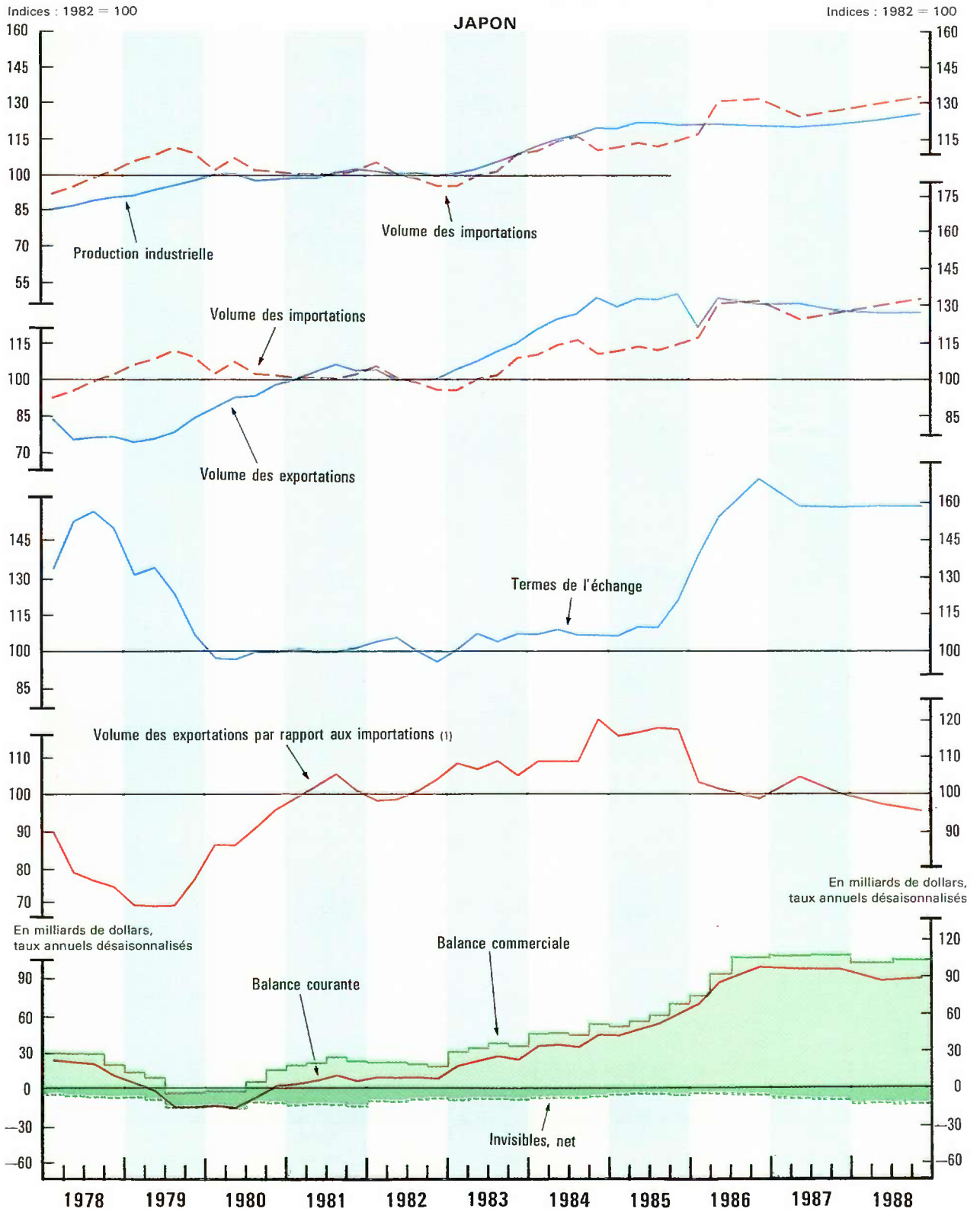
2. Pourcentage des réponses « trop élevé » *moins* pourcentage des réponses « trop bas ».

3. Pourcentage des réponses « bonne » *moins* pourcentage des réponses « mauvaise ».

Sources : Bank of Japan, *Short-Term Economic Survey of Principal Enterprises in Japan*.

1. Ne concerne pas les chantiers navals ni les centrales électriques.
 Source : EPA, Japanese Economic Indicators.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE COURANTE



1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 I, prévisions de l'OCDE.

des impôts renforcerait encore la demande. Si ces mesures amélioreraient la confiance en l'avenir des chefs d'entreprise et des consommateurs, il se pourrait que, par le jeu non négligeable du multiplicateur et de l'accélérateur, leurs effets se prolongent dans les années ultérieures.

Les projections concernant les recettes fiscales sont fondées sur les propositions de réforme fiscale présentées à l'origine par le gouvernement. L'allègement des impôts sur le revenu (à compter du 1^{er} avril 1987), compensé par une imposition plus complète des intérêts perçus par les ménages (à partir du 1^{er} octobre 1987) et par l'institution d'un impôt indirect assis sur une base très large (à partir du 1^{er} janvier 1988) auraient eu pour effet d'obérer les recettes fiscales en 1987 et de les accroître en 1988¹. En fait, ces propositions spécifiques n'ont pas été adoptées par la Diète ; néanmoins, la possibilité d'instituer une certaine sorte d'impôt indirect est à l'étude. Par ailleurs la consommation des administrations publiques a été gonflée en 1986 par les achats d'or effectués pour la frappe de pièces commémoratives. Au total, le déficit des administrations publiques devrait rester à peu près inchangé en 1987 et diminuer fortement en 1988. C'est là, toutefois, un schéma d'évolution qui prend en considération les achats d'or et le calendrier d'application des mesures fiscales : après correction de ces facteurs spéciaux, le déficit apparaît comme fléchissant régulièrement pour revenir de 0.7 pour cent environ du PNB en 1986 à 0.6 pour cent en 1987 et 0.3 pour cent en 1988².

La politique monétaire est restée expansionniste. Le taux d'escompte a été abaissé d'un demi-point en novembre et de nouveau en février. La croissance de la masse monétaire au sens large est restée dans la fourchette des 8 à 9 pour cent depuis le début de 1986. De fait, la forte liquidité de l'économie n'est pas sans préoccuper les autorités : à Tokyo, les prix des terrains ont augmenté en flèche l'an dernier, et le phénomène semble maintenant gagner les banlieues. Les cours des actions ont fortement monté, depuis le début de l'année, les rapports entre les prix des actions et les dividendes atteignant ainsi des niveaux jugés généralement intenable. Les taux d'intérêt à long terme n'ont jamais été aussi bas, le rendement d'un des titres publics les plus importants étant tombé à 2¾ pour cent à la mi-mai. Cette forte baisse semble avoir été provoquée par le comportement des investisseurs institutionnels japonais, qui se sont retirés en masse des marchés étrangers pour se reporter sur les marchés nationaux.

Les autorités suivent une politique à moyen terme de réformes propres à assurer une forte croissance du secteur intérieur des biens n'entrant pas dans les échanges internationaux. En janvier, le gouvernement a présenté un projet de réforme fiscale de large portée qui, une fois adopté par la Diète, élargirait très sensiblement l'assiette de l'impôt et donnerait plus de latitude pour moduler l'action budgétaire. La privatisation des Chemins de Fer Nationaux du Japon à compter du 1^{er} avril (et leur réorganisation par la suite) devraient en

accroître l'efficacité et alléger la lourde charge qu'ils font peser sur les finances de l'Etat. Le nouveau rapport Maekawa³ préconise d'augmenter les investissements publics afin d'améliorer les équipements sociaux du Japon. Les mesures devant être prises pour inciter le secteur privé à s'associer à de grands projets d'infrastructure contribueront sans doute à maintenir le niveau global des investissements à un moment où les entreprises manufacturières diminuent les leurs. Le rapport envisage aussi une réforme radicale de la politique foncière, proposant en particulier de réduire les substantiels avantages fiscaux dont bénéficient les détenteurs de terres agricoles en zone urbaine afin d'accroître l'offre effective aux ménages de terrains à bâtir. Il suggère également une déréglementation très poussée des secteurs de la distribution, des services financiers, de la construction, de l'agriculture, des transports et des télécommunications.

Perspectives

L'OCDE a révisé en baisse les projections concernant la demande intérieure car il apparaît que l'investissement privé hors construction de logements sera beaucoup plus faible en 1987 qu'il n'était prévu dans le n° 40 de *Perspectives économiques*. En outre, on observe que l'incertitude grandissante entame la confiance des consommateurs qui sont ainsi moins enclins à dépenser. Dans l'hypothèse purement technique d'une politique budgétaire inchangée, la demande intérieure progresserait d'un peu plus de 2 pour cent au cours de la période se terminant à la fin de 1988. A mesure que les effets de la nouvelle hausse du yen se feront sentir, le solde extérieur devrait avoir une incidence légèrement négative sur la croissance.

Avec des prix à la consommation stationnaires et une conjoncture allant en se dégradant sur le marché du travail, on prévoit que les gains nominaux moyens augmenteront de 2½ à 3 pour cent en 1987 et 1988, contre 3½ pour cent en 1986. Néanmoins, le revenu disponible réel des ménages devrait s'accroître de nouveau d'environ 3½ pour cent – les réductions d'impôt inversant le phénomène d'érosion fiscale – et de près de 2½ pour cent en 1988. Dans l'hypothèse où prendrait fin la tendance à la hausse du taux d'épargne observée durant la majeure partie de 1986, la consommation privée en volume pourrait s'accélérer un peu cette année : de fait, les chiffres provisoires concernant le début de 1987 indiquent qu'elle manifeste une certaine vigueur. La progression durable des revenus réels, la baisse des taux d'intérêt et l'attente de nouvelles hausses des prix dans ce secteur devraient stimuler la construction de logements, la tendance étant renforcée par les mesures prises récemment dans le cadre du programme public d'investissements et de prêts.

Les dernières enquêtes auprès des entreprises font présager une évolution moins favorable des investissements. En 1986, les projets initiaux ont été révisés en

baisse en raison de la hausse du yen et, d'après quelques enquêtes, les investissements pourraient en fait diminuer au cours de l'exercice 1987 (pourcentage de variation de l'investissement total en valeur) :

	Exercice 1986		Exercice 1987
	(Pré-visions)	(Estimations des résultats)	(Pré-visions)
Banque du Japon	4.7	1.9	-1.9
Nikkei	3.8	1.8	-2.0
Japan Development Bank	1.6	3.1	0.1
Agence de planification économique	1.0	1.3	0.5

La transposition de ces variations nominales en évolution des investissements en termes réels au sens des comptes nationaux est particulièrement aléatoire avec la hausse des prix fonciers, car les achats de terrains sont pris en considération dans les enquêtes, mais non dans les comptes nationaux. Toutefois, même dans l'hypothèse d'une baisse de l'indice implicite des prix des biens d'équipement, le taux de croissance des investissements en volume sera vraisemblablement assez bas.

Les exportations de marchandises en volume ont fortement augmenté ces derniers mois. D'après les estimations les plus récentes de l'OCDE, le rythme d'expansion des marchés extérieurs du Japon a été de 2.0 pour cent en 1986, mais il sera de 3.3 pour cent en

1987 et de 3.6 pour cent en 1988. Cette accélération tient en grande partie à un redressement de la demande en dehors de la zone de l'OCDE. Les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre (exprimés dans une monnaie commune) ont effectivement monté de près de 20 pour cent au premier semestre de 1986 et de plus de 10 pour cent au second. Avec l'hypothèse technique de taux de change constants (à 142.10 yen pour un dollar, taux constaté le 21 avril) et le taux relativement faible de la hausse des salaires au Japon, ces coûts sont censés rester à peu près stables au cours de la période considérée. En conséquence, ces projections indiquent une perte cumulée de parts de marché atteignant 13.8 pour cent pour la période 1985-1988, contre 10.6 pour cent dans le cas de l'Allemagne et un gain de 17.8 pour cent pour les Etats-Unis.

Les importations de marchandises ont augmenté de 13.5 pour cent en volume en 1986. La valeur en dollars des achats à l'Europe occidentale s'est accrue de 57.3 pour cent tandis que celle des importations en provenance des Etats-Unis marquait une hausse de 12.6 pour cent (la ventilation des données en volume par zone n'est pas connue). Dans le secteur des produits manufacturés l'augmentation a été de 24 pour cent, mais cela tient essentiellement au gonflement des achats d'or : abstraction faite de ce poste, elle n'est plus que de 9.4 pour cent. Les importations de produits alimentaires se sont aussi fortement accru, cependant que celles de pétrole et autres matières premières restaient pratiquement stationnaires. Les prix du commerce extérieur ont diminué, tant à l'importation qu'à l'exportation, mais,

JAPON
Balance des paiements
En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
					II	I	II	I	II
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>									
Exportations	174 016	205 558	228 250	234 500	106 077	111 750	116 500	115 500	119 000
Importations	118 029	112 899	123 000	133 750	54 236	59 250	63 750	65 750	68 000
Balance commerciale	55 987	92 659	105 500	100 500	51 841	52 500	52 750	49 750	51 000
Solde des services et transferts privés	-5 443	-5 254	-8 750	-12 000	-2 971	-4 250	-4 750	-6 000	-6 250
Solde des transferts publics	-1 375	-1 442	-1 500	-1 750	-641	-750	-750	-750	-750
Balance des opérations courantes	49 169	85 963	95 000	87 000	48 229	47 500	47 500	43 000	44 000
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>									
Balance des opérations courantes	49 169	85 963			50 199				
Mouvements de capitaux à long terme	-64 542	-131 814			-83 942				
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	3 055	1 083			-700				
Balance des mouvements non-monnaétaires	-12 318	-44 767			-34 445				
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	-1 470	13 739			6 829				
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonnières)</i>									
Pourcentages de variation en volume ^b									
Exportations	4.9	-1.4	-1	-1¼	-0.2	¼	-4½	-1½	¼
Importations	0.1	13.5	-1¼	4¼	12.2	-10¼	4¼	4½	4

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant *Balance des règlements officiels*.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels, statistiques douanières.

Compte d'affectation des ménages

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 billions de yen	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	149.0	5.2	3½	3¾
Revenus de la propriété et autres	50.7	3.0	3	3
Transferts courants reçus	46.1	5.8	4½	4¾
Revenu total	245.9	4.9	3½	3¾
Moins : impôts directs	18.0	6.4	1¾	2¼
transferts courants payés	39.0	7.5	4	5
Revenu disponible	188.8	4.2	3½	3¾
Consommation privée	159.6	3.3	3	4½
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	-	16.8	17¼	16¾

comme la baisse a été plus forte dans le premier cas, le Japon a enregistré un gain net de ses revenus réels, approchant 2 pour cent du PIB en 1986, grâce à l'amélioration des termes de l'échange. Cette évolution a compensé et au-delà l'effet de la contraction du solde extérieur en volume sur la balance courante. De fait, celle-ci dégage depuis quelques mois un excédent de l'ordre de 100 milliards de dollars en chiffre annuel, encore plus élevé que les quelque 75 milliards du premier semestre de 1986 : cet excédent considérable ne se réduira sans doute que lentement au cours de la période sous revue. Du fait de ces projections, la position extérieure nette du Japon pourrait atteindre 400 milliards de dollars (soit 18 pour cent du PNB) à la fin de 1988.

Même dans l'hypothèse technique d'un renchérissement du pétrole, l'inflation restera vraisemblablement très faible, encore que l'institution projetée d'impôts indirects assis sur une base plus large soit de nature à

faire monter les prix au début de 1988. La situation semble devoir se dégrader sensiblement sur le marché du travail, avec une réduction des heures supplémentaires, une baisse du nombre des titulaires d'un emploi régulier et une hausse du taux de chômage qui pourrait porter ce dernier à plus de 3 pour cent.

NOTES

1. D'après les estimations officielles, les effets sur les recettes de l'exercice 1987 des modifications qui seraient apportées aux impôts levés par l'administration centrale [les impôts locaux doivent eux aussi être modifiés, mais on ne dispose pas d'estimations de l'incidence de ces changements sur les recettes de l'exercice 1987] s'établiront comme suit (en billions de yen) :

	Baisses	Hausses
Impôt sur le revenu des personnes physiques	1.018	
Impôt sur les sociétés	0.403	
Imposition des revenus provenant d'intérêts		0.045
Impôt indirect		0.714
Autres		0.662

2. Ces projections ne tiennent pas compte du produit de la vente d'actions d'anciennes entreprises du secteur public. C'est ainsi que, en janvier 1987, l'Etat a vendu 1.95 millions d'actions de la Nippon Telephone and Telegraph (NTT), qui lui auraient rapporté 2.3 billions de yen. Trois autres opérations d'importances analogue sont prévues pour les trois prochaines années, de sorte que 7.8 millions d'actions auront ainsi été cédées au secteur privé, l'Etat en conservant lui aussi 7.8 millions.
3. Le rapport final au Gouvernement de la Commission du Conseil économique sur la restructuration de l'économie (présidée par M. Haruo Maekawa) a été rendu public le 23 avril 1987.

ALLEMAGNE

Principaux éléments d'appréciation

Depuis le milieu de 1986, la phase d'expansion de l'activité économique qui se poursuit maintenant depuis près de quatre ans apparaît de plus en plus en perte de vitesse. La production a stagné au dernier trimestre de 1986 et diminué au cours des premiers mois de 1987. La détérioration rapide de la situation des entreprises a surpris la plupart des observateurs ; le manque de dynamisme des exportations et le fort accroissement de la pénétration des importations témoignent d'une rapidité inattendue des réactions à la perte de compétitivité résultant de l'évolution des taux de change. De plus, la confiance des entreprises semble avoir été entamée, non seulement par l'appréciation cumulée du deutschemark depuis le début de 1985, mais aussi par la crainte de déséquilibres persistants sur les marchés des changes.

On prévoit, dans le courant de l'année 1987, une certaine reprise de l'investissement fixe des entreprises qui, jointe à l'atténuation progressive de l'effet de freinage exercé sur la production par la contraction du solde extérieur réel, devrait empêcher un nouveau tassement de l'activité économique. Sur la base de ces

hypothèses, le PIB réel devrait s'accroître d'environ 1½ pour cent en 1987 malgré une croissance négative au premier trimestre. En 1988, la production totale pourrait progresser de tout juste 2 pour cent. Les allègements d'impôts, dont le montant a été majoré conformément à l'Accord du Louvre, devraient contribuer à soutenir la demande. Comme les taux d'intérêt ne devraient pratiquement plus baisser et que les perspectives d'évolution de la demande restent relativement médiocres, l'expansion de l'investissement fixe des entreprises sera probablement assez faible. La contribution négative des exportations nettes pourrait continuer à se réduire malgré un nouveau renforcement de la pénétration des importations. Dans l'ensemble, il est peu probable que la croissance soit suffisante pour empêcher une nouvelle augmentation du chômage. Les perspectives d'évolution de l'inflation restent favorables. La hausse des prix à la consommation sera probablement inférieure à 1 pour cent en 1987 et ne devrait pas dépasser 1½ pour cent en 1988. Alors qu'en volume, le processus d'ajustement extérieur devrait se poursuivre pendant toute la période considérée, mais à un rythme de moins en moins rapide, l'évolution des termes de l'échange devrait contribuer à

ALLEMAGNE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de DM						1988				
		1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I II		1988 I II	
Consommation privée	918.1	1.5	1.8	4.2	3¼	3¼	3.7	3¼	3	3½	3
Consommation publique	326.2	2.5	2.2	2.5	2¼	2	4.9	1¼	1½	2	2
Formation brute de capital fixe	326.9	0.8	-0.4	3.3	1¼	2¾	6.9	-2½	3¼	2¾	2½
Secteur public	45.2	-2.1	-0.4	6.2	5	3	19.9	-¾	3	3	3
Secteur privé : construction de logements	99.2	2.1	-10.7	-1.2	-¾	1¼	8.3	-6	1¾	1¼	1
Secteur privé : autres	182.5	0.8	5.3	4.8	1¼	3½	3.8	-1	4	3¼	3¼
Demande intérieure finale	1 571.2	1.5	1.4	3.7	2½	2¾	4.6	1½	2¾	3	2¾
* variation de la formation de stocks	-11.5 ^a	0.4	0.1	0	¼	0	0.8	0	-¼	0	0
Demande intérieure totale	1 559.7	1.9	1.5	3.7	2¾	2¾	5.5	1¾	2½	3	2¾
Exportations de biens et services	517.5	8.5	7.3	-0.5	-1	1	-1.1	-1½	0	¾	2½
Importations de biens et services	480.1	5.5	4.7	3.2	3	3¾	3.0	2¾	3¼	3¾	4
* variation de la balance extérieure	37.4 ^a	1.1	1.0	-1.1	-1¼	-¾	-1.3	-1¼	-1	-1	-½
PNB aux prix du marché	1 597.1	3.0	2.5	2.4	1½	2	3.9	¼	1½	2	2¼
Indice de prix implicite du PNB	-	1.9	2.2	3.1	1¾	1¾	2.7	1¼	1½	2	2
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^b	-	2.5	2.1	-0.4	¾	1½	0.1	¾	1½	1½	1½
Production industrielle	-	3.4	5.3	2.0	¾	1¾	1.1	0	1½	1¾	2
Taux de chômage	-	8.2	8.3	8.0	8	8¼	7.8	8	8	8¼	8¼

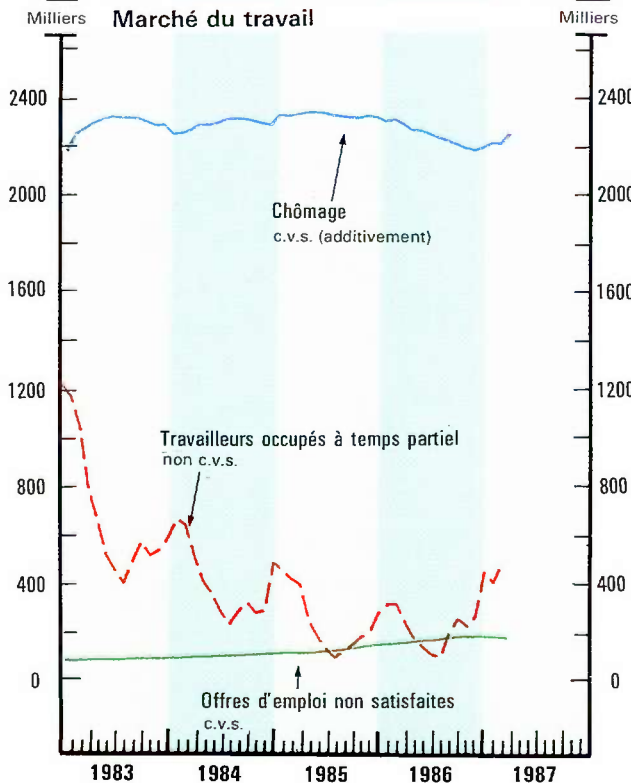
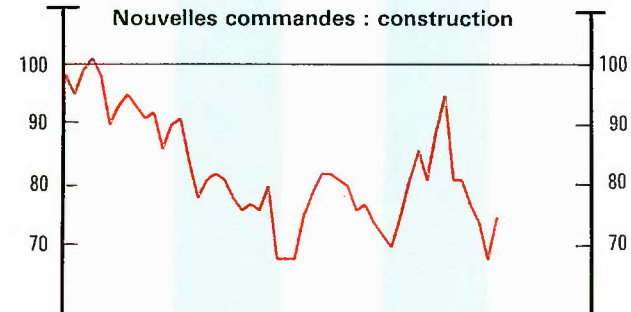
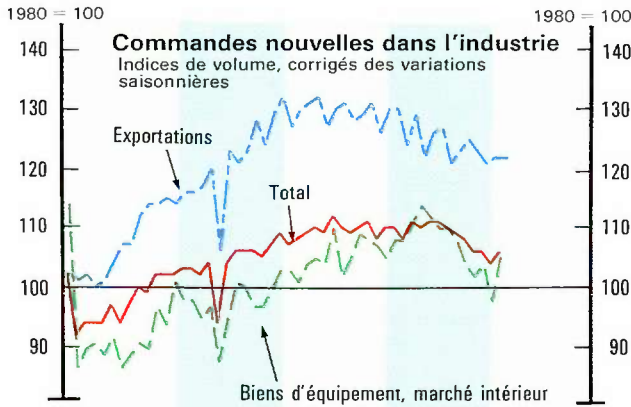
* En pourcentage du PNB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

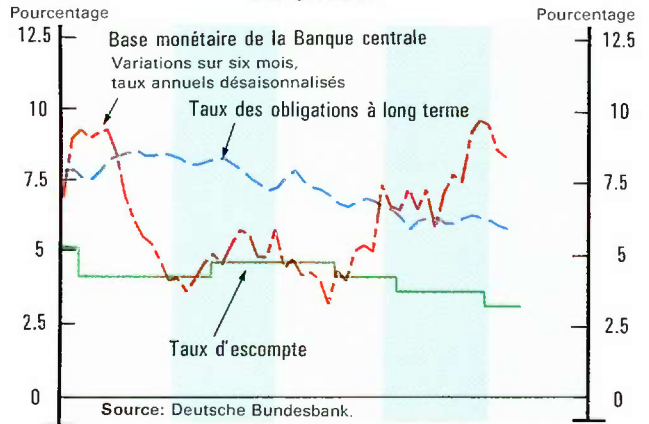
b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

ALLEMAGNE

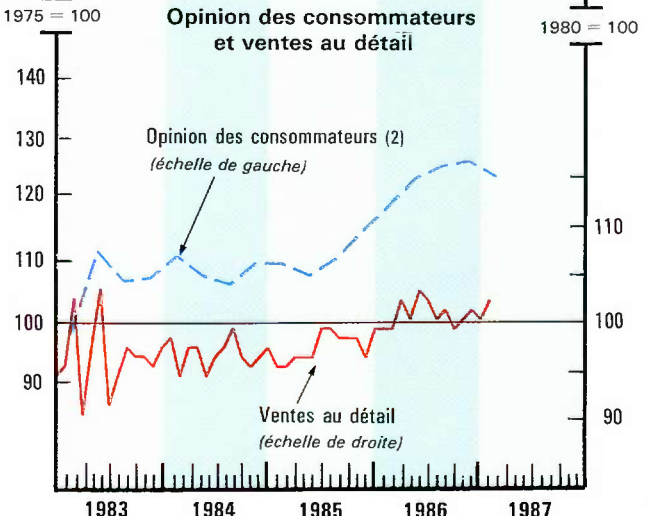
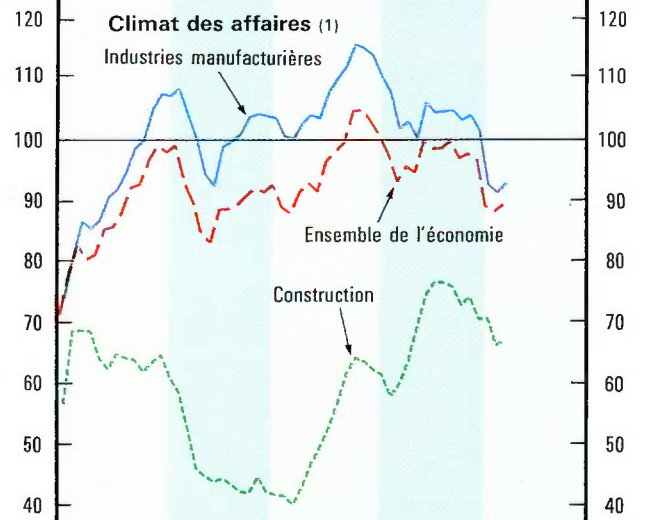
INDICATEURS RÉCENTS



POLITIQUE MONÉTAIRE ET CONDITIONS DE CRÉDIT



CLIMAT DES AFFAIRES ET OPINION DES CONSOMMATEURS



Source : Deutsche Bundesbank.

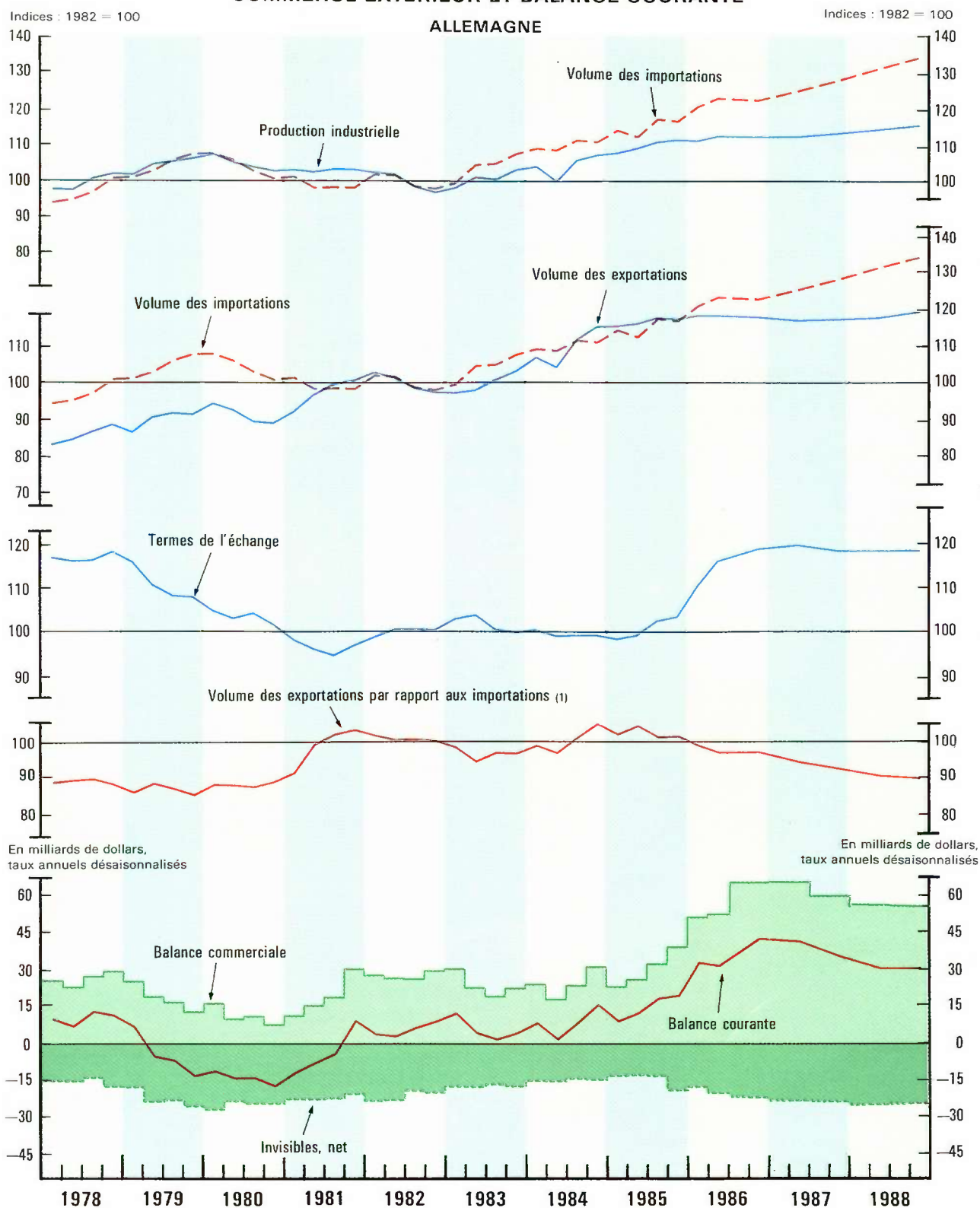
Source : Deutsche Bundesbank, IFO.

1. Moyenne pondérée de la situation économique présente et future (six mois à venir). Un niveau de 100 correspond à une situation "normale".

2. Les données trimestrielles sont la moyenne des données mensuelles et doivent être interprétées avec prudence.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE COURANTE

ALLEMAGNE



1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 I, prévisions de l'OCDE.

permettre en 1987 une nouvelle augmentation de l'excédent du compte des opérations courantes exprimé en dollars, suivi d'un léger fléchissement en 1988.

Les perspectives sont entourées d'une marge d'incertitude d'une ampleur inhabituelle. Si les indicateurs précurseurs pour les trois à six prochains mois laissent prévoir de nouveaux fléchissements des exportations et de la production industrielle, les conditions sous-jacentes de la croissance sont restées favorables. Les bénéfices des entreprises ont nettement progressé au cours des dernières années, et les prix devraient rester très stables. En termes nominaux, sinon en termes réels, les taux d'intérêt se situent à des niveaux d'une faiblesse sans précédent et l'expansion des marchés d'exportation de l'Allemagne pourrait être un peu plus soutenue qu'en 1986. Une amélioration rapide de la conjoncture semble dépendre essentiellement de l'évolution future des taux de change et des anticipations concernant cette évolution. Comme les déséquilibres des paiements internationaux ne semblent guère devoir se réduire, il est évident que le deutschemark risque de subir de nouvelles pressions à la hausse. Par ailleurs, le renforcement de la coopération internationale qui a été annoncé par l'Accord du Louvre pourrait contribuer à rétablir une situation plus normale sur les marchés des changes.

Evolution récente

En 1986, le taux de croissance de la demande intérieure, bien qu'ayant atteint 3.7 pour cent, est resté en-deça des estimations qui figuraient dans le n° 40 de *Perspectives économiques*. Le principal facteur responsable a été l'investissement privé non résidentiel, qui, ayant fortement réagi à la détérioration des carnets de commandes, a progressé moins que prévu. La demande de consommation s'est accrue de manière à peu près conforme aux prévisions. L'effet de freinage exercé sur la production par la baisse des exportations nettes réelles a été à peine plus faible qu'on ne s'y attendait, la croissance des exportations totales, comme celle des importations totales, ayant été inférieure aux prévisions. La croissance de la productivité restant faible, l'emploi a augmenté d'environ 1 pour cent et, pour la première fois depuis le début de la reprise, après 1982, le taux de chômage a diminué. Sous l'effet de la forte chute des prix à l'importation, l'indice implicite des prix de la consommation privée a baissé de près de 1/2 pour cent. Toutefois, les utilisateurs finals n'ont bénéficié que d'une partie de la «rente pétrolière», si bien qu'il s'est produit un gonflement temporaire des bénéfices. Les effets de courbe en J résultant de l'appréciation du deutschemark ont continué de masquer l'ajustement sous-jacent de la balance extérieure en termes réels, et les échanges de marchandises se sont soldés par un excédent considérable de 57 1/4 milliards de dollars. Malgré une augmentation continue du déficit des comptes des services et des transferts, l'excédent extérieur courant a atteint en 1986 le niveau sans précédent

de 35 3/4 milliards de dollars ou 4 pour cent du PNB, chiffre légèrement supérieur aux prévisions.

Pour le moment, la quasi-totalité des indicateurs conjoncturels à court terme laisse prévoir une poursuite de la «pause» que marque actuellement la croissance, sinon un nouveau fléchissement de l'activité. Les commandes en provenance de l'étranger diminuent régulièrement depuis plus de deux ans, et les commandes intérieures suivent une tendance à la baisse depuis l'automne dernier. Le niveau global des carnets de commandes correspond actuellement à moins de trois mois de production. Les entreprises se montrent de plus en plus pessimistes quant aux perspectives d'utilisation des capacités pour l'année à venir. Selon l'enquête de conjoncture de mars 1987, la confiance des entreprises a cessé de se détériorer, encore que, pour les trois à six mois à venir, les prévisions concernant la demande extérieure, la production et l'emploi aient été à nouveau révisées en baisse. Les conditions météorologiques particulièrement défavorables du premier trimestre de l'année ont entraîné une baisse de l'activité dans le secteur du bâtiment. Plus récemment, la confiance des consommateurs a marqué des signes d'affaiblissement. Les ventes au détail n'ont que modérément progressé bien que les revenus réels des ménages aient continué à augmenter fortement. Mesurés en taux annuels, les prix à la consommation ont cessé de baisser, tandis que le chômage, qui présente un certain décalage par rapport au cycle conjoncturel, tend à s'accroître depuis le début de l'année.

Politique économique

Après quatre années d'assainissement budgétaire, le déficit des administrations publiques atteignait en 1986 1 1/4 pour cent du PNB. Par suite de la croissance relativement forte des dépenses d'équipement des Länder et des Communes, les dépenses publiques totales ont progressé d'environ 4 pour cent. Les dépenses courantes de transfert ont augmenté plus modérément, ce qui s'explique en partie par l'amélioration de la situation du marché du travail. Le rapport entre les dépenses totales et le PNB a encore diminué, conformément à la stratégie budgétaire à moyen terme. Du fait des réductions d'impôt mises en œuvre au début de 1986, le produit de l'impôt sur le revenu a moins augmenté que les revenus des ménages. Par contre, les recettes publiques se sont trouvées gonflées par une croissance plus rapide du produit des impôts indirects, une forte augmentation des cotisations sociales et d'importants transferts de la Bundesbank.

Le besoin de financement des administrations publiques paraît devoir s'accroître tant en 1987 qu'en 1988. Il est prévu de limiter à 2 pour cent la croissance des dépenses fédérales, de manière à compenser la révision en baisse des prévisions concernant la croissance des recettes publiques et la réduction des transferts de la

Bundesbank. Corrigé des variations cycliques, le solde des administrations publiques pourrait rester à peu près inchangé en 1987, après un léger accroissement de ¼ pour cent du PNB en 1986. En 1988, les dépenses fédérales devraient progresser de 3 pour cent, ce qui correspond au plafond imposé par la stratégie budgétaire à moyen terme. Malgré cela, le déficit des administrations publiques pourrait atteindre près de 2 pour cent du PNB, et le solde corrigé des variations cycliques pourrait quant à lui devenir déficitaire, principalement en raison des réductions d'impôt : la deuxième phase de la réforme fiscale des années 1986-88, qui se traduira par des allègements fiscaux de 9 milliards de deutschemarks, sera mise en œuvre en 1988, et il a été décidé d'appliquer dès 1988 une partie du programme de réformes fiscales prévu pour 1990 – pour un montant d'environ 5 milliards de deutschemarks – conformément à l'engagement pris par l'Allemagne vis-à-vis de ses partenaires étrangers de stimuler sa demande intérieure.

Pendant la majeure partie de l'année 1986, la mise en œuvre de la *politique monétaire* a été soumise à des contraintes internes et externes contradictoires. D'une part, le dépassement persistant de l'objectif de croissance du stock de monnaie centrale appelait un resserrement de la politique monétaire. D'autre part, la forte hausse du cours du deutschemark, jointe aux importantes entrées de capitaux en provenance de l'étranger, semblait justifier une baisse des taux d'intérêt. Le réaligement intervenu au sein du SME à la mi-janvier 1987 (qui s'est traduit par un relèvement de 2 pour cent du cours du deutschemark par rapport à l'Ecu) a contribué – au moins momentanément – à calmer l'agitation sur les marchés des changes et à réduire les entrées de capitaux toujours importantes. Comme, par ailleurs, l'activité économique donnait des signes d'essoufflement de plus en plus évidents, le taux d'escompte et le taux Lombard ont été abaissés à la fin du mois de janvier 1987. Cette mesure a été accompagnée d'un resserrement des dispositions applicables en matière de réserves obligatoires des banques de manière à compenser les effets exercés, sur la liquidité bancaire par des interventions massives sur le marché des changes. En décembre 1986, la fourchette retenue comme objectif pour la progression du stock de monnaie centrale a été fixée à 3-6 pour cent (du quatrième trimestre de 1986 au quatrième trimestre de 1987), accompagnant ainsi la tendance au dérapage observée au cours des douze mois précédents. Au début de 1986, le dépassement de l'objectif de croissance de la monnaie centrale (3½ à 5½ pour cent) avait coïncidé avec des taux modérés d'expansion de la masse monétaire au sens large, les résidents ayant préféré les dépôts à court terme aux actifs financiers à plus longue échéance. Cela s'explique en partie par l'impression, entretenue par la Bundesbank, que les taux d'intérêt avaient été ramenés à un niveau sans précédent. Par la suite, malgré le fléchissement de l'activité économique, une expansion plus rapide des dépôts à terme s'est également traduite

par une accélération de la croissance de la masse monétaire au sens large.

Les taux à court terme du marché monétaire ont réagi à la réduction des taux réglementés au début de 1987. Toutefois, les investisseurs nationaux ont continué à manifester peu d'intérêt pour le marché obligataire. Malgré la persistance d'une forte demande étrangère de valeurs allemandes, les taux d'intérêt à long terme sont restés pratiquement inchangés, si bien que la pente de la courbe des rendements s'est accentuée. Plus récemment, tous les taux d'intérêt ont commencé à s'ajuster au niveau désormais plus bas des taux du marché monétaire. On admet qu'au cours de la période à venir, la Bundesbank continuera de mener une politique monétaire pragmatique. Il pourrait en résulter une nouvelle détente des taux sur les marchés monétaires et financiers. En même temps, comme la demande de monnaie ne s'adaptera qu'avec un certain retard à la baisse du niveau des taux d'intérêt, la progression du stock de monnaie risque fort de dépasser, en 1987, le taux de 6 pour cent qui constitue la limite supérieure de la fourchette fixée comme objectif. Toutefois, il est probable que l'expansion monétaire se ralentira en 1988 si la croissance du PNB nominal reste aussi faible que prévu.

Perspectives

Les projections présentées ici reposent essentiellement sur l'idée que l'économie allemande traverse actuellement une période de tassement *temporaire* de l'activité, et que l'on observera dans un avenir proche un certain rétablissement de la confiance des entreprises. L'actuelle baisse de l'activité d'investissement pourrait donc être de plus courte durée que ne le laisseraient prévoir les évolutions conjoncturelles du passé. La baisse des taux d'intérêt, l'amélioration de la rentabilité et la légère amélioration des perspectives offertes par les marchés d'exportation pourraient contribuer à une reprise de la formation brute de capital fixe des entreprises au second semestre de 1987. C'est néanmoins la consommation privée qui devrait être le principal moteur de la croissance. Les revenus réels devraient progresser à un rythme soutenu (bien que moins rapide qu'en 1986) et le taux d'épargne des ménages pourrait recommencer à baisser après l'augmentation temporaire de 1986. Il se pourrait que la balance extérieure continue de freiner la croissance de la production, les exportations allemandes ne se remettant que progressivement du choc provoqué par l'évolution du taux de change à la fin de 1986 et au début de 1987. En même temps, les secteurs exposés risquent de se heurter à une concurrence étrangère plus dure, et la pénétration des importations, qui a fortement augmenté récemment, semble devoir s'intensifier. Etant donné la faiblesse attendue de la demande et de la production au premier semestre de 1987, le PNB réel pourrait progresser de 1½ pour cent sur l'ensemble de 1987.

Sous l'impulsion des réductions d'impôts, la croissance de la consommation privée réelle pourrait s'accélérer au début de 1988 et s'infléchir par la suite, parallèlement à l'évolution des revenus réels. L'investissement fixe des entreprises devrait continuer de progresser jusqu'en 1988, bien qu'à un rythme relativement faible étant donné les perspectives médiocres d'évolution de la demande intérieure et extérieure. La demande intérieure pourrait augmenter de moins de 3 pour cent, et il est probable que les exportateurs allemands subiront encore des pertes, par ailleurs moins importantes, de parts de marché. Le volume des importations continuant à progresser fortement, l'expansion de la production totale pourrait atteindre à peine 2 pour cent. Dans ce contexte, l'amélioration de la situation sur le marché du travail qui a été observée en 1986 pourrait s'inverser. Le chômage pourrait recommencer à augmenter, malgré la faible progression de l'offre de main-d'œuvre.

Les perspectives d'évolution des prix restent favorables. En 1987, le fléchissement des prix à l'importation, et sans doute aussi certains effets retardés de la baisse des prix du pétrole intervenue en 1986, devraient avoir une influence déflationniste. En 1988, la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre se ralentira probablement. On peut s'attendre à ce que la productivité du travail augmente à nouveau à un rythme plus rapide, et comme la situation sur le marché du travail n'est pas très tendue, il est peu probable que la progression des salaires nominaux suive celle des prix à la consommation.

Les effets de courbe en J, ainsi que l'amélioration des

Compte d'affectation des ménages

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 milliards de DM	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	902.5	5.0	4¼	3¼
Revenus de la propriété et autres ^a	350.9	5.7	5	4½
Transferts courants reçus ^b	348.2	2.6	3	3
Moins : intérêts sur la dette des consommateurs	19.4	-1.0	¼	1
Revenu total	1 582.2	4.7	4¼	4
Moins : impôts directs	166.1	4.0	5	1
transferts courants payés	364.6	6.0	5	3¼
Revenu disponible	1 051.5	4.4	3¼	4½
Consommation privée	918.2	3.8	4	4¼
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	-	12.0	11¼	11½

a) A l'exclusion des bénéfices non distribués des entreprises individuelles.

b) Publics et privés.

termes de l'échange, continueront à jouer un rôle essentiel dans l'ajustement prévu de la balance extérieure réelle. Après une baisse de 2¼ pour cent en 1987, les prix à l'exportation exprimés en monnaie nationale devraient augmenter de 1¼ pour cent en 1988, alors que l'on prévoit une hausse de 1 pour cent des prix à l'importation, faisant suite à une baisse de 4½ pour cent en 1987. De ce fait, l'excédent extérieur courant exprimé en dollars pourrait rester inchangé en 1987 avant de diminuer en 1988 pour s'établir à 2½ pour cent du PNB.

ALLEMAGNE

Balance des paiements

En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I	1987 II	1988 I	1988 II
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>									
Exportations	173 395	232 587	267 000	274 500	122 142	132 750	134 250	135 750	138 500
Importations	144 533	175 256	205 750	219 750	90 126	100 750	105 000	108 250	111 500
Balance commerciale	28 861	57 331	61 500	54 750	32 016	32 000	29 250	27 500	27 250
Solde des services et transferts privés	-9 532	-13 983	-16 250	-17 000	-7 533	-8 000	-8 250	-8 750	-8 500
Solde des transferts publics	-6 128	-7 515	-8 250	-8 500	-3 965	-4 000	-4 250	-4 250	-4 250
Balance des opérations courantes	13 201	35 834	37 000	29 000	20 518	20 000	17 000	14 500	14 500
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>									
Balance des opérations courantes	13 201	35 834			20 937				
Mouvements de capitaux à long terme	-2 197	18 978			9 527				
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	-970	-24 844			-6 749				
Balance des mouvements non-monétaires	10 036	29 967			23 715				
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	627	2 747			5 579				
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonnières)</i>									
Pourcentages de variation en volume ^b									
Exportations	6.4	1.3	-¾	1¼	-0.7	-1½	½	¾	2¼
Importations	4.6	6.1	3½	4¾	1.0	4¼	4½	5	4½

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant Balance des règlements officiels.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels, statistiques douanières.

FRANCE

Principaux éléments d'appréciation

La situation économique s'est quelque peu dégradée au cours des premiers mois de 1987 : l'activité s'est ralentie, du fait notamment d'un processus d'ajustement des stocks, le chômage a rapidement progressé et la hausse des prix s'est réaccélérée. Toutefois, un certain nombre de tendances sous jacentes devraient rester bien orientées. L'évolution des salaires devrait continuer à faire preuve de modération, se traduisant par une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre parmi les plus faibles des principaux pays de l'OCDE. L'évolution favorable de la compétitivité, au moins vis-à-vis des partenaires européens, devrait permettre d'enrayer les pertes de parts de marché à l'exportation, tandis que la forte progression des profits en 1986 devrait conduire les entrepreneurs à accroître leurs investissements. Au total, on pourrait assister, après un premier semestre 1987 médiocre, à une reprise de la demande et à un ralentissement de l'inflation. En moyenne annuelle, toutefois, les résultats de 1987 se dégraderaient par rapport à ceux de 1986, tant en ce qui concerne l'activité

que la hausse des prix. Dans ce contexte de croissance lente, le chômage continuera vraisemblablement de s'aggraver, les programmes actuels de stage permettant à peine de stabiliser l'emploi, sans pouvoir absorber la progression encore rapide de l'offre de main-d'œuvre. Au plan extérieur, l'amélioration de la compétitivité devrait être compensée par la dégradation des termes de l'échange avec en particulier un alourdissement de la facture pétrolière, de sorte que l'excédent de la balance courante pourrait enregistrer un léger déficit à la fin de 1988.

Si les conditions paraissent réunies pour que l'assainissement en profondeur de l'économie française se poursuive, des incertitudes importantes subsistent, notamment en ce qui concerne le comportement des entreprises. Au vu de l'évolution récente, on ne peut en effet pas exclure que les entrepreneurs continuent d'élargir leur marges de profit, au risque de relancer les revendications salariales. A cet égard, la pression exercée par la concurrence reste certainement insuffisante dans de nombreux secteurs. Par ailleurs, la poursuite du redressement passe par l'amélioration de

FRANCE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1970)

	1982 prix courants milliards de FF										
		1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I II		1988 I II	
Consommation privée	2 306.2	1.1	2.4	3.1	1½	1¾	1.8	1½	1¾	1¾	1½
Consommation publique	587.8	1.1	1.3	1.5	¾	½	1.0	½	1	½	½
Formation brute de capital fixe	742.2	-1.3	3.2	4.2	3	3¾	2.6	3	3½	3¾	4
Secteur public ^a	109.1	2.1	2.3	2.7	2	1¾	2.0	2¼	1½	2	2
Construction de logements ^b	178.5	-4.6	-2.5	-2.2	½	1¼	-0.1	½	¾	1¼	1½
Investissement productif	454.6	-1.0	5.2	6.4	4	4¾	3.5	4	4¾	4¾	5
Demande intérieure finale	3 636.2	0.6	2.4	3.1	1¾	2	1.9	1¾	2	2	2
* variation de la formation de stocks	31.2 ^c	0.1	-0.3	0.7	0	¼	1.6	-1	½	¼	0
Demande intérieure totale	3 667.4	0.7	2.1	3.8	1¾	2¼	3.5	¾	2½	2¼	1¾
Exportations de biens et services	772.1	7.2	2.4	0.1	2½	3¾	3.5	1½	3½	3¾	4
Importations de biens et services	872.6	3.6	5.2	7.1	4	4	9.0	1¾	4	4	3¾
* variation de la balance extérieure	-100.5 ^c	0.9	-0.7	-1.8	-½	-¼	-1.5	0	-¼	-¼	0
PIB aux prix du marché	3 566.9	1.5	1.4	2.0	1¼	2	2.0	½	2¼	2	1¾
Indice de prix implicite du PIB	-	7.2	5.8	5.3	3	2½	4.5	2¾	2½	2¼	2½
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^d	-	7.2	5.5	2.2	3¼	2½	2.6	3¾	2¾	2¼	2¾
Production industrielle ^e	-	1.7	0.9	1.0	2	3	4.0	1	2¾	3	2¾
Taux de chômage	-	10.0	10.2	10.5	11¼	12	10.6	11	11½	11¾	12

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Non compris les entreprises nationales.

b) Y compris la construction publique de logements.

c) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

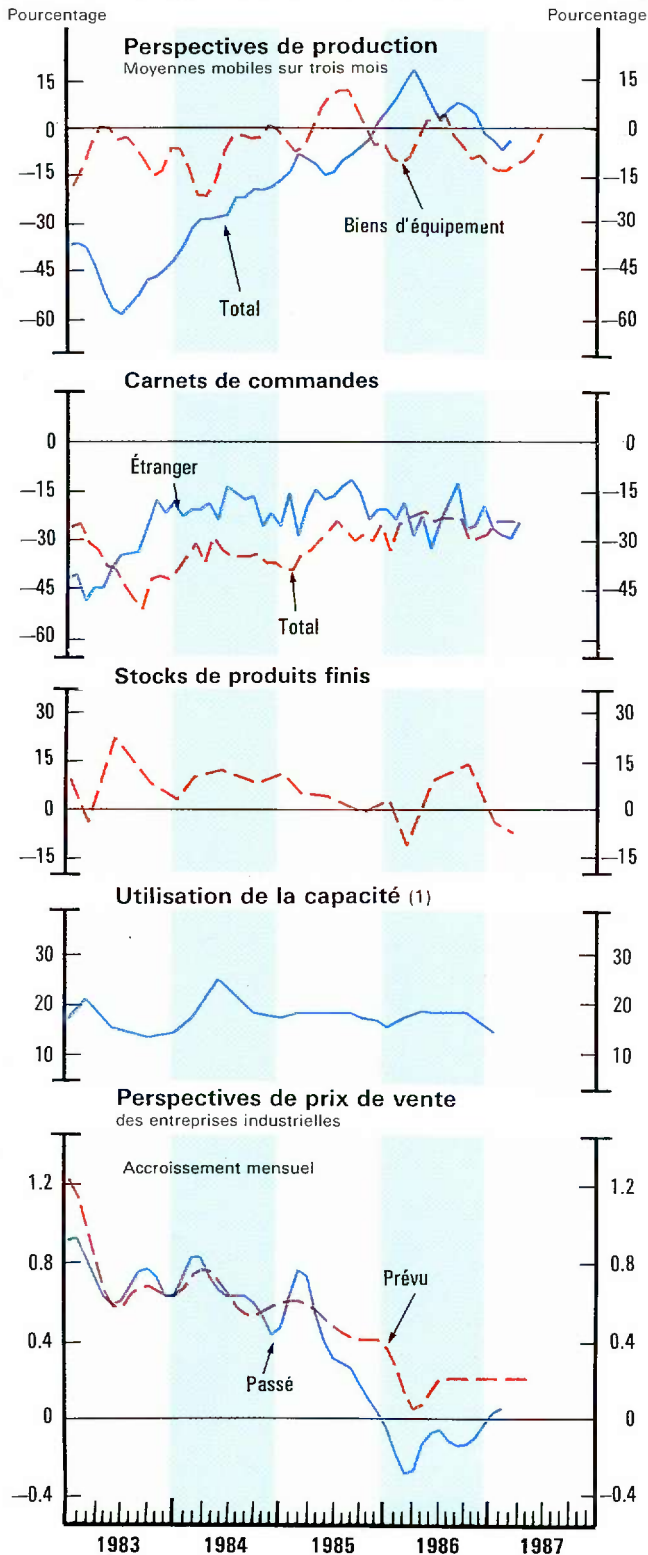
d) Indice de prix implicite de la consommation privée.

e) Indice trimestriel.

FRANCE

ENQUÊTES DE CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE

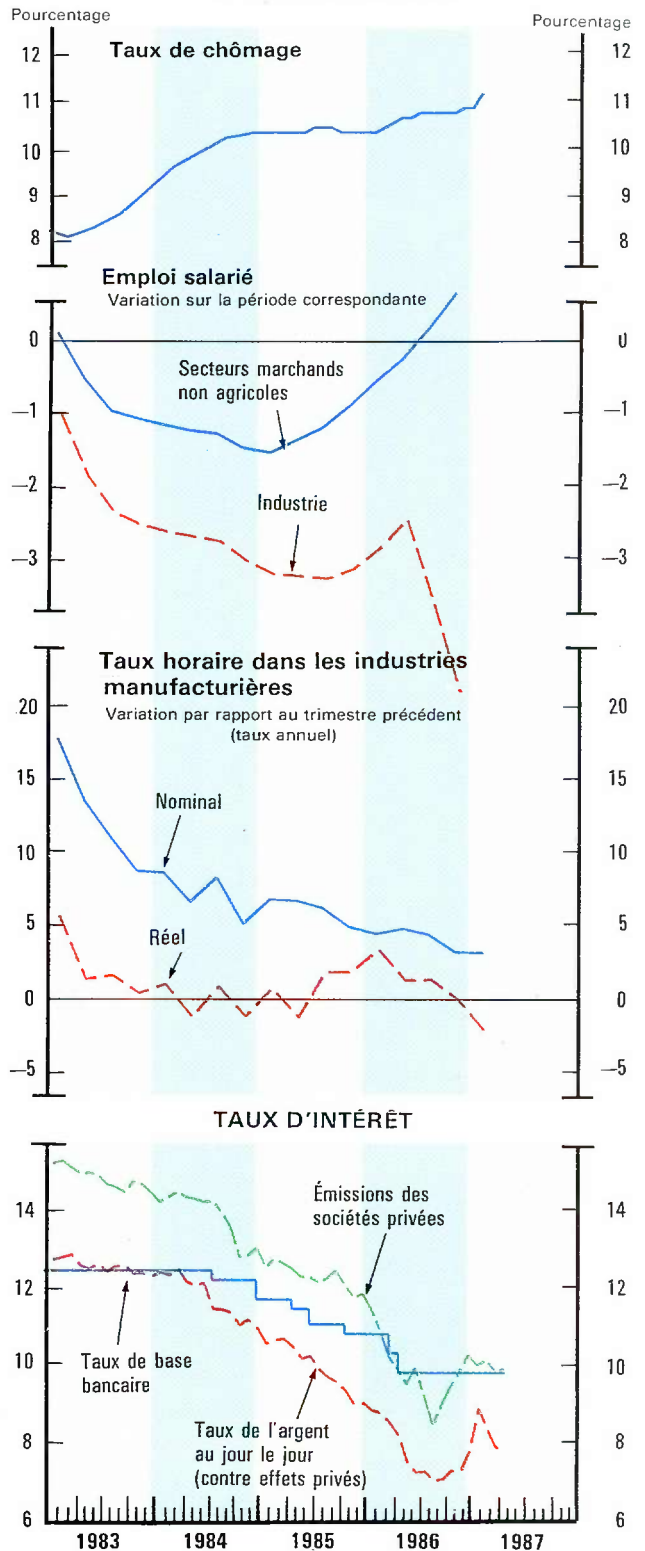
Solde des réponses positives et négatives formulées par les chefs d'entreprises



1. Cette série traduit le pourcentage des entreprises qui ne peuvent pas produire davantage avec les moyens actuels en raison de difficultés d'origine diverse (défaut d'approvisionnement, manque d'équipement, insuffisance de personnel).

MARCHÉ DU TRAVAIL

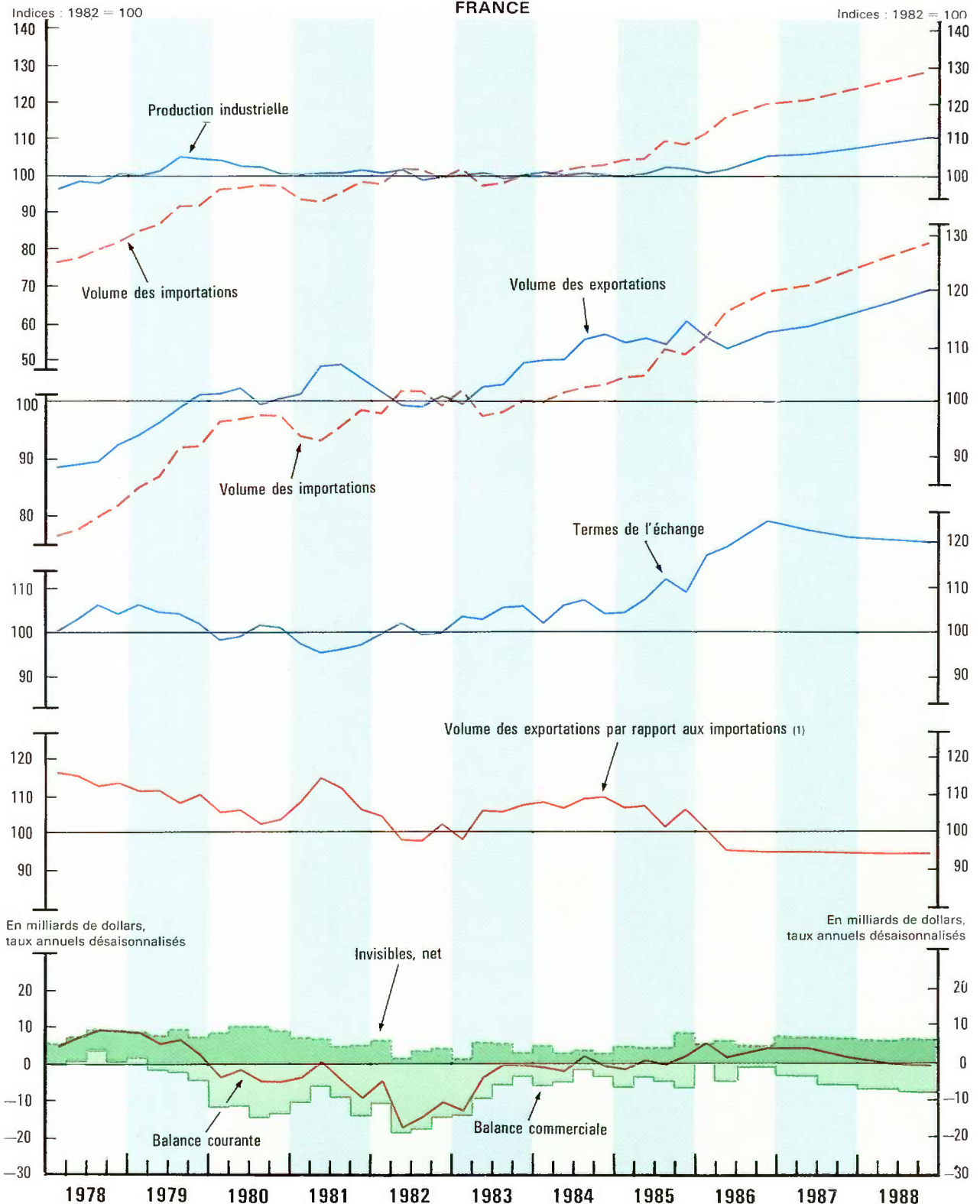
Corrigé des variations saisonnières



Source : INSEE, tendances de la conjoncture; Statistiques financières de l'OCDE.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIER ET BALANCE COURANTE

FRANCE



1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 I, prévisions de l'OCDE.

l'appareil productif et un effort soutenu d'investissement. Or, dans un climat marqué par de nombreuses incertitudes, tant au plan national qu'international, les entrepreneurs pourraient être amenés à faire preuve d'attentisme dans leur décisions d'investissement, d'autant plus que la rentabilité des placements financiers paraît devoir rester élevée. L'affectation d'une partie du produit des privatisations à des dotations en capital aux entreprises publiques devrait contribuer à soutenir l'investissement. La marge de manœuvre des autorités reste cependant limitée, à la fois par la persistance d'une contrainte extérieure et par la situation des finances publiques. Si l'exécution du budget 1987 sera facilitée par la progression exceptionnelle du revenu imposable enregistrée en 1986, il sera plus difficile en 1988 de concilier le double objectif de diminution du déficit et d'allègement de la fiscalité. Par contre, la réduction graduelle attendue des taux d'intérêt devrait faciliter la reprise des investissements et la réduction du déficit public.

Evolution récente¹

Après dix-huit mois d'expansion soutenue (au rythme annuel de 3¼ pour cent), la demande intérieure finale s'est tassée au deuxième semestre de 1986. Avec le ralentissement de l'augmentation des salaires et l'alourdissement des cotisations sociales, le pouvoir d'achat des ménages n'a plus guère progressé, tandis que la croissance des investissements privés non résidentiels s'est ralentie. La reprise modérée des exportations a été plus que compensée par une vive accélération des importations et la contribution des échanges extérieurs à la croissance est restée nettement négative. Toutefois, les entrepreneurs ont mal perçu cet infléchissement de la demande finale et ont continué d'accroître leur activité. Aussi a-t-on assisté au deuxième semestre à la constitution de stocks involontaires importants. Ce mouvement paraît être en train de s'inverser, comme le suggère la dégradation des perspectives de demande et de production dans les enquêtes de conjoncture. Dans un contexte de croissance modeste, les mesures d'aide à l'emploi des jeunes ont permis de stabiliser le niveau des effectifs sans pour autant empêcher, compte tenu de la progression toujours rapide de l'offre de main-d'œuvre, une aggravation du chômage qui touchait, en mars, plus de 11 pour cent de la population active, contre 10.3 pour cent un an auparavant.

Le niveau élevé du chômage a continué de peser sur les revendications salariales : la hausse du taux de salaire horaire a été ramenée à 0.6 pour cent (taux trimestriel, le plus faible depuis trente ans) à la fin de 1986 et les premiers accords pour 1987 signés dans le secteur privé prévoient généralement des augmentations inférieures à 2½ pour cent. Par contre, la hausse des prix à la consommation, qui s'était stabilisée depuis le deuxième trimestre de 1986 sur un rythme trimestriel de 0.7 pour cent, s'est nettement accélérée au début de

Les nouveaux comptes nationaux ne présentent pas de changements notables dans leur architecture générale mais intègrent des reclassements importants d'opérations et d'agents, notamment pour le traitement des hôpitaux (antérieurement classés dans les sociétés et désormais regroupés avec les administrations publiques) et des institutions financières. Le travail au noir est explicitement pris en compte mais, dans le même temps, les estimations sur l'évasion et la fraude fiscales ont été révisées en baisse.

Au niveau des résultats, le PIB est légèrement révisé en hausse (2 pour cent en 1984) avec un partage prix/volume un peu plus favorable à ce dernier que dans l'ancienne base. Par grandes catégories de la demande, les principales modifications portent sur la révision en baisse des investissements en machines, compensée par un ajustement de sens opposé des dépenses de construction, et sur une amélioration sensible du solde des échanges de biens et services (qui se rapproche ainsi des données de balance des paiements). Par ailleurs, le taux de marge des sociétés a été relevé de 2 points (mais son évolution reste inchangée), tandis que la baisse du taux d'épargne des ménages depuis le pic de 1978 apparaît beaucoup plus prononcée dans les nouveaux comptes.

Au plan conjoncturel, les comptes trimestriels aux prix de 1980 font apparaître des évolutions intra-annuelles assez différentes de ce qui avait été estimé précédemment, avec notamment le maintien d'une croissance soutenue de la demande intérieure finale au deuxième semestre de 1986.

En volume, aux prix de 1980 variations en pourcentage	1985		1986		
	1985	1986	II	I	II
Consommation privée	2.4	3.4	3.4	3.8	2.8
Consommation publique	3.2	2.7	3.0	2.2	3.6
Formation brute de capital fixe	1.1	3.0	6.3	0.9	3.9
Demande intérieure finale	2.3	3.2	3.8	2.9	3.2
Variation de la formation de stocks	0.0	0.7	1.1	0.1	1.3
Variation de la balance extérieure	-0.5	-1.7	-1.8	-1.6	-1.7
PIB aux prix du marché	1.7	2.2	3.1	1.4	2.8

1987 (+1.2 pour cent pour les trois premiers mois de l'année), portant le rythme de progression sur douze mois à 3.3 pour cent. Ce dérapage tient, pour une part, à l'augmentation des prix des produits pétroliers, mais aussi à une forte augmentation des prix des services privés. En fait, le processus d'élargissement des marges de profit dans les services s'est amorcé dès avant l'achèvement de la levée du contrôle des prix à la fin de 1986 : selon les calculs de l'INSEE, la hausse des prix à la production observée dans ce secteur entre le premier semestre de 1985 et la deuxième moitié de 1986 aurait été deux fois plus rapide que ce qu'aurait impliqué mécaniquement l'évolution des coûts (respectivement +5.6 pour cent et +2.7 pour cent) ; au stade de la

consommation, la hausse des prix des services privés s'inscrit depuis six mois sur une pente annuelle de 10 pour cent.

L'amélioration de la demande étrangère a permis une reprise des exportations de produits manufacturés au deuxième semestre, après trois semestres de recul. Néanmoins, les pertes de parts de marché sont restées importantes, tandis que la croissance des importations s'est nettement accélérée, reflétant notamment la détérioration des prix relatifs sur le marché intérieur. Au total, seule la réduction de la facture énergétique a permis de dégager un léger excédent commercial (sur la base des données douanières), les échanges de produits industriels se soldant pour leur part, hors matériels militaires, par un léger déficit (caf/fob), à comparer avec un excédent annuel de 70 milliards de francs deux ans auparavant. Au premier trimestre de 1987, la balance commerciale a été à nouveau déficitaire, du fait notamment d'une augmentation sensible, tant en volume qu'en prix, des achats de pétrole, mais aussi d'une nouvelle dégradation du solde des échanges de produits manufacturés. Les échanges de service continuant de dégager un surplus important, la balance courante s'est soldée par un excédent en 1986 (26 milliards de francs, soit 1/2 pour cent du PIB), pour la première fois depuis 1979. Cette amélioration a permis de réduire fortement la dette extérieure directe de l'Etat, qui a été ramenée à 7 milliards de francs à la fin de 1986. Le franc a continué de s'apprécier par rapport au dollar (+16 pour cent entre avril 1986 et avril 1987) mais a peu varié en termes effectifs, du fait notamment des modifications de parité intervenues à l'occasion des réalignements au sein du SME.

Politique économique

L'effort de maîtrise des dépenses de l'Etat a porté ses fruits en 1986. Le niveau absolu du déficit budgétaire a été stabilisé, pour la première fois depuis le début des années 80, s'établissant en deçà de l'objectif de 3 pour cent du PIB retenu dans la Loi de finances. Par contre, les opérations de la sécurité sociale se sont dégradées du fait, notamment, d'un dérapage des dépenses de santé. Le besoin de financement des administrations publiques est ainsi passé, selon les estimations officielles, de 2.6 pour cent du PIB en 1985 à 2.9 pour cent en 1986. La politique budgétaire devrait être moins expansionniste en 1987 et 1988. La Loi de finances pour 1987 vise à ramener le déficit budgétaire à 2 1/2 pour cent du PIB, tout en réduisant les impôts sur les ménages et les entreprises. Toutefois, compte tenu de l'alourdissement parallèle des cotisations sociales, seules les entreprises bénéficieront effectivement d'un allègement important des prélèvements obligatoires (estimé à 23 milliards de francs, soit 1/2 pour cent du PIB, si on inclut les réductions de cotisations patronales pour l'emploi des jeunes). Avec, d'une part, la forte augmentation de la masse imposable intervenue en 1986, notamment dans

les entreprises et, d'autre part, un effort important de compression des dépenses de personnel (réduction des effectifs et limitation des hausses de salaire à 1.8 pour cent) et des dépenses de santé, le besoin de financement pourrait être ramené, selon les prévisions de l'OCDE, à 2.7 pour cent du PIB en 1987 et, à politique inchangée, à 2.5 pour cent en 1988. Cependant, le gouvernement a annoncé, pour 1988, son intention de poursuivre l'allègement de la fiscalité et de ramener le déficit budgétaire à 2.2 pour cent du PIB². La réalisation de ce double objectif demandera des arbitrages difficiles en matière de dépenses. Un prélèvement exceptionnel de 1 pour cent sur l'ensemble des revenus est également envisagé pour financer la sécurité sociale. Au total, la politique budgétaire pourrait devenir sensiblement plus restrictive qu'il ne ressort des hypothèses retenues dans les prévisions.

Le programme de privatisations actuellement en cours n'allège que de façon indirecte la contrainte budgétaire. En effet, le produit de ces opérations n'est pas affecté au budget général mais sur un compte spécial du Trésor. Il sera utilisé principalement pour réduire l'endettement de l'Etat et, à concurrence du tiers, à des dotations en capital aux entreprises publiques. Le succès rencontré par les premières opérations de privatisation a conduit les pouvoirs publics à réviser en hausse (à 40 milliards au lieu de 30 milliards inscrits dans le budget) leurs prévisions de recettes de privatisations pour 1987 et à porter à 13 1/2 milliards le montant des dotations en capital, notamment pour faciliter le financement des infrastructures de transport.

Conformément aux objectifs retenus par les autorités monétaires, la progression de M3 a continué à se ralentir tout au long de 1986 pour être ramenée à 4 1/2 pour cent en fin d'année, se stabilisant sur cette pente au premier trimestre de 1987. L'augmentation de l'agrégat large est L, par contre, restée soutenue (7 pour cent), non seulement du fait du développement des innovations financières, mais aussi d'un accroissement de l'épargne contractuelle traditionnelle. La décélération de M3 a été facilitée par une réduction du financement monétaire du Trésor (20 milliards de francs pour l'ensemble de 1986 contre 65 milliards en 1985); il traduit également un ralentissement de la demande de crédit des entreprises, découlant à la fois de la réduction globale de leur besoin de financement³ et d'un recours aux possibilités nouvellement ouvertes de financement sur le marché monétaire. Enfin, face à la résurgence de tensions sur les marchés des changes, la politique des taux d'intérêt a été considérablement durcie dans les derniers mois de 1986, le taux d'intervention de la Banque Centrale étant porté jusqu'à 8 1/2 pour cent (pensions à sept jours) en janvier 1987. La tendance à une détente graduelle des taux du marché observée au premier semestre de 1986 a été ainsi inversée et ceux-ci s'établissaient en mars 1987 pratiquement au même niveau qu'un an auparavant. Avec la levée des contrôles administratifs sur les crédits à l'économie, la politique des taux devrait désormais jouer un rôle central dans la régulation des agrégats

monétaires. Les objectifs retenus dans ce domaine pour 1987 (progression dans une bande de 4 à 6 pour cent pour M2 et de 3 à 5 pour cent pour M3) devraient être compatibles avec un abaissement graduel des taux d'intérêt nominaux, conduisant à une réduction de l'écart avec les taux allemands. Toutefois, du fait de l'ouverture progressive sur l'extérieur des circuits financiers, le niveau des taux d'intérêt sera largement dépendant, plus encore que par le passé, de celui des taux pratiqués sur les marchés financiers internationaux, ainsi que des tensions sur les marchés des changes.

Perspectives

Avec l'arrêt de l'amélioration des termes de l'échange et l'orientation plus restrictive conférée à la politique budgétaire, les facteurs exogènes de soutien de la demande devraient perdre de leur influence en 1987. L'amélioration de la profitabilité et de la compétitivité des entreprises devrait cependant permettre une poursuite de la reprise des investissements et un redressement graduel des échanges extérieurs. Ainsi, après un début d'année médiocre dominé par un processus d'ajustement des stocks, la croissance du PIB se raffermirait, s'inscrivant à partir du deuxième semestre sur une pente de l'ordre de 2 pour cent, comparable à celle enregistrée en 1986, mais mieux équilibrée entre demande intérieure et échanges extérieurs.

La reprise resterait toutefois insuffisante pour enrayer l'augmentation du chômage, et le sous-emploi devrait

donc continuer de peser sur les revendications salariales. Bien plus, au premier semestre 1987, l'accélération sensible des prix à la consommation, en général non prise en compte dans les négociations salariales du début d'année, provoquerait une baisse des salaires réels qui ne serait qu'en partie compensée dans la deuxième moitié de l'année. La tendance à la modération des revenus salariaux sera également accentuée par la moindre progression des traitements des fonctionnaires, tandis que l'effort d'assainissement de la sécurité sociale devrait peser sur les transferts. Aussi, malgré la forte croissance des revenus de la propriété, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages accuserait un ralentissement significatif en 1987 par rapport à 1986, et ne se redresserait que marginalement en 1988, grâce principalement à la décélération de l'inflation. La consommation des ménages s'en trouverait nettement freinée, d'autant que la tendance à la baisse de la propension à épargner, très marquée depuis 1981, pourrait s'infléchir, du fait à la fois du maintien de rémunérations attractives sur les placements financiers et d'une reprise graduelle de la demande de logement à la suite des dispositions prises en 1986.

Si, prise globalement, la demande des ménages devrait s'affaiblir, la reprise des investissements des entreprises, intervenue depuis deux ans, devrait se poursuivre. Les enquêtes indiquent notamment une accélération en 1987 des dépenses d'équipement dans l'industrie et, après un certain attentisme en début d'année, la progression serait plus marquée à partir du second semestre 1987. Cette évolution s'expliquerait

FRANCE

Balance des paiements

En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986		1987		1988	
					II	I	I	II	I	II
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>										
Exportations	95 226	118 809	137 250	145 000	61 576	67 500	69 750	71 500	73 500	
Importations	100 590	120 459	141 750	152 250	62 048	69 250	72 500	75 000	77 250	
Balance commerciale	-5 364	-1 649	-4 500	-7 250	-472	-1 750	-2 750	-3 250	-3 750	
Solde des services et transferts privés	6 530	7 636	9 750	9 250	3 366	5 000	4 750	4 500	4 750	
Solde des transferts publics	-1 336	-2 515	-2 750	-3 000	-1 021	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	
Balance des opérations courantes	-170	3 471	2 500	-750	1 872	1 750	500	-250	-500	
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>										
Balance des opérations courantes	-170	3 471			2 731					
Mouvements de capitaux à long terme	3 267	-6 809			-4 784					
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	2 000	2 097			2 317					
Balance des mouvements non-monétaires	5 103	-1 241			264					
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	2 277	1 689			-4 983					
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonnières)</i>										
Pourcentages de variation en volume ^b										
Exportations	1,9	-0,2	2¾	3¾	3,7	1¾	3¾	3¾	4	
Importations	4,9	9,3	4½	4¾	10,7	1¾	4¾	4¾	4	

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant Balance des règlements officiels.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels, statistiques douanières.

Compte d'affectation des ménages

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 milliards de francs	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	1 983.1	4.2	3½	3½
Revenus de la propriété et autres	818.3	6.1	6½	5¼
Transferts courants reçus	934.3	5.8	5½	4½
Revenu total	3 735.7	5.0	4¾	4¼
Moins : impôts directs	231.5	4.5	3¾	4¾
transferts courants payés	785.2	4.8	5½	4½
Revenu disponible	2 719.0	5.1	4½	4
Consommation privée	2 293.1	5.3	4¾	4¼
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	-	12.2	12	11¾

essentiellement par la poursuite de l'amélioration de la situation financière des entreprises. Les profits devraient continuer à s'accroître en 1987 et 1988, quoiqu'à un rythme plus ralenti qu'en 1984-86, les entrepreneurs profitant de la faible progression des coûts salariaux pour restaurer des taux de marge et de rentabilité du capital compatibles avec le niveau toujours élevé des taux d'intérêt réels. Dans ces conditions et compte tenu des perspectives encore incertaines des débouchés, les dépenses en capital porteraient essentiellement sur des investissements de renouvellement et de modernisation destinés à renforcer la productivité. Bien que l'écart positif entre la croissance du coût du travail et celle du coût d'usage du capital devrait tendre à s'annuler, voire même à s'inverser au cours de la période de prévision, cette évolution ne commencerait à freiner la substitution du capital au travail qu'à partir de 1988. Dans les grandes entreprises nationales, les projets d'investissement s'inscrivent toujours en recul, mais l'accroissement des dotations en capital récemment décidé pourrait infléchir cette tendance, notamment dans le domaine des infrastructures de transport.

Après une forte poussée au deuxième semestre de 1986, la croissance des importations devrait accuser un net ralentissement au cours de la période de prévision, en raison de l'évolution plus modérée de la demande intérieure. Comme la compétitivité des prix sur le marché intérieur des produits manufacturés reste défavorable, la pénétration étrangère continuerait toutefois à s'accroître. En revanche, sur les marchés extérieurs, les exportateurs ont fait un effort important pour limiter

leurs marges depuis la fin de 1985. A partir du second semestre 1987, l'incidence des prix relatifs sur les exportations redeviendrait positive, du moins sur les marchés européens, permettant pratiquement d'enrayer les pertes de parts de marché à la fin de la période de prévision. Au total, on devrait assister à un redressement graduel des échanges en volume ; le déficit de la balance commerciale pourrait cependant se creuser par suite d'une dégradation des termes de l'échange essentiellement imputable à la remontée des prix de l'énergie. L'excédent de la balance des invisibles permettrait néanmoins de maintenir la balance courante au voisinage de l'équilibre.

En dépit de nouvelles mesures d'aide à la réinsertion des chômeurs de longue durée, la situation de l'emploi continuera vraisemblablement à s'aggraver en 1987. Avec le raffermissement de la croissance et une évolution des coûts relatifs favorable au travail plutôt qu'au capital, l'emploi dans le secteur privé pourrait connaître, en 1988, une évolution légèrement positive. Celle-ci resterait cependant nettement insuffisante pour absorber l'offre de main-d'œuvre et contrecarrer la hausse du taux de chômage, qui atteindrait 12 pour cent à la fin de 1988. Dans ce contexte de chômage élevé, le recul des coûts salariaux unitaires devrait se poursuivre. Si, après la phase d'adaptation à la levée du contrôle des prix, les entrepreneurs tempéraient l'élargissement de leurs marges bénéficiaires, la hausse des prix à la consommation pourrait se stabiliser autour de 2½ pour cent, malgré la persistance de pressions à la hausse dans certains secteurs comme les loyers.

NOTES

1. Les estimations et les prévisions présentées dans cette note ont été établies à partir des informations disponibles sur les comptes nationaux en base 1970 = 100. En raison de changements méthodologiques, il n'a pas été possible d'incorporer les informations disponibles sur la nouvelle base 1980 = 100. Ces dernières sont brièvement présentées dans l'encadré à la page 89.
2. En l'absence d'information sur les mesures qui pourraient permettre d'atteindre ces objectifs, ceux-ci n'ont pas été incorporés dans les prévisions.
3. Selon les estimations de l'INSEE, celui-ci a été ramené de 2¼ pour cent en 1984 à 1¾ pour cent en 1985 et 1½ pour cent en 1986.

ROYAUME-UNI

Principaux éléments d'appréciation

L'économie du Royaume-Uni est toujours dans une phase expansionniste, la croissance de la production en 1987 devant y être plus forte que dans la plupart des autres pays Membres. La production de pétrole, de l'ordre de 6 pour cent de la production totale, a plafonné en 1986, mais la baisse des prix pétroliers a entraîné un transfert de revenu en faveur des entreprises consommatrices d'énergie et amélioré sensiblement le revenu réel des consommateurs qui, de plus, ont réduit leur taux d'épargne. L'effet de modération de l'inflation exercé par cette baisse des prix du pétrole et la nécessité d'un certain ajustement du taux de change réel ont amené les autorités à laisser encore glisser le cours de la livre. Au second semestre de 1986, le rythme des exportations s'est vivement accéléré, à la faveur de la dépréciation du sterling depuis le milieu de 1985. Dans le même temps, la demande intérieure était soutenue par l'augmentation des dépenses publiques en biens et services, dont la diminution en volume en 1985 s'est trouvée ainsi inversée.

Malgré un certain dépassement des objectifs de dépense et la forte baisse des recettes pétrolières, le déficit des administrations publiques (selon la définition des comptes nationaux), qui a représenté environ 3 pour cent du PIB en 1986, ne s'est accru qu'assez légèrement grâce à des rentrées fiscales hors pétrole plus importantes. Pour l'exercice 1986/87, le besoin d'emprunt du secteur public a été ramené à environ 1 pour cent du PIB, du fait notamment d'une augmentation des cessions d'actifs publics correspondant à ½ pour cent du PIB. La stratégie financière à moyen terme telle qu'elle a été formulée dans le budget de mars 1987, vise à stabiliser le rapport du besoin d'emprunt au PIB. Les dépenses publiques doivent diminuer en proportion de ce même agrégat, ce qui donne la possibilité d'un nouvel allègement de la fiscalité. Compte tenu de l'apport financier des privatisations et de la situation conjoncturelle, cela indique une diminution de l'effet de stimulation de l'économie dû à l'action budgétaire. La politique économique se situe toujours dans une optique nominale, le but étant de faire baisser le taux d'inflation par réduction progressive de la croissance du PIB nominal.

ROYAUME-UNI

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de £	1984	1985	1986	1987	1988	1986				
							II	I	1987 II	1988 I II	
Consommation privée	167.4	2.1	3.6	4.7	3¾	3½	5.1	3¾	4	3½	3
Consommation publique	60.5	0.7	0.2	1.2	1½	1	3.9	¾	1	1	1¼
Formation brute de capital fixe	44.7	9.1	1.8	0.6	2¾	3½	0.2	3	5¾	3½	1½
Secteur public ^a	11.3	0.3	-14.3	1.9	-1¾	-¾	-9.5	1¾	-¾	-¾	-¾
Secteur privé : construction de logements	6.4	8.9	-3.0	13.2	8½	2	27.7	3	2¾	1¾	1½
Secteur privé : autres	27.0	13.4	10.1	-2.6	3	5¼	-2.2	3¾	8	5¼	2½
Demande intérieure finale	272.5	3.1	2.6	3.2	3¾	3	4.0	2½	3¾	3	2¼
* variation de la formation de stocks	-1.3 ^b	-0.3	0.3	0	0	0	-0.3	¼	¼	0	0
Demande intérieure totale	271.2	2.7	2.8	3.2	3¾	3	3.6	3	3¾	3	2½
Exportations de biens et services	73.1	6.9	5.8	3.0	4½	1½	11.2	2¾	1¾	1½	1½
Importations de biens et services	68.1	9.2	3.1	5.8	4½	4¼	18.1	-2	5¼	4¼	3½
* variation de la balance extérieure	4.9 ^b	-0.6	0.8	-0.8	0	-¾	-1.7	1½	-1	-¾	-½
* ajustement de compromis	0.8 ^b	0.8	-0.1	0.3	0	0	1.7	-¾	0	0	0
PIB aux prix du marché ^c	277.0	3.0	3.5	2.7	3¾	2¼	3.5	3½	2¾	2¼	1¾
Indice de prix implicite du PIB	-	4.1	6.1	3.7	4½	5¼	3.7	4¾	5¼	5½	5¼
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^d	-	4.7	5.4	3.7	4	4¼	2.9	4¾	4¼	4½	4½
Production industrielle	-	3.9	3.0	0.8	4¼	3¼	6.0	3½	4	3	2½
Taux de chômage	-	11.5	11.7	11.8	11¼	10¾	11.7	11½	11	11	10¾

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

b) Montant effectif de la formation de stocks, de la balance extérieure et de l'ajustement de compromis.

c) Les données historiques du PIB sont calculées à partir de l'estimation de compromis qui est la moyenne des estimations établies dans l'optique de la dépense, dans celle du produit et dans celle du revenu en volume. L'ajustement de compromis est la différence entre l'estimation de compromis du PIB et celle établie dans l'optique de la dépense.

d) Indice de prix implicite de la consommation privée.

Les objectifs fixés pour ce dernier sont maintenant un peu plus élevés que dans la version de la stratégie financière à moyen terme de l'an dernier. Tout en reconnaissant qu'un ralentissement de la croissance du PIB nominal exige une politique monétaire ferme, les autorités ont cessé de fixer l'objectif de croissance de la masse monétaire au sens large, dont l'évolution était de plus en plus difficile à interpréter. Elles ont maintenu cependant la norme d'évolution de l'agrégat de définition étroite pour 1987 ; par la suite, l'objectif doit être progressivement abaissé dans la ligne de la trajectoire prévue de croissance du PIB nominal. Le taux de change continue d'être pris en compte dans l'évaluation des conditions monétaires. La stratégie financière à moyen terme pour 1987 se réfère à l'accord du Groupe des Six de février dernier et les autorités ont indiqué qu'elles souhaitaient voir les taux de change se stabiliser à leur niveau actuel, jugé satisfaisant.

Sur la base de ces grandes orientations et selon l'hypothèse habituelle de stabilité des prix du pétrole et des taux de change, on prévoit que la progression de l'activité va se ralentir. En 1987, toutefois, la croissance du PIB réel devrait dépasser 3 pour cent, entraînée par un redressement de l'investissement productif dans le sillage d'une reprise de la consommation privée et des exportations. Le chômage diminuerait légèrement, se maintenant ainsi sur la pente descendante observée depuis le milieu de 1986. La baisse du taux de chômage, due en partie jusqu'à présent aux mesures spéciales en faveur de l'emploi, pourrait refléter de plus en plus la vigueur persistante de la reprise. L'inflation devrait s'accélérer quelque peu et la balance extérieure redevenir déficitaire après l'amélioration de ces derniers mois.

L'équilibre entre la croissance réelle et l'inflation a eu tendance à se dégrader, le taux d'inflation devant dépasser légèrement la moyenne de l'OCDE au cours des dix-huit prochains mois. Jusqu'à présent, le réveil de l'inflation est surtout la conséquence de la hausse des prix à l'importation, laquelle devrait se ralentir si, comme on l'admet par hypothèse, les taux de change restent constants. La hausse des salaires, beaucoup plus rapide que dans les autres pays, restera toutefois sans doute un problème capital. La progression des coûts unitaires de main-d'œuvre, sensiblement moins forte ces derniers mois, repartira vraisemblablement, surtout si l'on voit s'inverser la tendance à l'accélération conjoncturelle des gains de productivité. La dégradation corrélative de la compétitivité pèserait inévitablement sur la tenue des exportations à moyen terme.

Evolution récente

La croissance du PIB réel (estimation de compromis), qui était tombée en taux annuel à 1 pour cent au dernier trimestre de 1985, s'est fortement accélérée en 1986 pour atteindre 3½ pour cent en fin d'année, le niveau de l'activité marquant alors une hausse de 17 pour cent

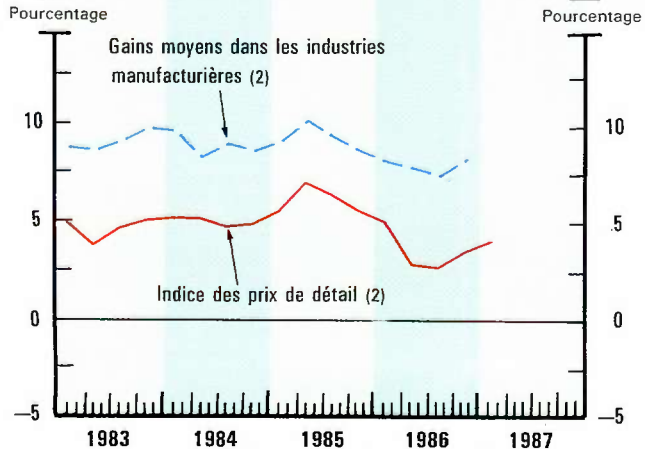
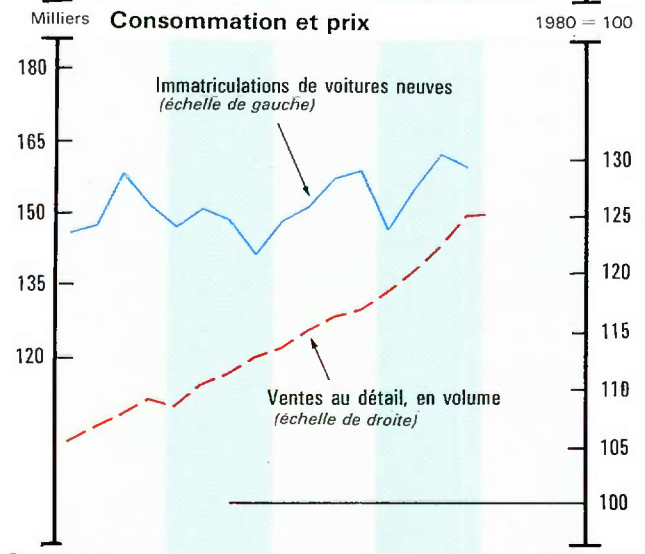
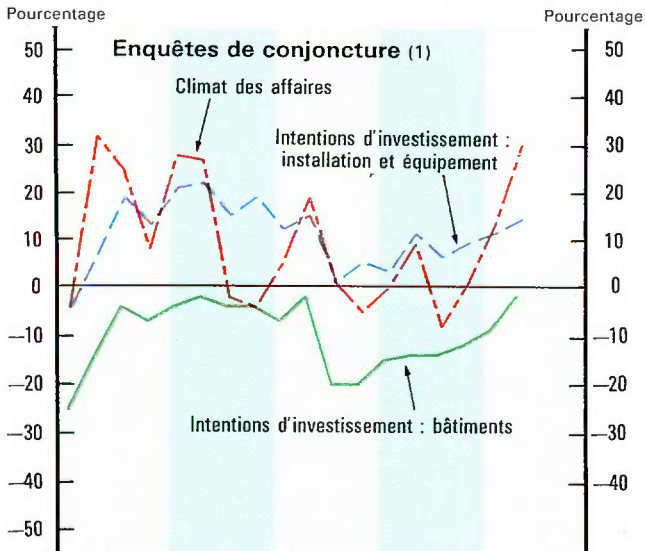
environ par rapport au creux de la conjoncture en 1981. Sur l'ensemble de l'année 1986, la croissance du PIB réel a dû être légèrement supérieure à 2½ pour cent (2 pour cent si l'on tient compte des effets directs du conflit des houillères de 1984-85). La production a augmenté de près de 4 pour cent dans les activités de services, au même rythme environ que dans le secteur énergétique, tandis que, dans les industries manufacturières, elle ne progressait guère en moyenne annuelle mais marquait un redressement sensible au cours de l'année. Après le recul provoqué au début de 1987 par la rigueur de l'hiver, la production manufacturière s'est inscrite de nouveau en nette reprise.

La croissance des dépenses en 1986 a surtout été nourrie par la consommation des ménages, sous l'effet de la forte hausse des revenus réels et d'une nouvelle baisse du taux d'épargne. Les achats de biens durables ont augmenté de 9 pour cent, soit deux fois plus que la consommation privée totale. Au second semestre de 1986 et dans les premiers mois de 1987, la demande en volume des consommateurs semble avoir marqué une pause. La consommation des administrations publiques, qui avait diminué en termes réels en 1985, s'est redressée en 1986. Malgré la progression des investissements publics et l'essor rapide de la construction de logements dans le secteur privé, la formation de capital fixe n'a guère varié en 1986, accusant ainsi son plus médiocre résultat depuis 1981. Cette faiblesse inattendue ne tient qu'en partie à la réduction des investissements pétroliers en mer du Nord. Les investissements productifs hors pétrole n'ont pas non plus redémarré en dépit d'une nouvelle amélioration des bénéfices des entreprises (alors que, globalement, les bénéfices ont baissé de 7½ pour cent, ceux du secteur non pétrolier ont augmenté de 14 pour cent). La mauvaise tenue des investissements s'explique dans une certaine mesure par la modification du régime fiscal. La réforme de l'impôt sur les sociétés de 1984 avait fortement incité les entreprises à accélérer les programmes d'investissement, tandis que la faiblesse des dépenses d'équipement des industries manufacturières dans la période récente a notamment pour cause le net recul des opérations de crédit-bail, l'abattement fiscal appliqué la première année ayant été supprimé à partir d'avril 1986. La formation de stocks a diminué en 1986 ; cette évolution est due en partie à la fermeté de la demande des consommateurs, mais elle cadre aussi avec la baisse tendancielle du rapport des stocks à la production dans les dernières années.

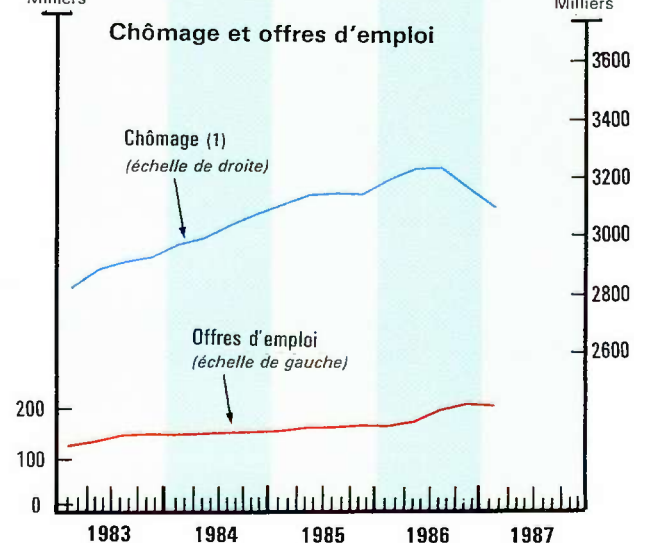
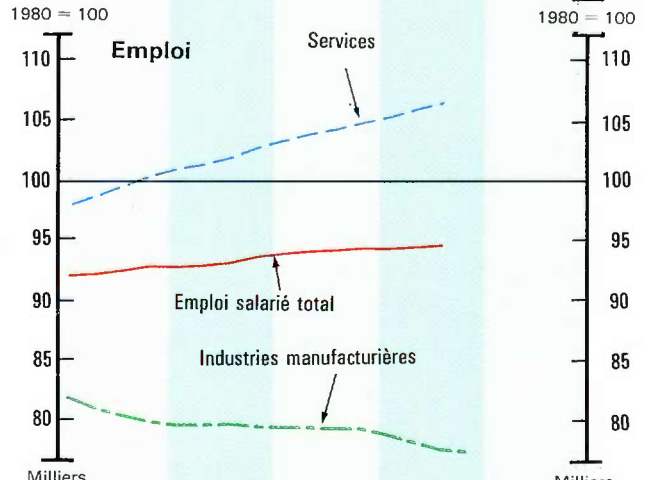
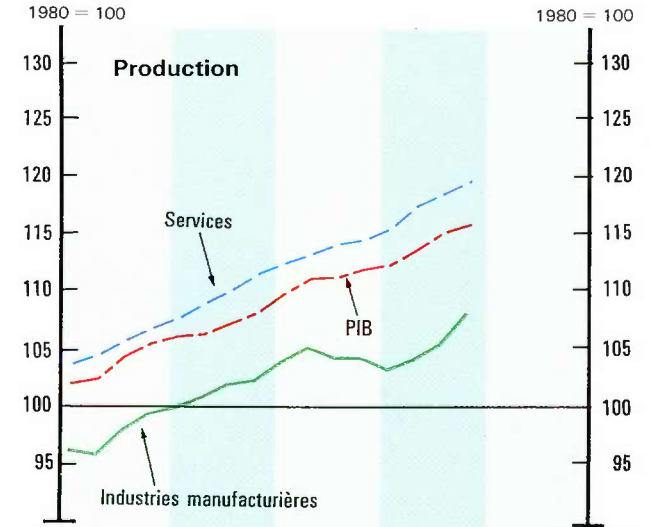
Les exportations se sont sensiblement accélérées au second semestre de 1986 à la faveur des gains de compétitivité liés à l'évolution du taux de change. La progression des ventes de produits manufacturés a été supérieure de 6 points à la croissance des marchés, les parts de marché perdues l'année précédente étant ainsi reconquises en grande partie. Les importations se sont accélérées beaucoup plus tôt et beaucoup plus fortement que les exportations (du fait peut-être que la compétitivité-prix s'est nettement moins améliorée sur les marchés intérieurs) si bien que les échanges en volume ont

ROYAUME-UNI

INDICATEURS RÉCENTS



PRODUCTION ET MARCHÉ DU TRAVAIL



1. Solde des réponses positives et des réponses négatives.
 2. Variation par rapport au trimestre de l'année précédente.
 Sources: CBI, Economic Trends et Employment Gazette.

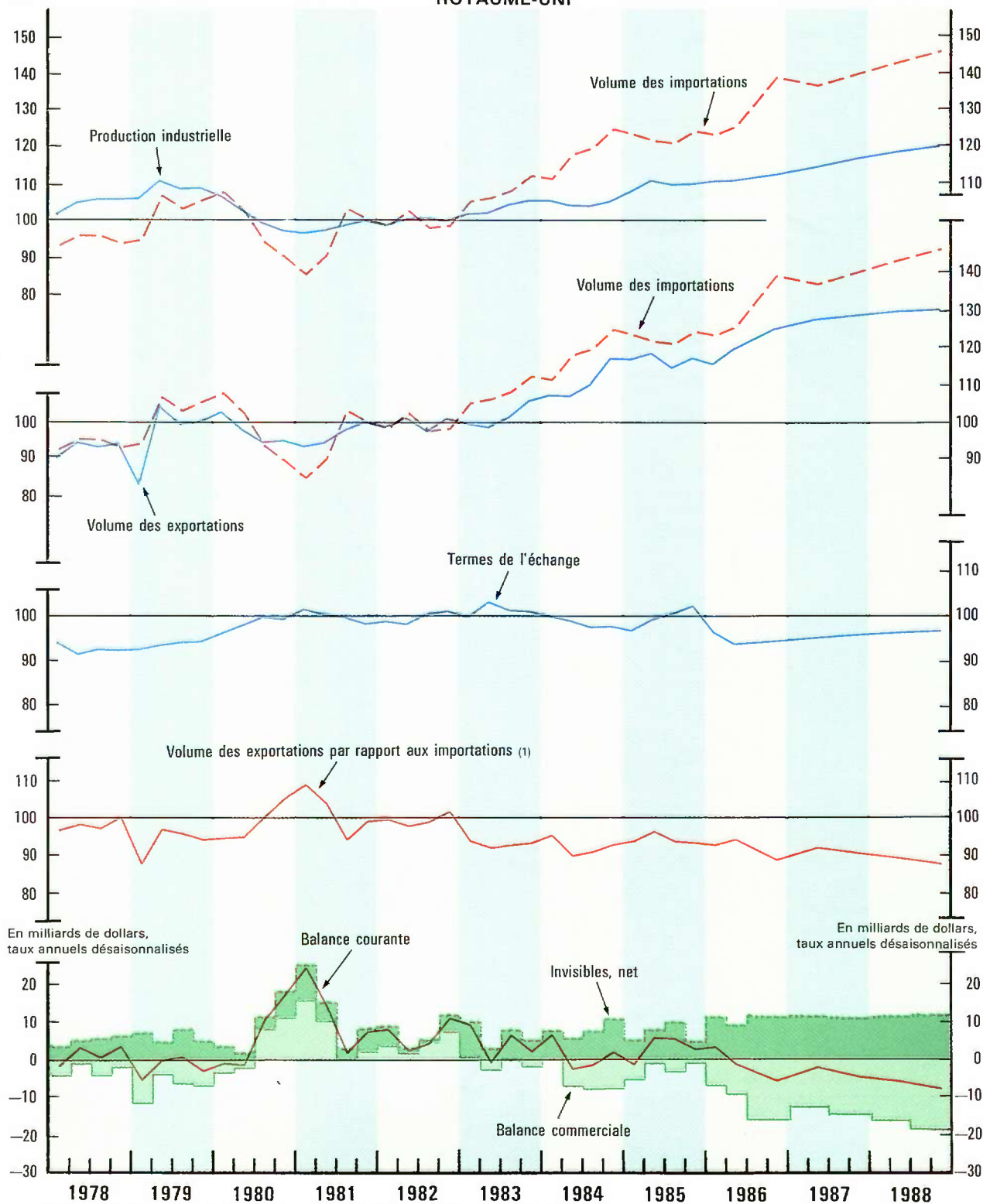
1. Royaume-Uni, à l'exclusion des jeunes en fin de scolarité.
 Rupture de série en avril 1983; chômage enregistré réduit de 160000 personnes.
 Sources: Economic Trends et Employment Gazette.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE COURANTE

Indices : 1982 = 100

ROYAUME-UNI

Indices : 1982 = 100



1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 I, prévisions de l'OCDE.

exercé un effet de freinage sur la production. Avec un solde extérieur négatif et la détérioration des termes de l'échange, due essentiellement à la baisse des prix du pétrole mais aussi, pour une part, à la dépréciation du sterling, la balance des opérations courantes a accusé une ample fluctuation pour devenir déficitaire. Le déficit extérieur hors pétrole n'a cependant guère varié en 1986, car la dégradation de la balance commerciale non pétrolière a été compensée en grande partie par l'accroissement de l'excédent des opérations invisibles, notamment au titre des revenus nets d'investissements. Au premier trimestre de 1987, les importations de marchandises ont sensiblement diminué tandis que les exportations se maintenaient au niveau élevé qu'elles avaient atteint précédemment ; de ce fait et avec le renversement de la tendance des termes de l'échange, on estime que la balance courante est redevenue excédentaire.

L'inflation s'est redressée ces derniers mois sous l'effet de la hausse des prix à l'importation. Entre le milieu de 1986 et mars 1987, les coûts des matières premières et des combustibles dans l'industrie ont augmenté de 4½ pour cent et la hausse de l'indice des prix de détail sur un an est passée de 2.4 pour cent à 4 pour cent (non compris les intérêts hypothécaires et les prix des produits alimentaires saisonniers, passés de 3 pour cent à 3¾ pour cent). Bien que les accords conclus laissent apparaître une certaine modération, les salaires n'ont guère réagi au recul de l'inflation en 1986. Le taux tendanciel annuel de hausse des gains moyens étant resté pratiquement inchangé, aux alentours de 7½ pour cent, depuis le milieu de 1984, les salaires réels ont augmenté de 4 pour cent en 1986. Avec le raffermissement de l'activité, la progression de la population active occupée s'est accélérée de nouveau au second semestre de 1986, sous le double effet d'une nouvelle augmentation de l'emploi dans les services et d'une baisse plus lente des effectifs dans les industries manufacturières. Comme la croissance de la population active totale paraît maintenant se ralentir, la tendance ascendante du chômage observée depuis 1980 semble s'être inversée. Du milieu de 1986 à mars 1987, le taux de chômage (corrige des variations saisonnières et non compris les jeunes arrivés en fin de scolarité) a diminué de ¾ point pour s'établir à quelque 11 pour cent de la population active. Cette baisse du chômage est due en partie aux nouvelles mesures spéciales prises en faveur de l'emploi.

Politique économique

Le besoin d'emprunt du secteur public pendant l'exercice 1986/87 a été, selon les dernières estimations, de 3.3 milliards de livres (moins de 1 pour cent du PIB), soit 3½ milliards de moins qu'il n'était prévu dans le budget de mars 1986. En 1985/86, par comparaison, il s'était établi à 5.8 milliards de livres, soit 1.6 pour cent du PIB. Le résultat favorable du dernier exercice a été

obtenu malgré une diminution des recettes pétrolières plus forte que prévu (d'environ 7 milliards de livres). Les autres ressources fiscales ont largement dépassé les prévisions budgétaires de 1986, ces plus-values provenant essentiellement de l'impôt sur les sociétés (hors pétrole de la mer du Nord). On ne voit pas très bien quelles sont les raisons de ce gonflement du produit de l'impôt sur les sociétés, que l'amélioration des bénéfices ne semble pas pouvoir expliquer à elle seule. Il se peut que l'on ait fortement sous-estimé l'impact de la modification apportée au régime des amortissements par la réforme de 1984. Du côté des dépenses, on a enregistré des dépassements importants dans les domaines de la sécurité sociale et des opérations courantes des collectivités locales. Les ventes d'actifs publics, qui sont comptées comme dépenses négatives, paraissent correspondre aux prévisions, à savoir le doublement du produit des privatisations (qui atteint ainsi plus de 1 pour cent du PIB). Compte tenu des prélèvements effectués sur la réserve conjoncturelle, le dépassement sur le total prévu des dépenses publiques semble avoir été inférieur à 1 pour cent. L'amélioration de la situation financière des entreprises publiques a aussi contribué à la réduction du besoin d'emprunt en 1986/87.

Dans les projections du budget de mars 1987, le besoin d'emprunt est estimé à 4 milliards de livres, soit en nette baisse par rapport à l'objectif précédent. La décision de fixer cet agrégat à peu près au niveau qui était prévu pour 1986/87 au moment de la présentation du budget de cet exercice suppose la limitation des aménagements fiscaux à un montant voisin de celui figurant dans la stratégie financière à moyen terme dans sa version de 1986 ; les plus-values fiscales sont équilibrées par des dépenses supplémentaires. Le budget prévoit des réductions d'impôt (hors indexation) de 2½ milliards de livres, essentiellement dans le domaine des contributions directes. Le taux de base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est abaissé de 2 points et ramené à 27 pour cent. Le taux de l'impôt sur les sociétés est réduit en conséquence pour les petites entreprises, tout en restant à 35 pour cent pour les autres. Les prévisions de dépenses n'ont pas changé par rapport aux indications de la « déclaration d'automne » et du Livre blanc sur les dépenses publiques, qui avaient relevé de 3 pour cent le total précédemment retenu. Si le chiffre de 15 dollars le baril de pétrole sur lequel sont fondées les estimations de recettes représente une hypothèse très prudente, il se pourrait, étant donné ce qu'on a constaté dans le passé, que le respect de l'objectif en matière de dépenses soit de nouveau compromis, encore que le recul du chômage puisse alléger les charges de sécurité sociale. Il apparaît notamment que l'accroissement de la masse salariale dans le secteur public pourrait être supérieur aux prévisions budgétaires. De ce fait, la réserve conjoncturelle devrait être utilisée entièrement et l'on risque d'enregistrer de nouveau un certain dépassement des dépenses par rapport au total prévu, évolution qui, toutefois, ne serait probablement pas de nature à inverser la tendance à la

baisse des dépenses publiques en proportion du PIB. Les prévisions pour l'exercice 1988/89 indiquent un très net ralentissement de la progression des dépenses en volume. Les autorités n'ont pas caché que de nouvelles réductions d'impôt ne pourraient intervenir que si l'on parvenait à maîtriser les dépenses publiques. L'objectif est de maintenir stable le besoin d'emprunt en proportion du PIB pendant le reste de la décennie.

Dans le cadre de la stratégie financière à moyen terme, de nouveaux changements ont été apportés aux priorités. Comme on l'a vu, l'objectif de croissance de la masse monétaire au sens large a été mis en veilleuse. La norme d'expansion de la masse monétaire au sens étroit (M0) en 1987 a été maintenue à 2-6 pour cent et l'on envisage de la ramener progressivement à 0-4 pour cent d'ici à 1990. Si l'évolution tendancielle de M0 s'écartait nettement de la fourchette retenue, les autorités seraient amenées à agir sur les taux d'intérêt à court terme, à moins que d'autres indicateurs, notamment la masse monétaire au sens large et le taux de change, ne permettent de penser que les conditions monétaires demeurent satisfaisantes. Les autorités ont indiqué que le niveau actuel du taux de change leur paraissait approprié à la conjoncture et qu'elles s'emploieraient à maintenir les taux de change à peu près stables, en coopération étroite avec les autres pays représentés à la réunion du Louvre en février dernier.

Le taux de croissance de M0 s'est légèrement tendu en fin d'année, mais il est revenu ces derniers temps vers le milieu de la fourchette. M3 sterling a suivi l'évolution inverse, sa progression se ralentissant quelque peu pour

repartir par la suite ; avec une augmentation de 19 pour cent sur douze mois en mars, elle a largement dépassé l'objectif retenu pour l'exercice 1986/87. Le volume des concours bancaires à l'économie, notamment du crédit à la consommation, est resté important. Après la période de turbulences qui a fait monter les taux d'intérêt en octobre, le sentiment des milieux financiers s'est progressivement amélioré, sous l'effet de l'évolution du marché pétrolier et de perspectives à court terme plus favorables pour l'économie intérieure. Aussi la livre sterling n'a-t-elle guère été affectée par les perturbations qui ont agité les marchés des changes en début d'année, sa tendance étant à la hausse ces derniers temps. Devant la croissance rapide du crédit bancaire et la faiblesse de la réaction initiale du taux de change à la hausse des prix du pétrole, les autorités n'ont voulu avancer qu'avec prudence dans la voie de la réduction des taux d'intérêt, mais finalement elles les ont laissé baisser. De mars à mai, le taux de base des banques a été ramené en quatre étapes à 9 pour cent, tombant ainsi au-dessous de son niveau d'avant octobre.

Perspectives

Les prévisions ci-après se fondent sur l'hypothèse que les prix du pétrole et les taux de change effectifs resteront à leur niveau d'avril. Par rapport au n° 40 de *Perspectives économiques*, ils sont tous deux maintenant beaucoup plus élevés. On table sur un certain durcissement de la politique économique, la progression des

ROYAUME-UNI

Balance des paiements

En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
					II	I	II	I	II
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>									
Exportations	100 238	106 783	127 000	135 500	53 792	61 750	65 250	67 000	68 500
Importations	103 033	118 883	140 500	152 750	61 788	68 250	72 500	75 000	77 750
Balance commerciale	-2 795	-12 100	-13 500	-17 500	-7 996	-6 250	-7 250	-8 000	-9 250
Solde des services et transferts privés	10 918	13 865	15 750	15 750	7 955	8 000	7 750	8 000	8 000
Solde des transferts publics	-4 343	-3 378	-4 750	-4 500	-2 419	-2 500	-2 500	-2 250	-2 000
Balance des opérations courantes	3 781	-1 613	-2 500	-6 000	-2 461	-750	-2 000	-2 500	-3 500
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>									
Balance des opérations courantes	3 781	-1 613			-1 133				
Mouvements de capitaux à long terme	-19 257	-20 337			-9 215				
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	6 702	12 214			5 140				
Balance des mouvements non-monnaïres	-8 775	-9 735			-5 208				
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	162	4 301			2 810				
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonnières)</i>									
Pourcentages de variation en volume ^b									
Exportations	5.8	3.8	5½	1½	12.9	4	1¾	1¾	¾
Importations	3.4	7.4	5	4½	24.9	-3¼	5	4½	4

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant *Balance des règlements officiels*. Les emprunts en devises effectués par le secteur public sont comptabilisés avec les opérations en capital tandis que les variations des balances officielles en sterling figurent au-dessous de la ligne, au titre d'opérations de financement.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels, statistiques douanières.

dépenses publiques se ralentissant tandis que les taux d'intérêt se tendraient légèrement dans la ligne de l'évolution internationale. Cela semble compatible avec un taux de change stable et un ralentissement progressif de l'expansion monétaire. Après s'être sensiblement améliorée au cours de l'année 1986, la compétitivité se dégradera probablement légèrement, les coûts unitaires de main-d'œuvre augmentant plus rapidement qu'à l'étranger. Dès lors, les gains de parts de marché à l'exportation devraient diminuer et peut-être même s'inverser. La croissance des exportations se ralentirait progressivement, bien qu'on s'attende à une expansion plus rapide des marchés de produits manufacturés, avec un taux annuel passant de 3 pour cent au premier semestre de 1987 à 4½ pour cent à la fin de la période sous revue.

La croissance de la demande intérieure restera sans doute forte cette année, mais elle se tassera un peu en 1988, où le redressement prévu des investissements productifs et la reconstitution des stocks pourraient ne plus compenser le ralentissement de la progression de la consommation, privée et publique. Les investissements privés hors construction de logements, on l'a vu, sont restés peu soutenus jusqu'à la fin de 1986, mais les enquêtes sur les intentions d'investissement annoncent une nette reprise, qui commencerait assez tôt cette année et se prolongerait jusqu'en 1988. Le coefficient de capital est sans doute relativement bas aujourd'hui, après une période de faibles investissements, tandis que la rentabilité et les perspectives de production se sont encore améliorées. La progression des dépenses d'équipement des entreprises pourrait cependant s'essouffler à la fin de la période sous revue, avec des perspectives moins bonnes pour les exportations et une rentabilité en baisse. Dans le secteur de la construction de logements, la croissance devrait se ralentir dans les mois à venir, étant donné que le nombre des mises en chantier reste stationnaire. Les investissements publics devraient diminuer, conformément aux prévisions budgétaires. La formation de stocks s'accélérait temporairement après la baisse sensible du coefficient de capital enregistrée l'an dernier. Le budget va dans le sens d'une moindre

Compte d'affectation des ménages
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 milliards de £	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	158.4	7.8	8½	8
Revenus de la propriété et autres	48.3	8.9	6½	6¼
Transferts courants reçus	36.5	7.7	5	5¼
Revenu total	243.2	8.0	7½	7¼
<i>Moins</i> : impôts directs	31.5	8.4	5¾	4¾
transferts courants payés	19.6	6.6	6¾	6¾
Revenu disponible	192.1	8.1	7¾	7¾
Consommation privée	167.4	8.6	8	8
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	-	11.0	11	10¾

croissance de la consommation des administrations publiques après l'expansion rapide de ces dernières années. La consommation privée devrait également augmenter à un rythme plus lent, la remontée de l'inflation venant amenuiser la progression des revenus des ménages, encore que ce tassement des dépenses de consommation puisse être atténué par une nouvelle et légère baisse du taux d'épargne. La croissance du PIB réel devrait être en retrait sur celle de la demande intérieure, diminuant progressivement au long de la période sous revue.

On s'attend que le chômage continue de baisser, le mouvement se ralentissant toutefois au cours de l'année 1988. Le taux d'inflation demeurerait supérieur à la moyenne de l'OCDE. L'effet inflationniste de la hausse récente des prix à l'importation devrait aller en diminuant, mais l'accroissement des coûts unitaires de main-d'œuvre, faible ces derniers temps, irait de nouveau en s'accéléralant à mesure que les gains de productivité s'affaibliront. Avec la baisse prévue du solde extérieur en termes réels, le déficit de la balance des opérations courantes devrait marquer une tendance ascendante, atténuée cependant quelque peu par une évolution favorable des termes de l'échange.

ITALIE

Principaux éléments d'appréciation¹

En 1986 le taux de croissance du PIB de l'Italie a été parmi les plus élevés de ceux des pays de l'OCDE. Cette croissance a été accompagnée d'un fort ralentissement de l'inflation et d'un excédent de la balance des paiements courants représentant près de 1 pour cent du PIB. Le besoin de financement des administrations publiques est passé de 14 à 12.5 pour cent du PIB entre 1985 et 1986, alors que les profits enregistraient une forte progression. Une partie de ces résultats est imputable aux effets de la baisse du prix du pétrole et des matières premières (les gains des termes de l'échange ont représenté environ 3 pour cent du PIB en 1986 dont 2 pour cent pour l'allégement de la facture pétrolière). L'évolution de l'économie italienne a donc été globalement favorable en 1986, mais il demeure néanmoins des aspects préoccupants. Malgré la diminution du poids du déficit financier des administrations publiques, celui de la dette a continué de s'accroître, atteignant 100 pour cent du PIB. L'écart d'inflation avec les autres pays européens est resté important, et la forte croissance des

coûts salariaux s'accompagne d'une montée continue du chômage qui traduit la persistance de déséquilibres sur le marché du travail.

Les perspectives pour 1987 et 1988 s'avèrent plus mitigées que les résultats de l'an dernier. Un des changements les plus importants concerne l'évolution des salaires et des prix. A l'issue des négociations salariales triennales, on assistera en 1987 à une forte progression des salaires du secteur privé et des traitements du secteur public qui pourraient entraîner une hausse de la masse totale des rémunérations de 9 pour cent. Cette hausse des coûts salariaux jointe à un retournement vers la hausse des prix à l'importation devraient entraîner une pause dans la décélération de l'inflation à partir du premier semestre de 1987. La conjonction de la dégradation des termes de l'échange et de la balance du commerce extérieur en volume (sous la double influence de la perte de compétitivité et l'écart de pression de la demande intérieure) pourraient faire passer la balance des paiements courants d'une position excédentaire de 5 milliards de dollars en 1986 à un déficit de 1 milliard de dollars en 1988. Le déficit

ITALIE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1970)

	1982 prix courants billions de L						1986				
		1984	1985	1986	1987	1988	II	1987		1988	
							I	II	I	II	
Consommation privée ^a	299.5	1.9	1.9	3.2	4¼	3¼	4.0	4½	3½	3¼	3
Consommation publique	87.3	2.4	2.5	2.9	3	2	3.1	3¼	2½	2	2
Formation brute de capital fixe	89.6	6.2	4.1	1.2	4½	3¼	3.0	5¼	4½	3	2¾
Investissement en équipement et outillage	36.4	14.1	10.0	3.0	6¼	4¼	4.9	7	6	4	3½
Construction	53.2	-0.5	-1.7	-0.8	2¾	2¼	0.8	3½	3	2	1¾
Construction de logements	24.8	-0.7	-0.8	-1.9	0	1	-1.5	½	1	1	1¼
Autres	28.4	-0.3	-2.4	0.2	4¾	3	2.7	6	4½	2¾	2¼
Demande intérieure finale	476.4	2.7	2.4	2.8	4	3	3.7	4½	3½	3	2¾
* variation de la formation de stocks	4.9 ^b	0.6	0	0.5	¼	¼	0.8	¼	0	¼	¼
Demande intérieure totale	481.3	3.3	2.4	3.2	4½	3¼	4.5	4¾	3¾	3¼	3
Exportations de biens et services	113.8	6.5	8.2	3.0	1¼	3¾	-4.7	3¾	3½	4	3½
Importations de biens et services	127.0	9.2	9.4	5.2	7	7	1.4	9	8¼	6¾	6¾
* variation de la balance extérieure	-13.2 ^b	-0.3	0.1	-0.4	-1¼	-¾	-1.7	-1¼	-1	-¾	-¾
PIB aux prix du marché	468.1	2.8	2.3	2.7	3	2½	2.7	3¼	2½	2½	2¼
Indice de prix implicite du PIB	-	10.8	8.8	8.3	5½	4¼	7.0	5¼	5	4¼	3½
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^c	-	11.1	9.4	6.1	4¾	5	4.6	5	4¾	5¼	4½
Production industrielle	-	3.3	1.2	2.7	1½	2½	-3.6	3½	3	2½	2¼
Taux de chômage	-	9.8	10.1	10.9	11½	11¾	11.0	11¼	11½	11¾	11¾

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Consommation privée nationale selon le système de comptabilité nationale normalisé.

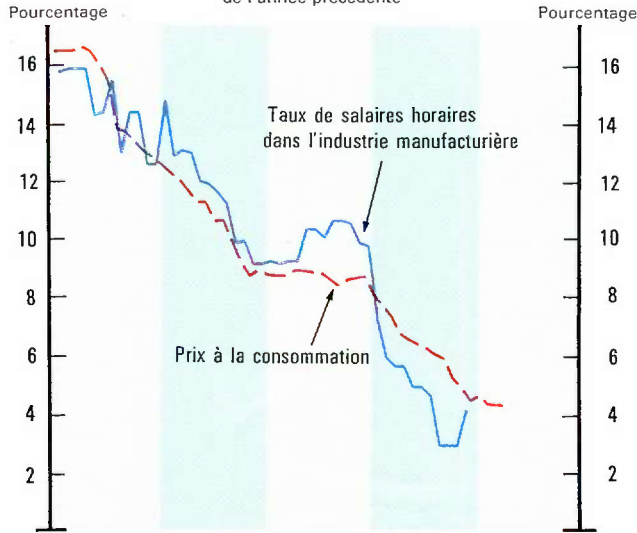
b) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

ITALIE

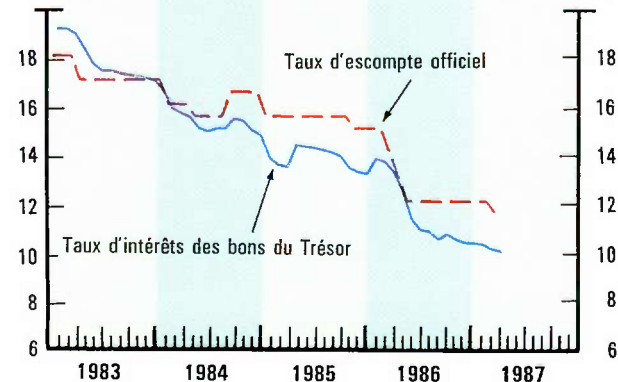
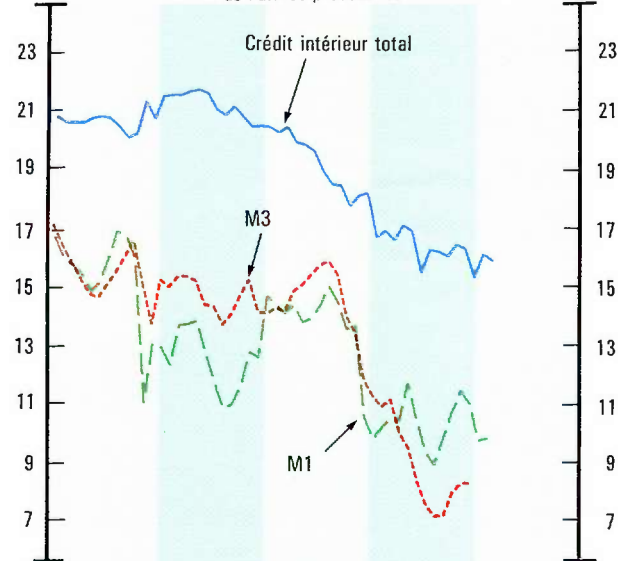
SALAIRES ET PRIX

Pourcentages de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente



INDICATEURS MONÉTAIRES

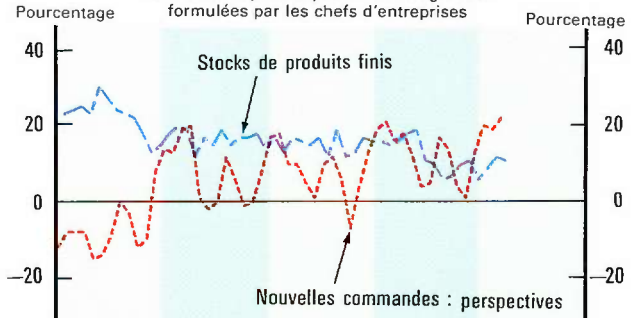
Pourcentages de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente



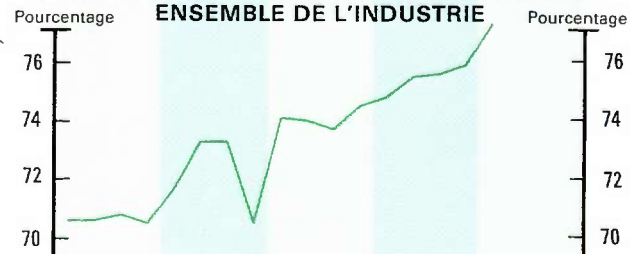
Sources : Banque d'Italie; OCDE, Principaux indicateurs économiques.

ENQUÊTES DE CONJONCTURE

Solde des réponses positives et négatives formulées par les chefs d'entreprises

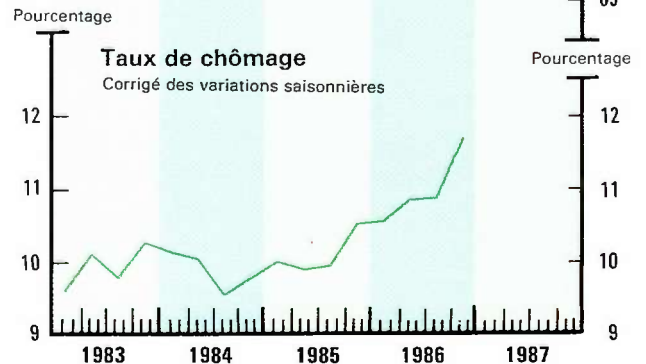
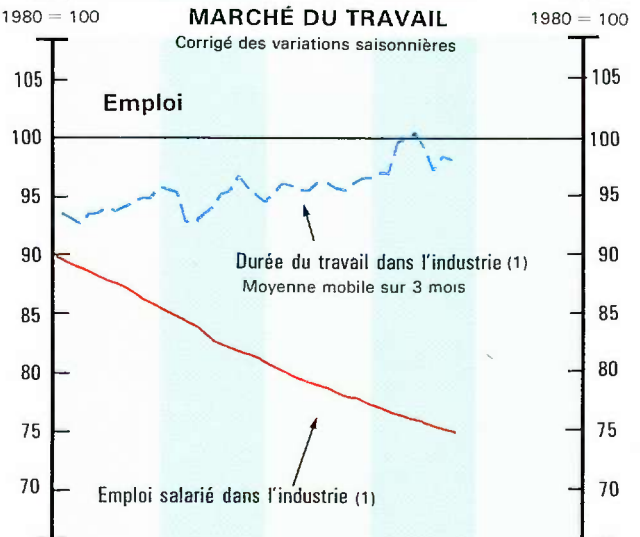


UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION, ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE



MARCHÉ DU TRAVAIL

Corrigé des variations saisonnières



1. Dans les grandes entreprises.

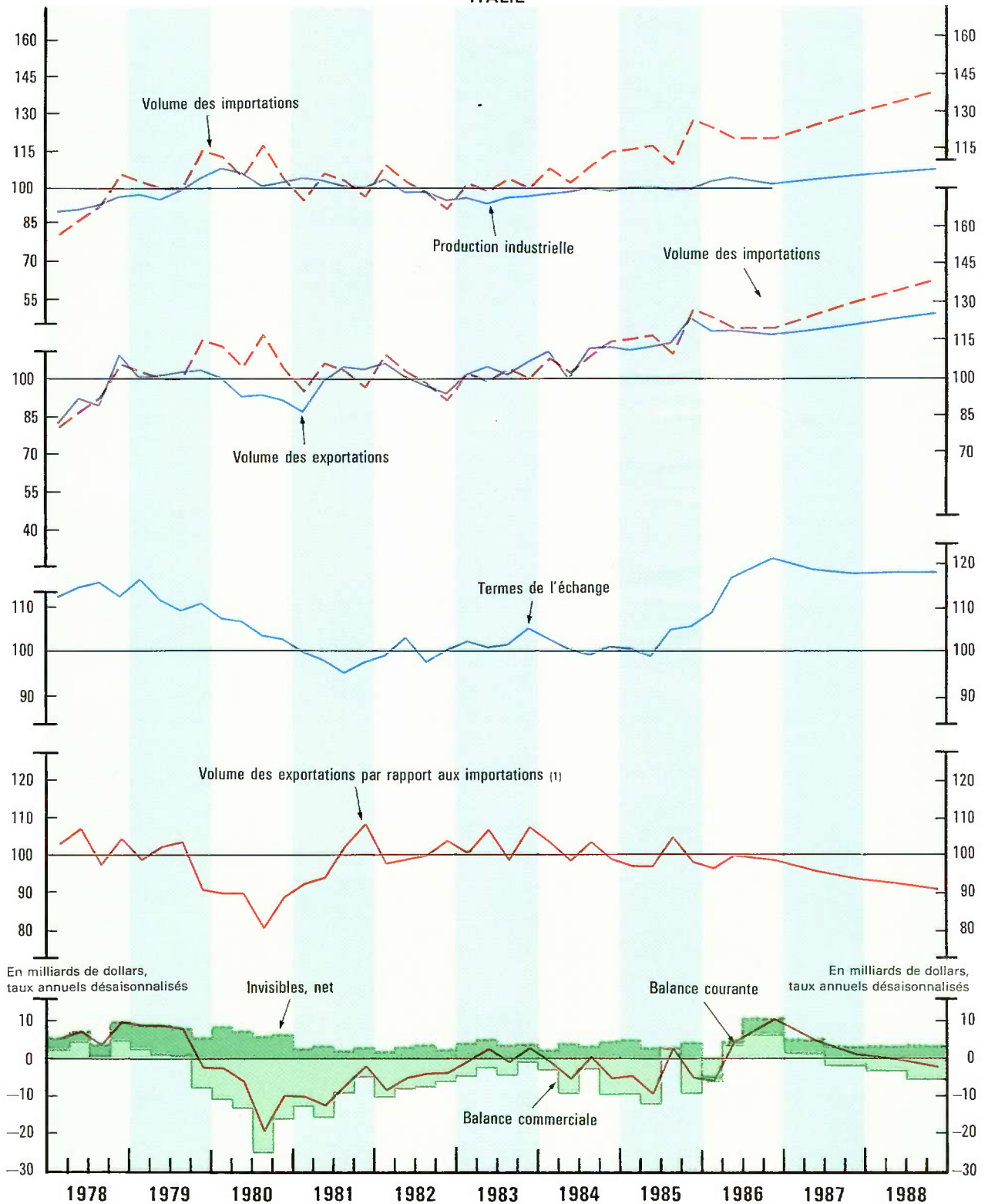
Sources : Banque d'Italie; OCDE, Principaux indicateurs économiques.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE COURANTE

Indices : 1982 = 100

ITALIE

Indices : 1982 = 100



En milliards de dollars,
taux annuels désaisonnalisés

En milliards de dollars,
taux annuels désaisonnalisés

1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 I, prévisions de l'OCDE.

financier des administrations publiques estimé en pourcentage du PIB ne devrait pas se réduire de nouveau en 1987, en raison notamment de la forte hausse des traitements.

Devant l'accélération de la croissance du crédit intérieur et la progression des disponibilités monétaires des ménages, les autorités monétaires conservent une attitude prudente et les taux d'intérêt demeurent élevés en termes réels. Ils ne devraient pas connaître de recul marqué durant la période de prévision compte tenu de l'ensemble des contraintes qui s'exercent sur l'économie (perte de compétitivité, besoin de financement élevé des administrations). La politique budgétaire vise le rééquilibrage à moyen terme du secteur public. Toutefois, en 1987, comme en 1986 on devrait assister à une dégradation du solde structurel « corrigé de l'inflation » du compte des administrations publiques (de l'ordre de 1½ point de PIB pour chacune de ces deux années), l'amélioration du solde total en 1986 et sa stabilisation en 1987 étant, semble-t-il, imputables essentiellement à des facteurs conjoncturels. Dans l'ensemble, même si les taux d'intérêt réels élevés peuvent constituer un frein à l'investissement, (dont les effets sont largement atténués par la hausse des profits des deux dernières années), la politique économique telle qu'elle est définie actuellement pourrait exercer un rôle stimulant en 1987 et retrouver peut-être une plus grande neutralité en 1988.

Evolution récente

Le taux de croissance du PIB a atteint 2.7 pour cent pour 1986. Ce résultat a été essentiellement acquis grâce à la vigueur de la demande intérieure, stimulée par la consommation privée et publique et par une importante reconstitution des stocks. Les investissements en matériel et équipement qui avaient reculé au cours du second semestre de 1985 (après une période de croissance exceptionnelle de dix-huit mois qui avait marqué la phase la plus active de la restructuration industrielle en Italie) ont retrouvé une croissance positive en 1986. Celle-ci a été stimulée par la forte progression des profits dans les grandes entreprises essentiellement. Ce mouvement semble se poursuivre au début de 1987. Par contre, les investissements en construction sont demeurés déprimés et pèsent sur le taux de croissance de l'ensemble des investissements. Le commerce extérieur a eu un profil heurté au cours de l'année dernière. A un premier semestre caractérisé par une croissance des exportations et des importations à un taux voisin de 6 pour cent en volume a succédé un second semestre durant lequel les exportations ont marqué un recul sensible, alors que le taux de croissance en volume des importations diminuait. Pour l'ensemble de l'année, la contribution du commerce extérieur à la croissance a été négative d'environ 0.4 point de PIB. L'emploi s'est accru de 0.6 pour cent en 1986, mais on a néanmoins assisté à une montée du chômage qui a résulté en partie de la forte croissance des demandeurs d'un premier emploi.

L'inflation a continué de se ralentir au cours de l'année dernière. Le taux annuel de hausse des prix à la consommation a été ramené de 6 pour cent à 4.6 pour cent entre le premier et le second semestre. Après une pointe en janvier 1987, due notamment à un réajustement de prix administrés, le taux mensuel de hausse des prix à la consommation est revenu au cours des deux mois suivants à 0.4 pour cent environ. Le ralentissement de l'inflation en 1986 a résulté d'une baisse d'environ 11.5 pour cent entre janvier et décembre 1986 des prix de l'énergie ainsi que d'une décélération au second semestre de la hausse des prix alimentaires et de ceux des biens durables, cette dernière reflétant aussi la baisse des prix des consommations intermédiaires importées. Le ralentissement de la hausse des prix, ainsi que les modifications des règles de l'indexation, ont entraîné une nette modération dans l'évolution des salaires nominaux, le taux de salaire dans le secteur privé ayant été ramené de 10.4 à 7.4 pour cent entre 1985 et 1986. Ceci a permis un ralentissement de la progression des coûts unitaires de main d'œuvre qui s'est cependant établie à un niveau de 6.5 pour cent, contre moins de 2 pour cent en moyenne pour les six autres principaux pays Membres.

Les effets de cette évolution défavorable de la compétitivité sur la balance commerciale ont été atténués grâce à des gains de termes de l'échange de 10 pour cent. L'excédent commercial a été de 2.7 milliards de dollars pour l'année, ce qui a permis de dégager un solde extérieur courant positif de 5 milliards de dollars environ, contre un déficit de 4.2 milliards en 1985. Au premier trimestre de 1987, le commerce extérieur a marqué un retournement, la balance commerciale (caf/fob) est redevenue négative de - 4 000 milliards de lires, contre - 5 600 un an plus tôt. Entre ces deux périodes, les exportations ont diminué de 4.8 pour cent en valeur, et le déficit énergétique a diminué de moitié, tandis que l'excédent des produits non énergétiques se réduisait sensiblement.

Politique économique

En 1986, le besoin de financement des administrations publiques s'est stabilisé en valeur nominale par rapport à celui de l'année précédente, et son montant, estimé en pourcentage du PIB, a été ramené de 14 à 12.6 pour cent. Ce résultat a été obtenu grâce à l'évolution macro-économique favorable, mais aussi grâce aux mesures mises en œuvre au cours des années précédentes ou en 1986 (Loi Visentini, condono edilizio, réforme de la sécurité sociale, trésorerie unique, passage à la semestrialisation de l'indexation), ainsi qu'à la croissance des taxes sur les produits pétroliers. Cet ensemble de facteurs a plus que compensé les effets défavorables de la diminution des recettes fiscales résultant de la « compensation des effets de l'inflation sur le revenu », ainsi que l'augmentation des pensions. Au total, le déficit du budget de l'Etat aurait diminué de

1 500 milliards de livres entre 1985 et 1986 pour s'établir à près de 109 000 milliards de livres.

La Loi de finance de 1987 prévoit de ramener le déficit budgétaire à 100 000 milliards de livres. Les conditions de réalisation de cet objectif s'avèrent pour l'instant relativement difficiles. Les mesures votées actuellement entraînent un déficit supérieur à l'objectif de 2 600 milliards de livres. Par ailleurs, la croissance prévue pour les dépenses en personnel (+8.5 pour cent) ne prend pas totalement en compte les résultats effectifs des négociations triennales qui devraient conduire en 1987 à des augmentations de l'ordre de 11 pour cent. Enfin, on attend une stagnation, voire une diminution du produit des taxes sur les produits pétroliers. Actuellement, en l'absence de mesures nouvelles, le déficit budgétaire pourrait s'établir entre 105 000 et 106 000 milliards de livres en 1987. En termes de comptabilité nationale, le besoin de financement des administrations publiques pourrait se stabiliser en pourcentage du PIB autour de 12½ pour cent en 1987, entraînant une augmentation continue du ratio dette publique sur PIB. En 1988, on peut dès à présent anticiper un ralentissement des dépenses salariales, et le besoin de financement pourrait s'établir à 12¼ pour cent du PIB.

On a assisté en 1986, et notamment dans la seconde partie de l'année, à une très vive accélération de la croissance des crédits au secteur privé qui ont progressé de 11.4 pour cent pour l'ensemble de l'année, alors que l'objectif était fixé à 7.0. Cette accélération aurait une explication d'origine financière, les entreprises ayant accru leurs emprunts auprès du secteur bancaire pour effectuer des opérations boursières, et ayant profité par ailleurs de l'écart de taux entre les prêts bancaires et les rendements des placements financiers, pour financer les seconds à l'aide des premiers. Grâce à la stabilisation du déficit public, le crédit total à l'économie n'a dépassé son objectif initial de croissance que de 2 points de pourcentage (15.2 pour cent contre 13.2 pour cent). Cette évolution rapide du crédit a incité les autorités monétaires à différer la baisse des taux d'intérêt réels. Une baisse du taux d'escompte de ½ point est cependant intervenue à la mi mars. L'écart positif de taux d'intérêt réels qui existe entre l'Italie et de nombreux autres pays, ainsi que l'amélioration des anticipations sur le cours de la lire depuis le réalignement de janvier 1987 a entraîné des afflux importants de fonds en provenance de l'étranger. Ceux-ci résultent notamment de l'accroissement de l'endettement à court terme en devises des banques résidentes, et contribue ainsi à la croissance du crédit. Afin de freiner ce mouvement et de réduire une des principales sources de financement des banques, les autorités monétaires ont instauré à la mi-mars une réserve obligatoire de 25 pour cent sur l'accroissement de la position en devises des banques. Compte tenu du besoin de financement élevé des administrations et de la persistance d'un écart dans l'évolution de la compétitivité entre l'Italie et ses partenaires, au moment où d'importantes mesures de libération du marché des

changes sont appliquées, il est vraisemblable que la décreue des taux d'intérêt tant à long terme qu'à court terme demeurera lente durant la période de prévision. Ceci pourrait permettre, au cours des prochains mois, un ralentissement du rythme de progression des agrégats monétaires cibles (crédit au secteur privé et crédit total à l'économie) dont les objectifs de croissance ont été fixés respectivement à 7 et à 11 pour cent en 1987 (la fourchette de croissance de M2 étant de 6 à 9 pour cent).

Perspectives

En 1987 et à un moindre titre en 1988 la demande intérieure sera stimulée par la vive croissance de la consommation des ménages permise par la hausse des salaires. Les perspectives de croissance des investissements sont également favorables. Après la reprise de 1986 les investissements en matériel et outillage pourraient encore progresser de 6¼ pour cent en moyenne en 1987 avec toutefois un ralentissement en cours de période, jusqu'à 3½ pour cent en taux annuel au second semestre de 1988. Ce ralentissement résulterait à la fois de la moindre progression des profits et de moins bonnes anticipations de demande. La pression de la demande intérieure, jointe à la dégradation de la compétitivité italienne, devraient stimuler les importations et affecter les exportations en 1987 et 1988. Ceci pourrait entraîner une forte baisse de la contribution de la balance extérieure à la croissance en 1987 (-1¼ pour cent) qui s'atténuerait en 1988 avec le ralentissement de la progression de la demande intérieure. Au total, la croissance du PIB atteindrait 3 pour cent en 1987 pour revenir en 1988 à 2½ pour cent. Cette croissance pourrait permettre une augmentation de l'emploi à un rythme annuel compris entre ¼ et ½ pour cent. Compte tenu de la progression de la population active sur une tendance annuelle de ¾ pour cent, une nouvelle progression du taux de chômage doit être attendue (jusqu'à 11¾ pour cent au second semestre de 1988).

Compte d'affectation des ménages

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 billions de livres	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	266.4	8.1	9	7
Revenus de la propriété et autres	141.4	16.5	8½	7¾
Transferts courants reçus	105.8	8.8	8	6¼
Revenu total	513.7	10.6	8¾	7
Moins : impôts directs	56.5	10.8	8½	7
transferts courants payés	92.4	10.0	9½	7¼
Revenu disponible	364.8	10.7	8½	7
Consommation privée	291.1	8.9	9	8¼
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	-	21.2	20¾	20

ITALIE
Balance des paiements
 En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986		1987		1988	
					II	I	II	I	II	
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>										
Exportations	77 682	98 664	114 000	122 750	50 927	55 750	58 250	60 500	62 250	
Importations	84 723	95 937	114 250	127 000	47 809	55 000	59 000	62 000	65 000	
Balance commerciale	-7 041	2 727	-250	-4 250	3 118	750	-1 000	-1 500	-2 750	
Solde des services et transferts privés	3 147	4 617	5 250	5 250	2 661	2 750	2 500	2 500	2 750	
Solde des transferts publics	-313	-2 264	-2 250	-2 250	-620	-1 000	-1 000	-1 000	-1 000	
Balance des opérations courantes	-4 207	5 080	2 750	-1 250	5 159	2 250	500	0	-1 000	
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>										
Balance des opérations courantes	-4 207									
Mouvements de capitaux à long terme	2 527									
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	-2 694									
Balance des mouvements non-monétaires	-4 374									
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	-7 151									
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonnières)</i>										
Pourcentages de variation en volume ^b										
Exportations	6.1	3.4	1	3¾	-5.1	3	3½	4	3¼	
Importations	8.2	3.4	6	7	-2.1	9¼	8¼	6¾	6¾	

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant *Balance des règlements officiels*.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels, statistiques douanières.

En moyenne, pour l'année 1987, la hausse des prix à la consommation pourrait encore se ralentir pour atteindre 4¾ pour cent. Cependant on assistera vraisemblablement à une stabilisation du taux d'inflation autour de 5 pour cent durant la période de prévision qui résultera à la fois d'un retournement de la tendance des prix à l'importation, notamment du pétrole, de l'accélération des coûts du travail consécutive aux négociations salariales et enfin de la pression de la demande intérieure. Ce dernier facteur permettrait aux entreprises de récupérer en partie sur le marché intérieur les efforts qu'elles devront consentir sur les prix à l'exportation pour limiter les effets de la perte de compétitivité. Les résultats des négociations salariales triennales et les effets de l'indexation pourraient entraîner en 1987 une hausse moyenne du taux de salaire dans le secteur privé de 6¾ pour cent, et de 11 pour cent dans le secteur public. En 1988 la hausse des salaires devrait se ralentir sensiblement.

Alors qu'en 1986 les termes de l'échange se sont améliorés de l'ordre de 10 pour cent, une dégradation de l'ordre de 1¼ pour cent se manifesterait au premier semestre de 1987, et elle serait suivie d'une quasi-stabilisation jusqu'à la fin de 1988 (dans l'hypothèse retenue ici où les exportateurs ne répercutent pas intégralement leurs hausses de coûts). Dans ces conditions, et compte tenu de la dégradation du commerce extérieur en volume, l'excédent commercial dégagé au second semestre de 1986 pourrait se résorber et faire

progressivement place à un déficit d'environ 3 milliards de dollars au second semestre de 1988. Le solde des opérations invisibles pourrait se stabiliser autour de 2 milliards de dollars par semestre d'ici la fin de 1988, grâce notamment à un allègement de la charge d'intérêt résultant de la baisse des taux et de la diminution de l'endettement extérieur. Au total, en 1987 la balance des opérations courantes dégagera un excédent de l'ordre de 2¾ milliards de dollars (0.2 pour cent du PIB) et pourrait redevenir légèrement déficitaire de 1 milliard de dollars en 1988.

NOTE

1. Les résultats et les prévisions présentés dans cette note sont établis sur la base des comptes nationaux aux prix de 1970. Les comptes en nouvelle base révisée aux prix de 1980 n'étaient pas disponibles dans leur intégralité (les comptes des agents, ménages et entreprises notamment) au moment de l'élaboration de ces prévisions. Le profil semestriel de l'année 1986 a été reconstitué par le Secrétariat de l'OCDE en s'appuyant sur les premiers éléments disponibles des comptes trimestriels en nouvelle base. Une analyse de la conjoncture italienne et des prévisions établies sur la base des nouveaux comptes seront disponibles dans la prochaine Etude économique sur l'Italie dont la parution est prévue dans le courant de l'été 1987.

CANADA

Principaux éléments d'appréciation

Le taux de croissance en volume du PIB, qui s'est établi à 3.1 pour cent l'an dernier, malgré des écarts importants entre les régions, a été l'un des plus rapides de la zone de l'OCDE. Bien qu'en recul d'un point, le taux de chômage est resté élevé. Le Canada est demeuré à l'écart du mouvement de désinflation qui s'est poursuivi dans la zone de l'OCDE, malgré la modération persistante des coûts de main-d'œuvre. La balance extérieure courante a accusé un fléchissement notable, en raison principalement d'une nouvelle et forte dégradation des termes de l'échange. Les dix-huit mois à venir semblent devoir être marqués par une croissance régulière permettant de faire reculer encore un peu le chômage. L'inflation pourrait se calmer légèrement, mais les déséquilibres régionaux ont révélé l'existence de zones de surchauffe où, par exemple, les prix des logements augmentent rapidement et où les augmentations de salaires négociées sont supérieures à la

moyenne. Le déficit de la balance des opérations courantes devrait se réduire compte tenu de l'amélioration des termes de l'échange attendue pour cette année. Les projections devraient cependant être légèrement révisées en baisse si les récentes tensions observées sur les marchés internationaux de capitaux et le redressement des taux d'intérêt canadiens qui en a été le corollaire, se poursuivaient.

Evolution récente

La croissance de la production s'est sensiblement ralentie au second semestre de 1986, la formation de stocks ayant un effet fortement négatif sur l'activité. La demande intérieure finale a, en revanche, presque doublé pour atteindre 3.0 pour cent (taux annuel désaisonnalisé). Sur l'ensemble de l'année, le PIB réel a progressé de 3.1 pour cent – soit plus que dans les autres grands pays de l'OCDE. Les disparités régionales ont

CANADA

Demande, production et prix

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, en volume (prix de 1981)

	1982 prix courants milliards de \$Can										
		1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I II		1988 I II	
Consommation privée	212.5	3.6	5.0	4.0	3	2½	4.7	2¼	2¾	2½	2¼
Consommation publique	77.8	3.1	1.9	1.2	1¼	1½	1.2	1¼	1¼	1½	1½
Formation brute de capital fixe	81.6	0.8	6.1	2.6	3¼	4	-0.2	4¼	4¼	4	3¾
Secteur public ^a	10.5	3.9	2.7	-4.5	0	2½	-6.3	2	3¼	2¼	2¾
Secteur privé : construction de logements	17.7	-0.2	12.6	13.2	7¾	3	16.6	5¾	4	3	2¼
Secteur privé : autres	53.4	0.6	4.1	-0.8	1½	4¾	-6.8	4	4¾	4¾	4¾
Demande intérieure finale	371.9	2.9	4.6	3.1	2¾	2¾	3.0	2½	2¾	2¾	2½
* variation de la formation de stocks	-9.8 ^b	1.2	0	0.4	-½	0	-2.7	½	0	0	0
Demande intérieure totale	362.1	4.2	4.6	3.5	2¼	2¾	0.1	3	3	2¾	2½
Exportations de biens et services	96.6	17.5	5.8	3.1	5¼	4¼	6.8	5	4¾	4¼	4
Importations de biens et services	82.6	16.4	7.7	5.1	4¾	4¼	5.4	4¾	4¾	4	3¾
* variation de la balance extérieure	14.0 ^b	1.0	-0.2	-0.4	¼	¼	0.6	¼	¼	¼	¼
* erreur d'estimation	-1.4 ^b	0.5	-0.1	0.2	0	0	0.5	0	0	0	0
PIB aux prix du marché	374.7	5.5	4.0	3.1	2½	2¾	1.2	3	3	2¾	2½
Indice de prix implicite du PIB	-	3.6	3.3	2.8	4¼	3½	3.4	5	3¾	3½	3½
<i>Pour mémoire</i>											
Prix à la consommation ^c	-	4.4	4.1	4.1	3¾	3½	4.0	3¾	3¾	3½	3½
Production industrielle	-	8.3	4.9	0.4	2¾	3¼	-2.4	5¼	3½	3¼	3
Taux de chômage	-	11.3	10.5	9.6	9¼	9	9.5	9½	9¼	9	9

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) A l'exclusion des entreprises publiques et nationalisées

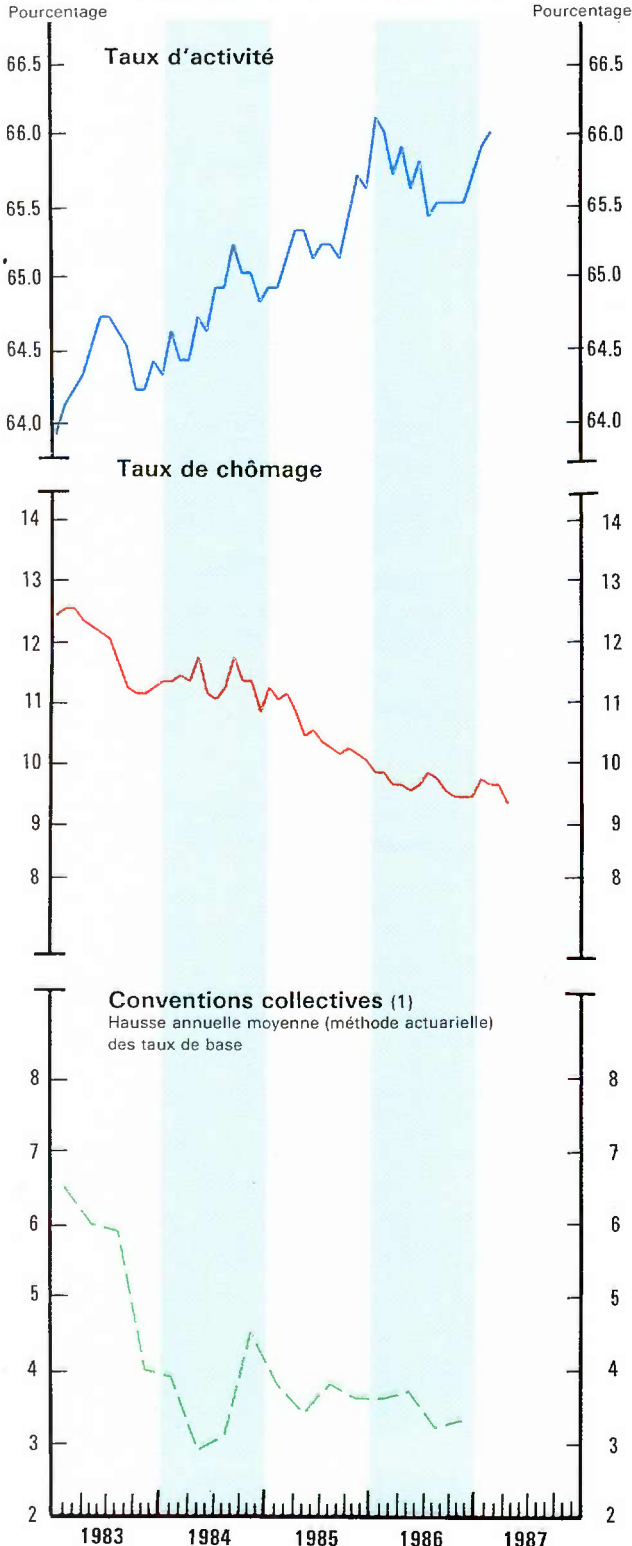
b) Montant effectif de la formation de stocks, de la balance extérieure et de l'erreur d'estimation.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

CANADA

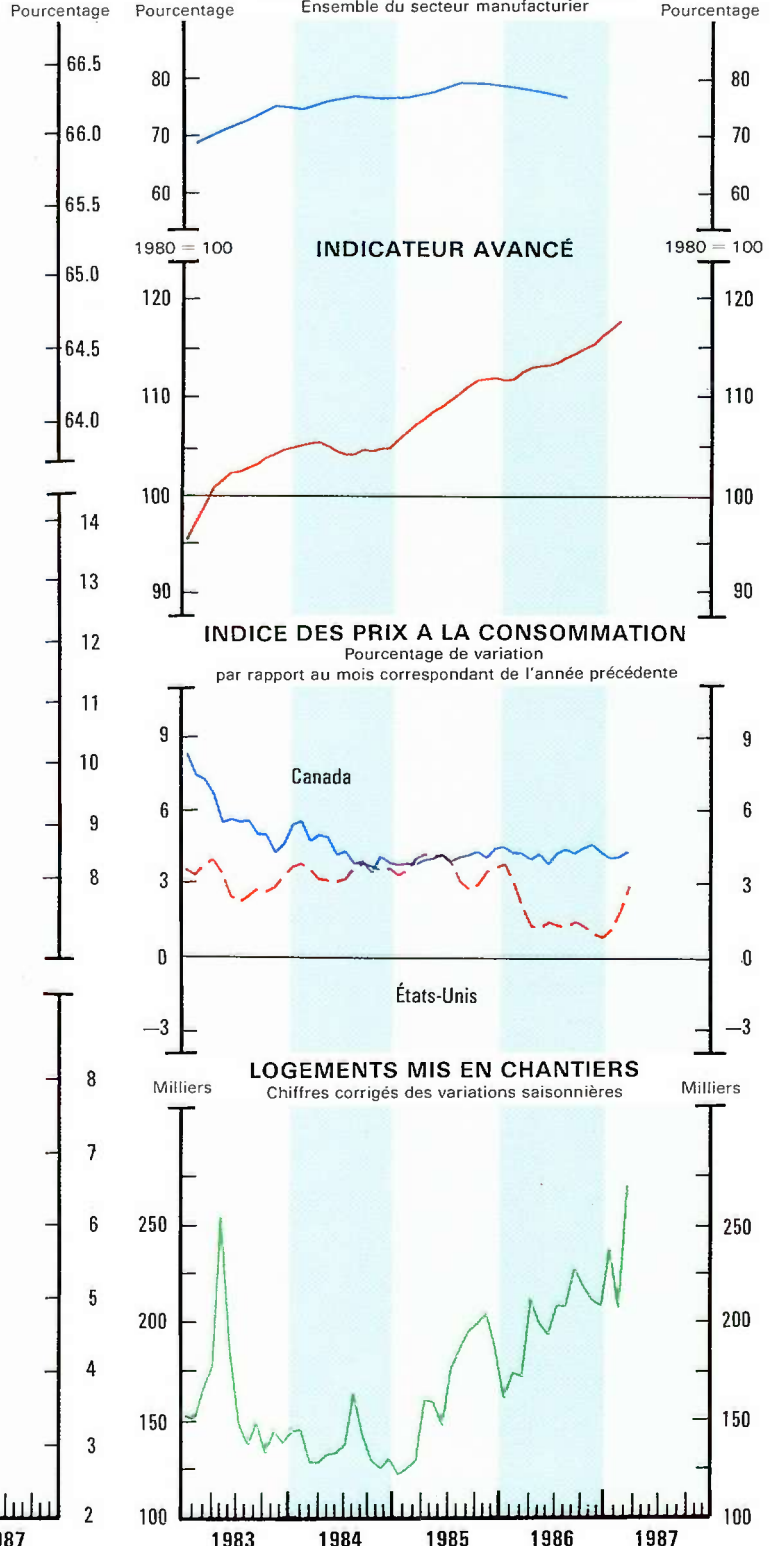
MARCHÉ DU TRAVAIL

Chiffres corrigés des variations saisonnières



TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITÉ INDUSTRIELLE

Ensemble du secteur manufacturier



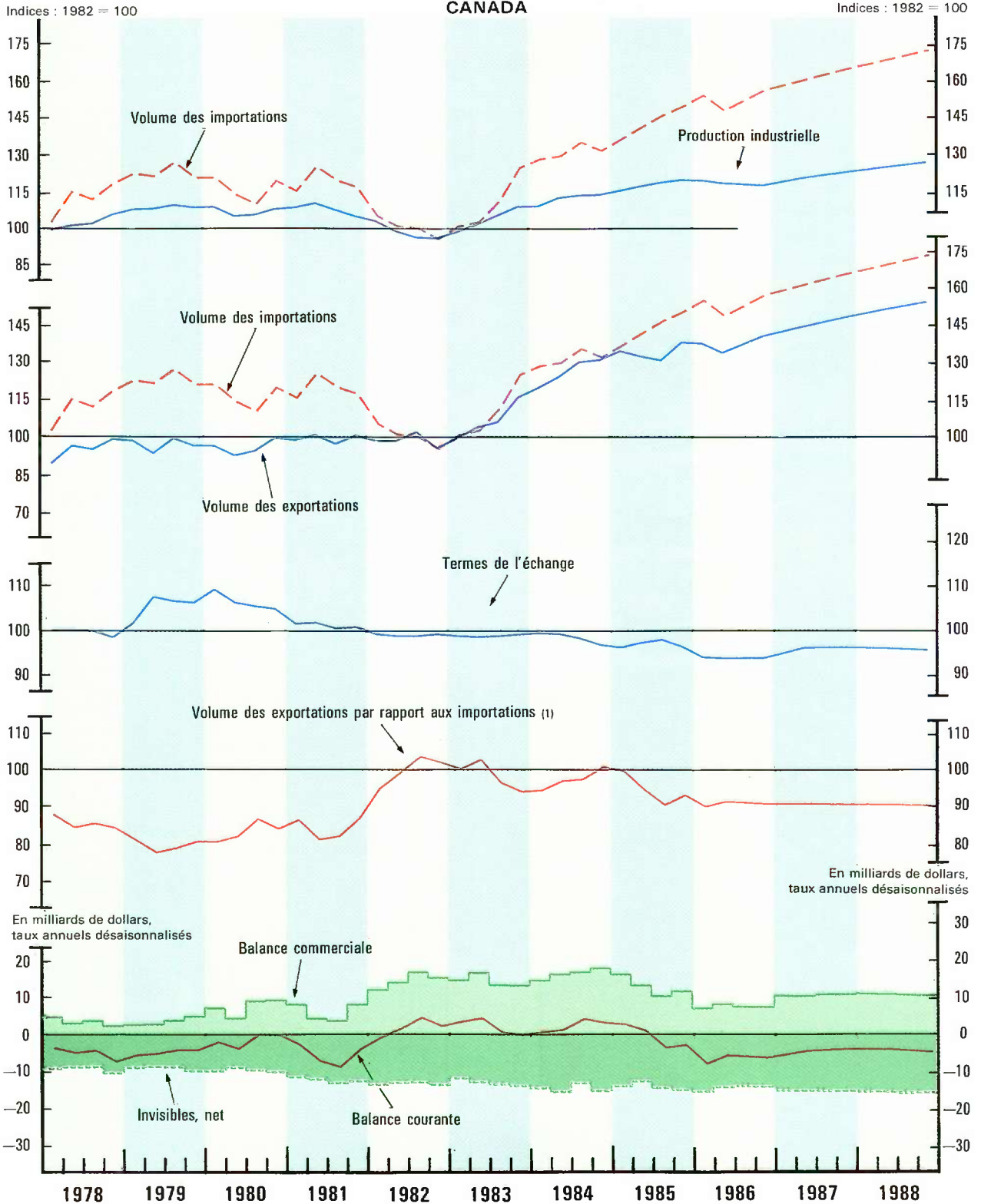
1. Conventions collectives ne tenant pas compte des clauses d'indemnité de vie chère (IVC).

Sources : Statistiques Canada, *La population active*;
Travail Canada, *Grands règlements salariaux*.

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

PRODUCTION INDUSTRIELLE, COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE COURANTE

CANADA



1. Indice des exportations par rapport à l'indice des importations multiplié par 100.

Note : A partir de 1987 l, prévisions de l'OCDE.

été particulièrement prononcées, les régions centrales connaissant une activité soutenue, tandis que l'Alberta, province la plus durement touchée par la faiblesse des marchés de l'énergie et des céréales, accusait une baisse absolue de production. La croissance s'est raffermie depuis le début de cette année, grâce principalement à une reprise de la production des industries manufacturières et au dynamisme persistant de la construction de logements.

Les dépenses des ménages auront été le principal moteur de l'expansion soutenue de la demande en 1986. La baisse des taux d'intérêt, renforçant les facteurs démographiques tendanciels, a stimulé l'activité dans le secteur de la construction de logements, le nombre des mises en chantier (200 000) atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis 1977. De fait, certaines zones ont connu une surchauffe manifeste et, à la fin de l'année, les prix des logements accusaient en moyenne une hausse de 20 pour cent. L'équipement de ces logements a donné un coup d'accélération à la consommation privée, qui s'est accrue en volume de 4.7 pour cent (taux annuel désaisonnalisé) au second semestre de 1986 malgré le net ralentissement observé pendant les trois derniers mois de l'année du fait de la chute des ventes d'automobiles après l'expiration du programme spécial d'incitations. Au cours de cette période, le taux d'épargne (10.2 pour cent) est tombé à son niveau le plus bas depuis le début des années 70. Conformément à la politique d'austérité adoptée par le gouvernement fédéral et la plupart des provinces, les dépenses du secteur public ont été restreintes, les dépenses d'investissement étant même assez brutalement amputées en volume. Les investissements des entreprises sont eux aussi restés faibles, essentiellement en raison des coupes opérées dans les projets énergétiques, encore que les investissements de prospection pétrolière et gazière se soient vivement redressés au dernier trimestre, avant l'expiration de certaines mesures d'incitation à l'échelon provincial. En revanche, les industries manufacturières et le bâtiment ainsi que les services financiers et commerciaux ont fortement accru leurs dépenses. Une « correction » générale des stocks au second semestre de 1986 a annulé le gonflement observé en début d'année et ramené le rapport des stocks aux ventes (dans le secteur non agricole) à son niveau de 1985.

Après la hausse record enregistrée en janvier 1986, l'emploi est resté peu dynamique avant de se redresser plus tard dans l'année. C'est dans l'Ontario et au Québec qu'il a le plus augmenté, mais il est demeuré stationnaire dans la région des Prairies et a régressé en Colombie britannique, en partie à cause d'une grève prolongée dans l'industrie forestière. Contrairement à ce qui s'était passé dans la phase initiale de reprise, le nombre des emplois à plein temps a progressé un peu plus vite que celui des emplois à temps partiel. Les services ont continué d'absorber la plupart des nouveaux arrivants sur le marché du travail, cependant que l'emploi se contractait dans le secteur manufacturier. Les facteurs démographiques continuent d'infléchir notablement

l'évolution de l'offre de main-d'œuvre, la diminution de la population jeune freinant la croissance de la population active. Le taux de chômage global, resté stable à 9.6 pour cent en moyenne pendant le premier trimestre de 1987, bien qu'il ait diminué légèrement chez les 15-19 ans, a reculé en avril pour s'établir à 9.3 pour cent.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a oscillé autour de 4 pour cent durant les quatre dernières années. Le taux relevé (d'une année sur l'autre) en mars 1987 (4.2 pour cent) était nettement supérieur au chiffre de 3.0 pour cent enregistré aussi bien aux Etats-Unis que dans l'ensemble de la zone de l'OCDE. Abstraction faite des produits alimentaires et de l'énergie, le rythme de la hausse des prix a été proche de 4½ pour cent, l'écart par rapport aux Etats-Unis restant cependant à peu près inchangé. S'il est vrai que la pression des coûts intérieurs de main-d'œuvre est demeurée faible, la dépréciation effective du dollar canadien (7.3 pour cent en moyenne l'an dernier), ainsi que l'alourdissement de la fiscalité indirecte et les relèvements des tarifs publics (tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial) ont tenu le Canada à l'écart du mouvement de désinflation observé dans les autres pays. Sous l'effet de la baisse de 30 pour cent des prix de l'énergie, l'indice des prix des produits industriels n'a pratiquement pas varié sur la période de douze mois prenant fin en mars 1987. Alors que la plupart des prix des autres produits de base restent faibles, ceux des produits forestiers (et plus particulièrement du papier) se sont raffermis. Les relèvements de salaires négociés sont généralement restés modérés, les syndicats cherchant surtout à préserver la sécurité de l'emploi, mais ils ont été nettement supérieurs à la moyenne dans l'Ontario et inférieurs dans les provinces riches en ressources naturelles. La compétitivité de l'industrie canadienne (mesurée par les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier) a progressé d'environ 5 pour cent en moyenne en 1986, mais cette amélioration a depuis lors été effacée par le raffermissement du taux de change en termes effectifs au début de 1987. Les bénéfices des entreprises avant impôt se sont redressés quelque peu au second semestre de 1986, mais comme ils s'étaient auparavant effondrés, essentiellement en raison des problèmes du secteur énergétique, ils ont finalement diminué de 5 pour cent en moyenne sur l'année entière. Le raffermissement des prix des produits forestiers (mentionné plus haut) a largement compensé les pertes subies par les entreprises de ce secteur du fait de la grève intervenue en Colombie britannique. Les revenus agricoles, qui continuent de pâtir des remous observés sur les marchés internationaux, ont été soutenus par une amélioration des rendements et par des aides de l'Etat (notamment le programme national spécial pour les céréales).

L'amélioration de la balance extérieure réelle du Canada intervenue au second semestre de 1986 a contribué pour ½ point à la croissance du PIB, malgré l'assez forte intensité d'importations des composantes de

la demande intérieure qui enregistraient l'expansion la plus rapide (biens de consommation durables et investissements en machines et outillage). Une reprise des exportations, sous l'impulsion des expéditions d'automobiles et de céréales, a aidé à redresser la balance des paiements courants qui a néanmoins accusé un déficit de 6.3 milliards de dollars des Etats-Unis (soit 1.7 pour cent du PIB) en 1986. Cette aggravation de 6 milliards de dollars des Etats-Unis par rapport au déficit de 1985 est imputable, pour environ les deux tiers, à un affaiblissement (de l'ordre de 3½ pour cent) des termes de l'échange dû à la baisse des prix de l'énergie et du blé, parmi les principaux produits d'exportation du Canada. L'exposition de 1986, organisée en Colombie britannique, et la dépréciation effective de la monnaie ont permis d'éponger une bonne partie du déficit au titre du tourisme, mais des rapatriements massifs de dividendes ont gonflé les sorties nettes de capitaux au titre du revenu des investissements. Pour diverses raisons, le Canada a attiré un afflux exceptionnel de capitaux – en particulier sous la forme d'achats japonais de titres de l'Etat fédéral. Les réserves de devises ont fortement augmenté, passant de 4.1 milliards de dollars des Etats-Unis à la fin de 1986 à 7.8 milliards à la fin de mars, avant de revenir à 6.2 milliards en avril.

Politique économique

En 1986, le déficit du budget fédéral (dans l'optique de la comptabilité nationale) a été ramené à 4.9 pour cent du PIB (soit 24.8 milliards de dollars canadiens), contre 6.8 pour cent en 1985, malgré une contraction de 16.9 pour cent du produit de l'impôt sur les sociétés (due pour une large part aux pertes subies dans le secteur énergétique) et les aides sélectives accordées aux secteurs énergétique et agricole. Les dépenses en biens et services sont restées inchangées en termes nominaux. La contraction du déficit est le fruit des mesures prises précédemment : limitation de l'indexation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et majorations temporaires des taux (qui ont entraîné une hausse de 15.6 pour cent des recettes au titre de cet impôt), démantèlement progressif du programme énergétique national (les subventions et les aides à l'équipement diminuant ainsi de 22.7 pour cent), et élargissement de l'assiette et relèvement des taux des impôts indirects. Dans le même temps, le déficit global des administrations provinciales passait de 1.0 à 1.6 pour cent du PIB, sous l'effet conjugué de l'évolution conjoncturelle et de mesures délibérées des pouvoirs publics. Les recettes des provinces au titre de l'impôt sur les sociétés aussi bien que du revenu des investissements ont diminué, en raison principalement des difficultés du secteur énergétique, tandis que leurs dépenses de consommation et leurs dépenses au titre des subventions/aides à l'équipement progressaient assez rapidement. Les concours nets des autres niveaux d'administration restant à peu près inchangés, le déficit global des administrations publiques est revenu de 6.6 pour cent du

PIB en 1985 à 5.4 pour cent en 1986. Suivant les estimations de l'OCDE, les mesures budgétaires délibérées des administrations publiques pourraient avoir réduit le déficit «structurel» de près de 1 point en 1986.

Les projections sont fondées sur l'hypothèse que l'orientation de la politique budgétaire restera restrictive. Le budget fédéral présenté en février 1987 prévoit une réduction du déficit – objectif dont le gouvernement a réaffirmé le caractère prioritaire – qui serait ramené à 4.4 pour cent du PIB (soit 23.6 milliards de dollars canadiens) au cours du présent exercice, contre 5.1 pour cent, sans doute, en 1986/87. Au moment de la publication de ce numéro de *Perspectives économiques*, le gouvernement devrait avoir présenté des propositions en vue d'une réforme fiscale de grande envergure (comportant vraisemblablement un élargissement de l'assiette des impôts directs et indirects, doublé d'un abaissement des taux légaux), dont la mise en application pourrait affecter l'évolution économique en 1988. Les budgets des provinces tendent à accompagner la conjoncture ; ceux, récents, de l'Alberta et de la Saskatchewan prévoient des mesures restrictives pour remédier à la dégradation des finances de ces provinces.

L'objectif premier de la politique monétaire reste la maîtrise de l'inflation. Le net raffermissement de la monnaie canadienne vis-à-vis du dollar des Etats-Unis pendant le premier trimestre de 1987 (le dollar canadien est passé d'environ 0.72 à 0.76 dollar des Etats-Unis) s'est accompagné d'une baisse de plus de 1 point des taux d'intérêt à court terme et d'une réduction de l'écart par rapport aux taux des Etats-Unis, qui n'est plus que de ½ point environ. A la fin du mois de mars, le taux d'escompte a été ramené à 7.14 pour cent – son niveau le plus bas depuis la fin de 1973. En revanche, les taux à long terme ont oscillé autour d'un niveau à peu près inchangé. Depuis lors, la montée des taux d'intérêt aux Etats-Unis s'est accompagnée d'une baisse du taux de change bilatéral et de fortes pressions à la hausse sur les taux d'intérêt aussi bien longs que courts. Au début du mois de mai, le taux d'escompte était remonté à 8.33 pour cent, sa progression ayant été plus ou moins parallèle à celle des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'expansion des agrégats monétaires a eu tendance à s'accélérer ces derniers temps, mais il reste difficile d'interpréter cette évolution étant donné les innovations en cours dans le secteur financier.

Perspectives

On prévoit un ralentissement de l'expansion des marchés extérieurs canadiens de produits manufacturés, dont le taux reviendrait de 7½ pour cent en 1986 aux alentours de 2 pour cent, et l'on suppose que le prix international du pétrole s'établira en moyenne à 17.25 dollars des Etats-Unis le baril au premier semestre de 1987 et à 18 dollars par la suite. Compte tenu à la fois de la politique économique et des

hypothèses d'évolution extérieure, ainsi que de l'ajustement des stocks opéré à la fin de 1986, l'économie canadienne continuera sans doute de progresser à un taux de l'ordre de 2½ à 3 pour cent, avec une modeste amélioration des principaux indicateurs de résultats macro-économiques et un rétrécissement des écarts de taux de croissance régionaux. La demande intérieure finale pourrait s'accroître en moyenne au même rythme que le PIB. Stimulée par la confiance des consommateurs, la construction de logements pourrait encore progresser un peu – du moins dans le court terme – par rapport au niveau déjà élevé qu'elle a atteint récemment, encore que la récente remontée des taux d'intérêt fasse peser quelque incertitude. Il se pourrait aussi que l'on observe une nouvelle diminution du taux d'épargne des ménages. La dernière enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics semble indiquer une nouvelle compression très nette des dépenses dans le secteur de l'énergie pour 1987 (de près de 20 pour cent en termes nominaux), mais une augmentation dans le secteur manufacturier (8.7 pour cent), et une répartition géographique plus égale que l'an dernier. Malgré la taxe de 15 pour cent imposée récemment sur les exportations de bois de charpente, l'industrie forestière prévoit une importante expansion de ses capacités.

Les relèvements de salaires négociés resteront sans doute généralement modérés, encore que des signes de pression à la hausse puissent apparaître dans les régions où le taux de chômage est nettement inférieur à la moyenne nationale. On prévoit donc une légère accélération des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui compensera probablement en partie l'affaiblissement des ten-

Compte d'affectation des ménages
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1982 milliards de \$ Can.	1986	1987	1988
Rémunération des salariés	211.7	5.7	5¼	6¼
Revenus de la propriété et autres	67.3	10.7	4¼	5½
Transferts reçus	45.8	6.5	6¼	5
<i>Moins</i> : intérêts sur la dette des consommateurs	5.1	9.3	3½	4
Revenu total	319.6	6.9	5½	6
<i>Moins</i> : impôts directs	43.9	14.8	8¼	8
autres transferts payés	18.5	9.5	7¼	6¾
Revenu disponible	257.2	5.4	5	5½
Consommation privée	212.5	8.2	7	6¼
Taux d'épargne (en pourcentage du revenu disponible)	–	11.4	9¾	9

sions inflationnistes dû à la nette atténuation de divers facteurs qui ont fait obstacle à la désinflation l'an dernier, notamment l'alourdissement de la fiscalité indirecte. Cela pourrait ôter de sa compétitivité à l'industrie canadienne, mais les gains enregistrés précédemment l'emporteront vraisemblablement sur la période considérée, ce qui devrait permettre au secteur manufacturier de récupérer des parts de marché. Moyennant une certaine amélioration des termes de l'échange en 1987, après plusieurs années de détérioration, on prévoit que le déficit de la balance des opérations courantes reviendra aux environs de 4 milliards de dollars des États-Unis cette année (soit 1 pour cent du PIB) et se maintiendra plus ou moins à ce niveau en 1988.

CANADA

Balance des paiements En valeur, millions de dollars

	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I	1987 II	1988 I	1988 II
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières</i>									
Exportations	90 194	88 975	102 000	109 500	45 085	49 750	52 250	54 000	55 500
Importations	77 082	81 236	91 250	98 500	41 269	44 500	46 750	48 500	50 250
Balance commerciale	13 112	7 739	10 750	11 000	3 816	5 250	5 500	5 500	5 250
Solde des services et transferts privés	-13 174	-14 048	-14 750	-15 250	-6 856	-7 500	-7 500	-7 500	-7 750
Solde des transferts publics	-370	-27	0	0	-4	0	0	0	0
Balance des opérations courantes	-432	-6 336	-4 000	-4 250	-3 044	-2 250	-2 000	-2 000	-2 250
<i>Chiffres non corrigés des variations saisonnières</i>									
Balance des opérations courantes	-432	-6 336			-1 713				
Mouvements de capitaux à long terme	2 090	14 010			7 879				
Mouvements de capitaux à court terme et erreurs et omissions	-2 742	-3 408			-2 172				
Balance des mouvements non-monétaires	-1 080	4 265			3 994				
Transactions nettes des autorités monétaires ^a	-85	478			599				
<i>Pour mémoire (chiffres corrigés des variations saisonniers)</i>									
Pourcentages de variation en volume ^b									
Exportations	5.9	3.1	5¼	4½	7.3	5½	5	4½	3¾
Importations	9.4	7.3	6	4¾	7.3	5½	5¼	4½	4½

Note: Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

a) Auparavant Balance des règlements officiels.

b) Par rapport à la période précédente, en taux annuels, statistiques douanières.

AUSTRALIE

Après avoir fléchi pendant les six premiers mois de 1986, le PIB réel a marqué une lente progression au second semestre du fait de la contraction du volume des importations et d'une intensification des exportations. La demande intérieure est restée faible. Les investissements des entreprises privées et publiques ont marqué un léger mieux au second semestre de l'année, mais cette amélioration a été largement annulée par une diminution de la formation de stocks. La croissance tendancielle des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est quelque peu accélérée en 1986, bien que les salaires n'aient été que partiellement indexés sur les prix. La hausse des prix à la consommation est devenue nettement plus rapide après la dépréciation du dollar australien vers le milieu de l'année. La croissance de l'emploi est resté remarquablement soutenue si l'on considère l'atonie de l'activité, et le taux de chômage n'a que légèrement augmenté. Malgré les effets de la courbe en J liés à la dépréciation du taux de change et en dépit de facteurs spéciaux qui ont gonflé le volume des importations, le dynamisme de la croissance des exportations, en volume, a ramené le déficit de la balance extérieure courante aux environs de 5½ pour cent du PIB au second semestre de l'année.

La politique budgétaire a pris un tour plus restrictif en 1986. Le besoin de financement net de l'administration fédérale pour l'exercice budgétaire 1986/87 pourrait avoir diminué d'environ 1 pour cent du PIB pour revenir

aux alentours de 2 pour cent. Une augmentation des emprunts nets des Etats et des collectivités locales devrait cependant contrebalancer en partie la réduction du déficit de l'administration fédérale. La politique budgétaire pour l'exercice 1987/88 est supposée avoir une incidence légèrement restrictive (même sans tenir compte des mesures additionnelles annoncées au mois de mai). On part de l'hypothèse que les dépenses de l'administration fédérale seront réduites par rapport aux estimations initiales, et que le freinage sera encore plus sensible au niveau des Etats et des collectivités locales. Cependant, la mise en œuvre progressive de la réforme fiscale limitera notablement la croissance des recettes de l'impôt sur le revenu, évolution qui ne sera que partiellement compensée par l'alourdissement des impôts sur les sociétés. On suppose que la politique monétaire restera restrictive face à une balance des opérations courantes qui, malgré une certaine amélioration, restera largement déficitaire. Néanmoins, la décélération de l'inflation devrait permettre une légère baisse des taux d'intérêt nominaux.

La rémunération par salarié progressera probablement d'environ 7 pour cent en 1987 ainsi qu'en 1988, tandis que les coûts unitaires de main-d'œuvre pourraient augmenter de quelque 5½ à 6 pour cent. Les effets de la dépréciation s'estompant, la hausse des prix à la consommation pourrait se ralentir régulièrement pour s'établir aux alentours de 5½-6 pour cent à la fin de

AUSTRALIE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de \$A	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	97.7	2.7	4.2	0.6	¾	2¼
Consommation publique	26.4	4.8	5.3	3.3	2¼	¾
Formation brute de capital fixe	39.4	6.1	7.2	-3.3	-3½	1
Demande intérieure finale	163.5	3.8	5.1	0.2	¼	1¾
* variation de la formation de stocks	-0.5 ^a	1.8	-0.3	-1.2	¼	½
Demande intérieure totale	162.9	5.6	4.7	-1.0	½	2¼
Exportations de biens et services	24.2	15.8	10.3	5.2	4¼	3
Importations de biens et services	29.5	20.5	4.7	-4.1	-6½	¾
* variation de la balance extérieure	-5.2 ^a	-1.1	0.9	1.8	2	½
PIB aux prix du marché ^b	158.7	7.0	5.1	1.4	2½	2¾
Indice de prix implicite du PIB	-	7.0	6.2	7.6	7½	6¼
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^c	-	6.8	7.4	9.5	8½	6¼
Production industrielle	-	4.7	-0.8	0.5	3	4
Taux de chômage	-	8.8	8.1	8.0	8	8½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-8.5	-8.7	-9.3	-8¾	-8½

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Y compris l'erreur statistique non comprise dans les composantes.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

1988. Il est possible que le taux de croissance de la consommation privée remonte à environ 2 pour cent au second semestre de 1987, sous l'effet principalement des réductions d'impôt et de la progression des salaires réels. Dans le secteur du logement, le creux conjoncturel devrait être atteint dans le courant de l'année 1987 et une certaine baisse des taux d'intérêt à long terme pourrait permettre une légère reprise. Les dernières enquêtes sur les intentions d'investissement laissent prévoir un net fléchissement à court terme de l'activité dans le secteur de la construction non résidentielle. Après s'être contractés au premier semestre de 1987, les investissements en machines et outillage marqueront sans doute un léger redressement. L'arrêt progressif du déstockage devrait largement contribuer à la croissance

du PIB au cours de la période considérée. L'intensification de la demande intérieure n'étant que partiellement compensée par un affaiblissement de la contribution de la balance extérieure réelle, la croissance du PIB pourrait s'accélérer pour atteindre 2½ à 2¾ pour cent en 1987 et 1988. Du fait du ralentissement de la progression de l'emploi, le taux de chômage pourrait lentement monter jusqu'à 8½-9 pour cent à la fin de 1988. Il est possible que le déficit de la balance des opérations courantes se réduise en 1987 et que, cette contraction se poursuivant plus lentement par la suite, il s'établisse aux environs de 12 milliards de dollars australiens (soit 3¾ pour cent du PIB) à la fin de la période couverte par les projections.

AUTRICHE

L'activité s'est affaiblie de manière inattendue au second semestre de 1986 et le taux de croissance du PIB réel est tombé au-dessous de 2 pour cent sur l'ensemble de l'année. Le principal facteur responsable de ce fléchissement a été le recul du volume des exportations, encore que la demande intérieure finale ait été elle aussi inférieure aux projections. La dégradation des résultats à l'exportation a tenu à la fois à une perte de compétitivité et à une structure défavorable de l'offre des industries travaillant pour l'exportation, en particulier celles du secteur nationalisé. La contraction des parts de l'Autriche sur les marchés d'exportation a été surtout sensible ailleurs qu'en Europe occidentale, où le secteur

nationalisé autrichien compte d'importants clients. L'affaiblissement de la demande extérieure a eu des effets défavorables sur la production et l'investissement industriels. La production industrielle a baissé de 4 pour cent sur la période de douze mois se terminant en décembre. La formation totale de capital fixe a été inférieure aux prévisions en 1986, bien que l'activité ait été relativement soutenue dans le secteur de la construction. La dégradation de la situation des entreprises a par ailleurs affecté la confiance des consommateurs. L'expansion de la consommation privée est restée inférieure à la moitié du taux de croissance des revenus disponibles réels tandis que le taux d'épargne atteignait un niveau

AUTRICHE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1976)

	1982 prix courants milliards de S	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	640.2	-0.5	2.4	1.9	2½	2½
Consommation publique	214.3	0.9	2.1	1.7	1½	1½
Formation brute de capital fixe	261.3	2.4	6.0	3.7	1½	2¼
Demande intérieure finale	1 115.8	0.4	3.2	2.3	2	2¼
* variation de la formation de stocks	-1.0 ^a	2.6	-0.1	1.3	0	0
Demande intérieure totale	1 114.7	3.0	2.9	3.6	2	2¼
Exportations de biens et services	431.2	6.8	7.1	-2.4	-¾	1½
Importations de biens et services	412.4	9.9	7.1	1.8	1¾	3
* variation de la balance extérieure	18.8 ^a	-1.0	0.1	-1.8	-1	-¾
PIB aux prix du marché	1 133.5	2.0	3.0	1.7	¾	1½
Indice de prix implicite du PIB	-	4.8	3.3	3.6	2¼	2¾
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	5.8	3.4	1.5	1¾	2½
Production industrielle	-	5.2	4.6	1.3	1	2
Taux de chômage	-	3.8	3.6	3.4	4	4½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-0.2	-0.1	0.1	-½	-1

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

élevé par rapport à l'expérience passée. La forte baisse des prix du pétrole et des autres produits de base en 1986 ayant largement compensé le recul du volume des exportations, la balance extérieure courante a dégagé un léger excédent. La baisse des prix à l'importation et l'amélioration des termes de l'échange ont cependant été moins marquées que dans beaucoup d'autres pays d'Europe, l'Autriche important relativement peu de matières premières et n'achetant guère dans la zone dollar. L'inflation est de ce fait restée plus forte que dans les pays où le taux de change a évolué de la même façon, et s'établissait à environ 1 pour cent en mars 1987. Le chômage, quoiqu'encore nettement inférieur à la moyenne de la zone de l'OCDE, a atteint des niveaux élevés par rapport à ceux que l'Autriche a connus depuis la guerre.

Au moment de l'établissement des prévisions, le projet de budget révisé du nouveau gouvernement était en cours d'examen au Parlement. Des compressions de dépenses permettront peut-être de contenir le déficit à un niveau proche de ce que l'on prévoyait antérieurement, malgré des moins-values de recettes fiscales dues notamment à des facteurs conjoncturels. Du fait des réductions de l'impôt sur le revenu des personnes physiques entrées en vigueur en janvier 1987, l'orientation de la politique budgétaire devrait être à peu près neutre cette année. En 1988, des mesures d'assainissement budgétaire sont supposées inverser l'accroissement du déficit structurel, conformément à l'objectif que s'est

fixé le gouvernement de réduire progressivement le déficit budgétaire en moyenne période. Du fait de la «politique de monnaie forte» menée par l'Autriche (rattachement du schilling au deutschemark), les taux d'intérêt resteront sans doute légèrement supérieurs à ceux de l'Allemagne. La perte de compétitivité due à l'appréciation du taux de change entraînera probablement une contraction continue des parts de marchés d'exportation et l'Autriche ne peut donc compter que sur une légère reprise de ses ventes à l'étranger au cours de la période à venir. On prévoit un ralentissement du rythme d'expansion de la demande intérieure au cours des dix-huit prochains mois, dans la mesure où les entreprises freineront leurs dépenses d'investissement faute de perspectives d'exportation satisfaisantes, et où le secteur public réduira ses dépenses. La contribution de la formation de stocks à la croissance du PIB sera sans doute beaucoup plus faible qu'en 1986. La contraction des exportations nettes en termes réels se poursuivant, quoique plus lentement, le taux de croissance du PIB pourrait tomber à un peu moins de 1 pour cent en 1987 mais se redresser légèrement en 1988. Il est probable que la stagnation de l'emploi se traduira par une hausse sensible du nombre de chômeurs. L'inflation devrait rester faible, mais la balance des opérations courantes accusera sans doute un déficit, du fait de la dégradation prévue sur le double plan de la balance extérieure réelle et des termes de l'échange.

BELGIQUE

La croissance a retrouvé en 1986, pour la première fois depuis 1982, un rythme comparable à celui de la moyenne des pays européens. Le marché du travail a cessé de se dégrader sous la double influence d'un niveau d'activité plus élevé et d'une politique active d'incitation au partage du travail (et au retrait de la population active). Grâce à la baisse des prix de l'énergie, l'indice général des prix à la consommation est resté pratiquement stable durant l'année 1986. Cependant, l'inflation intérieure reste encore vive en raison d'un élargissement important des marges des entreprises. La détérioration de la balance commerciale en volume a été plus que compensée par l'amélioration des termes de l'échange et la balance courante, tout juste équilibrée en 1984 et 1985, s'est soldée par un excédent d'environ 3 pour cent du PIB en 1986.

Bien qu'en réduction par rapport à 1985, le déficit budgétaire s'est encore élevé en 1986 à 11 pour cent du PIB. Des progrès plus importants devraient intervenir en 1987 avec le prélèvement du «3^e saut d'index» sur les salaires et les transferts sociaux (équivalent à 2 pour cent de ces revenus) et l'application en année pleine des mesures de redressement décidées en 1986. Selon les

prévisions officielles, le solde net à financer du Trésor devrait être ramené cette année à 8 pour cent du PIB. Le besoin de financement des administrations pourrait, pour sa part, être réduit à 7 pour cent du PIB en 1988. Compte tenu de l'importance de la dette publique (dont la charge en terme de paiement d'intérêt a représenté en 1986 10¼ pour cent du PIB), ces progrès seront vraisemblablement insuffisants pour enrayer les mécanismes d'auto-alimentation du déficit. Les pouvoirs publics s'efforcent de maintenir le niveau des taux d'intérêt aussi bas que possible, compte tenu de la contrainte du taux de change. Le taux d'escompte, qui avait été porté à 8½ pour cent en janvier 1987 pour faire face aux tensions au sein du SME, a été ramené, depuis lors, à 8 pour cent.

Un élément important d'incertitude réside dans l'évolution des salaires qui, pour la première fois depuis le début des années 80, font l'objet d'une libre négociation. Les accords signés jusqu'ici n'ont cependant pas entraîné de dérapage, la hausse des salaires réels étant approximativement compatible avec les progrès de productivité. Avec des hausses de salaire modérées et un alourdissement des prélèvements obligatoires, la pro-

BELGIQUE
Demande, production et prix
 Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de FB	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	2 591.8	1.1	1.5	3.0	1½	2
Consommation publique	741.9	0.5	1.5	0.4	-1½	0
Formation brute de capital fixe	671.8	2.2	1.2	5.3	2¾	2¾
Demande intérieure finale	4 005.5	1.1	1.5	2.9	1¼	1¾
* variation de la formation de stocks	-4.6 ^a	0.5	-0.2	0.5	¼	¼
Demande intérieure totale	4 000.9	1.7	1.3	3.4	1¼	2
Exportations de biens et services	2 713.7	4.4	2.2	4.4	3¼	3¾
Importations de biens et services	2 761.4	4.8	1.9	6.2	3½	4¼
* variation de la balance extérieure	-47.7 ^a	-0.1	0.3	-1.0	0	-¼
PIB aux prix du marché	3 953.2	1.6	1.5	2.3	1¼	1¾
Indice de prix implicite du PIB	-	5.5	5.1	4.5	2¼	1¾
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	6.4	4.8	1.4	1½	1¾
Production industrielle	-	2.5	2.2	2.8	1¾	2½
Taux de chômage	-	12.9	12.0	11.4	11¾	12
Balance des opérations courantes (milliards de \$) ^c	-	0	0.7	3.8	4½	4½

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

c) Balance courante de l'UEBL.

gression du revenu disponible réel des ménages devrait se ralentir sensiblement. Par contre, les perspectives d'investissement dans le secteur privé restent satisfaisantes, du fait notamment de la progression très rapide des profits. Le ralentissement de la demande intérieure devrait s'accompagner d'une évolution plus favorable des échanges extérieurs en volume. Au total, toutefois,

la croissance du PIB serait ramenée à environ 1½ pour cent en moyenne en 1987-1988, ce qui devrait entraîner une aggravation du chômage. Dans un contexte de tassement de la demande et de faible progression des coûts unitaires de production, l'inflation pourrait se stabiliser, tandis que l'excédent courant resterait substantiel, de l'ordre de 3 pour cent du PIB.

DANEMARK

L'année 1986 a vu se poursuivre la rapide expansion de la demande intérieure et l'évolution défavorable des exportations nettes. Le déficit extérieur courant s'est creusé pour atteindre plus de 5 pour cent du PIB malgré une amélioration de 5 pour cent des termes de l'échange. Grâce à un ralentissement de la croissance de la population active, le taux de chômage a continué de baisser pour s'établir à un niveau inférieur à 8 pour cent.

L'expansion de la demande intérieure s'est toutefois ralentie en cours d'année, en partie du fait de l'orientation très restrictive de la politique budgétaire. Le budget des administrations publiques a dégagé un excédent de l'ordre de 3 pour cent du PIB, soit une amélioration correspondant à 5 pour cent du PIB. A la suite des mesures prises en octobre 1986 pour stimuler l'épargne des ménages et réduire les incitations à l'emprunt, les

composantes de la demande intérieure finale se sont affaiblies ou ont régressé. Le dynamisme de la formation de stocks pourrait n'avoir été que partiellement le résultat d'un choix délibéré.

La consommation privée devrait légèrement se redresser en 1987, en partie du fait de la progression des salaires réels. Les accords salariaux conclus au début de 1987, conjugués à l'accroissement des coûts indirects de main-d'œuvre et à l'appréciation de la couronne, entraîneront probablement une détérioration marquée de la compétitivité internationale. Etant donné le recul attendu des parts de marché – tant à l'intérieur qu'à l'étranger – le déficit extérieur courant pourrait rester supérieur à 3 pour cent du PIB même si l'on prévoit une diminution du volume des importations. Malgré la baisse de la production intérieure, le chômage ne devrait augmenter que légèrement étant donné que la durée

DANEMARK

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de KrD	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	255.6	2.8	5.3	4.2	-½	1
Consommation publique	131.1	-1.0	2.5	-0.7	1	¾
Formation brute de capital fixe	74.7	10.5	11.9	16.8	-6½	-6
Demande intérieure finale	461.4	3.0	5.7	5.2	-1¼	-½
* variation de la formation de stocks	1.1 ^a	1.0	0.1	0.5	-1	0
Demande intérieure totale	462.5	4.1	5.7	5.7	-2½	-½
Exportations de biens et services	168.9	3.4	4.2	0.2	½	1¾
Importations de biens et services	166.9	5.1	8.6	6.5	-4	0
* variation de la balance extérieure	2.0 ^a	-0.5	-1.4	-2.2	1¾	½
PIB aux prix du marché	464.5	3.5	4.2	3.4	-¾	0
Indice de prix implicite du PIB	-	5.8	5.3	4.9	4¾	2¾
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	6.5	4.9	3.6	4	2½
Production industrielle	-	10.5	4.5	3.0	0	1¼
Taux de chômage	-	10.1	9.0	7.8	8½	10
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-1.6	-2.7	-4.3	-3¼	-3¼

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

légale du travail a été réduite à la fin de 1986. La politique budgétaire devrait rester restrictive, quoiqu'à un moindre degré qu'en 1986. On ne prévoit qu'une légère hausse des prix à la consommation malgré l'accélération des coûts unitaires de main-d'œuvre. Cette évolution reflète l'absence de modification des impôts indirects après le fort relèvement des taxes sur l'énergie en 1986, mais elle tient aussi à la compression des marges bénéficiaires et à la légère diminution des prix à l'importation.

La détérioration de la compétitivité au cours de l'année 1987 devrait aussi influencer sur l'évolution des

parts de marché en 1988. L'activité intérieure pourrait rester peu soutenue du fait de l'orientation relativement restrictive de la politique budgétaire, ainsi que de la réforme fiscale opérée cette année dont les effets, conjugués à ceux des mesures prises à la fin de 1986, devrait favoriser l'épargne du secteur privé. Le déficit extérieur courant pourrait se stabiliser à son niveau de 1987. Dans l'hypothèse d'une légère reprise de la croissance de la productivité, le chômage pourrait augmenter pour atteindre environ 10 pour cent de la population active.

ESPAGNE

Soutenue par la formation de capital fixe, la demande intérieure a été le moteur de la rapide croissance du PIB depuis le début de 1986. Les programmes en faveur de l'emploi et l'augmentation des effectifs des administrations publiques ont fait progresser l'emploi salarié de 4.7 pour cent en 1986, ce qui a ramené le taux de chômage à 21.2 pour cent en décembre. Le taux de progression des gains moyens s'est maintenu autour de 8 pour cent depuis le début de 1986. Cette augmentation, ainsi qu'une forte poussée des prix des produits alimentaires, a largement annulé les effets de la baisse des prix du pétrole, de sorte que le taux d'inflation s'est stabilisé à 6 pour cent sur les dix-huit derniers mois. Sous l'effet conjugué du dynamisme de la demande

intérieure et de la réduction des barrières protectionnistes qui a suivi l'entrée de l'Espagne dans la CEE (1^{er} janvier 1986), les importations de marchandises ont marqué une forte augmentation en volume (18 pour cent) en 1986, ainsi qu'au cours des premiers mois de 1987. En revanche, le volume des exportations de marchandises a quelque peu diminué en 1986, mais s'est légèrement redressé depuis lors. La dégradation accusée de ce fait par la balance commerciale réelle n'a été que partiellement compensée par la baisse des prix du pétrole. Malgré cela, l'excédent extérieur courant s'est accru pour atteindre 1.8 pour cent du PIB en 1986, en raison principalement de la rapide augmentation des recettes du tourisme. Les entrées nettes d'investisse-

ments directs étrangers ont elles aussi fortement augmenté pour s'établir à 2¼ pour cent du PIB, ce qui a permis à l'Espagne de rembourser une partie de sa dette par anticipation et d'accroître sensiblement ses réserves officielles.

En 1986, la politique monétaire a, dans l'ensemble, accompagné la conjoncture. Le rythme de croissance de l'agrégat ALP (norme monétaire au sens large) s'est ralenti pour tomber à 11.3 pour cent en 1986, taux qui reste dans la fourchette d'objectif. Les taux d'intérêt ont légèrement reculé en termes nominaux comme en termes réels. L'expansion du crédit au secteur privé s'est accélérée pour atteindre environ 9 pour cent d'une année sur l'autre au lieu des 7 pour cent initialement prévus, tandis que le taux de croissance du crédit au secteur public revenait de 34 pour cent en 1985 à 20 pour cent en 1986. En raison, surtout, du prélèvement par l'Etat d'environ 60 pour cent (soit 1¼ pour cent du PIB) du « bénéfice » constitué par la baisse des prix du pétrole, le déficit des administrations publiques est revenu à un peu moins de 6 pour cent du PIB. La réduction du déficit de l'administration centrale a été largement contrebalancée par une forte augmentation de celui des autorités régionales (autonomias). Le budget 1987 prévoit une nouvelle réduction du déficit en pourcentage du PIB. Conformément aux directives du gouvernement qui impliquent en ce qui concerne l'évolution des revenus, une hausse des rémunérations d'environ 6 pour cent pour les salariés du secteur public, il est prévu de freiner la croissance de la consommation publique en termes nominaux pour permettre une forte reprise de l'investissement réel. Avec le recouvrement des arriérés de TVA,

les recettes de la fiscalité indirecte devraient augmenter dans de fortes proportions. Les objectifs médians d'expansion monétaire pour 1987 ont été fixés à 8 pour cent pour l'agrégat ALP, 7 pour cent pour le crédit intérieur au secteur privé et 11 pour cent pour le crédit intérieur au secteur public. Du fait de la vigueur inattendue de la demande de crédit, la Banque d'Espagne a sensiblement resserré les conditions monétaires durant les quatre premiers mois de 1987, son taux d'intervention sur le marché au jour le jour ayant atteint, début mai, 20 pour cent environ, soit près de deux fois le taux antérieur. Bien que restant modérément restrictive, la politique monétaire devrait connaître un certain assouplissement au cours de la période couverte par les prévisions.

La formation de capital fixe et la consommation privée devraient rester dynamiques, bien que tendant à s'affaiblir en 1988. Les importations marqueront sans doute une forte progression en raison de la vigueur de la demande, de l'entrée de l'Espagne dans la CEE et d'une baisse de compétitivité. Néanmoins, soutenu par un redressement sensible des exportations, le PIB pourrait s'accroître à un taux régulier de l'ordre de 3 pour cent jusqu'à la fin de la période de prévision. L'emploi pourrait encore progresser de manière notable. Malgré cela, il paraît improbable que le taux de chômage tombe au-dessous du seuil de 20 pour cent étant donné que les taux d'activité continueront sans doute d'augmenter fortement. On prévoit un ralentissement progressif du rythme de hausse des rémunérations moyennes et des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui resteront cependant élevés par rapport à ceux des partenaires commerciaux de l'Espagne. Sur la base de l'hypothèse technique

ESPAGNE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de Ptas	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	13 143.0	-0.5	1.8	3.6	3½	3
Consommation publique	2 618.5	2.9	4.4	4.0	4½	3½
Formation brute de capital fixe	4 172.4	-5.1	3.9	12.0	9½	5
Demande intérieure finale	19 933.9	-1.0	2.6	5.3	5	3½
* variation de la formation de stocks	-14.4 ^a	0.5	0.1	0.5	0	-¼
Demande intérieure totale	19 919.5	-0.5	2.7	5.8	4¾	3¼
Exportations de biens et services	3 669.3	11.1	2.9	1.0	4½	5½
Importations de biens et services	4 023.2	-1.0	5.4	16.1	14	7¼
* variation de la balance extérieure	- 353.9 ^a	2.3	-0.3	-2.6	-1¾	-½
PIB aux prix du marché	19 565.6	1.9	2.2	3.0	3	2¾
Indice de prix implicite du PIB	-	10.8	8.7	11.2	6¼	5
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	10.5	8.3	8.9	5¾	4¾
Production industrielle ^c	-	0.9	2.1	3.5	3	2½
Taux de chômage	-	20.6	21.9	21.5	21	20½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	2.0	2.7	4.2	2¼	1½

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

c) Valeur ajoutée.

de taux de change inchangés, les prix à l'importation devraient continuer de jouer un rôle modérateur et aider à ramener la hausse des prix à la consommation à 4½ pour cent environ au second semestre de 1988. L'accroissement des importations nettes réelles, conjugué à une dégradation progressive des termes de l'échange, devrait se traduire par un élargissement notable du déficit commercial. La balance extérieure

courante devrait cependant rester excédentaire en raison du gonflement des recettes nettes au titre des services. De même, du fait des perspectives favorables qui s'offrent aux entreprises, les entrées de capitaux à long terme resteront probablement importantes, de sorte que la balance des paiements de base devrait continuer de dégager un confortable excédent.

FINLANDE

Sous l'effet conjugué de la vigueur de la demande sur les marchés européens et du redémarrage de la production après les grèves des premiers mois de l'année, la croissance de l'économie finlandaise a fortement repris au second semestre de 1986. Néanmoins, sur l'ensemble de l'année, le PNB n'a progressé que de 1¼ pour cent. La baisse des prix du pétrole a permis de ramener la hausse des prix à la consommation à 3.6 pour cent. Une amélioration de 5½ pour cent des termes de l'échange et la baisse des taux d'intérêt internationaux ont contribué à maintenir le déficit de la balance courante à son niveau de l'année précédente, soit 1¼ pour cent du PIB, malgré la progression marquée du volume des importations. Le taux de chômage a atteint 5½ pour cent, son niveau le plus élevé depuis le début des années 80.

En 1987, l'effet exercé par la baisse des prix du pétrole sur les échanges bilatéraux avec l'Union Soviétique pourrait réduire d'un cinquième le volume des exporta-

tions à destination de ce pays. Il n'en reste pas moins qu'en raison de l'amélioration de la compétitivité des prix, d'importants effets de report et de la croissance favorable des marchés des pays de l'OCDE, le volume total des exportations pourrait augmenter de 1½ pour cent. L'utilisation des capacités s'est accrue dans le secteur exposé au cours de la seconde moitié de l'année 1986, le climat de confiance s'est amélioré dans le secteur des entreprises, et l'augmentation des réserves en devises devrait exercer des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt. L'investissement des entreprises pourrait donc encore se renforcer. La consommation privée restera vraisemblablement vigoureuse en raison de la croissance rapide des revenus réels, laquelle reflète l'accroissement rapide des salaires réels et une érosion fiscale négative. D'après les projections, le déficit extérieur courant se creusera pour atteindre 1½ milliard de dollars (1¼ pour cent du PIB), tandis que l'inflation

FINLANDE
Demande, production et prix
Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de Mk	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	134.2	2.8	3.3	3.2	3¼	2¾
Consommation publique	46.7	2.8	4.7	3.0	2¾	2½
Formation brute de capital fixe	61.0	-1.9	3.1	-0.1	3¼	2¼
Demande intérieure finale	241.8	1.6	3.6	2.3	3¼	2½
* variation de la formation de stocks	2.0 ^a	0	-0.2	-0.2	¼	0
Demande intérieure totale	243.8	1.5	3.3	2.1	3½	2½
Exportations de biens et services	76.4	6.0	0.6	1.8	1½	2
Importations de biens et services	74.4	0.7	6.3	6.2	3¾	2¾
* variation de la balance extérieure	2.0 ^a	1.8	-1.8	-1.4	-¾	-¼
PIB aux prix du marché	245.2	2.8	3.0	1.8	2¾	2½
Indice de prix implicite du PIB	-	9.0	5.9	4.8	3¾	3¾
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	6.8	6.0	3.6	3¾	4
Production industrielle	-	4.8	4.0	0.9	2	2½
Taux de chômage	-	5.2	5.0	5.5	5¼	5½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	0	-0.8	-0.8	-1½	-1¾

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice des prix à la consommation.

pourrait s'accélérer quelque peu. Le chômage devrait diminuer, mais seulement dans de faibles proportions.

En 1988, le resserrement attendu de la politique budgétaire pourrait freiner la croissance de la demande intérieure, et notamment de la consommation. Dans ces conditions, les taux d'intérêt pourraient encore baisser, ce qui favoriserait l'investissement du secteur privé. Les marchés d'exportation occidentaux devraient connaître une croissance de 4½ pour cent et, si les exportations à destination de l'Union Soviétique ne marquent pas un nouveau recul, le volume des exportations de marchan-

dises pourrait augmenter de plus de 3 pour cent. Dans ces conditions, la croissance du PIB réel pourrait s'établir à 2½ pour cent, soit à peu près le taux moyen de la zone de l'OCDE, mais le déficit extérieur courant risque de se creuser encore. Si la réforme fiscale prévue aboutissait à un moindre durcissement de la politique budgétaire et si les négociations salariales du printemps 1988 avaient une incidence défavorable sur la compétitivité des prix, cela pourrait avoir des répercussions négatives sur la balance des opérations courantes et sur l'évolution de l'inflation.

GRÈCE

L'évolution économique en 1986 a été fortement infléchie par le Programme de stabilisation mis en œuvre en octobre 1985. Avec l'application des normes de progression des revenus, les salaires réels ont diminué de 8 pour cent. Ce freinage, associé à la hausse modérée des prix à l'importation, a permis de ramener le taux annuel d'inflation à 17 pour cent en décembre 1986 (contre 25 pour cent en décembre 1985). La contraction des revenus réels des ménages et un recul de 20 pour cent des investissements du secteur public ont affaibli la demande intérieure. Le PIB a cependant marqué une légère progression en raison d'un effort accru à l'exportation et d'une vive expansion de la production agricole. Sous l'effet conjugué de l'amélioration de la balance commerciale réelle, de la baisse des prix du pétrole, de la

nette augmentation des recettes du tourisme et des transferts de la CEE, le déficit de la balance extérieure courante est revenu à 4.3 pour cent du PIB (contre 10 pour cent en 1985).

L'Etat s'est approprié la majeure partie (environ 2½ pour cent du PIB) du bénéfice constitué par la baisse des prix du pétrole. Les dépenses d'équipement ont, par ailleurs, diminué en termes réels tandis que les prix réglementés ont été sensiblement relevés. Le besoin de financement du secteur public a de ce fait été ramené de 17.6 pour cent du PIB en 1985 à 13.7 pour cent en 1986. La politique monétaire a également pris un tour plus restrictif. Avec le recul de l'inflation, les taux d'intérêt réels ont sensiblement augmenté et l'expansion du crédit intérieur au secteur privé a suivi à peu près la croissance

GRÈCE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1970)

	1982 prix courants milliards de Dr	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	1 695.0	1.7	2.9	0.7	-1¼	-¼
Consommation publique	471.2	3.9	2.3	0	½	1½
Formation brute de capital fixe ^a	513.5	-6.3	3.4	-4.8	-2	1
Demande intérieure finale	2 679.7	0.7	2.8	-0.3	-1½	¼
* variation de la formation de stocks	52.5 ^b	1.2	-0.5	0.1	-½	¼
Demande intérieure totale	2 732.2	1.9	2.3	-0.2	-1¼	½
Exportations de biens et services	473.0	16.9	1.3	13.2	3½	4
Importations de biens et services	738.3	0.2	12.9	2.6	-¾	1
* variation de la balance extérieure	-265.3 ^b	2.9	-2.8	2.0	1	¾
* erreur d'estimation	85.4 ^b	-2.1	2.5	-0.4	0	0
PIB aux prix du marché	2 552.3	2.8	2.1	1.3	-1	1¼
Indice de prix implicite du PIB	-	20.1	17.6	19.3	13¼	10¾
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^c	-	18.4	18.5	22.3	14¾	11
Production manufacturière	-	2.0	4.5	0.5	¾	1½
Taux de chômage	-	8.9	8.6	8.1	8¾	9½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-2.1	-3.3	-1.7	-1½	-1¼

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Non compris les navires opérant à l'étranger.

b) Montant effectif de la formation de stocks, de la balance extérieure et de l'erreur d'estimation.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

du PNB nominal. L'orientation de la politique budgétaire en 1987 est restée restrictive. Le budget prévoit une augmentation des recettes au titre de la fiscalité indirecte qui pourrait aller jusqu'à 25 pour cent du fait de l'introduction de la TVA le 1^{er} janvier 1987. Cette mesure, associée à une augmentation modérée des rémunérations dans le secteur public, devrait réduire encore le besoin de financement de l'Etat et le ramener aux environs de 12½ pour cent du PIB. L'expansion du crédit au secteur privé devrait diminuer en termes réels, tandis que les taux d'intérêt réels continueraient de monter. On prévoit que, lorsque le programme de stabilisation sera venu à son terme en décembre 1987, la politique économique sera encore restrictive, avec un nouveau resserrement de la politique budgétaire et monétaire face à l'assouplissement de la politique des revenus.

Après une pointe en début d'année (liée à l'introduction de la TVA et à une flambée des prix des produits alimentaires due à la rigueur de l'hiver), l'inflation reprendra sans doute sa tendance à la baisse ; elle

s'établirait ainsi aux alentours de 14 pour cent à la fin de 1987 et reviendrait à 11 pour cent environ à la fin de 1988. Avec une baisse marquée des coûts réels de main-d'œuvre, il est probable que les gains appréciables de rentabilité observés depuis 1986 se confirmeront et permettront un léger redressement des investissements des entreprises. La demande semble devoir être principalement soutenue par l'expansion régulière des exportations. Cela n'empêchera probablement pas le PIB de reculer en 1987, principalement du fait de la forte baisse de la production agricole due au mauvais temps. Le PIB devrait retrouver un taux de croissance positif en 1988, freinant ainsi la montée du chômage. L'atonie de la consommation privée et l'intensification de l'effort d'exportation des entreprises pourraient ramener le déficit extérieur courant aux environs de 3¼ pour cent du PIB en 1988. Il est par ailleurs possible qu'une amélioration générale du climat des affaires stimule les entrées de capitaux privés à long terme et élimine pratiquement la nécessité d'emprunts compensatoires nets vers la fin de 1988.

IRLANDE

D'après les estimations le PNB aurait un peu diminué en 1986, la croissance des exportations de produits industriels s'étant affaiblie et l'investissement fixe ayant reculé. La consommation privée n'a que très légèrement progressé ; les revenus nominaux ont baissé dans l'agriculture et la détérioration de la situation de l'emploi a

freiné la croissance des revenus des ménages dans les autres secteurs. Bien que la baisse de prix des importations ne semble pas avoir été totalement répercutée sur les prix à la consommation, l'inflation a diminué, revenant à moins de 4 pour cent. Dans le courant de 1986 les hausses de salaires, qui avaient atteint plus de

IRLANDE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants millions de £Ir	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	8 014	-0.5	1.6	1.6	1	1½
Consommation publique	2 621	0.1	0.8	1.9	-2	0
Formation brute de capital fixe	3 468	-2.7	-0.3	-3.6	0	2
Demande intérieure finale	14 103	-1.0	1.0	0.4	¼	1¼
* variation de la formation de stocks	205 ^a	2.3	-1.6	-0.2	½	0
Demande intérieure totale	14 308	1.0	-0.4	0.2	½	1¼
Exportations de biens et services	6 433	16.4	6.7	1.1	4½	5
Importations de biens et services	7 415	9.9	2.8	0.4	2¾	3¾
* revenu net des facteurs versés à l'étranger	-928 ^a	-2.8	-2.0	-1.2	-1¼	-1¼
* variation de la balance extérieure ^b	-1 910 ^a	0.6	0.7	-0.7	¼	0
PNB aux prix du marché	12 398	1.8	0.2	-0.5	¾	1¼
Indice de prix implicite du PNB	-	6.2	5.4	6.5	4½	3¼
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^c	-	7.5	4.2	3.7	3¼	3
Production industrielle	-	12.2	2.4	2.8	6½	6¾
Taux de chômage	-	15.5	17.3	17.9	18¾	18¾
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-0.9	-0.6	-0.4	-½	-½

* En pourcentage du PNB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks, de la balance extérieure et du revenu net des facteurs.

b) Inclus les flux de revenu des facteurs.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

6 pour cent en taux annuel, ont marqué un recul d'environ 1 pour cent. Malgré un accroissement substantiel de l'émigration, le chômage a continué d'augmenter. Selon des estimations préliminaires, le déficit extérieur courant a été ramené à environ 2 pour cent du PNB en 1986. Les chiffres de la balance des paiements incluent cependant un élément résiduel négatif de près de 10 pour cent du PNB pour 1986, contre 4 pour cent environ en 1985. L'augmentation de cet élément résiduel semble correspondre dans une large mesure à des sorties de capitaux non recensées qui se sont produites lorsque des pressions se sont exercées sur les taux de change, du fait notamment de la faiblesse de la livre sterling. Néanmoins, la persistance d'un élément résiduel négatif chaque année depuis 1982 donne à penser que le déficit extérieur courant a peut-être été sous-évalué.

Après les élections de février 1987, le nouveau gouvernement a présenté son budget le 31 mars 1987. Ce budget vise à limiter le besoin de financement du Trésor à moins de 1.9 milliard de livres irlandaises, soit 10¼ pour cent du PNB, alors qu'il représentait, selon les estimations, 13 pour cent du PNB en 1986. Au nombre des mesures prises figurent un blocage des rémunéra-

tions et de l'emploi dans le secteur public, la suppression de certaines aides au logement et l'application de restrictions aux possibilités d'achat en franchise et autres avantages consentis aux voyageurs. Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt diminuent depuis le début de l'année et étaient revenus à un peu moins de 11 pour cent à la fin du mois d'avril (taux interbancaire à trois mois), mais ils restent élevés en termes réels.

Les projections pour 1987 et 1988 reposent sur l'hypothèse d'un redressement modéré des revenus agricoles et d'une accélération de la croissance des exportations de produits industriels. La progression des exportations industrielles est étroitement liée à l'expansion de la capacité de production des entreprises étrangères opérant en Irlande. Un ralentissement de ce mouvement pourrait aboutir à un fléchissement de la croissance des exportations industrielles. A supposer que les objectifs budgétaires soient atteints, le PNB pourrait augmenter de moins de 1 pour cent cette année ; dans l'hypothèse technique d'un certain ajustement budgétaire supplémentaire en 1988, le PNB connaîtrait une croissance un peu plus rapide l'an prochain. Le chômage pourrait continuer d'augmenter et l'inflation devrait encore se ralentir légèrement en 1987 et en 1988.

ISLANDE

L'évolution économique a été très favorable en 1986. Le PIB réel a progressé de près de 6 pour cent et le revenu national réel de 8½ pour cent. Dans le même temps, les termes de l'échange se sont améliorés de près de 2½ pour cent du PNB, la balance des opérations courantes s'est équilibrée et l'inflation a marqué une

nette décélération, s'établissant à 13½ pour cent sur la période de douze mois allant jusqu'en décembre. Plusieurs facteurs externes expliquent cette amélioration des résultats : un accroissement des prises de poisson pour la troisième année consécutive (plus de 13 pour cent à prix constants), une hausse des prix du poisson sur

ISLANDE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants millions de KrI	1984	1985	1986	1987
Consommation privée	21 789	3.0	5.0	6.5	5
Consommation publique	6 586	0.1	6.2	3.9	3
Formation brute de capital fixe	9 251	8.9	1.0	0	4
Demande intérieure finale	37 626	3.8	4.3	4.5	4½
* variation de la formation de stocks	913 ^a	2.2	-1.2	-0.8	1½
Demande intérieure totale	38 539	6.0	3.0	3.7	6
Exportations de biens et services	12 714	3.0	11.0	6.5	1½
Importations de biens et services	14 329	9.3	9.7	1.3	7
* variation de la balance extérieure	-1 615 ^a	-2.3	0.3	2.1	-2¼
PIB aux prix du marché	36 924	3.6	3.4	5.9	3¾
Indice de prix implicite du PIB	-	25.2	32.3	25.8	17
<i>Pour mémoire</i>					
Prix à la consommation ^b	-	28.7	32.5	21.3	14½
Taux de chômage	-	1.3	0.9	0.7	¾
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-0.1	-0.1	0	0

* En pourcentage du PNB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice des prix à la consommation.

les marchés extérieurs, une diminution des taux débiteurs internationaux, et la chute des prix du pétrole. Profitant de cette conjoncture extérieure favorable, le gouvernement a tenté de freiner la progression des salaires nominaux en offrant des dégrèvements fiscaux destinés à faire baisser directement le coût de la vie. Cette politique a permis de ralentir le rythme de hausse des salaires, gonflant de plus de 10 pour cent le revenu réel par habitant, mais elle a fortement élargi le déficit du secteur public.

L'environnement extérieur semble devoir rester relativement favorable en 1987 et le PIB pourrait s'accroître de 3½ pour cent environ en volume. La production du secteur de la pêche devrait continuer de progresser assez fortement, les prises totales de poisson augmentant de 5 à 6 pour cent à prix constants. Toutefois, l'accord salarial pour 1987 prévoit une hausse d'au moins 22½ pour cent des gains nominaux, ce qui bloquera le processus de désinflation. A supposer que le taux d'inflation reste plus ou moins stationnaire, les revenus réels pourraient augmenter d'environ 8 pour cent. On

s'attend donc à ce que la demande intérieure progresse plus vite que la production, la consommation privée étant particulièrement dynamique. Le volume des importations semble devoir s'accroître rapidement et la croissance des exportations se ralentira probablement, les stocks de produits de la mer devant être reconstitués après avoir été réduits pour répondre à la demande étrangère. Le secteur extérieur aura donc, au total, un effet de freinage sur l'économie. On s'attend de ce fait à ce que la balance des opérations courantes redevienne déficitaire, malgré une nouvelle amélioration des termes de l'échange. De plus, si la reprise a facilité un relèvement des taux d'intérêt réels, les avantages consentis pour limiter la hausse des salaires ont aggravé les déséquilibres budgétaires. Il en résulterait des risques importants sur le plan de l'inflation si les conditions extérieures n'étaient pas aussi favorables que prévu, et/ou si le taux d'épargne privé venait à fléchir. Les autorités pourraient se trouver dans l'obligation de dévaluer la couronne et de laisser ainsi remonter l'inflation.

LUXEMBOURG

En dépit d'un affaiblissement de l'activité dans le secteur sidérurgique, la croissance est restée soutenue en 1986. La consommation des ménages a été stimulée par une augmentation importante des salaires réels et par des allègements fiscaux, tandis que la reprise des investissements, amorcée en 1985, s'est accélérée. L'emploi salarié a progressé rapidement (de l'ordre de 3 pour cent) et le taux de chômage a été ramené à 1¼ pour cent

en fin d'année. Les prix de la consommation ont baissé au cours de l'année 1986 et se situaient en mars 1987 au même niveau qu'un an auparavant. Le solde des échanges commerciaux hors UEBL s'est légèrement dégradé, mais avec le développement toujours soutenu de l'activité de la place financière, l'excédent courant a vraisemblablement continué de s'élargir, dépassant 31 pour cent du PIB.

LUXEMBOURG

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de FLux	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	96.8	0.8	2.5	2.9	3½	2¾
Consommation publique	26.6	0.4	2.5	1.4	1¼	1¼
Formation brute de capital fixe	40.7	-33.3	2.1	2.9	4	4½
Demande intérieure finale	164.1	-9.7	2.4	2.6	3¼	3
* variation de la formation de stocks	-1.4 ^a	1.3	-1.5	-0.2	0	0
Demande intérieure totale	162.7	-8.3	0.8	2.3	3¼	3
Exportations de biens et services	135.6	17.3	7.8	3.3	2½	3¼
Importations de biens et services	141.2	13.1	5.8	3.6	3½	4
* variation de la balance extérieure	-5.6 ^a	3.4	2.1	-0.1	-½	-½
PIB aux prix du marché	157.0	-4.8	2.9	2.0	2½	2¼
Indice de prix implicite du PIB	-	6.3	3.4	2.2	1½	1½
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	6.4	3.4	0	1	1¼
Production industrielle	-	11.8	6.9	3.0	2	2½
Taux de chômage	-	1.7	1.6	1.5	1¼	1¼

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

La politique budgétaire devrait continuer de soutenir la demande, la poursuite de l'effort d'investissement allant de pair avec un relèvement substantiel des traitements des fonctionnaires et un nouvel abaissement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises. La hausse des salaires devrait s'accélérer, du fait des relèvements contractuels prévus dans les conventions collectives et d'une modification du mécanisme d'indexation avec la suppression des mesures d'austérité de 1982-83. Au total, la progression de la consommation privée resterait très soutenue en 1987, mais pourrait s'infléchir légèrement en 1988, une fois passés les

ajustements exceptionnels de salaires de 1987. La formation brute de capital fixe sera favorablement influencée par les projets d'investissements dans les industries nouvelles et un développement rapide de la construction non-résidentielle. Par contre, la situation de la sidérurgie paraît devoir à nouveau se dégrader tant en ce qui concerne le niveau de la demande que celui des prix. En particulier, la suppression des mécanismes communautaires de prix minimum obligatoire a relancé la concurrence par les prix, mettant en question la rentabilité à l'exportation de certains produits.

NORVÈGE

En 1986, l'évolution économique de la Norvège a été marquée par une nette dégradation des termes de l'échange liée à la chute des prix du pétrole. Sous l'effet conjugué de ce facteur et de la dépréciation de la couronne, le revenu national disponible s'est contracté de 4½ pour cent en termes réels. Les revenus salariaux réels et la consommation privée continuant de s'accroître fortement, la balance extérieure courante est devenue déficitaire d'un montant correspondant à 6¼ pour cent du PIB. Pour la sixième année consécutive, les prix ont augmenté plus vite en Norvège que chez ses principaux partenaires commerciaux, de sorte que l'écart d'inflation s'est creusé vers la fin de l'année.

La politique budgétaire a été durcie à plusieurs reprises en 1986, et le budget national de 1987 accentue cette orientation restrictive. Cette politique d'austérité est supposée rester inchangée en 1988. Afin de soutenir la monnaie, les taux d'intérêt ont été relevés et se sont généralement caractérisés par une plus grande flexibilité. Compte tenu du déficit prévu au titre des opérations courantes, il est probable que les taux d'intérêt resteront élevés durant toute la période considérée.

Les projections établies pour les dix-huit mois à venir impliquent un effort ininterrompu en vue de remédier aux gigantesques déséquilibres intérieurs et extérieurs apparus au cours des quelques dernières années. Dans

NORVÈGE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de KrN	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	175.3	2.7	10.4	5.5	-1¼	-2
Consommation publique	70.4	2.4	3.4	1.9	1	½
Formation brute de capital fixe	92.3	10.9	-21.0	24.4	-5	-5½
Demande intérieure finale	338.0	5.0	-0.4	9.1	-1¾	-2¼
* variation de la formation de stocks	3.8 ^a	1.0	3.2	-0.9	¼	1¼
Demande intérieure totale	341.8	6.1	3.1	7.8	-1½	-1
Exportations de biens et services	165.0	8.2	10.7	1.0	5¼	2¼
Importations de biens et services	144.5	9.5	6.5	8.8	-3	-2¼
* variation de la balance extérieure	20.5 ^a	0.1	2.6	-3.2	4	2
PIB aux prix du marché ^b	362.3	5.7	5.4	3.8	2¾	1¼
Indice de prix implicite du PIB	-	6.4	5.2	-2.0	5	4¼
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^c	-	6.6	5.8	7.4	8½	5¼
Production industrielle ^d	-	5.6	2.5	2.0	1	¾
Taux de chômage	-	3.0	2.5	1.9	2¼	3
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	3.0	3.0	-4.5	-5	-4½

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) PIB non compris le pétrole et la marine marchande : 1986 : 3.5; 1987 : 1; 1988 : -½.

c) Indice de prix implicite de la consommation privée.

d) Non compris le secteur du pétrole.

l'hypothèse d'une stagnation des revenus réels et d'une légère hausse du taux d'épargne (négatif), le niveau de la consommation privée pourrait baisser pendant les dix-huit prochains mois. Compte tenu de l'atonie probable de la demande intérieure, de la contraction des bénéfices et du manque de compétitivité internationale, la formation de capital fixe dans le secteur privé paraît elle aussi devoir diminuer. Il se pourrait que le volume des importations subisse un recul parallèle à celui de la demande intérieure. La Norvège pourrait perdre encore des parts de marché d'exportations traditionnelles du fait que ses coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre continueront d'augmenter, en raison du creusement prévu de l'écart d'inflation par rapport à ses partenaires commerciaux. Par ailleurs, la diminution des exportations de navires d'occasion devrait être largement compensée par une forte progression des exportations d'énergie. Le taux de croissance du PIB de la Norvège continentale pourrait se ralentir, passant de 3½ pour cent en 1986 à un peu moins de 1 pour cent en 1987, et la

baisse pourrait atteindre jusqu'à ½ point en 1988, les contributions positives des exportations nettes réelles étant compensées par le fléchissement de la demande intérieure. Si l'on prend en compte le secteur pétrolier, l'expansion de la production totale sera sans doute de 2¾ pour cent en 1987 et de 1¼ pour cent en 1988.

Le taux de chômage – inférieur à 2 pour cent en 1986 – semble devoir augmenter, malgré la réduction de la durée hebdomadaire du travail. La compensation intégrale assurée aux salariés et la progression toujours forte des salaires nominaux devraient entraîner une forte hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre en 1987. Les effets de la dévaluation de 1986 s'amenuisant et les tensions s'affaiblissant sur le marché du travail, l'inflation devrait commencer à se modérer vers la fin de 1987 et dans les premiers mois de 1988. Selon les prévisions, le déficit de la balance des opérations courantes serait ramené à 6 pour cent du PIB en 1987 et à 5¼ pour cent en 1988.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Au cours de l'exercice 1986/87, le ralentissement de l'activité – principalement imputable à l'orientation restrictive de la politique économique – a été interrompu par les achats anticipés effectués en prévision de l'entrée en vigueur de la taxe sur les biens et services en octobre 1986. Les ventes au détail et le nombre de

permis de construire délivrés ayant par la suite fortement diminué, il est très difficile d'apprécier l'effet net de cette taxe sur la croissance en 1986/87. Après une phase de modération, l'inflation s'est à nouveau accélérée pour atteindre 18 pour cent en mars 1987 (par rapport à mars 1986), l'introduction de la taxe sur les

NOUVELLE-ZÉLANDE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1976/77)

	1982 prix courants millions de \$NZ	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	18 231	3.4	-0.3	1.1	-¾	1½
Consommation publique	5 431	0.7	0.4	0.5	½	½
Formation brute de capital fixe	7 662	-2.6	10.5	-10.7	-4	4¾
Demande intérieure finale	31 324	1.4	2.5	-2.1	-1½	2¼
* variation de la formation de stocks ^a	350 ^b	4.4	-2.3	-1.3	1¼	¼
Demande intérieure totale	31 674	5.8	0.1	-3.4	0	2½
Exportations de biens et services	8 896	7.4	0.7	5.5	1½	2¾
Importations de biens et services	10 234	12.1	-0.8	-2.5	1¼	3¼
* variation de la balance extérieure	-1 338 ^b	-1.7	0.5	2.9	¼	-¼
PIB aux prix du marché	30 336	4.2	0.7	-0.6	¼	2¼
Indice de prix implicite du PIB	-	9.6	13.5	12.6	9¾	5¾
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^c	-	8.7	15.2	14.6	10¾	6
Taux de chômage	-	4.5	3.7	4.9	5¾	6¼
Balance des opérations courantes ^d (milliards de \$)	-	-1.6	-1.3	-1.4	-1¼	-1¼

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Y compris l'erreur statistique et la réévaluation.

b) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

c) Indice des prix à la consommation.

d) Année calendaire.

Note: Les chiffres se rapportent à l'année financière se terminant en mars de l'année suivante.

biens et services ayant probablement contribué pour 5 à 6 points à ce résultat. Les négociations salariales ont néanmoins débouché sur des augmentations de 7 à 8 pour cent seulement ; le marché du travail s'est encore affaibli et l'effet de l'entrée en vigueur de la taxe sur les biens et services sur le revenu disponible a été plus que compensé par l'allègement des impôts directs. Le déficit extérieur courant a diminué au second semestre de 1986.

La politique monétaire a été durcie depuis septembre 1986, les autorités marquant ainsi leur volonté de ne pas accommoder la récente vague d'inflation. Les taux d'intérêt à court terme sont supérieurs à 20 pour cent depuis le début de 1987 et le taux de change effectif s'est apprécié en termes réels. Etant donné le ralentissement prévu de l'inflation à la fin de 1987, les taux d'intérêt nominaux pourraient sensiblement baisser. La réforme fiscale d'octobre 1986 implique un certain assouplissement de la politique budgétaire. En l'absence de projections officielles concernant les chiffres du budget pour cette année et l'an prochain et, à supposer qu'aucune modification importante ne soit apportée à la politique économique, il est probable que la politique budgétaire restera à peu près neutre au cours des dix-huit prochains mois. Le tassement de l'activité économique observé depuis le début de 1985 devrait toucher à son terme d'ici

la fin de 1987. On attend un redémarrage de la consommation privée dans le courant du présent exercice. L'évolution de cet agrégat restera sans doute négative en moyenne durant l'exercice 1987/1988 étant donné le faible niveau des dépenses après l'introduction de la taxe sur les biens et services, mais on s'attend à un redressement en 1988/89, parallèlement à l'évolution du revenu disponible réel. L'investissement devrait reprendre d'ici la fin de l'année grâce à l'amélioration de la demande et de la rentabilité, et il pourrait progresser vigoureusement en 1988. La récente appréciation du taux de change (en termes nominaux comme en termes réels) pourrait entraîner une légère perte de compétitivité et freiner la croissance des exportations. Etant donné la faible expansion de la production et le nombre limité d'emplois créés, le chômage augmentera vraisemblablement. L'inflation devrait se ralentir sensiblement d'ici la fin de 1987, une fois amortis les effets de la taxe sur les biens et services, et la poursuite de cette tendance pendant l'exercice 1988/89 dépendra essentiellement de la modération des prochains accords salariaux. Selon les projections, le déficit de la balance des opérations courantes devrait diminuer pour revenir à moins de 4 pour cent du PIB au cours de l'année civile 1987 et pourrait rester à peu près au même niveau en 1988.

PAYS-BAS

En 1986, pour la première fois depuis le début de la phase actuelle de reprise en 1983, la contribution de la demande intérieure finale à la croissance économique a été plus forte que celle des exportations. La progression du PIB réel est restée proche de 2 pour cent, l'intensification de la demande intérieure finale étant compensée par un retournement de la formation de stocks et par un renforcement de l'incidence négative exercée par le solde extérieur réel sur la croissance du PIB. L'emploi a progressé de 1 ½ pour cent et le chômage a reculé de 1 point, tombant à 13 ¼ pour cent. La croissance des salaires nominaux s'est accélérée et la hausse des salaires réels a été supérieure aux gains de productivité. Cette évolution, conjuguée à l'appréciation effective du florin, s'est traduite par une augmentation de 5 pour cent des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre. Malgré une amélioration des termes de l'échange à proportion de ½ pour cent du PIB, l'excédent de la balance courante s'est contracté de 5 milliards de florins pour revenir à 12 milliards de florins (soit 2 ¾ pour cent du PIB) du fait du renforcement de la demande intérieure.

Le besoin de financement des administrations publi-

ques (sur la base des comptes nationaux) s'est fortement accru en 1986 du fait de la baisse des recettes des ventes de gaz. Le déficit pourrait se réduire légèrement au cours des deux prochaines années en raison des mesures fiscales prises à la fin de 1986 et des compressions de dépenses prévues en 1987 et 1988. (Les projections du déficit de l'administration centrale établies en termes de trésorerie font apparaître un profil différent, les retards intervenant dans les paiements des ventes de gaz se traduisant par un fort gonflement du déficit en 1987.) On suppose que les taux d'imposition resteront inchangés et que les taux des cotisations de sécurité sociale augmenteront légèrement en 1988. Malgré le renouvellement de l'accord passé entre la Banque Centrale et les banques commerciales dans le but de freiner l'expansion du crédit, la politique monétaire continue d'accompagner la conjoncture, les taux d'intérêt à court terme étant réglés de manière à défendre la parité florin/deutschemark.

La croissance du PIB réel devrait, selon les projections, accuser une décélération pour tomber à 1 ½ pour cent en 1987 et 1 pour cent en 1988. La perte de compétitivité observée en 1986 et 1987 entraînera

PAYS-BAS
Demande, production et prix
 Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de fl	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	221.8	-0.4	1.6	3.1	2½	1½
Consommation publique	65.1	-0.6	1.1	0.9	-¾	-1¼
Formation brute de capital fixe	67.2	4.3	3.9	8.0	3¼	2
Demande intérieure finale	354.1	0.5	2.0	3.7	2	1¼
* variation de la formation de stocks	-1.0 ^a	1.0	0.3	-0.8	¼	¼
Demande intérieure totale	353.1	1.4	2.3	2.8	2½	1¼
Exportations de biens et services	212.6	7.0	4.6	2.6	2¼	2¼
Importations de biens et services	196.8	5.5	5.7	4.2	4	2¾
* variation de la balance extérieure	15.8 ^a	1.0	-0.4	-0.8	-1	-¼
PIB aux prix du marché	368.9	2.4	1.7	1.9	1½	1
Indice de prix implicite du PIB	-	2.1	2.4	0.6	-1½	¼
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	2.5	2.6	0	-½	¼
Production industrielle	-	6.2	3.1	3.2	2¾	2¼
Taux de chômage	-	15.4	14.3	13.3	12¾	12¾
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	5.0	5.2	4.8	2¾	2½

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

probablement une contraction des parts de marchés d'exportation, une augmentation du taux de pénétration des importations et une compression des profits et des investissements des entreprises. On prévoit également un ralentissement de la progression de l'emploi, du fait de l'affaiblissement de l'activité dans le secteur privé et des compressions budgétaires. Le taux de chômage pourrait baisser légèrement en 1987 et rester à peu près inchangé en 1988. Malgré l'effet de report du relèvement de 1 point de la TVA en octobre 1986, les prix à la

consommation devraient diminuer de ½ pour cent en 1987 en raison de la baisse de prix intérieurs du gaz, puis rester plus ou moins stationnaires en 1988. On prévoit une contraction de l'excédent de la balance courante, qui reviendrait aux environs de 5½ milliards de florins en 1987 et 1988 (1¼ pour cent du PIB), le volume des échanges étant affecté par la perte de compétitivité, et les termes de l'échange accusant une dégradation du fait de l'ajustement des prix du gaz opéré pour tenir compte de la chute des prix du pétrole en 1986.

PORTUGAL

On a assisté en 1986 à une vive reprise de la demande intérieure totale (à un taux de 7 pour cent) et à de nouveaux progrès dans les domaines de l'inflation, de la balance des paiements et des finances publiques. La consommation privée a augmenté de plus de 6 pour cent en volume, et les investissements ont progressé de 8 pour cent, la reprise ayant été particulièrement marquée dans les entreprises privées. Un important stockage de pétrole a porté la contribution de la formation des stocks à la croissance du PIB à 1.3 pour cent. Ces évolutions ont entraîné une augmentation substantielle des importations, de près de 16 pour cent en volume. Grâce à des gains de parts de marché, le taux de croissance des exportations a été de 8 pour cent. L'amélioration des termes de l'échange a été de 11 pour cent et l'excédent

extérieur courant a atteint 1.3 milliard de dollars (4.6 pour cent du PIB). La baisse des prix à l'importation a contribué à ramener la hausse des prix à la consommation de 21.7 à 12 pour cent entre 1985 et 1986. Faute d'avoir anticipé un tel ralentissement, les rémunérations ont augmenté de 19 pour cent environ.

La hausse de la taxe sur les produits pétroliers ainsi que l'introduction de la TVA ont contribué à ramener le déficit financier des administrations publiques de 11 pour cent du PIB en 1985 à 8.5 en 1986. En l'absence de ces facteurs exceptionnels, le déficit augmenterait d'un point de pourcentage environ en 1987. La politique monétaire devrait tendre à ralentir la progression de la masse monétaire (M2 a cru de 25 pour cent en 1986), la baisse des taux d'intérêt ne fera vraisemblablement

PORTUGAL

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1977)

	1982 prix courants milliards d'Esc	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	1 275.0	-3.0	1.0	6.5	4	3
Consommation publique	266.6	2.5	1.7	1.0	1¼	1¼
Formation brute de capital fixe	582.0	-18.0	-3.0	9.5	9	7½
Demande intérieure finale	2 123.6	-5.8	0.3	6.2	4¾	3¾
* variation de la formation de stocks	71.9 ^a	-0.4	0.5	1.4	½	0
Demande intérieure totale	2 195.5	-6.1	0.8	7.6	5	3¾
Exportations de biens et services	474.9	14.2	11.1	7.7	4½	4½
Importations de biens et services	822.3	-2.7	3.3	16.3	8½	7
* variation de la balance extérieure	-347.4 ^a	4.9	2.5	-2.7	-1½	-1
PIB aux prix du marché	1 848.1	-1.6	3.3	4.8	3½	2¾
Indice de prix implicite du PIB	-	25.0	21.6	18.0	9¼	7
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	29.2	19.3	11.7	9¾	7½
Production industrielle	-	-0.1	4.2	4.5	4	3½
Taux de chômage	-	9.0	9.0	8.7	8¾	8½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-0.6	0.4	1.3	½	0

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

qu'accompagner celle de l'inflation. La dévaluation mensuelle de 0.5 pour cent de l'escudo est maintenue.

Le taux de croissance de la demande intérieure devrait se ralentir jusqu'en 1988 en raison des effets sur la consommation privée d'une moindre progression des salaires ; néanmoins les investissements, stimulés par les incitations fiscales, demeureront sur une pente à 8 pour cent. La progression des importations sera moins vive, alors que les exportations croîtraient au même rythme que les marchés. Par conséquent, la contribution

négative du commerce extérieur à la croissance serait moindre qu'en 1986. Le taux de croissance du PIB devrait diminuer jusqu'à 2.7 pour cent en 1988 parallèlement à l'évolution de la demande intérieure, ce qui permettrait au mieux une stabilisation du taux de chômage autour de 9 pour cent. La remontée des prix à l'importation freinera la désinflation et la hausse des prix à la consommation pourrait encore être de 8 pour cent en 1988 où l'excédent extérieur courant serait pratiquement absorbé.

SUÈDE

La croissance de la demande intérieure totale s'est ralentie en 1986 malgré un redressement de la consommation privée, les revenus réels ayant bénéficié de la baisse des prix du pétrole et la déréglementation des marchés financiers ayant élargi les possibilités d'emprunt des ménages. Les principaux facteurs qui ont freiné la croissance de la demande intérieure ont été un ralentissement de l'investissement fixe des entreprises et une diminution des stocks. Le solde extérieur a apporté une contribution négative à la croissance du PNB, mais la baisse des prix du pétrole a permis une amélioration des termes de l'échange de l'ordre de 1½ pour cent du PIB, et le rétablissement d'un solde positif des opérations courantes d'un peu plus de ½ pour cent du PIB.

La croissance de la consommation privée pourrait

demeurer relativement soutenue en 1987, les revenus disponibles réels augmentant modérément et le crédit à la consommation étant plus facile à obtenir. Sous l'effet de la progression des revenus réels et de la baisse des taux d'intérêt nominaux, les mises en chantier de logements se sont redressées tout au long de 1986, ce qui devrait entraîner un accroissement de l'investissement résidentiel en 1987. Selon les résultats des enquêtes de conjoncture, l'investissement devrait très fortement progresser dans l'industrie automobile mais pourrait être freiné dans les autres secteurs industriels en raison de la faible croissance de la production industrielle en 1986, de la stagnation des profits et du niveau élevé des taux d'intérêt réels. Depuis maintenant six ans, les stocks ne cessent de baisser ; cependant, cette évolution

SUÈDE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1980)

	1982 prix courants milliards de KrS	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	333.0	1.4	2.7	4.1	3	2
Consommation publique	185.5	2.4	1.9	1.7	1¼	1¼
Formation brute de capital fixe	118.2	5.1	6.3	-0.8	2¾	2
Demande intérieure finale	636.7	2.4	3.2	2.4	2¼	1¾
* variation de la formation de stocks	-6.1 ^a	0.7	0.6	-0.6	0	0
Demande intérieure totale	630.6	3.2	3.9	1.8	2½	1¾
Exportations de biens et services	201.3	6.7	2.3	2.1	2	2½
Importations de biens et services	205.2	4.5	7.7	3.6	3¾	3½
* variation de la balance extérieure	-3.8 ^a	0.9	-1.5	-0.4	-½	-¼
PIB aux prix du marché	626.8	4.0	2.2	1.3	1¾	1½
Indice de prix implicite du PIB	-	6.8	6.7	7.1	4½	4½
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	8.2	7.3	4.7	4½	4½
Production industrielle	-	6.9	1.3	0.4	2¼	2½
Taux de chômage	-	2.5	2.3	2.2	2¼	2½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	0.4	-1.2	0.8	0	-¾

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

devrait s'inverser, encore que les compagnies pétrolières soient désormais autorisées à réduire leurs stocks régulateurs. L'expansion de la consommation publique pourrait se ralentir légèrement, la politique budgétaire restant relativement restrictive. Le prélèvement spécial imposé aux compagnies d'assurance et aux caisses de retraite, dont le produit représente 1½ pour cent du PIB – et contribuera largement à la capacité de financement des administrations publiques en 1987 – ne devrait avoir qu'un effet limité sur l'activité en termes réels. En dépit du renchérissement du pétrole, l'indice implicite des prix de la consommation privée pourrait augmenter à peu près au même rythme qu'en 1986, étant donné le ralentissement supposé des majorations de salaires. On suppose que le blocage des prix décrété au début de 1987 n'aura pas d'incidence très sensible sur l'évolution en taux annuel. Le volume des importations non pétrolières pourrait se redresser au même rythme que la demande intérieure en 1987, tandis que la croissance des marchés d'exportation devrait nettement s'affaiblir. La contribu-

tion négative des exportations nettes à la croissance du PNB pourrait donc être du même ordre qu'en 1986, malgré la réduction prévue des stocks régulateurs de pétrole. La balance des opérations courantes sera sans doute à peu près équilibrée.

La progression de la demande intérieure se ralentira vraisemblablement en 1988. La consommation privée ne bénéficiera plus de l'effet de la déréglementation des marchés de capitaux et on prévoit un certain tassement de la croissance de l'investissement fixe des entreprises. Cependant, du fait de la diminution de l'incidence négative du solde extérieur, le PIB pourrait continuer de progresser de 1½ à 2 pour cent, comme en 1987. L'excédent commercial devrait rester proche de son niveau de 1987, mais une nouvelle augmentation du déficit de la balance des invisibles pourrait rendre la balance extérieure courante à nouveau déficitaire. La productivité ne semblant devoir que faiblement s'améliorer, le chômage devrait rester peu élevé.

SUISSE

D'après les comptes nationaux provisoires, la progression de la demande intérieure totale s'est accélérée pour atteindre le rythme de 5 pour cent en 1986, l'investissement en machines et outillage témoignant d'un dynamisme particulier. En raison du tassement des exportations et de l'accélération des importations de biens et services, la croissance du PIB réel est restée de l'ordre de

2.8 pour cent environ. L'emploi a continué d'augmenter plus vite que la population active et le taux de chômage est tombé à 0.8 pour cent. Grâce au fort recul des prix à l'importation, la hausse des prix à la consommation s'est ralentie pour s'établir à 0.4 pour cent en 1986. L'excédent extérieur courant a augmenté pour atteindre 7½ milliards de dollars, soit 5½ pour cent du PIB.

SUISSE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1970)

	1982 prix courants milliards de FS	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	121.8	1.7	1.5	3.0	2¾	2½
Consommation publique	26.1	0.8	2.3	1.6	2	2
Formation brute de capital fixe	45.3	4.1	5.7	7.4	4¾	3¾
Demande intérieure finale	193.2	2.2	2.8	4.1	3¼	2¾
* variation de la formation de stocks	1.8 ^a	0	-0.1	1.1	-½	-½
Demande intérieure totale	195.0	2.2	2.6	5.1	2¾	2½
Exportations de biens et services	69.3	6.4	8.3	3.0	2	3½
Importations de biens et services	68.7	7.0	5.0	7.6	4	4
* variation de la balance extérieure	0.7 ^a	-0.6	1.3	-2.4	-1¼	-½
PIB aux prix du marché	195.7	1.7	4.0	2.8	1¾	2
Indice de prix implicite du PIB	-	2.8	2.7	3.0	2½	3
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	3.3	3.6	0.4	1½	2
Production industrielle	-	3.6	5.0	4.3	2	2
Taux de chômage	-	1.2	1.0	0.8	1	1
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	4.4	5.2	7.5	7½	7¾

* En pourcentage du PIB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

La base monétaire ajustée a augmenté de 2 pour cent, ce qui était l'objectif de croissance initial pour 1986. Pour 1987, les autorités suisses ont retenu le même objectif de croissance monétaire, qui a également servi de base à l'établissement des projections pour 1988. Cette évolution de la base monétaire devrait permettre une légère baisse des taux d'intérêt. Selon les estimations, l'excédent du budget des administrations publiques a été de l'ordre de 2.5 milliards de francs suisses en 1986 (1 pour cent du PIB), donc nettement plus élevé que ne le prévoient au départ les autorités. Ce résultat tient essentiellement au fait que les recettes ont augmenté plus fortement que prévu. Les projections reposent sur l'hypothèse que les finances du secteur public resteront excédentaires au cours de la période considérée.

La progression des revenus salariaux devrait se ralentir en termes réels tant en 1987 qu'en 1988, reflétant une croissance plus modérée des salaires nominaux et une certaine reprise de l'inflation. En conséquence, l'expansion de la consommation privée pourrait se ralentir quelque peu, même si elle reste le principal moteur de la croissance de la demande intérieure. Selon les résultats des enquêtes de conjoncture, la forte progression des investissements en machines et outillage devrait se poursuivre malgré un certain tassement de la demande d'exportations. Il semble que l'on puisse imputer cette évolution à la modernisation des installations et des équipements, à de nouveaux inves-

tissements de rationalisation et à la vigueur de la consommation privée. Les dépenses de construction des entreprises pourraient s'affaiblir légèrement, mais ce recul sera sans doute compensé par un accroissement de l'activité de construction du secteur public et un redressement de l'investissement en logements. Les importations de biens et services devraient se ralentir, parallèlement au tassement de la demande intérieure totale. La croissance du volume des exportations pourrait accuser une décélération, malgré l'expansion relativement forte des marchés d'exportation de la Suisse, en raison de l'importante détérioration de la compétitivité des prix découlant de l'appréciation effective du franc suisse. Les projections reposent sur l'hypothèse que les pertes de parts de marché seront sans doute moins importantes que ne le laisserait supposer l'expérience passée, et que la contribution négative de la balance extérieure réelle pourrait diminuer en 1988. Le tassement de l'activité aura probablement peu d'incidence sur l'emploi, de sorte que le taux de chômage n'augmentera que légèrement. Avec l'affaiblissement progressif des sources extérieures de désinflation, les prix intérieurs devraient recommencer à augmenter au cours des dix-huit prochains mois. Du fait de l'évolution positive de la balance extérieure réelle, mais aussi avec l'interruption de l'amélioration des termes de l'échange, l'excédent de la balance des opérations courantes exprimé en dollars des États-Unis devrait rester à peu près inchangé en 1987 et 1988.

TURQUIE

En 1986, l'économie turque a connu une croissance nettement plus rapide que prévue. La production du secteur agricole et des industries manufacturières a été particulièrement soutenue, et la consommation et l'investissement ont tous deux fortement progressé, de même que les importations, de biens d'équipement notamment. La croissance des exportations a été faible et le PNB réel n'a progressé que de 8 pour cent, soit un taux inférieur de 2½ points à celui de la demande intérieure. Bien qu'accusant un ralentissement, l'inflation est restée, à 30 pour cent, la plus forte de la zone de l'OCDE. Le déficit extérieur courant s'est creusé pour atteindre 1.5 milliard de dollars en 1986, soit 2½ pour cent du PNB. Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'emploi a augmenté un peu plus vite que la population active, ce qui a permis de réduire légèrement le niveau élevé du chômage.

La croissance du PNB réel sera probablement supérieure à l'objectif de 5 pour cent fixé par les autorités pour 1987, étant donné l'importance de l'effet de report de 1986. Si l'emploi et les revenus salariaux réels continuent d'augmenter, et à supposer que le taux d'épargne diminue, l'expansion de la consommation privée pourrait rester vigoureuse. Selon les enquêtes de conjoncture, les investissements du secteur privé demeureront soutenus en 1987, même si leur rythme de croissance risque d'être légèrement inférieur à celui de

l'année précédente. Au vu de la politique économique annoncée, la croissance des dépenses publiques, en particulier par la diminution des investissements, sera freinée de manière à permettre une réduction du déficit extérieur courant. Les projections reposent sur l'hypothèse d'une politique monétaire un peu plus restrictive. La progression du volume des importations devrait se ralentir, à mesure que la croissance de la demande intérieure s'affaiblira (tout en restant encore relativement forte). Les projections incorporent des élasticités-revenu inférieures à celles qui ont été observées dans le passé, et les résultats dans ce domaine risquent donc de dépasser les prévisions, en particulier pour 1988, année électorale. Étant donné les hypothèses retenues pour le taux de change et sous l'effet des mesures en faveur des exportations, la progression du volume des exportations pourrait s'accélérer. La croissance de l'emploi pourrait se ralentir légèrement pour revenir à un rythme de 1½ à 2 pour cent. À mesure que s'atténuent les effets favorables de l'environnement extérieur sur les prix, les facteurs intérieurs et la politique de dévaluation continue du taux de change effectif de la livre turque pourraient rendre plus difficile une nouvelle réduction de l'inflation en 1987 et 1988. Le déficit extérieur courant devrait encore se creuser en 1987 sous l'effet de l'évolution défavorable des termes de l'échange, mais pourrait se réduire légèrement en 1988.

TURQUIE

Demande, production et prix

Pourcentages de variation, en volume (prix de 1982)

	1982 prix courants milliards de LT	1984	1985	1986	1987	1988
Consommation privée	6 159.7	5.1	3.0	9.7	5¼	6
Consommation publique	939.4	3.0	3.2	8.8	6	6½
Formation brute de capital fixe	1 646.9	5.4	12.7	13.7	7¾	8¼
Demande intérieure finale	8 746.0	4.9	4.8	10.4	5¾	6½
* variation de la formation de stocks	123.3 ^a	-0.2	-1.0	0.2	-¾	-½
Demande intérieure totale	8 869.3	4.7	3.8	10.5	5	6
Exportations de biens et services	1 643.3	20.6	11.8	3.1	9½	6
Importations de biens et services	1 777.5	13.5	6.0	13.8	3¼	5
* variation de la balance extérieure	-134.2 ^a	1.1	1.2	-2.6	1¼	¼
PNB aux prix du marché	8 735.1	5.9	5.1	8.0	6½	6¼
Indice de prix implicite du PNB	-	49.9	43.9	30.6	27	25
<i>Pour mémoire</i>						
Prix à la consommation ^b	-	53.0	43.6	34.0	30	27
Production manufacturière	-	10.1	6.3	9.2	7½	7½
Taux de chômage	-	15.7	15.9	15.1	14¾	14½
Balance des opérations courantes (milliards de \$)	-	-1.4	-1.0	-1.5	-1¾	-1½

* En pourcentage du PNB de la période précédente.

a) Montant effectif de la formation de stocks et de la balance extérieure.

b) Indice de prix implicite de la consommation privée.

ANNEXE TECHNIQUE

TABLEAUX ET GRAPHIQUES SUPPLÉMENTAIRES DÉTAILLÉS

Tableau 33
Croissance de la population active dans la zone de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1985 Population active (milliers)	1984	1985	1986	1987	1988	1986		1987		1988	
							II	I	II	I	II	
Etats-Unis	115 464	1.8	1.7	2.1	1¾	1¾	1.7	1¾	1¾	1¾	1¾	1¾
Japon	59 630	0.7	0.6	1.0	¾	½	1.1	¾	½	½	½	½
Allemagne	27 838	0.1	0.8	0.6	½	½	0.4	½	½	½	½	½
France	23 864	0.6	0.2	0.3	¾	¾	0.5	¾	¾	¾	¾	1
Royaume-Uni	27 644	1.6	1.6	0.7	½	½	0.3	½	½	½	½	½
Italie	23 274	0.2	0.8	1.6	1	¾	1.5	1	¾	¾	¾	¾
Canada	12 639	1.8	1.9	1.8	1½	1¾	0.1	2¼	1¾	1½	1½	1¾
Total des pays ci-dessus	290 354	1.2	1.2	1.4	1¼	1	1.2	1¼	1	1	1	1¼
Autres pays de l'OCDE ^b	78 883	0.7	0.8	1.2	1	¾	1.0	1	1	¾	¾	¾
Total de l'OCDE	369 238	1.1	1.1	1.3	1	1	1.1	1¼	1	1	1	1
Quatre grands pays européens	102 621	0.6	0.9	0.8	¾	¾	0.7	¾	½	¾	¾	¾
OCDE Europe	172 720	0.6	0.8	0.8	¾	¾	0.8	¾	¾	¾	¾	¾
CEE	138 273	0.5	0.7	0.8	¾	½	0.7	¾	½	½	½	¾
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	253 774	0.7	0.8	1.0	¾	¾	0.9	¾	¾	¾	¾	¾

a) Pour les sources et définitions, voir *Sources et méthodes*

b) Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par interpolation. Données détaillées dans le tableau 34.

Tableau 34
**Croissance de la population active
 des autres pays de l'OCDE**
 Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1985 Population active (milliers)	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	3 355	0.6	-0.2	0.7	½	½
Belgique	4 202	0	-0.3	-0.1	¼	¼
Danemark	2 784	1.0	1.7	0.7	¾	¾
Finlande	2 556	0.7	0.8	0.3	¼	¼
Grèce	3 892	0.7	0.6	-0.3	¼	¼
Islande	107	1.1	-7.3	0.8	¾	..
Irlande	1 299	0.4	-1.1	-0.9	-½	-¼
Luxembourg	163	0.7	1.4	1.3	1½	1½
Pays-Bas	5 322	0	-0.2	0.3	0	0
Norvège	2 064	0.3	1.6	2.3	1¾	½
Portugal	4 448	-1.1	-0.5	0.2	½	½
Espagne	13 542	0.6	0.8	1.8	1½	1
Suède	4 400	0.3	0.9	0.7	½	½
Suisse	3 195	0.1	0.6	0.8	1¼	¾
Turquie	18 769	1.3	1.4	1.3	1¼	1¼
Total des pays européens ci-dessus	70 099	0.6	0.7	0.9	¾	¾
Australie	7 377	2.1	2.2	3.5	1¾	1¾
Nouvelle-Zélande	1 408	1.8	1.6	0.9	¾	1
Total des pays ci-dessus	78 883	0.7	0.8	1.2	1	¾
OCDE Europe	172 720	0.6	0.8	0.8	¾	¾
CEE	138 273	0.5	0.7	0.8	¾	½

Tableau 35
Croissance de la productivité du travail dans la zone de l'OCDE^a
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987		1988	
							I	II	I	II
Etats-Unis	2.1	0.7	0.2	½	¾	-1.1	1½	½	1	¾
Japon	4.3	3.9	1.3	1¼	¼	2.5	1¼	½	0	½
Allemagne	3.5	2.4	1.8	1¼	2	3.4	-¼	1½	2	2½
France	2.8	1.6	2.5	1½	2¼	2.5	¾	2½	2¼	1¾
Royaume-Uni	1.9	2.2	1.7	2	1¼	2.4	2¼	1¾	1¼	¾
Italie	3.2	2.5	1.9	3	2¼	1.6	3¾	2½	2¼	1¾
Canada	3.7	1.0	-0.5	½	¾	0.2	½	¾	¾	½
Total des pays ci-dessus	3.2	1.8	1.1	1¼	1¼	0.8	1½	1	1¼	1
Autres pays de l'OCDE ^b	3.3	2.3	0.4	¾	1½	0.5	¾	1¼	1½	1½
Total de l'OCDE	3.4	1.9	1.0	1¼	1¼	0.8	1½	1¼	1¼	1¼
Quatre grands pays européens	2.8	2.2	2.0	1¼	2	2.6	1¼	2	2	1¾
OCDE Europe	2.9	2.3	1.5	1½	1¾	1.9	1	1¾	1¾	1¾
CEE	3.1	2.2	1.6	1½	1¾	1.9	1	1¾	1¾	1¾
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	3.4	2.6	1.2	1¼	1¼	1.8	1	1¼	1¼	1¼

- a) La productivité du travail est le rapport du PIB aux coûts des facteurs du secteur privé et de l'emploi. Le secteur privé est défini comme la différence entre l'ensemble de l'économie et les administrations publiques mais inclut l'agriculture, les entreprises publiques et les travailleurs indépendants. Les agrégats ont été calculés sur la base du PIB de 1982 à prix constants et exprimé en dollars de 1982.
- b) A l'exclusion de l'Islande et du Luxembourg. La production du secteur privé est évaluée aux coûts des facteurs à l'exception de la Nouvelle-Zélande, du Portugal, de la Suisse et de la Turquie. Les données semestrielles sont des estimations très approximatives: pour la plupart de ces pays, les taux de variation semestrielle ont été obtenus par simple interpolation.

Tableau 36
Tendances de la productivité dans certains pays de l'OCDE
 Secteur privé, taux de croissance annuels moyens composés

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni	Italie	Canada	Belgique	Finlande	Suède	Australie	Nouvelle-Zélande
Productivité globale des facteurs												
Avant 1973 ^a	1.5	5.9	2.7	3.9	2.1	5.3	1.8	4.1	3.3	0.2	1.6	0.7
1973-1979	-0.1	1.4	1.8	1.9	0.1	1.7	1.1	1.8	1.8	0.6	1.1	-1.7
1979-1984	-0.2	1.6	0.6	0.4	0.6	0.1	-0.8	1.7	1.3	0.4	0.3	1.8
1984-1986 ^b	0.0	1.1	1.4	0.8	1.4	1.6	-0.2	1.2	0.7	-1.4	0.7	-1.6
Productivité du travail												
Avant 1973 ^a	2.2	9.4	4.9	5.6	3.6	6.9	2.8	5.9	5.1	2.3	3.3	1.9
1973-1979	0.3	3.3	3.5	3.4	1.3	2.4	2.1	3.1	3.4	2.0	1.9	-1.0
1979-1984	0.4	3.0	2.0	1.8	1.9	0.8	1.1	2.8	2.0	1.6	1.1	2.4
1984-1986 ^b	0.5	2.6	2.1	2.0	2.0	2.1	0.2	1.5	1.7	-0.6	0.1	-1.1
Productivité du capital												
Avant 1973 ^a	0.2	-2.1	-1.2	0.6	-0.8	0.8	0.1	0.5	-0.1	-3.1	-1.1	-1.7
1973-1979	-0.8	-3.1	-1.0	-1.0	-2.1	-0.3	-0.4	-0.9	-1.4	-1.6	-0.2	-3.2
1979-1984	-1.4	-1.9	-1.8	-2.3	-1.9	-1.6	-3.6	-0.7	0.1	-1.6	-0.9	0.7
1984-1986 ^b	-0.9	-2.7	0.1	-1.3	0.3	0.1	-0.9	0.6	-1.4	-2.8	1.8	-2.7

a) Etats-Unis 1960-1973, Japon 1965-1973, Allemagne 1962-1973, France 1963-1973, Royaume-Uni 1963-1973, Italie 1970-1973, Canada 1966-1973, Belgique 1970-1973, Finlande 1964-1973, Suède 1970-1973, Australie 1960-1973, Nouvelle-Zélande 1962-1973.

b) Les données pour 1986 ont été estimées.

Note: Productivité globale des facteurs=valeur ajoutée brute réelle (aux prix des facteurs)/input total des facteurs (poids 1985).

Productivité du travail=valeur ajoutée brute réelle/emploi du secteur privé, travailleurs indépendants inclus.

Productivité du capital=valeur ajoutée brute réelle/stock de capital brut (prix constants).

Sources: Sources nationales, estimations de l'OCDE.

Tableau 37

Comparaison entre l'indice de prix implicite de la consommation privée et l'indice de prix implicite du PNB/PIB^a

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1986		1987		1988	
	Indice de prix implicite de la consommation privée	Indice de prix implicite du PNB/PIB	Indice de prix implicite de la consommation privée	Indice de prix implicite du PNB/PIB	Indice de prix implicite de la consommation privée	Indice de prix implicite du PNB/PIB
Etats-Unis	2.1	2.6	4	3½	4½	4
Japon	0.6	1.8	0	¼	1¾	1¼
Allemagne	-0.4	3.1	¾	1¾	1½	1¾
France	2.2	5.3	3¼	3	2½	2½
Royaume-Uni	3.7	3.7	4	4½	4¼	5¼
Italie	6.1	8.3	4¾	5½	5	4¼
Canada	4.1	2.8	3¾	4¼	3½	3½
Total des pays ci-dessus	2.0	3.1	3	3	3½	3¼
Autriche	1.5	3.6	1¾	2¼	2½	2¾
Belgique	1.4	4.5	1½	2¼	1¾	1¾
Danemark	3.6	4.9	4	4¼	2½	2¾
Finlande ^b	3.6	4.8	3¾	3¾	4	3¾
Grèce	22.3	19.3	14¾	13¼	11	10¾
Islande ^b	21.3	25.8	14½	17	..	..
Irlande	3.7	6.5	3¼	4½	3	3¼
Luxembourg	0	2.2	1	1½	1¾	1½
Pays-Bas	0	0.6	-½	-1½	¼	¼
Norvège	7.4	-2.0	8½	5	5¼	4¼
Portugal	11.7	18.0	9¾	9¼	7½	7
Espagne ^b	8.9	11.2	5¾	6¼	4¾	5
Suède	4.7	7.1	4½	4½	4½	4½
Suisse	0.4	3.0	1½	2½	2	3
Turquie	34.0	30.6	30	27	27	25
Total des petits pays européens	6.4	7.4	5½	5¼	4¾	4¾
Australie	9.5	7.6	8½	7½	6¼	6¼
Nouvelle-Zélande ^b	14.6	12.6	10¾	9¾	6	5¾
Total des petits pays	7.0	7.5	6	5½	5	5
Total de l'OCDE	2.8	3.8	3½	3¼	3¾	3½
Quatre grands pays européens	2.4	4.7	2¾	3½	3	3¼
OCDE Europe	3.7	5.6	3¾	4	3½	3¾
CEE	3.1	5.3	3	3½	3	3¼
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	3.2	4.6	3	3¼	3¼	3¼

a) Les agrégats ont été calculés sur la base des poids du PNB/PIB de 1982 exprimé en dollars de 1982.

b) Indice des prix à la consommation au lieu de l'indice de prix implicite de la consommation privée.

Tableau 38

Taux de change des pays de l'OCDE

Taux de change en termes d'unités de monnaie nationale par dollar des États-Unis

	1984	1985	1986	1987 ^a	1988 ^a	1986				
						II	I ^a	II ^a	I ^a	II ^a
Etats-Unis	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000
Japon	237.55	238.62	168.52	144.94	142.10	158.08	147.78	142.10	142.10	142.10
Allemagne	2.8464	2.9437	2.1719	1.8164	1.8084	2.0470	1.8244	1.8084	1.8084	1.8084
France	8.7394	8.9841	6.9269	6.0442	6.0150	6.6769	6.0733	6.0150	6.0150	6.0150
Royaume-Uni	0.7515	0.7793	0.6822	0.6212	0.6120	0.6856	0.6305	0.6120	0.6120	0.6120
Italie	1756.7	1909.4	1491.0	1294.4	1289.6	1413.3	1299.1	1289.6	1289.6	1289.6
Canada	1.2950	1.3658	1.3894	1.3281	1.3255	1.3852	1.3307	1.3255	1.3255	1.3255
Autriche	20.007	20.685	15.268	12.771	12.715	14.403	12.827	12.715	12.715	12.715
Belgique-Luxembourg	57.762	59.428	44.685	37.623	37.445	42.437	37.800	37.445	37.445	37.445
Danemark	10.355	10.594	8.089	6.847	6.811	7.710	6.882	6.811	6.811	6.811
Finlande	6.0031	6.1963	5.0704	4.4383	4.3946	4.9439	4.4820	4.3946	4.3946	4.3946
Grèce	112.66	138.05	139.48	136.70	145.00	136.68	134.39	139.00	143.00	147.00
Islande	31.726	41.537	42.108	42.070	42.070	42.070	42.070	42.070	42.070	42.070
Irlande	0.9228	0.9457	0.7466	0.6817	0.6798	0.7360	0.6836	0.6798	0.6798	0.6798
Pays-Bas	3.2088	3.3223	2.4497	2.0491	2.0395	2.3098	2.0586	2.0395	2.0395	2.0395
Norvège	8.1604	8.5938	7.3918	6.8114	6.7327	7.4259	6.8900	6.7327	6.7327	6.7327
Portugal	146.38	169.93	148.17	143.05	151.35	146.87	141.40	144.70	149.10	153.60
Espagne	160.80	170.06	139.97	128.31	128.28	134.80	128.35	128.28	128.28	128.28
Suède	8.2731	8.6022	7.1236	6.3464	6.2900	6.9472	6.4027	6.2900	6.2900	6.2900
Suisse	2.3497	2.4574	1.7984	1.5011	1.4850	1.6749	1.5171	1.4850	1.4850	1.4850
Turquie	363.5	519.6	669.0	850.0	1050.0	705.4	788.0	912.0	1010.0	1090.0
Australie	1.1406	1.4317	1.4960	1.4306	1.4114	1.5783	1.4498	1.4114	1.4114	1.4114
Nouvelle-Zélande	1.7670	2.0255	1.9166	1.7621	1.7422	1.9746	1.7819	1.7422	1.7422	1.7422

a) Sur la base de l'hypothèse arbitraire que les taux se maintiendront au niveau du 21 Avril 1987 excepté pour la Grèce, le Portugal et la Turquie où les taux sont fonction d'une politique de taux de change officielle.

Tableau 39
Taux de change effectifs des pays de l'OCDE^a
Indices, 1982=100

	1984	1985	1986	1987 ^b	1988 ^b	1986		1987		1988	
						II	I ^b	II ^b	I ^b	I ^b	II ^b
Etats-Unis	109.6	112.8	92.6	82.7	82.0	89.4	83.5	81.9	81.9	82.0	82.0
Japon	115.6	118.6	155.0	169.8	172.6	162.8	167.0	172.5	172.6	172.6	172.6
Allemagne	105.3	107.3	116.7	123.8	124.0	119.2	124.0	123.7	123.9	124.1	124.1
France	92.1	93.8	96.3	96.7	96.7	95.8	96.7	96.6	96.7	96.8	96.8
Royaume-Uni	89.7	90.8	83.2	81.2	82.1	79.7	80.4	82.0	82.1	82.2	82.2
Italie	94.4	90.6	92.7	94.3	94.4	94.1	94.4	94.2	94.4	94.5	94.5
Canada	97.7	93.4	86.5	87.9	87.9	86.0	88.0	87.9	87.9	87.9	87.9
Autriche	102.6	105.1	109.4	112.3	112.4	110.3	112.4	112.3	112.4	112.4	112.4
Belgique-Luxembourg ^c	95.8	97.6	103.0	107.4	107.4	104.2	107.5	107.3	107.4	107.4	107.4
Danemark	98.4	99.0	103.7	107.8	107.6	105.0	108.0	107.6	107.6	107.7	107.7
Finlande	96.2	97.9	95.4	96.0	96.3	94.4	95.8	96.3	96.3	96.4	96.4
Grèce	72.5	63.8	49.2	44.2	41.5	48.1	45.2	43.2	42.0	40.9	40.9
Islande	44.2	34.3	27.3	24.2	24.1	26.4	24.3	24.1	24.1	24.2	24.2
Irlande	91.7	91.0	97.4	96.3	95.8	97.0	96.9	95.7	95.8	95.8	95.8
Pays-Bas	100.9	101.9	110.4	116.2	116.2	112.7	116.3	116.1	116.2	116.3	116.3
Norvège	98.1	96.5	90.2	86.1	86.5	86.7	85.7	86.5	86.5	86.5	86.5
Portugal	64.3	59.2	54.4	49.5	46.5	52.9	50.3	48.6	47.2	45.8	45.8
Espagne	81.5	81.7	81.0	79.3	79.1	81.3	79.7	78.9	79.1	79.2	79.2
Suède	91.0	90.7	88.1	87.1	87.3	87.4	86.9	87.3	87.3	87.4	87.4
Suisse	104.8	105.5	114.0	120.0	120.9	117.2	119.3	120.7	120.8	121.0	121.0
Turquie	52.4	39.2	24.6	10.3	8.3	22.3	11.1	9.5	8.6	7.9	7.9
Australie	94.0	76.0	60.1	56.9	57.2	55.0	56.7	57.2	57.2	57.2	57.2
Nouvelle-Zélande	82.9	76.2	69.0	68.8	68.9	65.9	68.8	68.9	68.9	68.9	68.9

- a) La méthode de calcul des taux de change effectifs a été modifiée depuis le numéro 37 des Perspectives économiques. Pour plus de détails se reporter à la section *Sources et Méthodes de Perspectives Economiques* n° 39.
b) Sur la base de l'hypothèse arbitraire que les taux se maintiendront au niveau du 21 Avril 1987 excepté pour la Grèce, le Portugal et la Turquie.
c) Taux commercial.

Tableau 40
Volume des importations des principaux pays et groupes de pays de l'OCDE
Statistiques douanières, pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés^a

	1984	1985	1986	1987	1988	1986		1987		1988	
						II	I	II	I	I	II
Etats-Unis ^b	23.5	9.1	10.4	-1¼	2½	10.1	-8	2½	3	2¼	2¼
Japon	10.8	0.1	13.5	-1¼	4¼	12.2	-10¾	4¼	4½	4	4
Allemagne	5.5	4.6	6.1	3½	4¾	1.0	4¼	4½	5	4½	4½
France	2.3	4.9	9.3	4½	4¼	10.7	1¾	4¼	4¼	4	4
Royaume-Uni	9.6	3.4	7.4	5	4½	24.9	-3¼	5	4½	4	4
Italie	7.3	8.2	3.4	6	7	-2.1	9¼	8¼	6¾	6¾	6¾
Canada	19.3	9.4	7.3	6	4¾	7.3	5½	5¼	4½	4½	4½
Total des pays ci-dessus	12.7	6.0	8.9	1¾	4	9.2	-2¾	4¼	4¼	3¾	3¾
Autres pays de l'OCDE	6.8	6.3	6.5	3¼	3½	10.3	¼	2¾	3¾	3¾	3¾
Total de l'OCDE	11.1	6.1	8.2	2¼	4	9.5	-2	3¾	4	3¾	3¾
Quatre grands pays européens	6.0	5.0	6.7	4½	5	8.0	2¾	5¼	5	4¾	4¾
OCDE Europe	5.9	5.5	6.9	4½	4½	9.4	2	4¼	4½	4¼	4¼
CEE	5.5	5.2	7.0	4¾	4¾	9.9	2¼	4¾	4¾	4¾	4¾
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	7.7	5.1	7.5	3½	4¼	9.3	¼	4¼	4½	4¼	4¼

- a) Des chiffres désaisonnalisés ont été utilisés pour calculer les taux de croissance semestriels aussi bien que les taux de croissance annuels. Ces derniers peuvent donc être différents de ceux qui sont basés sur les données non désaisonnalisés ou annuelles.
b) Calculés à partir des valeurs et valeurs unitaires sur la base du « Bureau of Census ».

Tableau 41

Volume des exportations des principaux pays et groupes de pays de l'OCDE

Statistiques douanières, pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés^a

	1984	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
						II	I	II	I	II
Etats-Unis ^b	6.9	-2.0	-0.6	10½	15¼	6.5	10¼	15½	16¼	13¼
Japon	15.4	4.9	-1.4	-1	-1¼	-0.2	¼	-4½	-1½	¼
Allemagne	9.6	6.4	1.3	-¾	1¼	-0.7	-1½	½	¾	2¾
France	6.4	1.9	-0.2	2¾	3¾	3.7	1¾	3¾	3¾	4
Royaume-Uni	8.8	5.8	3.8	5½	1½	12.9	4	1¾	1¾	¾
Italie	5.0	6.1	3.4	1	3¾	-5.1	3	3½	4	3¼
Canada	18.4	5.9	3.1	5¾	4½	7.3	5½	5	4½	3¾
Total des pays ci-dessus	9.9	3.7	0.9	3¼	4½	3.2	3¼	3¾	4¾	4¾
Autres pays de l'OCDE	9.0	5.2	2.5	3¾	3	5.0	2½	2¾	3	3
Total de l'OCDE	9.6	4.1	1.3	3¾	4¼	3.7	3	3½	4¼	4¼
Quatre grands pays européens	8.0	5.3	1.9	1¾	2¼	2.3	1¼	2	2	2¾
OCDE Europe	8.2	5.0	2.1	2¼	2½	3.0	1¾	2½	2½	2¾
CEE	8.1	4.9	2.0	2	2½	2.7	1¾	2¼	2½	2¾
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	10.2	5.2	1.7	2	2	3.2	1¾	1½	2	2½

- a) Des chiffres désaisonnalisés ont été utilisés pour calculer les taux de croissance semestriels aussi bien que les taux de croissance annuels. Ces derniers peuvent donc être différents de ceux qui sont basés sur les données non désaisonnalisés ou annuelles.
- b) Calculés à partir des valeurs et valeurs unitaires sur la base du « Bureau of Census ».

Tableau 42

Volume du commerce extérieur de certains autres pays de l'OCDE

Statistiques douanières, taux de variation

	Exportations					Importations				
	1983	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	9.5	9.7	0.6	0	1½	9.0	5.0	4.7	2½	3¼
Belgique-Luxembourg	5.1	4.0	4.1	3	3½	5.3	3.7	7.9	3¾	4½
Danemark	6.7	4.4	1.0	½	1¾	7.3	7.5	6.3	-4½	½
Finlande	9.7	1.0	1.8	2¾	3¼	-0.4	6.0	5.6	3½	2½
Irlande	18.2	4.8	1.3	4¾	5	9.2	3.3	0.4	3	4
Pays-Bas	6.8	5.3	2.3	3¼	2¼	6.7	6.0	3.9	3¾	3
Norvège	9.1	3.6	2.6	8½	4¼	13.5	12.1	14.7	-¾	-3
Suède	7.4	3.3	3.0	2¼	2¼	4.8	9.2	4.5	2¾	3½
Suisse	6.4	9.0	2.3	¾	2¼	7.4	5.8	7.7	4	4
Total petits pays européens	8.5	4.7	2.4	3	3	5.7	6.3	7.4	4	3½
Australie	17.9	10.7	4.7	3¾	2½	21.6	7.7	-3.7	-6¾	¾
Nouvelle-Zélande	4.7	10.7	-1.4	6¼	2¼	20.0	0.0	-1.9	¼	2¾
Total petits pays	9.0	5.2	2.5	3¼	3	6.8	6.3	6.5	3¼	3½
OCDE Europe	8.2	5.0	2.1	2¼	2½	5.9	5.5	6.9	4½	4½
CEE	8.1	4.9	2.0	2	2½	5.5	5.2	7.0	4¾	4¾

Tableau 43

Prix du commerce extérieur (valeurs moyennes) des principaux pays et groupes de pays de l'OCDE

Pourcentages de variation exprimés en monnaie nationale

	Exportations					Importations				
	1983	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
Etats-Unis	1.1	-0.3	0.3	2¾	3½	1.7	-2.4	-3.3	11¼	4¾
Japon	0.1	-0.4	-14.7	-3	2½	-2.2	-4.1	-38.9	-5	2½
Allemagne	3.5	3.9	-3.5	-3¼	1	5.9	2.5	-16.0	-5¾	1½
France	10.6	4.6	-4.3	-1½	1¼	10.2	1.3	-14.8	-1¾	2½
Royaume-Uni	6.8	5.1	-10.0	3¼	3¾	9.9	3.9	-5.4	2¼	2½
Italie	11.1	9.3	-4.9	-¾	3½	13.0	7.4	-15.6	-2¾	3½
Canada	4.5	1.9	-2.6	3¾	2¾	4.9	2.7	1.1	1½	3
Total des pays ci-dessus	4.3	3.0	-5.4	¼	3	4.9	0.8	-12.1	3	3¼
Autres pays de l'OCDE	10.0	6.0	-5.0	1¾	4½	9.2	6.4	-8.2	4	5¼
Total de l'OCDE	5.8	3.9	-5.2	¾	3¼	6.0	2.4	-11.0	3¼	4
Quatre grands pays européens	7.1	5.2	-5.4	-¾	2¼	9.2	3.5	-13.0	-2	2½
OCDE Europe	8.4	5.3	-5.4	¼	3½	9.3	4.4	-11.6	½	3¾
CEE	7.9	4.7	-6.2	-1	2½	9.1	3.2	-13.2	-1½	3
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	6.7	4.5	-6.1	½	3¼	7.5	3.9	-13.1	¾	3½

Tableau 44
Prix du commerce extérieur (valeurs moyennes) de certains autres pays de l'OCDE
 Pourcentages de variation exprimés en monnaie nationale

	Exportations					Importations				
	1983	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	3.5	2.6	-3.0	-1¼	2¼	2.6	4.6	-9.0	½	2¼
Belgique-Luxembourg	7.6	1.8	-7.2	-3¼	1¼	7.9	0.1	-13.8	-4¼	2
Danemark	7.3	3.5	-4.4	-1	1¼	8.2	2.5	-8.6	-¼	2½
Finlande	5.9	2.8	-4.4	¾	2¼	4.7	3.0	-10.3	1¼	2¼
Irlande	8.6	4.4	-3.8	-2¼	2¼	10.3	2.7	-7.2	-2½	3½
Pays-Bas	6.6	1.6	-14.7	-5¼	2	5.7	1.1	-17.1	-3¼	2½
Norvège	9.4	4.2	-24.3	-4¼	1½	3.1	6.4	-0.2	4¼	3¼
Suède	7.3	3.6	-1.3	2	2	4.0	2.5	-10.3	2½	3
Suisse	4.6	1.8	0.4	-1	1¼	4.1	4.5	-9.3	-2	1
Total petits pays européens	10.5	5.5	-5.3	1¼	5	9.5	5.5	-9.7	3¼	5¼
Australie	2.4	11.6	-1.2	3¼	½	3.0	18.0	12.3	8¼	2
Nouvelle-Zélande	13.5	8.7	-2.2	2¼	2¼	13.9	10.5	-2.3	3	3¼
Total petits pays	10.0	6.0	-5.0	1¼	4½	9.2	6.4	-8.2	4	5¼
OCDE Europe	8.4	5.3	-5.4	¼	3½	9.3	4.4	-11.6	½	3¼
CEE	7.9	4.7	-6.2	-1	2½	9.1	3.2	-13.2	-1½	3

Tableau 45
Prévisions du commerce par produits : ETATS-UNIS
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations								
	Poids	1987	1988	1987		1988		Poids	1987	1988	1987		1988		
				I	II	I	II				I	II	I	II	
<i>Valeurs moyennes</i>															
Produits alimentaires	13	-10	0	-13	0	0	0	8	2	2	0	2	2	2	2
Matières premières	10	-3	1	-5	0	1	1	4	-5	1	-1	1	1	1	2
Produits énergétiques	6	21	3	90	12	0	0	27	11	5	73	21	1	0	0
Produits manufacturés	71	4	4	2	5	4	2	62	11	5	12	10	4	4	4
Total		2¼	3½	2½	4¼	3¼	2¼		11¼	4¼	19¼	9¼	3¼	3	3
<i>Volumes</i>															
Produits alimentaires	13	10	6	4	6	6	7	8	-2	-2	-2	-1	-2	-3	-3
Matières premières	10	8	7	7	6	7	7	4	4	-1	0	0	-1	-1	-1
Produits énergétiques	6	14	5	5	5	6	4	27	-13	7	-34	7	7	7	7
Produits manufacturés	71	11	18	12	19	20	16	62	2	2	-1	2	1	2	2
Total		10½	15¼	10¼	15½	16¼	13¼		-1¼	2½	-8	2½	3	2¼	2¼

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe Sources et Méthodes. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche.

Tableau 46
Prévisions du commerce par produits : JAPON
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations								
	Poids	1987	1988	1987		1988		Poids	1987	1988	1987		1988		
				I	II	I	II				I	II	I	II	
<i>Valeurs moyennes</i>															
Produits alimentaires	1	-12	0	-12	-3	1	1	11	-13	0	-9	-6	2	2	2
Matières premières	1	-14	1	-10	-4	2	2	15	-11	2	-5	-3	4	5	5
Produits énergétiques	0	19	1	77	3	0	0	50	2	3	88	13	0	0	0
Produits manufacturés	98	-2	3	1	2	3	2	24	-1	1	5	-2	2	2	2
Total		-3	2½	1½	2	3	2¼		-5	2½	16¼	2½	2½	2½	2½
<i>Volumes</i>															
Produits alimentaires	1	-2	-2	-2	-3	-2	-1	11	1	2	-7	2	2	3	3
Matières premières	1	2	-2	-1	-2	-2	-1	15	1	2	-1	2	2	2	2
Produits énergétiques	0	2	2	2	2	3	2	50	1	2	-1	1	2	2	2
Produits manufacturés	98	-1	-2	0	-5	-1	0	24	-5	9	-20	11	10	8	8
Total		-1	-1¼	¼	-4½	-1½	¼		-1¼	4¼	-10¼	4¼	4½	4	4
Taux de change (dollar par unité de monnaie nationale)		16	2	14	8	0	0								

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe Sources et Méthodes. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche. Les valeurs moyennes sont exprimées en monnaie locale, mais sont calculées à partir d'indices estimés en dollars.

Tableau 47
Prévisions du commerce par produits : ALLEMAGNE
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations							
	Poids	1987		1988		Poids	1987		1988					
		I	II	I	II		I	II	I	II				
<i>Valeurs moyennes</i>														
Produits alimentaires	5	-6	3	-8	2	4	3	11	-10	2	-16	1	3	2
Matières premières	2	-19	-9	-21	-13	-8	-6	7	-15	-1	-20	-2	-1	0
Produits énergétiques	4	15	2	61	10	0	0	24	-8	4	26	18	0	0
Produits manufacturés	89	-4	1	-5	0	2	2	58	-5	1	-6	1	1	1
Total		-3¼	1	-4¼	0	1½	1½		-5¼	1½	-5½	2¼	1½	1¼
<i>Volumes</i>														
Produits alimentaires	5	3	3	2	2	3	3	11	2	2	2	2	2	2
Matières premières	2	4	2	3	2	2	2	7	3	3	3	3	3	3
Produits énergétiques	4	2	4	3	3	4	5	24	-1	2	3	2	1	1
Produits manufacturés	89	-1	1	-2	0	0	3	58	7	6	5	6	7	6
Total		-¾	1¼	-1½	½	¾	2¾		3½	4¾	4¼	4½	5	4½
Taux de change (dollar par unité de monnaie nationale)		20	0	26	2	0	0							

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe *Sources et Méthodes*. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche. Les valeurs moyennes sont exprimées en monnaie locale, mais sont calculées à partir d'indices estimés en dollars.

Tableau 48
Prévisions du commerce par produits : FRANCE
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations							
	Poids	1987		1988		Poids	1987		1988					
		I	II	I	II		I	II	I	II				
<i>Valeurs moyennes</i>														
Produits alimentaires	15	-8	4	-15	2	5	3	10	-8	2	-13	1	3	2
Matières premières	4	-9	-5	-12	-8	-5	-3	6	-12	0	-16	-1	0	1
Produits énergétiques	4	12	2	67	10	0	0	27	-1	5	43	19	1	0
Produits manufacturés	76	0	1	-1	1	1	1	58	-1	2	-2	2	2	2
Total		-1½	1¼	-2¼	1	1½	1¼		-1¾	2½	1	3½	2¼	2
<i>Volumes</i>														
Produits alimentaires	15	2	3	2	2	2	3	10	3	1	2	1	2	1
Matières premières	4	4	3	5	3	3	3	6	2	2	2	2	2	2
Produits énergétiques	4	9	3	2	3	3	3	27	1	1	-1	1	1	2
Produits manufacturés	76	3	4	2	4	4	4	58	6	6	3	6	6	5
Total		2¾	3¾	1¾	3¾	3¾	4		4½	4¾	1¾	4¼	4¼	4
Taux de change (dollar par unité de monnaie nationale)		15	0	21	2	0	0							

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe *Sources et Méthodes*. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche. Les valeurs moyennes sont exprimées en monnaie locale, mais sont calculées à partir d'indices estimés en dollars.

Tableau 49
Prévisions du commerce par produits : ROYAUME-UNI
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations							
	Poids	1987		1988		Poids	1987		1988					
		I	II	I	II		I	II	I	II				
<i>Valeurs moyennes</i>														
Produits alimentaires	7	2	3	3	2	4	3	13	0	0	-2	-4	2	2
Matières premières	2	-4	-7	-1	-11	-7	-4	7	-1	1	-1	1	1	2
Produits énergétiques	20	0	1	45	5	0	0	13	0	3	39	14	0	0
Produits manufacturés	70	3	3	4	2	4	3	67	5	3	7	1	3	3
Total		3¼	3¼	8	3	4	3¼		2¼	2½	6¼	1½	3	3
<i>Volumes</i>														
Produits alimentaires	7	11	2	2	2	2	2	13	1	3	-2	4	3	3
Matières premières	2	12	4	4	4	4	4	7	10	1	12	1	1	2
Produits énergétiques	20	1	-6	4	-4	-6	-8	13	25	1	15	1	1	0
Produits manufacturés	70	5	4	4	3	4	3	67	2	6	-8	6	6	5
Total		5½	1½	4	1¾	1¾	¾		5	4½	-3¼	5	4½	4
Taux de change (dollar par unité de monnaie nationale)		10	2	18	6	0	0							

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe *Sources et Méthodes*. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche. Les valeurs moyennes sont exprimées en monnaie locale, mais sont calculées à partir d'indices estimés en dollars.

Tableau 50
Prévisions du commerce par produits : ITALIE
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations							
	Poids	1987	1988	1987		1988		Poids	1987	1988	1987		1988	
				I	II	I	II				I	II	I	II
<i>Valeurs moyennes</i>														
Produits alimentaires	7	1	4	-7	4	5	4	13	-5	5	-10	4	5	5
Matières premières	2	-6	-2	-16	-3	-3	-2	10	-13	-3	-17	-4	-2	-1
Produits énergétiques	7	1	2	47	10	0	0	32	-7	5	45	19	1	0
Produits manufacturés	84	-1	3	-2	3	4	3	45	0	4	0	3	4	4
Total		-¾	3½	-1½	3½	3¾	3		-2¾	3½	2½	5	3¼	3
<i>Volumes</i>														
Produits alimentaires	7	-8	3	6	3	3	4	13	5	6	6	7	6	6
Matières premières	2	1	0	3	0	0	1	10	3	6	7	7	6	6
Produits énergétiques	7	0	3	3	3	3	3	32	8	7	8	8	6	7
Produits manufacturés	84	2	4	3	4	4	3	45	5	8	12	9	7	7
Total		1	3¾	3	3½	4	3¾		6	7	9¼	8¼	6¾	6¾
Taux de change (dollar par unité de monnaie nationale)		15	0	18	1	0	0							

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe *Sources et Méthodes*. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche. Les valeurs moyennes sont exprimées en monnaie locale, mais sont calculées à partir d'indices estimés en dollars.

Tableau 51
Prévisions du commerce par produits : CANADA
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels

	Exportations						Importations							
	Poids	1987	1988	1987		1988		Poids	1987	1988	1987		1988	
				I	II	I	II				I	II	I	II
<i>Valeurs moyennes</i>														
Produits alimentaires	12	-3	2	-8	0	2	2	7	-1	2	-8	1	2	2
Matières premières	16	-2	0	-6	0	0	0	5	-4	0	-9	1	0	0
Produits énergétiques	15	27	4	81	15	1	0	10	15	5	84	20	1	0
Produits manufacturés	57	2	3	3	3	3	3	78	1	3	0	3	3	3
Total		3¾	2¾	6¾	4	2½	2		1½	3	1¾	3¾	3	2¾
<i>Volumes</i>														
Produits alimentaires	12	1	1	1	1	1	2	7	3	2	2	3	2	2
Matières premières	16	1	2	4	3	2	2	5	3	1	2	1	1	1
Produits énergétiques	15	7	4	4	4	4	4	10	1	2	0	2	2	2
Produits manufacturés	57	7	5	7	6	5	4	78	7	5	6	6	5	5
Total		5¾	4½	5½	5	4½	3¾		6	4¾	5½	5¼	4½	4½
Taux de change (dollar par unité de monnaie nationale)		5	0	8	1	0	0							

Note: Pour plus de précisions sur ce tableau, voir l'annexe *Sources et Méthodes*. Les prévisions pour les composantes ont été arrondies à l'entier le plus proche. Les valeurs moyennes sont exprimées en monnaie locale, mais sont calculées à partir d'indices estimés en dollars.

Tableau 52
Balances commerciales des principaux pays et groupes de pays de l'OCDE^a
Chiffres corrigés des variations saisonnières, milliards de dollars

	1984	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
						II	I	II	I	II
Etats-Unis	-112.5	-124.4	-147.7	-158	-140	-75.5	-79	-79	-73	-67
Japon	44.3	56.0	92.7	105	101	51.8	53	53	50	51
Allemagne	22.9	28.9	57.3	61	55	32.0	32	29	27	27
France	-4.1	-5.4	-1.6	-4	-7	-0.5	-2	-3	-3	-4
Royaume-Uni	-5.8	-2.8	-12.1	-14	-17	-8.0	-6	-7	-8	-9
Italie	-6.1	-7.0	2.7	0	-4	3.1	1	-1	-2	-3
Canada	16.7	13.1	7.7	11	11	3.8	5	6	6	5
Total des pays ci-dessus	-44.7	-41.7	-1.0	2	-2	6.8	4	-2	-3	1
Autres pays de l'OCDE	-3.4	-4.2	-5.4	-12	-17	-2.2	-5	-7	-8	-9
Total de l'OCDE	-48.0	-45.9	-6.5	-10	-19	4.6	-1	-9	-11	-9
Quatre grands pays européens	6.9	13.7	46.3	43	26	26.7	25	18	14	11
OCDE Europe	4.6	10.6	42.8	32	9	25.0	20	12	7	3
CEE	1.9	8.9	44.5	36	14	25.0	22	14	9	5
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	64.5	78.5	141.3	148	121	80.1	78	70	62	59

a) Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

Tableau 53
Balances commerciales des autres pays de l'OCDE
Milliards de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Autriche	-3.7	-6.0	-4.2	-3.0	-3.4	-3.2	-2.6	-2.9	-4¼	-5¼
Belgique- Luxembourg	-2.5	-3.7	-2.9	-1.7	-0.1	0.2	0.7	3.5	3¼	3¼
Danemark	-3.4	-2.0	-0.9	-0.8	0.2	-0.2	-0.7	-1.2	-¼	0
Finlande	0.4	-0.6	0.4	0.2	0.2	1.5	0.9	1.6	1½	1¼
Grèce	-5.0	-5.6	-5.4	-4.8	-4.3	-4.2	-5.1	-4.4	-5	-5¼
Islande	0	0	0	-0.2	0	0	0	0.1	0	..
Irlande	-2.3	-2.2	-2.2	-1.1	-0.2	0.2	0.7	0.7	1	1
Pays-Bas	-1.4	-1.4	3.8	4.5	4.3	5.4	5.3	7.2	6½	5¼
Norvège	0.1	1.9	3.0	2.3	4.3	5.1	4.7	-2.2	-1¼	-¼
Portugal	-2.6	-4.2	-5.2	-4.8	-3.0	-2.1	-1.5	-1.4	-2¼	-2¼
Espagne	-5.6	-11.7	-10.0	-9.3	-7.6	-4.3	-4.2	-6.3	-11½	-14
Suède	0.8	-0.3	1.6	0.8	3.1	4.7	3.7	6.6	7¼	7
Suisse	-1.7	-4.9	-2.5	-1.3	-2.2	-2.3	-2.0	-1.8	-3¼	-4¼
Turquie	-2.6	-4.6	-3.9	-2.7	-3.0	-2.9	-3.0	-3.1	-3	-2¼
Total des pays européens ci-dessus	-29.5	-45.4	-28.3	-21.7	-11.7	-2.2	-3.1	-3.5	-11¼	-16½
Australie	2.5	1.4	-2.3	-2.6	0.1	-0.8	-1.3	-2.2	-1	-1
Nouvelle-Zélande	0.5	0.3	0.2	-0.2	0	-0.3	0.1	0.2	¾	½
Total des pays ci- dessus	-26.5	-43.6	-30.4	-24.5	-11.6	-3.4	-4.2	-5.4	-11½	-16¼
OCDE Europe	-22.5	-61.5	-24.5	-14.7	-1.8	4.6	10.6	42.8	32	9½
CEE	-15.9	-46.9	-19.0	-11.0	-0.8	1.9	8.9	44.5	35½	13¼

Tableau 54
Transactions invisibles courantes des principaux pays et groupes de pays de l'OCDE^a
Chiffres corrigés des variations saisonnières, milliards de dollars

	1984	1985	1986	1987	1988	1986		1987		1988	
						II	I	II	I	II	
Etats-Unis	6.1	6.8	7.1	11	14	3.4	4	6	7	7	
Japon	-9.3	-6.8	-6.7	-10	-14	-3.6	-5	-5	-7	-7	
Allemagne	-16.0	-15.7	-21.5	-24	-26	-11.5	-12	-12	-13	-13	
France	3.3	5.2	5.1	7	6	2.3	4	3	3	3	
Royaume-Uni	7.5	6.6	10.5	11	11	5.5	6	5	6	6	
Italie	3.2	2.8	2.4	3	3	2.0	2	1	2	2	
Canada	-14.1	-13.5	-14.1	-15	-15	-6.9	-7	-7	-8	-8	
Total des pays ci-dessus	-19.2	-14.7	-17.2	-18	-20	-8.7	-9	-9	-10	-9	
Autres pays de l'OCDE	1.0	1.7	3.9	5	8	1.2	2	3	4	4	
Total de l'OCDE	-18.2	-13.0	-13.2	-13	-11	-7.4	-7	-6	-6	-5	
Quatre grands pays européens	-1.9	-1.1	-3.5	-3	-5	-1.6	-1	-2	-3	-2	
OCDE Europe	8.1	9.5	9.1	12	13	3.8	6	6	6	7	
CEE	4.8	6.2	5.9	9	11	2.3	4	5	5	6	
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	-24.2	-19.7	-20.4	-23	-25	-10.8	-11	-12	-13	-12	

a) Balances des services (y compris les revenus des facteurs) et transferts totaux (privés et publics).

Tableau 55

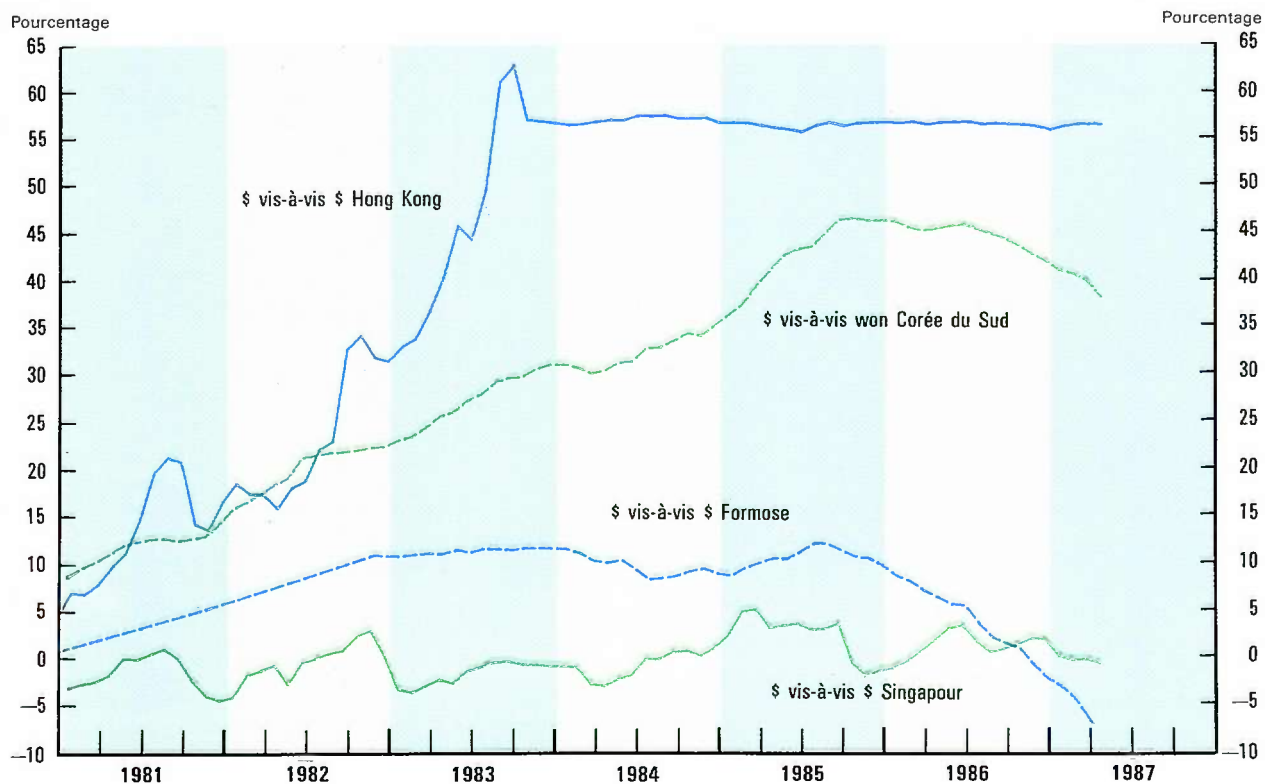
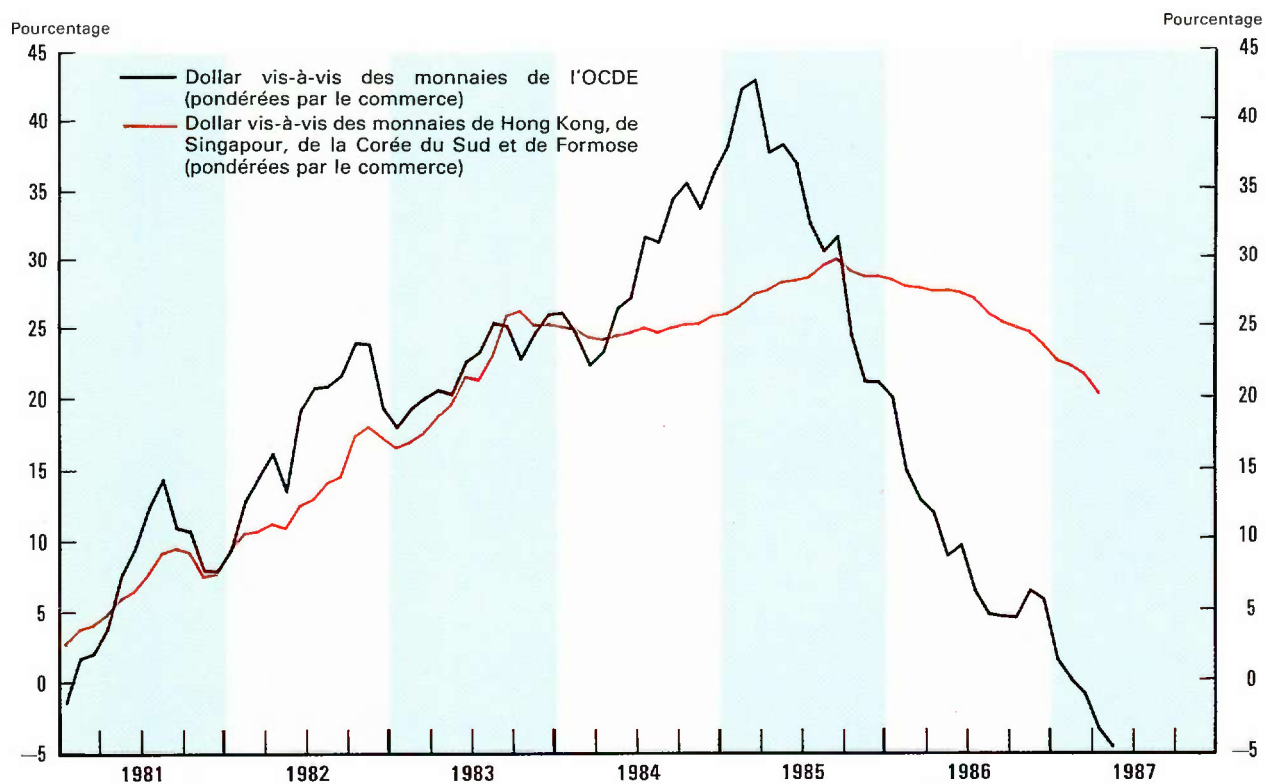
Balance des opérations courantes des pays de l'OCDE

En pourcentage du PIB sauf pour les pays marqués d'un astérisque, pour lesquels le PNB est utilisé

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Etats-Unis*	0	0.1	0.2	-0.3	-1.4	-2.8	-2.9	-3.3	-3.3	-2.6
Japon*	-0.9	-1.0	0.4	0.6	1.8	2.8	3.7	4.4	4.1	3.5
Allemagne*	-0.8	-1.9	-0.8	0.6	0.6	1.1	2.1	4.0	3.3	2.5
France	0.9	-0.6	-0.8	-2.2	-0.9	-0.2	0	0.5	0.3	-0.1
Royaume-Uni	-0.4	1.3	2.4	1.4	1.0	0.4	0.8	-0.3	-0.4	-0.8
Italie	1.7	-2.4	-2.3	-1.6	0.2	-0.8	-1.2	1.0	0.4	-0.2
Canada*	-1.7	-0.4	-1.7	0.8	0.7	0.8	-0.1	-1.7	-1.0	-1.0
Total des pays ci-dessus	-0.2	-0.5	0	-0.1	-0.3	-0.9	-0.7	-0.2	-0.2	-0.2
Autriche	-1.5	-2.1	-2.0	0.7	0.3	-0.3	-0.2	0.1	-0.4	-
Belgique-Luxembourg	-2.7	-4.2	-4.2	-2.7	-0.4	0	0.8	3.3	3.3	-
Danemark	-4.5	-3.7	-3.2	-4.0	-2.1	-3.0	-4.6	-5.2	-3.2	-
Finlande	-0.4	-2.7	-0.8	-1.6	-1.9	0	-1.4	-1.2	-1.6	-
Grèce	-4.9	-5.5	-6.5	-5.0	-5.4	-6.4	-10.0	-4.3	-3.4	-
Islande*	-0.8	-2.1	-4.4	-8.6	-2.2	-5.0	-4.6	0.1	-1.5	..
Irlande	-13.5	-11.5	-14.7	-10.6	-6.9	-5.8	-3.6	-2.0	-1.9	-
Pays-Bas	-1.3	-1.7	2.8	2.6	2.8	4.0	4.2	2.8	1.3	-
Norvège	-2.2	1.9	3.8	1.2	3.7	5.4	5.1	-6.5	-6.1	-
Portugal	-0.2	-5.0	-11.7	-13.5	-7.3	-3.0	1.8	4.4	1.8	-
Espagne	0.6	-2.4	-2.6	-2.3	-1.6	1.3	1.7	1.8	0.8	-
Suède	-2.2	-3.6	-2.5	-3.5	-1.0	0.4	-1.2	0.6	0.1	-
Suisse	2.6	-0.5	2.9	4.1	4.0	4.8	5.6	5.6	4.4	-
Turquie*	-2.4	-5.8	-3.2	-1.6	-3.7	-2.8	-1.9	-2.6	-2.8	-
Total des petits pays européens	-1.4	-2.8	-1.6	-1.3	-0.3	0.9	0.8	0.7	0.3	0.1
Australie	-2.1	-2.9	-5.0	-5.1	-3.7	-4.7	-5.5	-5.6	-4.6	-
Nouvelle-Zélande	-3.4	-4.1	-4.8	-6.9	-5.2	-7.2	-5.9	-5.6	-3.8	-
Total des petits pays	-1.5	-2.8	-2.2	-2.0	-0.9	-0.2	-0.2	-0.1	-0.4	-0.5
Total OCDE	-0.4	-0.9	-0.3	-0.4	-0.4	-0.8	-0.7	-0.2	-0.2	-0.2
Quatre grands pays européens	0.2	-0.9	-0.3	-0.3	0.3	0.3	0.6	1.6	1.2	0.6
OCDE Europe	-0.4	-1.5	-0.7	-0.6	0.1	0.5	0.7	1.3	0.9	0.5
CEE	-0.3	-1.4	-0.8	-0.7	0	0.3	0.6	1.5	1.1	0.6
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	-0.6	-1.4	-0.7	-0.4	0.4	0.9	1.2	1.9	1.6	1.2

Note: Les chiffres de 1987 et 1988 sont des prévisions.

TAUX DE CHANGE DU DOLLAR (1)



1. Variations à partir des niveaux moyens de 1980.

TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES MONNAIES VIS-A-VIS DU DOLLAR

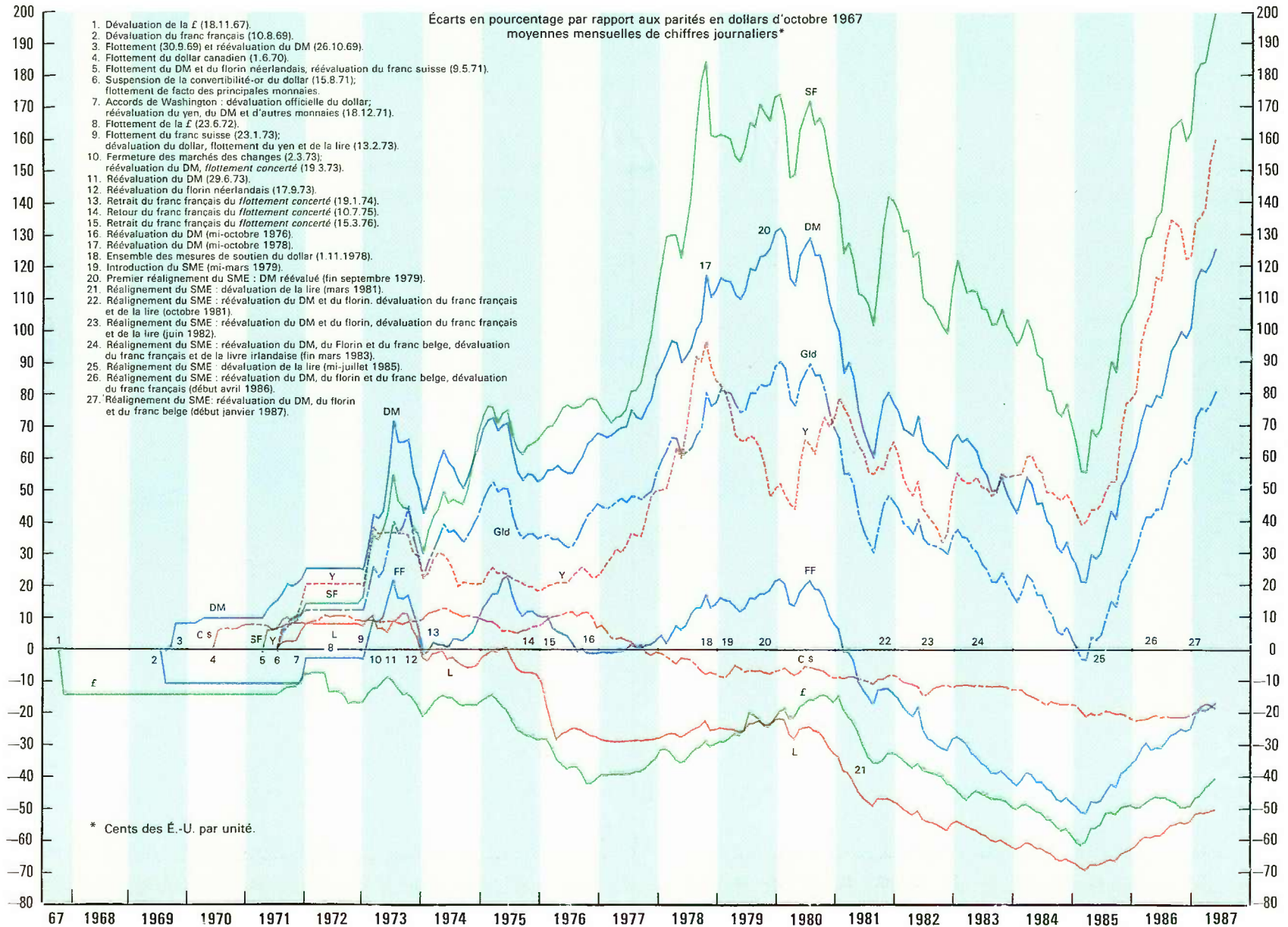


Tableau 56
Positions concurrentielles

Indices, 1982=100
Les prix et les coûts relatifs sont calculés sur la base d'une monnaie commune

	1984	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
						II	I	II	I	II
A. Coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie, en monnaie locale										
Etats-Unis	97	98	98	97	98	97	97	98	98	99
Japon	94	92	94	95	94	95	95	95	94	93
Allemagne	101	101	105	107	108	106	107	107	108	108
France	113	115	117	117	117	116	117	117	117	117
Royaume-Uni	103	106	112	115	120	112	113	116	119	122
Italie	117	125	134	140	145	136	139	142	144	146
Canada	99	101	104	106	109	105	106	107	109	110
Autriche	99	100	104	105	106					
Belgique-Luxembourg	104	104	104	104	105					
Danemark	109	115	120	127	130					
Finlande	107	111	115	119	122					
Pays-Bas	93	95	95	96	96					
Norvège	111	119	131	144	152					
Suède	106	114	120	126	132					
Suisse	108	109	112	115	118					
Australie	111	113	121	126	133					
<i>Coûts relatifs de main-d'œuvre dans l'industrie</i>										
Etats-Unis	106	109	86	75	74	82	76	74	74	75
Japon	107	106	139	151	149	146	149	153	151	148
Allemagne	100	97	106	111	110	109	111	111	110	110
France	97	99	99	96	95	97	97	96	95	95
Royaume-Uni	89	90	84	81	85	80	80	83	84	86
Italie	104	104	110	114	116	112	113	115	116	117
Canada	99	96	91	94	95	91	93	94	95	96
Autriche	97	98	100	102	101					
Belgique-Luxembourg	96	95	96	99	98					
Danemark	103	106	112	120	119					
Finlande	99	102	98	98	99					
Pays-Bas	89	89	93	97	95					
Norvège	104	105	103	106	110					
Suède	93	96	96	97	99					
Suisse	107	105	113	118	119					
Australie	103	85	70	68	71					
B. Prix à l'exportation des produits manufacturés, en monnaie locale										
Etats-Unis	102	104	106	110	114	108	109	111	114	115
Japon	93	93	80	78	80	77	77	78	79	80
Allemagne	104	106	103	100	101	102	100	100	101	102
France	125	132	128	127	129	128	127	128	129	129
Royaume-Uni	116	121	122	126	130	123	126	127	129	131
Italie	118	129	127	126	130	126	125	127	129	131
Canada	108	113	114	117	120	114	116	118	120	121
Autriche	104	107	103	102	105					
Belgique-Luxembourg	118	123	118	114	116					
Danemark	114	119	119	119	122					
Finlande	112	117	117	118	121					
Pays-Bas	105	107	100	96	99					
Norvège	120	123	123	130	136					
Suède	120	126	130	133	137					
Suisse	109	111	111	109	110					
Australie	116	125	135	145	149					
<i>Prix relatifs à l'exportation des produits manufacturés</i>										
Etats-Unis	106	108	95	88	89	95	89	88	89	89
Japon	100	99	109	114	115	109	112	115	115	115
Allemagne	95	94	101	103	101	103	104	102	102	101
France	103	106	107	107	106	106	108	107	106	105
Royaume-Uni	95	95	90	90	92	86	89	91	92	92
Italie	98	98	100	101	102	101	101	101	102	102
Canada	102	100	94	95	94	92	95	94	94	94
Autriche	98	98	100	103	104					
Belgique-Luxembourg	102	103	106	107	106					
Danemark	101	103	109	112	112					
Finlande	98	99	98	99	99					
Pays-Bas	95	93	98	99	99					
Norvège	104	100	94	95	97					
Suède	98	100	101	103	103					
Suisse	103	100	109	113	113					
Australie	104	91	81	82	82					

Tableau 57
État résumé des balances des opérations courantes de la zone de l'OCDE et des autres principaux groupes de pays^a

Milliards de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Balance commerciale										
OCDE	-41	-75	-28	-21	-23	-48	-46	-6	-10	-19
OPEP	110	171	126	64	47	57	60	16	30	36
Pays en développement non producteurs de pétrole	-42	-61	-70	-47	-23	-2	-6	3	3	-2
URSS et les pays de l'Est	4	3	7	15	17	18	8	3	5	3
Total ^b	30	38	35	11	18	25	15	15	28	18
Solde des services et transferts privés										
OCDE	31	28	24	15	16	7	16	19	23	25
OPEP	-48	-59	-74	-83	-64	-62	-53	-45	-44	-46
Pays en développement non producteurs de pétrole	-14	-16	-28	-33	-27	-33	-32	-29	-28	-25
URSS et les pays de l'Est	-4	-6	-7	-7	-6	-5	-4	-4	-4	-3
Total ^b	-35	-52	-85	-108	-80	-93	-73	-58	-53	-50
Balance des opérations sur biens et services et transferts privés										
OCDE	-10	-47	-4	-5	-6	-41	-30	13	13	6
OPEP	61	112	52	-19	-17	-4	7	-30	-14	-10
Pays en développement non producteurs de pétrole	-56	-78	-98	-80	-50	-36	-39	-26	-25	-27
URSS et les pays de l'Est	0	-2	0	8	11	13	4	-1	1	0
Total ^b	-5	-15	-50	-97	-62	-69	-58	-44	-25	-32
Solde des transferts publics										
OCDE	-19	-22	-22	-24	-22	-25	-29	-33	-36	-36
OPEP	-4	-6	-5	-3	-4	-3	-3	-2	-2	-2
Pays en développement non producteurs de pétrole	12	12	13	12	13	13	15	15	16	16
URSS et les pays de l'Est	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total ^b	-12	-16	-14	-14	-13	-15	-16	-20	-22	-21
Balance des opérations courantes										
OCDE	-29	-69	-26	-29	-28	-66	-59	-20	-23	-30
OPEP	57	106	47	-22	-21	-7	4	-32	-17	-12
Pays en développement non producteurs de pétrole	-44	-65	-85	-67	-37	-23	-23	-11	-9	-11
URSS et les pays de l'Est	0	-2	0	8	11	13	4	-1	1	0
Total ^b	-15	-31	-64	-111	-75	-83	-74	-63	-47	-54

a) Pour la zone OCDE, les données historiques sont les agrégats des données de balances des paiements recensés par chaque pays. Pour les pays hors de la zone OCDE les données sont estimées: en particulier, la dérivation commerciale de ces zones est faite à partir des statistiques commerciales recensées par les pays de l'OCDE. Un avantage important est que ces données sont disponibles dans un délai plus court que les statistiques des pays non-OCDE. En raison de divers problèmes statistiques et du fait que de nombreux pays non-OCDE ne communiquent pas leurs chiffres, des divergences peuvent exister entre les balances commerciales et les balances courantes recensées par ces pays et celles qui sont présentées dans ce tableau.

b) Comprend les erreurs statistiques et les asymétries. Étant donné l'importance des flux bruts des transactions de la balance des paiements, des erreurs statistiques et des asymétries donnent lieu à des soldes mondiaux significativement différents de zéro.

Tableau 58
Balances des opérations courantes de l'OPEP

Milliards de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
OPEP										
Exportations	218	305	283	223	185	181	164	108	116	124
Importations	105	132	156	156	138	124	104	92	86	88
Balance commerciale	113	173	127	67	47	57	60	16	30	36
Solde des services et transferts privés	-51	-62	-71	-72	-64	-62	-53	-45	-44	-46
Solde des transferts publics	-5	-7	-6	-5	-4	-3	-3	-2	-2	-2
Balance des opérations courantes	56	104	50	-10	-21	-7	4	-32	-17	-12
Pays de l'OPEP à faible capacité d'absorption										
Exportations	115	178	179	129	96	89	75	52	50	52
Importations	45	56	67	69	63	57	44	39	37	38
Balance commerciale	70	122	112	61	33	32	31	13	13	14
Solde des services et transferts privés	-28	-33	-38	-35	-34	-33	-24	-21	-19	-19
Solde des transferts publics	-5	-7	-6	-4	-4	-3	-3	-3	-2	-2
Balance des opérations courantes	38	82	68	22	-5	-4	4	-11	-8	-7
Pays de l'OPEP à forte capacité d'absorption										
Exportations	102	127	104	94	90	93	89	55	66	72
Importations	60	75	89	88	76	67	60	53	49	50
Balance commerciale	42	51	15	6	14	25	29	3	17	22
Solde des services et transferts privés	-24	-30	-33	-37	-30	-29	-29	-24	-26	-27
Solde des transferts publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Balance des opérations courantes	19	22	-18	-31	-16	-4	0	-21	-9	-5
<i>Pour mémoire</i>										
Variations en pourcentage du commerce de l'OPEP										
Prix à l'exportation	40	56	10	-4	-12	-2	-3	-40	19	2
Prix à l'importation	13	10	-5	-5	-4	-2	-1	17	10	3
Exportations en volume	6	-11	-15	-18	-6	0	-7	10	-10	5
Importations en volume	-8	14	25	5	-8	-8	-15	-25	-15	-1
des pays à faible capacité d'absorption	11	13	26	5	-5	-8	-21	-24	-15	0
des pays à forte capacité d'absorption	-18	14	25	4	-10	-9	-10	-25	-15	-2

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

Tableau 59
Balance des opérations courantes des pays en développement non producteurs de pétrole
Milliards de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations, fob	224	285	298	282	293	328	324	343	390	419
Importations, fob	266	346	368	329	316	331	330	340	387	421
Balance commerciale	-42	-61	-70	-47	-23	-2	-6	3	3	-2
Solde des services et transferts privés	-14	-16	-28	-33	-27	-33	-32	-29	-28	-25
Solde des transferts publics	12	12	13	12	13	13	15	15	16	16
Balance des opérations courantes	-44	-65	-85	-67	-37	-23	-23	-11	-9	-11

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre exactement à la somme des composantes.

Tableau 60
Balance des opérations courantes des pays de l'Est^a
Milliards de dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	68.5	80.9	84.4	88.1	89.2	90.1	82.0	79.3	93.7	98.2
Importations	64.9	77.6	77.7	73.5	72.7	72.3	74.0	76.7	89.0	95.0
Balance commerciale	3.6	3.3	6.7	14.6	16.5	17.8	8.0	2.6	4.7	3.1
Solde des services et transferts privés	-3.9	-5.6	-6.6	-6.8	-5.7	-5.0	-4.1	-3.7	-3.7	-3.5
Solde des transferts publics	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Balance des opérations courantes	-0.2	-2.2	0.2	7.9	10.9	12.9	4.1	-0.9	1.3	-0.1
<i>Pour mémoire</i>										
Variations en pourcentage du commerce										
Prix à l'exportation	..	..	..	-6	-6	-4	-5	-12	17	3
Prix à l'importation	..	..	..	-7	-6	-5	-6	5	10	3
Exportations en volume	..	..	..	14	9	5	-5	9	1	2
Importations en volume	..	..	..	1	5	5	9	-2	6	4

a) Les chiffres reflètent les transactions de l'Union Soviétique et l'Europe orientale avec les pays tiers.

Tableau 61
Commerce des biens manufacturés : croissance des marchés et résultats relatifs à l'exportation
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	(1) Importations en volume				(2) Marché à l'exportation ^a				(3) Exportations en volume				(4) = (3) - (2) Résultats relatifs à l'export.			
	1984	1986	1987	1988	1984	1986	1987	1988	1984	1986	1987	1988	1984	1986	1987	1988
Etats-Unis	11.7	9.0	2¼	1½	3.8	2.6	3½	5¼	0.3	0.3	1¼	18½	-3.3	-2.3	7½	12
Japon	1.1	24.0	-5	9½	5.0	2.0	3¼	3½	4.9	-1.5	-1½	-1¼	-0.1	-3.4	-4½	-5¼
Allemagne	4.7	8.3	6¾	6¼	6.0	4.6	4	5	8.7	2.7	-¾	1	2.6	-1.9	-4½	-3¼
France	5.7	9.3	5½	5¼	5.0	2.9	4	5¼	0.5	0	2¼	4¼	-4.3	-2.8	-1¼	-¾
Royaume-Uni	8.3	5.2	2	5¼	4.5	3.1	3½	4½	8.8	2.5	5½	3½	4.1	-0.5	1¼	-1
Italie	7.3	4.2	5½	7¼	4.0	3.1	3½	4¼	5.3	1.7	1¼	3¼	1.2	-1.3	-1¼	-¾
Canada	7.2	7.2	6¾	5¼	10.6	7.9	2¼	2	3.5	5.3	6¾	5½	-6.4	-2.5	4½	3¼
Total des pays ci-dessus	8.1	8.8	3½	4½	5.2	3.4	3½	4½	4.7	1.1	3	5	-0.4	-2.2	-½	½
Autriche	5.4	6.4	3¾	5	5.0	3.6	4¾	5¼	10.2	1.5	-1½	¾	4.9	-2.1	-6	-4¼
Belgique-Luxembourg	5.9	9.4	5¼	5¾	6.0	5.6	4¾	5¼	4.5	3.5	3¼	3¾	-1.4	-2.0	-1½	-1½
Danemark	8.9	10.9	-4	1¾	7.5	4.9	3¼	4	3.2	0.7	-¼	1¼	-4.0	-4.0	-3¼	-2¼
Finlande	6.4	5.8	5	3¼	7.9	2.5	4½	4½	2.8	2.4	2½	3¼	-4.8	-0.1	-2	-1
Irlande	3.7	0	3	4¾	7.1	6.4	3¾	5¼	7.2	4.0	3¼	5	0.1	-2.3	-½	-¾
Pays-Bas	8.7	6.9	6¾	4	5.6	5.7	4½	5¼	6.4	4.1	3¼	1½	0.7	-1.5	-1	-3½
Norvège	14.2	15.2	-5	-3½	7.3	4.7	4¼	5	3.9	-4.0	-1¼	-1½	-3.1	-8.3	-5¼	-6
Espagne	12.0	32.2	27¼	11¼	5.0	1.8	3	4¾	1.2	-8.0	2	4¼	-3.6	-9.6	-1	-½
Suède	10.7	3.4	8	5¾	6.9	6.1	2¼	3½	4.2	3.2	2	2½	-2.5	-2.7	-¼	-1
Suisse	5.6	10.2	4¼	4½	4.6	4.4	4¼	5¼	9.8	3.6	¾	2¼	4.9	-0.7	-3¼	-3
Total des petits pays européens	8.5	9.4	6	4¾	5.7	4.5	3¾	5	5.6	2.4	2¼	2¾	-0.1	-2.0	-1½	-2
Australie	10.5	-6.2	-7½	½	3.7	3.4	2½	5¼	7.7	8.6	9½	4¾	3.8	5.0	6¾	-½
Nouvelle-Zélande	2.6	-0.9	3¼	3½	7.0	3.6	-2¼	4	6.8	-8.9	2½	3¾	-0.2	-12.1	5	-¼
Total des petits pays	8.6	7.8	4¾	4½	5.7	4.4	3¾	5	5.7	2.4	2½	2¾	-0.1	-1.9	-1¼	-2
Total OCDE	8.2	8.5	3¾	4½	5.3	3.6	3½	4½	4.9	1.4	3	4½	-0.3	-2.1	-¾	0
Total non-OECD	-1.0	-8.4	2	4¼	6.4	4.6	2¼	4	3.6	6.5	6½	4¼	-2.6	1.8	4	¼
dont:																
Pays en développement	3.8	-2.9	6¼	5¼	6.7	5.1	2¼	3¼	4.7	7.3	7¼	4¾	-1.9	2.0	5	¾
Nouveaux pays industriels	-0.6	5.6	13	7¾	7.3	4.8	1½	3½	4.3	7.1	8	4½	-2.8	2.2	6¼	1

a) La croissance des marchés de chaque pays exportateur est calculée à partir de la croissance des importations en volume de chacun de ses marchés [partie (1) du tableau], avec des poids basés sur le commerce des produits manufacturés en 1981.

Source: Trade Matrix Tape - Bureau Statistique des Nations Unies.

Tableau 62
Commerce des pays en développement non producteurs de pétrole (PDNP)

Volumes et prix du commerce, pourcentages de variation, en dollars

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Pays producteurs de pétrole										
Volume des exportations	11	-5	-8	9	7	8	2	4	4	4
Volume des importations	-5	21	15	2	-10	8	4	-18	-7	6
Prix à l'exportation	37	47	7	-4	-5	2	-8	-33	14	3
Prix à l'importation	14	13	1	-4	-4	1	-2	8	9	3
PDNP nouvellement industrialisés										
Volume des exportations	6	17	9	-1	6	15	5	6	6	4
Volume des importations	11	10	5	-6	1	7	0	6	12	7
Prix à l'exportation	19	16	-1	-5	0	2	-5	8	8	3
Prix à l'importation	21	19	2	-4	-3	1	-5	1	10	4
Autres PDNP										
Volume des exportations	8	7	3	4	3	5	7	10	5	4
Volume des importations	6	8	1	1	1	4	13	-4	1	1
Prix à l'exportation	17	13	-4	-5	-4	2	-6	2	4	3
Prix à l'importation	18	18	2	-5	-4	-1	-2	-1	9	3
Total PDNP										
Volume des exportations	8	8	2	1	5	11	5	7	6	4
Volume des importations	5	11	6	-5	-1	6	5	-1	6	5
Prix à l'exportation	22	24	-1	-5	-2	2	-6	-1	8	3
Prix à l'importation	19	20	-1	-5	-4	0	-4	1	10	4
Balances commerciales (milliards de dollars)										
Pays producteurs de pétrole	1	4	-4	2	11	12	10	1	10	9
PDNP nouvellement industrialisés	-15	-20	-20	-13	0	17	27	34	28	22
Autres PDNP	-27	-46	-46	-36	-34	-31	-43	-32	-35	-33
Total PDNP	-42	-61	-70	-47	-23	-2	-6	3	3	-2

Tableau 63
Exportations des pays de l'OCDE vers l'OPEP^a
Données fondées sur les valeurs des exportations en dollars

	Valeur en milliards de dollars		Taux de variation				Exportations vers l'OPEP en pourcentage du total des exportations				Répartition des exportations vers l'OPEP ^b			
	Moyenne annuelle 1972-73	1986	A taux annuels		1984 à 1985	1985 à 1986	1972-73	1975-84	1985	1986	1972-73	1975-84	1985	1986
			1972-75	1975-84										
Etats-Unis	3.2	10.8	57.3	3.3	-13.3	-13.1	5.3	9.6	5.9	5.0	22.9	19.9	17.3	16.5
Japon	2.3	11.7	65.2	7.3	-16.1	-11.7	7.0	13.8	7.5	5.6	16.4	18.4	18.4	17.8
Allemagne	1.9	8.2	66.8	4.1	-12.5	-3.7	3.3	7.7	4.7	3.4	13.2	13.9	11.8	12.5
France	1.5	6.6	61.8	7.1	-20.2	-9.0	4.8	9.4	7.4	5.5	10.6	9.5	10.1	10.0
Royaume-Uni	1.6	7.0	47.4	4.4	-1.8	5.3	5.8	9.9	6.5	6.5	11.5	9.5	9.2	10.6
Italie	1.1	6.2	57.7	9.8	-15.4	-14.9	5.3	12.8	9.2	6.3	7.8	9.4	10.1	9.4
Canada	0.3	1.1	39.7	8.5	-22.3	-7.8	1.2	2.4	1.3	1.2	1.9	1.6	1.6	1.6
Total des pays ci-dessus	11.8	51.6	59.2	5.7	-14.1	-8.8	4.7	9.5	6.0	4.8	84.2	82.2	78.5	78.4
Autriche	0.1	0.9	66.1	11.9	3.3	-17.9	2.2	6.0	6.0	3.8	0.7	1.0	1.4	1.3
Belgique-Luxembourg	0.4	1.6	60.8	5.8	-11.9	-6.0	1.9	4.4	3.2	2.3	2.6	2.5	2.3	2.4
Danemark	0.1	0.5	62.1	8.4	-26.2	2.4	1.9	4.7	3.2	2.6	0.7	0.7	0.7	0.8
Finlande	0	0.3	56.4	13.3	-14.5	-22.4	1.3	3.8	2.6	1.7	0.3	0.5	0.5	0.4
Grèce	0	0.4	98.3	8.1	-23.3	-6.1	3.7	14.8	9.6	7.3	0.3	0.7	0.6	0.6
Islande	0	0	52.5	-5.7	-37.9	1223.8	0.3	4.0	0.2	1.8	0	0	0	0
Irlande	0	0.3	89.5	19.3	17.0	-22.2	0.7	4.1	4.0	2.6	0.1	0.3	0.6	0.5
Pays-Bas	0.5	2.1	51.9	7.3	-16.7	0.8	2.4	4.7	3.1	2.7	3.4	3.2	2.9	3.2
Norvège	0	0.2	60.8	0	-7.6	22.4	1.0	1.9	0.6	0.8	0.3	0.3	0.2	0.2
Portugal	0	0.1	50.1	14.7	4.1	-17.4	0.8	2.3	2.6	1.6	0.1	0.1	0.2	0.2
Espagne	0.3	1.5	56.0	11.4	-18.2	-13.8	6.1	12.1	7.2	5.6	1.9	2.3	2.4	2.3
Suède	0.2	0.9	69.7	8.0	-30.1	-14.5	1.8	5.6	3.4	2.4	1.3	1.7	1.4	1.3
Suisse	0.3	1.7	54.6	8.9	-11.1	4.5	3.5	7.7	5.9	4.5	2.1	2.1	2.3	2.6
Turquie	0	2.3	46.0	38.4	11.8	-15.3	3.9	20.1	35.6	31.9	0.3	1.0	3.8	3.5
Total des petits pays européens	2.0	12.8	59.3	10.4	-10.8	-8.4	2.3	5.8	4.7	3.5	14.2	16.5	19.5	19.5
Australie	0.2	1.4	54.7	10.3	-7.9	-7.0	2.8	6.0	6.5	6.1	1.6	1.3	2.0	2.1
Total des petits pays^c	2.2	14.2	58.8	10.4	-10.5	-8.3	2.4	5.8	4.8	3.7	15.8	17.8	21.5	21.6
Total OCDE^c	14.0	65.8	59.1	6.6	-13.4	-8.7	4.1	8.6	5.7	4.5	100.0	100.0	100.0	100.0
Quatre grands pays européens	6.0	28.0	58.7	6.2	-13.2	-5.7	4.4	9.4	6.4	4.9	43.0	42.3	41.1	42.5
OCDE Europe	8.0	40.8	58.9	7.3	-12.4	-6.6	3.6	8.0	5.7	4.4	57.2	58.8	60.6	62.0
CEE	7.0	33.0	58.8	6.3	-13.4	-5.4	3.8	8.2	5.7	4.4	50.2	49.8	48.4	50.1
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis^c	10.8	55.0	59.7	7.4	-13.4	-7.8	3.8	8.3	5.7	4.4	77.1	80.1	82.7	83.5

a) Voir tableau 59 des *Perspectives économiques* n° 23 pour les données historiques annuelles de 1973-1977.

b) En pourcentage du total des exportations de l'OCDE vers l'OPEP.

c) A l'exclusion des exportations de la Nouvelle-Zélande, les données n'étant pas disponibles.

Tableau 64
Prix du marché de certains produits primaires exportés par les pays en développement^a
 Indices 1982=100, exprimés en dollars

	1984	1985	1986	1987	1988	1986	1987		1988	
						II	I	II	I	II
Produits alimentaires et boissons tropicales	107	96	114	104	105	106	104	104	105	105
<i>dont:</i>										
Produits alimentaires	91	80	86	85	86	84	85	85	86	86
Boissons tropicales	120	109	136	120	120	123	120	120	120	120
Matières premières agricoles	103	93	94	94	96	93	94	95	95	96
Minéraux, minerais et métaux	95	92	86	85	86	83	85	85	86	87
Total	103	94	102	97	98	97	97	98	98	98
<i>Pour mémoire</i>										
Prix à l'exportation des biens manufacturés de l'OCDE	94	94	113	127	130	116	125	128	130	131

a) Les indices jusqu'au 2^e semestre de 1986 sont fondés sur des données établies par la CNUCED.

Tableau 65
Prix du Pétrole

	Prix à l'importation finale des produits pétroliers de l'OCDE (1980=100)	Prix à l'importation de l'OCDE du pétrole brut (caf, \$ par baril)	Prix du marché libre des produits raffinés ^a (\$ par baril)	Production de pétrole brut de l'OPEP ^b (mbj)
1977	74.0	13.87	13.39	27.3
1978	70.4	14.03	14.66	30.8
1979	82.2	19.34	31.29	31.4
1980	100.0	32.91	33.73	27.1
1981	107.3	36.34	34.05	22.8
1982	103.8	33.94	31.59	18.8
1983	99.6	30.00	28.29	17.7
1984	97.7	28.98	27.68	17.7
1985	96.0	27.45	30.13	16.2
1986	72.0	15.04	17.87	18.2
1985 T3	94.5	26.76	29.72	15.1
T4	94.7	27.47	31.04	17.7
1986 T1	85.0	21.69	22.59	17.5
T2	73.2	13.22	17.27	18.2
T3	67.0	11.74	15.50	19.5
T4	65.5	13.53	16.10	17.4
1987 T1	68.9	..	19.78	15.9
1986 Octobre	65.9	13.08	15.51	17.1
Novembre	65.1	13.35	16.02	17.5
Décembre	65.5	14.18	16.78	17.6
1987 Janvier	68.5	16.27	21.07	16.6
Février	69.0	17.24	18.43	15.8
Mars	69.2	..	19.83	15.3
Avril	..	..	..	16.8

a) Jusqu'en 1984, obtenu en pondérant le prix moyen de chaque produit par son importance dans la production d'une raffinerie européenne type. A partir de 1985, obtenu en pondérant le prix du marché libre fob de chaque produit provenant d'une raffinerie européenne type; ce prix tend à se rapprocher des prix «netback» non publiés. Selon la définition d'avant 1984, la moyenne pour 1985 serait de 26.88 \$ par baril.

b) A l'exclusion du gaz naturel liquide, Oman et Bahrein inclus.

Tableau 66
Situation du marché du pétrole^a
 Données désaisonnalisées, en millions de barils par jour (mbj)

	1984	1985	1986	1987	1988	1986 II	1987 I II		1988 I II	
<i>Demande</i>										
Consommation de l'OCDE ^b	34.3	34.0	34.8	35.2	35.6	35.0	35.1	35.3	35.4	35.7
Consommation de l'OPEP ^b	3.4	3.5	3.5	3.5	3.6	3.5	3.5	3.5	3.6	3.6
Consommation des PVD non producteurs de pétrole	8.1	8.1	8.3	8.5	8.6	8.3	8.5	8.5	8.6	8.6
Formation de stocks de l'OCDE	0.2	-0.3	0.3	-0.3	0	0.7	-0.7	0	0	0
Demande totale	46.0	45.3	47.0	46.9	47.8	47.5	46.4	47.3	47.6	47.9
Erreur statistique ^c	0	0.1	0.5	-0.3	0	0.8	-0.6	0	0	0
<i>Offre</i>										
Offre totale	46.0	45.4	47.5	46.6	47.8	48.3	45.8	47.3	47.6	47.9
<i>dont:</i>										
Gains de transformation	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Production de l'OCDE	16.7	17.1	16.8	16.8	16.7	16.7	16.8	16.8	16.7	16.7
Production des PVD non producteurs de pétrole	7.6	8.0	7.9	8.2	8.2	8.1	8.2	8.2	8.2	8.2
Pays à économie planifiée	1.8	1.6	1.9	1.9	1.9	2.2	1.7	2.1	1.7	2.1
Production des pays à faible et forte cap.absorpt.	18.9	17.7	19.9	18.7	20.0	20.3	18.1	19.2	20.0	19.9
<i>dont:</i>										
Opep	18.5	17.2	19.3	18.1	19.4	19.7	17.5	18.6	19.4	19.3
<i>Commerce</i>										
Importations nettes de l'OCDE	16.9	15.5	17.4	17.1	17.9	18.0	16.6	17.5	17.7	18.0
Importations nettes non-OCDE et non-OPEP	-1.3	-1.5	-1.5	-1.6	-1.5	-2.0	-1.4	-1.8	-1.3	-1.7
Erreur statistique ^c	0	0.1	0.5	-0.3	0	0.8	-0.6	0	0	0
Exportations nettes des pays à faible et forte cap.absorpt.	15.5	14.2	16.4	15.2	16.4	16.8	14.6	15.7	16.4	16.3
<i>Pour mémoire</i>										
Niveau des stocks de l'OCDE (mb)	3 365	3 280	3 403	3 275	3 275	3 403	3 275	3 275	3 275	3 275
Rapport stocks/consommation de l'OCDE (jours) ^d	101	96	95	93	92	97	93	93	92	92
Rapport de la consommation au PIB (1980=100)	81.2	78.1	78.0	77.1	75.9	..	..	..	..	..
Prix à l'importation du pétrole brut (fob, \$ par baril) ^e	27.98	26.45	14.04	17.63	18.00	11.63	17.25	18.00	18.00	18.00

a) Les estimations des gains de transformations et les gaz naturels liquides sont inclus des deux côtés: offre et demande. Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des composantes.

b) Y compris soutages maritimes.

c) Reflète les variations de stock à terre en dehors de la zone OCDE, les changements de pétrole sur mer et les erreurs statistiques.

d) Les données semestrielles représentent les niveaux de stock en fin de période divisés par les données de consommation du semestre suivant. Les données annuelles sont une moyenne des données semestrielles.

e) Pondéré par les importations de six grands pays de l'OCDE.

Tableau 67
Importations nettes de pétrole^a
 Millions de dollars

	1973	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Etats-Unis	-7 031	-57 562	-74 112	-74 834	-55 574	-49 754	-53 710	-46 769	-30 200
Japon	-6 642	-37 851	-57 645	-58 422	-51 268	-45 600	-45 355	-40 311	-23 986
Allemagne	-5 110	-24 481	-32 143	-28 885	-25 589	-22 706	-22 045	-21 828	-13 788
France	-3 264	-16 295	-26 782	-24 898	-22 079	-18 082	-17 711	-16 151	-9 256
Royaume-Uni	-3 301	-2 269	69	5 160	7 604	10 262	9 149	10 229	5 607
Italie	-2 395	-12 094	-20 561	-22 237	-18 767	-17 429	-15 738	-15 837	-9 314
Canada	582	- 814	-2 436	-3 497	-1 062	1 006	1 299	2 275	800
Total des pays ci-dessus	-27 162	-151 366	-213 610	-207 613	-166 735	-142 303	-144 111	-128 392	-80 137
Autriche	- 332	-1 794	-2 835	-2 699	-2 128	-1 859	-1 875	-1 800	-1 154
Belgique-Luxembourg	- 676	-2 956	-4 640	-5 278	-5 054	-3 035	-3 944	-3 502	-1 845
Danemark	- 649	-2 678	-3 240	-2 859	-2 740	-1 916	-1 802	-1 722	- 975
Finlande	- 423	-2 322	-3 343	-3 020	-2 526	-2 319	-1 936	-2 112	-1 337
Grèce	- 203	-1 542	-1 626	-1 522	-2 355	-2 205	-1 984	-2 359	-1 192
Irlande	- 159	-1 049	-1 443	-1 341	-1 235	- 996	- 967	- 897	- 672
Pays-Bas	- 526	-4 588	-6 556	-5 565	-4 150	-3 828	-3 287	-2 580	374
Norvège	- 329	1 490	3 591	4 082	3 921	5 086	5 866	6 130	3 369
Portugal	- 137	-1 165	-1 843	-1 971	-2 234	-1 819	-1 967	-1 601	-1 200
Espagne	- 901	-6 684	-11 073	-11 692	-9 732	-9 103	-8 128	-7 992	-4 900
Suède	-1 011	-5 213	-6 485	-5 770	-5 032	-4 030	-3 208	-3 568	-2 216
Suisse	- 791	-3 263	-3 814	-3 480	-3 112	-3 016	-2 752	-2 811	-2 131
Turquie	- 172	-1 665	-3 418	-3 635	-3 285	-3 268	-3 115	-3 132	-1 800
Total des petits pays européens ^b	-5 783	-33 429	-46 725	-44 750	-39 662	-32 308	-29 099	-27 946	-15 679
Australie	- 179	-1 291	-2 290	-2 563	-2 503	-1 047	- 441	361	- 200
Nouvelle-Zélande	- 147	- 671	-1 181	-1 061	- 977	- 964	- 829	- 691	- 521
Total des petits pays ^b	-6 634	-35 391	-50 196	-48 374	-43 142	-34 319	-30 369	-28 276	-16 400
Total OCDE ^b	-33 796	-186 757	-263 806	-255 987	-209 877	-176 622	-174 480	-156 668	-96 537
Quatre grands pays européens	-14 070	-55 139	-79 417	-70 860	-58 831	-47 955	-46 345	-43 587	-26 751
OCDE Europe ^b	-19 853	-88 568	-126 142	-115 610	-98 493	-80 263	-75 444	-71 533	-42 430
CEE	-17 322	-75 801	-109 838	-101 088	-86 331	-70 857	-68 424	-64 240	-37 161
Total de l'OCDE <i>moins</i> les Etats-Unis ^b	-26 765	-129 195	-189 694	-181 153	-154 303	-126 868	-120 770	-109 899	-66 337

a) A l'exclusion du gaz naturel liquide.

b) A l'exclusion de l'Islande.

Sources et méthodes

Les *Perspectives économiques* de l'OCDE s'appuient essentiellement sur les travaux du Département des affaires économiques et statistiques. Les notes qui suivent décrivent brièvement les techniques de prévisions ainsi que les concepts et sources statistiques utilisés.

CALCUL DES TAUX DE CROISSANCE SEMESTRIELS EXPRIMÉS EN CHIFFRES ANNUELS

La plupart des données contenues dans *Perspectives économiques* sont présentées sur une base annuelle ou semestrielle, bien que des chiffres trimestriels soient fournis pour certains pays. Si les méthodes de calcul des taux de croissance annuels (parfois appelés taux de croissance «en moyenne annuelle») sont en général bien connues, la signification et l'interprétation des taux semestriels peuvent parfois prêter à confusion.

Le taux de croissance annuel correspond à la variation absolue entre la première et la seconde année considérées, exprimée en pourcentage de la valeur observée pour la première année. Les taux semestriels sont calculés de la même manière, c'est-à-dire qu'ils correspondent à la variation entre le semestre le plus éloigné et le semestre le plus récent, exprimée en pourcentage de la valeur observée au cours du semestre le plus éloigné. Mais, comme il est souvent pratique de pouvoir établir une comparaison plus directe entre les taux de croissance semestriels et les taux de croissance annuels, les premiers sont souvent exprimés en chiffres annuels. Pour ce faire, on porte au carré le coefficient de croissance entre les deux semestres considérés et l'on soustrait l'unité avant de mettre le résultat sous forme de pourcentage. On utilise le carré du coefficient de croissance au lieu de simplement multiplier par deux le taux de croissance, en raison de la nature exponentielle des taux de croissance géométriques : si le taux de croissance est de 10 pour cent pendant deux semestres consécutifs, le taux pour l'ensemble de l'année sera supérieur à 20 pour cent, le niveau de départ au début du second semestre étant supérieur à celui du premier).

En conséquence, si X_t est la valeur moyenne d'une variable au cours du semestre «t», et X_{t+1} celle du semestre suivant, le taux de croissance semestriel exprimé en chiffres annuels est donné par la formule suivante : $[(X_{t+1}/X_t)^2 - 1] \cdot 100$. Pour prendre un exemple, au cours de la période 1981-83, le PNB des États-Unis exprimé en dollars constants de 1982 avait pris les valeurs semestrielles suivantes (en milliards):

	1983		1984		1985	
	I	II	I	II	I	II
PNB (niveau chiffres annuels)	3 222	3 336	3 446	3 514	3 557	3 613

En chiffres annuels, le taux de croissance entre le premier et le second semestres de 1983 est donc donné par la formule $[(3336/3222)^2 - 1] \cdot 100$, soit 7.2 pour cent. Et les taux de croissance pour les années et pour les semestres considérés s'établissent comme suit :

	1984 1985		1983		1984		1985	
	I	II	I	II	I	II	I	II
PNB (taux de croissance)	6.4	2.7	4.2	7.2	7.9	2.8	2.5	3.2

Cet exemple numérique montre bien que les taux semestriels sont utiles pour faire ressortir les fluctuations en cours d'année et que la moyenne de deux taux de croissance semestriels n'est pas forcément égale au taux de croissance annuel correspondant. Pour 1984 et 1985, les taux de croissance annuels du PNB des États-Unis sont de 6.4 et 2.7 pour cent respectivement. Si le chiffre de 2.7 pour cent est raisonnablement proche de la moyenne des chiffres de 2.5 et 3.2 pour cent obtenus pour les deux semestres de 1985, il s'agit dans une large mesure d'une coïncidence : pour 1984, le taux de croissance annuel de 6.4 pour cent est très différent de la moyenne des deux taux semestriels.

Cela tient au phénomène dit de «report». Le niveau d'une variable en fin d'année a, d'un point de vue purement arithmétique, une incidence différente en termes quantitatifs selon que l'on considère le taux de croissance *au cours* de l'année suivante ou le taux en moyenne annuelle pour l'année en question. Dans l'exemple des États-Unis donné ci-dessus, le PNB a augmenté en 1983 de sorte qu'en fin d'année son niveau était inférieur au niveau moyen pour l'ensemble de l'année. En conséquence, le taux de croissance en moyenne annuelle pour 1984 est supérieur au taux en glissement annuel.

Il existe un moyen pratique qui permet de convertir les taux de croissance semestriels en chiffres annuels avec des résultats d'une précision acceptable dans la plupart des cas. Il s'agit de ce que l'on a coutume d'appeler la règle de la somme «quart-moitié-quart», qui veut que le taux de croissance annuel soit égal à la somme du quart du taux du second semestre de l'année précédente, de la moitié du taux du premier semestre de l'année considérée et du quart du taux du second. En appliquant cette règle à l'exemple ci-dessus, on obtient pour 1984 un taux de croissance annuel de $7.2/4 + 7.9/2 + 2.8/4$, soit 6.5. Dans la plupart des cas, les résultats obtenus par ce moyen sont en général suffisamment précis mais il faut néanmoins l'utiliser avec prudence car, plus les taux de croissance sont élevés, moins les résultats obtenus sont satisfaisants.

Les taux en moyenne annuelle et les taux semestriels ne sont évidemment pas les seules façons d'exprimer la croissance des variables économiques. On utilise souvent aussi les taux de croissance d'un trimestre sur l'autre, auquel cas le chiffre annuel est obtenu en portant le coefficient de croissance à la puissance quatre, en soustrayant l'unité, puis en multipliant par 100, selon une méthode analogue à celle employée pour le calcul des taux de croissance semestriels en chiffres annuels. Dans certains pays, notamment aux États-Unis, il est fréquent que l'opinion s'intéresse surtout au taux de croissance entre le quatrième trimestre de l'année précédente et le quatrième trimestre de l'année en cours, souvent appelé le taux de l'année en cours.

TECHNIQUES DE PRÉVISION

La caractéristique des prévisions semestrielles de l'OCDE est de préparer pour les pays Membres un ensemble de prévisions qui concordent à l'intérieur comme à l'extérieur. L'accent est mis sur les influences qu'exercent les flux commerciaux et financiers internationaux, avec notamment une série d'itérations successives entre les projections de l'activité économique à l'intérieur et à l'extérieur. Pour chaque pays, on cherche à prendre en compte, le plus fidèlement possible, tant les stimulations d'origine intérieure qu'extérieure (volume des exportations, prix à l'importation, variables financières) qu'engendrent tous les autres pays de l'OCDE et toutes les régions autres que la zone de l'OCDE. Bien qu'il tienne compte des prévisions officielles et officieuses faites dans les pays concernés, le Département des Affaires Économiques et Statistiques de l'OCDE porte l'entière responsabilité des prévisions présentées ici.

Des prévisions relativement détaillées sont établies pour sept pays de l'OCDE (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada) qui représentent à eux seuls 85 % du PNB total de la zone, aux taux de change de 1982. Pour les pays, toutefois, où seules des données annuelles sont fournies par les sources nationales, l'OCDE établit ses propres estimations semestrielles par interpolation ou sur la base d'indicateurs économiques à court terme. Toutes les données semestrielles de demande, de production et de prix présentées sont corrigées des variations saisonnières et les pourcentages de variation sont exprimés en taux annuels.

Afin d'obtenir des prévisions qui soient cohérentes sur le plan international, on utilise, à tous les stades de l'exercice, le modèle INTERLINK de l'OCDE¹ : celui-ci traite, dans un système intégré de simulation, des données chiffrées élaborées par les spécialistes des questions générales et les spécialistes des études nationales. L'exercice de prévision débute par une simulation du modèle INTERLINK qui met à jour, au fur et à mesure, la précédente série de prévisions, à la lumière des données nouvelles, des modifications de politiques effectives ou annoncées, des changements apportés aux hypothèses concernant les variables exogènes. Ajoutée à une évaluation des facteurs propres à l'économie de chaque pays et aux informations découlant des indicateurs économiques avancés, cette simulation sert de fondement aux diverses évaluations préliminaires de l'évolution probable de la demande, des prix, etc., dans chaque pays. Cette méthode permet d'assurer, dès le départ et aussi bien sur le plan national qu'international, la cohérence des estimations, concernant non seulement les composantes intérieures de la demande, du ressort des bureaux des études nationales, mais aussi celles des volumes et des prix des importations et des exportations, élaborées par la Division de la balance des paiements et la Division des questions économiques générales.

Les prévisions élaborées par l'OCDE dépendent d'un ensemble d'hypothèses techniques. On suppose que les taux de change des monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis resteront constants, sauf pour les monnaies des pays qui ont annoncé ou pratiqué de fait une politique différente. On suppose aussi que le prix officiel du pétrole brut correspondra aux intentions annoncées par l'OPEP et que les prix à l'exportation des produits manufacturés de l'OCDE suivront une évolution parallèle. Les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires sont généralement fondées sur les politiques annoncées et en vigueur au moment considéré (les notes par pays donnent des précisions sur les

hypothèses retenues dans les cas particuliers). En ce qui concerne la consommation et l'investissement du secteur public, on se fonde, dans toute la mesure du possible, sur les informations fournies par les documents et déclarations budgétaires.

Économie intérieure

Les prévisions relatives à l'évolution intérieure de l'économie des différents pays de l'OCDE suivent généralement un même schéma, à quelques détails près. En effet, les prévisions concernant la consommation privée sont essentiellement fondées, pour tous les pays, sur l'évolution du revenu disponible réel des ménages, compte tenu des effets des conditions financières et de la confiance des consommateurs. Des prévisions séparées sont faites pour les différents composants de l'investissement privé ; pour les grands pays, on distingue, au moins, l'investissement fixe des entreprises, la construction de logements et la formation de stocks. L'investissement fixe des entreprises est souvent calculé à l'aide d'une fonction qui intègre des variables financières (par exemple, marge brute d'autofinancement et taux d'intérêt) et des variables non financières (utilisation des capacités, évolution des ventes, de la production, etc.). On utilise souvent les résultats des enquêtes sur les intentions d'investissement des chefs d'entreprise pour affiner les prévisions à court terme de l'investissement fixe des entreprises. Les prévisions concernant la construction résidentielle reposent habituellement sur l'évolution démographique, les tendances des revenus réels, les conditions financières, ainsi que sur des indicateurs conjoncturels de l'activité du bâtiment tels que les permis de construire, les mises en chantier, les taux hypothécaires, les logements et terrains disponibles et leurs variations de prix. Les prévisions relatives à la formation de stocks sont souvent fondées sur l'évolution du rapport stocks/production observée au cours des dernières années.

Les prévisions concernant l'emploi et le chômage sont établies d'après les variations du niveau de la demande et l'appréciation de l'incidence des tendances démographiques sur les taux d'activité. Les pressions de la demande, les informations recueillies sur la structure des accords de salaires ainsi que l'interprétation des tendances de la productivité permettent d'estimer l'évolution probable de la rémunération par salarié. Cette estimation, combinée aux prévisions relatives à l'emploi et à la progression de la productivité, donne la part des coûts unitaires de main-d'œuvre dans la variation des prix. Les prévisions sur l'évolution de la demande et des prix du commerce extérieur, ainsi qu'une estimation de l'offre potentielle servent surtout à évaluer l'évolution probable des prix intérieurs. On part du principe que les variations de salaires et celles des prix à l'importation se répercutent sur les prix intérieurs dans un délai généralement compris entre douze et dix-huit mois. On suppose que, à leur tour, les salaires suivent entièrement, ou presque, les variations des prix intérieurs telles qu'elles sont mesurées par l'indice de prix implicite de la consommation privée, au bout d'un délai d'environ un an, dans la plupart des pays. On tient compte, le cas échéant, des facteurs particuliers qui peuvent influencer les prix alimentaires, pour obtenir finalement une estimation de l'indice de prix implicite de la consommation privée. Les indices de prix implicites des autres composantes de la demande sont généralement estimés séparément, de manière à obtenir l'indice de prix implicite de la production totale.

Pour les sept grands pays de l'OCDE ainsi que pour certains petits pays, on fait des prévisions sur les comptes d'affectation

des ménages, des entreprises et des administrations publiques. Ces trois comptes sont dressés en déterminant d'abord, au poste des recettes, les différentes sources de revenu de chaque secteur, puis, à celui des dépenses, l'utilisation de ce revenu.

Le revenu des ménages comprend principalement les rémunérations des salariés, les revenus des travailleurs indépendants et les transferts reçus. On déduit ensuite de ces éléments que l'on ajoute aux revenus fonciers et autres revenus, les impôts directs et les transferts courants, pour obtenir le revenu disponible des ménages. L'épargne des ménages est calculée en soustrayant de ce dernier la consommation nominale, le taux d'épargne implicite étant comparé à son évolution passée pour vérifier si les révisions en matière de consommation sont plausibles. La capacité de financement des ménages est calculée, ensuite, en retranchant les diverses transactions en capital.

Les impôts sur les sociétés sont étroitement liés aux revenus de ces dernières. Les autres postes du compte d'affectation des sociétés sont calculés comme suit : le revenu des sociétés est égal au PIB moins le revenu net des trois autres secteurs (ménages, administrations, étranger) ; la capacité de financement des sociétés est la différence entre la balance extérieure et la capacité de financement des deux autres secteurs intérieurs.

Les recettes courantes des administrations publiques sont égales à la somme des éléments suivants : impôts directs sur les ménages et les sociétés, impôts indirects, transferts reçus et revenus fonciers perçus par les administrations publiques.

Les dépenses courantes des administrations publiques comprennent, d'une part, la consommation publique et, d'autre part, les transferts, les subventions et les revenus de la propriété versés par les administrations publiques. Le besoin (ou la capacité) de financement des administrations s'obtient en soustrayant les investissements et autres opérations en capital de l'épargne publique (recettes courantes, moins dépenses courantes).

Échanges extérieurs

On s'efforce, dans l'élaboration des prévisions, d'assurer la cohérence des prévisions relatives aux échanges internationaux et à leurs prix, car c'est surtout par l'intermédiaire des échanges que la conjoncture d'un pays influence les autres économies de l'OCDE. On distingue habituellement six catégories de biens et de services faisant l'objet d'échanges internationaux : produits manufacturés, pétrole, produits alimentaires, matières premières, services non facteurs, autres services. Un certain nombre d'ajustements et de rectifications sont apportés afin d'assurer, pour chaque pays, la correspondance entre les projections du commerce extérieur établies à l'aide de données douanières et les prévisions établies dans l'optique des comptes nationaux.

Les prévisions relatives au commerce total de biens sont fondées sur la répartition de ces derniers entre les différentes catégories spécifiques de la CTCI :

- produits alimentaires : 0 + 1 ;
- matières premières : 2 + 4 ;
- énergie : 3 ;
- produits manufacturés : 5 + 6 + 7 + 8 + 9.

Les prévisions concernant ces différentes composantes sont pondérées en fonction de la structure des flux d'échanges commerciaux de 1982. Ces derniers sont, à peu de choses près, comparables aux chiffres publiés dans le *Bulletin mensuel du commerce extérieur* (série A) de l'OCDE. Les paragraphes

suivants résument les méthodes de calcul de ces prévisions catégorielles. La spécification des équations utilisées est exposée, pour chaque pays, dans le « Technical Manual » du modèle INTERLINK de l'OCDE.

a) *Biens : volumes*

i) *Produits manufacturés*

Les projections relatives à la croissance du volume des importations de produits manufacturés sont calculées à l'aide d'équations (formulées en pourcentages de variation) dans lesquelles les principales variables explicatives sont l'activité économique (la demande) et la position concurrentielle décalée. La variable représentative de l'activité est la dépense pondérée par son contenu d'importations (chaque composante de la demande étant affectée d'un coefficient de pondération proportionnel à son contenu de produits importés). Les projections concernant le volume des exportations sont fondées sur la croissance des marchés à l'exportation qui est elle-même une moyenne pondérée des prévisions relatives aux importations de produits manufacturés tenant compte des effets de l'évolution de la position concurrentielle. Cette dernière est en principe représentée par les prix relatifs ; toutefois, lorsque l'évolution des prix relatifs et des coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs divergent, on procède parfois aux ajustements appropriés.

On suppose généralement que l'élasticité des importations par rapport à la dépense se situe entre 1.5 et 2 et que la plupart des élasticité-prix (prix à l'importation par rapport aux prix intérieurs) varient entre -0.7 et -1.2, avec un décalage allant de deux à trois ans. En général, l'élasticité-prix du volume des exportations (prix à l'exportation par rapport aux prix des concurrents) est de l'ordre de -1.0 à -2.0, avec un décalage sur trois années, tandis que l'élasticité par rapport à l'expansion des marchés est proche de l'unité, pour la plupart des pays.

ii) *Énergie*

Les travaux de prévision dans ce domaine portent essentiellement sur le pétrole, étant donné la place prépondérante qu'occupe celui-ci dans les échanges internationaux. Au niveau interrégional, on suppose que les pays de l'OPEP jouent le rôle de fournisseurs marginaux, c'est-à-dire que les autres producteurs fixent leurs propres prix par rapport à ceux de l'OPEP de façon à pouvoir toujours vendre la production correspondant à la pleine utilisation de leurs capacités.

Les projections de la demande de pétrole sont calculées, en collaboration avec l'Agence Internationale pour l'Énergie (AIE), à l'aide d'équations qui lient la consommation de pétrole au prix réel du pétrole importé. On fait des ajustements, le cas échéant, pour tenir compte des conditions météorologiques et des évolutions récentes en matière de substitution énergétique.

Une fois la demande de pétrole déterminée, on calcule les importations de pétrole nettes en soustrayant la production intérieure escomptée et en tenant compte, le cas échéant, de la variation prévue des stocks. Puis on ajoute la variation des importations de pétrole aux variations prévues des autres importations d'énergie.

iii) *Produits alimentaires et matières premières*

Le volume des importations de produits alimentaires est censé suivre une évolution parallèle à celle de la consommation privée réelle. Il en est de même pour le volume d'importations

des matières premières et celui de la production industrielle. Tout en tenant compte, le cas échéant, des effets des importantes modifications de position concurrentielle, on suppose, en principe, que le volume des échanges de produits alimentaires et de matières premières est relativement peu influencé par les variations de la compétitivité pendant la période de prévision. Les projections relatives aux exportations de produits alimentaires et de matières premières sont notamment fondées sur les volumes prévus des importations des autres pays et tiennent compte des facteurs qui influencent l'offre.

b) *Biens : valeurs unitaires*

i) *Produits manufacturés*

Les projections portant sur les valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés sont fondées initialement sur les mouvements des coûts unitaires de main-d'œuvre, des prix à l'importation et des prix à l'exportation des concurrents, les deux premières variables pouvant être affectées d'un retard allant jusqu'à un an. On tient compte, dans une certaine mesure, des valeurs exceptionnellement élevées ou faibles des taux d'utilisation des capacités.

Pour établir les prévisions relatives aux valeurs unitaires des importations, on calcule d'abord la moyenne pondérée des valeurs unitaires des exportations des pays fournisseurs. On modifie ensuite les prix à l'importation ainsi obtenus, de manière à tenir compte des délais avec lesquels les variations des taux de change se répercutent sur ces prix. Pour les pays dont la position concurrentielle s'est fortement modifiée, on introduit une correction supposant qu'ils font l'objet, de la part des fournisseurs étrangers, d'une discrimination sur le plan des prix pendant le semestre suivant, qui s'inverse partiellement pendant les deux semestres subséquents.

ii) *Énergie*

L'hypothèse technique habituelle est que les prix du pétrole se modifient conformément aux décisions annoncées par l'OPEP et qu'ils évoluent ensuite parallèlement aux prix des produits manufacturés exportés par l'OCDE. Pour certains pays, on procède à des ajustements qui tiennent compte des contrats de fourniture de gaz naturel et, par conséquent, du retard avec lequel le prix de ce dernier suit l'évolution du prix du pétrole.

iii) *Produits alimentaires et matières premières*

En général, les valeurs unitaires (en dollars) des produits alimentaires et des matières premières sont estimées à partir de l'évolution prévue des prix des produits de base sur le marché au comptant. Les estimations actuelles de l'OCDE indiquent que, au bout de six mois environ, les variations des cours au comptant des matières premières destinées à l'industrie se répercutent, pour les trois quarts environ, sur les valeurs unitaires des importations de matières premières de l'OCDE. Toutefois, en ce qui concerne les valeurs unitaires des produits alimentaires, on établit des projections spéciales pour les prix à l'exportation de la CEE et des États-Unis, ainsi que des projections de prix au comptant.

Les équations de la valeur unitaire des exportations de produits alimentaires et de matières premières des pays de l'OCDE utilisent comme variables explicatives des variables représentatives de la pression des coûts intérieurs et les prix mondiaux au comptant des produits de base. Par ailleurs, les

équations de la valeur unitaire des exportations de produits alimentaires des pays de la CEE sont ajustées pour tenir compte des effets de la Politique Agricole Commune. La valeur unitaire des importations de produits alimentaires et de matières premières est donnée par la moyenne, pondérée par les échanges, des valeurs unitaires des exportations des pays partenaires.

c) *Services*

En ce qui concerne les prévisions des services non facteurs, les équations ont à peu près la même spécification que celles que l'on utilise pour les échanges de produits manufacturés. Le volume des importations de services non facteurs (environ les deux tiers du total des échanges de services) dépend à la fois de l'évolution prévue de la dépense réelle, pondérée par son contenu d'importations, et du prix des services importés, par rapport à leur prix intérieur. Les exportations de services non facteurs dépendent de la croissance des marchés et des prix relatifs à l'exportation de chaque pays, par rapport à ceux des concurrents. Pour calculer la croissance des marchés et les prix des concurrents, on utilise une matrice des parts des échanges de services. Les prix à l'exportation des services de chaque pays sont censés évoluer parallèlement à l'indice de prix implicite de la dépense totale du pays considéré. Pour les régions autres que la zone de l'OCDE, on suppose que les prix des services à l'exportation évoluent comme les prix moyens de la zone. On calcule ensuite les prix à l'importation à partir des prix à l'exportation et en utilisant la matrice des parts des échanges de services. L'élasticité des importations de services non facteurs par rapport aux composantes de la dépense pondérées par le contenu d'importations est de l'ordre de 1,2 et l'élasticité-prix se situe aux alentours de $-0,7$ à $-0,8$, avec un retard d'environ un an et demi. Les projections des exportations de services non facteurs sont fondées sur la croissance des marchés chez les partenaires commerciaux, l'élasticité par rapport à cette croissance étant voisine de l'unité et l'élasticité-prix se situant aux alentours de $-0,4$ à $-0,5$ avec un retard d'environ un an et demi. Les prévisions du revenu des investissements ne se font pas, à l'heure actuelle, à l'aide d'équations. Elles tiennent compte cependant des avoirs et des engagements à l'étranger, des taux d'intérêt et de la rentabilité des investissements directs.

d) *Pays n'appartenant pas à l'OCDE*

Les prévisions relatives au volume et au prix des échanges extérieurs des régions autres que la zone de l'OCDE sont établies à partir de neuf groupes de pays (voir ci-dessous). Pour chaque groupe, les prix à l'importation et les prix à l'exportation reflètent les prix mondiaux, pondérés en fonction de la structure par produits des échanges extérieurs. Les prévisions relatives au volume des exportations de chaque groupe sont en grande partie fondées sur l'évolution de la demande de la zone de l'OCDE; elles tiennent compte aussi, dans une certaine mesure, de la demande des autres groupes de pays non membres de l'OCDE et, dans certains cas, des changements de compétitivité. Pour les groupes susceptibles d'avoir une balance courante excédentaire (pays de l'OPEP à faible capacité d'absorption et, parfois, autres pays exportateurs de pétrole), l'évolution prévue du volume des importations est conforme aux plans de développement tels qu'ils ont été exposés. Pour les autres groupes, les prévisions du volume des importations tiennent compte des recettes d'exportation, du niveau du financement extérieur et des prix à l'importation.

COMPTES NATIONAUX

Les chiffres présentés dans les tableaux sur la demande et la production dans les différents pays correspondent en général aux définitions du *Système normalisé de l'OCDE*², qu'il est inutile de rappeler ici. Il faut noter toutefois une différence importante : la rubrique « formation brute de capital fixe du secteur public » comprend, dans la mesure du possible, tant la formation de capital fixe des administrations publiques que celle des entreprises nationalisées ou contrôlées par l'État. La définition de ces entreprises et le champ couvert par les données s'y rapportant peuvent différer selon les pays.

a) États-Unis

Les comptes nationaux trimestriels officiels, publiés dans le *Survey of Current Business* par le Bureau of Economic Analysis du Department of Commerce des États-Unis, sont disponibles jusqu'au premier trimestre de 1987 inclus. Le compte d'affectation des ménages est établi à partir des définitions de l'OCDE et diffère légèrement des chiffres officiels. En bref, le revenu disponible selon la définition de l'OCDE est égal au revenu disponible au sens américain, moins les paiements d'intérêts au titre des crédits à la consommation. Les estimations du taux d'épargne effectuées par l'OCDE diffèrent donc parfois des estimations officielles de un à deux dixièmes de point. Les investissements publics (y compris ceux des entreprises publiques) entrent dans la rubrique « dépense publique », sans provision pour amortissement du capital fixe du secteur public. Les chiffres de l'investissement ne se rapportent donc qu'au secteur privé.

b) Japon

Des comptes nationaux annuels et trimestriels sont publiés dans l'*Annual Report on National Accounts* de l'Agence de Planification Économique. On trouve aussi des comptes nationaux simplifiés dans la publication de l'Agence de Planification Économique : *Japanese Economic Indicators*. Les chiffres concernant la période allant du premier trimestre de 1986 au quatrième trimestre de 1986 sont des estimations provisoires publiées par l'Agence de Planification Économique.

c) Allemagne

Les données rétrospectives pour 1986 s'appuient sur des chiffres officiels publiés dans *Wirtschaft und Statistik* et sur des statistiques spéciales de comptes nationaux (Fachserie 18, Reihe 1) du Statistisches Bundesamt. Les séries trimestrielles désaisonnalisées du PNB et des composantes de la demande, disponibles jusqu'au quatrième trimestre de 1986, sont des estimations de la Deutsche Bundesbank publiées dans le supplément statistique, Reihe 4, du Rapport mensuel de la Banque.

d) France

On dispose de données annuelles fondées sur le *Système Élargi de Comptabilité Nationale* (SECN) pour la période 1970-85. Des chiffres trimestriels partiels, fondés sur les règles du SECN, sont disponibles jusqu'au deuxième trimestre de 1986. Les chiffres de production industrielle sont ceux de l'indice officiel trimestriel de la production industrielle et non pas ceux de la valeur ajoutée dans l'industrie, lesquels sont calculés chaque année pour les comptes nationaux.

e) Royaume-Uni

Les chiffres des comptes nationaux jusqu'au quatrième trimestre de 1986 sont tirés de *Economic Trends*, CSO. L'« estimation de compromis » du PIB est calculée en faisant la moyenne pondérée des trois estimations officielles du PIB, dans l'optique du revenu, de la production et de la dépense.

f) Italie

Les définitions utilisées sont celles du Système de comptes nationaux de l'OCDE. Les séries semestrielles à 1985 ont été établies sur la base des comptes nationaux trimestriels (base 1970) estimés par l'*Istituto Centrale di Statistica* (ISTAT). Les données pour 1986 sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

g) Canada

Les Comptes nationaux trimestriels officiels jusqu'au quatrième trimestre de 1986 proviennent des *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* de Statistiques Canada. Les comptes nationaux canadiens comportent un poste séparé pour l'« erreur résiduelle d'estimation ». Les chiffres du PIB publiés par l'OCDE ne sont pas la somme des composantes de la dépense, dans la mesure où ils incluent cette erreur résiduelle. On a supposé qu'au cours de la période considérée, l'erreur résiduelle resterait inchangée par rapport à son niveau du deuxième semestre de 1986.

POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET MONÉTAIRES

Soldes budgétaires corrigés des influences conjoncturelles et de l'inflation (tableau 14)

Les variations des soldes budgétaires (B) peuvent être décomposées en modifications délibérées et réactions automatiques :

$$B_t - B_0 = \underbrace{\left(e \frac{T_0}{Y_0} - g \frac{G_0}{Y_0} \right) r Y_0 + \Delta T - \Delta G}_{\text{modifications « délibérées »}} + \underbrace{m(a-r)Y_0}_{\text{stabilisateurs automatiques}}$$

L'action des stabilisateurs automatiques est représentée par l'effet du taux marginal d'imposition et du taux des prestations sociales (m), en fonction de la différence entre la croissance effective de l'activité (a) et la croissance tendancielle de production (r).

La variation « délibérée » est constituée de deux éléments :

- i) L'effet des dispositions existantes, qui traduit l'élasticité des impôts (e) et des dépenses (g) par rapport à la croissance tendancielle du PIB (r) (quand e est supérieur à l'unité, il y a « alourdissement automatique de la fiscalité » du fait de l'inflation). A noter $m = e - g$.
- ii) Les variations du rendement des impôts ΔT , et des dépenses ΔG , par suite de modifications de la politique budgétaire dans l'année t .

Le tableau 14, qui exprime les soldes budgétaires en pourcentage du PIB ($b = B/Y$), décompose les variations

annuelles (cumulées) de ces soldes selon une méthode identique à celle que nous avons présentée plus haut :

$$b_t - b_o = \underbrace{[s_o^r(e-1) - s_o^g(g-1)] \frac{r}{1+r} + (\Delta T - \Delta G) / [Y_o(1+r)]}_{\text{modifications « délibérées »}} + \underbrace{\frac{m(a-r) + b_t(r-a)}{1+r}}_{\text{stabilisateurs automatiques}}$$

Là encore, la modification délibérée couvre à la fois les modifications annoncées de l'action gouvernementale et l'effet net de l'alourdissement automatique de la fiscalité résultant des modifications de la part des recettes ($s^r = T/Y$) et des dépenses ($s^g = G/Y$) dans le PIB. La croissance tendancielle de l'activité est calculée à partir des estimations, faites par l'OCDE, du taux de croissance entre deux sommets de l'activité économique. On estime que, pour les sept grands pays de l'OCDE, elle se situe aux environs de 2 1/2 pour cent en 1987 en moyenne.

Les estimations des effets des stabilisateurs automatiques (m) sont dérivées par simulation des recettes et des dépenses qui auraient été enregistrées si le PIB avait progressé à son taux tendanciel. Les stabilisateurs automatiques, ainsi estimés, ont été soustraits des soldes budgétaires effectifs pour obtenir les soldes budgétaires « corrigés des influences conjoncturelles » dont les variations peuvent être considérées comme les ajustements délibérés de la politique au sens défini ci-dessus. (Ceci a pour conséquence que la variation des revenus de ressources naturelles – due, par exemple, à un changement du prix de pétrole – ou des paiements d'intérêt – due à l'accumulation de la dette passée ou à des modifications de taux d'intérêts – est définie comme délibérée.)

Les soldes budgétaires corrigés de l'inflation traduisent les gains en capital réels, réalisés par les administrations publiques, sur le montant de leurs engagements financiers, par suite de la hausse du niveau des prix. Ces gains compensent l'accroissement des paiements du service de la dette qui se produit lorsque des anticipations inflationnistes plus fortes entraînent une augmentation des taux d'intérêt nominaux. Les estimations de l'OCDE représentent la somme des gains des administrations publiques sur leurs engagements financiers, net de la part des actifs financiers fixés en termes nominaux (c'est-à-dire à l'exclusion des actions), et du solde budgétaires des administrations publiques corrigé des variations cycliques. Le déficit structurel corrigé de l'inflation est donc moins élevé que le déficit structurel habituel. (Si le niveau des prix baissent l'ajustement pour l'inflation augmente le solde.)

Si le taux d'inflation est stable d'une année sur l'autre, la différence entre la variation du solde corrigé de l'inflation et celle du solde non corrigé sera minime. Dans le contexte d'une baisse de l'inflation, cependant, le gain en capital sera plus faible et la variation paraîtra plus expansionniste (ou moins restrictive) dans le cas du solde structurel corrigé que dans le cas du solde structurel non corrigé de l'inflation. L'effet est inverse si l'inflation augmente.

On trouvera une analyse détaillée de ces questions dans le document de travail n° 15 du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE, « Déficit budgétaires structurels et orientation de la politique budgétaire » (P. Muller et R.W.R. Price) et dans *Perspectives économiques de l'OCDE, Etudes spéciales*, juin 1983, page 2).

Agrégats monétaires (tableau 11)

M1 est la masse monétaire au sens étroit, c'est-à-dire la circulation fiduciaire plus les dépôts à vue en monnaie nationale. M2, M2 + CD, M3 et £M3 représentent la masse monétaire au sens large obtenue en ajoutant à M1 les dépôts d'épargne ou à terme (et les certificats de dépôts (CD) au Japon et en France). CBM en Allemagne désigne la « monnaie de banque centrale » définie comme la somme de la monnaie en circulation et des réserves obligatoires détenues par les banques auprès de la banque centrale. L en France désigne les liquidités, c'est-à-dire la somme de M3 et d'un ensemble d'autres actifs liquides. De même, au Royaume-Uni, PSL2 est la somme de liquidités du secteur privé et de dépôts, MO représente les espèces en circulation et les réserves détenues par les banques commerciales. Pour l'Italie, TDC est le crédit intérieur total à l'exclusion des acceptations de banques. M1A pour le Canada représente M1 plus d'autres dépôts transférables par chèques et des dépôts à préavis.

Evolution des taux d'intérêt (tableau 12)

Les projections sont fondées sur l'hypothèse que les politiques en vigueur resteront inchangées et que les taux de change ne varieront pas. Les taux d'intérêt utilisés sont ceux des pays suivants :

Taux à court terme : Etats-Unis, Royaume-Uni : bons du trésor à 3 mois ; Japon, France : argent au jour le jour ; Allemagne, Italie : taux des prêts entre banques à 3 mois ; Canada : papier des sociétés de financement à 90 jours.

Taux à long terme : Etats-Unis : taux des obligations AAA ; Japon : obligations de la NTT (PTT japonaises) souscrites par les abonnés ; Allemagne : emprunts obligataires du secteur public ; France : emprunts obligataires des secteurs public et semi-public ; Royaume-Uni : emprunts d'état à 20 ans ; Italie : emprunts obligataires du secteur privé ; Canada : emprunts obligataires à long terme du gouvernement fédéral.

Indicateurs de politique monétaire et budgétaire (graphique B)

Les indicateurs monétaires sont établis à partir des données relatives aux sept grands pays de l'OCDE.

Les agrégats de masse monétaire au sens large utilisés sont les suivants : M2 pour les Etats-Unis ; M2 + CD pour le Japon ; M3 pour l'Allemagne ; le nouvel agrégat M3 pour la France ; £M3 pour le Royaume-Uni ; M2 pour l'Italie et M2 pour le Canada. L'évolution de la masse monétaire est exprimée en pourcentages de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La croissance du PNB en valeur et en volume est calculée en pourcentages de variation semestrielle, exprimés en taux annuels. Les poids utilisés pour calculer les agrégats sont la part du PNB de chaque pays dans le total en 1982. Le degré de liquidité de l'économie est calculé pour chaque pays sous forme d'écart par rapport à la tendance de la période allant du premier trimestre 1970 au deuxième trimestre 1986.

On entend par « impulsion budgétaire » pour une année donnée la variation du déficit budgétaire structurel des administrations publiques par rapport à l'année précédente, exprimée en pourcentage du PNB/PIB potentiel. Un signe

positif traduit une augmentation du déficit structurel et reflète donc une impulsion expansionniste. Inversement, un signe négatif reflète une impulsion restrictive.

Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie, des taux d'intérêt et du taux d'inflation (graphique D)

- a) La vitesse de circulation de la monnaie est l'indice du rapport du PNB ou du PIB à l'agrégat monétaire considéré. La base de l'indice est la moyenne des valeurs observées du second trimestre de 1973 au troisième trimestre de 1986.
- b) La vitesse de circulation calculée est estimée à l'aide d'équations simples de demande de monnaie :
$$\ln M = a_0 + a_1 \ln Y + a_2 \ln(1 + r) + a_3 \ln M_{-1}$$
où M est une masse monétaire, Y une variable représentative du revenu et r un taux d'intérêt à court terme, ln désignant un logarithme naturel.
- c) La tendance linéaire de la vitesse de circulation est estimée sur la période allant du second trimestre de 1973 au troisième trimestre de 1986.
- d) Le taux d'inflation est une moyenne mobile sur trois trimestres. Pour les tout derniers trimestres, on a utilisé les prévisions de l'OCDE.

DONNÉES SUR LA POPULATION ACTIVE

La présente note indique la source et la définition des statistiques sur la population active publiées dans la section consacrée à l'emploi et au chômage. Lorsque plusieurs séries sont disponibles, l'OCDE retient celles que le Département des affaires économiques et statistiques juge les plus utiles pour l'analyse et la prévision des politiques économiques, habituellement parce que ce sont les chiffres les plus souvent cités dans les pays Membres mais aussi parce que ce sont les données qui sont publiées le plus régulièrement et dans les délais les plus courts. Dans le cas de nombreux pays, ces données correspondent à la fois aux définitions nationales et à celles qui sont fournies dans la publication trimestrielle et annuelle de l'OCDE, *Statistiques de la population active*. On note toutefois certaines exceptions qui sont indiquées ci-après.

Dans la plupart des pays, ces données sont tirées d'une enquête de population active menée auprès d'un échantillon de ménages, qui permet de déterminer simultanément les composantes du taux de chômage (UNR), le niveau du chômage (UN) et la population active (LF). Mais dans le cas de certains autres pays, une des composantes de l'identité $LF = UN + ET$ (emploi) est obtenue à partir des deux autres, généralement estimées à partir de sources différentes. Lorsque la population active et l'emploi sont qualifiés de « total », cela veut dire qu'on y inclut tous les membres des forces armées (conscrits et militaires de carrière). Dans certains pays (mentionnés ci-après), les militaires de carrière sont inclus dans les statistiques de l'emploi et de la population active mais non les conscrits. Toutes les catégories de personnel militaire sont exclues des données sur la population active et l'emploi « civils ». Sauf indication contraire, les données annuelles fournissent la moyenne des statistiques mensuelles ou trimestrielles ; les données semestrielles présentées pour les sept grands pays correspondent à une moyenne des chiffres mensuels ou trimestriels désaisonnalisés.

Etats-Unis :

Les chiffres du chômage, de l'emploi civil et de la population active civile proviennent de l'enquête mensuelle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 16 ou plus. Les données sont désaisonnalisées par les autorités nationales. Toutes les personnes mises à pied sont comptées dans le chiffre du chômage.

Japon :

Les chiffres du chômage, de l'emploi et de la population active (y compris les forces nationales d'« auto-défense ») proviennent de l'enquête mensuelle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 15 ans ou plus. Les données sont désaisonnalisées par l'OCDE.

Allemagne :

Les chiffres du chômage indiquent le nombre de personnes inscrites comme chômeurs en fin de mois. Les chiffres trimestriels, à partir desquels sont établies les données semestrielles, sont obtenus par la moyenne des mois considérés, y compris le chiffre en fin de mois du mois précédant le trimestre concerné. Les données relatives à la population active totale sont établies par les autorités nationales sur la base de l'enquête annuelle de population active (microcensus) et d'autres sources statistiques. Les deux séries sont désaisonnalisées par l'OCDE. Le taux de chômage national indique le nombre de chômeurs inscrits en pourcentage de la population active civile salariée (c'est-à-dire que le dénominateur ne tient pas compte des travailleurs indépendants).

France :

L'INSEE fournit à l'OCDE des données trimestrielles désaisonnalisées sur le taux de chômage et le niveau de la population active totale, données établies conformément aux lignes directrices du BIT. Les chiffres concernent le dernier mois de chaque trimestre. Le taux de chômage est calculé sur la base des résultats de l'enquête annuelle de population active effectuée en mars, et les chiffres sont convertis en données trimestrielles au moyen du nombre d'inscriptions en fin de mois. Le niveau du chômage est obtenu par application de la relation $UN = UNR * LF * 100$, et l'emploi total est ensuite calculé par différence.

Royaume-Uni :

Les chiffres désaisonnalisés du chômage, de l'emploi total et de la population active totale sont tirés de la publication *Employment Gazette* du Department of Employment. Le chiffre du chômage indique le nombre de personnes qui demandent à bénéficier de prestations chômage auprès des Unemployment Benefit Offices. Il inclut les jeunes sans emploi à la fin de leur scolarité, mais non les étudiants qui cherchent un travail pour les vacances et les personnes qui s'arrêtent temporairement de travailler. Le nombre de salariés est estimé à partir du recensement de l'emploi, des enquêtes auprès des salariés et de l'enquête annuelle sur la population active. Le nombre de travailleurs indépendants est obtenu à partir de l'enquête annuelle sur la population active, du recensement de l'agriculture et du recensement de la population ; il ne tient pas compte des travailleurs familiaux non rémunérés. L'emploi

total est donné par la somme du nombre de salariés, de travailleurs indépendants et de membres des forces armées. Pour toutes les séries, les données trimestrielles concernent les mois de mars, juin, septembre et décembre de chaque année. Le taux de chômage national indique le nombre de chômeurs qui font valoir leurs droits, compte non tenu des jeunes sans emploi à la fin de leur scolarité, en pourcentage de la population active totale.

Italie :

Le chiffre du chômage est tiré de l'enquête trimestrielle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 14 ans ou plus en janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Les données sont désaisonnalisées par l'OCDE. La définition du chômage a été révisée en 1986 et elle se rapproche maintenant davantage des lignes directrices du BIT. Cette révision a eu pour effet d'exclure de la définition certaines personnes dont l'appartenance à la population active présente un caractère marginal. Les chiffres des années précédentes ont été révisés en conséquence. Les données trimestrielles désaisonnalisées sur l'emploi, hors conscrits, sont tirées des comptes nationaux, et plus précisément de la publication de l'*ISTAT Conti Economici Trimestriali*. Ces données sont établies à partir de diverses sources, dont l'enquête auprès des entreprises et l'enquête sur la population active. La population active est ensuite obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$. Le numérateur et le dénominateur du taux de chômage national, comme toutes les données sur la population active italienne publiées dans les statistiques de la population active, sont établies à partir des résultats des enquêtes de population active.

Canada :

Les chiffres du chômage, de l'emploi civil et de la population active civile proviennent de l'enquête mensuelle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 15 ans ou plus. Les statistiques du chômage incluent les personnes qui, même si elles n'ont pas recherché activement un travail au cours des quatre semaines précédentes, étaient disponibles pour travailler, mais avaient été mises à pied ou devaient prendre un nouvel emploi au cours des quatre semaines suivantes. Les données sont désaisonnalisées par les autorités nationales.

Australie :

Les chiffres du chômage, de l'emploi total et de la population active totale proviennent de l'enquête mensuelle sur la population active auprès des ménages, qui s'adresse aux personnes âgées de 15 ans ou plus. Seules les personnes mises à pied pour moins de quatre semaines (pour cause d'intempéries ou d'interruption de la production) sont comptées comme ayant un emploi ; dans tous les autres cas, elles sont regardées comme étant au chômage ou n'appartenant pas à la population active. Le taux de chômage national est exprimé en pourcentage de la population active civile.

Autriche :

Les chiffres du chômage, de l'emploi total et de la population active totale proviennent de l'enquête trimestrielle

sur la population active (microcensus) menée auprès des personnes âgées de 15 ans ou plus en mars, juin, septembre et décembre de chaque année. Les chiffres ont été ajustés par l'OCDE car la série sur l'emploi présentait une rupture en 1983/84. Le taux de chômage national indique le nombre de chômeurs inscrits en pourcentage de la population active civile salariée telle qu'elle ressort des statistiques de sécurité sociale, des membres des forces armées et des chômeurs inscrits.

Belgique :

Le chômage indique le nombre d'inscrits à la fin du mois de juin et englobe les chômeurs admis à bénéficier de prestations, ceux qui sont tenus de s'inscrire pour d'autres raisons et les personnes qui s'inscrivent volontairement. L'estimation de la population active totale en milieu d'année est fondée sur le nombre de salariés assurés, de travailleurs frontaliers, de travailleurs indépendants, de membres des forces armées et de chômeurs. Les autorités nationales publient deux taux de chômage qui diffèrent de la définition ci-dessus, car ils concernent uniquement les chômeurs complets inscrits à l'Office National pour l'Emploi (ONEM) ; ils sont exprimés en pourcentage 1) de la population active assurée et 2) de la population active totale.

Danemark :

Le chômage indique le nombre de chômeurs inscrits, y compris les chômeurs partiels convertis en équivalents plein temps ; ce dernier chiffre est donné par le rapport entre le nombre d'heures chômées par chaque personne au cours de la période de référence et le nombre d'heures pour lequel cette personne est assurée pendant la même période. Les chiffres du chômage et de l'emploi total, établis selon les définitions de la comptabilité nationale, sont calculés à partir des données du fichier central de statistiques sur le marché du travail (CRAM). Les données CRAM proviennent des caisses d'assurance chômage, des bureaux publics de placement et du fichier démographique central. La population active totale est ensuite obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$. Le taux de chômage national indique le nombre total de chômeurs inscrits en pourcentage de la population active totale estimée à partir du CRAM. Les statistiques utilisées dans les *Perspectives économiques* diffèrent de celles qui sont publiées dans les statistiques de la population active, lesquelles sont fondées sur l'enquête sur la population active menée au printemps.

Finlande :

Les chiffres du chômage, de l'emploi civil et de la population active civile proviennent de l'enquête mensuelle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 15 à 74 ans. Le concept de population active utilisé pour le calcul du taux de chômage national inclut les militaires de carrière mais non les conscrits. Les autorités nationales ont récemment révisé les chiffres concernant le chômage pour en exclure les personnes de plus de 56 ans qui perçoivent une indemnité de chômeur en pré-retraite et qui ne sont pas activement à la recherche d'un travail. Auparavant, toutes les personnes qui percevaient des prestations de chômage étaient considérées comme chômeurs. Toutes les données publiées dans les *Perspectives économiques* tiennent compte de cette révision, qui a eu pour effet de réduire d'environ 1 1/2 point le taux de chômage de 1986.

Grèce :

Les chiffres du chômage, de l'emploi total et de la population active totale proviennent de l'enquête annuelle sur la population active. Ils sont complétés ou révisés en fonction des résultats du dernier recensement. Toutes les données concernent le second trimestre de chaque année.

Islande :

Le chômage indique le nombre d'inscrits. L'emploi civil, exprimé en années-personnes, est calculé à partir des statistiques des caisses d'assurance-accident. La population active est obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$.

Irlande :

Les chiffres du chômage, de l'emploi total et de la population active totale proviennent de l'enquête annuelle sur la population active et concernent le milieu du mois d'avril de chaque année. Le taux de chômage national indique le nombre de chômeurs inscrits, c'est-à-dire de personnes figurant au «Live Register», en pourcentage de la population active totale à la mi-avril.

Luxembourg :

Les statistiques de l'emploi civil incluent les non-résidents qui travaillent au Luxembourg et excluent les nationaux qui travaillent à l'étranger. Les chiffres proviennent des caisses d'assurance-maladie, des caisses de retraite et des enquêtes auprès des entreprises. Le chômage indique le nombre de personnes inscrites aux agences pour l'emploi et résidant au Luxembourg. La population active est obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$.

Pays-Bas :

Le chômage indique le nombre mensuel de chômeurs inscrits, compte non tenu des chômeurs partiels (personnes à la recherche d'un travail de moins de 20 heures par semaine) et des chômeurs qui participent temporairement à un programme public de lutte contre le chômage. L'emploi total, exprimé en années-personnes, est tiré des comptes nationaux ; les chiffres sont ajustés pour convertir en équivalents année complète les travailleurs à temps partiel ou ceux qui ne travaillent qu'une partie de l'année. La population active totale est alors obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$. Le taux de chômage national indique le nombre de chômeurs inscrits à la recherche d'un travail de plus de 20 heures par semaine en pourcentage de la population active salariée, forces armées incluses. Les données sur la population active publiées dans les statistiques de la population active sont établies à partir de l'enquête annuelle sur la population active et exprimées en nombre de personnes ; les chiffres fournis dans les statistiques de la population active pour le niveau du chômage sont identiques à ceux qui sont publiés dans les *Perspectives économiques*.

Nouvelle-Zélande :

Le chômage indique le nombre d'inscriptions mensuelles, y compris les personnes qui cherchent un travail pour les vacances. La population active totale est donnée par la moyenne annuelle d'une série trimestrielle estimée par interpolation du chiffre de la population active en février (tiré de

l'enquête trimestrielle sur l'emploi et du recensement de la population) et d'une série de référence de la Reserve Bank. L'emploi total est obtenu par différence à partir de l'identité $ET = LF - UN$. Le chiffre de la population active totale publié dans les statistiques de la population active concerne le mois de février.

Norvège :

Les chiffres du chômage, de l'emploi et de la population active proviennent de l'enquête trimestrielle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 16 à 74 ans. Ils incluent les militaires de carrière mais non les conscrits. Les autorités nationales publient deux taux de chômage ; l'un est identique à celui qui est fourni dans les *Perspectives économiques* et le second indique le nombre de chômeurs inscrits en pourcentage de la population active totale, conscrits inclus.

Portugal :

Les chiffres du chômage, de l'emploi civil et de la population active civile proviennent de l'enquête trimestrielle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 12 ans ou plus. Les données annuelles concernent le dernier trimestre de chaque année et portent sur le territoire continental du Portugal. Deux définitions sont utilisées pour mesurer le chômage : la première ne tient compte que des personnes qui étaient à la recherche d'un emploi pendant une période de référence d'un mois alors que la seconde englobe aussi les personnes qui n'étaient pas activement à la recherche d'un travail pendant la période de référence. Les données fournies dans les *Perspectives économiques* sont fondées sur la définition la plus étroite du chômage. Les autorités nationales publient des taux de chômage établis sur la base des deux définitions et exprimés en pourcentage de la population active, y compris les militaires de carrière mais non compris les conscrits.

Espagne :

Les chiffres du chômage, de l'emploi et de la population active proviennent de l'enquête trimestrielle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 16 ans ou plus en mars, juin, septembre et décembre. Les villes de Ceuta et Melilla et les personnes qui résident en permanence dans des établissements, notamment religieux, sont exclues du champ de l'enquête. Les militaires de carrière sont pris en compte mais non les conscrits. Ces derniers sont ajoutés aux chiffres de l'emploi et de la population active totale publiés dans les statistiques de la population active, et toutes les données sont ajustées pour tenir compte des villes de Ceuta et Melilla ainsi que des personnes qui résident en permanence dans des établissements.

Suède :

Le chiffre de l'emploi provient de l'enquête mensuelle sur la population active menée auprès des personnes âgées de 16 à 64 ans (de 16 à 74 ans jusqu'à janvier 1986). Aucun ajustement n'a été opéré pour tenir compte de cette rupture dans la série ; en 1985, les personnes âgées de 65 à 74 ans représentaient 0.5 pour cent de l'ensemble des chômeurs. Depuis janvier 1987, une importante révision a été opérée dans les définitions utilisées pour l'enquête de population active afin de les rendre plus conformes aux lignes directrices du BIT. Il en

est résulté une réduction d'environ ½ point du taux de chômage. Les données concernant les années précédentes publiées dans les *Perspectives économiques* ont été révisées en conséquence. Le chiffre de l'emploi, tiré du *National Accounts Annual Report* (SCB), provient de diverses sources, dont le recensement de la population, l'enquête sur la population active et les statistiques administratives. La population active est obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$. Le numérateur et le dénominateur du taux de chômage national, de même que les données sur la population active suédoise publiés dans les statistiques de la population active, sont fondés sur les résultats de l'enquête sur la population active.

Suisse :

Le chômage indique le nombre mensuel de chômeurs inscrits, y compris les chômeurs partiels. Les chiffres de l'emploi civil sont établis sur la base du recensement des entreprises, du recensement de la population et des enquêtes trimestrielles sur l'emploi auprès des entreprises. La population active est obtenue à partir de l'identité $LF = ET + UN$. Toutes les données fournissent la moyenne des chiffres désaisonnalisés des mois de mars, juin, septembre et décembre. Le taux de chômage publié par les autorités nationales indique le nombre de chômeurs inscrits, y compris les chômeurs partiels, en pourcentage de la population active civile telle qu'elle ressort du recensement de la population de 1980. Les chiffres sur le niveau du chômage publiés dans les statistiques de la population active donnent une moyenne sur douze mois.

Turquie :

La population active totale est obtenue à partir des résultats du recensement quinquennal de la population, des taux d'activité prévus pour l'année considérée et d'une estimation des forces armées. Les estimations de l'emploi non agricole sont fondées sur certaines hypothèses concernant la productivité de la main-d'œuvre et sur les enquêtes auprès des entreprises non agricoles. Les estimations de l'emploi et du chômage déguisé dans le secteur agricole sont tirées des résultats du recensement de la population, sur la base de certaines hypothèses concernant l'évolution tendancielle de la productivité. Le chômage, y compris le chômage déguisé dans l'agriculture (estimé à 652 000 personnes, soit 23 pour cent du chômage total, en 1986), est obtenu par différence. Les autorités nationales publient deux estimations du chômage, l'une incluant l'autre excluant le chômage déguisé.

DONNÉES SUR LES COÛTS ET LES PRIX

En vue de faciliter l'interprétation des tendances actuelles des coûts et des prix, le Secrétariat de l'OCDE a établi un ensemble d'indicateurs de l'évolution des coûts salariaux, des prix à la consommation et des prix de gros, à partir de données tirées de diverses sources. En dépit des efforts qui ont été faits pour rendre ces séries relativement comparables, les définitions et les méthodes statistiques utilisées diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, de sorte que les comparaisons entre pays ne doivent être faites qu'avec beaucoup de précaution.

Salaires (tableau 22)

Les indices de salaires ne sont pas comparables non plus d'un pays à l'autre. Non seulement les sources utilisées et les méthodes de calcul, mais également les définitions (par exemple : taux horaires, gains horaires, gains mensuels, traitement des avantages accessoires, etc.) accusent des différences importantes.

Les séries utilisées pour le tableau 22 et leurs sources sont les suivantes (pour les grands pays) :

États-Unis : Gains horaires moyens bruts par ouvrier ; *PIE* (c'est-à-dire OCDE, Principaux Indicateurs Économiques).

Japon : Gains mensuels moyens bruts (y compris les primes) par ouvrier ou employé régulier dans les entreprises de 30 travailleurs et plus : *PIE*.

Allemagne : Gains horaires moyens bruts par ouvrier dans les entreprises employant 10 travailleurs et plus : *PIE*.

France : Taux de salaire horaire moyen brut des ouvriers de plus de 18 ans payés au temps dans les entreprises employant 10 travailleurs et plus : *PIE*.

Royaume-Uni : Gains hebdomadaires moyens bruts par ouvrier ou employé dans les entreprises employant 25 travailleurs et plus : *PIE*.

Italie : Taux de salaire horaire brut minimum des ouvriers âgés de 20 ans ou plus, payés au temps : *PIE*.

Canada : Gains horaires moyens bruts par ouvrier payé à l'heure dans les entreprises employant 20 travailleurs et plus ; dernier état de salaires du mois : *PIE*.

Indices de prix

Les indices des *prix à la consommation* recouvrent des notions très différentes selon les pays et les méthodes de calcul varient beaucoup³. Dans certains pays, on révisé fréquemment la pondération de l'indice à partir de sondages sur les dépenses des ménages portant sur un large échantillon. Le mouvement des indices ainsi obtenu suit en général d'assez près celui de l'indice de prix implicite de la consommation privée. Dans d'autres pays cependant, la pondération reflète uniquement les dépenses des ménages à faible revenu et/ou se réfère à une période trop ancienne. La pondération tend alors à exagérer la part de l'alimentation au détriment des services par rapport aux habitudes de consommation de l'ensemble des ménages et l'indice des prix à la consommation peut évoluer de façon très différente de l'indice de prix implicite de la consommation privée.

Coûts de main-d'œuvre dans le secteur privé (tableau 24)

Le tableau 24 présente des prévisions de rémunérations par employé et de coûts unitaires de main-d'œuvre pour l'ensemble du secteur privé et non plus pour le seul secteur manufacturier comme cela était le cas dans les précédents numéros de *Perspectives économiques*. Elargir le concept de salaire à celui de rémunération des employés (i.e. ensemble des coûts salariaux par travailleur pour l'employeur) permet de prendre en compte des coûts non salariaux importants et à croissance rapide (avantages annexes et charges sociales). Le fait de prendre en compte l'ensemble du secteur privé est important car l'industrie manufacturière ne représente plus aujourd'hui dans de nombreux pays que 20 à 30 pour cent du PIB.

Désormais la mesure des coûts unitaires de main-d'œuvre couvre également l'ensemble du secteur privé. Elle est définie

comme l'ensemble de la rémunération des employés divisée par la production du secteur privé au coût des facteurs.

Profits et taux de rentabilité (graphique P)

Les données du graphique P sont tirées des statistiques des *Comptes nationaux de l'OCDE*. L'excédent brut d'exploitation du secteur privé et des industries manufacturières inclut le revenu des travailleurs indépendants qui est généralement considéré comme comprenant une composante salariale s'ajoutant au bénéfice ou au revenu de l'entreprise proprement dite. Cet élément ne fait l'objet d'aucun ajustement. Il convient de noter que la consommation de capital fixe et le stock de capital sont évalués au coût de remplacement et que l'on a utilisé la même méthode pour chiffrer les variations de stocks qui entrent dans le calcul des données relatives à l'excédent d'exploitation. En principe, donc, les chiffres concernant les profits sont *corrigés de l'inflation*. Les parts de profit et les taux de rentabilité sont fondés sur les revenus tirés de la production, à l'exclusion des gains et pertes affectant, du fait de l'inflation, les créances et dettes de l'entreprise sur des actifs corporels et financiers. Les données relatives au stock de capital comprennent uniquement les actifs entrant dans la formation brute de capital fixe et excluent par conséquent les stocks et les fonds de roulement. Les données historiques du stock de capital proviennent de sources nationales. Les prévisions ont été obtenues par la méthode de l'inventaire permanent qui implique la prise en compte de l'investissement passé et l'élimination des actifs à la fin de leur durée de vie. La valeur ajoutée est exprimée au coût des facteurs, c'est-à-dire

hors fiscalité indirecte. La différence entre la valeur ajoutée et la masse salariale constitue donc l'excédent brut d'exploitation des entreprises et la part des salaires peut être calculée comme l'inverse de la part des profits.

UTILISATION DES STATISTIQUES NATIONALES COURANTES

Sauf indication contraire, les *Perspectives économiques* font état de statistiques nationales tirées des *Principaux Indicateurs Économiques (PIE)* publiés tous les mois par l'OCDE. Une description détaillée des sources et méthodes utilisées pour l'établissement de ces statistiques a été publiée à partir de septembre 1967 sous la forme de suppléments aux *PIE*. En conséquence, les notes qui suivent seront limitées à quelques remarques méthodologiques d'importance particulière pour la compréhension du texte.

Indices de la production industrielle (tableaux et graphiques par pays)

Dans la mesure du possible, les chiffres utilisés se réfèrent aux industries minières et manufacturières et aux entreprises publiques productrices d'eau, de gaz et d'électricité, mais excluent le bâtiment. Les concepts, le mode de pondération et

CLASSIFICATION DES PAYS

PAYS DE L'OCDE

Les sept grands pays de l'OCDE

Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.

Autres pays de l'OCDE

Ensemble des autres pays de l'OCDE.

PAYS N'APPARTENANT PAS A L'OCDE

OPEP

Pays de l'OPEP à faible capacité
d'absorption

Arabie Saoudite, Bahrein, Émirats Arabes Unis, Koweït, Libye, Oman, Qatar.

Pays de l'OPEP à plus forte capacité
d'absorption

Algérie, Équateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Nigéria, et Vénézuéla.

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT NON PÉTROLIERS

Pays producteurs de pétrole

Brunei, Cameroun, Congo, Égypte, Malaisie, Mexique, Pérou, Syrie, Trinité-et-Tobago, Tunisie

Nouveaux pays industriels

Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Corée du Sud, Hong Kong, Israël, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Yougoslavie.

Pays à faible revenu et à revenu
intermédiaire

Tous les autres pays en développement non producteurs de pétrole, et également le commerce dont l'origine et la destination ne sont pas spécifiées.

URSS et pays d'Europe de l'Est

Albanie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques

les méthodes de calcul varient d'un pays à l'autre mais les divergences sont moins importantes que dans les indices de prix ou de salaires⁴. Sauf dans quelques petits pays, la correction des variations saisonnières est effectuée par les organismes statistiques nationaux qui se servent de diverses méthodes s'inspirant le plus souvent de la méthode II du «Bureau of the Census» des États-Unis.

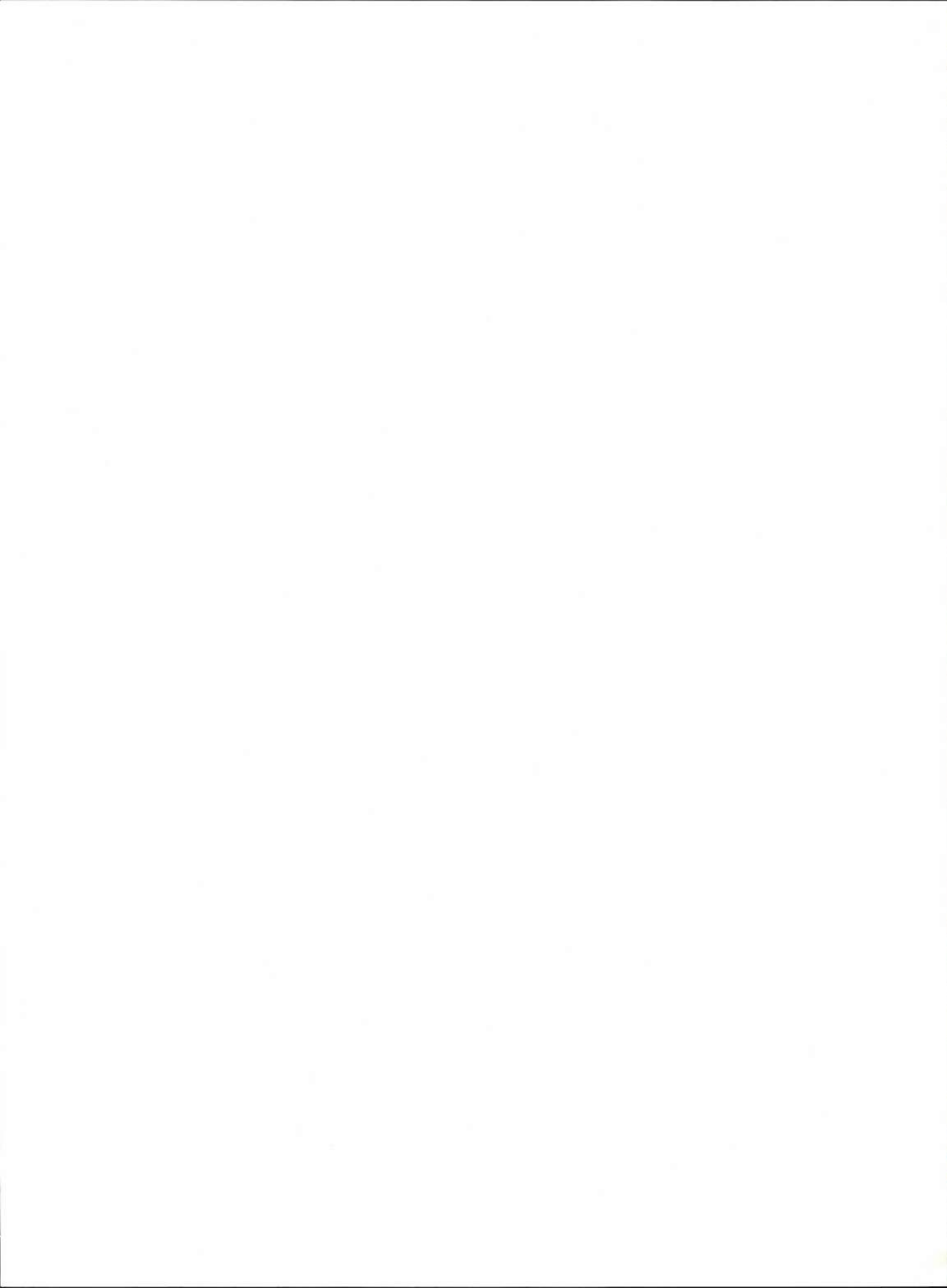
Correction des variations saisonnières

La plupart des séries du commerce extérieur ainsi que certaines statistiques de production industrielle, de chômage et des prix à la consommation, etc. (voir plus haut), sont corrigées des variations saisonnières par le Département des Affaires Économiques et Statistiques. On utilise une variante de la méthode II du «Bureau of the Census» des États-Unis, connue

sous la désignation X-11 et programmée pour l'ordinateur par cet organisme. (Pour tous détails supplémentaires, se référer à l'Étude technique n° 15 du «bureau of the Census».) Si besoin est, on procède aussi à une correction calendaire des séries.

NOTES

1. Pour plus de précisions sur ce modèle, voir «OECD INTERLINK System, Volume I, Structure and Operation», 1983, que l'on peut se procurer chez les dépositaires des publications de l'OCDE ou bien en s'adressant directement à la Division des perspectives économiques, Département des affaires économiques et statistiques, OCDE, Paris.
2. Nations Unies, *Système de comptabilité nationale*, New York, 1968.
3. Pour une étude détaillée de la question, se référer à C. Vannereau, «Comparabilité des indices de prix à la consommation dans les pays de l'OCDE, OCDE, *Perspectives économiques. Études spéciales*, juillet 1975.
4. Un supplément trimestriel aux *PJE* fournit une sélection comparable d'un pays à l'autre d'indices de la production industrielle par branches et pour un certain nombre de catégories.



Statistiques de base

Cette annexe contient des statistiques sur les comptes nationaux, les prix, le chômage, la balance des paiements et les taux de change, couvrant dans la mesure du possible les vingt dernières années. Elles fournissent un support historique aux évolutions économiques récentes dans la zone de l'OCDE telles qu'elles sont décrites dans le corps du texte. Les données présentées dans certains tableaux ont été corrigées en fonction de concepts et de définitions établis au plan international, afin de faciliter les comparaisons entre pays et d'assurer une cohérence avec les données rétrospectives figurant dans d'autres publications de l'OCDE, notamment les *Statistiques rétrospectives des Perspectives économiques de l'OCDE*. Les chiffres ne sont donc pas toujours identiques aux données nationales qui figurent dans le corps du texte et que les gouvernements des pays Membres, et donc le Secrétariat, utilisent pour leurs prévisions. L'attention des lecteurs est attirée sur les points suivants.

Tableaux R1 et R3 à R9

Ces tableaux sont fondées sur les statistiques de comptes nationaux établies conformément au *Système de comptabilité nationale Nations Unies/OCDE* et figurant dans la publication *Comptes nationaux (Volumes I et II)* de l'OCDE. Celles-ci ne correspondent pas toujours exactement aux données figurant dans le texte, en raison de légères différences de couverture ou de définition entre les systèmes de comptabilité nationaux et internationaux. On notera aussi que les statistiques rétrospectives se réfèrent toujours au PIB, alors que les tableaux du texte se rapportent souvent au PNB. Il peut arriver également que, dans un ou deux cas, les chiffres diffèrent parce que l'année de base retenue pour le calcul des taux de croissance n'est pas la même (c'est le cas des États-Unis) ou parce que l'on a pu incorporer dans le texte des données révisées dont on ne disposait pas au moment de l'établissement de cette annexe.

Tableau R12

Les taux de chômage standardisés figurant dans ce tableau sont fondées sur des données que l'on a corrigées de manière à les rendre aussi conformes que possible aux directives de l'Organisation Internationale du Travail, convenues au plan international. Ils peuvent différer des taux de chômage publiés par les pays ou figurant dans le corps du texte, en raison de corrections apportées au nombre des chômeurs et/ou à la dimension de la population active. Il se peut aussi dans certains cas que les chiffres nationaux portent sur un moment précis de l'année alors que les taux standardisés sont des moyennes annuelles.

Tableaux R13 et R14

Les données de balance des paiements présentées ici sont dérivées des chiffres communiqués ou publiés par les pays de l'OCDE et qui sont fondées sur les concepts et définitions du *Manuel de la balance des paiements* du FMI. Elles figurent dans la publication *Balance des paiements des pays de l'OCDE*, qui paraît à intervalles irréguliers.

Le lecteur trouvera dans les notes figurant au bas de chaque tableau une description détaillée des concepts, définitions, couverture et sources des diverses séries.

Tableau R 1. Croissance du PIB réel au prix du marché dans la zone de l'OCDE

Pourcentages de variation

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	5.1	2.2	4.2	2.9	-0.1	3.3	5.1	4.8	-0.7	-1.0	4.9	4.5	5.2	2.0	0.0	3.7	-2.5	4.0	6.7	3.0
Japon	10.5	10.4	12.6	12.1	9.4	4.2	8.4	7.9	-1.2	2.6	4.8	5.3	5.1	5.2	4.4	3.9	2.8	3.2	5.0	4.5
Allemagne	2.9	-0.1	5.6	7.5	5.1	2.9	4.2	4.7	0.3	-1.6	5.4	3.0	2.9	4.2	1.4	0.2	-0.6	1.5	2.7	2.6
France	5.2	4.7	4.3	7.0	5.7	5.4	5.9	5.4	3.2	0.2	5.2	3.1	3.8	3.3	1.1	0.5	1.8	0.7	1.5	1.1
Royaume-Uni	1.9	2.7	4.1	1.3	2.3	2.7	2.3	7.7	-1.0	-0.6	3.8	1.1	3.5	2.2	-2.3	-1.2	1.0	3.8	2.2	3.7
Italie	6.0	7.2	6.5	6.1	5.3	1.6	3.2	7.0	4.1	-3.6	5.9	1.9	2.7	4.9	3.9	0.2	-0.5	-0.2	2.8	2.3
Canada	6.8	2.9	5.3	5.4	2.6	5.8	5.7	7.7	4.4	2.6	6.1	3.6	4.6	3.9	1.5	3.7	-3.3	3.1	5.6	3.9
Total des pays ci-dessus	5.2	3.4	5.4	4.9	2.7	3.5	5.2	5.7	0.1	-0.4	5.0	3.9	4.5	3.1	1.0	2.5	-0.8	3.1	5.0	3.1
Autriche	5.6	3.0	4.5	6.3	7.1	5.1	6.2	4.9	3.9	-0.4	4.6	4.4	0.5	4.7	3.0	-0.1	1.1	2.1	2.0	3.0
Belgique	3.2	3.9	4.2	6.6	6.4	3.7	5.3	5.9	4.1	-1.5	5.3	0.4	3.0	2.1	4.1	-1.5	1.9	-0.3	1.7	1.5
Danemark	2.7	3.4	4.0	6.3	2.0	2.7	5.3	3.6	-0.9	-0.7	6.5	1.6	1.5	3.5	-0.4	-0.9	3.0	2.5	3.5	3.9
Finlande	2.4	2.2	2.3	9.6	7.5	2.1	7.6	6.7	3.0	1.2	0.3	0.2	2.6	7.4	5.6	1.8	3.0	2.9	2.7	3.0
Grèce	6.1	5.5	6.7	9.9	8.0	7.1	8.9	7.3	-3.6	6.1	6.4	3.4	6.7	3.7	1.8	-0.3	-0.2	0.4	2.8	2.1
Islande	8.5	-1.6	-5.7	3.2	7.8	12.7	6.6	4.7	5.8	1.7	5.3	9.1	6.7	5.5	5.7	2.6	-0.3	-5.0	3.4	3.1
Irlande	1.0	5.1	8.1	6.0	3.5	3.4	6.4	4.7	4.3	3.7	1.4	8.2	7.2	3.1	3.1	3.4	1.4	-1.9	4.2	2.0
Luxembourg	1.1	0.2	4.2	10.0	1.7	2.9	6.6	8.8	3.9	-5.6	2.3	1.8	3.8	3.0	1.4	-1.0	1.5	3.2	5.5	2.9
Pays-Bas	2.7	5.3	6.4	6.4	5.7	4.2	3.3	4.7	4.0	-0.1	5.1	2.3	2.5	2.4	0.9	-0.7	-1.4	1.4	2.4	1.7
Norvège	3.8	6.3	2.3	4.5	2.0	4.6	5.2	4.1	5.2	4.2	6.8	3.6	4.5	5.1	4.2	0.9	0.3	4.5	5.6	4.2
Portugal	4.1	7.5	8.9	2.1	9.1	6.6	8.0	11.2	1.1	-4.3	6.9	5.6	3.4	6.1	4.8	0.5	3.2	-0.3	-1.6	3.3
Espagne	7.1	4.3	6.8	8.9	4.1	5.0	8.1	7.9	5.7	1.1	3.0	3.3	1.8	0.2	1.5	-0.2	1.2	1.8	1.9	2.2
Suède	2.1	3.4	3.6	5.0	6.5	0.9	2.3	4.0	3.2	2.6	1.1	-1.6	1.8	3.8	1.7	-0.3	0.8	2.4	4.0	2.2
Suisse	2.5	3.1	3.6	5.6	6.4	4.1	3.2	3.0	1.5	-7.3	-1.4	2.4	0.4	2.5	4.6	1.5	-1.1	0.7	1.8	4.0
Turquie	11.7	4.5	6.7	5.3	4.9	9.1	6.6	2.0	12.5	10.1	10.8	5.1	3.2	-1.7	-0.3	4.5	5.8	3.7	5.7	5.1
Total des petits pays européens	4.0	4.1	4.9	6.6	5.4	4.1	5.3	5.3	3.7	0.3	3.8	2.4	2.4	2.6	2.3	0.2	1.0	1.7	2.7	2.8
Australie	2.8	6.9	6.2	6.2	6.0	5.9	4.0	5.5	1.8	2.9	3.4	1.0	2.7	4.6	1.6	3.1	0.0	0.7	7.1	4.8
Nouvelle-Zélande	3.2	-1.1	0.8	8.3	1.5	4.1	3.8	7.9	6.6	-1.4	2.9	-5.1	-1.5	0.0	2.1	3.8	0.0	5.0	4.1	0.7
Total des petits pays	3.9	4.3	5.0	6.6	5.4	4.4	5.1	5.3	3.5	0.6	3.7	2.0	2.3	2.9	2.2	0.7	0.8	1.6	3.4	3.0
Total de l'OCDE	5.0	3.5	5.4	5.1	3.1	3.6	5.2	5.7	0.6	-0.2	4.8	3.6	4.2	3.0	1.2	2.3	-0.5	2.9	4.8	3.1
Quatre grands pays européens	3.6	2.9	5.0	5.4	4.6	3.2	4.0	6.0	1.3	-1.2	5.0	2.3	3.2	3.6	0.8	-0.1	0.4	1.5	2.3	2.4
OCDE Europe	3.8	3.3	5.0	5.8	4.8	3.5	4.4	5.8	2.1	-0.7	4.6	2.3	3.0	3.3	1.3	0.0	0.6	1.6	2.4	2.5
CEE	3.8	3.3	5.2	5.8	4.7	3.5	4.4	6.0	1.8	-0.9	4.9	2.4	3.1	3.2	1.0	-0.2	0.5	1.5	2.3	2.4
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	5.0	4.5	6.4	7.0	5.6	3.9	5.3	6.3	1.5	0.3	4.7	2.9	3.5	3.8	2.0	1.3	0.8	2.1	3.4	3.2

Source: Comptes Nationaux (publication annuelle de l'OCDE). Les données ci-dessus ont été établies d'après les définitions standardisées du système de comptabilité commun à l'OCDE et aux Nations Unies. (Voir *Système de Comptabilité Nationale*, Serie F, No.2, Rev.3, Nations Unies, 1970.)

Taux d'accroissement des groupes de pays. Ces taux sont obtenus en appliquant pour chaque pays les taux de croissance en volume au PIB de 1982, évalué en dollars de 1982.

Tableau R 2. Croissance du PNB/PIB réel dans les sept grands pays de l'OCDE
 Pourcentages de variation par rapport au semestre précédent, taux annuels désaisonnalisés

	1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II			
Etats-Unis	-1.3	1.4	4.5	1.0	6.5	6.0	7.0	1.0	0.1	-3.2	-3.7	5.9	5.7	2.3	5.5	5.5	4.7	6.2	1.1	1.5	-0.6	-1.0	4.9	-0.8	-4.1	-1.1	4.2	7.2	8.0	2.8	2.5	3.2	2.5	1.8	
Japon	9.9	6.9	2.3	6.1	9.4	8.8	11.4	0.8	-4.8	3.7	0.4	6.3	4.8	3.4	7.0	3.9	5.9	5.2	5.5	4.6	4.6	3.4	4.5	2.3	3.4	3.4	2.6	4.4	5.5	4.7	4.8	4.3	1.2	3.2	
Allemagne	1.2	7.2	1.1	2.7	4.7	4.5	6.6	1.2	0.7	-1.9	-4.0	4.3	7.9	2.4	3.1	2.0	3.9	3.3	4.4	3.6	2.1	-1.9	0.5	0.8	-1.7	-1.2	3.3	2.0	3.5	2.9	1.4	4.4	0.6	3.9	
France
Royaume-Uni	0.6	4.4	-0.3	7.2	-1.1	4.6	14.0	-1.0	-3.0	3.3	-2.6	-0.2	6.0	3.7	-1.7	4.2	4.3	1.6	3.2	1.1	-4.1	-1.7	-0.9	-0.6	1.6	0.8	5.6	3.0	1.7	2.3	5.5	1.2	3.3	1.8	
Italie
Canada	1.1	2.9	4.8	10.5	3.2	6.3	10.1	4.4	5.4	2.5	1.5	5.0	8.1	3.6	3.7	3.6	5.3	4.1	4.1	3.1	0.9	1.0	7.6	-1.2	-4.6	-2.9	4.3	7.0	5.0	5.3	3.4	3.8	3.8	1.2	
Total	1.8	3.4	3.2	3.4	5.6	6.0	8.1	1.8	-0.1	-1.0	-2.9	4.9	6.1	3.0	4.4	3.9	4.7	5.0	2.7	2.8	0.8	-0.4	3.6	0.3	-1.4	-0.3	3.5	5.0	5.8	3.1	2.9	3.3	2.2	2.3	

Sources: Des comptes nationaux semestriels conformes aux définitions standardisées du Système de Comptabilité Nationale OCDE-Nations Unies n'étant pas disponibles, les données figurant dans ce tableau sont construites à partir des sources suivantes:

Etats-Unis: Produit National Brut aux prix du marché. Source: *Survey of Current Business*, Department of Commerce, Washington, D.C.

Japon: Produit National Brut aux prix du marché. Source: *Economic Statistics Monthly*, Bank of Japan, Tokyo.

Allemagne: Produit National Brut aux prix du marché. Source: *Statistical Supplements to the Monthly Reports of the Deutsche Bundesbank*, Francfort

France: Produit Intérieur Brut aux prix du marché. Source: *Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)*, Paris.

Royaume-Uni: Produit Intérieur Brut aux prix du marché. Source: *Monthly Digest of Statistics*, Central Statistical Office, Londres.

Italie: Produit Intérieur Brut aux prix du marché. Source: *Instituto Centrale di Statistica (ISTAT)*, Rome.

Canada: Produit Intérieur Brut aux prix du marché. Source: *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Statistics Canada, Ottawa.

Taux de croissance du total: Voir note du tableau R1.

Tableau R 3. PIB réel par personne occupée
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	2.3	0.1	2.1	0.3	-0.9	2.6	1.8	1.3	-2.6	0.1	1.5	0.8	0.8	-0.8	-0.5	2.6	-1.6	2.7	2.5	1.0
Japon	8.2	8.3	10.7	11.2	8.2	3.7	8.3	5.1	-0.8	2.9	3.8	3.9	3.8	3.8	3.4	3.0	1.8	1.4	4.4	3.8
Allemagne	3.3	3.2	5.5	5.9	3.9	2.3	4.5	4.0	1.6	1.3	6.3	3.1	2.3	2.8	0.3	0.9	1.0	3.0	2.6	1.9
France	4.4	4.4	4.5	5.4	4.3	4.9	5.2	3.9	2.3	1.1	4.4	2.3	3.4	3.2	1.0	1.0	1.6	1.1	2.5	1.5
Royaume-Uni	1.3	4.2	4.8	1.2	2.7	3.7	2.4	5.2	-1.3	-0.2	4.7	1.0	2.9	0.6	-2.0	2.8	2.8	5.0	0.2	2.3
Italie	7.7	6.0	6.5	7.0	4.9	1.7	5.1	6.2	2.3	-4.0	5.2	0.9	2.4	3.9	2.5	-0.1	-0.3	-0.4	2.4	1.8
Canada	2.6	0.1	3.4	2.3	1.5	3.4	2.7	2.7	0.3	0.9	4.1	1.7	1.1	-0.1	-1.5	0.9	-0.1	2.3	3.1	1.1
Total des pays ci-dessus	3.7	2.6	4.4	3.7	2.3	3.1	4.0	3.2	-0.7	0.4	3.5	1.9	2.2	1.3	0.4	2.1	0.0	2.3	2.7	1.8
Autriche	6.7	4.8	5.8	6.4	6.7	3.9	5.5	3.2	3.0	0.1	4.0	3.4	0.3	4.0	2.6	-0.3	2.3	2.9	1.9	2.8
Belgique	2.7	4.4	4.4	4.8	4.7	2.7	5.5	4.7	2.8	0.1	6.2	0.7	3.1	0.9	4.0	0.6	3.2	0.7	1.6	0.7
Danemark	1.0	1.3	3.6	5.9	0.6	1.8	4.4	2.6	0.5	0.4	..	1.0	0.9	-1.0	-1.0	2.9	2.8	1.8	0.6	1.3
Finlande	2.0	4.4	4.2	8.5	6.0	2.2	7.9	4.5	0.0	1.6	-2.4	2.3	4.1	4.7	2.5	0.7	2.1	2.5	1.8	1.9
Grèce ^a	7.1	6.8	7.9	10.3	8.1	6.8	8.3	6.2	-3.8	6.0	5.1	2.6	6.2	2.6	0.4	-5.2	0.9	-1.0	2.4	1.1
Islande	7.1	-1.6	-6.9	3.2	3.8	7.4	4.1	1.2	2.4	0.6	1.0	9.1	3.5	5.5	2.7	-3.0	-2.1	-5.8	2.5	1.3
Irlande	1.3	5.7	7.8	5.8	4.7	3.8	6.1	3.2	2.8	4.6	2.3	6.3	4.6	-0.1	2.1	4.3	1.2	0.3	5.9	4.9
Luxembourg	0.4	2.5	4.2	9.1	..	-0.7	3.7	7.4	0.6	-6.8	3.0	1.8	3.8	3.0	0.8	-1.6	2.2	3.2	4.8	1.6
Pays-Bas	1.9	5.5	5.5	5.0	4.5	3.7	4.1	4.6	3.9	0.7	4.9	1.3	1.2	1.0	-2.2	-1.3	-1.3	2.9	2.8	-1.6
Norvège	3.2	5.2	1.9	3.7	0.5	3.3	..	3.8	4.9	1.2	1.9	1.6	2.8	4.1	1.9	-0.1	-0.4	3.9	4.9	2.1
Portugal ^b	3.7	6.9	8.2	1.5	8.5	6.3	8.4	11.8	..	-3.0	6.7	5.7	3.7	3.8	2.3	0.8	3.2	..	0.2	4.4
Espagne	6.0	3.8	5.9	7.8	3.1	4.4	8.0	5.4	5.1	2.8	4.0	3.9	4.2	2.2	5.4	1.3	1.5	2.4	6.2	1.9
Suède	1.1	4.4	2.5	3.8	4.5	0.8	2.2	3.5	1.0	0.0	0.4	-1.8	1.4	2.2	0.4	-0.1	0.9	2.3	3.2	1.1
Suisse	2.8	2.5	3.0	3.9	4.9	2.2	1.8	2.0	1.5	-2.6	1.6	2.0	-0.6	1.4	2.3	0.2	-0.5	2.0	2.0	3.1
Turquie	10.4	4.3	6.2	5.1	5.0	6.9	4.3	0.4	10.8	8.4	8.4	3.2	2.2	-1.8	-0.3	3.5	4.8	2.9	4.4	4.4
Total des petits pays européens	3.4	4.2	4.6	5.8	4.6	3.1	4.5	3.9	2.1	0.7	3.3	1.8	2.3	2.0	2.1	0.0	1.0	1.4	3.1	1.9
Australie	4.9	1.2	6.8	2.6	1.8	2.9	3.0	1.4	-0.1	3.2	1.4	0.0	5.6	0.2	-0.1	0.2	-1.6	7.1	2.1	1.1
Nouvelle-Zélande	-0.4	-3.4	2.3	5.9	-1.5	2.9	2.6	4.3	2.1	-3.1	1.2	-6.5	-0.9	-1.4	2.1	4.0	-1.7	6.1	3.0	-2.9
Total des petits pays	3.5	3.8	4.9	5.5	4.3	3.1	4.3	3.7	1.9	0.9	3.1	1.4	2.6	1.8	1.9	0.2	0.7	2.1	3.1	1.7
Total de l'OCDE	3.7	2.8	4.6	4.0	2.6	3.0	4.1	3.4	-0.3	0.5	3.5	1.9	2.3	1.4	0.6	1.8	0.1	2.3	2.9	1.8
Quatre grands pays européens	3.8	4.0	5.2	4.9	4.0	3.3	4.4	4.6	1.1	-0.2	5.2	2.0	2.8	2.5	0.3	1.3	1.3	2.3	1.9	1.8
OCDE Europe	3.6	3.9	5.0	5.2	4.2	3.2	4.3	4.4	1.3	0.0	4.5	1.9	2.7	2.4	0.9	0.8	1.2	1.9	2.3	1.8
CEE	3.7	4.0	5.2	5.2	4.0	3.4	4.7	4.6	1.2	0.2	5.2	2.1	2.9	2.3	0.7	1.0	1.3	2.0	2.3	1.7
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	4.2	4.2	5.8	6.0	4.7	3.3	5.0	4.3	0.9	0.7	4.2	2.2	2.9	2.5	1.3	1.2	1.1	2.0	2.8	2.2

Source: Statistiques Rétrospectives

Tableau R.4. Epargne nette des ménages en pourcentage du revenu disponible des ménages

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	8.4	9.7	8.6	8.1	9.8	10.4	9.2	11.2	11.1	11.0	9.5	8.6	8.9	8.7	9.1	9.4	8.9	7.5	8.5	7.3
Japon	14.1	13.5	15.8	15.6	17.9	17.8	18.2	20.4	23.2	22.8	23.2	21.8	20.8	18.2	17.9	18.3	16.5	16.3	16.0	16.0
Allemagne	11.6	11.2	12.5	13.3	13.8	13.5	14.4	13.9	14.6	15.1	13.3	12.2	12.0	12.6	12.8	13.4	12.8	11.2	11.4	11.4
France	12.2	12.5	12.3	10.9	12.9	13.5	13.7	14.2	14.1	15.3	12.9	13.2	14.2	12.7	11.4	12.3	12.2	10.8	10.0	8.8
Royaume-Uni	6.6	5.9	4.7	5.0	6.3	4.4	6.4	7.0	7.1	8.4	7.7	7.3	8.6	9.2	11.0	9.2	8.8	7.2	7.5	6.7
Italie	17.2	16.0	16.8	18.1	18.9	20.4	21.6	21.3	20.4	22.8	22.5	22.1	23.5	22.6	20.5	20.6	20.3	19.3	18.8	..
Canada	7.6	6.7	5.7	6.0	6.2	7.4	8.9	10.8	11.9	12.7	12.1	11.5	12.7	13.3	13.9	15.3	17.4	14.2	15.0	13.8
Total des pays ci-dessus	9.8	10.3	10.0	9.8	11.4	11.8	11.8	13.4	13.9	14.3	13.2	12.5	13.1	12.4	12.3	12.5	11.8	10.6	10.9	9.6
Autriche	9.1	8.9	9.3	10.1	11.9	11.8	9.1	8.1	8.2	9.9	10.4	8.0	11.3	11.2	10.4	8.1	10.3	8.8	9.6	9.6
Belgique	14.3	14.7	14.0	14.9	17.1	16.8	17.4	16.4	17.2	17.1	18.7	16.5	16.5	15.0	16.1	15.7	14.3	15.5	13.7	12.7
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	4.9	3.5	4.6	3.6	4.5	6.3	5.8	3.6	6.1	7.0	6.1	5.4	6.5	6.3	7.2	6.1	6.8	7.5	6.8	6.1
Grèce ^a	12.5	13.6	11.4	13.1	15.7	18.1	19.5	23.1	19.5	18.7	18.7	19.7	22.0	23.6	24.6	25.6	17.4	15.4	17.1	15.5
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	14.3	14.6	14.8	14.5	13.6	14.9	15.3	15.3	15.3	14.8	13.8	12.7	12.6	12.0	11.7	12.9	15.7	14.0	14.2	14.2
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.2	6.1	4.7	8.4	4.6	3.4	4.5	3.8	4.3	4.8	0.5
Portugal ^b	10.3	15.4	10.8	10.9	14.0	12.5	20.1	19.6	12.8	12.7	11.1	20.0	25.0	28.1	28.5	28.3	..	..	..	..
Espagne	8.9	8.1	9.1	10.7	10.6	11.3	11.3	11.8	11.7	11.3	9.9	8.7	9.8	9.0	8.2	8.4	8.9	8.2	7.7	..
Suède	6.3	5.4	4.4	4.2	4.2	4.4	2.6	4.0	5.3	5.0	2.7	4.3	4.8	3.2	5.2	4.0	0.8	1.4	1.1	-0.1
Suisse	12.8	13.9	12.7	12.4	13.6	16.2	15.3	15.0	15.1	13.8	11.7	10.1	10.8	10.0	9.9	11.3	12.7	12.5	12.4	12.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays européens	10.6	10.7	10.4	10.9	11.7	12.6	12.6	12.9	12.7	12.0	11.3	10.7	11.9	11.1	11.2	11.4	10.6	10.3	10.0	9.8
Australie	11.4	7.1	10.1	9.9	12.4	13.5	16.3	18.3	19.0	16.8	16.4	16.1	16.0	14.5	14.8	14.7	13.8	14.9	14.1	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays	10.7	10.1	10.4	10.8	11.8	12.8	13.2	13.8	13.9	12.8	12.1	11.5	12.5	11.6	11.7	12.0	11.2	11.2	10.8	9.8
Total de l'OCDE	9.9	10.3	10.0	9.9	11.5	11.9	12.0	13.5	13.9	14.1	13.0	12.4	13.0	12.3	12.2	12.5	11.8	10.6	10.9	9.6
Quatre grands pays européens	11.5	11.1	11.5	11.7	13.0	13.0	14.0	14.1	14.1	15.3	13.9	13.4	14.1	13.8	13.4	13.5	13.2	11.8	11.7	9.2
OCDE Europe	11.3	11.0	11.3	11.5	12.6	12.9	13.6	13.7	13.7	14.4	13.1	12.6	13.4	13.0	12.8	12.9	12.5	11.4	11.2	9.4
CEE	11.6	11.3	11.6	12.0	13.1	13.2	14.2	14.3	14.2	15.1	13.8	13.4	14.1	13.7	13.4	13.6	13.1	11.9	11.7	9.9
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	11.4	10.9	11.6	11.8	13.1	13.4	14.3	15.2	15.9	16.1	15.4	14.9	15.5	14.3	14.1	14.5	13.8	13.1	13.0	12.1

Source: Statistiques Rétrospectives

a) Depuis 1975, y compris l'épargne des sociétés et quasi-sociétés.

b) Depuis 1977, épargne brute.

Tableau R 5. Solde des opérations courantes avec le reste du monde en pourcentage du PIB

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	0.5	0.4	0.2	0.2	0.4	0.0	-0.3	0.7	0.5	1.4	0.5	-0.4	-0.5	0.1	0.4	0.3	0.0	-1.0	-2.4	-2.9
Japon	1.3	0.0	0.8	1.3	1.0	2.5	2.2	0.0	-1.0	-0.1	0.7	1.5	1.7	-0.9	-1.0	0.5	0.7	1.8	2.8	3.7
Allemagne	0.2	2.2	2.3	1.4	0.6	0.4	0.4	1.3	2.7	1.1	0.9	0.8	1.4	-0.8	-1.8	-0.8	0.5	0.6	1.0	2.2
France	0.1	0.0	-0.5	-1.1	0.1	0.6	0.5	-0.2	-2.3	0.0	-1.5	-0.7	0.6	0.0	-1.4	-1.4	-3.0	-1.7	-0.8	-0.8
Royaume-Uni	0.1	-0.9	-0.8	0.6	1.2	1.7	0.1	-2.0	-4.6	-2.1	-1.7	-0.1	0.4	0.0	1.5	2.3	1.2	0.7	-0.3	1.0
Italie	3.2	2.2	3.3	2.7	1.2	1.8	1.6	-1.7	-4.6	-0.2	-1.5	1.2	2.4	1.7	-2.5	-2.3	-1.6	0.2	-0.9	-1.2
Canada	-1.8	-0.9	-0.3	-1.4	1.0	0.1	-0.5	0.0	-1.2	-3.0	-2.4	-2.2	-2.2	-2.0	-0.6	-2.0	0.4	0.4	0.5	-0.4
Total des pays ci-dessus	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.3	0.2	-0.4	0.4	0.0	-0.0	0.4	-0.2	-0.4	0.0	-0.1	-0.2	-0.8	-0.8
Autriche	-1.2	-0.7	-0.4	1.2	0.6	0.5	0.1	-0.3	-1.0	-0.1	-2.3	-3.6	-0.7	-1.0	-2.7	-2.0	1.1	0.6	-0.3	-0.1
Belgique	-0.3	0.8	0.9	1.2	2.8	2.1	3.6	2.0	0.4	-0.1	0.1	-1.3	-1.4	-2.7	-4.5	-4.6	-3.3	-0.5	-0.4	0.5
Danemark	-1.9	-2.4	-1.7	-2.8	-3.9	-2.4	-0.4	-1.7	-3.1	-1.5	-4.9	-4.0	-2.7	-4.7	-3.7	-3.0	-4.2	-2.6	-3.5	-4.6
Finlande	-2.2	-1.7	0.7	0.0	-2.2	-2.8	-0.9	-1.9	-4.9	-7.5	-3.7	-0.3	1.9	-0.3	-2.7	-0.8	-1.6	-1.9	0.0	-1.2
Grèce	-2.0	-2.2	-3.6	-4.0	-3.1	-1.5	-1.2	-3.8	-2.8	-3.7	-1.9	-1.9	-1.3	-1.9	0.5	-0.7	-4.4	-5.1	-4.1	-8.3
Islande	-1.3	-8.8	-9.1	1.1	1.4	-7.0	-2.6	-2.8	-11.0	-10.6	-1.6	-2.4	1.2	-0.7	-2.1	-4.3	-8.5	-2.1	-5.1	-4.4
Irlande	-1.6	1.4	-1.3	-4.8	-4.0	-3.8	-2.2	-3.5	-9.9	-1.5	-5.3	-5.4	-6.8	-13.4	-11.8	-14.7	-10.6	-7.0	-6.1	-3.8
Luxembourg	1.7	7.4	9.7	14.0	14.4	5.5	9.6	15.6	25.3	16.1	20.7	21.0	19.6	22.4	19.9	23.0	35.2	38.5	38.9	42.4
Pays-Bas	-0.9	-0.3	0.3	0.2	-1.4	-0.3	2.8	3.8	3.1	2.5	2.9	0.8	-0.9	-1.2	-1.5	2.2	3.2	3.1	4.1	4.3
Norvège	-2.6	-2.9	1.0	1.3	-2.2	-4.1	-0.4	-1.8	-4.8	-8.5	-11.9	-14.0	-5.2	-2.2	1.9	3.8	1.1	3.6	5.4	5.2
Portugal	0.8	3.7	1.6	3.6	1.9	2.6	5.6	3.1	-6.3	-5.6	-8.2	-9.4	-5.7	-1.7	-5.9	-12.2	-12.7	-6.3	-1.9	3.0
Espagne	-2.1	-1.5	-0.8	-1.1	0.2	2.2	1.2	0.6	-3.5	-3.0	-3.5	-1.8	0.9	0.3	-2.4	-2.7	-2.5	-1.5	1.3	1.7
Suède	-0.7	-0.1	-0.4	-0.7	-0.8	1.0	1.3	2.8	-1.0	-0.5	-2.1	-2.6	0.0	-2.2	-3.6	-2.5	-3.6	-1.0	0.4	-1.2
Suisse	0.8	1.5	3.2	2.8	0.4	0.4	0.8	0.8	0.5	4.9	6.0	5.8	5.3	2.7	-0.5	2.9	4.1	4.0	4.8	5.6
Turquie	-1.0	-0.5	-1.3	-1.0	-0.6	-0.2	0.0	2.3	-2.4	-5.2	-5.5	-7.0	-2.7	-2.2	-5.6	-3.6	-1.6	-3.6	-2.8	-1.9
Total des petits pays européens	-1.1	-0.5	0.0	-0.1	-0.5	0.2	1.3	1.1	-1.3	-1.2	-1.7	-2.1	-0.4	-1.2	-2.5	-1.5	-1.1	-0.1	1.1	1.1
Australie	-2.3	-2.7	-3.6	-1.9	-1.5	-1.4	1.5	1.2	-2.8	-0.7	-1.3	-2.5	-3.4	-1.4	-2.3	-4.7	-5.2	-3.9	-4.6	-5.4
Nouvelle-Zélande	-3.7	-1.7	0.6	1.3	-3.9	0.6	2.9	0.2	-13.1	-8.2	-4.1	-3.9	-2.4	-3.6	-3.2	-5.5	-6.3	-3.8	-7.0	-6.4
Total des petits pays	-1.3	-0.8	-0.5	-0.3	-0.7	0.0	1.3	1.1	-1.8	-1.3	-1.7	-2.2	-0.7	-1.3	-2.5	-2.0	-1.8	-0.7	0.0	0.0
Total de l'OCDE	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.4	0.4	-0.6	0.1	-0.3	-0.3	0.2	-0.4	-0.8	-0.3	-0.3	-0.2	-0.7	-0.7
Quatre grands pays européens	0.7	0.8	1.0	0.8	0.7	1.0	0.6	-0.2	-1.3	-0.1	-0.6	0.3	1.1	0.0	-1.1	-0.5	-0.6	0.0	-0.1	0.5
OCDE Europe	0.1	0.4	0.7	0.5	0.3	0.7	0.8	0.2	-1.3	-0.5	-1.0	-0.5	0.6	-0.4	-1.5	-0.8	-0.8	0.0	0.3	0.7
CEE	0.3	0.5	0.7	0.5	0.5	0.9	0.8	0.1	-1.2	-0.3	-0.8	-0.1	0.7	-0.4	-1.4	-0.9	-0.9	-0.1	0.1	0.6
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	0.0	0.1	0.5	0.4	0.4	0.9	1.0	0.2	-1.3	-0.6	-0.8	-0.3	0.6	-0.6	-1.4	-0.7	-0.5	0.3	0.8	1.2

Source: *Comptes Nationaux* (publication annuelle de l'OCDE). Les données ci-dessus ont été établies d'après les définitions standardisées du système de comptabilité commun à l'OCDE et aux Nations Unies. (Voir *Système de Comptabilité Nationale*, Serie F, No.2, Rev.3, Nations Unies, 1970.)

Pourcentages des groupes de pays. Les pourcentages pour chaque groupe de pays ont été obtenus à partir des totaux du PIB et du solde des opérations courantes de tous les pays du groupe, après conversion en dollars des Etats-Unis aux taux de change de l'année courante. Les pourcentages des groupes de pays ne couvrent que les pays pour lesquels des données sont montrées dans le tableau.

Les opérations avec le reste du monde comprennent le commerce des marchandises, les services de transport, d'assurance de tourisme et ceux fournis aux entreprises, le revenu de la propriété à payer et à recevoir et les autres transferts courants. Le solde de ces opérations apparaît à la ligne 13 du tableau 1 (opérations en capital de la nation) des *Comptes Nationaux*, Volume II, Tableaux détaillés.

Tableau R 6. Consommation finale des administrations publiques en pourcentage du PIB

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	17.7	18.9	18.8	18.4	18.8	18.1	18.0	17.4	18.1	18.6	18.1	17.6	17.0	17.0	17.6	17.5	18.4	18.4	18.0	18.3
Japon	8.0	7.6	7.4	7.3	7.4	8.0	8.2	8.3	9.1	10.0	9.9	9.8	9.7	9.7	9.8	9.9	9.9	10.0	9.9	9.7
Allemagne	15.5	16.2	15.5	15.6	15.8	16.9	17.1	17.8	19.3	20.5	19.8	19.6	19.7	19.6	20.1	20.6	20.4	20.1	20.0	19.9
France	13.0	13.0	13.5	13.3	13.4	13.4	13.2	13.2	13.6	14.4	14.6	14.7	15.0	14.9	15.2	15.8	16.2	16.4	16.4	16.3
Royaume-Uni	17.1	17.9	17.6	17.2	17.6	17.9	18.4	18.2	20.0	21.8	21.4	20.3	19.9	19.8	21.3	21.9	22.0	22.0	21.9	21.1
Italie	14.9	14.4	14.5	14.2	13.8	15.5	16.1	15.5	15.1	15.4	14.8	15.3	15.9	16.2	16.4	18.3	18.6	19.3	19.4	19.5
Canada	15.0	16.1	16.9	17.2	18.5	18.8	18.6	18.0	18.1	19.5	19.4	20.0	19.7	19.0	19.2	19.4	20.9	20.6	20.3	20.1
Total des pays ci-dessus	16.1	16.8	16.6	16.3	16.5	16.4	16.2	15.7	16.5	17.2	16.8	16.5	16.0	16.1	16.7	16.8	17.4	17.3	17.0	17.1
Autriche	13.7	14.6	14.7	15.1	14.7	14.8	14.6	15.1	15.8	17.2	17.6	17.4	18.3	18.1	18.0	18.5	18.9	18.9	18.6	18.7
Belgique	13.1	13.5	13.6	13.6	13.4	14.1	14.5	14.5	14.7	16.4	16.4	16.8	17.4	17.6	17.8	18.8	18.2	17.7	17.3	17.3
Danemark	17.1	17.8	18.6	18.9	20.0	21.3	21.3	21.3	23.4	24.6	24.1	23.9	24.5	25.0	26.7	27.8	28.2	27.4	26.1	25.3
Finlande	14.3	14.9	15.3	14.5	14.5	15.2	15.3	15.0	15.2	17.1	18.1	18.5	18.3	17.9	18.1	18.7	19.0	19.4	19.4	20.2
Grèce	11.8	13.0	12.9	12.7	12.6	12.5	12.2	11.5	13.8	15.2	15.1	16.0	15.9	16.3	16.4	18.0	18.5	19.0	19.2	19.9
Islande	11.1	12.3	13.1	12.6	13.0	13.4	15.0	14.6	16.2	16.5	15.6	15.8	16.6	17.0	16.4	16.8	17.8	18.4	17.2	18.0
Irlande	13.6	13.4	13.4	13.5	14.6	15.2	15.3	15.7	17.2	18.6	18.0	17.1	17.2	18.1	19.9	19.9	19.7	19.7	19.2	19.1
Luxembourg	11.4	12.1	12.1	11.0	10.5	11.7	11.7	11.3	11.5	15.0	14.8	15.9	15.7	16.0	16.7	17.4	16.4	16.1	15.5	15.6
Pays-Bas	14.9	15.3	14.9	15.0	15.4	16.0	15.8	15.6	16.2	17.4	17.3	17.4	17.7	18.1	17.9	17.8	17.7	17.5	16.6	16.3
Norvège	15.5	16.1	16.6	16.8	16.9	17.9	18.2	18.2	18.3	19.3	20.0	20.2	20.4	19.5	18.8	19.1	19.4	19.4	18.6	18.6
Portugal	12.1	13.1	13.1	12.9	13.8	13.5	13.4	12.8	14.1	15.0	13.7	14.0	13.9	13.9	14.5	15.0	14.4	14.6	14.5	14.2
Espagne	7.7	8.4	8.2	8.3	8.5	8.6	8.6	8.6	8.8	9.2	9.8	10.0	10.4	10.9	12.7	13.2	13.4	13.9	13.7	14.0
Suède	18.8	19.5	20.5	20.7	21.4	22.5	22.7	22.7	23.2	23.8	24.9	27.5	27.9	28.3	28.8	29.2	29.1	28.4	27.6	27.4
Suisse	10.4	10.3	10.4	10.5	10.5	10.9	10.9	11.2	11.6	12.6	13.2	13.0	12.9	12.9	12.7	12.7	13.0	13.4	13.4	13.2
Turquie	12.1	12.3	12.6	12.4	12.9	13.4	12.1	12.5	11.5	12.3	12.7	13.5	13.5	13.6	12.6	10.9	10.9	10.1	8.9	8.5
Total des petits pays européens	13.4	13.9	14.1	14.2	14.5	15.0	14.9	14.8	15.2	16.3	16.7	17.1	17.3	17.3	17.8	18.2	18.1	18.1	17.7	17.7
Australie	13.5	14.1	14.3	13.8	13.9	14.2	14.2	14.6	15.6	17.2	17.6	18.0	18.3	17.5	18.0	18.4	18.8	19.4	18.9	19.0
Nouvelle-Zélande	13.8	12.7	13.0	12.5	13.4	13.2	13.3	13.1	14.7	15.7	14.4	15.9	17.1	16.8	18.0	18.0	17.8	17.2	16.0	16.4
Total des petits pays	13.4	13.9	14.1	14.1	14.4	14.8	14.8	14.7	15.2	16.4	16.8	17.2	17.4	17.3	17.9	18.2	18.2	18.3	17.9	17.8
Total de l'OCDE	15.7	16.4	16.3	16.0	16.2	16.2	16.0	15.6	16.3	17.1	16.8	16.6	16.2	16.3	16.9	17.0	17.5	17.5	17.1	17.2
Quatre grands pays européens	15.2	15.5	15.2	15.1	15.2	16.0	16.2	16.2	17.2	18.2	17.8	17.7	17.8	17.8	18.4	19.2	19.3	19.4	19.4	19.2
OCDE Europe	14.6	15.0	14.9	14.8	15.0	15.7	15.8	15.8	16.5	17.5	17.4	17.5	17.6	17.6	18.2	18.9	19.0	19.0	18.8	18.7
CEE	14.6	15.0	14.8	14.7	14.8	15.6	15.7	15.7	16.6	17.5	17.2	17.2	17.4	17.4	18.1	18.9	18.9	19.0	18.9	18.7
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	13.7	13.9	13.8	13.6	13.8	14.5	14.4	14.3	15.1	16.2	16.0	15.9	15.8	15.9	16.5	16.7	16.9	16.8	16.5	16.3

Source: Comptes Nationaux (publication annuelle de l'OCDE). Les données ci-dessus ont été établies d'après les définitions standardisées du système de comptabilité commun à l'OCDE et aux Nations Unies. (Voir *Système de Comptabilité Nationale*, Serie F, No.2, Rev.3, Nations Unies, 1970.)

Pourcentages des groupes de pays. Les pourcentages pour chaque groupe de pays ont été obtenus à partir des totaux du PIB et de la consommation finale des administrations publiques de tous les pays du groupe, après conversion en dollars des Etats-Unis aux taux de change de l'année courante. Les pourcentages des groupes de pays ne couvrent que les pays pour lesquels des données sont montrées dans le tableau.

La consommation finale des administrations publiques consiste principalement en achats courants de biens et de services pour l'administration publique, la défense nationale, les services de santé et l'enseignement. Les transferts sont exclus. Cette rubrique apparaît à la ligne 1 du tableau 1 (Dépenses imputées du P.I.B.) des Comptes Nationaux, Volume II, Tableaux détaillés.

Tableau R 7. **Emplois courants des administrations publiques en pourcentage du PIB**

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	26.0	27.9	28.3	28.1	29.6	29.6	29.7	29.2	30.6	32.8	32.0	31.0	30.1	30.4	32.4	32.9	35.2	35.7	34.6	35.3
Japon	14.2	13.8	13.9	13.7	14.0	14.9	15.5	15.7	18.2	20.9	21.6	22.4	23.1	23.9	25.0	26.0	26.7	27.5	27.2	26.9
Allemagne	31.2	33.6	34.0	33.2	32.5	33.8	35.1	36.1	38.8	43.3	42.6	42.7	42.7	42.4	42.9	44.4	45.0	44.3	44.0	43.4
France	33.6	34.0	35.4	35.1	34.7	34.3	34.2	34.8	35.9	39.2	39.7	40.8	42.0	42.3	43.0	45.9	47.5	48.6	49.5	49.4
Royaume-Uni	31.2	33.1	33.4	32.8	33.7	33.5	34.3	34.1	38.7	40.5	40.4	39.3	39.4	39.5	41.8	43.9	44.6	44.2	44.8	..
Italie	30.7	30.0	31.0	30.6	30.2	33.1	35.0	34.4	34.4	38.3	38.0	38.5	41.7	41.0	41.5	46.4	49.5	51.5	51.9	51.9
Canada	25.3	27.3	28.5	29.1	31.3	32.3	32.8	31.9	33.0	36.2	35.6	36.6	37.1	36.0	37.5	38.5	42.7	43.2	43.5	43.7
Total des pays ci-dessus	26.8	28.2	28.5	28.1	29.0	29.3	29.6	29.3	31.0	34.0	33.4	33.1	32.9	33.5	35.1	35.8	37.6	37.8	37.0	36.7
Autriche	31.8	33.3	33.8	34.1	33.1	33.4	32.9	33.3	34.6	38.6	40.1	40.4	43.3	42.9	42.8	44.1	45.2	45.5	45.2	45.2
Belgique	30.6	31.4	32.9	32.9	33.0	34.0	34.9	35.8	36.4	41.2	41.7	43.3	44.7	46.0	47.3	52.2	52.6	52.8	52.5	52.3
Danemark	27.3	29.4	31.3	31.1	34.6	37.4	37.6	37.8	41.2	43.5	43.2	44.7	46.4	48.9	52.2	55.6	57.4	58.4	58.2	56.7
Finlande	26.7	27.6	27.9	26.9	26.6	27.9	28.1	26.8	28.1	31.3	32.9	34.0	33.8	33.0	32.6	33.6	34.9	36.1	36.2	37.7
Grèce	21.5	23.6	23.5	22.5	22.4	22.8	22.0	21.1	25.0	26.7	27.4	29.0	29.9	29.7	30.5	36.0	37.3	38.5	40.2	43.2
Islande	20.8	24.3	24.9	21.8	22.7	25.1	25.4	28.5	28.1	28.7	25.2	24.7	26.3	27.2	25.0	25.8	27.6	28.4	26.4	28.3
Irlande	28.5	29.1	29.5	30.3	34.2	34.8	34.0	34.1	37.2	41.2	41.4	39.2	39.5	41.6	45.1	47.0	50.0	51.4	50.4	..
Luxembourg	31.1	33.6	32.8	30.3	28.7	31.5	31.7	29.9	29.7	41.0	42.0	45.5	44.8	45.2	46.1	49.2	47.8	..	..	..
Pays-Bas	35.3	36.9	37.8	38.6	38.2	39.3	40.3	40.8	43.3	47.4	47.8	48.7	50.2	51.3	52.0	53.9	56.2	57.3	56.0	55.2
Norvège	30.8	32.0	33.6	35.2	36.5	38.3	39.6	39.9	40.0	41.8	43.8	45.3	47.2	46.6	44.8	45.0	45.7	46.1	44.3	44.0
Portugal	17.8	18.6	18.6	18.2	19.5	19.1	19.9	19.5	22.7	27.2	30.9	30.8	31.8	31.2	33.8	37.6	..	..	..	..
Espagne	15.7	17.0	17.8	18.0	18.8	19.7	19.7	19.7	19.8	21.2	22.8	23.7	26.2	27.7	29.7	31.6	32.4	34.0	34.7	..
Suède	32.0	33.5	35.9	36.6	36.9	39.3	40.3	39.8	43.4	44.7	47.5	52.6	54.0	55.0	56.8	59.6	61.4	61.3	59.7	60.8
Suisse	20.1	20.4	20.7	21.8	21.3	21.9	21.9	24.2	25.5	28.7	30.2	30.4	30.2	29.9	29.3	28.9	30.1	30.9	31.4	30.9
Turquie	15.1	15.4	15.5	16.9	16.4	17.4	18.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays européens	26.0	27.2	28.3	28.7	29.3	30.6	30.9	31.7	33.2	36.2	37.7	39.3	40.5	41.0	42.0	44.0	45.2	46.1	45.8	48.4
Australie	20.8	21.5	20.6	20.8	21.1	21.8	21.6	22.2	24.8	26.6	27.9	29.1	28.6	28.1	28.9	29.5	31.5	31.9	32.6	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays	25.3	26.4	27.2	27.6	28.2	29.3	29.6	30.2	31.9	34.8	36.3	37.9	39.0	39.4	40.4	41.7	43.0	43.7	43.3	48.4
Total de l'OCDE	26.6	27.9	28.3	28.1	28.9	29.3	29.6	29.4	31.2	34.1	33.9	33.8	33.9	34.4	36.0	36.7	38.4	38.6	37.8	37.7
Quatre grands pays européens	31.7	32.9	33.7	33.2	32.9	33.8	34.7	35.1	37.3	40.8	40.6	40.9	41.7	41.6	42.4	45.0	46.3	46.7	47.1	47.5
OCDE Europe	30.1	31.2	32.1	31.8	31.8	32.8	33.5	34.1	36.0	39.3	39.7	40.3	41.3	41.4	42.3	44.7	46.0	46.5	46.7	47.8
CEE	30.6	31.8	32.7	32.2	32.2	33.1	33.9	34.2	36.1	39.6	39.7	40.2	41.2	41.2	42.3	44.9	46.2	46.9	47.1	48.4
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	27.2	28.0	28.4	28.0	28.2	29.1	29.5	29.6	31.6	34.9	35.1	35.6	36.0	36.7	37.9	39.1	40.5	40.7	40.4	40.2

Source: *Comptes Nationaux* (publication annuelle de l'OCDE). Les données ci-dessus ont été établies d'après les définitions standardisées du système de comptabilité commun à l'OCDE et aux Nations Unies. (Voir *Système de Comptabilité Nationale*, Serie F, No.2, Rev.3, Nations Unies, 1970.)

Pourcentages des groupes de pays. Les pourcentages pour chaque groupe de pays ont été obtenus à partir des totaux du PIB et des emplois courants des administrations publiques de tous les pays du groupe, après conversion en dollars des Etats-Unis aux taux de change de l'année courante. Les pourcentages des groupes de pays ne couvrent que les pays pour lesquels des données sont montrées dans le tableau.

Les emplois courants des administrations publiques consistent principalement en consommation finale, intérêts, subventions et prestations de sécurité sociale. C'est la ligne 38 moins la ligne 37 du tableau 6 (Compte de revenu et dépenses) des *Comptes Nationaux*, Volume II, Tableaux détaillés.

Tableau R 8. **Emplois totaux des administrations publiques en pourcentage du PIB**

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	28.5	30.5	30.7	30.4	31.6	31.6	31.3	30.6	32.0	34.6	33.4	32.2	31.6	31.7	33.7	34.1	36.5	36.9	35.8	36.7
Japon	19.1	18.2	18.3	18.3	19.4	20.9	22.1	22.4	24.5	27.3	27.7	29.0	30.5	31.6	32.6	33.5	33.7	34.1	33.2	32.7
Allemagne	36.7	38.6	39.1	38.6	38.6	40.1	40.8	41.5	44.6	48.9	47.9	48.0	47.8	47.6	48.3	49.2	49.4	48.3	48.0	47.2
France	38.5	39.0	40.3	39.6	38.9	38.3	38.3	38.5	39.7	43.5	44.0	44.2	45.2	45.5	46.4	49.1	51.1	52.0	52.7	52.4
Royaume-Uni	35.3	38.2	39.2	41.2	39.8	38.9	39.7	40.6	44.8	46.3	45.5	43.6	43.2	42.9	45.1	47.7	47.4	47.2	47.8	..
Italie	34.3	33.7	34.7	34.2	34.2	36.6	38.6	37.8	37.9	43.2	42.2	42.5	46.1	45.5	46.1	51.4	54.8	57.0	57.4	58.4
Canada	29.5	31.5	32.3	32.7	34.8	36.1	36.6	35.4	36.8	40.1	39.1	40.1	40.3	39.0	40.5	41.5	46.4	46.9	47.0	47.0
Total des pays ci-dessus	30.2	31.6	31.9	31.6	32.4	32.8	33.0	32.7	34.5	37.7	36.7	36.3	36.5	37.0	38.7	39.2	40.8	40.9	39.8	39.6
Autriche	38.3	40.5	40.6	40.3	39.2	39.7	39.8	41.3	41.9	46.1	46.9	46.8	49.7	48.9	48.9	50.3	50.9	51.4	50.8	50.7
Belgique	33.5	34.5	36.3	36.1	36.5	38.0	38.8	39.1	39.4	44.5	45.0	46.5	47.8	49.3	50.8	55.7	55.7	55.6	55.0	54.4
Danemark	31.7	34.3	36.3	36.3	40.2	43.0	42.6	42.1	45.9	48.2	47.8	48.9	50.6	53.2	56.2	59.8	61.2	61.6	60.9	59.5
Finlande	32.0	32.9	32.8	31.2	30.5	32.0	32.4	31.0	32.0	36.1	37.0	38.2	37.7	36.6	36.5	37.3	39.0	40.3	39.9	41.5
Grèce ^a	21.5	23.6	23.5	22.5	22.4	22.8	22.0	21.1	25.0	26.7	27.4	29.0	29.9	29.7	30.5	36.0	37.3	38.5	40.2	43.2
Islande	28.4	32.2	33.8	30.2	30.7	33.5	34.3	36.7	38.2	38.5	33.2	32.8	32.9	33.4	31.4	32.5	34.1	36.3	32.6	35.6
Irlande	33.6	34.8	35.2	36.6	39.6	40.5	38.8	39.0	43.0	46.5	46.0	43.7	44.3	46.8	50.9	52.5	55.6	56.3	54.6	..
Luxembourg	35.0	37.5	37.3	34.1	33.1	36.8	37.1	36.0	35.7	48.6	49.2	52.0	51.5	52.7	54.8	57.9	56.4	..	..	..
Pays-Bas	40.7	42.5	43.9	44.4	43.9	45.0	45.6	45.8	47.9	52.8	52.9	53.0	54.4	55.8	57.5	59.7	61.6	62.2	61.3	60.2
Norvège	34.8	36.4	37.9	39.9	41.0	43.0	44.6	44.6	44.6	48.4	50.3	52.1	54.4	52.9	50.7	50.3	50.8	50.9	48.5	48.1
Portugal	20.3	20.9	20.9	20.9	21.6	21.3	22.7	21.3	24.7	30.3	35.1	35.2	36.4	36.2	25.9	43.9	..	..	..	..
Espagne	19.5	21.0	21.3	21.7	22.2	23.6	23.2	23.0	23.1	24.7	26.0	27.5	29.3	30.5	32.9	35.6	37.5	38.8	39.3	..
Suède	38.3	40.2	42.8	43.2	43.3	45.3	46.2	44.7	48.1	48.9	51.7	57.5	59.2	60.7	61.6	64.6	66.6	66.2	63.5	64.5
Suisse ^a	20.1	20.4	20.7	21.8	21.3	21.9	21.9	24.2	25.5	28.7	30.2	30.4	30.2	29.9	29.3	28.9	30.1	30.9	31.4	30.9
Turquie	20.6	21.0	21.9	23.1	21.9	22.1	22.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays européens	30.2	31.6	32.8	33.1	33.5	34.9	35.0	35.5	36.9	40.3	41.6	43.1	44.2	44.7	45.6	48.1	49.3	50.0	49.4	51.6
Australie	24.7	25.3	24.2	24.3	25.1	25.8	25.3	25.9	29.6	31.5	32.0	33.1	32.3	31.7	32.1	32.8	35.1	35.5	36.6	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays	29.4	30.7	31.6	31.8	32.3	33.6	33.7	34.0	35.7	38.9	40.1	41.8	42.7	43.1	43.9	45.7	47.0	47.5	47.0	51.6
Total de l'OCDE	30.1	31.5	31.8	31.7	32.4	32.9	33.1	32.9	34.7	37.9	37.3	37.1	37.5	38.0	39.5	40.1	41.6	41.7	40.7	40.6
Quatre grands pays européens	36.4	37.7	38.7	38.7	38.2	38.7	39.5	39.9	42.2	45.9	45.4	45.3	45.9	45.7	46.7	49.2	50.3	50.6	51.0	51.7
OCDE Europe	34.6	35.9	36.9	37.0	36.8	37.6	38.2	38.6	40.5	44.1	44.2	44.6	45.4	45.4	46.4	48.9	50.0	50.4	50.5	51.7
CEE	35.1	36.4	37.4	37.4	37.2	37.9	38.5	38.8	40.8	44.4	44.2	44.4	45.2	45.2	46.4	49.1	50.3	50.8	51.0	52.5
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	31.7	32.5	33.0	32.9	33.0	34.0	34.4	34.4	36.4	40.0	39.9	40.3	40.9	41.5	42.6	44.0	45.2	45.3	44.8	44.7

Source: *Comptes Nationaux* (publication annuelle de l'OCDE). Les données ci-dessus ont été établies d'après les définitions standardisées du système de comptabilité commun à l'OCDE et aux Nations Unies. (Voir *Système de Comptabilité Nationale*, Serie F, No.2, Rev.3, Nations Unies, 1970.)

Pourcentages des groupes de pays. Les pourcentages pour chaque groupe de pays ont été obtenus à partir des totaux du PIB et des emplois totaux des administrations publiques de tous les pays du groupe, après conversion en dollars des Etats-Unis aux taux de change de l'année courante. Les pourcentages des groupes de pays ne couvrent que les pays pour lesquels des données sont montrées dans le tableau.

Les emplois totaux des administrations publiques consistent principalement en emplois courants plus formation brute de capital. C'est la somme des lignes 38, 9, 10, 13, 14 et 15 moins les lignes 2 et 3 du tableau 6 (compte d'accumulation du capital) des *Comptes Nationaux*, Volume II, Tableaux détaillés.

a) Emplois courants seulement.

Tableau R 9. Ressources courantes des administrations publiques en pourcentage du PIB

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Etats-Unis	26.7	27.1	28.7	29.9	28.9	28.2	29.3	29.6	30.3	28.8	29.5	29.7	29.9	30.5	30.8	31.6	31.1	30.7	30.7	31.1
Japon	19.1	19.3	19.6	19.6	20.7	21.6	21.5	22.5	24.5	24.0	23.6	24.7	24.5	26.3	27.6	29.1	29.5	29.8	30.4	31.2
Allemagne	36.1	36.7	37.8	39.3	38.3	39.4	39.8	42.2	42.7	42.7	44.0	45.0	44.7	44.4	44.7	44.8	45.4	45.1	45.4	45.4
France	38.4	38.2	38.8	39.8	39.0	38.3	38.2	38.6	39.4	40.3	42.5	42.4	42.3	43.7	45.5	46.2	47.1	47.7	48.5	48.5
Royaume-Uni	34.3	36.2	37.6	39.5	41.2	39.1	36.7	35.9	39.7	40.2	39.3	38.9	37.5	38.3	40.1	42.2	43.3	42.3	42.8	..
Italie	30.1	31.0	31.6	30.7	30.4	31.1	30.9	30.4	30.6	31.2	32.9	34.3	36.0	35.7	37.8	39.3	42.0	45.0	44.2	44.1
Canada	28.8	30.3	31.7	33.7	34.2	34.7	35.2	34.9	37.2	36.1	35.8	36.1	35.7	35.5	36.2	38.5	39.0	38.7	38.9	38.9
Total des pays ci-dessus	28.7	29.2	30.3	31.3	30.9	30.6	31.0	31.6	32.7	32.2	32.7	33.0	32.9	33.9	34.9	35.3	35.4	35.1	34.9	34.7
Autriche	39.3	39.1	38.9	39.6	39.7	40.5	41.2	41.9	42.5	42.9	42.4	43.7	46.2	45.8	46.4	47.8	46.7	46.3	47.2	47.7
Belgique	32.4	33.2	33.8	34.3	35.2	35.7	35.5	36.4	37.7	40.4	40.2	41.6	42.4	43.1	42.8	43.6	45.3	44.7	46.0	46.5
Danemark	33.5	34.1	36.9	37.2	41.7	46.4	45.9	46.8	48.4	46.1	46.9	47.6	49.6	50.8	52.2	52.1	51.2	53.6	55.9	57.0
Finlande	32.8	34.6	34.8	33.8	34.1	35.7	35.4	36.0	35.7	37.8	41.0	40.3	38.0	36.0	35.9	37.6	37.5	37.5	39.1	40.5
Grèce	25.3	26.2	27.3	27.2	26.8	26.6	26.6	25.4	27.0	27.4	29.5	29.9	30.1	30.6	30.5	29.2	32.6	33.9	34.8	34.6
Islande	31.0	33.6	33.5	30.3	30.9	32.6	34.5	36.6	34.7	34.6	33.4	31.8	32.1	33.5	32.2	33.5	35.5	33.3	34.8	33.4
Irlande	30.0	30.6	31.0	31.6	35.3	36.3	34.9	34.5	35.2	34.6	37.9	36.4	35.2	35.9	38.8	39.6	41.7	43.9	44.3	..
Luxembourg	35.8	35.7	34.5	34.3	34.9	38.2	38.2	38.4	39.7	48.4	49.6	53.8	54.9	52.3	52.9	53.5	53.0	..	..	..
Pays-Bas	39.2	40.6	42.4	43.2	42.0	43.3	44.5	45.9	47.0	49.2	49.5	50.5	50.9	51.4	52.8	53.5	53.8	55.3	54.3	54.4
Norvège	38.3	40.5	41.1	43.3	43.5	46.6	48.4	49.6	48.5	49.6	50.9	51.0	52.0	51.9	54.2	52.8	53.2	53.1	54.4	56.1
Portugal	20.8	21.0	21.5	22.5	24.3	23.5	23.4	22.7	23.0	24.8	28.1	30.5	29.5	30.0	31.4	33.3	..	..	..	..
Espagne	19.4	21.4	21.2	21.9	22.5	22.6	23.0	23.7	22.8	24.3	25.3	26.5	27.1	28.4	29.7	31.2	31.4	33.5	33.2	..
Suède	41.3	42.7	45.7	46.7	46.6	49.4	49.5	47.7	48.8	50.5	55.1	58.0	57.5	56.4	56.6	58.3	58.9	59.9	59.6	59.4
Suisse	24.1	24.2	25.3	26.4	26.5	26.2	26.4	28.8	29.7	32.1	33.9	33.7	33.8	33.1	32.8	32.8	33.3	33.9	34.7	34.4
Turquie	19.9	22.1	21.8	23.8	23.7	23.7	27.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays européens	31.1	32.3	33.4	34.1	34.8	36.0	36.3	37.2	37.5	39.2	40.8	41.9	42.1	41.9	42.8	43.5	44.0	45.1	45.5	49.0
Australie	25.3	26.0	25.9	26.7	26.7	27.3	25.4	26.9	28.7	29.3	30.0	30.4	29.3	30.2	31.3	32.4	32.6	31.8	33.3	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total des petits pays	30.3	31.4	32.3	33.1	33.7	34.8	34.8	35.6	36.1	37.7	39.2	40.3	40.4	40.5	41.3	41.7	42.1	42.8	43.2	49.0
Total de l'OCDE	28.9	29.5	30.6	31.5	31.2	31.2	31.6	32.2	33.3	33.1	33.7	34.1	34.1	35.0	36.0	36.2	36.4	36.1	35.9	35.9
Quatre grands pays européens	35.2	36.0	36.9	37.9	37.7	37.6	37.2	38.1	39.2	39.7	41.0	41.5	41.3	41.6	42.7	43.6	44.8	45.1	45.4	46.2
OCDE Europe	34.0	34.9	35.8	36.8	36.8	37.1	36.9	37.8	38.7	39.5	40.9	41.6	41.6	41.7	42.8	43.6	44.5	45.1	45.4	47.0
CEE	34.1	34.9	35.9	36.8	36.8	36.9	36.6	37.4	38.4	39.0	40.2	40.9	41.0	41.3	42.3	43.2	44.3	44.9	45.2	46.9
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	31.2	31.9	32.4	33.1	33.3	33.8	33.3	33.9	35.2	35.8	36.5	37.0	36.5	37.5	38.8	39.2	40.1	40.1	40.2	40.8

Source: Comptes Nationaux (publication annuelle de l'OCDE). Les données ci-dessus ont été établies d'après les définitions standardisées du système de comptabilité commun à l'OCDE et aux Nations Unies. (Voir *Système de Comptabilité Nationale*, Serie F, No.2, Rev.3, Nations Unies, 1970.)

Pourcentages des groupes de pays. Les pourcentages pour chaque groupe de pays ont été obtenus à partir des totaux du PIB et des ressources courantes des administrations publiques de tous les pays du groupe, après conversion en dollars des Etats-Unis aux taux de change de l'année courante. Les pourcentages des groupes de pays ne couvrent que les pays pour lesquels des données sont montrées dans le tableau.

Les ressources courantes des administrations publiques consistent principalement en impôts directs et indirects et contributions des employés et employeurs à la sécurité sociale. Cette rubrique apparaît à la ligne 21 du tableau 6 (Compte de revenu et dépenses) des Comptes Nationaux, Volume II, Tableaux détaillés.

Tableau R 10. Prix à la consommation
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Etats-Unis	2.8	4.2	5.4	5.9	4.3	3.3	6.2	11.0	9.1	5.8	6.5	7.7	11.3	13.5	10.4	6.1	3.2	4.3	3.5	2.0
Japon	4.0	5.3	5.2	7.7	6.1	4.5	11.7	24.5	11.8	9.3	8.1	3.8	3.6	8.0	4.9	2.7	1.9	2.2	2.1	0.4
Allemagne	1.4	2.9	1.9	3.4	5.3	5.5	6.9	7.0	6.0	4.5	3.7	2.7	4.1	5.5	6.3	5.3	3.3	2.4	2.2	-0.2
France	2.7	4.5	6.4	5.2	5.5	6.2	7.3	13.7	11.8	9.6	9.4	9.1	10.8	13.6	13.4	11.8	9.6	7.4	5.8	2.7
Royaume-Uni	2.5	4.7	5.4	6.4	9.4	7.1	9.2	16.0	24.2	16.5	15.8	8.3	13.4	18.0	11.9	8.6	4.6	5.0	6.1	3.4
Italie ^a	2.0	1.3	2.8	5.1	5.0	5.6	10.4	19.4	17.2	16.5	18.1	12.4	15.7	21.1	18.7	16.3	15.0	10.6	8.6	6.1
Canada	3.6	4.0	4.5	3.4	2.8	4.8	7.6	10.9	10.8	7.5	8.0	8.9	9.2	10.2	12.5	10.8	5.9	4.3	4.0	4.2
Total des pays ci-dessus ^b	2.7	4.1	5.0	5.7	4.9	4.3	7.5	13.3	10.9	7.9	8.0	7.0	9.3	12.2	10.0	7.0	4.4	4.4	3.8	2.0
Autriche	4.0	2.8	3.1	4.4	4.7	6.3	7.6	9.5	8.4	7.3	5.5	3.6	3.7	6.4	6.8	5.4	3.3	5.6	3.2	1.7
Belgique	2.9	2.7	3.8	3.9	4.3	5.5	7.0	12.7	12.8	9.2	7.1	4.5	4.5	6.6	7.6	8.7	7.7	6.3	4.9	1.3
Danemark	6.9	8.6	4.2	5.8	5.8	6.6	9.3	15.3	9.6	9.0	11.1	10.0	9.6	12.3	11.7	10.1	6.9	6.3	4.7	3.6
Finlande	5.5	9.2	2.2	2.8	6.5	7.1	10.7	16.9	17.9	14.4	12.6	7.8	7.5	11.6	12.0	9.6	8.3	7.1	5.9	3.6
Grèce	1.7	0.3	2.4	3.2	3.0	4.3	15.5	26.9	13.4	13.3	12.1	12.6	19.0	24.9	24.5	21.0	20.2	18.5	19.3	23.0
Islande ^c	3.4	15.3	21.9	13.6	6.6	9.7	20.6	42.9	49.1	33.0	29.9	44.9	44.1	57.5	51.6	49.1	86.5	30.9	31.9	22.2
Irlande	3.2	4.7	7.4	8.2	8.9	8.7	11.4	17.0	20.9	18.0	13.6	7.6	13.3	18.2	20.4	17.1	10.5	8.6	5.4	3.8
Luxembourg ^{c,d}	2.2	2.6	2.3	4.6	4.7	5.2	6.1	9.5	10.7	9.8	6.7	3.1	4.5	6.3	8.1	9.4	8.7	4.6	4.1	0.3
Pays-Bas	3.5	3.7	7.5	3.6	7.5	7.8	8.0	9.6	10.2	8.8	6.4	4.1	4.2	6.5	6.7	6.0	2.8	3.3	2.3	0.2
Norvège	4.4	3.5	3.1	10.6	6.2	7.2	7.5	9.4	11.8	9.1	9.1	8.1	4.8	10.9	13.7	11.3	8.4	6.2	5.7	7.2
Portugal ^c	3.8	4.6	7.0	6.3	8.3	8.9	11.5	29.2	20.4	19.3	27.2	22.5	23.9	16.6	20.0	22.4	25.5	29.3	19.3	11.7
Espagne	6.4	4.9	2.2	5.7	8.3	8.3	11.4	15.7	16.9	17.7	24.5	19.8	15.7	15.5	14.6	14.4	12.2	11.3	8.8	8.8
Suède	4.3	1.9	2.7	7.0	7.4	6.0	6.7	9.9	9.8	10.3	11.4	10.0	7.2	13.7	12.1	8.6	8.9	8.0	7.4	4.3
Suisse	4.0	2.4	2.5	3.6	6.6	6.7	8.7	9.8	6.7	1.7	1.3	1.1	3.6	4.0	6.5	5.6	3.0	3.0	3.4	0.7
Turquie	14.0	5.3	4.8	7.9	19.0	15.4	14.0	23.9	21.2	17.4	26.0	61.9	63.5	94.3	37.6	32.7	28.8	45.6	45.0	34.5
Total des petits pays européens ^b	5.9	4.0	3.7	5.3	7.3	7.5	9.6	14.0	13.0	11.7	12.7	13.1	12.3	17.1	13.3	11.9	9.8	10.5	9.3	7.0
Australie	3.2	2.7	2.9	3.9	6.1	5.8	9.5	15.1	15.1	13.5	12.3	7.9	9.1	10.2	9.6	11.1	10.1	3.9	6.8	9.1
Nouvelle-Zélande	6.0	4.3	4.9	6.5	10.4	6.9	8.2	11.1	14.7	16.9	14.3	11.9	13.8	17.1	15.4	16.1	7.4	6.2	15.4	13.2
Total des petits pays ^b	5.5	3.8	3.6	5.2	7.2	7.3	9.6	14.1	13.3	12.1	12.7	12.5	12.0	16.3	12.9	11.9	9.8	9.5	9.0	7.4
Total de l'OCDE ^b	3.1	4.1	4.8	5.6	5.2	4.7	7.8	13.4	11.3	8.6	8.8	7.9	9.8	12.9	10.5	7.8	5.2	5.2	4.5	2.6
Quatre grands pays européens ^b	2.2	3.5	4.1	5.0	6.2	6.1	8.2	12.9	13.3	10.6	10.2	7.3	9.6	12.8	11.6	9.8	7.4	5.9	5.3	2.7
OCDE Europe ^b	3.3	3.7	4.0	5.1	6.6	6.5	8.6	13.3	13.2	10.9	11.1	9.3	10.6	14.3	12.2	10.5	8.2	7.4	6.5	4.0
CEE ^b	2.9	3.7	4.1	5.0	6.3	6.3	8.6	13.3	13.4	11.2	11.1	8.2	9.7	12.6	11.6	10.3	7.9	6.7	5.8	3.3
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis ^b	3.4	3.9	4.2	5.4	6.2	6.0	9.2	15.3	12.9	10.6	10.4	8.1	8.8	12.5	10.6	8.8	6.6	5.8	5.2	3.3

a) Indice concernant les familles d'ouvriers et d'employés.

b) Les pondérations utilisées pour obtenir les indices des agrégats sont basées sur la consommation privée et les taux de change de l'année précédente.

c) Loyers exclus.

d) A partir de 1985, nouvel indice.

Tableau R 11. Prix à la consommation
 Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels non désaisonnalisés

	1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	
Etats-Unis	3.0	3.6	6.0	9.2	11.2	12.4	8.3	7.6	4.8	5.7	7.0	6.3	7.3	9.7	10.9	13.6	15.1	10.4	10.6	9.8	4.7	5.6	1.4	4.6	4.2	4.0	3.3	3.6	1.1	1.8	
Japon	3.9	5.1	12.7	16.7	32.2	17.6	11.5	7.3	11.0	8.1	10.0	4.1	3.8	3.7	2.1	6.4	9.5	6.8	4.8	3.3	2.2	2.9	1.4	1.7	2.8	1.7	2.5	1.4	0.7	-1.2	
Allemagne	6.3	5.5	8.3	5.9	8.6	4.9	7.2	4.4	5.8	2.3	5.2	2.1	3.8	1.1	5.3	4.8	6.8	3.8	7.7	6.0	5.2	4.6	2.8	3.0	2.7	1.2	3.6	0.4	0.1	-1.6	
France	5.4	7.6	6.0	9.9	15.0	14.5	11.6	9.3	9.7	9.8	9.0	10.1	8.1	10.7	9.6	12.7	14.3	12.9	12.6	15.2	12.5	7.9	10.3	9.3	7.4	6.8	6.1	4.4	1.6	2.6	
Royaume-Uni	6.4	7.8	9.5	10.0	19.0	16.3	28.7	23.2	15.1	13.5	20.5	9.3	7.8	8.1	12.1	21.3	19.4	12.4	12.0	11.2	9.3	4.9	3.9	5.9	4.5	5.1	7.4	4.5	3.2	2.8	
Italie ^a	5.1	7.7	11.6	10.4	19.7	28.0	15.9	10.3	18.0	19.7	20.0	13.1	12.6	11.5	16.5	18.2	24.2	18.4	20.3	15.7	16.2	17.2	15.5	11.7	11.8	7.3	10.1	6.9	7.1	3.6	
Canada	4.1	6.0	7.2	10.1	10.5	12.5	9.6	11.4	6.4	6.0	8.5	9.1	8.6	9.3	9.1	9.2	9.9	11.8	13.1	12.0	11.0	9.3	4.3	5.6	4.2	3.4	4.2	3.9	4.2	4.3	
Total des pays ci-dessus	4.0	4.8	7.6	10.0	14.8	13.6	10.8	8.8	7.8	7.4	9.1	6.6	6.8	7.8	8.9	11.7	13.7	9.9	10.3	9.5	6.3	6.0	3.4	4.9	4.5	3.8	4.0	3.3	1.6	1.4	
Autriche	5.6	8.0	7.6	6.9	11.6	8.2	9.7	6.3	8.7	5.6	6.5	3.5	4.0	2.8	4.0	4.1	7.7	5.8	8.0	5.5	6.5	3.4	3.1	3.7	8.1	2.8	4.2	1.5	2.4	0.6	
Belgique	4.9	6.6	7.5	6.2	13.9	16.7	12.1	10.5	9.3	7.6	7.5	5.9	4.2	3.7	4.3	5.6	7.1	6.8	7.7	8.4	8.5	9.5	6.8	7.6	6.5	4.7	5.9	2.9	0.8	0.6	
Danemark	6.1	7.4	8.7	12.3	16.3	16.1	8.9	5.1	9.8	11.4	9.6	14.0	9.6	7.1	7.6	16.2	11.0	11.2	12.0	11.9	9.2	10.3	5.7	6.0	6.9	5.4	5.6	2.2	4.0	4.6	
Finlande	5.4	8.3	9.0	16.6	16.6	18.0	18.6	16.2	14.7	11.9	13.9	10.9	7.0	6.5	7.8	7.8	12.8	13.0	12.7	9.6	11.1	6.6	9.1	8.6	6.8	6.1	6.8	3.8	3.8	2.9	
Grèce	6.7	3.3	15.0	29.4	35.7	9.6	16.5	11.1	17.3	8.0	15.0	10.8	15.9	7.9	25.0	18.9	30.8	19.5	30.6	17.8	24.9	16.5	24.5	15.8	21.4	15.3	20.4	20.9	28.5	15.0	
Islande	11.3	15.2	19.7	28.9	48.3	44.8	56.0	41.7	27.6	35.7	27.8	29.2	52.0	46.4	31.2	68.3	56.0	52.1	57.2	40.2	46.7	63.7	99.3	82.1	19.4	17.7	38.7	32.8	23.7	10.9	
Irlande	8.3	8.8	13.0	10.9	19.0	19.0	29.6	7.2	25.8	14.0	16.5	7.8	6.5	9.7	13.6	15.9	19.9	17.2	20.7	22.8	17.2	12.0	9.7	10.7	9.2	5.5	5.9	4.5	4.5	1.8	
Luxembourg	4.9	6.8	6.3	5.0	11.8	9.7	11.4	10.4	10.8	7.4	8.1	3.4	3.0	3.1	4.7	5.7	6.9	5.8	9.3	8.0	9.3	10.7	7.6	8.9	3.2	3.4	4.8	3.5	-0.6	-1.1	
Pays-Bas	8.9	6.6	9.2	7.0	10.6	10.2	10.7	9.3	9.3	7.4	6.7	4.9	3.2	5.1	3.3	5.1	7.2	6.6	6.6	7.2	6.3	4.2	1.5	3.7	3.6	2.3	2.6	1.4	0.1	-0.8	
Norvège	7.9	7.7	7.5	6.9	10.9	8.9	13.9	10.3	9.5	7.5	10.3	8.2	8.6	7.3	3.1	5.6	12.6	12.7	16.0	10.1	12.9	9.6	9.2	5.8	7.2	4.9	6.4	5.0	6.8	10.0	
Portugal	10.4	4.0	13.0	16.4	34.7	31.0	20.6	11.0	22.4	21.5	34.7	18.5	23.8	24.2	23.6	23.1	16.7	10.8	22.4	24.4	26.8	13.8	28.2	30.1	32.0	22.1	24.4	8.9	16.0	6.5	
Espagne	7.9	9.4	9.6	16.9	13.9	18.1	17.8	14.3	18.9	18.3	25.1	29.1	16.7	17.3	14.7	16.3	15.9	14.1	15.5	13.2	16.1	12.2	13.0	10.5	12.8	9.0	10.1	6.1	11.1	6.9	
Suède	6.9	5.5	7.2	7.0	11.6	9.4	9.3	11.1	11.0	7.9	12.2	13.3	11.2	4.7	7.3	9.6	17.0	11.3	14.6	8.1	9.5	7.2	10.3	7.8	9.0	6.2	9.8	3.8	5.3	2.5	
Suisse	7.1	6.5	9.4	9.6	10.2	9.1	7.3	3.2	1.4	1.0	1.4	1.4	1.1	0.5	4.6	4.9	3.3	4.6	7.2	6.9	4.4	7.1	1.4	2.2	3.7	2.1	5.4	1.0	1.3	-0.6	
Turquie	9.3	14.5	9.5	22.4	24.7	23.8	25.9	10.6	22.5	14.5	20.4	49.0	71.6	55.7	47.1	104.2	118.1	52.8	35.4	29.8	41.4	19.9	30.8	33.5	52.1	44.6	48.7	38.7	34.6	31.8	
Total des petits pays européens	7.4	7.5	9.3	12.2	15.2	13.5	14.3	10.1	13.1	10.5	12.8	14.8	13.1	11.5	10.9	16.0	19.1	14.2	13.7	11.6	13.2	9.6	10.0	9.6	11.8	8.8	10.8	6.9	7.9	5.4	
Australie	5.3	4.9	9.0	14.9	13.1	19.3	15.2	11.0	14.7	13.6	13.4	8.9	7.2	8.5	8.6	10.7	10.6	8.9	9.3	10.9	10.4	12.8	9.8	8.2	1.7	4.4	6.8	9.1	8.6	10.1	
Nouvelle-Zélande	7.3	4.6	9.0	10.1	10.2	13.9	14.2	16.3	18.6	14.2	13.5	16.3	10.6	10.6	12.2	19.6	16.7	15.8	14.5	16.6	16.2	15.7	5.4	3.6	4.6	11.9	14.8	13.2	13.4	9.9	19.6
Total des petits pays	7.2	7.1	9.3	12.5	14.8	14.2	14.4	10.3	13.5	11.0	12.9	14.0	12.4	11.1	10.7	15.4	18.2	13.7	13.3	11.6	12.9	10.2	9.9	9.2	10.3	8.2	10.3	7.3	8.0	6.2	
Total de l'OCDE	4.4	5.2	7.8	10.3	14.8	13.7	11.3	9.0	8.7	8.0	9.7	7.8	7.8	8.4	9.2	12.3	14.4	10.5	10.8	9.8	7.3	6.6	4.3	5.5	5.3	4.4	4.8	3.8	2.3	2.0	
Quatre grands pays européens	5.9	7.0	8.6	8.7	14.5	14.0	14.4	10.7	10.9	9.8	11.8	7.7	7.3	6.9	9.6	12.3	14.2	10.5	12.2	11.4	10.1	7.8	7.4	7.0	6.0	4.8	6.4	3.7	2.6	1.6	
OCDE Europe	6.3	7.1	8.8	9.8	14.7	13.8	14.3	10.5	11.7	10.0	12.1	10.1	9.3	8.5	10.1	13.6	15.9	11.8	12.7	11.5	11.1	8.4	8.2	7.8	7.9	6.1	7.8	4.7	4.2	2.8	
CEE	6.2	7.0	8.9	9.6	14.8	14.0	14.5	10.7	11.8	10.4	12.4	9.4	7.9	7.6	9.6	12.1	13.9	10.7	12.1	11.5	10.7	8.2	7.9	7.5	7.0	5.3	6.9	4.0	3.4	2.1	
Total de l'OCDE moins les Etats-Unis	5.8	6.6	9.4	11.2	17.6	14.7	13.5	10.0	11.4	9.5	11.5	8.8	8.1	7.5	8.2	11.5	14.0	10.6	10.9	9.8	9.1	7.3	6.4	6.2	6.2	4.7	6.1	4.0	3.4	2.1	

Voir notes du tableau R10.

Tableau R12. Taux de chômage standardisés dans seize pays de l'OCDE
En pourcentage de la population active totale

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1986		1987
																	T3	T4	T1
États-Unis	5.8	5.5	4.8	5.5	8.3	7.6	6.9	6.0	5.8	7.0	7.5	9.5	9.5	7.4	7.1	6.9	6.8	6.8	6.6
Japon	1.2	1.4	1.3	1.4	1.9	2.0	2.0	2.2	2.1	2.0	2.2	2.4	2.6	2.7	2.6	2.8	2.9	2.8	2.9
Allemagne ^a	0.9	0.8*	0.8*	1.6*	3.6*	3.7*	3.6*	3.5*	3.2*	3.0*	4.4*	6.1*	8.0*	7.1	7.2	6.9	6.9	6.8	6.9
France	2.6	2.7	2.6	2.8	4.0	4.4	4.9	5.2	5.9	6.3	7.4*	8.1*	8.3*	9.7*	10.1	10.3*	10.6*	10.6*	10.9*
Royaume-Uni ^a	3.6	4.0	3.0	2.9	4.3	5.6	6.1*	5.9*	5.0*	6.4*	9.8*	11.3*	12.5*	11.7	11.3*	11.5	11.6	11.3	11.1
Italie ^b	5.3	6.3	6.2	5.3	5.8	6.6	7.0	7.1	7.6	7.5	8.3	9.0	9.8	10.2	10.5	..	10.7	..	..
Canada	6.1	6.2	5.5	5.3	6.9	7.1	8.0	8.3	7.4	7.4	7.5	10.9	11.8	11.2	10.4	9.5	9.6	9.4	9.6
Sept principaux pays	3.7	3.8*	3.4*	3.7*	5.4*	5.4*	5.4*	5.1*	4.9*	5.5*	6.4*	7.8*	8.2*	7.5*	7.4*	..	7.3*	..	..
Australie	1.9	2.6	2.3	2.6	4.8	4.7	5.6	6.2	6.2	6.0	5.7	7.1	9.9	8.9	8.2	8.0	8.2	8.3	8.3
Autriche	1.3	1.2	1.1	1.4	1.7	1.8	1.6	2.1	2.1	1.9	2.5	3.5	4.1	3.8	3.6	..	..	..	..
Belgique ^a	2.1	2.7	2.7	3.0	5.0	6.4	7.4	7.9	8.2	8.8	10.8	12.6	12.1	12.1	11.2	10.8*	10.7*	10.7*	10.8*
Finlande	2.2	2.5	2.3	1.7	2.2	3.8	5.8	7.2	5.9	4.6	5.1	5.8	5.4	5.2	5.0	5.4*	5.3	5.2*	..
Pays-Bas ^a	1.3	2.2	2.2	2.7	5.2	5.5	5.3	5.3	5.4	6.0	8.5	11.4	12.0	11.8	10.6*	9.9*	9.8*	9.6*	9.6*
Norvège	1.5	1.7	1.5	1.5	2.3	1.8	1.5	1.8	2.0	1.7	2.0	2.6	3.3	3.0	2.5	1.9	1.9	1.8	2.5*
Espagne	3.1	3.1	2.5	2.6	3.6	4.6	5.2	6.9	8.5	11.2	13.9	15.8	17.2	20.0	21.4	21.0	20.7	20.7	..
Suède	2.5	2.7	2.5	2.0	1.6	1.6	1.8	2.2	2.1	2.0	2.5	3.2	3.5	3.1	2.8	2.7	2.6	2.6	2.1
Suisse	—	—	—	—	0.4	0.7	0.4	0.3	0.3	0.2	0.2	0.4	0.9	1.1	0.9	..	0.9	..	..
Total des pays ci-dessus	3.5*	3.6*	3.2*	3.5*	5.1*	5.2*	5.2*	5.1*	5.0*	5.7*	6.6*	8.0*	8.5	8.0*	7.9*	..	7.8*	..	..
Pour mémoire																			
CEE ^c	2.9*	3.2*	2.9*	3.0*	4.3*	5.0*	5.4*	5.6*	5.7*	6.4*	8.3*	9.6*	10.7*	11.3*	11.4*	..	11.4*	..	..

a) Nouvelles séries établies d'après les enquêtes de la CEE ; voir : *Statistiques trimestrielles de la Population Active*, N° 2, 1987.

b) La mise à jour des séries indiquées est interrompue en attendant les nouvelles séries établies d'après les enquêtes de la CEE.

c) CEE : uniquement les pays ci-dessus : Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas et Espagne sont inclus dans le total de la zone.

Note : Les données ont été corrigées (dans la mesure du possible) de manière à être, d'une part comparables dans le temps, d'autre part conformes aux définitions de l'Organisation Internationale du Travail. Les corrections concernent principalement les pays dans lesquels les statistiques de chômage sont fondées sur les listes d'inscription tenues par les agences pour l'emploi. Quand cela était nécessaire, l'OCDE a essayé d'ajuster ce chômage « enregistré » afin d'inclure les chômeurs non inscrits et d'exclure les personnes ayant trouvé un emploi mais non encore radiées des listes. Pour plusieurs pays la procédure d'ajustement utilisée est semblable à celle du Ministère du Travail des États-Unis. De légères différences peuvent néanmoins apparaître essentiellement parce que les taux publiés par le Ministère du Travail des États-Unis se rapportent à la population active civile et non à la population active totale. Les chiffres corrigés par l'OCDE sont suivis d'un astérisque (*). Une rupture dans la série est marquée par (t). Une révision de la série est marquée par (R). Les données ci-dessus sont des moyennes de données trimestrielles ou mensuelles.

Pour une description plus détaillée des sources et méthodes utilisées, consulter la brochure *Taux de chômage standardisés. Sources et Méthodes* (OCDE, 1985).

Tableau R 13. **Balances courantes^a**

Millions de dollars

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Etats-Unis	2 330	-1 434	-5 795	7 150	1 960	18 130	4 210	-14 510	-15 440	-1 000	1 870	6 330	-9 130	-46 610	-106 460
Japon	1 970	5 797	6 624	-136	-4 693	-682	3 680	10 918	16 624	-8 754	-10 746	4 770	6 848	20 800	35 006
Allemagne	873	795	856	4 624	10 277	4 074	3 913	4 082	8 963	-6 018	-15 671	-5 196	4 065	4 141	6 991
France	68	525	284	1 475	-3 905	2 672	-3 421	-430	6 998	5 189	-4 167	-4 742	-12 066	-4 686	-831
Royaume-Uni	2 017	2 747	482	-2 641	-7 937	-3 502	-1 653	-237	1 851	-1 519	6 809	12 375	6 874	4 752	1 706
Italie	771	1 576	2 004	-2 531	-8 016	-581	-2 816	2 465	6 198	5 479	-9 681	-8 117	-5 475	779	-2 894
Canada	989	366	-286	310	-1 328	-4 551	-4 154	-4 064	-4 299	-4 155	-963	-5 113	2 358	2 386	2 595
Autriche	-67	-79	-148	-270	-466	-192	-1 054	-2 135	-634	-1 054	-1 652	-1 344	477	221	-197
Belgique-Luxembourg	687	669	1 309	1 329	757	163	389	-1 032	-978	-3 033	-5 027	-4 162	-2 335	-362	-33
Danemark	-546	-422	-66	-478	-947	-552	-1 991	-1 722	-1 412	-2 967	-2 453	-1 853	-2 248	-1 180	-1 630
Finlande	-239	-339	-113	-388	-1 228	-2 131	-1 120	-106	665	-156	-1 401	-403	-810	-940	-17
Grèce	-407	-341	-399	-1 189	-1 141	-953	-928	-1 078	-955	-1 888	-2 209	-2 408	-1 897	-1 878	-2 132
Islande	8	-45	-20	-13	-155	-144	-24	-49	30	-21	-69	-145	-257	-54	-128
Irlande	-191	-190	-136	-233	-686	-124	-431	-525	-846	-2 101	-2 134	-2 564	-1 868	-1 151	-906
Pays-Bas	-486	-118	1 354	2 422	2 216	1 987	2 708	613	-1 474	-2 050	-2 938	3 985	3 586	3 747	4 970
Norvège	-242	-516	-58	-349	-1 103	-2 430	-3 733	-5 037	-2 109	-1 048	1 104	2 191	665	2 056	2 985
Portugal	117	174	350	351	-829	-819	-1 289	-1 498	-792	-49	-1 256	-2 794	-3 142	-1 493	-582
Espagne	79	856	571	557	-3 237	-3 493	-4 292	-1 910	1 570	1 124	-5 127	-4 812	-4 165	-2 545	2 037
Suède	-264	351	561	1 435	-551	-354	-1 630	-2 124	-282	-2 365	-4 495	-2 795	-3 526	-944	387
Suisse	70	83	220	281	171	2 587	3 369	3 441	4 398	2 444	-541	2 749	3 964	3 847	4 374
Turquie	-70	24	124	615	-634	-1 648	-2 029	-3 140	-1 265	-1 413	-3 408	-1 919	-863	-1 898	-1 408
Australie	-833	-867	401	413	-2 840	-1 081	-2 010	-3 144	-4 568	-2 660	-4 223	-8 516	-8 495	-5 936	-8 478
Nouvelle-Zélande	-184	-68	46	157	-1 577	-1 330	-944	-847	-492	-683	-925	-1 166	-1 622	-1 185	-1 582
Total	6 450	9 544	8 165	12 891	-25 892	5 046	-15 250	-22 069	11 751	-28 698	-69 303	-25 649	-29 062	-28 133	-66 228

a) Biens, services et tous les paiements de transferts.

176

Tableau R 14. **Balances courantes^a**

Millions de dollars

	1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985	
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II
Etats-Unis	-5 805	-8 705	-10 685	-4 755	-545	-455	-3 110	4 980	4 685	1 645	2 340	-11 470	-13 690	-32 920	-48 070	-58 390	-55 535	-62 145
Japon	4 322	6 596	10 009	6 615	-282	-8 474	-8 379	-2 367	1 558	3 213	3 528	3 320	9 348	11 452	16 610	18 396	21 827	27 342
Allemagne	2 064	2 017	3 544	5 420	-267	-5 752	-7 091	-8 582	-5 708	509	952	3 113	3 394	747	1 738	5 253	4 557	8 644
France	-1 074	641	2 752	4 246	3 201	1 986	-1 556	-2 617	-1 058	-3 683	-5 687	-6 379	-4 307	-379	-970	139	-391	221
Royaume-Uni	-1 309	1 072	620	1 231	-1 154	-365	-384	7 192	9 861	2 513	2 796	4 078	2 345	2 407	1 287	419	1 416	2 364
Italie	82	2 383	3 007	3 190	4 247	1 233	-2 289	-7 393	-5 762	-2 355	-3 466	-2 009	395	384	-1 628	-1 266	-3 568	-639
Canada	-2 220	-1 845	-1 766	-2 533	-2 343	-1 812	-1 197	234	-2 220	-2 894	451	1 907	2 131	255	636	1 959	1 072	-1 504

a) Biens, services et tous les paiements de transferts ; chiffres semestriels désaisonnalisés.

Tableau R 15. Taux de change vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, en monnaie nationale

Moyenne des taux journaliers

	Unité monétaire	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Etats-Unis	Dollar	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	0.9999	0.9999	0.9999	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000	1.0000
Japon	Yen	308.00	271.49	291.79	296.82	296.54	268.48	210.44	219.20	226.70	220.59	249.08	237.48	237.55	238.62	168.52
Allemagne	Deutschemark	3.1890	2.6715	2.5864	2.4603	2.5185	2.3222	2.0086	1.8328	1.8172	2.2592	2.4266	2.5533	2.8464	2.9437	2.1719
France	Franc	5.0443	4.4538	4.8092	4.2872	4.7803	4.9135	4.5118	4.2546	4.2261	5.4343	6.5720	7.6212	8.7394	8.9841	6.9269
Royaume-Uni	Livre	0.4004	0.4082	0.4275	0.4517	0.5566	0.5732	0.5214	0.4720	0.4302	0.4977	0.5726	0.6598	0.7515	0.7793	0.6822
Italie	Lire	583.2	582.0	650.3	652.7	832.1	882.4	848.7	830.9	856.4	1136.5	1352.7	1518.9	1756.7	1909.4	1491.0
Canada	Dollar	0.9908	0.9999	0.9777	1.0170	0.9858	1.0634	1.1406	1.1710	1.1693	1.1989	1.2334	1.2324	1.2950	1.3658	1.3894
Autriche	Schilling	23.115	19.594	18.693	17.421	17.939	16.524	14.530	13.369	12.940	15.923	17.059	17.968	20.007	20.685	15.268
Belgique-Luxembourg	Franc	44.015	38.963	38.958	36.788	38.610	35.843	31.500	29.313	29.253	37.137	45.698	51.130	57.762	59.428	44.685
Danemark	Couronne	6.977	6.033	6.085	5.741	6.044	6.001	5.511	5.260	5.636	7.120	8.333	9.145	10.355	10.594	8.089
Finlande	Markka	4.1631	3.8184	3.7633	3.6690	3.8557	4.0206	4.1065	3.8871	3.7196	4.3044	4.8128	5.5647	6.0031	6.1963	5.0704
Grèce	Drachme	30.00	29.64	30.00	32.02	36.52	36.83	36.73	37.04	42.64	55.34	66.65	87.90	112.66	138.05	139.48
Islande	Couronne	0.877	0.924	0.992	1.533	1.819	1.988	2.708	3.533	4.799	7.206	12.296	24.853	31.726	41.537	42.108
Irlande	Livre	0.4004	0.4082	0.4275	0.4517	0.5566	0.5732	0.5214	0.4886	0.4866	0.6216	0.7043	0.8047	0.9228	0.9457	0.7466
Pays-Bas	Florin	3.2095	2.7941	2.6882	2.5299	2.6445	2.4547	2.1638	2.0059	1.9876	2.4955	2.6703	2.8537	3.2088	3.3223	2.4497
Norvège	Couronne	6.5882	5.7443	5.5227	5.2233	5.4568	5.3216	5.2414	5.0628	4.9368	5.7318	6.4510	7.2958	8.1604	8.5938	7.3918
Portugal	Escudo	27.01	24.37	25.24	25.48	30.15	38.23	43.92	48.90	49.99	61.53	79.39	110.79	146.38	169.93	148.17
Espagne	Peseta	64.29	58.16	57.64	57.40	66.93	76.01	76.70	67.15	71.72	92.26	109.80	143.52	160.80	170.06	139.97
Suède	Couronne	4.7624	4.3541	4.4333	4.1505	4.3566	4.4806	4.5168	4.2867	4.2292	5.0598	6.2822	7.6671	8.2731	8.6022	7.1236
Suisse	Franc	3.8193	3.1691	2.9785	2.5818	2.4995	2.4036	1.7882	1.6631	1.6761	1.9663	2.0296	2.0994	2.3497	2.4574	1.7984
Turquie	Livre	14.15	14.00	14.00	14.30	15.78	17.83	24.04	37.53	76.04	110.16	160.75	223.67	363.46	519.57	669.03
Australie	Dollar	0.8387	0.7020	0.6930	0.7596	0.8158	0.9003	0.8725	0.8946	0.8771	0.8694	0.9860	1.1091	1.1406	1.4317	1.4960
Nouvelle-Zélande	Dollar	0.8368	0.7319	0.7081	0.8259	0.9984	1.0252	0.9608	0.9783	1.0271	1.1534	1.3325	1.4962	1.7670	2.0255	1.9166

177

Tableau R 16. Taux de change effectifs

Indices T1 1970 = 100, moyenne des taux journaliers

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Etats-Unis	90.2	84.0	85.1	85.3	89.1	88.5	80.4	79.1	80.1	85.9	94.5	98.0	103.6	106.7	87.6
Japon	111.0	119.0	109.3	108.1	113.4	126.2	154.6	143.6	139.2	156.1	146.8	161.5	169.7	174.1	227.6
Allemagne	106.0	115.9	121.7	122.5	130.5	139.3	147.3	153.6	155.7	151.2	159.3	167.8	167.7	170.9	185.9
France	99.4	101.4	93.9	102.3	99.9	93.9	93.1	93.3	94.8	90.2	83.4	78.5	76.8	78.2	80.3
Royaume-Uni	96.1	85.0	81.7	75.2	64.9	61.8	62.4	65.6	72.5	74.8	71.9	67.3	64.6	65.3	59.8
Italie	97.7	86.6	77.8	73.7	61.8	56.6	53.0	51.0	49.6	45.4	42.6	41.7	40.2	38.5	39.4
Canada	105.7	102.3	105.6	101.3	106.8	98.5	89.0	85.7	85.8	85.8	85.8	87.2	83.8	80.1	74.2
Autriche	100.1	104.1	108.1	110.6	114.5	119.0	119.4	120.2	125.5	125.3	129.0	131.6	132.3	135.6	141.1
Belgique-Luxembourg	102.1	102.8	103.9	105.6	108.1	113.6	117.3	117.9	117.9	113.7	103.2	100.7	98.8	100.7	106.2
Danemark	98.7	103.8	103.1	105.6	107.8	105.8	106.3	103.3	95.9	90.8	86.9	87.7	85.5	86.0	90.1
Finlande	92.5	90.8	92.7	91.5	93.7	88.1	79.9	79.5	82.7	85.2	86.3	81.8	83.0	84.5	82.3
Grèce	90.5	82.6	83.5	76.0	71.5	69.6	61.9	60.0	52.7	48.9	44.8	38.4	32.5	28.6	22.0
Islande	92.7	80.3	75.8	47.1	44.4	40.9	27.9	19.8	14.6	11.7	8.2	4.6	3.6	2.8	2.2
Irlande	98.7	93.7	91.5	87.9	82.6	79.8	79.8	78.7	75.3	69.0	67.9	65.9	62.2	61.8	66.1
Pays-Bas	102.5	105.6	110.3	113.9	117.0	122.0	124.4	126.5	128.7	124.0	131.0	134.4	132.2	133.5	144.7
Norvège	99.4	104.0	108.9	111.9	113.7	113.4	108.5	107.1	108.9	111.2	111.1	108.8	109.0	107.2	100.2
Portugal	96.7	99.3	96.2	92.7	86.7	67.6	53.2	44.4	43.7	43.4	39.1	31.4	25.1	23.2	21.3
Espagne	100.2	101.4	103.5	100.2	92.9	80.9	72.7	80.5	76.4	71.0	66.7	55.5	54.3	54.5	54.0
Suède	100.2	99.3	97.2	101.0	102.7	98.0	88.5	88.0	89.1	89.4	80.5	71.4	73.3	73.0	71.0
Suisse	102.5	111.3	120.2	133.5	151.2	152.9	188.7	190.3	188.5	195.5	209.5	220.2	219.5	221.0	238.7
Turquie	58.8	90.2	90.2	86.1	85.0	73.7	50.0	32.6	15.4	12.2	9.3	7.2	4.9	3.6	2.3
Australie	99.4	110.8	114.5	104.6	104.3	90.4	83.8	80.2	83.8	90.7	85.7	78.6	80.6	65.1	51.4
Nouvelle-Zélande	100.0	105.8	110.0	97.7	87.6	84.1	81.9	78.0	74.0	69.5	64.8	61.0	53.7	49.4	44.7

OFFRES D'EMPLOI

Département des affaires économiques et statistiques

OCDE

A. **Administrateur.** Un certain nombre de postes d'économistes pourraient se libérer en 1987 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. Qualifications et expérience *requises*: diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques; bonne connaissance des méthodes statistiques et économétrie appliquée; deux ou trois années d'expérience de l'analyse économique appliquée; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français). Autres qualifications et expérience *souhaitées*: connaissance des problèmes économiques et de sources de données d'un certain nombre de pays Membres; aptitude confirmée à rédiger; expérience de l'estimation, de la simulation et de l'application des modèles économiques informatisés; notions de la deuxième langue officielle.

B. **Administrateur Principal.** Un certain nombre de postes d'économistes de haut niveau pourraient se libérer en 1987 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. Qualifications et expérience *requises*: diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques; vaste expérience de l'analyse économique appliquée, de préférence acquise auprès d'une banque centrale, d'un ministère de l'économie ou des finances ou d'un institut de recherche économique; bonne connaissance des méthodes statistiques et de l'économétrie appliquée; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français) et aptitude confirmée à rédiger dans cette langue. Autres qualifications et expérience *souhaitées*: expérience de l'utilisation de l'analyse économique pour la formulation d'avis concernant l'orientation de l'action; très bonne connaissance de l'économie de plusieurs pays de l'OCDE; expérience des modèles économiques informatisés; bonne connaissance de la deuxième langue officielle.

Il est offert pour ces postes un traitement de base à partir de FF 200 556 ou FF 247 452 (Administrateur) et de FF 288 792 (Administrateur Principal), à quoi s'ajoutent d'autres allocations selon la situation de famille et le lieu de résidence de l'agent.

L'engagement initial sera de durée déterminée (deux ou trois ans).

Ces postes sont ouverts aux candidats des deux sexes ressortissants des pays Membres de l'OCDE. Les candidatures en anglais ou en français, accompagnées d'un curriculum vitæ, doivent être envoyées, sous la référence "ECST", à l'adresse suivante :

Chef du Personnel
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
FRANCE

SECRETARIAT DE L'OCDE

OFFRES D'EMPLOI

Des vacances d'emploi pourraient se dégager à plus ou moins brève échéance pour des personnes qualifiées dans les domaines suivants :

Administration publique	Études urbaines
Balance des paiements	Fiscalité
Comptes nationaux	Ingénierie nucléaire
Économie agricole	Macro-économie
Économie du développement	Physique nucléaire
Économie de l'énergie	Politique de l'éducation
Économie de l'industrie	Affaires sociales
Économie du travail	Statistiques
Économie monétaire	Informatique
Économétrie	

Une excellente connaissance d'une des deux langues officielles de l'Organisation (anglais et français) et l'aptitude à bien rédiger dans cette langue sont requises; bonne connaissance de l'autre langue souhaitée.

Les candidatures en anglais ou en français (spécifiant le domaine de spécialisation et contenant un curriculum vitæ) doivent être envoyées, avec la mention «PROF» à la Division du personnel de l'OCDE.

**Division du personnel
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
FRANCE**

•

Ces postes sont ouverts aux candidats des deux sexes ressortissants des pays Membres de l'OCDE.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES ÉCONOMIQUES

du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE : Statistiques rétrospectives

Cette publication annuelle retrace l'évolution des économies des pays de l'OCDE au cours des vingt dernières années. Elle fournit des données historiques sur lesquelles se fondent les *Perspectives Économiques* de l'OCDE.

Statistiques rétrospectives 1960-1984 (juin 1986) 166 pages F85.00 £8.50 US\$17.00 DM37.00

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE par le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement

Études annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et de la politique économiques.

Au numéro F28.00 £2.80 US\$6.00 DM12.00

La Série 1986-1987 F400.00 £40.00 US\$80.00 DM180.00

REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE

Cette publication semestrielle, réalisée par le Département des affaires économiques et statistiques du Secrétariat de l'OCDE, contient des articles axés sur des analyses macro-économiques et statistiques appliquées qui sont faites, généralement, dans une optique internationale ou comparative. Un grand nombre de ces articles s'inspirent de documents destinés aux Comités intergouvernementaux de l'OCDE.

Au numéro F80.00 £8.00 US\$16.00 DM36.00

Abonnement 1987 F140.00 £14.00 US\$28.00 DM62.00

	TITRES	AUTEURS			
Printemps 1987	Déséquilibres des comptes courants et mécanismes d'ajustement	Andrew Dean et Val Koromzay			
	L'internationalisation des marchés de capitaux et la répartition du capital	Mitsuhiro Fukao et Masaharu Hanazaki			
	Comparaisons internationales du niveau de la fiscalité : écueils et éclairages	K.C. Messere et J.P. Owens			
	Mutations micro-économiques et désinflation salariale macro-économique dans les années 80	James H. Chan-Lee, David T. Coe et Menachem Prywes			
	Biens et services dans les pays de l'OCDE	Derek Blades			
(13 87 01 2) ISBN 92-64-22950-7, 202 pages	F80.00	£8.00	US\$16.00	DM36.00	
Automne 1986	Les modèles appliqués d'équilibre général : une évaluation de leur utilité pour l'analyse des politiques économiques	Antonio M. Borges			
	Taux marginaux d'imposition du travail et du capital dans les pays de l'OCDE	Michael J. McKee, Jacob J.C. Visser et Peter G. Saunders			
	La dette publique dans une perspective à moyen terme	Jean-Claude Chouraqui, Brian Jones et Robert Bruce Montador			
	Endettement international et liaisons économiques entre les pays en développement et la zone de l'OCDE	Paul Saunders et Andrew Dean			
Profit pur et q de Tobin dans neuf pays de l'OCDE	James H. Chan-Lee				
(13 86 02 1) ISBN 92-64-22890-X, 266 pages	F80.00	£8.00	US\$16.00	DM36.00	
Printemps 1986	Flexibilité du marché du travail	Friedrich Klau et Axel Mittelstädt			
	Dynamique des prix et concurrence dans cinq pays de l'OCDE	David Encaoua et Paul Geroski			
	L'offre dans le modèle macro-économique de l'OCDE	John Helliwell, Peter Sturm, Peter Jarrett et Gérard Salou			
	Structures des prix internationaux et parités de pouvoir d'achat	Peter Hill			
(13 86 01 2) ISBN 92-64-22825-X, 180 pages	F80.00	£8.00	US\$16.00	DM36.00	

PUBLICATIONS

du Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE

PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET DÉPENSES RÉELLES DANS LES PAYS DE L'OCDE, par Michael Ward.

Par convention, dans les comparaisons économiques internationales on utilise les taux de change pour la conversion des monnaies. On obtient ainsi des données dans une unité monétaire commune mais évaluée à partir de groupes de prix différents. La conversion des monnaies à l'aide des Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) permet d'obtenir des données dans une unité monétaire commune évaluée à partir d'un même groupe de prix. Ce rapport présente des estimations des dépenses réelles de 18 pays de l'OCDE fondées sur les PPA calculées pour l'année 1980.

Décembre 1985, 98 pages F60.00 £6.00 US\$12.00 DM26.00

LA MESURE DES EFFETS DE L'INFLATION SUR LE REVENU, L'ÉPARGNE ET LE PATRIMOINE. Rapport préparé par Jack Hibbert pour l'OCDE et l'OSCE.

Ce rapport, complété des données statistiques disponibles dans six pays de l'OCDE (Canada, Allemagne, France, Japon, Royaume-Uni, États-Unis), traite de la définition et de la mesure des gains et pertes dus à l'inflation dans le cadre de la comptabilité nationale sur les diverses sortes d'actifs et de passifs au cours des dix dernières années : ménages, entreprises, administrations publiques.

Juin 1983, 170 pages F70.00 £7.00 US\$14.00 DM32.00

FLUX ET STOCKS DE CAPITAL FIXE, 1955-1980

Les données sont présentées sous la forme de tableaux standards comportant une même décomposition des stocks brut et net, de l'investissement et de la consommation de capital fixe, par type de biens, et ce à prix courants et à prix constants (coût de remplacement).

Février 1983, 40 pages F30.00 £3.00 US\$6.00 DM15.00

BÉNÉFICES ET TAUX DE RENDEMENT, par T.P. Hill

Le rapport a pour objet la mesure des bénéfices et des taux de rendement du capital. Il est consacré à l'étude des questions conceptuelles et théoriques concernant, par exemple, l'inflation et la comptabilité aux prix courants en l'opposant aux prix historiques. Des données statistiques au niveau macroéconomique sont données pour certains pays Membres de l'OCDE.

Août 1979, 138 pages F60.00 £7.30 US\$15.00 DM30.00

ÉVOLUTION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Contient une analyse des facteurs responsables de l'augmentation rapide des dépenses publiques enregistrées dans les pays de l'OCDE entre le milieu des années 50 et le milieu des années 70, ainsi qu'un examen des choix qu'il pourra être nécessaire d'opérer et des problèmes de financement qui sont susceptibles de se poser dans l'avenir.

Juin 1978, 106 pages F36.00 £4.40 US\$9.00 DM18.00

Série « Études monétaires de l'OCDE »

GESTION DU TAUX DE CHANGE ET CONDUITE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Cette étude analyse le rôle du taux de change dans la formulation de la politique monétaire. Elle examine comment la conduite de la politique monétaire affecte le taux de change et, inversement, la façon dont la gestion du taux de change influe sur l'évolution monétaire. L'étude évalue également les conflits qui peuvent surgir entre les objectifs monétaires internes et la stabilité du taux de change ainsi que les implications qui en découlent pour la conduite de la politique monétaire.

Août 1985, 180 pages F88.00 £8.80 US\$18.00 DM39.00

FINANCEMENT DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET CONTRÔLE MONÉTAIRE

Cette étude examine les problèmes posés par la persistance de déficits budgétaires élevés en présence d'objectifs monétaires restrictifs. Elle traite, d'une part des conséquences du financement de déficits budgétaires importants pour les politiques de contrôle des agrégats monétaires et, d'autre part, de la mesure dans laquelle des emprunts accrus du secteur public peuvent entraver le financement du secteur privé. L'expérience en matière de financement du déficit budgétaire dans dix pays de l'OCDE, dont les sept grands pays Membres, y est analysée en détail sur la période 1965-1980.

Mars 1982, 134 pages F58.00 £5.80 US\$13.00 DM29.00

OBJECTIFS MONÉTAIRES ET LUTTE CONTRE L'INFLATION

Cette étude analyse les changements notables intervenus dans la régulation monétaire durant la dernière décennie, du fait de l'adoption, dans plusieurs pays, d'objectifs de croissance monétaire ou d'expansion du crédit dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

Juillet 1979, 114 pages F38.00 £4.60 US\$9.50 DM19.00

Autres publications de l'OCDE

OCDE : PERSPECTIVES DE L'EMPLOI

Pour ramener le chômage, qui sévit actuellement à des taux élevés, à un niveau plus acceptable, il faut continuer d'élaborer toute une série de politiques du marché du travail et de mesures économiques et sociales. Ce rapport, outre l'évaluation qu'il consacre chaque année aux tendances récentes et aux perspectives à court terme, analyse certaines évolutions importantes du marché du travail en vue d'aider les pouvoirs publics et les interlocuteurs sociaux à formuler des politiques susceptibles d'accroître l'emploi et de réduire le chômage.

Septembre 1986, 168 pages F110.00 £11.00 US\$24.00 DM49.00
 Une nouvelle édition des *Perspectives de l'emploi* paraîtra en septembre 1987.

FLEXIBILITÉ ET MARCHÉ DU TRAVAIL. Le débat aujourd'hui. Novembre 1986, 160 pages	F75.00	£7.50	US\$15.00	DM33.00
COÛTS ET AVANTAGES DES MESURES DE PROTECTION Décembre 1985, 290 pages	F120.00	£12.00	US\$24.00	DM53.00
STATISTIQUES DE RECETTES PUBLIQUES DES PAYS MEMBRES DE L'OCDE 1965-1985 Septembre 1986, 260 pages	F155.00	£15.50	US\$31.00	DM69.00
L'AGRICULTURE DES PAYS DE L'OCDE : PROBLÈMES ET DÉFIS DES ANNÉES 1980 Avril 1984, 170 pages	F130.00	£13.00	US\$26.00	DM58.00
POLITIQUES D'AJUSTEMENT POSITIVES. Maîtriser le changement structurel Février 1983, 136 pages	F62.00	£6.20	US\$12.50	DM31.00
TRANSPARENCE ET AJUSTEMENT POSITIF. Identification et évaluation des interventions de l'État Septembre 1983, 294 pages	F95.00	£9.50	US\$19.00	DM43.00
INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES :				
LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OCDE A L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES				
Avril 1986, 98 pages	F60.00	£6.00	US\$12.00	DM27.00
L'AJUSTEMENT STRUCTUREL ET LES ENTREPRISES MULTINATIONALES				
Novembre 1985, 76 pages	F55.00	£5.50	US\$11.00	DM25.00
L'INDUSTRIE EN MUTATION. L'expérience des années 70 et les perspectives pour la décennie 80 Juillet 1983, 252 pages	F85.00	£8.50	US\$17.00	DM38.00
LE SYSTÈME GÉNÉRALISÉ DE PRÉFÉRENCES. Examen de la première décennie Mai 1983, 106 pages	F55.00	£5.50	US\$11.00	DM25.00
POLITIQUE DE LA CONCURRENCE ET LES ENTREPRISES COMMUNES Décembre 1986, 140 pages.	F65.00	£6.50	US\$13.00	DM29.00
FINANCEMENT ET DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. Étude 1985 Juillet 1986, 244 pages	F95.00	£9.50	US\$19.00	DM42.00
INVESTIR DANS LES ZONES FRANCHES INDUSTRIELLES D'EXPORTATION Décembre 1984, 92 pages	F55.00	£5.50	US\$11.00	DM24.00
LES NOUVELLES FORMES D'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT Juillet 1984, 154 pages	F65.00	£6.50	US\$13.00	DM30.00
BANQUES INTERNATIONALES ET PLACES FINANCIÈRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT Novembre 1984, 112 pages	F65.00	£6.50	US\$13.00	DM29.00
LES BANQUES ARABES ET ISLAMIQUES. De nouveaux partenaires commerciaux pour les pays en développement Mars 1984, 184 pages	F175.00	£17.50	US\$35.00	DM78.00
L'INTERDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET L'ÉVOLUTION DES RELATIONS NORD-SUD Mai 1983, 90 pages	F45.00	£4.50	US\$9.00	DM18.00

LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Les statistiques économiques relatives aux vingt-quatre pays Membres de l'OCDE – disponibles sous forme de publications, de bandes magnétiques, de disquettes et de microfiches – sont utiles à la fois pour des analyses économiques et des études de marchés.

Ces données, qu'aucune autre source ne fournit dans leur ensemble, couvrent aussi bien la situation économique de chacun des pays Membres de l'OCDE que la zone de l'OCDE tout entière.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (*mensuel*) Publication – bande magnétique – disquette.

Présente, en chiffres et en graphiques, l'évolution économique récente de la zone de l'OCDE au moyen de deux mille indicateurs portant sur les sujets suivants : comptes nationaux, production industrielle, livraisons, stocks et commandes, construction, commerce intérieur, main-d'œuvre, salaires, prix, finances internes, finances extérieures, commerce extérieur et balance des paiements.

Abonnement 1987 (édition imprimée) F360.00 £36.00 US\$72.00 DM160.00

STATISTIQUES MENSUELLES DU COMMERCE EXTÉRIEUR (*Série A*). Publication – bande magnétique.

Présente les statistiques mensuelles du commerce extérieur des vingt-quatre pays Membres, ventilées par origine et destination. D'autre part, le commerce par grandes catégories de produits, ainsi que des indices de volume et de valeurs moyennes, sont présentés dans des tableaux distincts.

Abonnement 1987 (édition imprimée) F340.00 £34.00 US\$68.00 DM150.00

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS. Publication – bande magnétique.

Met à la disposition du lecteur les données trimestrielles les plus récentes selon le système des comptes nationaux propre à chacun des pays, ainsi que des estimations, établies par le Secrétariat, du PIB et des principales catégories de dépenses pour l'ensemble de l'OCDE, les pays Membres d'Europe et la CEE.

Abonnement 1987 (édition imprimée) F160.00 £16.00 US\$32.00 DM70.00

STATISTIQUES TRIMESTRIELLES DE LA POPULATION ACTIVE. Publication – bande magnétique.

Fournit les données les plus récentes sur la population, la population active, l'emploi et le chômage.

Abonnement 1987 (édition imprimée) F120.00 £12.00 US\$24.00 DM53.00

INDICATEURS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES (*trimestriel*). Publication – bande magnétique.

Fournit des indices de la production, des commandes enregistrées, des livraisons, des prix et de l'emploi dans les industries extractives, les industries manufacturières et les entreprises de services publics.

Abonnement 1987 (édition imprimée) F160.00 £16.00 US\$32.00 DM70.00

COMPTES NATIONAUX (*annuel*).

Reproduit les données relatives à la comptabilité nationale communiquées par les pays de l'OCDE suivant le système normalisé de l'ONU et de l'OCDE.

Volume I : Principaux agrégats – 1960-1985. Publication – bande magnétique – disquette.

(février 1987) 132 pages

F100.00 £10.00 US\$20.00 DM44.00

Volume II : Tableaux détaillés – 1973-1985. Publication – bande magnétique.

(août 1986)

572 pages

F295.00 £29.50 US\$59.00 DM130.00

COMMERCE EXTÉRIEUR PAR PRODUITS: IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS (*Série C – annuelle*). Publication – bande magnétique – microfiches – extraits à la demande.

Les échanges entre les pays de l'OCDE et leurs partenaires. Ces échanges sont définis par catégories de produits selon la CTCI (premier et deuxième niveaux pour la publication, jusqu'au cinquième niveau pour les bandes magnétiques et les microfiches).

Abonnement 1987 (édition imprimée) F150.00 £15.00 US\$30.00 DM74.00

STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE (*annuel*). Publication – bande magnétique.

Statistiques annuelles comparables sur la population, la population active, le chômage et l'emploi par situation dans la profession, sexe et type d'activité. 1964-1984

(juillet 1986) 498 pages

F195.00 £19.50 US\$39.00 DM86.00

Pour prix et informations complémentaires concernant :

1. les *microfiches*, prière d'écrire au Service des publications de l'OCDE,
2. les *bandes magnétiques*, à l'Unité de diffusion et de réception des données, Direction de l'informatique et des communications, et
3. les *extraits du fichier du commerce extérieur*, à la Division des statistiques économiques et des comptes nationaux.

OCDE

2, rue André-Pascal

75775 Paris Cédex 16, France

Tél : 45 24 82 00

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, 4º Piso,
(Galería Guemes) 1333 Buenos Aires
Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA-AUSTRALIE

D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.
11-13 Station Street (P.O. Box 163)
Mitcham, Vic. 3132 Tel. (03) 873 4411

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Germany) Tel. (0228) 21.60.45
Local Agent:
Gerold & Co., Graben 31, Wien 1 Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Jean de Lannoy, Service Publications OCDE,
avenue du Roi 202
B-1060 Bruxelles Tel. (02) 538.51.69

CANADA

Renouf Publishing Company Ltd/
Éditions Renouf Ltée,
1294 Algoma Road, Ottawa, Ont. K1B 3W8
Tel: (613) 741-4333

Toll Free/Sans Frais:

Ontario, Quebec, Maritimes:
1-800-267-1805
Western Canada, Newfoundland:
1-800-267-1826

Stores/Magasins:

61 rue Sparks St., Ottawa, Ont. K1P 5A6
Tel: (613) 238-8985
211 rue Yonge St., Toronto, Ont. M5B 1M4
Tel: (416) 363-3171

Sales Office/Bureau des Ventes:

7575 Trans Canada Hwy, Suite 305,
St. Laurent, Quebec H4T 1V6
Tel: (514) 335-9274

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade, DK-1370 København K
Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10 Tel. 0.12141

FRANCE

OCDE/OECD

Mail Orders/Commandes par correspondance :
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16

Bookshop/Librairie : 33, rue Octave-Feuillet
75016 Paris

Tel. (1) 45.24.81.67 or/ou (1) 45.24.81.81

Principal correspondant :

Librairie de l'Université,
12a, rue Nazareth,
13602 Aix-en-Provence Tel. 42.26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28, rue du Stade, 105 64 Athens Tel. 322.21.60

HONG KONG

Government Information Services,
Publications (Sales) Office,
Beaconsfield House, 4/F.,
Queen's Road Central

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 & 9,
P.O.B. 1131 - Reykjavik
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, New Delhi I Tel. 331.5896/5308
17 Park St., Calcutta 700016 Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

Pdii-Lipi, P.O. Box 3065/JKT.Jakarta
Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers,
12 North Frederick Street, Dublin 1.
Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze
Tel. 579751/584468

Via Bartolini 29, 20155 Milano Tel. 365083

Sub-depositari :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma
Tel. 6794628

Libreria Hoepli,
Via Hoepli 5, 20121 Milano Tel. 865446

Libreria Scientifica
Dott. Lucio de Biasio "Aeiou"
Via Meravigli 16, 20123 Milano Tel. 807679

Libreria Lattes,
Via Garibaldi 3, 10122 Torino Tel. 519274

La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre
assicurata dalle migliori librerie nelle città più
importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Centre,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, Tokyo 107 Tel. 586.2016

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Centre,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, Tokyo 107 Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Kyobo Book Centre Co. Ltd.
P.O.Box: Kwang Hwa Moon 1658,
Seoul Tel. (REP) 730.78.91

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss St.,
P.O.B. 5641, Beirut Tel. 354429-344425

MALAYSIA - MALAISIE

University of Malaya Co-operative Bookshop
Ltd.,
P.O.Box 1127, Jalan Pantai Baru,
Kuala Lumpur Tel. 577701/577072

NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat, 2 Postbus 20014
2500 EA S-Gravenhage Tel. 070-789911
Voor bestellingen: Tel. 070-789880

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office Bookshops:
Auckland: Retail Bookshop, 25 Rutland Street,
Mail Orders, 85 Beach Road
Private Bag C.P.O.

Hamilton: Retail: Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
Wellington: Retail, Mulgrave Street, (Head
Office)

Cubacade World Trade Centre,
Mail Orders, Private Bag
Christchurch: Retail, 159 Hereford Street,
Mail Orders, Private Bag

Dunedin: Retail, Princes Street,
Mail Orders, P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

Tanum-Karl Johan
Karl Johans gate 43, Oslo 1
PB 1177 Sentrum, 0107 Oslo 1 Tel. (02) 42.93.10

PAKISTAN

Mirza Book Agency
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3 Tel. 66839

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, 1117 Lisboa Codex.
Tel. 360582/3

SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd
Pei-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road No. 02-06
Singapore 1953 Tel. 2831786, 2831798

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.,
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid-28001
Tel. 431.33.99

Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,
Barcelona 7 Tel. 317.53.08/317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16356, S 103 27 STH,
Regeringsgatan 12, Tel. (08) 23.89.00

DS Stockholm
Subscription Agency/Abonnements:
Wennergren-Williams AB,
Box 30004, S104 25 Stockholm.
Tel. (08)54.12.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Germany) Tel. (0228) 21.60.45

Local Agent:
Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 Genève 11
Tel. (022) 31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec.2
Chung Hsiao E. Road
Taipei Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAILANDE

Suksit Siam Co., Ltd.,
1715 Rama IV Rd.,
Samyam Bangkok 5 Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları Is-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No: 191/Kat. 21
Kavaklıdere/Ankara Tel. 25.07.60

Dolmabahce Cad. No: 29
Besiktas/Istanbul Tel. 160.71.88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,
Postal orders only: (01)211-5656
P.O.B. 276, London SW8 5DT

Telephone orders: (01) 622.3316, or

Personal callers:
49 High Holborn, London WC1V 6HB

Branches at: Belfast, Birmingham,
Bristol, Edinburgh, Manchester

UNITED STATES - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Centre,
2001 L Street, N.W., Suite 700,
Washington, D.C. 20036 - 4095
Tel. (202) 785.6323

VENEZUELA

Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337,
Edificio Galipan, Caracas 106
Tel. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2,
P.O.B. 36, Beograd Tel. 621.992

Orders and inquiries from countries where Sales
Agents have not yet been appointed should be sent
to:

OECD, Publications Service, Sales and
Distribution Division, 2, rue André-Pascal, 75775
PARIS CEDEX 16.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a
pas encore désigné de dépositaire peuvent être
adressées à :

OCDE, Service des Publications. Division des
Ventes et Distribution. 2. rue André-Pascal. 75775
PARIS CEDEX 16.

70712-04-1987

PUBLICATIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16 - N° 44056 1987
IMPRIMÉ EN FRANCE
(12 87 41 2) ISBN 92-64-22959-6
ISSN 0304-3274

41

JUIN 1987

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Le Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE présente ses prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des dix-huit prochains mois. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays Membre, compte tenu des incidences des évolutions internationales sur chacun d'entre eux. Les politiques que les gouvernements adoptent actuellement pour résoudre les problèmes économiques de l'heure font l'objet d'une attention toute particulière. On trouvera également un résumé des statistiques et prévisions concernant les comptes extérieurs des pays de l'OPEP et des pays en développement non producteurs de pétrole.

REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE

Cette publication semestrielle, réalisée par le Département des affaires économiques et statistiques du Secrétariat de l'OCDE, contient des articles axés sur des analyses macro-économiques et statistiques appliquées qui sont faites, généralement, dans une optique internationale ou comparative.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE *des divers pays Membres*

Le Comité d'examen de situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE publie régulièrement, pour chaque pays de l'OCDE, une étude des tendances et de la politique économiques. Ces études sont plus détaillées que celles qui paraissent dans les Perspectives économiques.